

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

LES PRISONNIERS DE GUERRE AU TEMPS DU 1^{er} EMPIRE

LA DÉPORTATION
AUX
BALÉARES ET AUX CANARIES

(LES ARCHIPELS ENCHANTEURS ET FAROUCHES)

DES

SOLDATS DE BAYLEN ET DES MARINS DE TRAFALGAR
(1809-1814)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL
POUR L'OBTENTION DU GRADE DE DOCTEUR ÈS LETTRES

PAR

THÉO

GEISENDORF-DES GOUTTES

DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

ÉDITIONS LABOR
GENÈVE

La Faculté des Lettres de l'Université de Neuchâtel, sur le rapport de M. le professeur ED. BAUER et de M. TOMAS BERTRÁN, privat docent, autorise l'impression de la thèse de M. THÉO GEISENDORF-DES GOUTTES, Docteur ès sciences politiques de l'Université de Genève, tout en laissant à l'auteur la responsabilité des opinions qui s'y trouvent énoncées.

Le Doyen
de la Faculté des Lettres,
ED. BAUER.

Neuchâtel, le 7 avril 1936.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos.....	IX
Les sources.....	XI

EXPOSÉ LIMINAIRE

AU CAPRICE DES HOMMES ET DES FLOTS

CHAPITRE I.

LA FLOTTE ERRANTE. Espérances pascals. La tempête et les escales forcées. Jeu de volant.....	3

CHAPITRE II.

MAGISTRATS INEXORABLES. L'émigration qu'on tolère, l'invasion qu'on redoute. Hésitations, faiblesses et duretés du pouvoir.....	18

CHAPITRE III.

LES ILLUSIONS PERDUES. Échec au projet d'échange.....	35
RÉFÉRENCES ET NOTES.....	44

LIVRE I

CABRERA, L'ILE TRAGIQUE

CHAPITRE I.

CABRERA DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS. Dans l'espace, dans le temps.	49

IV LES ARCHIPELS ENCHANTEURS ET FAROUCHES

Première période.

UNE COMMUNAUTÉ ISSUE DU CHAOS

CHAPITRE II.

ABANDONNÉS AU DÉSERT.....	63

CHAPITRE III.

REDRESSEMENT SPONTANÉ. Le pain tout juste quotidien. Le lieu où reposer sa tête. L'exercice de la justice.....	70

Deuxième période.

CONFLIT DE RÉGIMES

INTRODUCTION : ALARMES EN HAUT LIEU.....	93

CHAPITRE IV.

LA VRAIE FIGURE DE L'AUMONIER. L'arrivée. Dithyrambe. Autres cloches, autres sons. La source des malentendus. Le défenseur des abandonnés.	98

CHAPITRE V.

LES TOURMENTS DE LA SOIF ET L'REUREUX SORT DU CAPORAL DE LA FONTAINE. Promotion opportune. Les conséquences d'un rapt. Petits profits et grands bonheurs d'un fonctionnaire conscient.	114

CHAPITRE VI.

DÉBOIRES ET DÉBATS DE L'AUTORITÉ. L'intervention du commissaire. La ration des morts et les hommes de bois. La Junte aux abois.	129

CHAPITRE VII.

CE QU'ON A COUTUME D'APPELER SERVICE DE SANTÉ. Recrudescence d'épidémies. La catastrophe de la Toussaint. L'ambulance du fort. Le dernier asile.....	142

CHAPITRE VIII.

LES FEMMES ET LE CURÉ. L'une et l'autre qualité. L'aumônier moqué et pas content. Pour le cœur, il n'est pas de frontières.....	157

Troisième période.

L'HIVER TERRIBLE

CHAPITRE IX.

VÊTIR CEUX QUI SONT NUS. Les hommes des cavernes. Éloquence parlementaire. L'entraide des miséreux. De l'Intendance à l'Évêché : feintes, parades et ripostes. Les bienfaiteurs anglais et la noble exilée.....	169

CHAPITRE X.

LES HORREURS DE LA FAIM. Rations trop tôt consommées. Pendant qu'ailleurs on réveillonne... L'attaque de la barque au pain. Tandis qu'à Paris ce sont les jours gras !... Le septième jour...	189

CHAPITRE XI.

LE ROI MARTYR. OU CHERCHER LES RESPONSABLES ? L'unique aborigène. L'holocauste. L'autre danger. Les responsables.....	202

Quatrième période.

JOURS MOINS SOMBRES

INTRODUCTION.....	219

CHAPITRE XII.

PROFILS DE CHEFS. Le sous-lieutenant de Maussac. Le lieutenant de vaisseau Gérodiac. Le commandant Duval.....	222

CHAPITRE XIII.

LES ARTS ET LA PAIX. L'agriculture et l'élevage. Les industries nouvelles. Métiers et gagne-pain. Salaires et débouchés. Le centre des affaires. Les Amis réunis. Enseignement et beaux-arts.....	234

CHAPITRE XIV.

LE SUPERFLU, CHOSE SI NÉCESSAIRE. Un théâtre de la nature. La comédie et l'opéra dans la citerne. Jours de fête : le toast à l'eau claire.....	251

LIVRE III

LES OUBLIÉS DE L'ATLANTIDE

INTRODUCTION. Au lendemain de Trafalgar.....	491
CHAPITRE I.	
CONVULSIONS TERRESTRES, MIGRATIONS ETHNIQUES ET PASSIONS PARTISANES. Les terres convoitées. Français, Anglais et Espagnols aux prises. Querelles et intrigues de clans.....	495
CHAPITRE II.	
LES ÉQUIPAGES DE ROSILY. Origines et apprêts d'une déportation. Premiers contacts.....	507
CHAPITRE III.	
ACCUEIL SANS CHALEUR, TRAITEMENT SANS LARGEUR. Les plans de dislocation. Dépôts et cantonnements : Ile de Ténériffe, Ile de la Grande Canarie, Ile de La Palma.....	516
CHAPITRE IV.	
LES TROIS PLAIES DE PHARAON. La fièvre jaune. Les sauterelles. La famine. Le correctif : métiers et industries.....	535
CHAPITRE V.	
POUR ÉCHAPPER AUX TROUBLES PUBLICS. Du sang qui coule à propos d'un maître à danser. Trois évasions connues.....	547
CHAPITRE VI.	
LE RAPATRIEMENT DE LA ONZIÈME HEURE. Lenteurs officielles. Rhizomes d'une tige nouvelle.....	559
RÉFÉRENCES ET NOTES.....	569
ANNEXES.....	573
SOURCES MANUSCRITES ET BIBLIOGRAPHIE.....	599
INDEX ALPHABÉTIQUE.....	615

scènes où tant d'héroïsme inutile n'aboutit qu'à d'innombrables détresses : l'imprudence, plus encore les fautes d'un César égaré par la flatterie, aveuglé par l'orgueil ? A Dieu ne plaise ! D'autres que nous (M. Pierre Conard, M. Geoffroy de Grandmaison, M. André Fugier, M. le colonel Grasset, pour ne citer que les hispanisants les plus notoires) l'ont dit avec une autorité à laquelle ne pouvait prétendre un simple fouilleur d'archives.

Certes, notre dessein fut autre en découvrant le cloaque dans lequel, livrés aux rigueurs de la Junte suprême et à la mauvaise foi d'un Morla, croupirent jadis les débris du corps de Dupont : il fallait marquer tout l'odieux d'une situation où l'État capteur ne trouve pas, en face de lui, un autre État résolu à préserver, coûte que coûte, la santé et la vie de ses ressortissants.

En présence des drames répétés qui se dérouleront aux Baléares et aux Canaries, on ne sera pas peu surpris de l'absence de tout effort à nous connu de libération, de la moindre tentative d'adoucir, fût-ce d'un geste, le sort terrible des victimes. Aussi, les hommes d'aujourd'hui demeurant ce qu'ils étaient hier, comment s'attendre à mieux pour demain ?

Établir, en vue des conflagrations futures, un code du prisonnier, rien de plus juste : cette aspiration des juristes peut, en une certaine mesure, consoler nos contemporains des turpitudes que l'on a vues à Cadix, qu'on reverra décuplées à Cabrera et qui n'ont, hélas ! pas manqué à de plus récentes guerres.

Mais le correctif unique, disons plutôt le seul salut d'un monde où dictatures et révolutions préparent des entr'égorgements effroyables, ce ne sont point les appels à la force, ce ne sont même pas les pactes et conventions solennellement paraphés, — qui donc se privera de les violer tôt ou tard ? — c'est uniquement le retour à la parole inspirée :

— « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le de même pour eux ! »

L'AUTEUR.

Tressicordy,
Grand Lancy, Genève
Juin 1936.

AVANT-PROPOS

La conquête d'un trône entreprise au rebours du bon sens ; le laborieux enfantement d'une constitution qu'on impose au lieu de la proposer ; une campagne dont les préliminaires diplomatiques ont manqué à l'égal de la préparation militaire ; un pays immense, pauvre en communications, plus pauvre encore en ressources ; le défaut de commandement unique et des ordres contradictoires jetés, au hasard des jours, par un chef suprême trop éloigné des opérations, — en faut-il davantage pour que la guerre d'Espagne soit une préface à l'écroulement du trône impérial ?

Toutes ces erreurs d'un autocrate, autant que leurs funestes suites, ont été rappelées dans un premier ouvrage où, vision horrible, on a dépeint congrûment la terreur andalouse et la géheune des pontons.

Le présent volume contient le récit de l'exil et des tourments nouveaux que subirent, déportés en deux archipels, les soldats de Baylen et les marins de Trafalgar. Ce rappel des faits nous a semblé d'autant plus instructif que vingt-cinq lustres ont fui sans qu'aucun historien de France ou d'ailleurs s'y soit jamais attaché.

L'accueil indulgent qu'on a bien voulu réserver à de précédentes recherches nous porte à croire que notre indépendance n'a point nui à leur objet. Que pensions-nous donc établir en décrivant des

LES ARCHIPELS ENCHANTEURS ET FAROUCHES

LES SOURCES

Gébles et Pontons d'Espagne, paru en 1932, contient un exposé détaillé des sources auxquelles a puisé l'auteur.

Sur la campagne d'Andalousie et ses suites, du moins pendant l'internement des prisonniers de Baylen dans la Péninsule, l'essentiel est donné. Pour toute cette période, qui va de l'automne de 1807 au printemps de 1809, jamais la littérature n'a manqué. On trouve à ses origines des auteurs et des témoins justifiant d'une certaine culture : ce sont des officiers, français ou étrangers, dont il faut louer la précision autant que les qualités narratives. S'appuyant sur ces récits et sur les copieux dossiers des Archives nationales, plusieurs écrivains militaires (le lieutenant-colonel Titeux entre autres) ont parlé avec exactitude de la célèbre bataille, mais n'ont pas manifesté autant d'intérêt pour la captivité qui suivit. Notre propre documentation, puisée aux Archives de France, d'Espagne et de Suisse, n'a fait qu'étendre le champ de leurs informations. Seul le silence des historiens ibériques a pu causer quelque surprise mais, pour des raisons faciles à deviner, ainsi que le remarque M. André Fugier (*Revue historique*, N° 357, p. 116), ils ont toujours éludé la question.

Toutes différentes sont les sources où l'on puisera pour la seconde partie de cette tragique épopée.

Sauf exceptions, narrateurs et mémorialistes ne sont plus chefs soucieux de plaider une cause, mais sous-officiers et simples soldats racontant leurs misères. La simplicité du récit (disons même sa sincérité) s'impose avec d'autant plus de force que nul ne vise à déprécier ni à prôner personne. On est en face d'humbles témoins disant, avec l'éloquence de ceux qui ont souffert :

J'étais là, telle chose m'avint...

* * *

Du côté des vainqueurs, deux historiens sont entrés en lice. Moins timorés que leurs confrères de la Péninsule, les écrivains majorquins Miguel S. Oliver et Jaime Garau n'ont pas craint d'aborder un sujet brûlant, quitte à tirer, selon leurs tempéraments, des conclusions opposées.

Mais, en France et ailleurs, chez les compilateurs ou les rédacteurs de notices, que de méprises, que d'ignorances cruelles !

Touchant le seul cadre du drame principal, bornons-nous à quelques exemples :

Voici d'abord la *Grande Encyclopédie*, T. VIII, édition de 1889 :

« *Cabrera*. Ile des Baléares à 17 kilomètres sud de Majorque. Elle est entourée d'écueils et d'un accès difficile. Elle est couverte de rochers blanchâtres à peine revêtus de quelques broussailles. Le sol s'élève à 1.200 mètres de haut (!). Elle est inhabitable mais célèbre dans l'histoire parce qu'elle servit de lieu de détention aux 8.000 Français pris à Baylen en 1808 ; la moitié d'entre eux y périt de misère. »

Ouvrons ensuite Bouillet, *Dictionnaire d'histoire et de géographie*, 30^e édition (1893) :

« *Cabrera*, Capraria, l'une des îles Baléares, à 14 kilomètres de Majorque, 20 kilomètres carrés. Bon port défendu par un château fort. Cette île a peu d'habitants. Elle doit son nom aux chèvres qui y étaient très nombreuses. Dans la guerre d'Espagne (1808-1813) des prisonniers y furent détenus sur des pontons (!)

Consultons le *Larousse du XX^e siècle*, imprimé en septembre 1932 :

« *Cabrera*, petite île espagnole de l'archipel des Baléares, peuplée d'une centaine d'habitants qui élèvent des chèvres (!). Les souffrances endurées à Cabrera de 1808 à 1813 par les prisonniers français après la capitulation de Baylen ont donné aux pontons de cette île une triste célébrité. »

Enfin, comme bouquet de ce feu d'artifice, réservons la notice du *Dic-*

tionnaire de géographie universelle, dû à Vivien de Saint-Martin et à Louis Rousselet :

« *Cabrera*, petite île de l'archipel des Baléares, séparée de Majorque par un détroit *peu profond* (sa bathymétrie atteint cependant quarante-deux mètres !). Montueuse, d'un climat très sain, *couverte* (!) de pins sylvestres, de cistes, d'arbousiers et autres arbustes. Elle offre au N.-O. un bon port défendu par un vieux château *mauresque*. Bien que déserte, elle a pour habitants des *bannis* (!), *des déportés*, car c'est ce que les Espagnols nomment un *presidio*, un *bagne*. »

C'est donc à des publications faisant autorité qu'on doit la propagation de légendes telles que pontons dans une île déserte où il n'y en eut jamais, ou élevage de chèvres par des indigènes (pourquoi pas des sauvages ?) beaucoup moins nombreux qu'on ne l'affirme. Quant à la distance entre l'îlot et l'île voisine, elle varie également selon les rédacteurs, à moins que, comme Élisée Reclus (*Géographie universelle*, tome I, p. 793), on ne supprime la difficulté en supprimant aussi Cabrera de la mer des Baléares !

Lorsque d'illustres savants en sont là, comment s'étonner qu'à l'étranger, la grande *Encyclopedia britannica* ignore jusqu'au nom de ce rocher perdu ou que le *Brockhaus* de 1920 lui donne, comme population, quarante habitants, *la plupart bergers* (!), là où ne poussent que des buissons épineux...

On dirait vraiment que, s'ajoutant à toutes les infortunes qui la frappèrent, Cabrera devait encore subir celle d'être maltraitée par les érudits de tout poil ! Signalons pourtant (en plus de l'*Enciclopedia universal* hispano-américaine suffisamment exacte) une très honorable exception : c'est la magnifique *Enciclopedia italiana* où, pour la première fois, sont donnés des renseignements précis et même un essai de bibliographie.

... *C'est du Sud aujourd'hui que nous vient la lumière !*

Ne fût-ce donc que par motif d'exactitude, il était temps qu'on s'occupât, une bonne fois, de l'Île tragique.

* * *

Sur Cabrera, son sous-sol, son système orographique, ses golfes et ses caps, on trouvera à la bibliographie de ce volume tout ce qu'il nous a été possible de réunir, autant en castillan qu'en catalan, en français qu'en italien. Le butin est d'ailleurs modeste. Il en est de même pour son histoire : on ne peut signaler que l'ouvrage de Don Pedro Estelrich, *La Isla de Cabrera*,

publié à Palma en 1906 et l'indécouvrable brochure du polygraphe majorquin, Bover de Rossello, qui, en 1847, résuma, « tous les événements en rapport avec ceux qui concernent la France ». Aucune des bibliothèques publiques de Palma ne contient ce dernier opusculé. L'éditeur Guasp, dont la maison fut fondée il y a plus de deux siècles, n'a pas réussi à nous le procurer, bien qu'il l'ait imprimé. Mais le monumental ouvrage de l'archiduc Louis-Salvator peut amplement en tenir lieu. Renvoyons aux sept volumes in-folio de ses *Baleraen in Wort und Bild* le lecteur avide de statistiques et de chiffres officiels arrêtés aux années 1884 pour Cabrera, Majorque et Iviça et 1890 pour Minorque.

Comme, à notre connaissance, aucun autre indigène ou hôte de l'Espagne n'a parlé de l'îlot, force nous est de recourir aux mémoires et documents laissés par ceux qu'y conduisit un funeste destin. Plusieurs sont déjà cités dans notre tome I puisqu'on y parle également de l'Andalousie et des pontons de Cadix, mais Cabrera est le sujet central sur lequel la plupart se sont étendus avec abondance.

Mentionnons-les par ordre de date, en raison de l'axiome — si discutable soit-il ! — que plus l'on est proche d'un événement et plus la mémoire des témoins doit gagner en précision.

L'imprimé le plus ancien que l'on possède est le récit d'*Une visite à l'Île de Cabrera*, le 22 novembre 1810. Dû au sous-lieutenant Charles Schürmann, de Delémont, il parut dans le *Schweizerbote* d'Aarau, le 13 décembre, et fut reproduit, le 18 du même mois, par le *Journal Suisse*, plus tard *Gazette de Lausanne*. Vu la fantaisie de certaines affirmations, ce « reportage » en style de l'époque infirme d'emblée la règle qui vient d'être émise.

Vient ensuite le *Rapport*, non daté, mais écrit sans doute en 1810, que le lieutenant de vaisseau Gerdy, capitaine dans les marins de la Garde impériale, adressa à Maret, duc de Bassano, ministre des Relations extérieures, sur sa captivité et celle de ses compagnons, rapport qui demeura longtemps dans le fameux dossier Dupont déposé aux Archives de la Justice. Titeux, le premier (II, p. 711 à 731), l'a fait connaître et, après lui, le *Carnet de la Sabretache* (1921).

De la même époque est le *Journal du général Privé*, déjà consulté sur l'internement en Andalousie. Privé, étant officier supérieur, ne séjourna jamais à Cabrera. Mais il se réfère à des lettres de soldats qui y vécurent et donne sur le séjour à Palma et au château de Bellver d'intéressants détails empreints parfois d'une certaine partialité. Voir également Titeux (III, p. 694 à 704).

On peut y joindre un autre *Journal* (paru dans la *Revue de France* du 15 octobre au 15 novembre 1931) qu'a laissé le *Général Rossetti*, aide de camp de Murat. Piémontais d'origine, enrôlé dans l'armée française en 1797, Rossetti, promu chef d'escadron, fut fait prisonnier dans la Manche en 1808. Il subit vingt-six mois de captivité, principalement à Palma. Ses notes sont précises et apparemment exactes mais ne concernent, elles aussi, que le séjour à Majorque.

Les deux lettres de l'officier de marine *Louis Pujol*, datées de mai 1814 et publiées par la *Nouvelle Revue rétrospective* de 1890, appartiennent à la même catégorie.

A ces quelques documents se limitent les témoignages directs et contemporains. Tous ceux qui vont suivre seront des souvenirs vécus, très probablement rédigés et en tout cas publiés pas mal d'années plus tard.

*
* *

La série s'ouvre par la *Relation circonstanciée de la situation des prisonniers français dans l'île de Cabrera*, imprimée à Paris et à Caen en 1815 et réimprimée à Bordeaux en 1823. Elle est signée *Dubuc* et cette modeste pièce, de huit pages seulement, a toute la saveur d'un témoignage personnel. *Dubuc* n'apparaît dans aucun autre récit. C'est probablement l'homme dans la foule, qui n'a jamais prétendu à jouer un rôle et n'en est que plus digne de foi.

Cinq ans après, paraît, anonymement, *Un tour en Espagne, mémoires d'un soldat*, dont une seconde édition, datée de 1823, porte le nom de *J. Quantin* avec cette indication nouvelle : *Trois ans de séjour en Espagne ... et dans l'île de Cabrera*.

Puis, toujours en 1823 (2^e édition en 1829), ce sont les *Mémoires d'un officier français*, signés *C. de Méry* mais attribués plus exactement au commandant *Carrère-Vental* qui, sous-lieutenant de voltigeurs à Baylen, nous a légué l'une des seules relations de gradés sur la captivité subie aux Baléares. Voir d'autres détails à son sujet, page XXIII du chapitre *Les Sources* de notre tome I.

En 1826, sortent de presse les deux volumes de *Mémoires* publiés sous le nom de *Robert Guillemard, sergent en retraite*, lequel, tombé aux mains des Espagnols dans le royaume de Valence, n'est arrivé à Cabrera qu'en mars 1810. On sait que la tradition gratifie le sergent Guillemard, natif de

Six-Fours (Var), du coup de feu qui tua Nelson à Trafalgar. Un anonyme a-t-il voulu couvrir de ce nom, relativement glorieux, des souvenirs fort animés ? C'est possible. Plusieurs auteurs attribuent l'ouvrage au Marseillais Barbaroux, connu comme conventionnel ou à un officier nommé Lardier que Lorédan Larchey assure natif d'Ollioules. Une recherche dans cette localité ne nous a pas permis de vérifier cette assertion, mais le nom de Lardier est connu dans le pays et rien ne s'oppose à ce que l'un de ses porteurs ait adopté le pseudonyme de Guillemard. Un portrait de l'auteur orne la 2^e édition, corrigée et augmentée (1827), et la 3^e édition (1833). L'ouvrage, indice certain de l'intérêt qu'il présente, a été traduit en anglais. Le récit du séjour dans l'îlot maudit n'occupe que deux chapitres sur lesquels on aura lieu de faire certaines réserves.

Infiniment plus étendus et plus sûrs sont les renseignements que l'on doit à *Louis-Joseph Wagré* dont trois ouvrages successifs (1828, 1833 et 1835) n'ont pas épuisé la verve. Né à Gournay-sur-Aronde, Wagré était mitron à Paris, lorsqu'en 1807 la conscription l'atteignit et lui fit rejoindre, à Lille, la 1^{re} légion. Dirigé sur Bayonne, ce Picard mâtiné de Normand fit, avec le corps de la Gironde, toute la campagne de 1807-08. Nommé caporal à Ségovie, il conserva ce grade jusqu'au terme d'une carrière militaire qui ne prit fin qu'à Waterloo. Il appartenait à la division Vedel et, comme tel, prit part à l'action qu'on a vu se dérouler entre Jaén, Baylen et Andujar. Une fois les régiments dispersés dans les quartiers d'Andalousie, Wagré fut occupé aux travaux des champs puis dirigé sur Xérès. De là, comme tant d'autres, il échoua sur les pontons et, trois mois plus tard, on le transportait à Cabrera.

De toutes les relations, la sienne est l'une des plus frappantes par sa simplicité, l'accent de vérité et une sorte de candeur aimable. Il la rédigea vers 1828, une fois marié et établi maître-boulangier, à Paris, 15, rue Neuve-Saint-Martin. Mais il est permis de croire que, pour élever ses sept enfants, Wagré jugea, quelques années plus tard, qu'une nouvelle édition de son récit, légèrement revue et fort peu augmentée, pourrait intéresser ses contemporains et accroître ses ressources.

Ainsi parurent de nouveau, en 1835, les *Mémoires des captifs de l'île de Cabrera* ou *Les adieux à cette île où seize mille Français ont succombé sous le poids de la misère la plus affreuse*.

Mais alors que, dans le précédent volume, il racontait son évasion au cours d'une troisième année de captivité, son passage à Cadix, ainsi que les péripéties d'une traversée de l'Espagne, l'auteur, cette fois, déclare bien

s'être évadé mais avoir été repris, puis être demeuré à Cabrera jusqu'en 1814, date du rapatriement final.

Auquel des deux récits ajouter foi ?

Selon nous, il faut donner la préférence au premier pour cette raison que, dans le second, par suite d'une situation matérielle un peu difficile, Wagré a sans doute légèrement spéculé sur la pitié de ses contemporains ; peut-être même a-t-il voulu leur donner le change, car on n'y entend plus parler du *Caporal de Grenadiers*, mais simplement de *M. Wagré, ancien prisonnier*. Par ce seul titre et probablement sans y penser, l'auteur nous livre la clé du mystère : à peine incorporé au 27^e de ligne, il fit la rencontre, à Tours, d'un ancien camarade de Cabrera qui lui conta les derniers temps de la déportation et l'arrivée à Marseille¹. Ne serait-ce pas cette source anonyme que Wagré a utilisée jusqu'à la croire sienne et la signer de son nom ? Tout paraît l'indiquer.

A la différence de Gille, dont on fera connaissance plus loin, et surtout de Méry, Wagré, dont l'instruction est bien rudimentaire, semble brouillé avec la chronologie. Rien de plus fantaisiste que l'ordre dans lequel il groupe les événements. Il ne connaît que les dates de son entrée au service, de la capitulation de Baylen et de son arrivée à Cabrera.

Son travail de plume ne se borna pas à des *Souvenirs* et *Mémoires*, car c'est encore à lui qu'on doit, en 1836, une *Respectueuse pétition* contresignée par cinquante-cinq de ses compagnons de souffrances et demandant à Messieurs les Membres de la Chambre des Députés « un secours pour les survivants de cette tragédie, la plupart couverts de douleurs, dans la misère et dans l'impossibilité de se livrer à un travail continu » (*sic*). Cette pièce rarissime est à la Bibliothèque nationale.

Les *Aventures d'un marin de la Garde impériale* s'apparentent de très près aux mémoires et aux souvenirs du caporal de grenadiers. *Henri Ducor*, leur auteur, et Louis-Joseph Wagré sont, l'un et l'autre, de ces entreprenants auxquels, dans la pire infortune, sourit encore quelque bon génie. On trouvera (p. xxiv du tome I) quelques éléments pittoresques touchant cet ouvrage quatre fois réédité (1833, 1858, 1891, 1895) et traduit en allemand (1908).

Bernard Masson, simple sergent, qui raconta l'évasion et l'enlèvement de prisonniers français de l'île de Cabrera (1839), mérite une particulière mention, car, authentifiées par une pièce officielle découverte aux Archives de

1. Wagré, *Souvenirs*, p. 272 à 274.

la Guerre, ses trente pages résument un épisode vraiment extraordinaire (voir livre I, ch. XVIII).

Viennent ensuite, par ordre de dates, quelques ouvrages dont il a été déjà parlé mais auxquels il convient de s'arrêter à nouveau.

Des quelque trois cents pages in-8°, rédigées en 1847 et parues en 1849 sous ce titre : *Souvenirs de l'Empire : Les Cabrériens, épisodes de la guerre d'Espagne*, on ne connaissait jusqu'ici comme auteur que Gabriel Froger, qui ne fit que consigner les récits d'un vieux soldat. S'intitulant avec modestie « chétif copiste », Froger fut le confident d'un simple artisan au déclin de la vie et ainsi nous a conservé de précieuses données. Mais s'il l'appelle familièrement Sébastien, jamais il n'en révèle le patronyme.

Nous avons cherché à le découvrir et nous y sommes arrivés. Disons brièvement de quelle façon. Dans la pétition à la Chambre de 1836, un seul Cabrérien sur cinquante-cinq a signé : Sébastien. Premier indice. D'autre part, la liste des prisonniers sur laquelle se clôt le volume de Froger contient cent deux noms dont aucun n'est accompagné de ce prénom : l'auteur des récits a donc voulu cacher son identité. Preuve en soit le patronyme *Boulerot*, corroyeur, 186, rue Mouffetard, qui apparaît sans autre mention : second indice. Par bonheur, Wagré a publié en 1835 une liste des captifs à lui connus et l'on y retrouve un *Boulerot, Sébastien*, 204, rue Mouffetard, qui appartenait à la 1^{re} légion de réserve, 2^e bataillon, 6^e compagnie. Revenons maintenant à l'ouvrage de Froger qui, page 15, s'ouvre par ces mots : « J'étais marié lorsque la conscription vint m'atteindre en l'année 1807. Désigné pour rejoindre à Lille la 1^{re} légion, j'y arrivai le 18 juin et fus incorporé, le lendemain, dans le 2^e bataillon à la 6^e compagnie »...

Plus de doute, « le soldat de Froger », comme on l'a souvent appelé, n'est autre que *Sébastien Boulerot*, corroyeur, et c'est sous son nom véritable (pareil honneur lui est dû !), que nous le désignerons le plus souvent.

Pour les *Cinq ans de captivité à Cabrera ou Soirées d'un prisonnier d'Espagne*, par l'abbé C. T. du diocèse d'Amiens (in-16, Lille, 1853, 2^e édition en 1859), la question est plus simple. Fils d'un ancien soldat qui, lui aussi, passa six ans de sa vie en captivité, l'abbé Turquet a consigné sous forme de dix « Veillées » les récits de son père. Ce petit volume de cent quatre-vingt-douze pages contient plus d'un emprunt, sans indication de source, à Wagré ou Ducor. La couleur très marquée, qui en fait presque un livre de piété, tient évidemment au caractère sacerdotal du rédacteur. Mais, part faite de cette origine et du but de l'ouvrage, dédié « aux enfants des pri-

sonniers de Cabrera », ce petit livre relate plus d'un incident qu'on a plaisir à relever. Il fut traduit en espagnol en 1906.

Rappelons encore, pour mémoire, trois courtes contributions, déjà signalées p. xxv de notre tome I : d'un anonyme, *Le Journal d'un sergent-major* publié dans le *Monde illustré* de 1866, 2^e semestre, et de *Flamen d'Assigny*, *Les Souvenirs d'un prisonnier de guerre*, Carnet historique et littéraire, Paris, 1900 ; de *Merchier* (de Cassel), diverses notes qui, datées de 1847, n'ont vu le jour qu'en 1925.

* * *

Fait assez frappant (il peut inciter les historiens à la patience), toute une série de relations nouvelles et d'un très haut intérêt n'ont vu le jour qu'un siècle environ après la grande aventure. On les doit à des érudits dont le nom est caution suffisante.

Ainsi les *Mémoires d'un Conscrit* de 1808, du sergent-fourrier L.-F. Gille, qui, l'un des derniers survivants, mourut en 1863, ont été préfacés par son fils Philippe Gille, critique d'art bien connu, mort lui-même en 1901. Il y a peu de récits plus sobres et alertes. On doit d'autant mieux se confier à lui que, géomètre à ses heures, Gille a laissé un croquis et un plan de l'île dont nous avons pu vérifier l'exactitude. Un autre point à noter est le fait que ce narrateur, auquel nous aurons à faire maint emprunt, fut, comme Wagré, conscrit à la 1^{re} légion. Tous deux (l'un grenadier, l'autre voltigeur), ont eu pour chef le colonel Molart. Bien qu'ils rappellent le nom de plusieurs amis communs, Gille n'a pas plus mentionné Wagré que Wagré Gille : il semble qu'en trois ans de captivité ces deux hommes auraient pu se rencontrer ; mais on ne constate aucune contradiction dans les récits qu'ils ont laissés ; leur sincérité à tous deux est hors de doute.

Dus à un Méridional et dès lors plus animés que d'autres, les *Souvenirs d'un Vélite de la Garde*, devenu le capitaine François-Frédéric Billon, furent publiés par un arrière-neveu, M. A. Lombard-Dumas (1905). Billon, fait prisonnier en Aragon eut, si l'on peut dire, la chance de connaître trois lieux de captivité : Mahon, Palma et Cabrera. Plus que d'autres, il dispose d'éléments de comparaison et son humeur enjouée donne à ses récits une indéniable allure.

Entièrement anonyme est la relation du caporal *l'Intrépide* que commenta, dans la *Revue du Cercle Militaire*, le commandant de Cazenove (octobre-novembre 1907). Ici, l'on va droit aux faits sans se piquer de littérature. Fruste et direct, ce journal a tout l'accent de la vérité et l'on n'en peut pas

dire moins du *Journal de la campagne que j'ai faite en Espagne*, de l'adjudant-major Eugène-Alexandre Husson, paru dans le *Carnet de la Sabretache* (1908). Écrivant en 1810, l'auteur apostrophe, sans les nommer expressément, ceux qu'il juge responsables de ses malheurs. C'est ainsi qu'il appelle *Eränegel* (« officier étranger » suppose la *Sabretache*) celui qui n'est autre que Legendre, chef d'état-major de Dupont. À défaut de détails sur Cabrera, supprimés par son éditeur, on a de lui une vivante évocation de l'émeute de Palma.

Quant à la relation du colonel comte D'Eslon, publiée en 1909, par M. Paul Metzger et déjà citée, elle montre tous les troubles que peut éprouver un homme de cœur trop longtemps séparé des siens.

Ces cinq carnets de notes plus ou moins développées constituent une des meilleures sources de renseignements, dépourvus qu'ils sont de tout souci littéraire et de toute attitude.

C'est dans la même catégorie qu'il faut ranger trois courtes contributions de combattants étrangers, le capitaine fribourgeois Charles-Emmanuel von der Weid (*Notes et itinéraire*), notice de M. Max de Diesbach, en 1893, le *Militaerische Laufbahn des OberLeutnants R. K. Amédée von Muralt*, publié à Berne en 1887 et traduit en 1890, dans la *Nouvelle Revue rétrospective*, enfin la *Relation d'Antoine Rais* (Delémont, 1933). Elles sont sincères, incomplètes, mais justes de ton.

Jusqu'ici, comme il appert, rares sont les réserves d'ordre critique que l'on peut faire sur ces divers témoignages. Seuls les *Mémoires* de Robert Guillemard donnent l'impression d'un récit quelque peu arrangé. Il faut pourtant écarter impitoyablement l'un des derniers ouvrages parus, les *Cinq ans de captivité à l'île de Cabrera* que son auteur, M. Charles de la Pâquerie (Tours, 1913), intitule audacieusement : « Récit d'un prisonnier de la guerre d'Espagne ». Ici, malgré l'abondance et l'apparente précision des événements, on est en présence d'une véritable supercherie ou plus exactement d'un truquage des documents parus. Pourquoi, s'il n'a voulu qu'intéresser les jeunes au sort de pitoyables victimes, l'auteur (mort en 1914) a-t-il essayé de donner le change en parlant de manuscrit retrouvé dans un vieux meuble ? C'est décidément avoir mince opinion du lecteur !

À ces quelque vingt-cinq ou vingt-six témoins se limitent à ce jour, du côté français et suisse, nos renseignements sur l'épisode qui forme la part la plus importante du présent volume. On peut admirer cette richesse : elle permettra d'exposer le sujet dans toute son ampleur. Sauf pour des campagnes ou des faits d'armes mémorables, l'Histoire n'enregistre pas toujours pareille floraison.

En revanche, rarement on aura vu archives d'État plus pauvres sur des événements intéressant près de vingt mille Français. A celles de la Guerre se trouvent quelques pièces seulement. Aux Archives nationales : rien, en dehors des dossiers Dupont qui s'arrêtent à Cadix et ignorent jusqu'au nom de Cabrera !

* *

De l'autre côté des frontières, les témoins ont été beaucoup moins proches et nul recueil de souvenirs personnels n'a vu le jour à Majorque ou dans les autres îles.

Seuls des chroniqueurs ou des journaux du temps, en quelques touches trop brèves, ont ajouté certains traits au tableau. Les récits postérieurs, comme ceux d'Oliver et de Garau, sont œuvres d'historiens et non de contemporains.

Par bonheur, il y a aux Baléares des archives et surtout des collections particulières. Félicitons-nous d'y avoir eu accès pour en extraire « la substantifique moelle ».

* * *

A PALMA DE MAJORQUE, il faut consulter, à l'*Archivo regional de Mallorca*, comme l'ont fait consciencieusement les deux auteurs baléares, les *Actes de la Junta* qui retracent avec fidélité tous les débats d'un corps officiel singulièrement dépassé par la grandeur des événements. L'impression qui s'en dégage est celle de luttes qui, depuis un siècle et quart, continuent d'ébranler la solidité même de l'édifice national, luttes entre un conservatisme obstiné et un désir d'émancipation confinant parfois à l'extrémisme.

Mais, par un rare bonheur, c'est le dossier même du commandant de place de l'époque, le chevalier Antonio Desbrull, qu'il nous a été donné de consulter chez son possesseur actuel *Don Jaime Garau*. Près de cinq cents pièces, la plupart en français, la correspondance de l'aumônier avec son chef hiérarchique, les réclamations, les doléances, les suppliques des prisonniers, on retrouve de tout dans ces *Legajos* jaunis et c'est vraiment une aubaine que d'avoir pu recourir à une mine aussi riche, pieusement conservée par les soins d'un amateur éclairé.

A MINORQUE, où des contingents plus réduits n'ont pu laisser autant de traces, l'*Archivo de l'Ayuntamiento*, sagement surveillé par *Don Francisco Hernández Sanz*, écrivain et savant de valeur, ne laisse pas de contenir plusieurs documents essentiels, jadis consultés par les historiens locaux,

Lafuente Vanrel, Rafael Oléo y Cuadrado, Juan Ramis y Ramis et Riudavets y Tudury. Il est clair que ces ouvrages ne se trouvent que sur place et l'on a même quelque peine à les y découvrir. Leur fréquentation est cependant fructueuse. Au surplus, la meilleure source de renseignements est le *Diario* ou journal manuscrit de l'historien *Juan Roca y Vinent*, déposé à ces Archives mêmes et rappelant, aux dates principales, les événements des années 1809 et suivantes. Sur certains épisodes locaux, on a publié (voir *Menorca española en 1808*) des extraits de ce *Diario*, mais, jusqu'ici, nul Minorquin n'a songé à le faire pour les Français qu'un sort malheureux poussait à la recherche d'un havre de grâce.

Quant à IVIÇA, tout le savoir et toute la documentation qu'on peut désirer se trouvent chez l'éminent érudit qu'est M. le Chanoine *Don Isidro Maccabich Llobet*. C'est à son obligeance que nous devons la joie extrême d'avoir retrouvé une liasse de pièces originales, toutes datées de 1810 à 1814 et par lesquelles s'éclaire une période aussi négligée de la chronique ivicène.

A titre de témoignage admiratif et reconnaissant, il sera bien permis de conter ici comment, dans un temps limité par le passage des paquebots qui, deux fois la semaine, rattachent l'île à la Péninsule ou au reste de l'archipel, l'occasion nous a été donnée de conserver mieux qu'un souvenir de ces pièces originales.

Au moment où nous venions de recevoir, des mains du respectable *canonigo*, ce dossier unique en son genre, riche de soixante-quinze lettres et rapports, une demi-journée au plus nous restait à passer à Iviça. Comment copier ou faire copier cela dans un temps aussi court ?

Une introduction nous avait été remise à Majorque pour l'un des maîtres de l'école primaire, le *maestro nacional*, comme on l'appelle là-bas, *Don Joaquín Gadea Fernández*. Nous arrivons chez lui à midi, moment précis où va s'envoler la bande joyeuse de ses écoliers qui portent tous une blouse blanche, relevée au col d'un mince liseré rouge. Don Joaquín leur fait signe : un étranger est là qui s'intéresse à l'histoire d'Iviça. C'est un honneur pour nous, vous devez le sentir. Il voudrait avoir copie de documents anciens qui se rapportent à notre île. Écoutez bien : cet après-midi, il n'y aura pas de leçon de grammaire ni d'arithmétique, mais c'est vous qui copierez ces textes. Est-ce dit ?

Et les bambins de s'écrier : — C'est dit !

Prenant sur le temps de son repas, le *maestro* a distribué les pièces en

quatre catégories correspondant aux degrés de sa classe. A deux heures, muni de papier réglé, il les répartit entre ses élèves, dont pas un ne manque à l'appel.

Aussitôt quarante *atlots*, jeunes garçons dont les aînés n'ont pas plus de treize ans, se penchent sur leurs tables et font grincer leurs plumes. Lorsque l'encre des textes est trop pâle ou que l'écriture paraît indéchiffrable, les voici qui accourent vers le *maestro* ou vers l'étranger. L'un d'entre eux — il n'a pas huit ans — peine et s'efforce, tirant la langue comme le Bamban du *Petit Chose*, mais il n'entend pas céder sa part à quiconque. Et cinq heures n'ont pas sonné que les soixante-quinze lettres et rapports sont transcrits en clair, permettant à l'hôte, si bien accueilli, de prendre le bateau en emportant un dossier complet.

En vérité, après avoir vu le zèle, l'entrain, l'enthousiasme de cette jeunesse ivicine, on gardait une impression singulièrement favorable de l'école républicaine en Espagne et l'on pouvait espérer qu'il s'y préparait de nouvelles forces pour la renaissance d'une grande nation¹.

Autre fait digne de remarque : sur la captivité à Minorque, autant qu'à Iviça, la source de renseignements la plus étendue que nous possédions est due à deux officiers des contingents germaniques que l'Empereur avait contraints à guerroyer en Espagne.

L'un, *Georg H. Barkhausen*, originaire des provinces rhénanes, a passé la plus grande partie de sa captivité à Mahon et à Palma. Son journal, *Tagebuch eines Rheinbunds-Officiers*, paru en 1900 et totalement épuisé chez l'éditeur, retrace fidèlement les quotidiennes misères que doit endurer un Allemand chez des Méridionaux moins méticuleux que lui.

L'autre, intitulé *Meine Gefangennahme in Spanien*, est un opuscule rarissime, datant de 1825, que, par bonheur, possède la Bibliothèque nationale. L'auteur, le *baron von Holzing*, y retrace son odyssée que, bien souvent, il juge lamentable, d'abord à Minorque, puis, plus longuement, à Iviça. Privé de ces deux contributions, les récits qui les concernent eussent manqué d'un élément pittoresque : la mauvaise humeur de Germain servant Napoléon !

1. Écrit en juin 1936, ce passage ne nous semble pas devoir être modifié par le spectacle atroce d'une Espagne que déchire la guerre civile. Au moment où nous avons visité Iviça, la jeune République n'avait pas encore été infectée du virus communiste. Au surplus, l'héroïsme dont les Iviciens patriotes ont fait preuve au cours d'une invasion sanglante suffit à prouver qu'ils savent allier la foi en la démocratie et la fidélité aux plus fermes traditions nationales.

En ce qui touche *les Canaries* et la déportation des marins de Trafalgar dans ce lointain archipel, nous avons pu constater que les renseignements obtenus à distance étaient, en dépit de l'amabilité des correspondants, singulièrement vagues.

La nécessité s'est donc imposée à nous de pratiquer des recherches sur place. Participant, en 1932, à une croisière médicale française, nous avons pu bénéficier là-bas de l'accueil infiniment cordial réservé à des savants du dehors, en ce sens qu'au *Museo Canario* de Las Palmas (Grande Canarie), toute une pléiade de commissaires bénévoles, à la tête desquels était Don *Agustín Martínón Fernández*, s'est associée à nos opérations de sondage dans les *Diarios* ou journaux manuscrits de l'époque. Un peu plus tard, l'un de ces chercheurs, Don *Eduardo Benítez*, nous a fort obligeamment envoyé copie de tous les textes dont nous n'avions pu que dresser inventaire.

À Ténériffe, l'intervention d'un lettré au savoir étendu et à l'amabilité sans bornes, Don *Buenaventura Bonnet Reverón*, professeur à l'Institut national d'enseignement secondaire de La Laguna, s'est traduite par l'envoi de quantité de pièces empruntées par lui aux archives privées du marquis de Hormazas. Qu'il en soit remercié de tout cœur et qu'une pensée spéciale aille à l'inconnu qui, au moment de notre départ, nous a fait remettre le rare et précieux petit volume *Apuntes para la historia de Santa Cruz de Tenerife* qu'un descendant de prisonniers, *José-Désiré Dugour*, a consacré à sa patrie d'adoption.

Toutefois, malgré le silence inouï qui a entouré, en France, cette déportation intéressant les équipages de cinq vaisseaux de ligne de l'amiral Villeneuve, les archives officielles nous ont fourni deux séries de documents d'un exceptionnel intérêt. Aux Affaires étrangères, ce fut la correspondance de Cunéo d'Ornano, consul général aux Canaries ; au ministère de la Guerre c'est le dossier du général de Lorge, dépêché à Madrid par le gouvernement de Louis XVIII. Retrouvera-t-on autre chose ?

Nous le souhaitons sans trop y compter.

Au lecteur de juger si l'effort d'impartialité et les collations de textes que nous avons poursuivies plus de dix ans (au milieu, il est vrai, d'occupations fort nombreuses) ont pu aboutir à des conclusions positives. Voir surgir du chaos une société toute entière et montrer qu'après un lustre de souffrances, elle a surnagé là où d'autres que des Français se seraient sans plus laissés mourir, c'est là, tout de même, une expérience peu banale. On ne nous en voudra pas de l'avoir contée. Et même par le menu. Car elle est une admirable leçon d'énergie !

AU CAPRICE
DES HOMMES ET DES FLOTS

EXPOSÉ LIMINAIRE

CHAPITRE PREMIER

LA FLOTTE ERRANTE

ESPÉRANCES PASCALES

EN pleine semaine sainte, le mardi 28 mars 1809, la vaste *Bahia* gaditane — bleu calice que des plages sablonneuses cernent d'un trait d'argent — ruisselle de lumière sous un soleil printanier. L'animation du moment dissipe jusqu'au souvenir des épouvantes qui, tout un hiver, ont plané sur ses eaux.

A bord des vaisseaux infects et vermoulus, vrais cercueils flottants où, la veille de Noël, l'Espagne enfouit huit à dix mille prisonniers français arrachés à leurs cantonnements d'Andalousie, on voit des êtres hâves, amaigris, loqueteux s'agiter, s'interpeller, se presser à la coupée. C'est à qui, le premier, se précipitera dans des chaloupes bientôt pleines à couler, car nul ne voudrait, un instant de plus, croupir dans cette géhenne.

L'ordre est de rallier, au plus tôt, l'escadre des transports — espagnols aussi bien qu'étrangers — prête à se rendre on ne sait exactement où : ... « *Si Sa Majesté croit opportun de prendre une*

décision, celle-ci pourrait être exécutée en répartissant entre les Iles Baléares et les bagnes ceux qui sont vraiment prisonniers »...¹.

Adressée à la Junte suprême, actuellement à Séville, cette suggestion du marquis de Villet, gouverneur de Cadix, est à l'origine même du transfert qui va libérer — du moins, l'on s'y attend — cinq mille quatre cents officiers et soldats, tous captifs de Baylen. D'autres contingents les remplaceront, venus des bourgs surpeuplés de la Sierra de Tolox ou de la côte grenadine.

Si, dans la troupe, pareille perspective provoque une joyeuse impatience, elle suscite bien autre chose que de l'enthousiasme chez les supérieurs tolérablement installés sur la *Vieille Castille*. S'y soustraire à tout prix semble être la consigne.

De la rade inférieure où, trop longtemps, les ont dominés les canons de Puntalès et de Matagorda, les hôtes des pontons n'ont eu sous les yeux que les pyramides de sel marin hérissant le rivage de l'Isla de Leon ou les murailles rébarbatives du quartier San Carlos. Les voici, maintenant, dans la baie élargie, véritable porte océane, sur laquelle se profile en haut relief Cadix, son enceinte bastionnée et plus loin ses *Castillos*, forteresses aux tons ocrés qui semblent surgir des flots comme un couple de monstres marins.

A l'ancre au port de commerce, la flotte improvisée présente aux yeux éblouis des arrivants « l'image d'une immense forêt »². On ne compte pas moins de vingt-trois transports³ qu'encadrent des vaisseaux de ligne de Sa Majesté Britannique : frégates, goëlettes, brigantins, polacres, il en est de toutes coupes et de toutes tailles. Mais seules les frégates peuvent accueillir des contingents comparables à ceux des navires dérasés : la *Minerva* ou la *Hermida* recevront six cents passagers, la *Pomona* ou la *Dido* quatre cent cinquante, le *Principe Real* cinq cent huit. Sitôt à bord, les chefs procèdent à la vérification des états. Peut-être aurait-on mieux fait de prévoir une visite sanitaire, car nombre d'hommes sortis malades des hôpitaux sont embarqués indistinctement. Aussi, quand le fourrier Gille veut entreprendre le contrôle nominatif du transport n° 10, est-il saisi d'un brusque frisson : beaucoup, qui ont cru échapper à l'épidémie, vont en subir les atteintes nouvelles. Ne point s'attendre, pour y parer, à des soins assidus

ni même à un semblant de confort ! A l'intérieur du navire, les passagers pourront à peine se tenir debout : sans autre couche que les durs planchers de chêne, on les entassera dans les cales de telle façon que, pour se livrer au sommeil, il leur faudra rester assis ou s'appuyer les uns sur les autres ⁴. Les commissaires de la Marine ont poussé les économies jusqu'à diviser les ponts en deux étages superposés, dans chacun desquels nul ne pénétrera qu'en rampant. « Les nègres que l'on amène de la Côte d'Afrique sont certainement moins resserrés que nous ne l'étions... ⁵ » « Et pourtant », s'exclame Quantin, « quoique, dans ces espèces de cages, la chaleur et le défaut d'air nous fissent bien souffrir, nous ne regrettons pas les pontons ⁶. » Détail qu'il faut retenir, l'autorité, cette fois, a prévu des rations d'eau et de vivres qui figurent régulièrement au tableau dressé par le commandant d'escadre. Mais ces vivres sont du mauvais biscuit auquel s'ajoutent des fèves échauffées. Et cette eau ne provient pas des sources de Puerto Santa Maria, seules potables et capables de faire campagne : tirée des puits de la Casseria elle est, dit-on, « comme de la vase ⁷. »

Ce n'est point aux seuls hôtes terriens du *Vencedor* ou de l'*Enero* que s'étend la déportation ordonnée par le gouvernement de la Régence. Le timonier Ducor, alors captif aux casernes de San Carlos, se fait l'écho d'une rumeur qui y sème l'effroi : alors que les débris du corps de Dupont sont censés se rendre aux Baléares ⁸, les marins de l'escadre de Rosily seront transportés sous peu aux Canaries. « Les premiers avaient encore l'excessive bonté d'imaginer qu'on allait tenir à leur égard les articles de la capitulation d'Andujar, en vertu de laquelle ils avaient déposé les armes ; on supposait qu'après avoir relâché à Majorque, ils ne tarderaient pas à revoir leur patrie ⁹ ». Mais les derniers s' alarmaient, non sans raison, d'un transfert aussi lointain. Tout à l'espoir d'être incontinent réembarqué pour la France, le marin de la Garde fait l'impossible pour partager le sort des soldats et, stratagème heureux, c'est à un chasseur à cheval qu'il en demande les moyens.

Cinq jours seront employés aux visites médicales dont, pourtant, l'on a reconnu la nécessité. Puis on procède à l'appareillage des vingt-trois navires, parmi lesquels se trouvera — qui sait comment ? — un brick américain, la *Sally*, portant le nom espagnol

d'*Amistad* (l'amitié) ainsi qu'un brigantin, innocemment baptisé l'*Amigo fiel* (l'ami fidèle). Que l'on y ajoute les frégates la *Fraternidad* ou l'*Amable* et l'on se croira dans la plus affable des sociétés. Hélas ! rien n'indique que le Vendredi saint, où le calme plat interdit de hisser les voiles, ni le lendemain, où le vent souffle avec une violence telle qu'on ne peut songer à lever les ancres¹⁰, les pensées des gardiens autant que celles des captifs se soient portées vers les souvenirs sacrés que ces jours font revivre.

Sonnez donc à la *Catedral Vieja*, ô cloches revenues de Rome, sonnez à la *Capilla de Santa Catalina*, sonnez encore à *San Felipe Neri* ou à *Nuestra Señora del Carmen* : pour les belles Gaditanes en mantilles, vous évoquerez l'incomparable joie de Pâques. Mais, quand leur parviendra votre voix, que penseront ces misérables entassés au fond de cales fétides ? Apporterez-vous enfin les promesses de résurrection et de vie à ces Lazares en leur tombeau ?...



LA TEMPÊTE ET LES ESCALES FORCÉES

Le lundi 5 avril, la brise s'annonce favorable ; le commandant Don José de Vargas (que Gerdy persiste à nommer Arrias) va donner, à cinq heures, le signal du départ¹¹.

Sur la *Cornélie*, ancienne frégate de l'escadre de Rosily tombée aux mains des Espagnols, flottent les couleurs amirales. A son bord, que bien que mal, se sont empilés la plupart des officiers supérieurs : tout généraux qu'ils sont, Dufour et Privé n'ont pour logis que la soute aux voiles. Aux transports, on a donné pour escorte quatre bâtiments espagnols et trois anglais, le *Bombay*, le *Nord* et la frégate l'*Embuscade*. Les deux derniers, comme la *Cornélie*, sont à coup sûr des prises.

Une manœuvre aussi considérable ne saurait aller sans quelques incidents. Au moment où le *Principe Real* vient de lever les ancres, un navire britannique, toutes voiles dehors, engage son beaupré dans les haubans de la frégate. A grands coups de hache, les marins doivent abattre le mât d'avant pour éviter la démolition com-

plète du grillage où il s'est engagé¹². D'urgence, on répare les dégâts. Le lendemain, à midi, la flotte, qui s'est mise en panne pour attendre le vaisseau blessé, peut enfin prendre le large.

Le temps est au beau. Mais, contre le vent debout, il faut courir des bordées vers la côte d'Afrique. Déjà l'on aperçoit la Montagne des Singes au pied de laquelle est Centa ; sur l'autre rive, se profile, inexpugnable et menaçant, le rocher de Gibraltar. Le même jour, le convoi entre dans la Méditerranée. Tout aussitôt, l'anxiété se dissipe : ce n'est donc pas, comme beaucoup l'ont obstinément cru, l'archipel canarien que l'on donne pour terme au voyage. « Nous renaissions à l'espérance » exulte le soldat Sébastien « et vognions avec une joie réelle vers notre nouvelle destination¹³. »

O paradoxe ! si l'Océan s'est montré bon prince, la Grande Bleue semble beaucoup moins complaisante. Au large du cap Palamos, une saute de vent se produit ; la mer devient houleuse, le ciel s'enténébre, des éclairs incessants annoncent la tempête. Gille, enfant de Paris qui n'a pas le pied marin, la décrit sous les plus sombres couleurs : « La nuit étant tombée, très obscure, les vagues de la mer, semblables à des montagnes, venaient se briser sur notre bâtiment ou quelquefois paraissaient l'élever jusqu'aux nues pour le précipiter ensuite dans un profond abîme. La foudre seule éclairait cet effroyable tableau... Au milieu de ce bouleversement, le capitaine et les matelots, effrayés par l'imminence du danger, abandonnèrent toutes les manœuvres pour ne songer qu'à Dieu¹⁴. »

Désemparé par la chute de son mât d'artimon et desservi par un équipage terrorisé, le *Principe Real* aurait sans doute échoué sur quelque récif si plusieurs sous-officiers français, s'emparant du gouvernail, n'étaient parvenus à l'éloigner de la côte de Barbarie toute hérissée d'écueils. C'est également aux gens du métier qu'il faut recourir pour éviter d'autres catastrophes. Le capitaine de la *Cornélie*, mal équipé, mal secondé et ne connaissant pas les parages, a déjà perdu deux ancres en voulant mouiller. Près d'échouer sur les rochers d'Afrique, le voilà contraint d'implorer le secours de ceux qu'il transporte. Les capitaines de vaisseau Bourdes et Bouvier, aidés de trois capitaines de frégate, réussissent, non sans peine, à échapper aux récifs de Carnero et à

conduire le navire au fond de la baie d'Algésiras. « Nous venons », disent-ils, « de l'échapper belle ! ¹⁵ »

Faisant eau de toutes parts, le transport n° 2 est si mal en point que, pour seul remède, les marins espagnols se bornent à pousser des cris lamentables. « Enfin », note Wagré, « après avoir été le jouet des flots, le vaisseau heurta un écueil avec un craquement sinistre qui nous fit croire à notre heure dernière ¹⁶... » Une habile manœuvre de l'équipage aboutit pourtant à le dégager et l'on peut joindre Gibraltar, où dix jours de relâche seront employés à réparer les dégâts.

Dans cette rade se sont réfugiés d'autres navires moins endommagés qui ont obéi aux signaux de la frégate amirale. L'officier de voltigeurs de Méry profite de l'escale forcée pour examiner les défenses de la citadelle britannique qu'il déclare formidables et remarque avec regret que, faute de guides compétents, les prisonniers, tombés dans une sorte de fatalisme, vont laisser échapper leur unique chance d'évasion : « Si », dit-il, « sur chaque transport nous avons eu avec nous quelques officiers ou seulement quelques matelots expérimentés, il n'y a pas de doute que plusieurs bâtiments n'eussent réussi à s'éloigner du convoi. La nuit où commença l'orage était obscure et pouvait favoriser cette fuite mais, divisés d'un côté par l'incertitude d'aboutir, de l'autre abattus par le malheur, nous n'avions trouvé consolation que dans une résignation entière aux décrets de la Providence ¹⁷... » Ne peut-on cependant faire observer à Méry qu'à la veille d'un rapatriement toute tentative de cet ordre pouvait, en cas d'échec, avoir de graves conséquences ?

Plus utile sans doute aurait été un séjour à l'hôpital militaire des trop nombreux malades, ou l'octroi des médicaments qu'on sollicita pour eux. « Mais », assure Gerdy, qui garde aux Anglais une rancune tenace, « toutes ces demandes furent repoussées ¹⁸. »

D'autres unités n'ont pu rallier la baie. Pour le *Principe Real*, il erre depuis deux jours sur les flots démontés lorsque, découvert par un brick anglais qui, gentiment, commence par lui envoyer une bordée de mitraille, ce transport est, en même temps que l'*Enero*, remorqué jusqu'à Malaga. Réduit à sa seule carcasse, avec une mâture brisée et des agrès disparus, il s'immobilise dans

le bassin de radoub¹⁹. Fort heureusement, les inutiles rigueurs que les autorités malaguéennes ont naguère infligées à feu le général Lefranc²⁰ font place à un traitement moins inhumain.

Si de date assez récente n'était le sens du pittoresque, il faudrait, à bon droit, s'étonner qu'au sortir de leurs geôles, aucun des narrateurs n'ait paru sensible à la beauté du site. Personne n'en marque l'aspect plus africain qu'ibérique.

Centre d'un vaste amphithéâtre de *Sierras* aux contours nettement dessinés, l'antique *Malaca* des Phéniciens demeure ce qu'elle fut pour les Arabes : une sorte de paradis terrestre ; sa campagne est luxuriante ; on y voit s'épanouir les fleurs les plus rares ou mûrir, au printemps, des fruits savoureux. Et l'on connaît les produits de son vignoble. Soucieuse, peut-être, de leur réputation, la Junte locale fait droit sans peine à la demande d'un officier de santé, M. Saint-Ligier : les prisonniers malades recevront — aubaine rare et la dernière pour de longues années ! — une petite barrique de vin²¹. Aussitôt alléchés par ce qu'ils appellent « la suave liqueur » et comptant sur une libération prochaine, les soldats ne songent qu'à se défaire de leurs objets d'équipement pour se livrer à la dégustation : « Courroies, shakos, souliers, tout y passa ... » s'écrie Ducor²². Mais, plus encore que de vin, c'est d'eau potable qu'il est urgent, de compléter les provisions de bord. Car, depuis le départ de Cadix, celle qu'on a fait boire s'est — ô horreur ! — peuplée de milliers de vers²³... Toujours persiste le régime auquel on dut l'épidémie des pontons ! Aussi — qui s'en étonnerait ? — « le convoi n'est-il, à proprement parler, qu'un hôpital flottant²⁴ ».

Déjà, parmi les victimes de cette incurie, on compte un officier de dragons. D'autres le suivraient bientôt si un capitaine américain, du nom de Lynch, commandant du navire la *Sally* (ou le *Baltimore*) ne faisait journellement distribuer du bouillon aux malades et convalescents²⁵. Durant quelques jours, les bien-portants pourront du moins échapper aux tourments de la faim : des Juifs n'ont-ils pas reçu permission de fournir des vivres frais, pour lesquels, déclare Méry, « ils ne se firent point scrupule, suivant une louable habitude, d'exiger quatre fois leur valeur²⁶ ».

Le 11 avril, les réparations étant achevées, la *Cornélie* remet à la voile avec sa suite de transports demeurés à Gibraltar. Trois

jours durant, elle longe la côte du royaume de Grenade qu'arrosent cent *rios* aux noms sonores. La Sierra Bermeja est la toile de fond d'où se détachent vignobles et champs de cannes à sucre. Sur le littoral, aux plages adoucies, apparaissent, éclatants de blancheur, les petits ports d'Estepona ou de Marbella. Des pins et des eucalyptus surgissent les murailles rougeâtres d'antiques alcazars. C'est à Malaga qu'on retrouvera le reste du convoi. Un petit bâtiment s'est joint, chargé de soixante-dix *Franceses*, derniers débris, sans doute, des contingents internés entre Almuñecar et Velez-Malaga.

Encore qu'ils aient manqué l'occasion d'une évasion de grand style, certains éléments vont donner quelque souci au chef d'escadre : sitôt au large, les passagers du transport n° 9, pour la plupart marins de la Garde impériale, se révoltent contre leurs gardiens, les enferment à leur place à fond de cale et profitent de la nuit pour se séparer du gros de la flotte. Malheureusement pour eux, dès l'aurore, les frégates se sont aperçues de ce P.P.C. Lancées à la poursuite des évadés, elles réussissent à les rejoindre au bout de deux jours et, comme pour humilier le voilier fugitif, elles se l'attacheront par de gros câbles ²⁷.

Aux bourrasques de l'équinoxe s'ajoutent les méfaits du régime de bord. Constamment tenus à fond de cale et enfermés la nuit sans qu'une écoutille soit ouverte, les prisonniers ne peuvent, le jour, monter sur le pont qu'un seul à la fois. S'il s'en rencontre par hasard plusieurs pour aspirer un peu d'air frais, aussitôt, les matelots espagnols les chassent à coups de corde ²⁸. A l'exemple du sergent Heidegger, qu'on a vu à Médina jeté à la morgue alors qu'il n'était qu'en léthargie, Gille, frappé d'évanouissement, manque d'être lancé à la mer. Terribles sont, sur des corps débilités, les effets de la fièvre ! Trompant la vigilance d'un ami qui le veille, le fourrier de voltigeurs est monté sur le pont : « La violence de mon mal avait quintuplé mes forces ; je m'étais emparé de tous mes effets et les jetai dans les flots ; j'ôtai même la chemise que j'avais sur le corps. Mon ami se mit à ma recherche et me trouva à l'instant où je venais de terminer cette expédition. Hélas ! le mal était sans remède ²⁹... »

Plus grave est le trait rapporté par Gerdy. A bord du turbulent n° 9, un sergent polonais tourmenté, lui aussi, par une fièvre

ardente, demande à mains jointes qu'on lui accorde sa ration d'eau. Mais, bien que l'heure en soit arrivée, il ne plaît point à Emmanuel, le chef d'équipage, de procéder à la distribution. Toutes les prières sont vaines. Désespéré, le sergent s'élance sur le bastingage et, se retournant du côté de son bourreau, s'écrie en se précipitant dans la mer :

— Tu en répondras devant Dieu !

« Eh bien ! Monseigneur », proteste Gerdy, dans un rapport adressé au ministre Maret, « pas une voile ne fut dérangée, pas le moindre mouvement ne fut fait qui indiquât l'intention de sauver le Polonais. Et maître Emmanuel, lorsque, par la suite, quelqu'un venait lui demander sa ration d'eau, répondait en ricanant :

— « Fais comme le Polonais, bois à la grande tasse ! ³⁰ »

Ce parti pris de privations et de brutalités va porter ses fruits : en moins de vingt-quatre heures, on jettera quinze cadavres dans les flots.

Le 17 avril, l'après-midi, se précisent, à travers des brumes légères, les contours de la plus grande Baléare : le massif imposant du Puig Mayor et la ligne accidentée de ses côtes aident à la reconnaître. Le lendemain, le convoi passe au large, se dirigeant vers Minorque.

* * *

JEU DE VOLANT

Depuis quelques semaines, l'archipel est en proie à de vives inquiétudes. Au début de mars, un batelier, le patron Nicolas Morey, a rapporté à Palma de Majorque la nouvelle qu'on vient de procéder, à Cadix, au séquestre de vaisseaux destinés à conduire un grand nombre de prisonniers des pontons « ni plus ni moins qu'aux Iles ». Or, si l'on en croit la *Gaceta de Tarragona*, ces malheureux sont à tel point décimés par les épidémies qu'ils meurent à la cadence de cinquante à quatre-vingts par jour...

Sans nul retard, la *Suprema Junta de Gobierno* qui, depuis le 29 mai 1808 sert de gouvernement à la province, entend s'occuper de l'affaire. Dans sa séance du 4 mars³¹, le député Pedro Onofre Ripoll, conseiller au consulat de commerce, pousse, le

premier, un cri d'alarme et, pour éclairer ses collègues, les conjure d'appeler le prénommé Morey à renouveler ses récits devant leur président, le comte d'Ayamans.

Le 8, les députés se réunissent à nouveau pour adresser à Sa Majesté Catholique un manifeste dans lequel on lui représente qu'il n'est dans les Baléares aucun endroit, si ce n'est le Lazaret de Minorque, où l'on puisse hospitaliser un nombreux contingent de malades³². Mais cet établissement devant servir de dépôt auxiliaire pour blessés et convalescents qu'enverront les hôpitaux de Tarragone, il est totalement impossible d'y admettre de nouveaux arrivants³³. A première vue, ces raisons sont excellentes : le manque de place est toujours l'argument qu'on peut opposer à des visiteurs importuns. La vérité est autre.

« L'anxiété qu'on éprouvait à se trouver en contact avec des pestiférés », reconnaît loyalement l'auteur majorquin Miguel S. Oliver, « et la panique que produit d'ordinaire à Majorque toute menace d'épidémie, même imprécise ou légère, suffisaient à émouvoir puissamment l'opinion. Celui qui ne connaît pas cet aspect tout spécial et caractéristique de notre tempérament ainsi que les aveuglements et les violences qu'il provoque, le plus souvent inefficaces et puants (*sic*), celui-là ne pourra s'expliquer les préventions que souleva cette rumeur ni le traitement rigoureux que l'on devait réserver à de malheureux étrangers³⁴... »

A cette terreur, assez naturelle, s'en ajoutait une autre bien moins fondée : celle de voir survenir une flotte française en ordre d'attaque. Le capitaine général de Cartbagène n'a-t-il pas fait savoir, le 10 mars, que huit navires « dont le nombre pourrait bien s'élever à seize » (*sic*) étaient sortis récemment de Toulon se dirigeant vers l'ouest ? « Que la Junte soit vigilante ! » ajoutait-il solennellement³⁴.

Rentré depuis peu de Séville, le colonel Ramon Despuig y Zaforteza, délégué de la Junte auprès du gouvernement central, est prié d'y retourner en hâte et de mettre tout en œuvre pour éviter l'exécution d'une telle menace. Vains efforts ! Par le *Diario de Cartagena* du 24 mars reproduisant la *Gaceta de Sevilla*³⁵, on apprend le bien-fondé des rumeurs transmises par Nicolas Morey ainsi que l'ordre de transfert émis sous le seul prétexte que Cadix ne doit pas être exposée à la contagion. C'est alors, à Palma, une

formidable explosion de colère : pourquoi nous et non pas eux!³⁶...

Bientôt un texte du ministre de la Guerre adressé à l'intendant de Majorque va confirmer la décision. Datée de Séville le 22 du même mois et signée du comte Antonio de Escaño, cette pièce officielle semble accuser une totale méconnaissance des ressources et même de la géographie de l'ancien royaume de Majorque réuni aujourd'hui à l'Espagne.

« Sa Majesté, le roi Ferdinand VII », y est-il dit « et, en son nom royal, la Junte suprême, informée du fait que le convoi qui doit transporter cinq mille prisonniers est prêt à partir le samedi de la présente semaine, a décidé d'en aviser à son tour la Junte de Majorque afin que celle-ci les répartisse dans cette île, dans celles de Cabrera, de Minorque et d'Iviça, et, de plus, lui fait savoir que la frégate *Cornélie* qui les escorte lui apportera un million de *reales* pour les frais d'installation et d'alimentation³⁷. »

On dirait, à première vue, que le gouvernement de Séville, étrangement mal renseigné sur la nature même de Cabrera, tient cet îlot pour aussi favorisé de la nature et du climat que le sont les autres terres de l'archipel. Mais un second document, daté du même jour et adressé directement au président de la Junte de Majorque, ne nous laisse aucune illusion sur cette ignorance supposée. Il autorise même quelques doutes sur le degré de véracité des messages royaux.

« Se basant sur les feuilles publiques de la Péninsule, votre lettre du 8 mars affirme qu'il règne parmi les prisonniers français de l'épidémie et Votre Excellence supplie Sa Majesté d'éviter tout transfert dans vos îles. Sa Majesté a résolu de vous dire que l'épidémie supposée n'existe pas : les maladies apparues chez les prisonniers proviennent de la longueur de leur séjour à bord et de leur manque de propreté. Elle constate, au surplus, qu'après établissement d'une bonne surveillance, ces maladies ont diminué. Mais finalement, si, contre toute attente, elles devaient continuer à l'arrivée des prisonniers, la Junte pourrait décider d'interner ceux-ci à Cabrera et cela non seulement pour éviter la contagion parmi les habitants de ces îles, mais aussi pour s'opposer à la pernicieuse influence de leurs opinions et diminuer les soins vigilants que réclame leur garde³⁸. »

En possession de ce document significatif, la Junte de Palma

se réunit, au milieu de l'agitation générale, pour voter, le 27 mars, la suivante résolution : « Il est décidé d'envoyer immédiatement à la Junte suprême une seconde représentation, la suppliant de révoquer quelque ordre que ce soit tendant à transférer dans l'archipel les prisonniers malades, car on ne possède ici ni les moyens de pourvoir à leur subsistance ni la force armée nécessaire à leur garde. Au surplus, ce serait une cruauté d'exposer ces Iles au contact périlleux de ceux dont on veut libérer les alentours de Cadix. Il est décidé que si, malgré cet avis, on les faisait partir, ces prisonniers, ne seraient pas reçus. Cette décision est communiquée à la Junte de Santé³⁹. »

Paroles d'apparence énergique et grosses de conséquences... Mais ce sont des paroles et l'on sait qu'en Espagne ce mot se prononce : *palabras*.

Essayant néanmoins de continuer la lutte, la Junte fait écrire, le jour suivant, aux gouverneurs de Carthagène et d'Alicante qu'au cas où le convoi redouté viendrait à mouiller dans l'un ou l'autre de ces ports, les décisions qu'on vient de lire devront être communiquées à son chef, pour que, de ce fait, il modifie le but du voyage.

Sans s'arrêter à ces protestations, l'escadre de Don José de Vargas a pris le large, n'ayant touché, il est vrai, ni Alicante ni Carthagène. Quatorze jours après son départ, ses voiles s'alignent sur l'horizon au delà du cap Calafiguera qui ferme la baie de Palma. L'arrivée des proscrits est imminente. Mais, dans la capitale, tout a été mis en œuvre pour écarter le danger.

Le gouvernement de Séville a bien fait connaître à la Junte qu'il est de son devoir d'accueillir sans discussion ceux qui lui sont envoyés. Seulement, comme nous aimons mieux charger les autres de fardeaux que nous redoutons pour nous-mêmes, l'autorité majorquine s'est empressée d'enjoindre à celle de Minorque qu'elle ait à préparer le grand Lazaret, tout récemment construit, quitte à reléguer à l'hôpital du quartier ceux dont l'état inspirerait quelques craintes. Les défenses militaires de l'île peuvent, au surplus, faciliter la surveillance des uns et des autres⁴⁰.

Mais, à ce moment, ce Lazaret abritait plus de douze cents malades et blessés de l'armée espagnole ainsi que deux cents déserteurs français, tout récemment expédiés par le marquis de Cou-

pigny, gouverneur de Catalogne. Ce n'est donc point sans raison que les *Jurados* de l'*Isla Menor* ripostent à l'injonction de leurs collègues palmesans et leur demandent impérieusement de surseoir à tout envoi. Mahon déclare que, faute de troupes disponibles pour assurer la sécurité, « cette déportation tend à livrer la population aux ennemis de l'Espagne. » La vigueur du style montre suffisamment que les Minorquins n'entendent pas se laisser majoriser : « Si l'on veut conserver Minorque à Sa Majesté Ferdinand VII », est-il dit, « il importe au premier chef de renoncer à un tel projet car l'escadre anglaise se trouvant en ce moment hors de rade, les arrivants auront vite fait de s'emparer de l'Ile ⁴¹. »

A distance, on peut sourire de cette terreur d'une invasion brusquée ; voyez-vous les malheureux occupants des transports préparer ce coup de main ? Mais toute l'histoire du XVIII^e siècle a rendu les Minorquins prudents. Si vive, en effet, est la sensation produite par l'approche du convoi, que l'*Universidad*, ou conseil communal de la capitale, dépêche un messenger à Cindadela, lieu de résidence de l'évêque et de l'administrateur, demandant réponse immédiate « sur un sujet qui intéresse la vie et le salut de tous les habitants de l'Ile ⁴². »

Pour une fois, la réponse est aussi rapide que précise. « Il faut », déclare son auteur, « empêcher le débarquement des cinq mille Français, parce qu'en plus du danger de mettre dans leurs mains la domination de notre Ile, cet acte serait contraire à l'esprit et à la lettre de l'Ordre royal du 22 mars dernier ⁴³... »

Comme à Cadix et comme à Palma, l'autorité n'a point essentiellement la terreur panique des épidémies, *vomito negro* et le reste, mais davantage celle des idées nouvelles répandues par la Révolution. Même sur un sol où s'est exercée l'influence de l'Encyclopédie, les principes de Quatre-vingt-neuf sèment l'effroi, pour ne pas dire l'épouvante...

Or, tandis qu'entre cités rivales et que, d'île à île, s'échangent des messages énergiques, avant même que parvienne, de Palma, la *contestación*, qui est l'accusé de réception de la lettre des *Jurados* mahonnais, le 20 avril selon les uns, le 22 selon les autres, une flotte importante est signalée à l'horizon ⁴⁴. La vigie du Monte Toro, sommet principal de l'île, a découvert vingt voiles se dirigeant vers l'est.

Au matin suivant, le convoi apparaît devant la citadelle de la

Mola, escorté de la frégate la *Cornélie*, d'un brick de guerre et de trois vaisseaux marchands.

« Par bonheur », écrit, sans broncher, l'historien minorquin Riudavets y Tudury⁴⁵, « l'escadre anglaise était de retour en rade : son chef, l'amiral Collingwood, ayant fait les signaux d'usage, notifia immédiatement au commandant de la frégate espagnole les inconvénients d'une installation au Lazaret et les avantages d'un retour à Majorque. » Les ordres de la Junte suprême ont été de débarquer quinze cents hommes au Lazaret ; ceux de la Junte de Palma s'appliquent à la totalité du contingent ; mais les autorités de Mahon, elles, sont décidées à n'accepter personne, car on ne peut compter, pour la garde des Français, que sur le seul brigantin *Grasshopper*.

Pour les gagner à sa cause et subvenir aux premières dépenses, Don José de Vargas déclare qu'il laissera à Mahon quatre mille *duros*, à prélever sur les quarante mille que la Junte suprême destine au trésor de Majorque. Peine perdue ! Le gouverneur n'accepte même pas le séjour préalable au Lazaret. Il n'attend que la décision de la Junte pour réexpédier à bord de leurs navires les quelques centaines de déportés destinés à Minorque. « Au surplus », ajoute-t-il, « les lieux d'internement abondent à Majorque, la population étant nombreuse ; il sera donc plus facile d'y surveiller des prisonniers. »

Force lui est, cependant, de tolérer le débarquement de trois cent soixante-seize *Franceses*. Comment s'y opposerait-il ? Le brigantin qui les porte s'est échoué à l'entrée de la rade, et c'est probablement aussi un égaré de la flotte des transports que ce navire, sans nom connu, qui, quelques jours plus tard, entrera dans le port de Mahon chargé de cent quatre-vingts autres sujets du *Tirano*. Comme le dit, avec quelque candeur, Oleo y Quadrado, « aucune disposition relative à ce fait ne figurant dans les registres municipaux, il est à supposer qu'ils en furent purement et simplement écartés⁴⁶. »

Charbonnier, dit-on, est maître chez soi ; les Minorquins, apparemment, sont à peu près tous charbonniers !

Le 26 avril, c'est dans l'île du Roi, où l'on a bâti l'hôpital militaire, que sont transférés les occupants du navire enlisé. Aussitôt, le gouvernement fait connaître que, sauf autorisation expresse

de sa part, personne n'ait à s'approcher de ce lieu, toute infraction devant être sévèrement punie. D'ailleurs, en vertu d'un ordre de la Junte de Palma, daté du même jour, on verra, le 2 juin, les Français remonter au nombre de trois cent soixante-dix à bord d'un brick de guerre, d'une frégate et d'un *terabaco*⁴⁷. En moins de cinq semaines, six d'entre eux sont allés dormir leur dernier sommeil dans cette terre minorquine qui recouvre, de sa couche légère, un sous-sol de granit.

Quant à la flotte errante à laquelle, d'un geste impérieux, l'*almirante anglais* et les autorités locales ont interdit tout accès, elle a dû, un jour entier, louvoyer au large du port ; la nuit suivante, prises par un orage de grêle, ses unités, vrais vaisseaux fantômes, s'entrechoquent dans l'obscurité jusqu'à compromettre la voilure de quelques-unes.

Fait curieux, mais qu'explique leur réclusion totale, les soldats paraissent ne s'être point doutés des tractations engagées à leur sujet. La tempête seule leur semble être cause de cette relâche : « La mer était violemment agitée », écrit Gille, « nous étions tentés de croire que les éléments s'étaient conjurés pour nous empêcher d'arriver au port. Une trombe d'eau faillit nous engloutir⁴⁸... »

La bourrasque une fois apaisée, ordre est donné de mettre le cap sur Palma. Mais les vents demeurent contraires. Dépassant le Cabo Farruch (prononcer *Farroutch*), croisant au large de la Punta Amer (voilà, certes, des noms appropriés !), puis, doublant le cap Salinas, les navigateurs involontaires voient enfin s'ouvrir, le 24 avril, l'imposante baie où resplendit, dans sa ceinture de remparts bastionnés, Palma la blonde, capitale de l'archipel.

CHAPITRE II

MAGISTRATS INEXORABLES

L'ÉMIGRATION QU'ON TOLÈRE. L'INVASION QU'ON REDOUTE

APPELÉES Gymnésies par les Grecs, *Baleares* par les Romains, Îles du Soleil ou du Calme par les poètes, Majorque, Minorque et Cabrera sont difficilement séparables de l'archipel des Pityuses que constituent Iviça et Formentera. Bien qu'elles n'aient joué dans l'histoire d'autre rôle essentiel que celui d'intermédiaire entre deux continents d'antique civilisation, ces terres une et diverses forment, entre elles toutes, le groupe insulaire le plus important de la Méditerranée occidentale.

Conquises successivement par les Lybiens de l'âge de bronze, les Phéniciens navigateurs, les Carthaginois contemporains d'Annibal, les Romains que commandait Metellus, puis par les Vandales et les Goths, et plus longtemps encore par les Sarrasins, c'est seulement au début du XIII^e siècle que les Baléares conquirent une indépendance relative.

En 1229, Jaime I^{er} le Conquérant les érige, sous le nom de

Royaume de Majorque, en apanage pour son fils cadet Jaime II. Dès 1343, réunies définitivement à la couronne d'Aragon, elles confondront leur sort avec celui de la monarchie espagnole.

L'un des seuls voyageurs qui, à l'aube du XIX^e siècle, les aient vues et décrites avec quelque relief, est le consul de France, André Grasset-de Saint-Sauveur, qui dédia son ouvrage à monseigneur de Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent et ministre des Relations extérieures, son chef hiérarchique. Pour mieux comprendre un peuple dont les réactions violentes ne laissent pas d'étonner, il convient d'écouter, sur quelques points, ses remarques ingénieuses. A juger par l'exactitude des descriptions qu'il a laissées, il semble que, tout en faisant la part de la phraséologie du temps, on puisse se fier à ses analyses de caractères.

D'après lui, l'agrément essentiel du pays est, à Majorque tout au moins, un climat fort tempéré, dû aux montagnes qui la protègent l'hiver contre les vents du Nord et, tout aussi bien, à la brise de mer dont l'action, durant l'été, est d'atténuer l'excès des chaleurs. On y voit, pour cette raison, la vigne mûrir en juin, et, comme en Afrique, s'épanouir les orangers, les citronniers, les figuiers ou les palmiers-dattiers. Richesse principale, l'olivier surabonde : les troncs, souvent millénaires, simulent des torsos humains qu'aurait sculptés Michel-Ange, tandis que le chêne vert et le pin maritime, aux allures plus sages, fournissent le bois de construction.

Quelque fertile que soit son sol, très largement arrosé, l'île de Majorque (elle compte à cette époque cent trente-six mille habitants) ne produit en blé qu'une quantité très inférieure à sa consommation. Grasset n'hésite pas à accuser de ce déficit l'inertie ou l'ignorance des paysans dont les charrues sont primitives, les attelages mal compris, les fumures négligées. Cette agriculture en état de langueur et quelque laisser-aller dans la lutte contre les miasmes paludéens ne sont pas les seules insuffisances d'une population rurale trop « bornée »¹. A la ville, même esprit rétrograde. Ainsi, dans l'hygiène publique et dans l'habitation, on constate des lacunes qui frappent l'étranger : habiter une maison majorquine, c'est vivre fraîchement l'été mais geler l'hiver. Les cheminées furent longtemps inconnues et ne doivent leur origine qu'aux Français².

A ces errements, notre auteur voit avant tout des raisons d'ordre religieux et social : « En calculant le nombre total des habitants », écrit-il, « je fais la déduction des individus perdus pour la culture des terres et l'accroissement de la population. A cette foule de moines, de religieux et de prêtres, il faut encore ajouter un nombre considérable de jeunes gens robustes qui peuplent les séminaires et les cloîtres, les uns aspirant à un bénéfice qui leur donne les moyens de vivre dans l'oisiveté, les autres prenant leur indolence ou leur aversion à l'égard du travail pour une inspiration divine. A cette classe s'en joint une autre, également perdue, non pour la population, mais pour l'agriculture : elle se compose d'un nombre assez grand de fainéants répandus dans les maisons de riches et qui, sans servir ces derniers, n'ont d'autre office que d'annoncer, en se couvrant d'une mauvaise livrée, la vanité de leurs patrons ³... »

Résidence préférée d'une noblesse « très infatuée de son antiquité et très jalouse de ses titres » ⁴ Palma, capitale de l'île et de tout l'archipel, a pour habitants des « êtres » dont le naturel rappelle d'assez près celui que Bourgoing attribue au peuple de Cadix : une grande ambition et un amour-propre excessif ⁵ : « L'opinion particulière que les Majorquins ont d'eux-mêmes (insiste l'ex-consul) est le résultat du défaut d'instruction et du manque de comparaison avec l'étranger, dont ils ne voient que rarement quelques voyageurs. Aussi un Majorquin, comme tout autre insulaire, ne se (*sic*) doute pas qu'il y ait rien au monde qui approche de son pays. Il s'en vante franchement et l'on tenterait en vain de le tirer d'une erreur qui le flatte ⁶... »

Chez un peuple vénérant un passé qui ne fut point sans grandeur, mais vivant trop en marge du progrès, l'impulsion nouvelle ne viendra que du dehors : dispensation quasi-providentielle, elle lui sera communiquée par le grand pays voisin où naquit en son temps le *Conquistador*, enfant de Montpellier alors aragonaise.

Assurément, l'art de construire des cheminées méritait d'être emprunté à la France. Mais il y avait d'autres choses encore et de plus importantes qu'après la crise terrible de la Révolution elle pouvait enseigner aux sujets de Sa Très Catholique Majesté !

Pourtant, ce n'est point à l'époque où la Convention jetait aux partisans de l'Ancien Régime ses multiples défis et ses procla-

mations enflammées que des souffles novateurs devaient passer sur l'archipel. L'afflux des étrangers ne fut, au début de l'Émigration, ni une source de richesse, ni une cause de progrès.

Dès 1793, on avait vu arriver à Majorque nombre de proscrits volontaires et de fugitifs privés de moyens qui, pour la plupart, tombaient à la charge des insulaires. Des secours étaient accordés, de six *reales* par jour aux officiers, de deux *reales* aux cadets ainsi qu'aux gardes-marine, de douze *cuartos* aux simples soldats ; mais, tandis que quelques-uns ne faisaient rien pour sortir de cette humiliante position d'assistés, beaucoup avaient pris du service dans les rangs espagnols.

Plus tard, quand Manuel Godoy, Prince de la Paix, s'attacha aux projets d'alliance avec le Directoire et qu'il ordonna aux « relégués » d'avoir à quitter la Péninsule, liberté leur fut cependant laissée d'aller vivre à Majorque, le pouvoir suprême maintenant aux militaires la modeste solde touchée jusqu'à ce jour.

Sitôt la nouvelle arrivée à Palma, le conseil communal, l'*Ayuntamiento*, se dresse comme un seul homme et décide de recourir énergiquement contre une mesure qui, au dire d'un organe local⁷, n'aboutira à rien de moins que « la destruction de l'île ». Gouverneur, intendant, évêque et jusqu'au consul de France, toutes les autorités font chorus. Aussi, de Valence où l'on a dépêché un exprès, avis est-il promptement reçu que seuls pourront débarquer à Majorque les émigrés dont le pays assurera l'entretien, les autres devant, tout uniment, être envoyés... aux Canaries !

Il faut retenir ces dispositions d'esprit car, dix ans après, elles se reproduiront avec une violence d'autant plus grande qu'alors il s'agira d'ennemis vaincus, sujets de l'odieux *Napoléon*.

Les autorités majorquines de 1798 mandèrent donc à Sa Majesté qu'elles recevraient au maximum deux mille cinq cents Français, dont quinze cents aptes aux travaux des champs (déjà, semblait-il, l'agriculture manquait de bras !), cinq cents artisans et autant de prêtres. Dès le mois de mai, on vit arriver ces derniers et, avec eux, des moines et divers prélats de haut rang, tel l'archevêque de Toulouse ainsi que nombre d'officiers et de cavaliers distingués⁸. Plusieurs d'entre eux, les Chauveron, les Fournas, les Malet ne tardèrent pas à prendre racine et adoptèrent Majorque pour leur nouvelle patrie.

Outre ces *ci-devant*, il faut signaler un groupe de banquiers et de commerçants dont les descendants, les Munerol, les Canut, les Borel, les Aymar ont continué les traditions. Survinrent aussi foule de gens de métier, habiles en horlogerie, en miniature, en dorure ; grâce aux réformes qu'ils imposèrent à l'industrie locale, on vit se transformer les mœurs, jusqu'alors si traditionalistes.

Faut-il en conclure que cette accession d'éléments nouveaux dut émousser quelque peu le sentiment patriotique alors très vif ainsi que le particularisme si caractérisé des Majorquins ? En aucune manière. Dans son attachant ouvrage, *Mallorca durante la primera Revolución*, l'historien Miguel S. Oliver a dépeint l'effervescence que provoquèrent, au printemps de 1808, les récits de l'émeute d'Aranjuez : Jovellanos, depuis sept ans prisonnier au château de Bellver, est remis en liberté aux acclamations unanimes et la famille Soler, dont le despotisme écrasait les îles, déchu de sa toute puissance. A l'ouïe des récits du sanglant *Dos de Mayo*, le peuple, exaspéré par l'inertie du pouvoir, proclame avec éclat son loyalisme envers Ferdinand VII. Le 29 mai, on procède, au milieu de manifestations enthousiastes, à l'élection d'une Junte suprême de Défense et de Gouvernement. Sur l'heure, les élus se prononcent pour une déclaration de guerre à la France, suivie de pourparlers de paix avec la Grande-Bretagne.

Malgré le ralliement à l'Empire de certains émigrés survenus dix ans plus tôt, il ne fait pas bon se dire ami de « Buonáparte » à Palma ! Un aide de camp de l'Empereur débarque chargé de plis pour le capitaine général : aussitôt, il essuie le feu de telles imprécations (« paysans, ouvriers, clercs, femmes et jusqu'aux enfants tous y participèrent », lit-on dans un document de l'époque) que, pour éviter des troubles plus graves, on doit l'enfermer au château de San Carlos. Pour lors, quels sursauts de joie, lorsqu'en juillet 1808 arrivera la nouvelle de Baylen !

Six mois ont passé depuis ces événements, mais l'irritation populaire n'a rien perdu de sa violence.

Le 7 janvier 1809, par arrêté royal, la Junte suprême ordonne de dresser l'état de tous les étrangers demeurés en Espagne et de procéder à l'internement de ceux auxquels on n'a pas, jusqu'ici,

appliqué la mesure. A l'empressement que met à s'incliner le comte d'Ayamans, premier magistrat de l'archipel, on peut mesurer la déférence, disons mieux, la soumission des autorités palme-sanes. Sitôt le pouvoir central transféré dans la capitale de l'Andalousie, sitôt réorganisés les conseils et l'administration du Royaume, la Junte de Majorque se fait représenter à Séville par l'un des siens, le colonel Ramon Despuig y Zaforteza ; cet envoyé extraordinaire aura pour mission de présenter à la Régence les besoins de l'archipel à qui l'on doit garantir leur satisfaction.

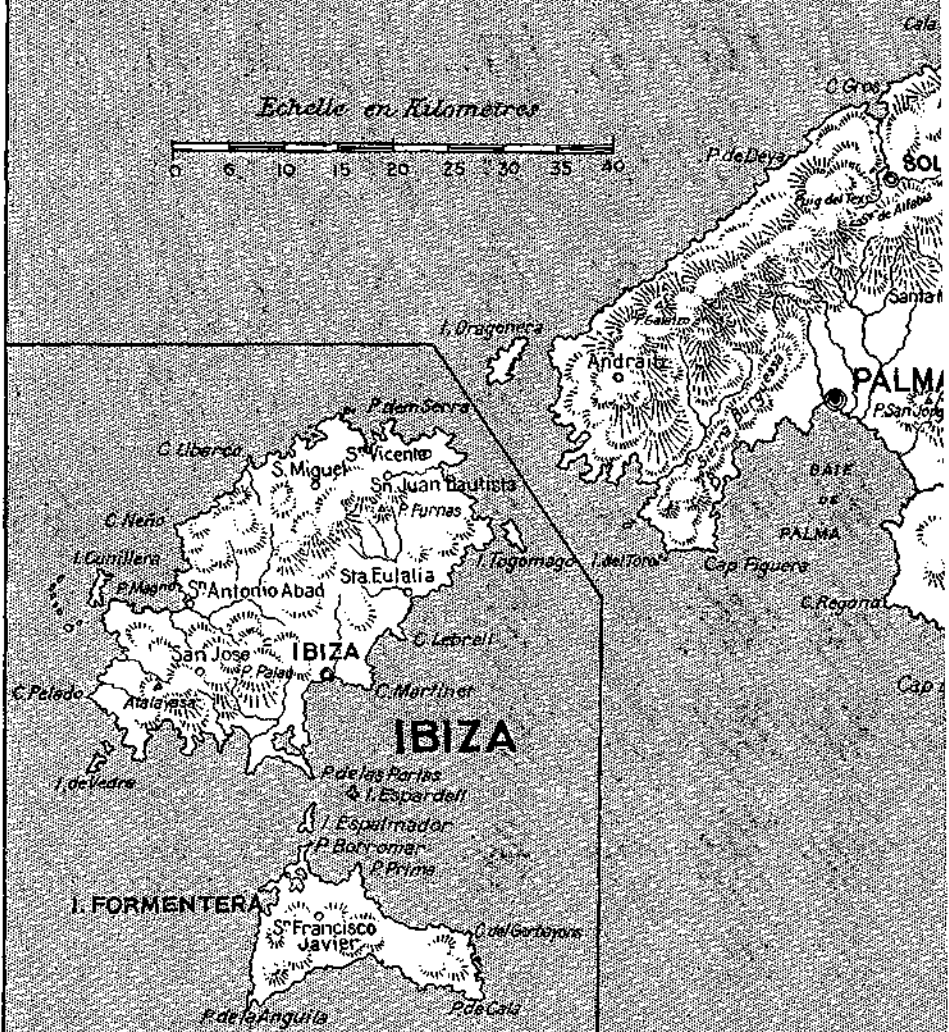
Mais, dès cette époque, si l'on en juge par un texte également daté du 7 janvier et relevé par nous aux Archives de Madrid⁹, ces besoins ne semblent pas avoir été l'objet d'une étude serrée. Avant que ne parvienne à Palma cette pièce qui suscitera de si vives inquiétudes et de non moins vives protestations, les autorités majorquines ont eu à s'occuper de la levée du régiment de milices urbaines et ce sujet, durant plusieurs semaines, (février 1809) alimentera leurs débats. Sur demande de la Junte de Catalogne, un premier bataillon doit être incessamment transporté dans la Péninsule ; il est décidé¹⁰ de s'en tenir à cet envoi jusqu'au jour où l'on édictera une nouvelle levée. Ne faut-il pas signifier à la Junte centrale l'isolement dans lequel seront plongées « les Iles » auxquelles on enlève à la fois armes et défenseurs ? Par voie de déduction, ne faut-il pas montrer avec plus d'éloquence l'impossibilité d'assurer la garde de Français et davantage de condamnés de droit commun dont on entend débarrasser la Catalogne ? Car, — rapprochement peu flatteur — craignant sans doute l'élargissement, lors de troubles possibles, des *presidarios* qui remplissaient les prisons, la Junte suprême a décidé de joindre ces bagnards aux convois de prisonniers de guerre !

Il faut reconnaître qu'au cours de l'hiver de 1809, la Junte de Palma ne dormit point sur un lit de roses et que, pour elle, les difficultés allaient se multipliant.

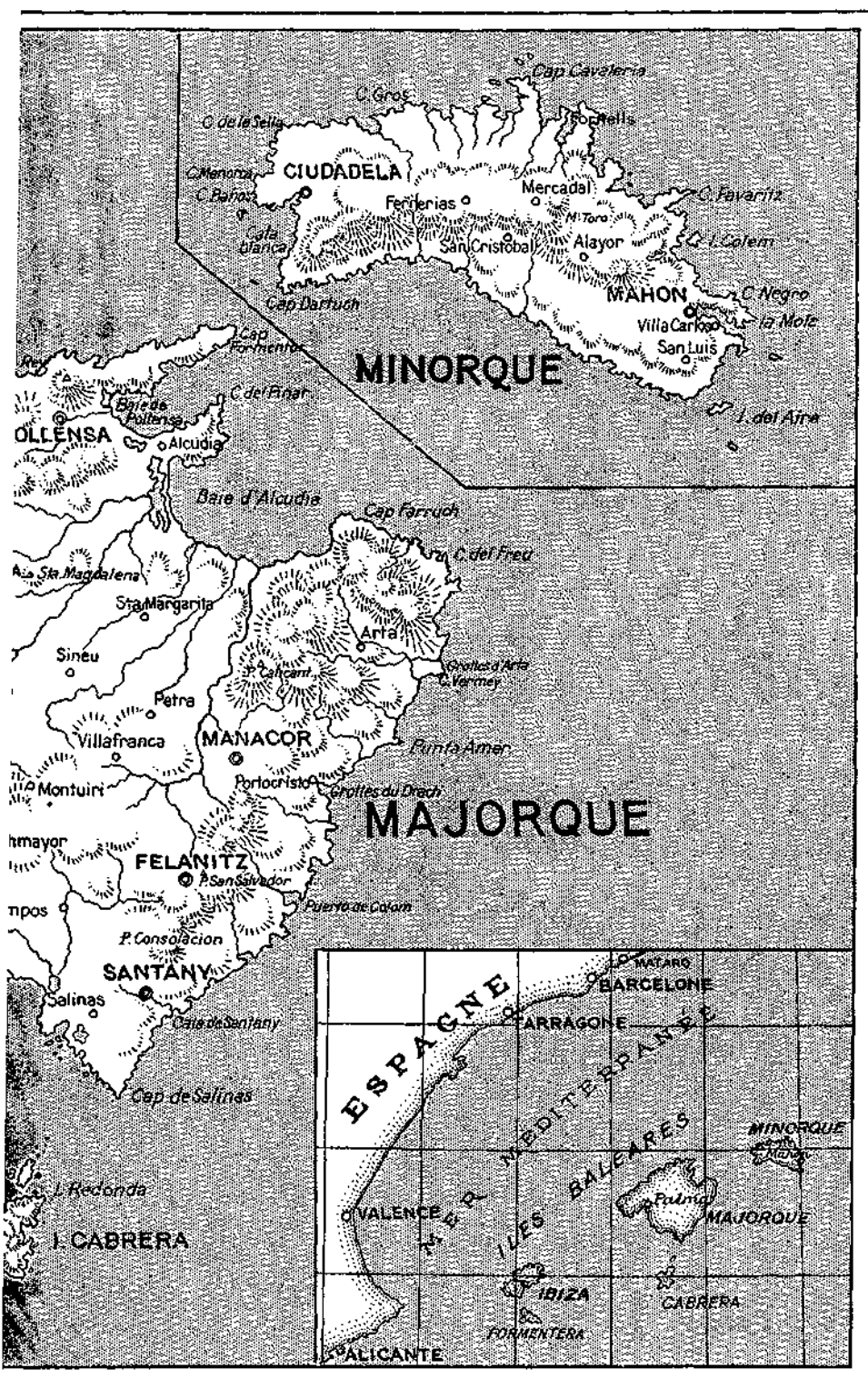
D'un côté, c'étaient les gouvernements provinciaux de Catalogne et de Valence, ainsi que les généraux en campagne qui, devant les progrès des armées françaises, réclamaient de l'archipel des armes et des vivres, des chevaux et des munitions, des uniformes et des renforts. De l'autre, c'étaient des ordres de

ILES BALEARES

Echelle en Kilomètres



O NESSERLY



conscription qui se heurtaient au fait qu'ayant à pourvoir aux enrôlements d'inscrits maritimes, les Baléares se considéraient comme exemptes de toutes autres prestations. Enfin, — résultat douloureux d'un esprit civique insuffisamment développé — c'étaient des émeutes, comme celle de mars, qui devaient dresser une partie de la population contre l'autre.

L'incident, qui fut grave, mérite d'être conté. De par une prévention séculaire, que nul probablement n'aurait su expliquer, toute une catégorie du peuple majorquin — les *Bastaixos*, portefaix et balayeurs de rues — échappait au service militaire obligatoire. Peut-être les membres de cette corporation s'en félicitaient-ils. Mais d'autres leur en témoignaient une commisération déplacée. Comme il fallait à l'armée de nouvelles recrues, un membre de la Junte s'avisa que cette catégorie d'exemptés pourraient être versée dans une légion particulière. A cette motion dépourvue d'équité, le *diputado* Miguel de Victorica, dont on saluera plus d'une fois les interventions généreuses, s'opposa de toute son énergie, ne craignant pas de stigmatiser hautement ce qu'il dénommait « des extravagances et des enfantillages. » « En aucune manière », s'écria-t-il, « je ne consentirai à un enrôlement distinct ni aux précautions qu'on voudrait prendre pour séparer ces travailleurs des autres habitants de notre île : ne serait-ce pas fortifier encore les préventions élevées contre eux et les sentiments de dédain dont ils sont l'objet ? ¹¹ »

Les esprits s'échauffant, on voit d'ici les effets de la controverse. Bientôt, une rixe sanglante éclatera entre un *Bastaixo* et un milicien *Urbano*. Aussitôt la ville est en émoi. La populace envahit la *Calle* de la Plateria où résident d'ordinaire portefaix et balayeurs, brise portes et fenêtres, enfonce les devantures des boutiques et met au pillage leur contenu. Voilà l'émeute selon toutes les règles. Mais — ô Offenbach, tes carabiniers existèrent donc de tout temps ! — « ce fut », remarque avec candeur le mémorialiste Desbrull, « au bout de quelques heures seulement qu'on appela la troupe et qu'on rétablit l'ordre... »

C'est pourquoi, en prévision du convoi annoncé de Cadix, la Junte de Palma a jugé prudent de suspendre le transport du second bataillon de milices. Il faut, comme on l'a dit ailleurs, garder sa poudre sèche !

*
* *

HÉSITATIONS, FAIBLESSES ET DURETÉS DU POUVOIR

Cette précaution n'est pas vaine car, depuis que les pirates barbaresques ont espacé leurs expéditions indiscretes, l'archipel s'est mollement accoutumé aux délices d'une sécurité que l'étendue des mers semble lui garantir.

On a vu plus haut le double message, à la fois inhumain et cynique, de la Junte centrale, niant sans plus les épidémies des pontons. Daté du 22 mars, il est parvenu à Palma le 12 avril seulement. On dit rapides les mauvaises nouvelles ; celle-ci, du moins, fait exception ! De toute évidence, ce document ne pourra qu'aviver une agitation qui menace de s'étendre au moindre prétexte. La Junte se réunit d'urgence le 13, à sept heures du soir, dans l'admirable édifice Renaissance qui, abritant l'*Ayuntamiento*, en a gardé le nom. Ses membres paraissent intensément préoccupés de leur conflit avec le pouvoir central.

Comme suite à l'avalanche de motions et de scrutins qui font durer les débats jusque fort avant dans la nuit, on arrête de diriger les prisonniers sur le Lazaret de Mahon et, d'après les indications de la Commission sanitaire, de « les répartir proportionnellement entre les trois îles principales¹². » Faut-il rappeler que cette répartition, apparemment équitable, ne sera pas mieux accueillie à Iviça qu'à Minorque ? A Majorque même, un événement nouveau va causer une émotion considérable.

Santany, sur la côte orientale de Majorque, est un gros bourg, fondé par Jaime II, dont les maisons trapues furent taillées dans la pierre blanche : le 17 avril, seize jours après le départ de Cadix, on a vu aborder à la *Cala* qui porte son nom, un chébec d'Iviça, sorte de trois mâts méditerranéen aux gracieuses voiles latines, contenant cent soixante dix-huit Français. Ce n'est là, assure-t-on, qu'un des éléments de la flotte des transports. Craignant d'instinct tout contact avec ces réprouvés, l'alcalde a dépêché un détachement d'*Urbanos* pour s'opposer à leur avance. Puis il s'est efforcé de hâter le départ du chébec importun, prenant soin de le

faire escorter par le navire espagnol *El Aguila* et de le diriger sur Mahon. Enfin, il a prévenu l'autorité¹³.

Sous la menace de nouveaux débarquements, les alarmistes déclarent insuffisantes toutes les précautions qu'on va prendre. Mille racontars absurdes courent sur la mortalité des *Franceses*. Convoquée d'urgence, la Junta reprendra ses délibérations, le 21 avril, à la nuit. Pour qui connaît la répugnance des Méridionaux aux actions rapides et, singulièrement, leur tendance à remettre au lendemain les résolutions graves, cette assemblée nocturne dit assez l'émoi général. Palma, en ce temps-là, n'était guère éclairée le soir : qu'on imagine, dans les rues étroites, les magistrats flanqués de *sereños* tenant en main piques et lanternes ou, pour les plus rentés, usant de la chaise à porteurs... Quelle preuve meilleure de leur zèle ? Où trouver souci plus grand de la sécurité publique ?...

Mais à relire les procès-verbaux des délibérations, on ne peut, en toute objectivité, que déplorer l'imprévoyance et le manque de jugement dont feront preuve les conducteurs du peuple.

L'un des plus importants — à tous les sens du mot —, le marquis de la Bastide, formule, il est vrai, la question qui paraît s'imposer : « Étant donné l'ordre royal du 22 mars et la décision de la Junta de diriger d'abord sur le Lazaret de Mahon les cinq mille prisonniers attendus, ne conviendrait-il pas d'examiner et de discuter préalablement les dispositions à prendre au cas où, par suite de difficultés majeures, cette décision ne pourrait être appliquée¹⁴ ? »

Avec une sérénité qui surprend en de telles conjonctures, la Junta déclare « qu'il n'y a pas lieu de prévoir pareils obstacles et que, par conséquent, il est inutile d'en discuter. » En vain les deux conseillers Despuig et Victorica insistent-ils pour montrer l'impossibilité où se trouvera la Commission sanitaire d'examiner avec soin un si grand nombre d'hommes. La Junta passe outre...

Le marquis de la Bastide pose alors une série d'autres questions dont on mesurera la naïveté presque cruelle :

« S'il est décidé d'envoyer les prisonniers à Cabrera, faut-il ordonner au propriétaire du bétail qui se trouve dans cette île de faire sortir ses bêtes ? » Arrêté qu'il agisse comme bon lui semblera.

« Faut-il également retirer de l'île les armes, les munitions et

la garnison qui s'y trouvent ? » Arrêté que oui. (Notez qu'on a pensé d'abord au bétail et subsidiairement à ceux qui portent l'uniforme du Roi !)

« Faut-il enfin prévoir l'installation d'un hôpital à Cabrera ? Dans ce cas, comment l'installer ? » Arrêté qu'il faudra faire le possible pour procurer aux malades les secours nécessaires et leur envoyer un *botiquín* ¹⁵.

Un *botiquín*, une simple pharmacie portative, pour soigner et guérir plus de cinq mille hommes qu'on déclarait atteints des pires maladies... Quelle dérision !

Et pour finir (peut-être aurait-il été préférable de commencer par là), gravement et longuement, la Junte se demande si elle maintiendra son vote du 13 avril tendant à répartir les prisonniers entre les trois îles ou si, au contraire, obtempérant à l'ordre de Séville, elle considérera Cabrera comme dépôt principal en enjoignant aux déportés de n'avoir « à communiquer avec personne ¹⁶. »

C'est à cette ultime résolution que la majorité s'arrête.

Comme honteuse de l'avoir prise, les *diputados* jugent bon d'y ajouter une sorte de commentaire qu'on ne peut évoquer sans frémir : on y voit transparaître le besoin de se disculper qu'ont toujours les consciences alourdies. L'historien palmesan Don Jaime Garau l'a nettement reconnu : « la Junte, en l'adoptant, avait conscience de ses responsabilités. »

« Les nouvelles transmises à Majorque par divers navigateurs en provenance de Cadix et celles contenues dans les feuilles publiques touchant les maladies dont souffrent les prisonniers placent la Junte dans l'obligation d'adopter les mesures les plus énergiques pour écarter tout danger de contagion. C'est pourquoi, elle arrête de transférer les prisonniers de Mahon à Cabrera, solution conforme à l'Ordre royal du 22 mars transmis par la Junte suprême, autant pour éviter la contagion que pour préserver autrui de ce mal. »

« La Junte considère qu'il est un peu cruel de reléguer ces malheureux dans une île déserte où l'on ne trouve pour toute habitation qu'un misérable château servant de logement au gouverneur et au curé. Mais elle s'y voit contrainte pour ne pas exposer ces îles à la contagion qui pourrait naître d'une hospi-

talisation sur leur sol. Car, malgré tout ce que pourrait faire la Commission sanitaire de Mahon, elle ne serait pas en mesure de veiller sur l'état de santé des prisonniers ni d'éviter les périls d'un contact ¹⁶. »

Revenant sur l'origine même de ce funeste projet, Miguel S. Oliver rappelle qu'il eut pour auteur Don Martin de Garay, *vocal* de la Junte suprême : « C'est, en effet, dans un document officiel ¹⁷ qu'apparaît, pour la première fois, le nom fatal et l'idée répugnante, origine de tant de malédictions, de tant d'infortunes et de tant de suites mortelles. A Majorque, elle n'était venue à l'esprit de personne. Mais, du jour où elle fut lancée aux quatre vents des cieux par le gouvernement central de la nation, elle devait s'imposer avec force à une population et à des autorités qui pliaient déjà sous l'avalanche des réfugiés du continent et qui gardaient à leur charge les blessés et les malades de presque toutes les provinces orientales du pays. Comme mus par l'instinct de la race et poussés par des expériences désastreuses, ces insulaires éprouvaient pour le seul nom de contagion une véritable horreur... C'est ainsi que s'ouvrit une période de discussions et de travaux pénibles où, sous l'empire de la nécessité, il fallut se résoudre à débarquer sur les stériles rochers d'une île déserte, sans eau, ni sel (*sic*) et sans le moindre abri, une légion de près de dix mille hommes au total, capable en temps normal de réduire à merci une cité comme Palma mais réduite elle-même à l'état de troupeau silencieux sur lequel veillera un solitaire et débile pasteur... ¹⁸ »

A cet aveu loyal de la faute commise, on sent combien, à Palma même, l'idée d'un internement dans l'île fatale parut coupable et même insensée.

Faut-il encore une preuve que la prétendue loi du progrès est est un bien triste leurre ? On la trouvera à Simancas, dans le dossier des prisonniers relatif à la campagne du Roussillon. C'est un texte, datant déjà de 1794, où l'on proteste énergiquement contre toute installation dans l'îlot.

En date du 16 février, par décret daté d'Aranjuez, Charles IV avait décidé « que les prisonniers français qui sont laboureurs seraient destinés à cultiver la terre dans les îles Fuerteventura et Lanzarote faisant partie de l'archipel des Canaries, dans celle de Cabrera ainsi que dans la nouvelle Tabarca, près d'Alicante. »

Or, à ce moment déjà, divers gouverneurs de provinces firent observer à Sa Majesté que si l'on tenait à interner des prisonniers dans les îlots de Tabarca et de Cabrera, il serait nécessaire d'y construire des logements pour eux ainsi que pour la troupe qui les garderait, sans oublier des abris pour les subsistances. Le 16 mars, le marquis de Casteldosrius, parlant au nom des autorités de Palma, mandait au comte del Campo de Alange qu'en l'île de Cabrera « il n'y a aucune possibilité de recevoir ces individus — *estos individuos* — et qu'il y manque entièrement des édifices, des habitants et des terres pour une exploitation agricole ¹⁹. »

Devant un avis aussi péremptoire, de toutes les autres pièces officielles disparut immédiatement le nom de Cabrera et, le 20 mars, un convoi de soixante-quatre *labradores* fut acheminé tout droit sur d'autres îles que, non sans ironie pour eux, on dénommait Fortunées.

Décidément, quelque médiocre souverain qu'il fût, Charles IV montra plus de bon sens que le gouvernement de Séville agissant au nom de son fils installé à Valencay !

On est donc surpris, — pour ne pas dire scandalisé — qu'un auteur aussi respectable mais soucieux à ce point de disculper ses compatriotes, ait pu écrire, comme l'a fait Don Jaime Garau, qu'après tout « le projet de la Junte n'était pas aussi absurde que le fut sa réalisation, le climat salubre et tempéré de Cabrera permettant de construire des abris pour se préserver des intempéries avant les fortes chaleurs, quitte à les perfectionner ensuite pour résister aux frimas de l'hiver. Car, (ajoute-t-il) on ne supposa jamais que lorsqu'il s'agirait de leur propre commodité, les prisonniers s'y refuseraient absolument...²⁰ »

Pour compléter ces mesures, censément protectrices, la Junte décide encore de consulter la Commission sanitaire sur tous moyens de préservation et sur ceux qui permettraient de fournir des subsistances aux prisonniers sans être contaminés par eux. Elle donne l'ordre à ladite Commission qu'aussitôt le convoi en vue, il soit procédé à une inspection des vaisseaux d'escorte, afin d'établir s'ils ont été ou non en contact avec les transports. On devra s'informer avec soin des conditions où les prisonniers se sont trouvés durant leur internement à Cadix, ainsi que du nombre et de la cause de leurs maladies.

Assurément, tous ces arrêtés témoignaient d'un légalisme inattaquable. Mais si de telles précautions sont nécessaires pour se préserver des épizooties, n'aurait-il pas convenu, en une cité dont le plus noble ornement est l'admirable cathédrale gothique de la *Seo*, qu'on se rappelât la parole du Maître au nom duquel elle fut construite : « J'étais malade et vous m'avez visité, j'étais nu et vous m'avez vêtu... ? »

On sait que, le 18 avril, la flotte des transports a passé au large de Palma. Le 24, la Junte délibère toujours lorsqu'on signale sa réapparition, en provenance de Mahon. L'émotion populaire est à son comble.

Don Francisco Rossinyol, officier municipal de santé, reçoit l'ordre de se rendre immédiatement au môle — *el muelle* — pour procéder aux interrogatoires. Dans la même soirée aura lieu une nouvelle séance où son rapport sera présenté. On apprend ainsi que Don José de Vargas, commandant du convoi, attend que la Junte prenne une détermination rapide, soit pour bâter le débarquement des prisonniers et diminuer ses frais, soit parce qu'étant donnée la quantité d'hommes entassés dans chaque bateau-cadre, des maladies peuvent surgir auxquelles on a jusqu'ici échappé. Au surplus, l'escadre anglaise faisant escorte considère sa mission comme accomplie et doit entreprendre une nouvelle croisière... »

A l'ouïe de ces déclarations, la Junte, quasiment affolée par la complexité des faits, décide que, pour exécuter les ordres du général Reding, gouverneur militaire de l'archipel, le chef du convoi, profitant du premier vent favorable, conduira à Tarragone le contingent destiné à l'échange. Puis elle prend acte d'un *dictamen* ou rapport de la Commission sanitaire conseillant la mise en observation, pour une durée de dix jours, des transports en rade. Seuls les navires anglais en seront exceptés. Enfin, sec comme couperet de guillotine, tombe le verdict final : « Quant aux prisonniers non destinés à l'échange, ils passeront à Cabrera ²¹. »

Mais il ressort clairement des pièces versées au dossier que nul parmi les députés de la Junte ne semble très fier de son vote. Comme pour se donner à eux-mêmes des motifs d'apaisement, on les voit, talonnés par la présence des transports, prendre part

presque quotidiennement à une séance de l'*Ayuntamiento*. Au soir de ce jour funeste, ils décident encore de ramener, avec armes et munitions, le gouverneur de Cabrera et son petit détachement.

La nuit suivante, c'est, derechef, vers la Junte centrale que l'on se retourne, la suppliant de considérer les embarras où, faute de ressources, se trouve plongée celle de Palma.

Le 26 avril, la Commission sanitaire ayant rendu son verdict, on requiert de l'amiral Collingwood l'envoi d'un petit croiseur pour exercer une surveillance que la Junte de Séville n'a su prévoir. Enfin, le 27, nouveau débat de grand style.

Don Francisco March l'ouvre par une proposition écrite où, dès le préambule, la déportation à Cabrera est reconnue *coûteuse, périlleuse et inhumaine*²², « car », déclare l'opinant, « elle expose Majorque à de nombreux dangers non imaginaires et n'aboutit qu'à un résultat très incertain. » La décision de la Junte ayant, suivant lui, causé un réel déplaisir au peuple majorquin, le courageux député en propose l'annulation.

« Ce dégoût », remarque Oliver, « des éléments déterminés l'éprouvaient avec force. C'était une minorité à la conscience délicate, mais non point la grande masse que dominait la terreur panique des épidémies, terreur qui avait été l'origine et la raison suffisante de mesures aussi draconiennes²³. »

Et que proposait l'orateur en lieu et place de Cabrera ? Il suggérerait que l'on aménageât, afin d'y construire des baraquements, le large fossé entourant la muraille de Palma aux alentours du couvent de Saint-Jérôme et de la *Puerta Campo*²⁴. Ainsi, sans pénétrer dans la capitale, les prisonniers auraient pu être surveillés et traités humainement.

Dirigée par Don Bernardo Contesti, la discussion sera opiniâtre et souvent confuse. Comme on peut le prévoir, la majorité s'en tiendra à son premier vote mais, tout en se soumettant à la proposition présidentielle, Don Miguel de Victorica déclarera qu'il se réserve le droit de parler à une autre occasion du désaccord qui vient de se produire entre la population mécontente et la Junte accueillant un rapport où l'on affirme le contraire.

Un autre député, Don Juan Dameto, soutenu par le fonctionnaire que les textes appellent « le Régent », émet le vœu que l'on reçoive à Majorque « les prisonniers qui ne constitueraient pas un

danger pour la santé publique, tous les autres devant retourner à leur point de départ », vraisemblablement le port de Cadix.

Autant devait en emporter le vent !

Le débat sera repris durant les sessions des 19 et 26 mai puis déclaré clos, sous prétexte que l'on a suffisamment discuté, la Junte n'ayant pu admettre que la proposition du syndic Francisco March fût l'expression de l'opinion publique.

A tout dire, la discussion s'avérait inutile, car, à cette date, le débarquement à Cabrera était achevé. « On admirera cependant », remarque Garau, « l'insistance avec laquelle certains membres de la Junte essayèrent d'obtenir de leurs collègues le retrait d'un vote funeste jusqu'au moment où, vaincus par le nombre, ils durent reconnaître l'inanité de leurs efforts ²⁵. »

Comment ne point écrire ici en lettres d'or, les noms de March, de Dameto, de Victorica et du Régent ? Selon Miguel S. Oliver, leur compatriote et leur émule, « ils ont droit à un éternel honneur pour une attitude aussi vaillante qu'impopulaire ²⁶. » Ces hommes de cœur firent l'impossible pour épargner à leur pays l'opprobre qu'il devait encourir dans un drame terrible. Grâce à eux, l'Espagne n'a point perdu son renom de peuple chevaleresque.

CHAPITRE III

LES ILLUSIONS PERDUES

ÉCHEC AU PROJET D'ÉCHANGE

R IEN n'atteste davantage la générosité et la noblesse du héros de Baylen, Théodore Reding von Biberegg, que sa constance à poursuivre un échange entre Français et Espagnols, les uns captifs grâce à sa tactique habile, les autres enlevés à son armée de Catalogne. Rien non plus, il faut le dire sans fard, ne prouve mieux l'indifférence d'un autocrate, que l'insuccès de ce plan, si désespérément cher à tant de malheureux.

Dès le début d'avril 1809, la Junte de Palma avait pris connaissance d'une dépêche de Reding¹ annonçant que, sur sa proposition, mais non sans difficultés, la Junte suprême venait d'autoriser l'échange de quinze cents à deux mille prisonniers espagnols retenus à Barcelone contre un nombre égal de Français déportés aux Baléares.

« Nulle communication », note un peu paradoxalement Miguel S. Oliver, « ne pouvait avoir d'effet plus funeste, car elle fortifia les membres de la Junte dans l'illusion que la captivité des Fran-

çais serait de courte durée ; elle leur fit croire aussi qu'allégé de ce premier contingent, le convoi attendu de Cadix n'aurait plus qu'une minime importance. Du seul fait de cette dépêche, se trouva diminuée la résistance de Palma aux décisions arbitraires de Séville². »

Dans ce message, le général suisse au service d'Espagne insistait pour qu'avant de cingler sur l'archipel, les transports de Don José de Vargas fissent escale dans un port de la Péninsule : son but n'était autre que de procéder aussitôt au *canje* ou échange souhaité.

Lors d'une nouvelle séance à l'*Ayuntamiento*, le 22 du même mois, on communique aux députés un second message de Reding ordonnant derechef qu'à leur arrivée, dans l'un quelconque des ports de Majorque, les vaisseaux contenant des prisonniers français mettent immédiatement le cap sur Tarragone, les généraux français le demandant avec instance. « Faute de quoi », ajouta-t-il, « il y a lieu de craindre que les prisonniers espagnols ne soient promptement emmenés et internés en France³. »

« L'un quelconque des ports de Majorque... » On n'en saurait trouver plus vaste ni plus propice à un transbordement que la rade de Palma, si bien encadrée par les caps Calafiguera et Enderroca et suffisamment ample pour abriter une flotte innombrable. Elle a pour centre la cité aux constructions de pierre rose qu'enclôt une série de remparts à la Vauban et pour joyau la gothique *Lonja* ou Bourse de Commerce témoignant d'une prospérité jadis éminente. Dominant le tout, voici la cathédrale que bâtit en 1230 le roi Jaime I^{er}. Spectacle admirable, et l'on devine les espoirs gonflant le cœur des arrivants, si du moins les bruits qui courent, trouvent confirmation.

Quinze bateaux-cadres et des vaisseaux d'escorte ont jeté l'ancre à proximité de Porto Pi. La Junte de Palma doit, dix jours durant, subir la présence de cette flotte importune. D'impérieuses raisons exigeraient le concours des hommes de l'art qui sont nombreux dans la cité. Aucun ne se déplace : « Nous implorions », soupire Méry », les secours de l'humanité en faveur des plus malades d'entre nous : les médecins espagnols décidèrent que la maladie était contagieuse et leur avis motiva le refus. Le 26 avril, on nous distribua des vivres : ils étaient tous de mauvaise qualité⁴. »

Dès le 29, le commandant de la *Cornélie* fait savoir à la Junte que le séjour prolongé sur les transports provoque de graves désordres dans l'état sanitaire ⁵. Ce même jour, le sous-lieutenant Bernel, de la Garde de Paris, succombe à bord du brick le *Baltimore*. On tient sa mort secrète pour éviter de prolonger la quarantaine et, dans la nuit, son cadavre est jeté à la mer. Pour des motifs semblables, on use des mêmes précautions sur d'autres transports.

Pendant que se prolongent à la Junte des discussions interminables et, dans les commissions, des enquêtes dénuées de bienveillance, toutes communications avec la terre restent interdites. Les suppliques des prisonniers pleuvent sur les capitaines : tous réclament des secours, des vêtements, des médicaments ; elles sont transmises à l'*Ayuntamiento*, qui les confie à la Commission de santé et à l'Intendance, sans qu'on puisse établir dans quelle mesure il y fut donné suite.

De l'échange espéré, aucune nouvelle certaine. « On nous assura », reprend Méry, qui semble avoir eu connaissance de la dépêche de Reding, « que quatre-vingts officiers et deux mille sous-officiers et soldats, choisis par rang d'ancienneté, devaient être échangés contre un nombre égal d'hommes appartenant à la garnison de Tarragone. Il ne s'agissait plus que de recevoir les passeports de l'amiral anglais, alors à Mahon ⁶. »

Soit du côté des généraux français favorables à l'échange, soit du côté espagnol où, comme on l'a vu, régnait la crainte qu'en cas de retard les sujets de Ferdinand VII ne quittassent promptement la Péninsule, tout fut mis en œuvre pour avancer le départ de la *Cornélie* et de quatre transports qu'elle escorterait.

La décision devait être promptement connue des intéressés. On se félicitait parmi eux de la victoire française qui assurait l'exécution de cette mesure. « A la nouvelle que le transport n^o 10 était désigné pour l'échange et que, le lendemain, nous devions partir, ma joie n'eut pas de bornes », s'écrie le soldat Sébastien. « Cet instant de félicité suprême fit évanouir, comme par enchantement, le souvenir de ce que j'avais supporté. J'allais donc revoir ma patrie tant regrettée, les personnes aimées qui me croyaient mort sans doute. Ces moments sont pleins d'un si délicieux délire qu'on ne peut les dépeindre ⁷. » « Nous sommes dans une joie

difficile à décrire », renchérit le colonel D'Esilon, qui a été permuté sur le transport n^o 13, et cette joie l'aide à supporter la vue de soldats « dans la dernière misère, couverts de poux, déguenillés, entassés comme des harengs ⁸. »

Sans s'arrêter à ces détails, si pénibles soient-ils, plusieurs officiers entendent profiter de l'aubaine. A force d'argent, ils sont parvenus à se faire transporter clandestinement sur le *Principe Real*, les uns dans des tonneaux, les autres déguisés en matelots espagnols ⁹. Wagré, né débrouillard, nous apprend que l'échange devant s'opérer par tirage au sort, il avait été assez heureux pour figurer au nombre des élus. « Nous paraissions posséder tous les éléments de la plus parfaite certitude », continue l'un de ses camarades. « Les officiers supérieurs étaient à bord ; déjà l'on avait dressé le pavillon français ; l'on n'attendait qu'un signal trop lent à notre gré ¹⁰. » Telles étaient l'espérance et la joie des uns, tels aussi les regrets de beaucoup d'autres qui, une fois de plus, voyaient s'évanouir l'espoir d'une libération... Hélas ! un sort également malheureux devait mettre sur le même pied ceux qui croyaient partir et ceux qui devaient rester.

La convention portait que la France commencerait par rendre les prisonniers qu'elle avait ¹¹. Or, très rapidement, c'est-à-dire dès le 29 avril, le bruit parvint à Palma que les prisonniers espagnols destinés à l'échange venaient d'être dirigés du côté de la frontière et, à cette date, avaient probablement franchi les Pyrénées.

Pour être au clair sur cette rumeur qu'a transmise un particulier, récemment évadé de Barcelone et présenté à la Junte par Don Nicolas de Villalonga, on donne au commandant de la *Cornélie* l'ordre de lever l'ancre et de se renseigner à Tarragone. A quoi Don José de Vargas oppose que, sans ordres relatifs à cet échange, il considère comme une grave erreur d'entreprendre la traversée avec des transports mal conditionnés et en un moment où les vents soufflent avec violence. Mais il est prêt à envoyer un bateau de modeste tonnage qui pourra, en deux ou trois jours, rapporter les nouvelles attendues. L'avis de ce marin prévaut. On expédie l'express et tantôt on aura la réponse. Un officier espagnol, Don Nicolas de Solanell, est bien signalé dans les Actes de la Junte comme chargé par le gouvernement de Catalogne d'une mission

relative à l'échange, mais pourquoi faut-il qu'intervenant trop tard il n'arrive à Palma qu'en juin ? ¹². Avant lui, circulent des bruits qui confirment les pressentiments de plusieurs.

« Six jours s'étaient écoulés, le septième commençait à paraître, l'horizon était sans nuage et pourtant », note le soldat de Froger, « nos cœurs demeuraient plongés dans une morne tristesse. Qu'attendait-on pour exécuter une promesse accueillie avec tant d'enthousiasme ?... ¹³. Le 1^{er} mai, selon D'Eslon, le 4 si l'on en croit Boulerot, arrive une galère anglaise. Aussitôt, chacun de s'écrier :

« — C'est, à coup sûr, une mauvaise nouvelle ¹⁴ ! » Crainte trop justifiée. En pleine nuit, quelques heures avant le moment fixé pour le départ, le capitaine du *Príncipe Real* est mandé à terre pour entendre communication de l'annonce officielle : tous les arrangements préalables vont être rompus ; le prétexte allégué est l'opposition mise à cet échange par le seul gouvernement français.

« Il y a de quoi renoncer à la vie ! » s'écrie douloureusement D'Eslon. « Adieu tous les projets de bonheur que chacun de nous formait, il y a deux heures à peine !... O grand Dieu, donnez-nous, aux uns et aux autres, les forces nécessaires pour supporter notre misère, si réellement nous sommes condamnés à voir s'évanouir toutes nos espérances ¹⁵ !.. »

Chose à noter, la déception sera à peine plus grande chez les prisonniers que chez les Majorquins chargés d'assurer leur garde : si les premiers voient disparaître l'ultime chance de rapatriement, les derniers, au dire de Garau, déplorent que soit ainsi retiré le seul moyen d'alléger leurs charges ¹⁶. Il ne reste donc aux autorités de Palma qu'à exécuter les arrêtés du 25 avril.

Le capitaine du port est chargé de communiquer au commandant de la *Cornélie* l'ordre tendant à transporter à Cabrera tous les prisonniers du convoi et d'en pousser le débarquement, afin d'épargner à la population une contagion toujours possible. S'étant également enquis de l'état des vivres, médicaments et effets disponibles sur les transports, la Junte recommande de s'en servir pour parer aux premiers besoins. Malheureusement, on apprend que la flotte ne possède plus que huit à dix jours de vivres, qu'il ne se trouve à bord ni médecin, ni remèdes et qu'en fait d'objets mobiliers, on n'y possède que des cadres transformés en couchettes.

A l'ouïe de ces renseignements désolants, le marquis de la Bastide et Don Ramon de Villalonga sont chargés de présenter des propositions. Ne convient-il pas de secourir ceux qu'on va jeter à terre dans un état de dénûment total ? Au lieu de faire appel à la population, les *diputados* imaginent de s'en remettre aux commandants des vaisseaux anglais et de solliciter leur aide ¹⁷.

Tout en redoublant de surveillance pour éviter quelque contact que ce soit entre les prisonniers et le peuple majorquin, autorités et fonctionnaires ont, de leur mieux, hâté les préparatifs. On a d'ailleurs obtenu du commandant des convoyeurs britanniques, Don Guillermo Caninos, qu'il ne s'éloignerait pas avant d'avoir achevé sa mission jusques et y compris le débarquement.

Les officiers seront répartis par contingents distincts entre les trois îles principales, mais sur quelle base ? En fin de compte, la Junte décide que, jusqu'au grade de capitaine, ceux des catégories inférieures iront à Cabrera, tandis qu'après avoir subi la visite sanitaire, ceux des catégories supérieures seront autorisés à demeurer à Palma. L'autorité s'occupe également de leur solde : vu le manque de ressources, elle sera notoirement inférieure aux prestations qui ont été accordées en rade de Cadix ¹⁸. Il est encore stipulé qu'à leur débarquement, les prisonniers (il s'agit avant tout des gradés) dresseront de leurs biens, un inventaire que vérifieront les adjudants de place Jerónimo Batlle et Nicolas Sora. Chacun d'eux n'aura droit qu'à un ou deux couverts d'argent, à une tabatière et à une montre, mais tout le reste, argent monnayé, bijoux ou armes, devra être mis à la disposition de la Junte.

Un détail en dit long sur les préventions que, depuis l'assaut de Cordoue, l'on nourrit à l'égard des troupes de Dupont. Les seigneurs Cuesta et Nicolas de Villalonga, le marquis de la Bastide et leur supérieur à tous le comte d'Ayamans, expriment le désir qu'on ne dépouille les prisonniers « que des biens d'Eglise et vases sacrés qui se trouveront en leur possession lors de l'inventaire », alors que les conseillers Despuig et Victorica demandent que la mesure soit étendue à tous les bijoux de valeur et à l'argent en quantité appréciable. Cette divergence n'est-elle pas l'indice du double courant qui s'est fait jour durant tous les débats ? D'un côté, les représentants du trône et de l'autel ne voyant dans les Français que des pilliers d'églises ; de l'autre, les esprits plus

libéraux, exigeant qu'un principe soit appliqué sans acception de personnes ni d'idées préconçues.

Toujours préoccupés de faire valoir auprès du pouvoir central les charges que, très arbitrairement, celui-ci leur a imposées, les membres de la Junte décident de lui présenter la note des frais, avant même qu'il soit procédé au débarquement. Il s'agit de prouver qu'une fois épuisé le million de réaux versé pour l'entretien des *Franceses*, l'autorité suprême n'aura aucun motif d'accuser de négligence le gouvernement de Palma.

Si grande est, en effet, la préoccupation de la Junte d'échapper à l'entretien de ses hôtes que, malgré son souci de prestige et d'autorité, elle se laissera impunément bafouer par les magistrats de Minorque. On se rappelle que, sur son ordre, le chébec d'Ivica *San Miguel*, arrivé le 19 avril à Santany, a été détourné sur Mahon, avec ordre d'y débarquer ses passagers. Or, devant le refus absolu des Minorquins, la Junte tolère que ledit chébec reparte de Mahon et dépose à Cabrera cent soixante-dix-huit nouveaux prisonniers. Ce n'est qu'aux faibles et aux désarmés que l'autorité réserve ses rigueurs, témoin le règlement que fait encore voter à la Junte le marquis de la Bastide^v.

Article I. Aucun bateau ne doit avoir, sous peine de mort, communication quelconque avec le port, les golfes ou les côtes de Cabrera.

Article II. Tout bateau naviguant dans les eaux de cette île devra être séparé d'elle par une lieue de mer, sous peine de châtiments que la Junte proportionnera à la gravité de l'infraction¹⁹.

Le 3 mai enfin, les deux embarcations qui, avec le concours des représentants de la Marine et des Subsistances²⁰, doivent assurer la surveillance des prisonniers, sont placées sous les ordres d'un commandant maritime désormais responsable de leur garde. Ce sont les canonnières qu'on retrouvera là-bas.

Ainsi, tout est prêt pour l'accomplissement de la sinistre besogne.

La Junte de Majorque fait alors connaître aux passagers de la flotte qu'ils vont être conduits dans l'île voisine « pour y achever leur quarantaine », et l'on ajoute à cette odieuse nouvelle que la chose aura lieu à titre provisoire...

Jusqu'à ce jour, les documents ne nous ont pas révélé si cette assertion fut émise de bonne foi ou si l'un des plus atroces drames de la captivité n'ent point à sa base un implacable et cruel dessein. Wagré, qui a suffisamment souffert de ce séjour forcé pour qu'on lui pardonne cette supposition, s'écrie péremptoirement : « Nul doute que ceux qui choisirent notre lieu de détention n'aient eu la pensée de le voir devenir notre tombeau ; car, comment croire que des hommes puissent longtemps résister aux maux qui nous y attendaient ? ²¹ »

Le 5 mai, la première division du convoi met à la voile pour arriver au crépuscule du même jour dans la rade de Cabrera. Le 8, à dix heures du matin, partira la division restante qui, vers le soir, devra rallier Palma, ayant rencontré au large du cap Blanco un vent du sud si violent que le commandant redoutera la dispersion totale de ses transports. Le 11, débarqueront les derniers contingents ²².

Au moment où, pour bien des années, vont se briser tous les liens qui les rattachent à la société des humains, il convient d'évoquer le tableau que brossa Philippe Gille, fils de l'un des déportés :

« L'empereur Napoléon, s'arrêtant victorieux sur tous les champs de bataille au milieu de ses maréchaux, saluant les glorieux blessés sous un dais de fumée, les grondements du canon, les tambours battant aux champs, les musiques militaires éclatant en fanfares triomphales, les drapeaux troués flottant dans les airs, voilà le spectacle sans pareil que nous offrent les récits légués par les officiers, les généraux, les grands personnages militaires de l'Empire ; c'est l'apothéose, toujours vue de face, qu'ils vous montrent sur ce théâtre fait de gloire et d'héroïsme.

« Mais comment ont été édifiées ces apothéoses et ce que nous dévoilent ces mémoires, est-ce bien tout ce qu'il y a à voir de ce théâtre sans pareil ? Ne serait-il pas aussi curieux de connaître ce qui se passe à l'envers du décor, de voir manœuvrer les humbles machinistes porteurs de si pesants fardeaux qui, de leurs vigoureuses épaules, poussent à la roue de ces chars glorieux et qui, invisibles pour le public, ont mérité autant que les premiers sujets, des applaudissements enthousiastes ?... ²³ »

L'envers du décor, on l'a vu dans les plaines andalouses ou sur les bords de la *Bahia* gaditane. Et ceux qui y jouent leur rôle, ce seront, non pas les maréchaux et les états-majors mais, comme dit Oliver, « ces recrues levées par le *senatus-consulte* d'avril 1807, ces cinq légions organisées par décret au camp d'Ostende, cette foule de Bretons, de Normands, de Gascons, de Picards et de Provençaux, ces beaux gendarmes, ces héroïques marins de la Garde, ces dragons du 1^{er} régiment provisoire ou ces lignards du 121^e conduits de Baylen à Cadix et des pontons de Carraca aux récifs de Cabrera, tous gardant ancrée au cœur l'espérance d'une prochaine libération et l'image prestigieuse de leur Empereur... »²⁴.

L'Histoire dira par qui et comment fut exaucé cet espoir tenace.

RÉFÉRENCES ET NOTES

AU GRÉ DES HOMMES ET DES FLOTS

(Exposé lumineux.)

CHAPITRE PREMIER

LA FLOTTE ERRANTE

1. Arch. Nat. Hist. Esp. *Estado, Legajo* 46. Secc. D, du 17 janv. 1809.
2. Gille, *Mémoires*, p. 179.
3. Le chiffre, indiqué par Froger, est celui que nous avons retrouvé dans les états du commandant d'escadre Don José de Vargas. Wagré cite à tort vingt-sept transports (*Souvenirs*, p. 61).
4. Gille, *Mémoires*, p. 181.
5. Gerdy, *Rapport*, v. Titenx, II, p. 714.
6. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 57.
7. Gerdy, *Rapport*, v. Titeux, II, p. 714.
8. Ducor, *Aventures*, I, p. 177.
9. Ducor, *ibid.*
10. De Méry, *Mémoires*, p. 186.
11. Gille, *Mémoires*, p. 182.
12. Froger, *les Cabrériens*, p. 130.
13. Froger, *ibid.*
14. Gille, *Mémoires*, p. 183.
15. P. Metzger, *Relation du comte D'Eslon*, p. 24.
16. Wagré, *Souvenirs*, p. 62.
17. De Méry, *Mémoires*, p. 187-188.
18. Gerdy, *Rapport*, v. Titeux, II, p. 714.
19. Froger, *les Cabrériens*, p. 131.
20. Voir *Géôles et Pontons d'Espagne*, livre II, chap. III.
21. Gille, *Mémoires*, p. 188.
22. Ducor, *Aventures*, I, p. 184.
23. Gille, *Mémoires*, p. 189.
24. Gerdy, *Rapport*, v. Titeux, II, p. 714.
25. De Méry, *Mémoires*, p. 191.
26. De Méry, *Mémoires*, p. 190.
27. Quantin, *Voyage*, I, p. 191. Cet auteur est, avec Wagré (*Souvenirs*, p. 63), seul à citer ce fait.

28. Gerdy, *Rapport*, v. Titeux, II, p. 715.
29. Gille, *Mémoires*, p. 199.
30. Gerdy, *Rapport*, v. Titeux, II, p. 715.
31. Miguel S. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 251. Actes de la Junte supérieure, 4 mars 1809.
32. Actes de la Junte supérieure, 8 mars 1809.
33. Arch. Nat. Hist. Esp. *Estado*, Legajo 46, pièce 91.
34. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 251.
35. *Diario de Cartagena* du 24 mars 1809.
36. Garau, *Noticias*, p. 187.
37. Arch. Nat. Hist. Esp. *Estado*, Legajo 46. Secc. D, pièces 94 et 95.
38. Arch. Nat. Hist. Esp. *Estado*, Legajo 46. Secc. D, pièce 96.
39. Actes de la Junte supérieure, 27 mars 1809.
40. Hernandez Sanz, *Enterramientos de soldados franceses*, p. 150.
41. Riudavets y Tudury, *Historia de Menorca*, II, p. 1724.
42. Oleo y Quadrado, *Historia*, II, p. 309.
43. Hernandez Sanz, *Enterramientos etc.*, p. 150.
44. Le Comte D'Eslon donne la date du 21 avril, v. P. Metzger, *op. cit.*, p. 24.
45. Oleo y Quadrado, *Historia*, II, p. 1724.
46. Oleo y Quadrado, *Historia*, II, p. 309.
47. Hernandez Sanz, *Enterramientos*, p. 150.
48. Gille, *Mémoires*, p. 192.

CHAPITRE II

MAGISTRATS INEXORABLES

1. Grasset-de Saint-Sauveur, *Voyage aux Iles Baléares*, p. 67.
 2. Grasset-de Saint-Sauveur, *Voyage aux Iles Baléares*, p. 118.
 3. Grasset-de Saint-Sauveur, *Voyage aux Iles Baléares*, p. 67-68.
 4. Grasset-de Saint-Sauveur, *Voyage aux Iles Baléares*, p. 80.
 5. Voir : *Goûtes et Pontons d'Espagne*, livre III, chap. I.
 6. Grasset-de Saint-Sauveur, *Voyage aux Iles Baléares*, p. 95.
 7. Desbrull, *Memorias*, passim ; voir aussi : *Diario político de Mallorca*, 5 et 13 juillet 1808.
 8. Voir Oliver, *Mallorca*, etc., p. 121.
 9. Arch. Nat. Esp. *Estado*, Legajo 46. Secc. D, pièce 83.
 10. Actes de la Junte supérieure, 11 février 1809.
 11. Actes de la Junte supérieure, 8 mars 1809.
 12. Cette indication est soulignée par Oliver, *Mallorca*, etc., p. 236.
 13. Garau, *Noticias*, p. 192.
 14. Garau, *Noticias*, p. 193.
 15. Actes de la Junte supérieure, session du 13 avril 1809.
 16. Actes de la Junte supérieure, session du 21 avril 1809.
 17. Voir Arch. Nat. Hist. Esp. *Estado*, Legajo 46. Secc. D, pièce 94 du 22 mars 1809.
 18. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 235.
 19. Arch. Nat. Esp. (Simancas) (voir livre III, chap. II, du présent ouvrage).
 20. Garau, *Noticias*, p. 194.
- Don Jaime Garau ajoute immédiatement :
- « Cela ne veut pas dire que nous approuvions la mesure adoptée, mais nous croyons fermement qu'elle ne fut pas la cause de la mortalité excessive dont souffrirent les Français. » Là encore nous différons quelque peu.

21. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 263.
22. Souligné dans le texte par Oliver, *Mallorca*, etc., p. 262.
23. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 263.
24. Emplacement occupé aujourd'hui par l'usine à gaz de Palma.
25. Garau, *Noticias*, p. 200.
26. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 263.

CHAPITRE III

LES ILLUSIONS PERDUES

1. Datée de Tarragone, le 30 mars 1809.
2. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 254.
3. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 259.
4. De Méry, *Mémoires*, p. 194.
5. Garau, *Noticias*, p. 283.
6. De Méry, *Mémoires*, p. 194.
7. Froger, *les Cabrériens*, p. 132.
8. P. Metzger, *Relation du colonel D'Eslon*, p. 25.
9. Gille, *Mémoires*, p. 193.
10. Froger, *les Cabrériens*, p. 132.
11. Wagré, *Souvenirs*, p. 64.
12. Actes de la Junte supérieure, 8 juin, 16 juillet, 2 et 6 octobre 1809, plus 6 et 10 mars, 19 juin et 31 juillet 1810.
13. Froger, *les Cabrériens*, p. 132, 133, 137.
14. De Méry, *Mémoires*, p. 194.
15. P. Metzger, *Relation du colonel D'Eslon*, p. 26.
16. Garau, *Noticias*, p. 197.
17. Garau, *Noticias*, p. 198.
18. Cette solde s'élevait :

pour les généraux à 20 réaux par jour.....	fr. or	5 »
— colonels à 16 —	—	4 »
— lieutenants-colonels, chefs d'escadrons, majors à 12 réaux par jour	—	3 »
— capitaines à 6 réaux par jour	—	1.50
— subalternes 6 —	—	1.50
- pour les sergents, caporaux et soldats à 1 réal par jour (0.25) et la ration de pain.
19. Garau, *Noticias*, p. 201, 202.
20. Ils se nommaient Antonio de la Peira et Antonio Rodriguez mais on ne reverra plus leurs noms au cours de ces récits.
21. Wagré, *Souvenirs*, p. 65.
22. De Méry, *Mémoires*, p. 194.
23. Gille, *Mémoires*, avant-propos, p. 1 et 2.
24. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 265.

LIVRE PREMIER

C A B R E R A

L'ILE TRAGIQUE

CHAPITRE PREMIER

CABRERA DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS

DANS L'ESPACE...

« **L**E rocheuse et dure, hostile et refoulant de son pied de calcaire rose la mer d'où elle surgit à pic...¹ » Ce croquis d'un récif au large de Marseille s'applique exactement à la plus revêche des Baléares.

Couvrant à peine cinq lieues carrées², Cabrera semble être le centre ou, si l'on ose dire, la métropole d'un archipel minuscule commençant à l'îlot Impérial et s'achevant à la Horadada, — la roche percée.

A dix milles marins (dix-sept kilomètres) du cap Salinas, pointe la plus méridionale de Majorque, celle qui deviendra l'île tragique apparaît, à vol d'avion, comme une immense chauve-souris : la tête serait figurée par le mont Brujula et les ailes frangées s'achèveraient en pointe, l'une au cap Lebeche, l'autre au cap Moroboti.

Différemment, ces côtes dentelées et découpées à l'extrême³ rappellent assez bien une formation madréporique.

Avec ses satellites qui ont nom Conejera, Redonda, Esponja, peut-être n'est-elle que le sommet d'une chaîne de montagnes engloutie par les eaux ou émergée de leur sein. Les savants y voient une continuation de la Sierra orientale de Majorque. Il se peut.

A l'aborder du côté nord-ouest, route naturelle en venant de Palma, on est frappé de ses masses bien équilibrées et d'un contour presque hellénique, sa ligne de faite culminant en trois pointes à peu près égales, les pics Miranda, Bellamirada et Picamoscas. Ce sont là sommités modestes : la plus haute s'élève à cent soixante-douze mètres. Mais les falaises qui l'entourent sont plus abruptes que ces collines dénudées. Pour les géologues⁴, son sol tertiaire est formé de bancs de lias, calcaire très dur, d'un gris rougeâtre et riche en fossiles. Peut-être est-ce là l'unique richesse de ce roc ingrat !

A la voir de plus près, on découvre, au nord, deux baies vastes, mais d'étroite embouchure, rappelant assez bien les calanques provençales ou, si l'on veut, quelque fjord norvégien. A gauche la Cala Ganduf, à droite le *Puerto*.

Ce dernier est un port admirable, profond à souhait, long d'un kilomètre et demi, large de sept à huit cents mètres. Ses défenses naturelles, la Punta Cruete⁵ et la Niu de S'Aguila, font l'effet de deux dogues montrant leurs crocs, ou encore de deux félins allongeant leurs pattes fauves dans la mer inaltérablement bleue. Du haut du Picamoscas, on croit à un lac intérieur encerclé de collines aux tons d'ocre jaune ; la lumière aveuglante en écarte toute ombre portée.

Rien n'évoque ici la paix de la nature si chère à Jean-Jacques. C'est le désert, un désert de pierres dans l'infini des eaux.

De ce sol, constamment exposé aux morsures d'un soleil qu'on peut bien déclarer africain, puisque l'île est à peine à deux cent cinquante kilomètres d'Alger, ne sourd qu'une eau rare et pas toujours potable. On ne connaît que deux sources, l'une dans la vallée de Bellamirada, l'autre à proximité de la pointe d'Anciola où se dresse aujourd'hui un phare.

Fait habituel aux régions calcaires, les grottes abondent, moins spacieuses que celles de Majorque, imposantes pourtant : à l'ouest, la

Cova del Amich, à l'est la Cova Ventosa. La Cova Azul, moins étendue, pourrait, au dire de ses admirateurs, rivaliser avec celle de Capri.

Bien qu'elle s'ouvre sur une falaise dominant la mer, la première n'est point d'un accès difficile ; l'entrée a sept ou huit pieds de large sur quatre ou cinq de hauteur. Mais, à l'intérieur, elle donne également sur un vide de trente à quarante pieds. On ne peut donc y pénétrer que par des câbles ou des échelles de corde. Une fois dans la place, on ahoutit, par une pente assez longue, à une salle voûtée et, si l'on pousse plus loin, à de nombreuses ramifications qui font de la Cova une vraie cité souterraine. Ceux qu'on appellera les Cabrériens, frappés de la régularité aussi bien que de la beauté du lieu, s'y rendront volontiers pour jouir d'une fraîcheur délectable sous ce ciel de feu ⁶. L'un d'eux s'efforce à la dépeindre dans le style de l'époque : « Son architecture semblait, au premier coup d'œil, plutôt l'ouvrage des hommes que celui de la Nature, qui s'était plu à l'orner de divers piliers symétriquement placés et embellis de tout ce que l'art aurait pu avoir de plus recherché ⁷. » « On se croit entouré », renchérit un autre, « de statues, d'obélisques, de portiques, de buffets d'orgues formés par des stalactites, alors que les stalagmites mamelonnés ressemblent à des grappes de raisins ⁸. » Selon toute vraisemblance, cette grotte est celle dont Lesage a parlé dans son *Gil Blas* car il la place à l'ouest et l'orne d'un chèvrefeuille et d'un figuier, seuls végétaux de cet ordre qu'on ait pu découvrir dans l'île ⁹.

L'autre caverne, la Cova Ventosa, ou Cova del Cabo Ventoso, moins vaste en surface, mais de dimensions assez hautes pour qu'on l'ait comparée à une église, donne au levant, face à l'île Conejera. Gille l'appelle la Grotte en spirale. On n'y accède que par un escarpement périlleux, surplombant la mer de plus de deux cents pieds. Un officier fera, en s'y rendant, une chute mortelle et, le même jour, un soldat s'y tuera pour avoir mal attaché sa corde ¹⁰. Dès l'entrée qui, pour les uns, semble l'ouverture d'un puits, et pour d'autres celle d'un four, on se trouve en présence de salles successives communiquant par des couloirs. Sous la lueur des torches, les cristaux tapissant les murailles produisaient, dit-on, un assemblage de couleurs variées pouvant faire croire à des diamants ¹¹. A part ces cristaux, vite dérobés par les premiers visiteurs, aucun minéral ; du sel gemme tout au plus.

Cet amas de roches si chichement arrosées ne saurait produire qu'une végétation sans grâce. Un peu comme des taches sur la peau d'un léopard, des buissons épineux, d'un vert éteint, mouchettent toute la surface de l'île. Ce sont les ronces, qu'un auteur espagnol a baptisées « la fêrule de Dieu » ; elles se dessèchent dès que coupées, exhalant une odeur désagréable, et donnent de l'enflure à qui les touche. En quelques coins abrités poussent cependant des myrtes, des cistes, des romarins, des caroubiers, des lentisques, des genêts qui, sans en avoir la luxuriance, s'apparentent à ceux de la « Gueuse parfumée. »

Un auteur majorquin incrimine avec vigueur les responsables de cette indigence : ce sont *las cabras* (d'où l'appellation de l'île), qui rongent impitoyablement toute verdure. « Supprimez les chèvres et Cabrera fleurira ! »

Méry, lui aussi, a supposé que le nom de Cabrera procède de la gent cornue dont l'îlot fut anciennement peuplé : « Nous avons été assez heureux, à notre arrivée, pour en trouver une certaine quantité ¹². » Gille, cependant, n'en a vu que trois têtes ¹³ et l'on sait qu'un spécimen géant, tué par des marins anglais, frappera l'imagination de Wagré ¹⁴. « Cette bête sauvage », dit-il, « était si grosse que, quand elle fut à terre, quatre hommes très robustes purent à peine la porter. »

Peut-être des incendies ont-ils également exercé leurs ravages. On pourrait trouver, notamment en Provence, bien des régions qui, boisées et giboyeuses au moyen âge, ne doivent leur aridité actuelle qu'au feu destructeur. Le massif de l'Esterel, la chaîne de l'Étoile, certaines régions des Maures n'en sont-ils pas l'exemple ? Cette hypothèse n'a rien d'in vraisemblable puisqu'un auteur, Hermola, vivant au x^v^e siècle, affirme que Cabrera contenait alors des eaux naturelles abondantes, voire thermales. On découvre, dans les documents relatifs à l'affermage de l'île, cette mention significative : « L'acquéreur s'oblige à prêter au seigneur feudataire la vingtième part de ses troupeaux, de son blé, de son orge, de son huile, de ses légumes et autres récoltes. » Mais on ne trouve nulle mention d'une catastrophe telle qu'incendie ou destruction par les pirates ; l'accusation portée contre les chèvres semble plausible.

Preuve en soit l'évocation d'un voyageur espagnol, Zofino, écrivant

en 1783 : « Cabrera est montueuse et escarpée ; ses sommités sont pleines d'essences résineuses ; elle a des vallons et des côtes tout à fait favorables aux plantations et aux labours ; elle est couverte de pins sylvestres, d'oliviers sauvages, d'arbousiers, de buis ; en maints endroits jaillit de l'eau ; il y a trois sources excellentes ; ses golfes abondent en poissons, son port est protégé de tous vents ; on voit, restes des temps antiques, des ruines de maisons, de fours à chaux, de tuileries, de poteries, ainsi que des *norias* ; son climat est bien plus sain que celui de Majorque... »

Le tableau, qui fait songer à l'on ne sait quelle Arcadie, témoigne d'un optimisme sans doute excessif car, en vérité, ceux qui, un quart de siècle plus tard débarqueront ici, auront peine à ratifier des louanges aussi enthousiastes ¹⁵.

Actuellement, toute culture n'est pas absolument bannie. Sur les replats de la vallée centrale, face au port, un espace débarrassé de cailloux a permis l'emblavement de quelques ares et, près de la source, dite des Peñas Blancas ou de Bellamirada, poussent trois palmiers et quelques figuiers. En cherchant bien, on découvrirait encore des oliviers sauvages dans le vallon où furent déposés tant de cadavres. La fertilité relative du sol serait-elle due à cette fumure ?

A défaut de travaux strictement scientifiques sur la flore et la faune, que bien peu surent poursuivre, il faut, en matière de produits maraîchers, s'en remettre aux observations des prisonniers eux-mêmes. Pour plusieurs, le soin des jardins sera, durant les longues années de captivité, l'unique passe-temps.

Avec une naïveté, où se mêle quelque angoisse, Gille, Wagré, Froger même ont signalé un tubercule que, très fâcheusement, les nouveaux venus jugeront comestible et baptiseront « la pomme de terre » ou « patate de Cabrera ¹⁶. » Ce n'était là sans doute qu'une racine vénéneuse du genre *merendera* ¹⁷. Botanistes d'occasion, ils reconnurent le chèvrefeuille (réduit à l'unité, d'historique renom), des iris, des genévriers, des chrysanthèmes, des cactus épineux, enfin l'arbousier qu'ils nommaient laurier-fraise.

Gille mentionne également une plante à croissance rapide et de texture spongieuse, sans doute l'*arundodonax* ¹⁷, qui, en deux ou trois semaines, s'élèverait à la hauteur de douze à quinze pieds et dont la tige desséchée flotte aussi bien que le liège ou la

moelle de sureau ¹⁸. C'est, paraît-il, en l'employant comme flotteur qu'un grand nombre de soldats apprendront à nager.

Le règne animal est à peine plus riche que le végétal. Ne parlons pas du cheptel, car il fut objet de consommation rapide au temps de l'internement. Pris au collet, quelques chats sauvages n'ont pu faire souche. Les lapins abondèrent surtout dans l'îlot voisin auquel on a donné leur nom (Isla Conejera). Seuls les lézards, innombrables en ce pays du *dolce far niente*, n'ont jamais disparu.

Quant aux oiseaux, hirondelles de mer, grives, goëlands ou cormorans, ils ne font que passer et furent tout au plus un aliment de luxe. La mer aurait-elle offert des ressources plus grandes ? Il n'y paraît guère. Faute de marée, on a peine à recueillir en Méditerranée les coquillages, crustacés ou mollusques, qui pourtant y abondent autant qu'en l'Océan. Seule découverte sensationnelle, le poulpe émerveilla si fort le caporal Wagré qu'il en fit « un monstre, dont la tête de poisson ressemble à un champignon d'où sortent sept queues qu'on pouvait comparer à des anguilles !¹⁹ »

S'ils eussent disposé de barques et de filets à jeter aux bons endroits, les Français auraient sans doute pratiqué la pêche avec autant de succès que les Majorquins dont les touristes d'aujourd'hui admirent les prises opulentes et colorées. Mais tout manquait pour cela. On comprend qu'entièrement déserte au moment de leur arrivée, Cabrera ne puisse, même à l'heure actuelle, faire vivre des produits de son sol que les occupants de deux fermes ; l'une, au surplus, est actuellement abandonnée.

Au témoignage de l'archiduc Louis-Salvator, auteur d'un ouvrage presque classique sur les Baléares, Cabrera comptait, en 1880, exactement trente et un habitants permanents, dont un commandant et un médecin militaire, un gardien de phare, quatorze soldats ainsi que quelques cultivateurs ²⁰. Avec les pêcheurs, qui ne constituent qu'une population saisonnière, on arrive au plus à quatre-vingts personnes dont, paraît-il, une seule du sexe féminin.

* * *

DANS LE TEMPS...

Comme les peuples heureux, les îles désertes n'ont pas, ou du moins ont peu d'histoire. Cabrera, cependant, en possède une : avant d'être tragique, elle se résume en quelques traditions incertaines, puis en hauts faits intéressant pirates et gens de mer.

C'est à un auteur du XVIII^e siècle, Juan Dameto, auquel Grasset-de Saint-Sauveur accorde beaucoup d'érudition et pas mal de grandiloquence, que sont dus les premiers récits. Il faut les accueillir avec réserve. Ceux qui suivent appartiennent aux chroniques transmises au XVIII^e siècle par Juan de Ferreras, au XIX^e par Moragues y Bover. Elles ont évidemment des bases plus sûres.

Évoquer en effet le mythe de la chèvre Amalthée qui, au moment de nourrir Zeus, père des dieux, aurait d'un jet de son lait créé la voie lactée, puis donner pour séjour à l'oviné fameux les rives mêmes de Cabrera ²¹, c'est accorder à ce roc perdu un peu beaucoup d'importance !

En des temps moins fabuleux, l'île, au dire de Pline ²², aurait vu aborder une Carthaginoise de haut rang qui, brusquement prise des douleurs de l'enfantement, y mit au monde le futur Annibal. Selon d'autres sources, le fait s'expliquerait de façon différente : Cabrera possédant un temple dédié à Junon (divinité à laquelle la croyance populaire accordait le pouvoir de soulager les femmes enceintes), c'est dans cette situation et après vœu de prompt délivrance que serait accourue l'épouse d'Amilcar. Autre explication non moins vraisemblable, les abords de l'île étant sujets à de subites bourrasques et à des naufrages inopinés, (c'est encore Pline qui l'affirme) un accouchement en cours de route pourrait bien devoir son origine aux troubles de l'atmosphère... Il est vrai que d'autres écrivains revendiquent le même honneur pour les îlots de Meraria et de Tricuada, tandis que Dameto penche pour l'île des Lapins et qu'un évêque, du nom de Miedes, pousse Minorque à se mettre sur les rangs ²³. Les concurrences, on le voit, sont nombreuses.

A l'appui de l'hypothèse qui, aux temps antiques, fait de Cabrera le centre d'un culte plus ou moins mythologique, on peut citer l'exploit de Gille à la recherche de matériaux pour la construction d'une baraque. Sur le rivage qui fait face à l'ouverture du *Puerto*, un groupe de sous-officiers découvrit tout à coup de nombreux blocs taillés, ayant de deux et demi à trois pieds de longueur sur dix-huit à vingt d'épaisseur, ainsi qu'un chapiteau de colonne en marbre blanc, de style corinthien, qui, selon l'auteur, vint révéler qu'un édifice important avait dû s'élever là, sans doute à l'époque romaine ²⁴. D'autres prisonniers, frappés de ces découvertes, continuèrent le travail d'extraction, mettant à jour des tombeaux recouverts d'une pierre noire pareille à de l'ardoise et sur laquelle avaient été gravées des inscriptions ²⁵. On exhuma aussi des ossements humains parfaitement conservés, ainsi que des pièces de monnaie ou des médailles de cuivre ou de bronze, mais tellement oxydées que nul ne put reconnaître à quelle effigie elles avaient été frappées ²⁶. Ce butin fut vendu plus tard à des officiers anglais, et l'on doit regretter qu'aucun numismate ne soit intervenu pour identifier l'âge auquel remontaient ces vestiges. Nul ne saura jamais ce que fut ce « temple enseveli. »

Quelques siècles plus tard, alors que la Bonne Nouvelle a passé de la Judée jusqu'en l'archipel baléaire, Cabrera n'abrite plus un temple de Lucine, mais un notoire couvent de moines augustins gouverné par l'évêque Juan. Sur le trône pontifical est monté Grégoire-le-Grand (619-663). Or, jusqu'à Rome parvient une fâcheuse nouvelle : ces religieux, dit-on, mènent une vie débauchée et perpètrent de tels crimes que, pour les ramener dans une voie meilleure, il ne faut rien de moins que les menaces directes du pape.

Deux bulles du pontife, reproduites dans plusieurs manuscrits du temps, témoignent de son juste courroux : « Étant donné que la gravité des fautes commises exige une correction canonique », est-il déclaré à Juan, « défenseur auprès des moines de l'île de Cabrera », « nous devons imposer, à celui qui le mérite, un juste châtiment, de peur qu'en nous taisant, nous ne paraissions approuver ou encourager les œuvres mauvaises sur lesquelles il faut porter la faux de la discipline... » S'en remettant au surplus à l'expérience du prélat, Grégoire opine en faveur d'une enquête et lui

demande de ramener les coupables sur le chemin de la vertu « en les instruisant avec modération... »²⁷ »

Il semble que cet appel au devoir ait porté des fruits, car une seconde lettre de « Grégoire aux habitants de Cabrera sur l'élection d'un évêque » répond aux vœux des insulaires soucieux, cette fois, d'agir en plein accord avec Rome.

Ces textes, que confirme une épître de Saint Augustin à Evodias, abbé du monastère de Cabrera²⁸, offriraient, certes, l'intérêt le plus grand, s'il n'existait, soit au nord de la Sardaigne, soit dans l'Adriatique, soit encore dans la mer Tyrrhénienne, d'autres îles nommées Caprera, Cabras ou Capraria. Les désordres monastiques auxquels l'autorité voulut porter remède se sont-ils produits dans l'îlot baléaire plutôt que dans ceux qui bordent la côte italique ? Rien ne permet de l'affirmer.

C'est au XIII^e siècle tout au plus que Cabrera entre réellement dans l'histoire. Daté de 1248, un acte de répartition des terres, intéressant diverses communautés, indique que l'île et ses abords immédiats (sans doute les îlots qui lui font cortège) sont attribués à Don Ferrario de San Marti, « prieur de la Sainte Eglise de Tarragone » ainsi qu'à son successeur Arnaldo, lequel, aux ides de mai de la même année, l'affirme à Bernard de Clairmont ou Claramont et à Guillaume Huguet, moyennant une redevance annuelle de sept *morabatinos* d'or et de dix cabris.

Combien de temps dura ce fermage en espèces et en nature ? On l'ignore, mais, au début du XV^e siècle, on voit le chevalier Bernard de Saragosse transmettre par acte notarié ses droits sur l'île principale, ainsi que sur l'îlot de Conejera, à Don Luis Berard. Le fils de ce dernier en fait cession, le 8 février 1481, par devant Maître Mateo Morante, notaire, aux sieurs Pedro Amengual, Antonio Sala et Miguel Salva, de Lluchmajor (commune de Majorque), lesquels s'engagent, pour eux et leurs familles, à fixer leur domicile dans l'île et à s'en partager également les produits et les troupeaux. De la famille Berard, les droits passent plus tard aux Malferitos, de ceux-ci aux Sureda, de ces derniers au magnifique Juan Font y Roix de Maria et plus tard aux Salvador Morell y Esteva, tous noms majorquins connus²⁹.

Vivre dans une île séparée de Palma par sept lieues de mer n'est point un destin fort enviable lorsqu'on a tout lieu de croire qu'elle

servira de pied à terre à ces ennemis du peuple chrétien que sont les pirates barbaresques.

Moins pour protéger quelques cultivateurs courageux que pour se garantir de telles incursions, les autorités majorquines décidèrent, vraisemblablement vers la fin du *xiv^e* siècle, d'établir, sur la colline dominant le *Puerto*, un poste défensif d'où l'on pourrait signaler, par des feux, l'approche de vaisseaux suspects et contrarier un débarquement.

Pent-être, derrière les murs abrupts de cette *fuerza*, les gardiens feront-ils preuve de quelque négligence, car, en 1410, on voit le *Virey*, ou vice-roi, diminuer la solde de Pedro et Guillermo Zaragoza qui, d'après contrat, avaient accepté d'exercer cette surveillance pour la somme de deux cent seize écus sonnants.

Apparemment, le poste n'est pas de tout repos et si l'histoire, jusqu'au 9 février 1509, n'enregistre pas d'autre événement marquant, il semble du moins qu'au *xvi^e* siècle l'esprit d'entreprise des *Moriscos* se soit fortement développé ³⁰. A cette date, en effet, une couple de galiotes mauresques s'empare de deux barques contenant une vingtaine de pêcheurs majorquins mais, par suite de vents contraires, les pillards ne peuvent quitter la baie. La nouvelle étant parvenue à Palma, les *Jurados*, ou magistrats de la ville, arment deux brigantins. Malgré la tempête, les Palmesans surgissent à point nommé, s'emparent de quatre-vingts pirates et rendent leurs compatriotes à la liberté. Expédition prompt et réussie.

Sans doute pour prendre une revanche ou plus simplement pour donner essor à des goûts invétérés, un nouveau contingent de Sarrasins commandé par le célèbre corsaire Dragut, débarque en 1550, appuyé par de l'artillerie qui l'aide à s'emparer du fort. De celui-ci, on ne laisse pierre sur pierre mais, avec une belle obstination, les Majorquins le rebâtissent la même année et font bénir leur travail par le chanoine Nicolas de San Juan ³¹.

Trente-trois ans plus tard, nouvel assaut que l'on appellerait aujourd'hui de grand style et qu'il vaut la peine de conter en détail : c'est un exemple des procédés peu canoniques, de tous temps employés par certains ravisseurs civils ou militaires.

On est à la fin d'octobre de 1583. Trois heures avant le lever du jour, dans la Cala Ganduf, que certains prennent pour le *Puerto*, tant sont pareilles l'orientation et les dimensions des deux baies,

sept galiotes barbaresques pénètrent discrètement. « Comme on n'est jamais moins sur ses gardes », déclare Juan de Ferreras, « que quand on doit éprouver quelque malheur³² », jamais, en effet, le *Castillo* n'a été moins gardé qu'aujourd'hui. Pour la somme modeste de cent cinquante écus, Miguel Anglada, seigneur de l'île, s'est obligé à y maintenir une garde de trois à six hommes. Six hommes, ce n'est guère ! Mais l'on s'est dit à Palma que les corsaires ne se sont plus montrés depuis un temps assez long et que, pour eux, l'île est sans importance puisqu'elle ne produit que la sueur des laboureurs (*sic*). Les Maures, n'est-il pas vrai ? combattent moins pour la gloire des armes que pour dérober et piller : c'est pourquoi le gouvernement du Royaume n'a pas pensé qu'on dût renforcer la garnison du fortin.

Or, à la pointe du jour, sur la colline rocheuse et dénudée, l'un des six soldats du fort est sorti pour reconnaître les dehors. Soigneusement dissimulés, les assaillants lui coupent la retraite, s'emparent de sa personne et apprennent de lui combien faible est le détachement qui garde ce poste. Liant donc le captif et l'envoyant à la poterne du château, ils l'obligent à dire qu'il a découvert, dans un terrier voisin, toute une famille de lapins, bon moyen de faire surgir de leur retraite les cinq défenseurs restants : en récompense, et si le stratagème a du succès, l'autre aura sa liberté. Une corde au pied, l'otage s'avance, l'ennemi demeurant cinquante pas en arrière. Comme on l'a prévu, l'attrait du civet opère : la garnison fait une sortie en masse qui n'a rien de militaire. Bon ! la voilà prise. S'emparant alors du fort, veuf de ses défenseurs, les Maures entreprennent incontinent de le démolir. C'est là tout le mobile de leur expédition.

Malheureusement pour eux, la nuit précédente, les galiotes insolites ont été aperçues d'une des barques de pêcheurs naviguant entre Majorque et Cabrera. L'alarme est donnée par le veilleur de l'une des *atalayas*, ces tours de vigie qui jalonnent la côte. Aussitôt, des feux s'allument. Un homme hardi s'efforce à découvrir ce qui se passe au *Castillo* et, promptement revenu à Palma, il informe le procureur royal Hughes Berard, lieutenant du vice-roi, lequel faisant diligence, convoque les *Jurados* et confie à un militaire expérimenté, Don Nicolas Morales, le soin de reconnaître les mouvements de l'ennemi.

Avec d'autres sujets déterminés, Don Hughes constitue une Junte de guerre et déclare qu'il est préférable d'attaquer tout de suite plutôt que de laisser à l'ennemi le temps de s'établir. On arme donc un vaisseau, quatre saïques (embarcations orientales assez rapides équivalant aux frégates du temps), trois brigantins et deux barques que l'on charge de sept cents arquebusiers et de quelque artillerie de débarquement. Le chevalier Pedro-Ignacio Torrella, « gentilhomme de valeur singulière », prend le commandement.

De vive nuit — il est neuf heures du soir et l'on est en novembre —, l'escadre appareille silencieusement. Des vents contraires l'obligent à aborder, elle aussi, à la Cala Ganduf ; mais les Maures, qui l'ont vue venir aux premières lueurs du jour, réussissent à se défilier en embarquant leurs troupes dans l'anse de la Olla, à l'orient de l'île. Les Majorquins ont fait buisson creux.

Pas absolument toutefois, car « les nôtres », comme dit le chroniqueur, s'empareront des deux barques enlevées par les fils du Prophète ainsi que de trois pièces d'artillerie dont ils avaient garni le *Puerto*. Ils peuvent également délivrer deux soldats du fort que les *Moriscos* n'ont pas eu le temps d'emmener. Bien qu'en partie rasé, le château est immédiatement reconstruit et, le 6^e jour de novembre, conservant comme prises les deux barques et les trois canons, le chef de l'expédition rentre triomphalement à Palma.

Mais cette fois, on laisse à Cabrera une garnison pouvant assurer la défense de l'île. Les économies ont coûté trop cher pour qu'on les renouvelle. Et c'est à cette époque qu'il fut décidé de construire, sur un autre point, une seconde tour de défense³³ devenue, sans doute, le phare qu'on trouve aujourd'hui à la pointe d'An-ciola.

Ce récit, qu'authentifient les noms de neuf membres de la Junte participant à l'expédition et signalés par Ferreras et Moragues y Bover, est trop caractéristique d'un siècle de cape et d'épée pour qu'on ait pu l'écarter de cette notice. Il montre, à tout le moins, que le *Castillo* qui, à soixante-douze mètres au-dessus de la mer dresse encore un profil anguleux, adonci cependant par la teinte rose de ses pierres, a connu des jours plus glorieux que ne le laisse supposer son présent abandon.

Ce fait d'armes est d'ailleurs l'épisode le plus saillant de son

histoire : les mémorialistes, n'en signalent point d'autre. Avec des ressources modestes (trois ou quatre pièces de canon) et des munitions rudimentaires (quatre cents boulets en roche taillée), le *fuerte* continuera de surveiller la mer ; mais, si rares sont les occasions d'utiliser ses moyens de défense qu'en 1581 l'alcalde Pedro Nel Valero signale leur état de « pourriture. » La dernière occasion qui sera donnée d'en faire usage est la campagne navale du roi Philippe V, lequel voulut, en 1715, faire sentir sa poigne aux Majorquins rebelles.

Au moment où de nouveaux occupants se présenteront, cette fois sans l'avoir aucunement désiré, la garnison est encore de quinze hommes auxquels on ne multiplie pas les permissions, puisque leurs congés ne sont que de huit jours par an ³⁴.

Ces garnisaires continuent simplement de s'opposer aux forbans et aux Algériens, qui trouvent commode de venir faire eau ou d'inquiéter les navires marchands réfugiés dans une baie sûre et profonde.

Tout à coup, viendra de Palma l'ordre d'évacuer les lieux. Pour garder quelques milliers d'hommes désarmés, deux canonnières suffiront. Le château voit partir ses derniers défenseurs et, faute d'entretien, les vents et la pluie feront ce que n'ont pu faire les Maures : ils démoliront lentement la *fuerza* du xiv^e siècle ³⁵.

Aujourd'hui, le lieu est inhabitable. Portes, fenêtres, plafonds, tout a disparu. Les bourrasques pénètrent en rugissant dans ses corridors étroits et ses cellules vides ³⁶. La petite chapelle, construite en 1387, est en ruines. Les quelques soldats qui gardent l'îlot — ils sont une quinzaine et regardent l'endroit comme un exil sévère, — logent dans un *pabellón* sur le plateau rocheux qui domine la Punta Cruete, face à Majorque.

Du haut de la plateforme supérieure où dort, abandonné, un canon sans affût, la vue s'étend au nord et à l'ouest sur un vaste horizon de mer, limité à droite par les côtes méridionales de Majorque et, plus près, par le roc désolé de Conejera.

A l'intérieur du *Castillo*, fouillé jusqu'en ses moindres recoins, le voyageur attentif se trouve tout à coup en présence d'inscriptions qui, mieux que les documents d'archives, rendent vie aux épisodes que l'on va retracer.

Dans l'étroite cage d'un escalier délabré apparaissent, profon-

dément gravés dans la pierre calcaire, trois noms et deux dates d'une singulière éloquence.

D'un côté on lit :

Prisonnier du 18 juillet 1808.

LERY

et de l'autre :

FLEURY

RAQUIN

Prisonniers en 1809 et 1810 ³⁷.

Fussent-ils seuls à l'attester, ces *graffiti*, en caractères Cochin du plus beau style, prouvent que si la légende a pu s'épanouir aux premiers âges de Cabrera, c'est bien dans l'histoire — l'histoire la plus authentique et la plus poignante —, que l'Île tragique est entrée au printemps de 1809.

PREMIÈRE PÉRIODE

MAI-JUIN-JUILLET 1809

UNE COMMUNAUTÉ ISSUE DU CHAOS

CHAPITRE II

ABANDONNÉS AU DÉSERT

LE 5 mai, à trois heures après-midi, grâce au vent favorable, un premier détachement de transports a franchi les sept lieues de mer qui séparent Palma de Cabrera et jette l'ancre dans le *Puerto* de l'île.

Pour rébarbatives que soient les apparences, la plupart des arrivants ne se doutent que bien imparfaitement de la désolation du lieu ¹. Lorsqu'on approche, les promontoires escarpés de Lebeche et de Xurigné s'avancent, l'un à droite, l'autre à gauche, semblables, — il faut revenir à cette image — à d'énormes monstres

marins entr'ouvrant au ras de l'eau des gueules menaçantes. Et celles-ci sont assez exactement rappelées par des cavernes où les vagues s'engouffrent en mugissant. Cependant, dès que franchie la Punta Cruete, le paysage s'humanise un peu. On voit une plage en pente douce que domine l'éperon dentelé sur lequel est bâti le *Castillo*. Entre les rochers d'un jaune ocré, de rares buissons de lentisques jettent leur tache vert pâle. Et la baie, parfaitement sûre, offre la gamme incomparable des bleus méditerranéens.

A sept heures du soir, deux mille neuf cent soixante-dix-neuf sous-officiers et soldats ont atterri ².

Telle est la faculté d'illusion des hommes et si fort leur besoin de changement que Boulerot, le soldat de Froger, en vient à s'écrier : « Nous mîmes pied à terre avec une certaine satisfaction ³. » Et telle est encore la puissance de la discipline militaire que, sans aucun désordre, les unités s'assemblent docilement sous la conduite de leurs chefs. Une colonne s'ébranle pour s'assurer des cantonnements. Y prennent place des fantassins, des dragons, des marins de la Garde impériale et quelques hommes de la Garde de Paris ⁴.

An dire de Ducor — qui parle non pas en témoin, mais en narrateur, puisqu'il n'est arrivé que plus tard —, les détachements, à la tête desquels sont de simples sous-officiers, gagnent les faibles vallonnements dominés par la chaîne circulaire, hérissée de pitons, qui commence à la colline dite de Brujula pour aboutir au pic d'El Frare. Au fond du port est un terrain plat, moins rocaillieux que le reste : c'est là que s'installeront la 1^{re} et la 5^e légions, ainsi que le 121^e de ligne ⁵. Le contingent auquel Gille appartient pousse le long d'un sentier étroit et tortueux, croyant trouver quelque village ; au bout d'une demi-heure, il s'arrête devant une source en forme de grotte : c'est la *Fuente* autour de laquelle tant de luttes se déchaîneront pour la conquête de quelques gouttes d'eau ⁶.

Le jour baisse. Partout, on rencontre des patrouilles en quête de bois à brûler ; chacun s'assure un abri provisoire. Les cris de ralliement se croisent, se confondent, renvoyés de loin en loin par les échos et, l'obscurité venue, des feux de broussailles brillent sur tous les points du camp improvisé. « Spectacle étrange

et mouvant qui dut amuser nos gardiens en vedette sur les bâtiments qui nous avaient amenés », déclare le marin de la Garde. En découvrant du large cette illumination insolite, qui donc aurait douté de l'existence d'un village depuis longtemps établi dans cette île, qui donc aurait imaginé la véritable situation de tant d'êtres humains réunis autour de quelques tisons brûlants ? « Hélas ! ces feux étaient des torches funéraires que nous allumions sur nos tombeaux ?... »

Soit qu'il appartînt à un autre contingent, soit que le navire qui le portait eût été retardé par une cause inconnue, Wagré assure qu'il ne débarqua qu'au milieu de la nuit et par un temps pluvieux. Les lueurs des bivouacs s'étaient éteintes. A peine distinguait-on, sur le ciel assombri, le cirque des collines dénudées qui désormais allait être l'unique horizon des abandonnés. « Nos arrangements », déclare le caporal de grenadiers, « furent bientôt faits et chacun prit son parti, espérant que, le lendemain, il trouverait un lieu où se mettre à l'abri de l'humidité des nuits ⁹. »

A vrai dire, ce premier campement, tout imprégné de brises salines, ne pouvait présenter qu'un contraste agréable avec l'atmosphère étouffante des pontons ou des transports espagnols. « Respirer l'air à discrétion », remarque quelqu'un, « voilà ce qu'il y avait de plus pressé ⁹ », et nombreux sans doute furent, parmi les conscrits de 1808, ceux qui dormirent sur ce sol ingrat comme on dort à vingt ans.

Tel fut le premier soir, pourrait-on répéter avec l'auteur de la Genèse. Mais, après le soir, il y eut un matin ! Et c'est celui-ci qu'on pouvait redouter : « Le réveil » dit Wagré, « devait nous apprendre toute l'étendue de notre malheur ¹⁰. »

Lorsque l'aube apparut et, avec elle, le soleil, dont, au mois de mai, déjà les ardeurs sont vives, il fallut bien se rendre à l'évidence : la terre sur laquelle on se trouvait n'était qu'une île déserte.

On la parcourut aussitôt : « Thébaïde horrible », s'écrie Ducor : « ce n'était que pierres, sables, cailloux, sapins ¹¹ » (pins serait mieux dire). Au milieu de ce désert apparaissait un champ de blé, mais ceux qui l'avaient ensemencé devaient avoir reçu l'ordre de s'éloigner en même temps que la garnison. En effet, quelques heures avant l'arrivée des *Franceses*, les bêtes du château s'étaient éloignés docilement¹². Nulle part on ne découvre la moindre cons-

truction. Bien pis, sitôt les hommes à terre, les transports ont pris le large sans qu'aucune instruction ait été laissée par leurs chefs, sans qu'on ait même accordé aux nouveaux venus le secours d'un guide. On n'a déposé sur le rivage que des marmites de cuivre, des chaudières et des gamelles utilisées à bord et cela, sans doute, moins par générosité que par crainte de la contagion¹³. Les soldats de Dupont s'en emparent aussitôt et les partagent entre les diverses unités. Mais, que cuire lorsque les vivres manquent ? Comme à Cadix, ils vont continuer le dur apprentissage : vivre de faim... avant que d'en mourir !

Et que boire lorsqu'un soleil de feu semble tarir jusqu'aux dernières traces d'humidité du sol ? On peut admettre qu'en automne et en hiver, saisons plus fraîches, les faibles sources de l'île aient suffi à de rares habitants. Mais qu'en sera-t-il au début de la saison chaude et devant l'affluence de plusieurs milliers d'êtres altérés ?

La source, peu abondante, que l'on appelait, dans le pays, la *Fuente* des Peñas Blancas, ou de las Rosas, était la seule dont l'eau fût douce et propre à la cuisson des légumes¹⁴. C'est vers elle que chaque compagnie enverra des hommes de corvée, dont les chefs seront étonnés de ne pas constater le retour. En effet, arrivés à la fontaine, ils se sont trouvés mêlés à une foule haletante ; obligés de bivouaquer pour ne pas perdre leur tour, plusieurs, désirant prendre rang, ont dû faire le coup de poing. « Peu s'en est fallu que, dès ce moment, l'on ne s'entr'égorgeât !¹⁵ » « On n'entendait de partout », souligne un témoin, « que gémissements et imprécations. » Et comme il ignore le nombre exact des déportés : « Un filet d'eau pour six mille hommes !...¹⁶ » ajoute le marin désolé.

Suprême recours, certains allèrent alors se plonger dans la mer. Gille — qui souffrait de la gale, si répandue dans l'armée — assure qu'à tout le moins cette immersion rafraîchissait le sang et provoquait un affaiblissement suivi d'un sommeil assez profond¹⁷. Pour plusieurs, ce sommeil devait être le dernier. « A peine avions-nous séjourné là huit à dix jours, » déclarera Méry, « que trois officiers et quatre-vingts sous-officiers et soldats étaient déjà morts de misère¹⁸. »

A défaut de vivres et de boissons, il aurait fallu, pour se pré-

server des morsures du soleil et de la fraîcheur des nuits, pouvoir disposer d'abris moins rudimentaires. Mais, comment couper une branche d'arbre lorsque tout instrument fait défaut ? En regard des Cabrériens, Crusoé, tout seul dans son île, semble un privilégié du sort. Avec la caisse d'outils qu'il trouva sur le rivage, que n'auraient pu faire des hommes naturellement habiles de leurs doigts et ingénieux comme sait l'être le Français !

D'autre part, « ne pouvant croire que le gouvernement espagnol eût l'intention de laisser longtemps des humains dans cette île », nul ne songeait alors à construire aucune habitation solide... ¹⁹

Deux jours après le premier débarquement — le 7 mai —, une seconde expédition, forte de cinq vaisseaux, escortés cette fois par la frégate *la Cornélie*, quittera la baie de Palma. Les vents du sud-est ayant soufflé à la hauteur du cap Blanco qui dresse, face au sud, ses hautes falaises rocheuses, la flottille recula, crainte de dispersion. Puis, remettant à la voile le surlendemain, elle arriva à Cabrera, le 9 dit l'un ²⁰, le 12 dit l'autre ²¹, pour débarquer immédiatement douze cent quarante-huit hommes, parmi lesquels le timonier Ducor.

Les officiers devaient évidemment faire partie d'un troisième contingent, car Méry donne à son voyage une date légèrement postérieure et ajoute : « Le 8, on distribua des vivres pour deux jours, mais le vent contraire nous obligea à rentrer en rade de Palma. Enfin, le 11 au matin, le convoi appareilla et arriva à sept heures du soir par un temps pluvieux qui n'empêcha point qu'une partie du convoi fût mise à terre, le reste devant être débarqué le lendemain ²². » Au nombre de trois cents, les chefs sont logés, partie au *Castillo*, partie sous des tentes que la Junte a fait déposer par l'équipage de l'une des canonnières.

Ainsi s'expliquent quelques divergences apparentes de dates que d'aucuns ont reprochées aux narrateurs, peut-être pour ébranler la valeur de leur témoignage. Peu de temps après, l'adjudant majorquin Jerónimo Batlle remet à la Junte deux états des prisonniers laissés à Cabrera du 5 au 11 mai, états fixant leur nombre total à quatre mille cinq cent vingt-sept officiers et soldats. Mais il y faut ajouter quarante gradés, probablement les officiers supérieurs demeurés à Palma, plus trois cent quatre-vingt-un autres tolérés à Mahon et cent soixante-dix-huit passagers d'un brick

dirigé de Santany sur Minorque et qui, comme on l'a vu, ont été repoussés par les autorités de cette île.

En complétant le compte par quatre hommes remis à Valence et cent vingt-cinq autres en provenance d'Alicante, on atteindra pour les premiers convois, le chiffre de cinq mille deux cent cinquante-cinq déportés. Il convenait de le fixer exactement car les évaluations des victimes ont quelque peu varié et c'est en soulignant leurs données, assurément trop approximatives, que Don Jaime Garan parle, à tort selon nous, « des exagérations où sont tombés les Français ²³. »

A son opposé, Don Miguel S. Oliver, écrivain infiniment moins passionné, reconnaît que les communications de l'adjutant de place à la Junte et celles que fera plus tard l'anmônier de l'île s'accordent, sur tous les points essentiels, avec les relations de prisonniers tels que Ducor, Wagré, Gille ou Turquet. « Les divergences », dit-il, « ne portent que sur des détails : confusions de dates, erreurs de noms, *lapsi* naturels à ceux qui écrivent sans notes, se confiant à leurs propres souvenirs, loin des lieux et de l'époque de leurs souffrances ²⁴. »

Ce point bien établi, on peut s'en remettre aux relations des témoins que nous aurons soin de contrôler les unes par les autres. Ils ne sont pas nombreux les événements d'ordre historique où tant de narrateurs peuvent déposer sur des faits personnels ! Est-il équitable de les accuser *a priori* d'exagération, d'inexactitude ou de parti pris ?

Emporté par son zèle en faveur du pays qui est le sien, Don Jaime Garau essaie de blanchir les autorités espagnoles par des arguments bien discutables : « Les auteurs des relations françaises », dit-il, « déclarent que les prisonniers furent envoyés à Cabrera sans guide, sans direction à laquelle ils eussent à se soumettre et qu'en dépit de difficultés sans nombre, leur installation, aussi bien que leur organisation stable, est due tout entière à leurs propres efforts. La présence à Cabrera de deux adjutants de place chargés de surveiller le débarquement, les indications qu'ils fournirent sur l'existence d'une source et d'une *norja* ainsi que les visites scrupuleuses qu'ils firent subsidiairement, tout cela prouve à l'évidence le peu de fondement de ces griefs ²⁵... »

En vérité, s'il suffisait pour habiller, hospitaliser, nourrir et désaltérer plus de cinq mille hommes, de la seule présence de deux sous-officiers dépourvus de tous autres moyens, l'attitude d'un gouvernement pourrait bénéficier de quelque indulgence. Mais deux adjudants, même consciencieux, ne remplacent ni le vêtement ni le logement, ni la nourriture, ni la boisson ! Au crédit de ceux qui, involontairement peut-être, furent les bourreaux de leurs frères, on peut inscrire d'autres circonstances atténuantes : d'abord la contrainte qu'ils subirent de la part du pouvoir central, puis la terreur des épidémies dont le triste renom avait passé de Cadix à Palma.

« On prenait avec nous », a déclaré Gille, « les mêmes précautions que si nous eussions eu la peste. Les Espagnols ne nous laissaient pas approcher du rivage avant d'y déposer les denrées que nous devions nous répartir et de prendre le large. Une terrine pleine de vinaigre servait à déposer les pièces de monnaie qu'on leur jetait, car ils ne voulaient rien recevoir de nos mains et, de la même manière, ils faisaient parvenir aux acheteurs les objets qu'ils leur avaient vendus²⁶. « Sous peine de mort », avait déclaré la Junte, « il est interdit aux *Franceses* de s'approcher des Espagnols lorsque ceux-ci aborderont à Cabrera²⁷. »

Lorsqu'on en est là, les rapports entre prisonniers et gardiens ressortissent davantage au régime de la léproserie qu'à celui des lois de la guerre !

CHAPITRE III

REDRESSEMENT SPONTANÉ

LE PAIN TOUT JUSTE QUOTIDIEN

PERSUADÉS, non sans apparence de raison, qu'en les jetant sur la plage aride, l'État capteur n'avait eu pour dessein que de les laisser périr d'inanition ; présumant d'autre part que les trois jours de rations dont on avait daigné les pourvoir représentaient leurs dernières ressources, les débris du corps de la Gironde se préparaient à une fin prochaine. Et ils s'y préparaient presque sans effroi, tant ils étaient las de souffrir. « Mourir aujourd'hui ou mourir demain quand il n'y a plus qu'à souffrir, le plus tôt est le mieux », murmurait Ducor¹.

Par insouciance ou par désespoir, ceux qui avaient dévoré, dès le premier moment, leurs minces provisions, n'eurent plus qu'à mendier auprès de leurs camarades, un peu moins affamés qu'eux, des prêts qu'ils devaient avoir bien de la peine à rendre. Quelques marins s'étaient arrangés, au cours de la traversée, pour obtenir, par voie d'échange, une partie des vivres qu'avaient délaissés des soldats malades : possesseurs d'une certaine quan-

tité de galettes, ils les avaient trouées par le milieu et enfilées au moyen d'une corde. « Munis de ce précieux chapelet dont, en bons dévots, nous nous promettions de compter chaque jour les grains », déclare plaisamment l'un d'eux, « nous fûmes bientôt entourés de flatteurs qui nous félicitaient de notre prévoyance et nous offraient leurs services ^{1^{bis}}. »

Mais, si elle ne se renouvelle, toute épargne s'épuise. « Le 12 mai au matin », écrit Méry, « nous étions dans l'anxiété la plus cruelle. Le moment de la distribution des vivres était passé. Nous connaissions l'imprévoyance de nos ennemis. Nous avions, en outre, à redouter le mauvais temps qui pouvait retarder l'arrivée des bateaux chargés de provisions ². »

Quelle ne fut pas la surprise des déportés, trois jours après le débarquement du dernier convoi, de découvrir, à l'ouest, sur le bleu de la mer, deux voiles cinglant vers eux. Et que d'exclamations, lorsque, les barques ancrées dans le *Puerto*, on se trouva en présence du ravitaillement inespéré !

Un cri d'allégresse monta :

« — On ne nous abandonne donc pas ! »

A l'exemple de la Junte de Cadix, celle de Palma venait de confier l'entretien des prisonniers à un soumissionnaire, lequel, — chose vue ailleurs qu'en Espagne — ne mit jamais à ce devoir une conscience excessive. Peu soucieux, par les gros temps, de courir les risques d'un naufrage, il renoncera, plus souvent qu'à son tour, à quitter la terre ferme et ce sera tant pis pour les *Franceses* s'ils n'ont rien à se mettre sous la dent.

En un temps où l'on disait l'argent rare, le sieur Nicolas Palmer devait toucher, pour ce travail, la somme très rondelette de mille *reales* par mois, tandis que ses subordonnés — un officier de table, un garde-magasin, un agent et deux manœuvres — ne recevraient respectivement que huit *reales*, six *reales* et soixante-quatre centièmes, huit *cuartos* (sous) et même sept *cuartos* et demi par jour. La différence semble un peu forte entre le chef et les employés, mais Palmer jouissait de hautes protections et il semble en avoir usé.

On trouve, dans le dossier Desbrull, une pièce, datée du 18 mai, dans laquelle il demande à la Commission de contrôle des instructions précises sur sa tâche, soit à Majorque soit à Cabrera. Palmer

y fait part des doutes qui l'assiègent : Quelle sera la quantité des vivres ? Doit-il remettre ceux-ci aux prisonniers qui les réclament ? Les frais seront-ils à leur charge et, si ce n'est pas le cas, qui sera le responsable ? La paie qu'on allouera, à partir du grade de sergent et au-dessous, doit-elle correspondre coûte que coûte à la valeur d'un demi-pain journalier, ou bien faut-il accorder à chacun deux *reales*, ou encore une quantité moindre de pain avec la paie ? Dans le cas où il en résulterait une dépense plus forte, celle-ci devrait-elle être à la charge des Français ?... Toutes ces questions témoignent d'un souci de précision qui semble la caractéristique du bon fonctionnaire. Pourquoi faut-il qu'une fois au clair, le sieur Palmer en ait si faiblement assuré l'exécution ?

Les vivres réunis par le soumissionnaire, il faudra établir un service de transport entre l'île désolée et celle d'où on les tire. Sont chargés de cette tâche : Mateo Esteva et Pedro Juan, patrons respectifs des deux chaloupes *Santo Cristo de Santa Eulalia* et *Beata Catalina Tomas*. Ce sont elles dont la seule vue a provoqué, le 14 mai, de si vives démonstrations de joie.

Militairement organisée, la distribution commença, ce jour-là, vers une heure de l'après-midi. Le menu des soldats consistait en un pain de munition d'une livre, deux onces de riz ou de vermicelles, quatre onces et demie de *garbanzos* ou pois chiches, avec une demi-once et parfois trois-quarts d'once d'huile servant à la fois de beurre et de viande pour la soupe. En outre, un peu de sel ⁴.

A la vérité, pour de jeunes corps constamment exposés au grand air et débilités par tant d'autres privations, seize à dix-huit onces de pain toutes les vingt-quatre heures ne sauraient suffire. Le canonnier La Jeunesse, que sa stature de cinq pieds six pouces faisait considérer comme le plus bel homme de l'armée, s'était fait accorder au régiment les suppléments nécessaires. L'appétit étant proportionné à la taille, il lui fallait six livres de pain par repas. Or, à Cabrera, on n'en disposait que d'une par jour. Peu à peu, l'on vit dépérir et s'éteindre ce superbe artilleur ⁵.

A défaut de pain, il y avait les fèves. Mais comment les accommoder ? Les uns essayèrent de les griller sur des charbons : elles étaient détestables. D'autres, ayant avisé de petits bidons en fer blanc y firent macérer les *gourganes* dans de l'eau, avec l'espoir

de les attendrir. Cette eau provenait d'une source saumâtre ; il n'était donc pas rare de trouver, après quatre heures de cuisson, les fèves aussi coriaces qu'auparavant, ce qui faisait dire à certains : « C'est donc l'âme du diable !... »⁸ Plusieurs prirent alors le parti de les croquer dans leur état naturel et laissèrent à leur estomac délabré la peine de les absorber toutes crues⁷.

Plus tard, les régiments devant se réorganiser suivant leur ancien ordre, « un chef de vivres » sera nommé dans chaque compagnie et l'on en viendra, pour un temps, aux « popotes » en commun que préconisaient les supérieurs. Au lieu d'accorder des rations individuelles, l'autorité retiendra l'huile et les fèves pour les faire cuire dans une grande chaudière, puis, deux fois le jour, on procédera à la distribution : il faudra se mettre dix par gamelle. Le remède devait, à certains égards, se révéler pire que le mal, chacun se disant lésé, à la fois parce que les hommes de cuisine se livraient à des prélèvements désastreux et, tout autant, parce que le vert-de-gris, qui cerclait les chaudières de cuivre étamé, procurait aux consommateurs de dangereuses coliques⁸. Ce régime ne dura guère plus de six mois.

A défaut du magasin, dont plusieurs officiers eussent désiré voir la création, on érigea, pour enfermer les vivres, une maison de pierre — humide bicoque serait mieux dire ! — en forme de voûte ou *boveda*, visible encore près du port. On en fit la cambuse⁹, dont l'histoire sera contée. Mais elle présentait le double inconvénient de n'être inaccessible ni aux voleurs, ni surtout aux rats. De sorte que, souvent moisies, diminuées par les larrons ou dévorées par les rongeurs, les maigres rations se trouvaient réduites à l'excès. Pour obvier à de tels accidents, décision fut prise de faire toucher les rations dès l'arrivée de la barque. Dès lors, nouveau malheur, si l'on en croit le soldat de Froger. Car, à la suite d'un incident, gros de conséquences, les petites barques seront remplacées par une plus grande qui, tous les quatre jours, apportera, d'un seul voyage et sans supplément, les parts quotidiennes¹⁰.

Une répartition journalière aurait mis les malheureux à l'abri de la voracité qui succède immanquablement au jeûne. Nombre de soldats, trop affamés pour faire des réserves en vue du lendemain, devaient, en effet, dévorer d'un coup ce qui était destiné à les sustenter pendant quatre fois vingt-quatre heures. D'autres

s'efforçaient de les garder deux journées au moins, mais leur misère ni leur faim n'en étaient satisfaites.

« On avait beau », soupire Ducor, « recommander aux malheureux de se modérer et leur représenter que, s'ils ne le faisaient pas, les privations forcées étaient à leur porte :

— « Tant pis », répondaient-ils, « nous en serons quittes pour nous serrer le ventre... ¹¹ »

Le caporal l'Infatigable n'est pas moins catégorique : « Le premier jour de la distribution, on faisait une petite fête, on jouait, on chantait ; le lendemain commençait la misère ; le troisième jour, on faisait des emprunts ; le quatrième, dans l'après-midi, la détresse était à son comble... ¹² »

Toute situation, même tragique, inspirant toujours à d'aucuns le désir d'en profiter, on vit s'établir une usure d'un nouveau genre : le prêt à gros intérêts avec restitution du principal. Les imprudents qui, après s'être fait accorder des avances en nature, mangeaient, en un jour, la nourriture de quatre autres, se voyaient disputer, au moment de la distribution, le pain après lequel ils avaient soupiré. En dépit d'ordres sévères et de menaces de déchéance, les prêteurs continuaient leur genre d'industrie et, n'osant réclamer en public, ils tâchaient de surprendre les emprunteurs en des lieux déserts, afin d'enlever de force ce qui leur était dû.

« J'ai vu », assure Turquet, « au détour d'une haie, trois ou quatre créanciers tomber sur un malheureux débiteur. Celui-ci, vaincu par la violence, avait déjà abandonné à d'autres les trois-quarts de la ration entière ; il ne lui restait qu'une seule livre de pain, son unique ressource... Les cruels la lui arrachaient et le tenaient à la gorge. L'infortuné, tout en se débattant, entassait à deux mains le pain dans sa bouche ; il suffoquait ; les yeux lui sortaient de la tête... J'accourus. Ses adversaires, tout honteux de se voir surpris, furent menacés d'un rapport... ¹³ »

Persuadés qu'ils étaient destinés à périr tôt ou tard, la plupart inclinèrent à vivre dans l'isolement, chacun pour soi et à sa guise. Trop souvent, cette misanthropie devait aboutir à une funeste issue, mais, si affreux que cela semble, nul ne s'en affligeait à l'excès. Car, toutes les fois qu'une disparition se produisait, c'était une ration de plus à se partager, le poids des vivres distribués restant le même. Pour éviter de donner l'éveil aux Espagnols, on

enlevait secrètement les morts et, de la sorte, certaines compagnies recevaient jusqu'à dix à douze rations de plus que leur droit. Malheureusement, les unités moins décimées en prirent ombrage ; des réclamations se produisirent : on en vint aux coups ; on alla jusqu'à casser les gamelles. Il n'en fallut pas davantage pour attirer l'attention de l'autorité.

Plus avisés et souvent plus disciplinés, les sous-officiers adoptèrent des mesures d'ordre et s'en trouvèrent bien. Remarque opportune : les trois ou quatre narrateurs principaux auxquels on aura recours ici, Ducor, timonier de la marine, Wagré, caporal de grenadiers, Gille, fourrier de voltigeurs appartenaient tous à cette catégorie. De là, sans doute, l'ascendant qu'ils acquirent et la valeur de leurs informations.

Quant aux officiers, ils furent certainement — comme sur les pontons — beaucoup plus favorisés que la troupe ¹⁴. Au début, leur ordinaire comportait, ne disons pas des douceurs, mais des éléments moins chichement calculés que ceux de leurs hommes ¹⁵. De plus, pour assurer leur ravitaillement, on commença par expédier de Palma douze moutons, quatre chèvres et une vache, avec recommandation de ne tuer ces animaux qu'au cas où le mauvais temps retarderait l'arrivée de la barque aux vivres ¹⁶. Seulement, les autorités majorquines avaient oublié que Cabrera ne produisait aucun fourrage : faute de nourriture, plusieurs de ces bêtes périrent sans tarder. Ose-t-on dire qu'il se trouva des soldats assez affamés pour ne pas laisser sans emploi cette viande suspecte ?

Un nouvel envoi de bestiaux, en octobre, ne connaîtra pas sort plus heureux ; l'un des bœufs mourra au cours du transport. Pour éviter à ces ruminants les funestes effets du mal de mer, c'est à un ecclésiastique, apparemment versé en ces matières, qu'on devra le judicieux avis de les transporter suspendus à des lanières de cuir. Encore que revêtu du sceau pastoral, le conseil ne semble point avoir été suivi !

Le laisser-aller initial et, par surcroît, l'absence d'autorité en matière de ravitaillement devaient être sources de mille maux. Les officiers internés, suffisamment pourvus, auraient pu diriger utilement la masse ; malheureusement, le sens de la discipline s'était affaibli et l'on ne trouva d'abord, dans la troupe, que résistance et insubordination. Après quelques mois de tâton-

nements, le rythme des distributions s'étant régularisé et le bon sens ayant pris le dessus, on put constater les avantages d'une organisation meilleure.

Déjà l'Infatigable en a, dans ses mémoires, signalé un premier résultat : ceux qu'il appelle le chef de division et le chef de compagnie ayant, comme tels, droit à la double ration, agissent, dès cette époque, ainsi que de véritables « juges de paix »¹⁷ et mieux encore. Lardier — *alias* le sergent Guillemard — dont l'arrivée relativement tardive n'infirmes pas le témoignage —, a dépeint ce moment de la vie commune sous des couleurs saisissantes.

... « Enfin », écrit-il, « le brick, qui nous amenait, toucha terre et vint s'amarrer contre un rocher sur lequel on jeta une planche. Le passage en fut permis à une vingtaine de prisonniers, tandis qu'un peloton de trente Espagnols se tenait prêt à faire feu sur ceux des autres qui auraient fait le moindre mouvement pour s'avancer. Les vivres furent débarqués sur la plage par les hommes à qui l'on avait permis de s'approcher. Un immense demi-cercle se forma autour de l'endroit où avaient été déposés le pain et la viande. Dix à douze individus se placèrent au centre. L'un d'eux, tenant une liste, appelait à tour de rôle les différents corps en énonçant à haute voix le nombre des hommes qui les composaient. Trois ou quatre s'avançaient, recevaient les rations pour tous leurs camarades et les emportaient ; le corps entier procédait alors à la distribution particulière.

« Je ne donnerais pas une idée bien juste de cette opération en disant qu'il y régnait l'ordre le plus parfait ; ce n'était pas de l'ordre, c'était une espèce de gravité religieuse. Je doute que, dans aucun gouvernement, les imposantes fonctions d'ambassadeur et de ministres aient jamais été remplies avec la dignité empreinte sur la figure et dans tous les mouvements des distributeurs. Le pain paraissait être un objet sacré, dont on ne pouvait, sans crime, détourner la moindre parcelle pour en changer la distribution. Les plus petits fragments que le transport en faisait détacher étaient ramassés avec respect et placés sur le tas auquel ils appartenaient¹⁸».

Y aurait-il profanation à rapprocher cette scène d'une autre plus auguste ? Quand, de par l'affliction ou sous le signe du malheur, les hommes sont très près les uns des autres, il semble que la distribution du pain prenne la valeur d'un symbole et presque d'un sacrement.

*
* *

LE LIEU OÙ REPOSER SA TÊTE

Pour abriter quelque quatre cents officiers, la Junte n'avait accordé qu'une ou deux douzaines de tentes. Comment ne pas conclure de ce fait que le séjour à Cabrera ne pouvait être que provisoire ? Aussi, pas plus que ses chefs, la troupe ne songeait-elle à s'assurer un couvert durable.

Les jours puis les semaines passant, on se prit à redouter de n'avoir pour couche que le sol et pour toit que le ciel étoilé. Les morsures du soleil et la violence des averses allaient renforcer encore ces craintes. Malheureusement, privés d'outils et plus encore de matériaux de construction, les Cabrériens ne pouvaient qu'improviser des gîtes aussi insuffisants en temps d'orage qu'ils devaient l'être contre les rigueurs de l'hiver. Et comme chacun appréhendait par-dessus tout de manquer la distribution des vivres, ils s'étaient groupés sur les hauteurs les plus rapprochées du port, négligeant de la sorte d'autres régions peut-être moins inhospitalières ; on sait en effet que de modestes bois de pins couvraient l'est de l'île et que des grottes creusaient ses falaises.

Cependant, quelques natures entreprenantes avaient, dès les premiers jours, discerné l'avantage qu'offriraient des refuges de ramée. C'est ainsi qu'à peine remis de sa grave maladie, le fourrier Gille s'était efforcé d'élever ce qu'il appelait un solide *kikajon*, à vrai dire assez exigu, puisque sa longueur correspondait tout juste à celle de son corps, l'unique habitant ne pouvant y demeurer qu'assis ou couché. De simples branches fichées en terre, réunies par des écorces d'osier auxquelles on avait joint quelques rameaux feuillés, servaient à la fois de toit et de jalousies. « Il pouvait y avoir des constructions beaucoup plus grandes, plus commodes et mieux faites », reconnaît l'architecte, mais le défaut de force et j'ajouterais même l'insouciance m'empêchèrent de rien entreprendre pour me loger plus commodément ¹⁹. » Encore que pom-

peusement baptisés *gloriettes* ²⁰, ces couverts d'herbe et de jonc ne préservaient guère des pluies, souvent diluviennes ²¹. Lardier s'en convaincra d'emblée : « Vers le milieu de la nuit », narre-t-il, « des ruisseaux d'eau froide qui frappaient avec force ma figure m'éveillèrent en sursaut... La baraque elle-même devint une petite mare dans laquelle nous barbotions... ²² »

D'autres, moins affaiblis ou plus experts, constatant qu'il faudrait songer à s'établir, firent davantage appel à la collaboration et au talent de leurs compagnons d'infortune. « Sur la fin du mois d'août », écrit notamment Quantin, « je commençai, aidé de trois camarades, une baraque longue de dix pieds, large de quatre, haute de sept, dont la couverture d'herbes sèches, enduite d'une espèce de terre sablonneuse, était presque impénétrable à l'eau. Chose remarquable, elle était pourvue d'une cheminée. Mais que d'obstacles nous eûmes à surmonter pour terminer cet ouvrage !... ²³ »

L'exemple ainsi donné devait être fécond, lorsqu'au seuil de l'automne apparut à tous les yeux la nécessité d'un hivernage. ²⁴ Ceux à qui restait quelque énergie se mirent à rassembler des matériaux.

Bientôt, une émulation générale s'empare de la colonie. Les uns s'occupent à ramasser les pierres, d'autres à préparer le mortier qui doit les unir ou à renverser, à l'aide du feu, les arbres dont le bois servira à édifier les charpentes ²⁵. Pour ce faire, plusieurs se sont mis aux ordres des marins de la Garde, lesquels, ayant eux-mêmes tressé des câbles de chanvre et forgé des cognées, vont jouer à soubait leur rôle d'entraîneurs : la partie de Cabrera, alors un peu boisée, qu'on nomme aujourd'hui S'Olla est striée de vallonements que séparent des collines rocheuses (Ducor leur applique le qualificatif un peu gros de « montagnes escarpées ») : c'est là qu'on allait, non sans peine, quérir le bois en abattant des pins. « A celui-ci les pieds glissaient et il se relevait tout meurtri ; celui-là examinait ses mains écorchées et couvertes de sang ; un autre criait ses reins ; un quatrième se plaignait d'avoir la jambe cassée. Il s'en trouvait aussi qui, ayant épuisé dans un choc trop violent le peu de vigueur qu'ils avaient, s'appuyaient haletants, le poing sur le côté ; plusieurs, en proie à une défaillance, gisaient évanouis sur le roc. Nous n'avions plus la force d'aller au-delà ; on murmurait : C'est fichant ! Etre venus jusque ici, s'être donné tant

de mal pour avoir un si bel arbre et se voir obligé de le laisser !... Mais tous nos regrets n'y pouvaient rien ; nous l'abandonnions sur cette montagne qui avait reçu de nous le nom de *Crève-Cœur*... ²⁶ »

A défaut de bois de charpente, la région voisine du *Puerto* pouvait fournir des matériaux de maçonnerie. « Oui », reprend Ducor, « du sable, nous en avons, mais, pour composer un ciment, il ne nous vint pas à la pensée de faire de la chaux. Nous employâmes une terre argileuse, si peu liante et si peu propre à donner de la solidité à nos constructions que les murs furent bientôt percés à jour et, plusieurs fois, les torrents se précipitant sur les flancs des rochers, détruisirent nos habitations. Nous remédiâmes à cet inconvénient en fabriquant des nattes afin de fermer les issues. Mais le plus grand embarras fut d'imaginer une couverture qui nous garantît d'être mouillés... ²⁷ »

Stimulés par ce zèle des marins, les sous-officiers ne voulurent pas être en reste ; Gille, après sept mois de hutte, s'unit à cinq gradés de sa compagnie afin d'étudier un corps de logis assez grand pour les recevoir tous et, avec eux, un soldat leur servant d'ordonnance. Ils avaient porté leur choix sur le terrain plat, situé au fond de la baie, qui dut, aux temps primitifs, être le centre habité de l'île, comme il est actuellement la seule aire cultivable. Ayant appris que des pierres de taille venaient d'être découvertes à cet endroit, le groupe continua ses recherches, ne disposant pour tout instrument que d'un fort clou de navire et de petits pieux en bois. Le succès répondit rapidement à l'effort. Des blocs façonnés, dont on a déjà supputé l'origine, leur épargnèrent la peine de débiter la pierre eux-mêmes ²⁸.

Restait à trouver un toit moins perméable que le feuillage ou les nattes. Près du rivage était une pierre sablonneuse assez tendre, dans laquelle apparaissaient force poissons et coquillages pétrifiés. Toujours armés de leur unique clou, les sous-officiers, parmi lesquels un sergent-major qui, au civil, avait été couvreur en ardoises, réussirent à extraire des tables ayant jusqu'à deux pieds carrés. Ainsi fut élevée la plus belle bâtisse de l'île, la seule — au dire de ses constructeurs — qui pût braver les orages et qui, sans doute, fit bien des jaloux ²⁹.

Le mobilier lui-même était remarquable. Il se composait de chaises et de tabourets, voire d'une table pliante dont le plateau

était en branches d'oliviers tressées. Des claies de feuillage fréquemment renouvelées constituaient les lits, éloignés du sol de plus de deux pieds.

A leur tour, les soldats ne purent se soustraire à l'émulation qui avait gagné leurs supérieurs³⁰ : « Nous formâmes à quatre, Névelle, Chauffourd, Des Essarts et moi », rappelle Boulerot, « une société à l'effet de nous construire un domicile. Chacun mit pour apport son industrie ; Névelle fut architecte et maçon ; les trois autres manœuvres³¹. » « Un cercle de barrique en fer dont nous avons fait une scie et une vieille hache sans tranchant étaient nos seuls outils³². » Encore fallait-il les louer trois sous par jour, avec nantissement, à un marin de la Garde et à un caporal d'infanterie pour lesquels la possession de ces deux instruments constituait un revenu assuré³³. « Avec ces faibles moyens, nous parvînmes à ébrancher un pin énorme dont nous fîmes la pièce principale de notre charpente...³⁴ »

Quel contraste entre un travail aussi librement accepté qu'accompli et celui qui dut être exécuté de force sous le contrôle de l'ennemi ! Rien n'illustre mieux la différence que l'épisode de la cambuse, dont Wagré nous a conservé le récit³⁵.

« Nos geôliers », dit-il, « voulurent établir un magasin pour servir d'entrepôt au peu de consommations qui nous arrivaient irrégulièrement. On s'avisa de choisir, près du port, vis-à-vis des chaloupes canonnières, les rochers les plus propres à former deux pans de murs, afin que l'on n'eût plus qu'à élever les deux autres parallèles. Ne voyant qu'avec crainte, pour les raisons que l'on sait, le commencement de ces travaux, nous étions peu disposés à nous prêter aux corvées que l'on exigeait pour les transports de pierre et de bois. D'ailleurs, la plupart d'entre nous étaient malades ou n'avaient pas la force de se traîner. La persuasion, qu'on employa d'abord, n'ayant pas réussi, il fallut en venir aux moyens de rigueur et aucun de ceux qui pouvaient se tenir debout ne fut exempt des travaux. Assimilés à des bêtes de somme, nous étions forcés d'en faire le service l'estomac et le ventre vides ; aussi, beaucoup tombaient-ils sous le poids dont ils étaient chargés. Certains allaient se cacher au creux des rochers les plus éloignés et ne revenaient dans leurs habitations qu'à la nuit. De cette manière, le nombre des travailleurs demeura très réduit et la cam-

buse n'avança que lentement. Épais de trois à quatre pieds, les murs étaient en grande partie bâtis de quartiers de roche liés avec de la terre sèche. On les compléta par les débris des constructions de ceux qui avaient succombé ou qui étaient parvenus à s'enfuir. Le tout, entassé sans mortier ni ciment, l'eau de mer n'étant pas propre à cet usage... ³⁶ »

Apparemment, c'est à dater de cette ère constructive que, par réaction contre l'éparpillement et l'incurie des débuts, les régiments se réorganisèrent en bataillons et compagnies, puis se groupèrent par quartiers sur trois collines distinctes.

Celle qui faisait face à la rade, entre le Peñal Blanch et la Serra de Sas Figueiras, fut appelée la *Colline des Dragons* en l'honneur du 1^{er} régiment provisoire : elle était la plus éloignée du centre et devait recevoir aussi la 1^{re} légion. Celle que Wagré indique comme étant à gauche, autrement dit à l'est du fort, géographiquement appelée Bellamirada et nommée *Colline du 14^e* ³⁷, porterait les baraques de la 4^e légion, que continuaient, sur le terrain plat, actuellement traversé par le principal chemin de l'île, les constructions de la 5^e légion.

A l'ouest, le long d'un val que l'on suivait pour aboutir à la petite source dite *Fuente de las Rosas*, était l'emplacement du 121^e qui donnait son nom à la colline voisine du pic ou *Pilar* de Picamoscas. Enfin, dans le voisinage de la rade, les baraques des gendarmes. Il y eut aussi *la rue du 6^e Léger*, la *colline des Marins de la Garde*, le *quartier de la Fontaine*, sans compter les quartiers centraux du *Château*, de la *Cambuse* et, plus tard, du *Palais Royal* ³⁸.

En regard d'un effort d'urbanisme aussi riche en résultats heureux, comment qualifier l'inertie des autorités majorquines lorsqu'à la veille de la saison froide les chefs de la colonie adressèrent à la Junte une note singulièrement poignante ?

« Pour le logement du soldat », écriront-ils le 18 septembre, « il doit exister (*sic*) sept cents baraques à raison de dix hommes par baraque. En supposant cinq cents tuiles pour la couverture de chacune, il serait nécessaire d'avoir trois cent cinquante mille tuiles, non comprise la perte qui, pour la totalité, se montera à mille tuiles. L'énormité de cette dépense jointe aux prières que nous vous avons adressées, ne vous détournera pas sans doute

de nous faire passer un hiver rigoureux dans un endroit que les hommes ont trouvé trop affreux pour l'habiter. Si c'est la fureur des habitants qui vous retient, les soldats préfèrent être exposés à la mort plutôt que de traîner une vie aussi malheureuse... ³⁹ »

Sitôt ces propositions formulées, leurs auteurs comprirent trop bien qu'un gouvernement, gêné dans sa trésorerie, serait fort empêché de fournir des matériaux en pareille quantité ; ils jugèrent donc prudent de pousser leurs administrés à se débrouiller sans son secours. « Aide-toi et le ciel t'aidera... » : la maxime eut les effets qu'on a vus.

Plus tard, lorsque les premières brises du printemps commenceront à souffler — il n'est pas rare de les saluer dans l'archipel dès le début de février —, le rural qui sommeille au cœur de tant de Français ne manquera pas de s'éveiller. C'est alors qu'à ces constructions s'ajouteront les jardins.

« Beaucoup d'entre nous », remarque Wagré, « imaginèrent d'en établir de plus ou moins grands, dans lesquels ils semèrent divers légumes, tels que raves, choux ou salades. Ces cultures pouvaient réussir car, en général, les légumes poussant à Cabrera acquéraient une grosseur considérable. Malheureusement, nos prisonniers cultivateurs n'avaient pas toujours la patience voulue, ils mangeaient tout, aussitôt que la terre le produisait... ⁴⁰ »

Avec le goût de la bâtisse et du jardinage devait se développer le sens de la propriété et, avec celui-ci, l'art des transactions et l'amour des chicanes. Au retour d'une absence, le caporal l'Infatigable déclare avoir eu de la peine à retrouver une place dans la baraque qu'il avait construite de ses mains. Certain sergent, du nom de Guette, étant sur le point de s'éloigner, un marché est conclu : l'un vend et l'autre achète la construction pour trois piécettes, ce qui n'est guère, d'autant que ce prix comprend la jouissance du jardin, avec trois carrés de choux, de salade et de tabac ! Par malheur, le vendeur, rentré de l'hôpital, exigera pour lui seul tout un côté de l'unique pièce. Bientôt, les rapports s'aigriront entre propriétaire et locataire. De dépit, le sergent mettra le feu à la provision de bois de la communauté !... ⁴¹

Vus de haut et dans leur ensemble, maisonnettes et jardins devaient rappeler d'assez près le tableau qu'offrent, dans nos banlieues de grandes villes, les terrains vagues où la population

ouvrière construit des abris en planches et se livre à la culture des plantes potagères. Un dessin de Gille, dont la naïveté n'exclut pas l'exactitude, permet de se représenter, sans grand effort, cette petite cité de quatre mille âmes.

« En masse », déclare un témoin ⁴², « nos habitations bâties en pierre, en terre et en bois, présentaient un coup d'œil très agréable, mais, vues séparément, il était aisé de s'apercevoir que le génie de la construction n'avait pas présidé à leur élévation car, à côté d'une maison assez belle pour nous, se trouvait une bumble cahute qu'ailleurs on aurait pu prendre pour quelque toit à porcs. Cependant, nous en étions tous contents et, ce qui nous rendait plus glorieux encore, c'est que, quelquefois, trompés par la quantité des maisons toutes numérotées et par le nombre des habitants, les vaisseaux qui étaient en mer prenaient notre île pour une ville ou un gros bourg... ⁴³ »

Ce fut d'une illusion semblable que paraît avoir été victime un officier jurassien passant, un peu plus tard, à proximité de l'île désolée. On peut lire, en effet, dans le *Journal Suisse* du 18 décembre 1810, la relation du capitaine Miserez, de Delémont, décrivant le sort des prisonniers transportés, selon lui, de Mahon à Cabrera. Mais Miserez, qui n'était pas captif, n'a vu l'îlot que du pont de *La Belle Vénus*, brick français revenant d'Algérie, et sa description s'applique à une époque postérieure à celle que l'on vient d'évoquer : « Comme les prisonniers », écrit-il, « ont toute l'île à leur disposition et comme celle-ci est entièrement inhabitée, ils ont là de belles baraques et de gentils jardins qui sont verts toute l'année et leur assurent des légumes. Car le climat est doux et le sol très bon (*sic*). Outre cela, il se trouve des cabaretiers et vivandiers qui les pourvoient en abondance de toutes sortes de vivres... ⁴⁴ » L'historien bernois Albert Maag déclare que cette lettre est un véritable conte et qu'on peut s'en convaincre en lisant les descriptions de son compatriote Karl-Amédée de Muralt. Albert Maag a raison. Il ne faut point, le fabuliste l'a dit, juger sur l'apparence. Plus exacte que cette évocation d'une cité de Cocagne est la formule, tristement éloquente, du timonier Ducor : « Pas de bagne sur le continent où les criminels aient été aussi misérables que nous !... ⁴⁵ »



L'EXERCICE DE LA JUSTICE

Le danger le plus redoutable qui menace les collectivités en proie au découragement est de laisser le hasard prendre les rênes de leur destin. Devant toute carence des autorités naturelles, il advient — comme au Royaume des Cieux, mais dans un sens beaucoup moins spirituel — que les violents triomphent. Dès lors, on peut s'attendre au pire.

Une de ces brusques explosions populaires, véritable mutinerie, témoignant mieux que tout autre fait du relâchement qui avait gagné la troupe, devait, dès le début, faire sentir ses funestes conséquences.

Deux à trois semaines après le débarquement — ce fut dans la matinée du 28 mai —, quelques soldats s'étant procuré, auprès des matelots espagnols, du vin qu'ils avaient payé un prix fort élevé, soulevèrent, sous l'influence de l'ivresse, près de deux mille de leurs camarades. Ceux-ci, trouvant excuse dans leur extrême besoin, se mirent à piller le magasin aux vivres. Entrés les premiers, les meneurs s'emparèrent du peu de nourriture, laissant à leurs victimes désabusées, comme le dit Méry, les regrets tardifs de leurs désobéissance ⁴⁶. Car il fallut ensuite que, par une disette absolue, la totalité supportât vaillamment la révolte de quelques-uns.

L'instigateur du complot avait été le tambour-major d'un régiment d'infanterie légère qui prétendait s'emparer des vivres au fur et à mesure de leur arrivée et se constituer, en quelque sorte, souverain de l'île. Fort heureusement, l'apprenti dictateur fut mis hors d'état de nuire. Mais, pour prévenir le retour de telles aventures et maintenir une discipline, au moins rudimentaire, des pénalités durent être aussitôt établies. Pour les appliquer, il fallait qu'à défaut d'une instance supérieure, spontanément reconnue de tous, l'autorité fût exercée sur place par ceux-là mêmes dont l'ascendant s'imposerait.

Ainsi se créa, grâce à l'intervention d'officiers estimés, une sorte de gouvernement démocratique pour veiller aux intérêts communs ⁴⁷. Puis on arrêta que vingt et un capitaines-commandants, — comme les qualifie Méry —, constitueraient, sous la dénomination de *Grand Conseil*, le corps législatif et qu'une commission composée de cinq membres, choisis parmi eux, formerait le *Petit Conseil*, auquel serait délégué le pouvoir exécutif. On procéda ensuite à la nomination d'un commandant militaire de l'île, ainsi qu'à celle d'un inspecteur de police chargé de l'exécution des ordres généraux et de la surveillance de ce que l'on appelait, bien improprement, l'hôpital. En permanence, un officier et quarante hommes veilleraient au « bien-être et à la sûreté de tous... » ⁴⁸ »

L'ordre du jour, préparé par le Petit Conseil, devait être lu quotidiennement en présence des officiers et des soldats et le Grand Conseil se réunir au moins une fois par semaine. Le premier président de cet exécutif fut, au dire de Don Jaime Garau, un officier appelé Marti qui, vu l'assonance de son nom, semble avoir été d'origine helvétique ⁴⁹.

Alors que, spontanément, les organes de défense et de conservation sociale sont nés à Cabrera de l'instinctif besoin de maintenir la discipline et de sauvegarder une propriété, même rudimentaire, à Palma du moins c'est avec toute l'officialité voulue, car on est sous le haut contrôle de la Junte, que vient de se créer un corps chargé des mêmes consignes.

Dès le 19 avril, sur la proposition du magistrat Nicolas Campaner, a été nommée une Commission de contrôle, dite *Junta de Observación* — à laquelle se rattachera, peu après, la Commission dite de Cabrera. Cette dernière n'était formée que de deux membres ayant charge de tout ce qui concernait le gouvernement et l'administration de l'île. Elle eut d'abord à sa tête le patricien Joaquin Pons, auquel succéda un chevalier de Malte, Don Antonio Desbrull ; celui-ci, futur commissaire général des prisonniers, reçut leurs plaintes avec une sollicitude si attentive que le dossier de sa correspondance, heureusement recueilli par Don Jaime Garau, constitue la meilleure source de nos informations ⁵⁰.

Cette Commission de contrôle — la chose n'est pas nouvelle —, devait remplir un rôle beaucoup plus décoratif que réel. Cependant,

pour assurer l'exécution de ses ordres et établir sur place une autorité de surveillance, on décida qu'aux bateaux stationnaires ancrés dans la baie de Cabrera serait adjointe la frégate espagnole *Lucia*, secondée au besoin par un des navires anglais ayant leur base à Mahon. Il fallait, au début tout au moins, que, d'une instance à l'autre, les rapports fussent établis et maintenus par un militaire qualifié. Chose surprenante, celui-ci ne fut autre qu'un simple sous-officier, l'adjudant de place Jerónimo Batlle, que Gerdy appelle quelque part « un Flamand renégat », mais qui ne paraît pas avoir été trop inférieur à une tâche souvent écrasante. C'est ainsi que, dans un premier rapport à ses chefs, daté du 7 mai, Battle n'hésite pas à souligner la totale insuffisance d'eau, le nombre insolite des malades et l'absence de tous médicaments que l'on constate à Cabrera ⁵¹. Il rappelle aussi que douze haches ont été promises pour couper et équarrir les troncs nécessaires aux constructions. Et comme, cinq jours plus tard, rien n'est venu, on le voit renouveler avec fermeté ses réclamations. Mais, à ce moment, affolée par de multiples rumeurs, la Junta se préoccupe bien davantage d'éventualités qui pourraient se produire du côté de l'ennemi. Réunie le 9 mai, sans prendre aucune décision, elle est de nouveau convoquée le 12, car on vient d'apprendre du gouverneur de Minorque qu'un convoi, fort de trois vaisseaux de ligne, de six frégates et de quinze transports a quitté Toulon pour Barcelone occupée par une armée impériale. Faut-il voir là les éléments d'une expédition visant à la délivrance des *Franceses* ? Craintes, hélas ! bien superflues... Aussitôt, les autorités majorquines ordonnent au brigantin chargé de la surveillance des côtes de cingler sur Mahon pour présider à l'embarquement des prisonniers de ce port et assurer leur escorte jusqu'à l'île de Cabrera. Tout naturellement, le souci de ce transfert fait oublier les réclamations de Batlle : les Cabrériens continueront d'attendre en vain leurs haches et leurs médicaments.

Autant, sans doute, pour éviter la diffusion de nouvelles grosses de conséquences que pour maintenir le cordon sanitaire établi dès les premiers jours avec tant de rigueur, c'est au Petit Conseil que le commandant des canonnières demeurées au *Puerto* communiquera les ordres de la Junta. Parmi ceux-ci, on trouve la défeuse expresse aux prisonniers, toujours en quarantaine (elle va se pro-

longer étrangement !) de s'approcher de la barque aux vivres. « En cas de contravention, » écrit Méry, « on devait faire feu sur nous et, s'il survenait une émeute, les vivres nous seraient retranchés. Pour ne pas nous exposer à l'effet de pareilles mesures, les hommes, journellement désignés pour la sûreté intérieure de l'île, étaient chargés, au moment des distributions, de faire éloigner tout le monde... ⁵² »

Si la crainte des désordres à l'arrivée du ravitaillement était l'un des motifs de cette réorganisation, un danger plus constant et moins facilement évitable devait naître du dénuement général. Lorsqu'on a le ventre vide et rien à se mettre sous la dent, seule agit la peur du gendarme. Et l'on imagine si la misère universelle devait porter atteinte à la morale la plus élémentaire ! La tentation des faméliques n'est-elle pas de s'approprier la subsistance d'autrui et le geste naturel à ceux qui n'ont que leur maigre croûton de punir sans pitié le moindre larcin ? Tout le système disciplinaire de Cabrera découlera de ces intérêts opposés.

Mais avant d'assister à des sanctions rigoureuses, on s'arrêtera à certaines manifestations originales, notamment celles d'un aménagement défensif de la propriété.

« Comme nous avions journellement à redouter de voir dérober nos vivres et que nous ne possédions pas de serrures » — écrit avec son habituelle bonhomie le caporal Wagré —, « je ne pourrais mentionner toutes les ruses que nous employions pour les mettre à l'abri, mais je rapporterai un fait qui prouve que tout était bon pour nos voleurs. Quatre prisonniers qui vivaient en commun et épargnaient, autant que possible, leurs provisions, suspendaient ce qu'ils pouvaient bien économiser dans un panier attaché au plancher. L'un de ceux qui avaient pour habitude de convoiter le bien d'autrui conçut le projet de s'en emparer. Mais il ignorait que les quatre propriétaires y avaient adapté une corde correspondant à leurs lits et que, chacun à tour de rôle, s'attachait cette corde à la jambe. Ayant pénétré sans bruit dans la maison, déjà l'infidèle personnage était parvenu à la corbeille et s'apprêtait à fuir quand, se sentant tout à coup tiré par une extrémité, l'homme de garde n'eut pas de peine à se convaincre que le panier allait changer de maître.

— « Au voleur ! » s'écria-t-il.

Effrayé, le larron s'enfuit à toutes jambes. Comme il passait par mon jardin, je voulus l'arrêter. Je le saisis par son pantalon ; il m'échappa, non sans m'en laisser un morceau dans la main. Fait assez curieux, on ne connut jamais le coupable... ⁵³ »

Dans les commencements, ne disposant pas de peines suffisantes contre des gardiens infidèles, la colonie recourait simplement au tribunal de l'opinion publique. C'est ainsi que deux cambusiers soupçonnés de s'approprier indûment des rations furent chassés de leur emploi et contraints à se cacher. Chaque fois qu'ils repa-raissaient à portée du camp, s'élevaient des clameurs :

— « A la mer, les cambusiers ! à la mer... » ⁵⁴

Ce cas excepté, il fut de règle que la justice distributive s'exerçât le plus souvent sous forme de bastonnade. « Sans cesse », dit Turquet, « nous avions auprès de notre hamac un énorme gourdin ; au moindre bruit, nous le saisissions pour courir après l'audacieux ⁵⁵. » Sébastien Boulerot lui, parle de schlague administrée avec vigueur : un voleur de pain ayant été condamné à vingt-cinq coups de savate, cet instrument fut remplacé par une racine, longue de deux pieds, que le schlagueur mania d'ailleurs avec mansuétude ⁵⁶.

Ce sont là répressions un peu rudes mais justes. Car, plus se prolongera la captivité et plus l'on verra se détendre le ressort moral, déjà si faible à l'origine. Le Conseil d'administration était principalement un tribunal de police dont le premier soin — en mai 1809 —, avait été de rédiger un projet de code approprié aux circonstances ⁵⁷.

Encore qu'il ne fût pas sous les ordres de Dupont et ne soit arrivé qu'assez tard à Cabrera ⁵⁸, le sergent Guillemard, sur la version duquel on a déjà formulé quelques réserves, expose avec emphase les applications d'un règlement draconien.

« Les arrêts du Conseil », écrit-il, « étaient irrévocables, presque toujours rigoureux et exécutés aussitôt que rendus. Trois jours après mon arrivée, je fus appelé à y siéger ; les séances se tenaient en plein champ. Nous étions douze sous-officiers assis sur des pierres disposées circulairement pour cet objet ; une foule immense nous entourait, attendant notre décision et prête à la mettre à exécution. Il s'agissait de juger un soldat accusé d'avoir volé un morceau de pain à son camarade ; c'était là le crime le plus grand

et le plus irrémissible qu'on pût commettre. La délation, même faite aux Espagnols ou aux Anglais, d'une tentative d'évasion, en inspirant peut-être plus d'horreur, n'attirait pas toujours un châ-timent plus cruel ; rien ne pouvait sauver un voleur de pain qui, dès le prononcé de sa condamnation, était lapidé par la foule... ⁵⁹ »

Comme Guillemard, *alias* Lardier ou Barbaroux, se donne ici un rôle assez avantageux, prend la défense du coupable et, pour inaugurer ses fonctions de juge, déclare avoir fait commuer la peine en vingt-quatre heures de poteau, on se demande instinctivement s'il n'a pas quelque peu coloré la scène. Une citation de Quantin, suffit cependant à le laver d'un tel reproche : « Le crime le plus commun », confirme l'auteur du *Tour en Espagne*, « était le vol. Mais on avait bientôt fait justice. Quand un délinquant était pris sur le fait, on abattait le voleur sans autre forme de procès... »

« Si à la distribution », ajoute encore le caporal dont M. de Cazenove a publié la relation, « un malheureux croyait pouvoir prendre des pois ou des fèves en se glissant, sans être vu, entre les jambes de ses camarades, il était assommé sur-le-champ par le maître-d'armes chargé de la surveillance. Aucune miette ne pouvait être ramassée indûment ⁶⁰. » Et l'Infatigable de citer des répressions plus terribles encore : « Pour quelques choux dérobés dans un jardin, j'ai vu des hommes enterrés tout en vie... Que Rousseau vienne dire : l'homme est né bon!... ⁶¹ »

Lardier avait, dès le débarquement, remarqué devant l'une des baraques un tronc de pin d'une quinzaine de pieds de hauteur, traversé à son sommet d'une poutre en forme de croix. Un homme y était attaché qui faisait, pour se dégager, des efforts violents. C'était là le poteau, punition de tous les délits ne comportant pas la peine de mort. Le condamné, sans aucun vêtement, sans aucune nourriture et exposé à toutes les intempéries, y passait le temps de sa peine, laquelle n'était jamais inférieure à quatre heures, mais n'en pouvait excéder vingt-quatre ⁶². C'était un supplice véritable auquel on aurait peine à croire si, derechef, Quantin n'en venait attester la réalité : « Ce poteau », affirme-t-il, « était dressé pour attacher les voleurs pendant la grande ardeur du soleil, mais la multitude, exaspérée par le malheur, aimait mieux les exécutions sanglantes ⁶³. »

Wagré, dont il n'est aucune raison de suspecter la véracité, n'est pas moins péremptoire : « Peut-être », écrit-il, « punissions-nous avec trop de sévérité, mais il fallait, par des exemples, inspirer la crainte d'un châtement redoutable ». Suit la liste des pénalités : en cas de flagrant délit de vol, à la première fois, forte correction de coups de bâtons. En cas de récidive, on couperait le bout de l'oreille du coupable ; à la troisième fois, on trancherait l'extrémité de l'autre. Un soldat, ayant déjà subi ces peines, fut pris sur le fait pour la dixième fois. Comme on lui administrait une correction proportionnée à sa faute et que, malgré l'horreur de son supplice, il se déclarait prêt à recommencer, un Cabrérien, emporté par son indignation, saisit un quartier de roche et, l'ayant lancé avec force, lui écrasa la tête... ⁶⁶ Pour un semblable délit un soldat du 14^e de ligne fut, du haut d'un rocher, précipité dans la mer.

Pareille rigueur s'explique lorsqu'on voit le soldat Sébastien et le lieutenant Billon signaler tous deux l'existence d'une compagnie de malfaiteurs qui s'était formée sous le nom de *Bande de la Lune*. « Tout leur était bon à prendre, ils détroussaient tout homme rencontré seul et même — ce qui paraît invraisemblable — ils assassinaient quelquefois pour manger leur victime... » C'est de cette sinistre association que devait faire partie l'homme auquel, une première fois déjà, Boulerot avait administré la schlague. Retombé dans ses errements, le malheureux fut saisi par le commissaire espagnol, attaché au pilori et, pour qu'il dénonçât ses complices, condamné à la peine odieuse du garrot. Le nœud coulant ayant été serré à l'excès, hientôt, la figure livide et les yeux injectés de sang, le malheureux trépassa. « Il nous sembla », reconnaît mélancoliquement le témoin, « qu'en demeurant spectateurs muets et résignés, nous avions accepté la solidarité de cette barbarie... ⁶⁸ »

On peut supposer que ces actes de justice expéditive furent commis au moment où, grâce au soin des organisateurs, s'établissait un régime d'ordre que la moindre faiblesse pouvait ébranler et détruire. Les chefs feront-ils preuve d'indulgence plus grande lorsque les famines plongeront la communauté dans la dépression née de l'universelle misère ? « Même à ces moments-là », assure Wagré, « on enferma les coupables dans un réduit muré, voisin de la cambuse, d'où ils ne pouvaient sortir avant d'avoir purgé leur peine ⁶⁷. » « An surplus », ajoute Quantin, « les prisonniers sou-

tenaient généralement leur malheur avec une dignité et une fermeté admirables et les excès que je viens de signaler n'étaient commis que par un petit nombre d'individus faibles et méprisés ⁶⁸. »

On comprend dès lors que Karl-Amédée de Muralt ⁶⁹, capitaine au 3^e régiment suisse, déjà rencontré en Andalousie, fasse l'éloge de la réglementation qui permit aux déportés de « tenir » alors que l'absence de vivres aurait pu les pousser aux pires excès. Le moyen, d'ailleurs, de n'être pas pénétré d'admiration pour l'ingéniosité et, disons-le, pour l'énergie des prisonniers eux-mêmes ? Mais aussi bien, que dire de l'indifférence que montrèrent les représentants de l'État capteur lorsqu'on voulut faire appel à la fermeté du pouvoir !

Bien souvent, à Cabrera, l'on souhaitait placer les délinquants sous la surveillance immédiate des autorités de Palma, tandis qu'à Palma, les officiers français priaient que, pour se débarrasser de certains, on les expédiât d'office sur le rocher maudit. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'indifférence était totale.

« Il existe dans l'île », écrivait en janvier 1810 le sous-lieutenant de Maussac au chevalier Desbrull, « quelques prisonniers voleurs insignes et incorrigibles. Ne serait-il pas possible de les renvoyer dans les prisons de Palma ? Ce serait un service à nous rendre ! » Et, le 2 du même mois, le capitaine de frégate Duval interné à la caserne de la Lonja mandait au même commissaire : « Je vous prie, Monsieur le Chevalier, d'avoir la complaisance de donner vos ordres pour que les nommés Durif et Turpin, domestiques actuellement détenus au corps de garde, soient envoyés à Cabrera, car ce sont deux incorrigibles mauvais sujets et nous avons besoin de cet exemple... ⁷⁰ »

Avec ce laisser-faire, qui est à lui seul toute une politique, la *Junta de Observación* semble être restée sourde à l'une comme à l'autre plainte.

C'est un chef illustre qui, par sa formule lapidaire : « Manifester la force pour en éviter l'emploi ⁷¹ » a su montrer la voie aux conducteurs d'hommes. Prévenir le mal en créant de l'ordre vaut mieux que punir une fois le désordre établi. Au reste, un événement décisif va mettre à l'épreuve l'organisation laborieusement établie. Si elle résiste aux coups, c'est qu'elle est vraiment solide.

Pour des raisons que nul ne nous a données, l'intention de la Junte de Palma n'était point de laisser longtemps à Cabrera les officiers qui, logés sous des tentes ou dans les chambres délabrées du château, se demandaient ce qu'ils avaient gagné à quitter leurs pontons. Pour un peu, le *Casillo* leur aurait fait regretter la *Vieja Castilla*!...

Profitant d'une polacre chargée de cinq cents Français capturés en Catalogne et débarqués le 6 juin, le commandant du brick espagnol qui les escortait, fait monter à son bord un tiers des officiers que l'on va reconduire à Palma ⁷³. Quelques jours plus tard — c'était, selon Méry, le 15 juin —, survient un nouveau contingent de quatre compagnies de voltigeurs français, de deux compagnies de la Vistule, de deux autres compagnies de grenadiers, ainsi que d'une centaine de soldats napolitains ou italiens, tous pris aux environs de Barcelone. Derechef, on utilise le transport qui les a amenés pour embarquer cent soixante-dix officiers qui sont dirigés sur Mahon. Il ne restera donc plus à Cabrera qu'une centaine de gradés que l'on retirera peu après, vraisemblablement le 25 juin.

« Ce départ », déclare Turquet, « fut un bonheur pour nos officiers et un malheur pour nous, car l'ordre et l'union souffrirent de leur absence et la misère en devint plus grande ; ils nous laissèrent livrés à nous-mêmes et à la merci des Espagnols... ⁷⁴ »

Autant qu'en Andalousie, autant qu'à bord des pontons, on peut se demander si, en séparant ainsi les chefs de leurs subordonnés, le gouvernement de la Régence n'a pas eu comme but secret, ainsi que plusieurs le pensèrent, de démoraliser plus sûrement les malheureux tombés en son pouvoir...

DEUXIÈME PÉRIODE

AOÛT-DÉCEMBRE 1809

CONFLITS DE RÉGIMES

ARMÉE, THÉOCRATIE, POUVOIR CIVIL

ALARMES EN HAUT LIEU

ALORS que, dans l'île maudite, de nouveaux contingents se sont établis, plus nombreux encore que ceux qu'ont jusqu'ici fauchés le dénuement et la faim, à Palma, un problème ardu ne cesse de s'imposer : celui des bouches à nourrir.

Disons-le nettement : jamais pour les autorités baléares la tâche ne fut aisée.

Pénurie dans la caisse de l'État, défaut de ponctualité des intermédiaires, rareté des articles indispensables à la consommation, — telles sont les conjonctures du moment. Une partie du territoire est occupée par l'ennemi ; de l'autre partie, encore épargnée, on n'obtient qu'à grand peine les permis d'exporter. Plus d'une

fois Palmer, le soumissionnaire, devra en appeler à la Junte de Palma pour qu'elle obtienne de celle de Valence les autorisations voulues. Les hausses de prix, qui se produisent à toute époque troublée, ne sont pas un obstacle moindre.

Or, c'est à cette heure grave qu'on trouve bon d'augmenter encore les charges de l'archipel¹. Sans crier gare, le marquis de Coupigny, gouverneur de Catalogne, annonce l'envoi d'un nouveau détachement de quatre cent cinquante prisonniers, ceux-là mêmes que l'on a vu arriver de Tarragone. Où donc les interner, si ce n'est dans l'îlot fatal?... Et, de cette relégation nouvelle qui aggrave encore la situation des premiers déportés, la Junte s'excuse comme elle peut auprès de Coupigny : « L'autorité », dit-elle, « s'est vue dans le plus grand embarras pour déterminer le lieu de leur internement, car l'île de Cabrera, seule destination des nouveaux venus comme de ceux en provenance de Cadix, est à peine suffisante pour un si grand nombre ; par surcroît, l'eau commence à tarir. Pour ces raisons et vu le manque de ressources, la Junte prie que l'on cesse tout envoi car, quel que soit son désir de venir en aide aux provinces voisines, elle se déclare dans l'impossibilité absolue d'admettre d'autres captifs². »

Ce souci de ne pas augmenter le nombre des bouches inutiles hantera, au même titre, le gouverneur de Minorque. Énergiquement appuyé par Collingwood, il n'entend pas qu'on ajoute un seul homme aux trois à quatre cents que Mahon a déjà reçus. C'est à qui se renverra la balle et, comme en juillet la Junte de Séville n'a octroyé qu'un million de réaux, alors que le seul entretien des prisonniers n'en absorbe pas moins de quatre cent mille par mois, l'*Isla Menor*, qui réclame vigoureusement sa part, réduira d'autant celle des Cabrériens.

Au mois d'août, la Junte de Majorque est à ce point excédée des fardeaux qui l'écrasent qu'elle songe à écarter jusqu'à des Espagnols dont on n'est pas très sûr. « En date du 27 juillet dernier », écrit-on de Palma à Séville³, « le comte d'Ayamans a fait savoir à Sa Majesté que le marquis de Coupigny ayant jugé bon d'envoyer à Mahon, avec recommandation d'observer leur conduite, le lieutenant-colonel Don Juan La Croy, gouverneur de Fontarabie, ainsi que le garde-parc d'ingénieurs (*sic*) Don Lorenzo Ramet et le sous-lieutenant de gardes wallones Luis Menlener, le gouverneur

de Minorque a demandé à la Junte si elle approuvait qu'on laissât à ces personnages une entière liberté. Comme nos Iles plient sous le poids de quatre mille cinq cents prisonniers, la dite Junte fait part à Sa Majesté de l'incapacité où elle est de pourvoir à leur subsistance et la rend attentive aux inconvénients politiques que présente la concentration, sur ce point, d'un aussi grand nombre d'hommes⁴.

Et la Junte continue de protester contre le marquis qui a poussé le sans-gêne jusqu'à expédier derechef quatre-vingt-trois autres *Franceses* sans même en prévenir l'autorité civile. Dès lors, consigne absolue : pas un Français et pas un suspect de plus !

Mais ce ne sont point seulement des prisonniers de guerre ou des indésirables qu'avec générosité l'Espagne continentale déverse sur les Baléares. Par ordre royal du 19 janvier 1809, les malfaiteurs et prisonniers de droit commun détenus en Catalogne doivent, eux aussi, être évacués, de peur que l'ennemi ne les rende à la liberté. Dépourvues d'enceintes fortifiées où interner de tels hôtes, accablées par l'afflux de nouveaux arrivants dû aux succès remportés sur l'ennemi et sans ressources pour traiter les uns et les autres, « les Iles » trouvent qu'on abuse un peu d'elles en leur octroyant cette fois... des forçats. « La Junte de Palma croit de son devoir précis », écrit encore d'Ayamans à Martin de Garay, « d'adresser à Sa Majesté la présente supplique : qu'Elle daigne révoquer cet ordre donné à une époque où l'on n'avait pas encore la perspective de voir ici des prisonniers français ! »⁵

Elle est pathétique, vraiment, la protestation où l'on insiste sur l'absence d'une force armée nécessaire à la surveillance d'éléments si divers et où l'on signale le danger de funestes errements. Mais elle ne changera quoi que ce soit aux dispositions, disons mieux, à l'incurie et à l'arbitraire du gouvernement de Séville⁶.

Pourquoi s'en cacher ? Les autorités insulaires redoutent par-dessus tout que la présence de réfugiés et de captifs en si grand nombre n'attire l'attention de l'ennemi et ne l'incite à tenter une surprise. Car, déjouant la surveillance des escadres espagnoles et anglaises, la France pourrait bien armer un jour ces captifs et les lancer sur la Péninsule pour y multiplier les ravages et y porter la désolation. Ce sont là, pour la Junte palmesane, autant de raisons d'insister auprès de la Junte suprême : qu'elle agisse donc avec force auprès de Coupigny et d'autres chefs !

Bientôt, une nouvelle alerte va justifier ces craintes. Des corsaires au service de France ne se sont-ils pas emparés du brigantin anglais à qui l'on avait confié la surveillance de Cabrera ?... L'inquiétude se répand à Majorque ; les autorités exigent que les garde-côtes et les barques d'approvisionnement n'aient avec les *Franceses* d'autres communications que celles indispensables, « faute de quoi », déclarent-elles, « ils seront châtiés sans merci et destitués sur l'heure ⁷. »

Au début de l'été, par un message reçu des autorités de Mataro, l'ancienne Illuro des Romains, petite cité maritime du littoral catalan, la Junte apprend avec émotion « que, dans le port de Barcelone, se trouve un bateau rempli de poudre, de canons et de pistolets qu'on a lieu de croire destinés aux prisonniers français », et l'on insinue que ce bateau doit être suivi d'un autre que convoiera le célèbre corsaire Balbastro... ⁸

Aussitôt, alerte est donnée à l'escadre anglaise de Mahon ; tous les navires de guerre en rade de Palma du « mistic » *Aguila* à la frégate *Lucia* sont dirigés sur Cabrera. En outre, on fait savoir aux déportés « que si, d'aventure, arrivait dans le *Puerto* un vaisseau de n'importe quelle nation, ils devront n'avoir avec lui aucun rapport quelconque, les officiers étant rendus responsables des suites et passibles, en cas d'infraction, des peines les plus sévères. » Un tel ordre fait sourire ! Depuis quand des menaces ont-elles empêché un prisonnier de saisir toute occasion de prendre le large ?

En septembre, l'émotion grandit encore ; le marquis de Couigny fait savoir qu'une escadre française a quitté Toulon pour porter des vivres à Barcelone. Redoutant une surprise, la Junte se réunit par deux fois et enjoint aux localités côtières ainsi qu'à la Marine de redoubler de vigilance. N'est-ce point là beaucoup de bruit pour rien ?

En octobre, nouvelle alerte. On a appris « de source sûre » qu'une autre escadre française, composée de seize *navios* et de cinq frégates convoyant plus de deux cents voiles, est partie pour une destination inconnue... A ce bruit, la Junte réclame du gouvernement central des armes, des munitions, tout ce qu'il faut pour la défense des Iles ⁹.

Et que sera-ce lorsqu'arrivera la nouvelle de la paix signée entre l'Autriche et la France ? Le 2 janvier 1810, certains propo-

seront de retirer de Cabrera tous ses hôtes. Pour les libérer ? Non. Pour les interner, vu la sécurité plus grande, dans les casernes de Palma ¹⁰. Eh ! que n'a-t-on donné suite à ce vœu !

Enfin, au début de septembre, même année, le général Enrique O'Donnell, alors en Catalogne, se fera l'écho d'une rumeur qui court à Bruxelles : douze navires, prêts à quitter Anvers et Rotterdam, vont tenter un coup de main sur Majorque. Cette fois, sans s'émouvoir à l'excès, mais désireuse d'assurer la défense de la place, la Junte demandera de la poudre à l'amiral anglais.

Craintes bien vaines, répétons-le. Jamais, tant que dura l'Empire, l'histoire ne relata d'expédition libératrice. Les Cabrétiens n'eurent à compter que sur eux-mêmes.

Ainsi, constamment prise entre deux feux et manquant, le plus souvent, de l'élémentaire sang-froid, la Junte verra, dès le début, se multiplier les plaintes et les appels de ceux qu'elle a condamnés au plus dur des exils.

L'une de ces requêtes, qui, à juste titre, pourra toucher des cœurs espagnols, tend à faire accorder, à des hommes mourant en série, les secours de la foi. L'autorité saisit au vol une telle supplique et, pour n'avoir pas su résoudre le problème matériel, semble enchantée d'entrevoir une solution qu'elle croit d'ordre spirituel.

CHAPITRE IV

LA VRAIE FIGURE DE L'AUMONIER

L'ARRIVÉE

Dès le début de juin, justement effrayé par les ravages de la maladie et de la faim, le Conseil d'administration de Cabrera a fait connaître à la Junte « qu'il souhaiterait la présence d'un ecclésiastique dans le sein duquel les prisonniers pourraient trouver quelques consolations...¹ »

Doit-on croire qu'il est moins difficile d'administrer des sacrements que des remèdes et faut-il conclure qu'un aumônier se trouve plus vite qu'un médecin ? La réponse, en effet, fut aussi prompte qu'affirmative. S'adressant à l'évêque, l'autorité civile le pria de vouloir bien désigner un prêtre pouvant donner aux *Franceses* « les aides et les consolations que la religion et l'humanité prescrivent. »

Natif de Campos (si l'on en croit la tradition orale) et fixé jusqu'alors à Porreras, gros bourg à équidistance de Palma et de Felanitx, Don Damian Estelrich fut, le 28 juin, nommé par l'aumônier général « Curé des prisonniers de Cabrera ». Il devait

toucher de ce fait une mensualité de huit cents réaux, avec charge de rétribuer lui-même son assistant. Muni de lettres patentes, le nouvel élu reçut de l'église paroissiale de Lluchmayor « des boîtes d'argent enfermées dans une sache en velours vert contenant, l'une le viatique et l'autre l'huile sainte² ». Sitôt en possession de ces instruments sacerdotaux, le Père Damien, comme l'appelèrent volontiers ses ouailles, franchit le détroit et atterrit dans sa nouvelle paroisse le 18 juillet 1809, veille de l'anniversaire de la bataille de Baylen.

Gille a noté cette date et nous décrit la scène : « *El Señor Esteban* » mit pied à terre, non sans quelque crainte, se considérant sans doute comme un missionnaire qui va prêcher chez des sauvages. Il cherchait à lire, dans les regards de ceux qui s'étaient pressés autour de lui, si l'accueil qu'on lui faisait était réellement sincère. Il semblait douter d'être vraiment en sûreté au milieu de nous. Les membres du Conseil le reçurent et le conduisirent dans une des salles du logis que nous avons baptisé du nom de Château ; il s'y installa. Les soldats y transportèrent ses bagages. Bientôt rassuré sur son sort, il fit l'aveu que, d'après les bruits qui circulaient sur le compte des Français, il avait été longtemps à se décider à débarquer et que même, au moment où les prisonniers étaient accourus pour le voir, il avait été près de remonter à bord et de retourner à Palma... » Se croyait-il donc chez des anthropophages ?

Étant très probablement, avec l'adjudant Batlle, le premier et l'un des seuls envoyés du gouvernement majorquin que les déportés aient pu voir et connaître de près, l'aumônier vécut avec eux jusqu'au bout : on peut donc s'attendre à ce que son apparence extérieure se soit gravée dans leur mémoire. Combien ici se vérifie la justesse du mot de Toepffer : « Car, hélas ! la passion aveugle ! » Suivant que les témoins furent favorables ou non aux idées et pratiques religieuses, la stature, l'allure, les traits mêmes de l'ecclésiastique seront décrits de façon entièrement contradictoire. Et combien plus contradictoires encore les appréciations concernant son caractère !

Turquet, dont la relation n'est que l'écho tardif, transmis par un prêtre, fils de Cabrerien, déclare avec conviction : « Ce pasteur que la charité et le dévouement amenait parmi nous, pouvait avoir de quarante à quarante-cinq ans. Sa taille était élevée, sa

démarche noble et facile. La bonté était sur sa figure et la compassion dans sa voix ⁴. »

En regard, voici le portrait tracé par Gille, lequel, au surplus, n'est point un mécréant : « C'était un homme d'environ quarante-cinq à cinquante ans, de petite stature. Sa physionomie n'était point agréable, la dissimulation se lisait sur ses traits ⁵. » Et Ducor, qui sait d'ailleurs rendre justice au modèle, de le camper en quelques traits assez vifs : « Ce vilain grêlé de camard... avec ses petits yeux et sa mine chafouine... ⁶ »

Sur la manière de s'exprimer, mêmes divergences : « Qu'il était beau », s'écrie Turquet, « de voir ce ministre de Dieu s'efforçant, dans un mauvais français mêlé d'espagnol, de distribuer à l'un une parole d'exhortation, à l'autre un avis charitable ! ⁷ » « A la facilité qu'il avait de s'exprimer en français », oppose Gille, « on était tenté de le croire un de ces hommes que les troubles de la Révolution avaient obligés à chercher un refuge à l'étranger... ⁸ »

Si dissemblables que fussent les premières impressions, on remarquera que les paroissiens firent à leur pasteur un excellent accueil : « Afin de le mettre dans nos intérêts », dit l'un d'eux, « on s'empessa d'élever une chapelle en terre, couverte par un berceau de feuillage dont on entretenait la verdure en la renouvelant sans cesse. Sur le désir qu'il témoigna d'avoir une maison dans le camp, pour éviter les courses pénibles, le Conseil lui en fit construire une. Enfin, on ne négligeait aucun moyen de le satisfaire dans l'espoir de se le rendre favorable ⁹. » De la part d'hommes altérés, affamés et fort mal nippés, ces prévenances n'étaient peut-être point inspirées par un désintéressement absolu. Mais elles témoignaient de dispositions qu'il eût été facile d'entretenir.

* * *

UN DITHYRAMBE

S'il faut en croire l'abbé Turquet, la seule présence de ce prêtre aurait déterminé chez les enfants d'un siècle impie, une ferveur bien inattendue : « Dès le matin, un autel de gazon était dressé sur la colline qui regarde le fort ; le prisonnier que notre bon ami avait pris pour domestique parcourait le camp une

clochette à la main. Les Cabrériens se formaient en demi-cercle, deux chantres ouvraient la solennité par des chants majestueux et, lorsque le chœur alternait avec les chantres, le concert était sublime. Ces milliers de voix jeunes et énergiques implorant, dans un flot sauvage, les miséricordes de Dieu et chantant ses louanges, oh ! que c'était beau !... ¹⁰ »

A ces lyriques accents s'ajoutent quelques détails sur la cure d'âmes et l'homilétique : « Lorsque notre prêtre se fut un peu familiarisé avec la langue française, il profita de ces solennités pour adresser quelques courtes allocutions simples et paternelles qui étaient reçues avec le plus grand respect. Sa parole pénétrait nos cœurs et relevait les courages abattus. » Au dire du même auteur, la généralité des prisonniers serait revenue à une pratique édifiante des devoirs religieux trop oubliés dans la vie des camps : « Alors que, dans l'armée d'Espagne, avant les pontons et avant Cabrera, il n'était pas possible d'assister à la messe et d'approcher des sacrements, ce fut certainement un beau jour pour les âmes pieuses que celui où leur fut accordé un conducteur spirituel ¹¹. » Quand vint la mauvaise saison, on dut renoncer à ces offices en plein air. Mais il y avait dans le fort une petite chapelle ornée avec simplicité et décence. « C'est là que, tous les jours, ce bon prêtre offrait le saint sacrifice de la messe pour quatre à cinq mille malheureux qui formaient son troupeau; c'est là aussi qu'il recevait les aveux de ceux qui voulaient se confesser avant d'être admis à la Table sainte ¹². Comme elle contenait peu de monde, on revit encore, près de l'autel orné des seuls dons de la nature, un peuple souffrant, décharné, couvert de haillons — le peuple le plus malheureux qui ait jamais existé —, se prosternant pour adorer en silence... ¹³ »

Enfin, sur le rôle consolateur de l'aumônier, celui à qui l'on doit les *Veillées* n'est pas moins affirmatif : « Qu'il était touchant de le voir assis auprès d'un moribond. Rien ne le rebutait : ni la vue ni l'odeur des malades, ni la difficulté de se faire comprendre. Très peu de prisonniers résistaient à son zèle ; il avait la douceur de voir la plupart des mourants passer à l'autre vie munis des secours de l'Église ¹⁴. Au milieu de tant d'infortunes, la mission d'un prêtre est grande : le nôtre sut s'élever et se maintenir à la hauteur de la sienne ; il a fait tout son possible pour alléger nos souffrances et gagner des âmes à Dieu ¹⁵. »



AUTRES CLOCHES, AUTRES SONS

A cet enthousiasme candide qui, volontiers, passe sous silence les faiblesses d'une nature impétueuse, il faut, par souci d'équité, opposer un témoignage, assez tardif il est vrai, comme l'est celui de Turquet : il s'agit de Boulerot, le soldat de Froger, auquel tout en formulant certaines réserves, on peut, semble-t-il, accorder égale créance.

« L'aumônier qu'on nous avait envoyé nous était apparu revêtu d'un double caractère d'humanité : médecin de l'âme, médecin du corps. Nous nous forgions auprès de lui une existence calme et tranquille, la misère, la faim que nous endurions, nous n'y songerions plus : s'il devait nous venir des idées sombres, il nous consolerait. Quels projets ne formions-nous pas !...¹⁶ Hélas ! celui auquel on réservait si bon accueil fut le contraire de ce qu'on attendait. Au lieu d'un frère en humanité, nous trouvâmes un être méchant et fanatique, mêlant le fiel et l'ironie à tout ce qu'il nous disait et préparant, avec une ruse infernale, les coups qu'il nous portait. En présence de cet homme, mon cœur se ferma ; nous devînmes insensiblement taciturnes et sombres, recherchant la solitude ; nous doutions de tout et surtout de la Providence. » « Non », s'écrie, comme malgré lui, le pauvre Sébastien, « ce curé Damien réveille en moi des souvenirs pleins d'amertume. Je dois à mes amis, je dois à mes compagnons d'infortune de ne point laisser dans l'ombre un des plus grands sujets de découragement et de douleur que Cabrera nous ait offerts. »

L'officier de Méry — *alias* Carrère-Vental, dont on connaît le ton modéré — ne cache pas non plus sa désillusion : « Malheureusement, pour ce qui regarde le moral », dit-il, « les prisonniers trouvaient peu de ressources et de protection dans l'aumônier. S'il ne s'associait pas ouvertement aux mauvais procédés de ses compatriotes, il n'usait point des droits de son ministère et de l'empire de la religion pour les empêcher. Cette conduite remplissait leurs jours d'amertume. Les prisonniers eurent plusieurs fois l'occasion d'être témoins de sa tiédeur à les défendre. Ils voyaient dans leur

aumônier non le prêtre chargé de leur apporter des consolations et d'adoucir les jours de leur esclavage, mais l'homme cédant au torrent et influencé par des préjugés autant que par la baine momentanée de sa nation... Mais, dans l'excès de leur chagrin, ils n'étaient point assez injustes pour confondre les procédés et la conduite d'un individu avec cet esprit d'indulgence, de résignation et de douceur qui caractérise la masse des ministres de Dieu. »

Lardier n'est pas moins catégorique : « J'allai », narre-t-il, « entendre la messe du *Segnor* Estelbrich. Il lui fut aisé de me remarquer, au milieu de la solitude qui régnait dans la salle délabrée : il faut, me disais-je, ou que cet homme soit animé d'un zèle bien ardent pour la religion ou que, par suite d'une conduite peu régulière, ses supérieurs l'aient exilé ici : c'est ce que je saurai sans doute. Je l'accostai après la messe et le suivis en causant jusqu'à l'endroit où il avait installé sa demeure. Il me félicita de la manière dont je commençais à parler l'espagnol, me demanda comment j'avais été pris et me retint jusqu'à l'instant où, allant se mettre à table, il me fit alors comprendre que ma présence le gênerait et m'engagea à venir le visiter quelquefois et à songer à mon salut. Je le quittai, fixé sur son compte... »

C'est pourquoi le sergent semble avoir mal répondu à cette invitation, sauf au moment d'une famine. Alors, secondé par un de ses compagnons, il tentera d'intéresser l'aumônier au triste sort des affamés. « Nous étant rendus auprès de lui », reprend-il, « nous le trouvâmes à table, entre un plat de bœuf et la moitié d'une oie farcie qui avait la meilleure mine. Il nous écouta sans perdre un coup de dent et finit pourtant par nous offrir un verre de vin et nous promettre que, dans un instant, il allait voir ce qu'il y avait à faire...²⁰ »

Cette prédilection pour la bonne chère, en un temps et des lieux où elle contrastait douloureusement avec la sous-alimentation générale, on ne la retrouve que trop dans un trait que rapporte Ducor. De connivence avec son camarade Lestrade, le marin avait réussi à se faufiler sous couvert de maladie parmi les officiers envoyés à Palma ; mais l'un et l'autre avaient été promptement réexpédiés. Au retour, ayant perdu leur place dans les baraquements, il ne leur resta que de bivouaquer. C'est alors qu'à force d'insistance et probablement d'astuce, ils obtinrent du *capellán* qu'il les admît au château. Le séjour dura peu. « *El Señor Estebrich* », déclare le

narrateur, « comme beaucoup de gens de sa robe, était gourmand à l'excès » ; il avait une armoire où se trouvaient serrées maintes friandises. Un jour, il en oublia la clef.

Par l'odeur alléché...

Lestrade ne put s'empêcher d'y glisser un coup d'œil. Puis il rafla des biscuits et des pâtés dont aussitôt il fit part à son compagnon. Sur quoi, déconverts par le chapelain, le couple de faux dévots fut chassé sans miséricorde du paradis alimentaire. Amateurs de bons mots, les deux larrons avaient peut-être eu tort, comme ils le dirent, de ne point méditer assidûment le vers connu :

En toute chose, il faut considérer la... faim !²⁰

En dépit de quoi, Lardier n'est-il pas un peu dur en disant du chapelain : « Le *Segnor* Estebrieh était non pas un prêtre mais un véritable moine espagnol, pétri de fanatisme, de gourmandise et de la plus crasse ignorance ?..¹⁹ »

* * *

LA SOURCE DES MALENTENDUS

A la lumière de ces menus faits et de tours si pendables, on jugera d'emblée que des malentendus profonds durent naître assez vite entre le prêtre et ses paroissiens et que, bien loin de les dissiper par de franches explications, le Père Damien les laissa s'aggraver. Essayons d'en découvrir l'origine.

L'une des faiblesses du « Curé des prisonniers », faiblesse d'ailleurs excusable puisqu'elle n'est qu'une déformation professionnelle, fut son goût immodéré pour la controverse.

La « Relation d'un officier » donne le texte d'une lettre écrite aux membres de son troupeau pour les contraindre à des pratiques auxquelles ils tendaient à se soustraire.

« Messieurs », déclarera-t-il aux officiers lorsqu'ils reviendront de Palma, en mars 1810, « l'Eglise catholique ordonnant à tous ses enfants de se confesser au moins une fois l'an et de recevoir humblement son Créateur pour les Pâques, tous les prisonniers qui se

sont refusés à ce devoir sacré out, par là, renoncé au titre glorieux d'enfants de l'Église catholique qui les rendait dignes de tous les soins de ses ministres ; en conséquence, je me crois non seulement dispensé de tous ces soins, mais encore forcément obligé de rompre toute communication avec ces malheureux jusqu'à ce que, rentrant en eux-mêmes, ils tâchent de se réconcilier avec la Sainte Église... »

A cette brusque mise en demeure, les catéchumènes en rupture de foi s'empressèrent de répondre : « Si la profonde misère à laquelle la plupart d'entre nous sont réduits, a pu apporter quelque négligence à s'acquitter des devoirs de leur religion, nous osons penser que vous n'en êtes que plus obligé de leur prodiguer les soins, les exhortations et les consolations de votre ministère. Nous voudrions de tout notre cœur, Monsieur, contribuer à remplir vos intentions ; mais les moyens nous manquent bien plus que le zèle et, d'ailleurs, la foi ne se commande pas ; c'est à vous, Monsieur, qu'il est réservé de nous pénétrer des vérités touchantes de notre religion et de nous fournir les secours spirituels dont avons besoin ²¹. »

Un appel si direct aurait dû éclairer le pasteur sur les souhaits de ses ouailles. Oserait-on jurer que ce fut ici le cas ? Et comment ne pas déplorer qu'au milieu d'une extrême détresse, ce conducteur d'âmes n'ait su comprendre la leçon des événements ?

« Au cours d'une longue disette », reprend Lardier, « le Conseil assemblé décida qu'il fallait envoyer une députation à Estelbrich (*sic*) pour qu'il fît connaître notre infortune et cherchât les moyens de nous secourir. Un camarade et moi nous rendîmes auprès de lui... Une demi-heure après, on vit Estelbrich en surplis, le bonnet carré sur la tête et un crucifix à la main, sortir du fort et s'avancer vers nous en chantant les litanies de tous les saints. Il vint nous engager à faire, avec lui, une procession pour supplier le ciel de compatir à notre détresse et de nous envoyer le brick portant les vivres. Quelques prisonniers se rendirent à ses désirs et, dans un instant, il fut à la tête d'une trentaine d'individus qui, ramassant le peu de forces qui leur restaient, se mirent à répéter ses *ora pro nobis*... ²² »

Certes, il était bon de prier à cette heure d'épreuve, mais les affamés avaient quelque raison de croire qu'une intervention des hommes aurait été l'exaucement le plus sûr. Quantin, sans y mettre malice, déclare que, tout en psalmodiant des cantiques, le *señor* Damian n'était pas compris dans le jeûne général. « Ceux-là qui

auraient pu exiger un partage », assure-t-il « se contentaient de le suivre humblement pour quelques morceaux de biscuit ²³. »

Le Vélite de la Garde, François-Frédéric Billon, qui du reste ne passa qu'un temps limité à Cabrera, rapporte, sans préciser le lieu ni le moment, quelques traits de celui qu'il nomme « l'indigne aumônier ». Il assure « qu'entre mille scélératesses à son actif, on citait celle de ne consentir à donner l'absolution et les secours spirituels aux mourants qu'après leur avoir arraché des blasphèmes contre l'Empereur... ²³ » Au dire de plusieurs, cette pratique était assez courante alors dans les hôpitaux espagnols. Cela ne saurait être une excuse, mais, chose plus grave, rappelant que, démoralisés par la faim, les Cabrériens eussent renié père et mère, Billon ajoute que celui qu'il appelle *El Señor d'Amian* entretenait des espions parmi eux et, grâce à leur concours, put dénoncer au gouverneur une évasion que l'on rapportera plus loin. Ici, faute de preuve, abstenons-nous de juger. Mais en toute équité, constatons que des interventions de cet ordre ne pouvaient valoir à « l'aumônier des Français ²⁵ » comme le Père Damien aimait à se désigner lui-même, que des sympathies mitigées. « Ce prêtre qu'on nous avait donné parce que, apparemment, on s'intéressait plus au salut de notre âme qu'à la conservation de notre corps, nous l'avions en horreur », s'écrie à nouveau Méry, « aussi prêchait-il toujours dans le désert, réduit pour avoir des assistants, à leur donner à boire, ce qui, seul, pouvait engager quelques hommes à écouter, à la forteresse, le monstre que l'on abhorrait... ²⁶ »

C'est au moment de la catastrophe de la Toussaint, lorsque les tentes de l'hôpital seront emportées par l'inondation, que l'insuffisante psychologie du pasteur éclatera le plus cruellement ; toute la page que Ducor a consacrée à cet épisode mérite d'être citée pour son pittoresque et l'enseignement qu'elle comporte :

« Au milieu des chirurgiens », écrit-il, « circulait, crucifix à la main, bréviaire sous le bras, notre aumônier qui était arrivé sur le lieu de cette scène affreuse comme l'ange-trompette du jugement dernier, c'est-à-dire pour souffler parmi nous l'esprit d'une sainte terreur. »

— « Pécheurs », criait-il, « reconnaissez le doigt de Dieu ; hâtez-vous d'implorer son pardon ! »

— « Eh bien ! oui, c'est le doigt de Dieu ! lui disait-on ; « mais pour Dieu, au nom de Dieu, laissez-nous tranquilles. »

Le prêtre n'en insistait pas moins. A la fin, la patience nous échappait.

— « Eh ! f...-nous la paix, vous ferez votre affaire après !... »

« Mais cette rebuffade, qu'il s'était attirée par ses obsessions, ne le décourageait pas. Il avait trouvé dans la catastrophe un trop beau texte pour ne pas donner carrière à la fougue ascétique de son patriotisme espagnol !... ²⁷ »

Un autre trait, que le marin de la Garde cite avec trop de précision pour qu'il soit contestable, donne en effet la mesure de ce zèle mal éclairé : « On venait de découvrir, presque enfoui dans les débris de l'alluvion, un jeune soldat dont le scorbut avait détruit la moitié de la face ; chacun exprimait sa surprise qu'il fût encore vivant ; on regrettait que cette épouvantable nuit n'eût pas été pour lui la dernière. Pendant qu'on enlevait avec précaution l'épaisse couche de sable dont le visage était couvert, *el Segnor Damian Estebrich* (*sic*), sans crainte d'interrompre les soins qu'exigeait la position de ce malheureux, s'approcha du groupe et, frappant sur l'épaule des assistants non moins stupéfaits que douloureusement émus, il commença à débiter son homélie.

— « Encore une fois, au diable ! retirez-vous », lui disait-on ; « nous n'avons que faire de vous ici !... »

« Mais non, il fallait que ce missionnaire de malheur achevât ! D'une voix lugubre et prophétique, il prononça que dans cette circonstance Dieu avait tout fait ; que ce Dieu tenait un organe tout prêt pour ceux qui oseraient murmurer contre sa juste colère ; que nous étions des réprouvés, des impies. Il fit intervenir dans ce sermon les noms de Sodome et de Gomorrhe, des Philistins, des Moabites, des Ammonites ; il passa en revue tous les châtements de la Genèse et, quand il vit qu'au lieu de l'écouter, on demandait à cor et à cri de la charpie et du linge pour envelopper la tête du soldat, il regagna lentement sa demeure en se signant et en lisant son bréviaire... ²⁷ »

A ce défaut de prudence pastorale, qui paraît, hélas, sans remède, on doit ajouter une vivacité d'humeur dont les explosions ne laissent pas d'être déplaisantes. C'est ainsi qu'au lendemain de ce désastre, où son attitude lui avait valu tant d'avaries, Don Damian ne craignit pas les voies de fait, qui jamais n'ont passé pour des arguments convaincants. Il a narré la chose avec quelque naïveté dans une lettre encore inédite :

« Ce jour-là », écrit-il, au commissaire Desbrull, « l'audace de l'un des prisonniers, qui déclarait en ma présence que les Espagnols dépassaient en cruauté les sauvages les plus barbares et les plus inhumains, fit que, ne pouvant supporter un tel outrage à ma nation, je me laissai aller à lui donner un coup de poing en pleine figure. Il me le rendit et nous aurions eu une vraie querelle si d'autres n'étaient venus nous séparer. Bien que nous nous soyons réconciliés les jours suivants, je suis, si l'on n'y porte remède, exposé à d'autres histoires de ce genre... ²⁸ »

Mais l'erreur certainement la plus grande fut pour lui de ne point savoir résister au plaisir de l'ironie. Les apostrophes, généralement malheureuses, du *capellán* étaient colportées de bouche en bouche; elles se gravèrent si bien dans les esprits que tous les narrateurs (sauf, naturellement, Turquet) les ont reproduites à l'envi. Et ce sont celles-là qui ferment les cœurs à toute influence profonde.

« Notre aumônier », reprend Ducor, « s'était adjudgé l'unique coin de terre qui fût véritablement propre à la culture; il y faisait venir du coton, se proposant d'y semer du lin pour nous faire des chemises à tous, l'entendait-on dire avec un ton de grossière plaisanterie. Il se faisait ainsi un malin plaisir de nous désespérer. Un prisonnier lui disait-il :

— « *Padre*, croyez-vous que nous serons encore ici pour longtemps ? »

— « Vous en sortirez », répondait Don Damian en nous montrant des drageons de figuier à peine sortis de terre, « quand ces arbres porteront des fruits ²⁹. » Ou bien, pour varier la formule : « quand les piquets de vos tentes prendront racine !... ³⁰ »

« D'autres fois, il nous condamnait pour l'éternité :

— « Vous quitterez Cabrera, quand ma canne fleurira ! »

Signalant à son tour, cette déplorable boutade qui souleva parmi les prisonniers d'unanimes vociférations, le soldat de Froger ajoute que, le lendemain, il entendit le curé la répéter avec une joie féroce. « A partir de ce moment », déclare-t-il, « nous cessâmes d'aller entendre sa messe. C'était la seule protestation qui nous fût permise; nous ne la laissâmes pas échapper ³¹. »

Qui, dès lors, ne comprendrait l'exclamation désabusée de Gille : « Telles étaient les paroles d'espérance que donnait à des malheureux le ministre du Dieu de bonté ! ³² » et celle, tout aussi amère,

de Wagré : « Ces réponses insultantes étaient-elles bien placées dans la bouche d'un ministre de Dieu ? »³³... »

On conteste, souvent avec raison, la vérité des mots historiques. Ceux du curé de Cabrera ne nous paraissent pas discutables car, à l'exception d'un seul, tous les témoins, qui s'ignorent les uns les autres, les rapportent dans les mêmes termes. Victor Hugo l'a dit en une apostrophe fameuse : ces mots ont eu le tort de faire fortune. On comprend aussitôt la conclusion du poète :

... *Et vous avez un ennemi mortel !...*

*
* *

LE DÉFENSEUR DES ABANDONNÉS

Pour avoir rapporté quelques retentissantes bévues d'un ecclésiastique, il nous semble équitable d'inscrire à son crédit les mesures par lesquelles il crut devoir marquer à ses ouailles une commiseration réelle. Que, peu à peu, Don Damian en soit venu à sortir de son rôle et à mésuser de son influence, nul n'y contredira. Les faits attestent, à tout le moins, un vif désir d'être utile.

A peine arrivé, par le Conseil d'administration qui tient à bénéficier de son influence auprès de la Junte, il est saisi du problème que pose la rareté de l'eau. C'est donc à lui que l'on doit l'envoi de la felouque apportant le précieux liquide. Par malheur, l'acte irréfléchi de marins qui, dédaigneux du contenu, s'empareront du contenant, lui apporte une première déception. Qu'il s'en soit irrité, comment lui en faire grief ? « Dès ce moment », note Gille, « il ne se contraignit plus et exprima hautement l'aversion qu'il avait pour les Français... »³⁴

L'aversion ?... N'est-ce point généraliser à l'excès une réaction dont la vivacité s'explique ?

L'examen des vingt-quatre lettres inédites du Père Damien conservées au dossier Desbrull-Garau, le montre, en dépit de ses colères, sincèrement dévoué au bien de ceux qu'il nomme toujours « ses paroissiens... »³⁵

Ainsi, quand il sera question d'un hôpital à Cabrera, ce n'est

pas au curé qu'il faudra imputer l'échec du projet. Aux directions pratiques qu'il n'a cessé de donner et qui l'avèrent fort entendu en matière d'architecture, on le verra joindre une ténacité réelle dans ses réclamations.

Après avoir fait rentrer le pauvre matériel affecté aux soins des malades, la Junte n'enverra même pas la nourriture indispensable à ceux dont l'état de santé interdit le transport à Palma. Aussi la lettre de l'aumônier, datée du 4 décembre 1809, est-elle un véritable réquisitoire contre l'imprévoyance et l'incurie propres à l'administration royale. Ayant mentionné la présence, au château et au camp, d'un grand nombre de malades qui n'ont pu prendre part à la revue et de ce fait risquent la privation de toute nourriture, il exhale ses plaintes avec une extrême fermeté :

« Il faut que l'on envoie ou bien des aliments et des remèdes pour soigner ici les malades ou bien l'ordre au commandant de poste de les embarquer pour Majorque, faute de quoi ces malheureux auront un juste motif de récriminations et notre gouvernement en sera discrédité.

« Second désordre qui, à mon avis, est semblable au premier ; il est patent que l'on n'a pas envoyé les huit rations de pain et les quatre rations de vin pour chacun des vingt-quatre Français qui les ont gagnées en travaillant à l'hôpital.

« Autre ennui : les patrons de barques ne me remettent pas les lettres assez tôt pour y répondre et ils partent sans m'en donner avis ni attendre mes messages. Le patron qui est venu vendredi a gardé une bouteille d'huile destinée aux officiers et il a eu l'audace de prétendre qu'il me l'avait remise, alors que je manque totalement d'huile pour la lampe du Lieu Très-Saint et que j'ai dû éclairer ma propre maison avec de petits bâtons de résine.

« Un autre ennui encore, c'est qu'on me rend responsable de tout ce qui n'est pas de ma compétence. Ainsi je deviens odieux à mes paroissiens et tout le fruit de ma mission est perdu. C'est alors qu'ils me donnent le nom d'entremetteur et de voleur !...³⁶ »

Ces justes protestations demeurent sans résultat. Une lettre du même mois prouve qu'en fait de laisser-aller, rien n'a changé à Palma. Le *capellán* ne cesse d'exhaler son courroux :

« Je pensais », écrit-il, « que, par la chaloupe arrivée aujourd'hui, on enverrait les aliments et les remèdes pour les malades ou, tout

au moins, l'ordre de les embarquer, mais l'on n'a rien envoyé, pas même les rations à ceux qui ont travaillé à l'hôpital et qui les attendent chaque fois, après les avoir bien gagnées...³⁷ »

Derechef, le Père Damien signale à quelles doléances il est exposé de ce fait et quelles sont les espérances qu'il doit prodiguer à ses paroissiens. « Veuillez voir », écrit-il, « s'il n'y a pas moyen de me délivrer de ces ennuis !... »

Trois jours plus tard, aux reproches qui lui sont adressés sur le dénombrement des malades et les travaux de l'hôpital qui, déclare son supérieur, ont été mal conduits, le curé riposte avec verveur :

« Si vous dites que ces travaux ont été un vol, c'est bien. Mais il est arrivé ici ce que, à mon corps défendant, j'avais prédit à la Junte. Je peux aussi vous assurer que je n'ai rien volé et encore moins vu voler, car je l'eusse dénoncé tout de suite. L'aboutissement de ces travaux ne pouvait être différent de ce qu'il est, car les Espagnols y sont venus presque de force et les Français gagnaient là un salaire si médiocre que tous se dérobaient quand je voulais les faire travailler un peu lestement. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas une raison pour voler les pauvres qui ont travaillé. Ne pourriez-vous donc pas les payer à temps sans soumettre ce point à la Commission ? C'est là une dette et une obligation contractées par l'Etat et sur l'ordre de cette même Commission !

« Mais, si vous ne pouvez le faire sans l'exposer à la Junte et que vous n'en ayez pas le courage, soit ! je le ferai directement, assuré que l'on voudra bien donner suite à une prétention aussi juste et qui intéresse le crédit de la nation³⁸. »

Aucune lettre ne figurant au dossier durant une quinzaine de jours, il est permis de croire que, pour s'expliquer avec Palma, Don Damian, bravant le mal de mer pour lequel il n'éprouve aucune inclination, s'est rendu en personne auprès de ses supérieurs. Dans un pays où ce sport est en vogue il a, comme on dit, pris le taureau par les cornes. Décidément, ce curé eut du *cran*, et sa manière de répondre à l'autorité défaillante finit par nous le rendre ami ! Ceux qui l'ont si sévèrement jugé ne se sont point doutés qu'ils avaient en lui un défenseur de cette trempe.

Il est donc inexact de prétendre, comme le fait Guillon « qu'il ne demanda jamais, pour les malheureux au milieu desquels il vivait, un abri meilleur, des vêtements et des vivres³⁹. » Ducor, qui l'a

vu de plus près, affirme expressément que « le succès de plus d'une requête qu'on adressa à la Junte ne fut dû qu'à son intervention⁴⁰ ». Et Don Jaime Garau, avec lequel nous différons sur tant de points, paraît avoir vu juste : « En dépit d'un défaut de caractère, si déplaisant chez un prêtre dont, au reste, les preuves de sentiments ne manquèrent pas », déclare-t-il, « la caractéristique de Don Damian fut sa constance inébranlable à dépeindre, sous leur aspect le plus exact, les peines et les privations des prisonniers, afin que les autorités y portassent remède. Bien qu'il y ait réussi maintes fois, on ne lui fut pas reconnaissant de son zèle et il n'obtint même pas le respect et la considération auxquels il avait droit, à cause de sa regrettable vivacité, *su censurable intemperancia*. »

A sa décharge, on peut porter la griserie très explicable que fit germer, chez cet humble curé de campagne, sa nomination « d'Aumônier des prisonniers français. » Il n'est que de le voir signer chaque fois de ce titre les lettres envoyées à son chef, Don Antonio Desbrull ! Et ses démêlés avec M. de Maussac démontrent amplement à quel point il fut autoritaire et gonflé de son importance. Comme on l'a fait remarquer ailleurs, « favorisé par les circonstances, Don Damian Estelrich ne tarda pas à devenir en fait le véritable gouverneur de l'île. » On aurait à moins la tête tournée ! De là, ces maladresses répétées, cette tendance à ne manquer aucune occasion de *gaffer*. C'est ainsi qu'on en arrive à rebuter les bonnes volontés et à s'aliéner toutes les sympathies. Ajoutons que cette totale absence de sens diplomatique était encore aggravée par un fanatisme incurable.

« En résumé », conclut avec bon sens Garau, « ni Turquet dans ses éloges dithyrambiques, ni M. de Maussac dans ses jugements volontiers amers, n'ont fait autre chose que de tomber dans de lamentables exagérations : Don Damian Estelrich n'était ni aussi bon que le premier le suppose, ni aussi sot que le second le prétend⁴¹. » Et ce n'est pas sans justesse qu'a pu écrire Miguel S. Oliver : « En relisant attentivement les Actes de la Junte et en étudiant sa correspondance, le plus élémentaire sentiment de justice et d'impartialité fait reconnaître en Don Damian un véritable — et presque le seul — bienfaiteur de ses paroissiens. Gille, fort heureusement pour lui, étant parti de Cabrera en 1810, n'a pas eu l'occasion d'assister jusqu'en 1814, date finale de la captivité,

au sacrifice du prêtre, lorsque sa charité, ses services et son abnégation se sont imposés à tous et ont triomphé des préventions les plus enracinées... »⁴²

Cet hommage rendu, comme l'exigeait l'équité, à la mémoire d'un homme désintéressé et non dépourvu d'énergie, il n'est pas défendu de marquer combien de petits travers ont pu nuire à sa mémoire et à quel point ils ont entravé son ministère évangélique. Comme la plupart d'entre nous, Don Damian Estelrich n'étant ni ange ni bête, a fait de son mieux — fût-ce avec gaucherie —, pour exercer la charité et pratiquer la justice telles qu'il les concevait. Mais quel avertissement pour les responsables d'avoir, en pareil cas, à bien choisir leurs mandataires spirituels ! On impose aux captifs assez de renoncements et d'amertumes pour que l'homme qui, parmi eux, aura charge d'âmes, soit, dans le plus beau sens du mot, un envoyé de Dieu !

CHAPITRE V

LES TOURMENTS DE LA SOIF ET L'HEUREUX SORT DU CAPORAL DE LA FONTAINE

*Comme un cerf altéré brame
Cherchant le courant des eaux...*

RIEN, mieux que cette image du Psalmiste, reprise par Conrart, n'évoque l'ardente et irrépressible aspiration des vaincus de Baylen.

Dès la bataille elle-même, puis sur les routes andalouses, puis à bord des pontons, où les sources de Puerto Santa Maria avaient été mises à contribution avec tant de parcimonie, ils eurent la soif pour compagne assidue. Était-il donc écrit que le séjour sur un rocher sans ombre devait porter les tourments au paroxysme ?

Dès le 7 mai, date du premier débarquement, l'adjudant Batlle avait rendu la Junta attentive à l'absence d'eau potable en dehors de l'unique source de l'île et d'une citerne dans le voisinage du

château¹. Rappelant le fait, Don Jaime Garau ajoute, avec quelque candeur : « On supposa que les prisonniers en possédaient en quantité suffisante après qu'on leur eut montré, outre la fontaine où ils pourraient s'approvisionner, une autre source au sud, ainsi qu'une *noria*². »

De cette *noria*, nul narrateur ne fait mention si ce n'est pour signaler un puits, encore existant, mais qu'on avait jadis obstrué par de grosses pierres, sans doute pour empêcher les pirates barbaresques de venir s'y désaltérer. Quand, faute de mieux, on y voulut recourir, si forte était la proportion de sel que bon nombre de ceux qui, sans mesure, absorbèrent de son eau, furent atteints d'un mal souvent mortel³. « Et pourtant », déclare Méry, « il fallait être réduit à la dernière extrémité pour en boire⁴ !... »

Quant à la source du sud, la *Fuente* de las Rosas, sa découverte fut tardive et Wagré, qui connaissait le sujet, en parle longuement. « Au cours de leurs explorations », dit-il, « quelques Cabrériens découvrirent sur une montagne très élevée (*sic*), à droite du fort, une nouvelle fontaine qui pouvait fournir à peu près dix seaux d'eau par jour. Bien qu'ils eussent voulu garder pour eux pareille découverte, le secret fut vite éventé et le nombre des buveurs devint tel bientôt qu'on fit queue à cette fontaine comme à l'autre⁵. » Certes, un débit de dix seaux par jour n'implique point la présence de nappes surabondantes !

Faut-il preuve meilleure des effets désastreux qu'avait provoqués la dévastation de l'île due autant à la négligence qu'à la cupidité de ses habitants ? La rareté de l'eau dans les contrées méridionales n'a point, en effet, de cause plus directe que le déboisement, systématique ou accidentel, de régions jadis forestières. Pour Cabrera, on a vu à quelles dents acérées l'attribuent la tradition et la logique du langage.

Dès la fin de juin, l'eau devint si rare qu'il ne fallait pas attendre moins d'un jour et une nuit d'affilée pour recevoir l'équivalent d'un gobelet par homme. Comment donc plusieurs milliers, réduits à la ration de quatre cruches par heure, pourront-ils subsister au cours d'un été brûlant, s'il ne se produit quelque intervention efficace ? Or, jusqu'ici, nonobstant le rapport de Batlle, la Junte n'en a cure.

En réponse à d'instantes suppliques, elle a déjà riposté, le 9 mai,

« que les prisonniers n'ont qu'à parcourir l'île et qu'ils y trouveront ce qui leur manque...⁶ »

L'aumônier, sitôt arrivé, est, à l'exemple de Batlle, spectateur de l'immense détresse. Puisque la prospection n'a rien donné, c'est à la réglementation qu'il songe. L'homme va surgir qui incarnera cette méthode toute militaire.

* * *

PROMOTION OPPORTUNE

On connaît déjà le caporal Louis-Joseph Wagré, mitron de son état : dès la captivité d'Andalousie et le séjour aux pontons, il a fait preuve de savoir-faire et d'entregent. Domestique de campagne à terre, blanchisseur pour officiers à bord, il cherchait sa voie à Cabrera lorsque les tourments de la soif prirent une acuité nouvelle.

Encore que, pour sa part, il eut eu, dès l'abord, l'habileté de s'approvisionner nuitamment à la source assiégée tout le jour, Wagré avait observé que les malades logeant au *Castillo* ne recevaient qu'à grand peine la boisson à laquelle ils avaient droit les premiers. Cherchant à ce mal un remède, il étudia les lieux et médita son plan. « Il y avait », dit-il, en parlant de la *Fuente*, « une fontaine d'eau douce qui coulait dans le fond d'un rocher voûté. On y accédait par une sorte de baie d'environ six pieds de haut sur trois de large, au bout de laquelle était un réservoir recevant les eaux qui filtraient à travers le rocher ; mais cette fontaine était remplie de pierres et de saletés...⁷ »

Pour qu'une aussi mince ressource ne fût point dilapidée ou corrompue, il devenait urgent qu'une mesure de police en régularisât l'emploi.

Un jour, voyant passer près de la fontaine celui qu'il appelle dans ses *Souvenirs* « Monsieur le Curé » et dans ses *Mémoires* « le Commandant de l'île », constatant au surplus que ce personnage influent semblait désireux d'y pénétrer, Wagré vit tout de suite

(ce sont ses propres termes) « qu'il fallait profiter de la circonstance. » Il guide donc l'ecclésiastique sous la voûte, encore intacte aujourd'hui, fait ingénieusement remarquer ce qu'il y a de défectueux dans une distribution d'eau qui n'est soumise à aucune discipline, puis il signale que nombre de prisonniers atteints de maladies, et d'autres plus ou moins propres, descendent souvent pieds nus les marches mouillées, ce qui, « formant une boue qui tombe dans le réservoir, trouble l'eau et la rend fétide... » Il insiste enfin sur les querelles que suscite le peu d'ordre régnant dans le partage et, sans avoir l'air d'y toucher, suggère l'idée de le nommer lui, Wagré, gardien de la fontaine.

On voit d'ici l'aumônier opiner du bonnet — le fameux bonnet carré — et offrir à Wagré d'appuyer cet intéressant projet auprès du gouverneur, ou plus exactement du commissaire. La lettre partit pour Palma et, douze jours plus tard, arrivait une réponse affirmative ordonnant de mettre à la fontaine une porte à claire-voie avec fermeture à clef. Cet ordre accordait, tous les quatre jours, au gardien non seulement la livre de fèves qu'avait promise Don Damian mais une ration quotidienne de plus. Inclignons-nous : ce fut là, pour le bénéficiaire, une affaire bien menée. Quasiment revêtu du caractère officiel, Wagré est installé dans le poste qu'il convoite. Seulement, comme les avantages d'ici-bas sont souvent disputés, le gardien en titre va subir une petite déception que l'on comprendra à la lecture de l'article 1^{er} du règlement : « Notre aumônier », murmure-t-il, « avait un protégé ; il me l'adjoignit et je fus obligé de partager avec lui le supplément de vivres qu'on m'avait alloué pour salaire ? »

Ainsi est entré dans l'histoire un humble sous-officier qui, sans la faveur des dieux, fût probablement resté dans l'ombre d'où la plupart des autres Cabrériens ne sont jamais sortis. A Wagré revient, sans conteste, le titre de *Caporal de la Fontaine* que lui donnèrent ses camarades et qu'un savant allemand lui a conservé jusqu'à en faire le nom propre sous lequel sont inscrits, dans la Bibliographie de Pohl, les *Souvenirs* et *Mémoires* souvent cités ici.

Question d'amour-propre ou d'intérêt mise à part, l'intronisation du fonctionnaire ne pouvait être plus officielle. Un ordre de service est en effet placardé solennellement devant la *Fuente* :

PAR ORDRE.

Article I^{er}.

Tous les prisonniers français reconnaîtront les nommés Louis-Joseph Wagré, caporal à la 1^{re} légion, et Corradi, brigadier au 21^e régiment de chasseurs, comme gardiens de la fontaine.

Article II.

Il est ordonné à tous les prisonniers de se conformer au règlement suivant pour la distribution de l'eau.

Article III.

La première ouverture de la fontaine aura lieu depuis cinq heures du matin jusqu'à dix heures à laquelle (*sic*) la porte sera fermée jusqu'à deux heures, afin que le réservoir puisse se remplir.

Article IV.

La seconde ouverture aura lieu de deux à six heures, où elle sera fermée de nouveau jusqu'au matin.

Wagré explique avec soin que, pendant le temps où la fontaine était fermée, personne n'était admis dans la grotte, celle-ci devant être nettoyée et remise en état ; l'eau, se clarifiant au travers du roc, remplissait le réservoir. Et le nouveau dignitaire d'ajouter sentencieusement : « Si chacun n'en avait point une grande quantité, il avait au moins la satisfaction de l'avoir bonne ? »

A dater de ce jour, la répartition s'accomplira dans l'ordre voulu, les prisonniers se présentant « en file sur deux rangs » pour puiser dans un baquet et ceux qui possédaient des vases pouvant emporter leur ration, afin de la savourer à petits coups.

Le métier de cerbère, parfois, ne laisse pas d'être à charge. Wagré en fera la dure expérience. Comment demeurer insensible aux supplications de ces assoiffés qui, en dépit du règlement, vont jusqu'à offrir leur quart de pain ou même un demi-pain contre une ration d'eau supplémentaire ? Comment, lorsqu'ils se roulent sur le sol, demandant à grands cris qu'on les laisse boire pour ne pas perdre

la vie, leur refuser de quoi calmer une inextinguible ardeur? « Mon devoir », soupirait Wagré, « m'imposait la triste loi d'être souvent inhumain, car les ordres étaient péremptaires... »

Que, par aventure, la consigne ait été adoucie sans que, d'ailleurs, la corruption s'en soit mêlée et voilà notre homme dénoncé. Aussitôt, vifs reproches du commissaire et menaces de destitution. — « Il m'était impossible de supporter la vue de ces tourments », répliqua Wagré. « Qu'auriez-vous fait à ma place?... »?

A cette question, l'officier espagnol se contenta de hausser les épaules et, plutôt que d'appliquer les sanctions, renvoya l'admonesté. De retour à son poste, le caporal de la fontaine s'efforcera désormais de calmer les impatients qui, bien avant l'heure fixée, l'adjurent d'ouvrir le portail. Et comme nul n'a de montre et que les discussions persistent, force lui sera de tracer, sur la route, une sorte de cadran solaire. Alors, pour s'assurer une bonne place, les altérés viendront, comme il le fit en personne, la retenir de nuit ; certains même attendront trois jours de suite l'octroi d'une plus large ration.

L'auri sacra fames fut-elle jamais plus âpre que cette lutte pour l'eau ?

*
* * *

LES CONSÉQUENCES D'UN RAPT

Quelle que fût leur indifférence, les membres de la Junte ne pouvaient ignorer une situation aussi grave. Et, circonstance relativement favorable aux assoiffés, l'année 1809 devait être marquée, dans toutes les Baléares, par une extrême sécheresse. La capitale, elle-même, fut à tel point privée d'eau que la Junte, autant que l'*Ayuntamiento*, chargèrent deux notables, le marquis de la Bastide et Don Francisco March d'étudier les moyens de remédier à cette pénurie : l'autorité, à ce moment, daigna se rappeler que l'on en mourait à Cabrera.

Aussi bien, quelque légitimes reproches que l'on ait adressés à l'aumônier, faut-il reconnaître une chose : c'est à son intervention

directe et pressante qu'on devra, enfin, le décret du 31 juillet : « Il est décidé que la nouvelle fontaine du port [de Palma] sera toujours employée à fournir l'eau que l'on doit envoyer à Cabrera où elle est indispensable ». » « Indispensable », l'adjectif est à retenir. Pourquoi faut-il qu'on l'ait si vite oublié ?

Ordre est également donné qu'une barque soit attribuée à ce service dans les mêmes conditions que celles qui portent les vivres, et cela « jusqu'à ce que les pluies aient avivé les sources de l'île ». » Le transport se fera par barriques, que des prisonniers rempliront. A Cabrera seront expédiés des cordes et des seaux pour que l'on tire plus facilement l'eau des puits à forer. Outre ces barriques, Nicolas Palmer recevra du parc d'artillerie les outils nécessaires pour faire creuser les sépultures. Le ravitaillement sera confié à quatre *presidarios* et à un surveillant ». »

Que voilà bien les prévenances de l'Administration ! Ces outils pour creuser les tombes de ceux dont on prolonge l'agonie et ce ravitaillement assuré par des bagnards prouvent, à tout le moins, que la Junte fut peu sensible à l'ironie des choses...

On imagine la joie, on peut même dire le délire qui dut soulever ces hommes à demi nus, prostrés sur des plages brûlantes, lorsqu'apparut, à l'entrée du *Puerto*, la barque de maître Palmer contenant, enfin, une provision d'eau.

L'heureuse nouvelle s'est promptement répandue. Les fourriers se réunissent pour organiser la répartition aussitôt qu'on aura satisfait aux besoins de l'hôpital ; ils se transportent donc sur le rivage avec les hommes de corvée et les récipients.

Selon toute vraisemblance, c'est au lendemain de ce débarquement que les *presidarios*, considérés par les prisonniers comme des ouvriers de l'État, entreprirent de creuser un puits en avant d'une citerne que Wagré signale sans la localiser de façon très claire. A travers argile et roc le forage fut poussé jusqu'à trente-cinq pieds de profondeur. Mais, comme on ne trouva qu'un mince filet d'eau d'assez mauvaise qualité, pouvant tout au plus fournir une vingtaine de seaux par jour, le travail fut bientôt abandonné.

L'eau de Palma demeurerait le seul breuvage assuré. Il aurait fallu tout faire pour en maintenir le transport. Or, d'aventureux éléments vinrent tout compromettre.

L'enthousiasme avec lequel fut accueilli le premier convoi rend

bien problématique l'assertion de Gille ⁹ et de Turquet ¹⁰ tendant à faire croire que le premier geste de ces désespérés ait été de s'emparer de la barque à eau. La felouque à pain ne venait-elle pas tous les quatre jours et son rapt n'eût-il pas été tout aussi aisé ? C'est donc Ducor qui, pour nous, a raison en affirmant que la chaloupe en était à son troisième voyage lorsque fut commise l'irréparable erreur.

Un jour — c'était le 4 août — que, du rivage, on surveillait le déchargement d'un liquide passionnément convoité, neuf marins de la Garde impériale, ayant attendu que les barriques, au nombre de quarante, aient été descendues, s'élancent dans la barque et maîtrisent l'équipage, qui est jeté à la mer. Puis, profitant d'un vent favorable, ils virent de bord, acclamés des autres prisonniers ¹¹.

Par chance extrême, la canonnière espagnole était alors à deux lieues de distance du côté est de l'île. Les fugitifs, hissant jusqu'à eux, entièrement nu, un de leurs camarades qui se baignait dans le *Puerto* et, retenant un soldat espagnol resté à bord, s'éloignent vivement aux cris de :

— Vive l'Empereur !

Une autre version (celle de Gille) fait du soldat espagnol un Français de la 5^e légion qui se trouvait à fond de cale, aidant les Majorquins à déballer les marchandises qu'ils comptaient vendre aux Cabrériens. A l'ouïe du bruit qu'il entend sur le pont, le soldat remonte en vitesse et va se précipiter à la mer lorsqu'un des marins de la Garde, en grand uniforme, l'arrête et s'écrie :

— Puisque tu es ici, partage notre bonheur !... ¹².

Moins heureux que lui mais sortis de l'onde sains et saufs, les bateliers gagnent en toute hâte la plate-forme la plus élevée du château où déjà gesticule et vocifère le *capellán* exaspéré. Là, ayant attaché sa soutane noire à une perche, ils l'agitent désespérément dans l'espoir d'être aperçus de la canonnière. Comme ils n'y réussissent pas, on les voit allumer un feu que de loin l'éclat du jour rend inutile. De leur côté, se passionnant au jeu, les prisonniers ont gravi la colline opposée pour suivre du regard la barque des fugitifs ¹³. Par bonheur pour eux, elle a pris une forte avance lorsque, deux heures plus tard, le stationnaire daigne rentrer en rade. Toutes voiles dehors et canons en crosse, il essaie de

les atteindre en multipliant les feux de son artillerie. Peine perdue ! « Le ciel même », affirme Gille, « paraissait protéger les déserteurs dans leur fuite¹⁴. » Et cet auteur décrit, de façon tout à fait pittoresque, la colère de l'aumônier, vexé à juste titre du résultat imprévu de son intervention...

Mais c'est à Palma plus encore qu'au *Castillo* que la colère fut grande. Avisée d'urgence par Estelrich, la Junta appliqua dès le lendemain la justice distributive : après enquête, le patron et l'équipage de la felouque furent condamnés à deux ans de service dans la marine royale, — ce qui n'était probablement pas un temps de repos — et, la valeur de l'embarcation étant fixée à trois cent trente livres majorquines, il fut décidé que les prisonniers la paieraient aux dépens de leur table. Puis, comme les fugitifs avaient emmené l'un des matelots, on décréta que l'entretien de sa famille serait également à la charge des *Franceses*, quitte à eux de dénoncer les coupables¹⁵.

Ainsi, amère conséquence, l'évasion heureuse de dix hommes (Turquet et Gille portent ce chiffre à quinze et Wagré à trente et un¹⁶) devait avoir pour effet d'exposer à la mort, faute de nourriture et de boisson, quelques milliers de leurs camarades... C'était payer cher la bardiesse d'un geste libérateur¹⁷.

Quant aux évadés qui, imitant les pêcheurs baléares, s'étaient mis en chemise pour déjouer les soupçons, ils se dirigèrent sur la Péninsule où, trois jours après, on les vit arriver sans encombre, non pas à Tarragone, comme le croit Wagré, mais à Barcelone, ainsi qu'en témoigne un rapport du marquis de Coupigny¹⁸. Ledit rapport — seul document officiel que l'on possède sur ces diverses aventures — mentionne un avis reçu de la Commission de Vigilance de Reus assurant que la barque des fugitifs avait été « armée en cours de route, probablement dans l'intention de libérer d'autres prisonniers...¹⁹ ». Qu'il soit permis de révoquer en doute pareille affirmation : n'ayant pas un couteau de poche à Cabrera même, comment ces marins se fussent-ils procuré des armes en pleine mer ?

A dater de cet épisode malheureux, les Cabrériens n'eurent plus même le droit, les jours de ravitaillement, de s'approcher du rivage

à plus d'une portée de fusil. A la moindre infraction, les gardes des canonnières avaient ordre de faire feu. « La soif », note Don Miguel S. Oliver, « redevint le tourment le plus redoutable. Beaucoup tâchaient de la calmer en gardant dans leur bouche des cailloux ou des débris de coquillages. Pendant des heures entières, ils s'efforçaient de rafraîchir leur palais brûlant au moyen d'une salive épaisse. Hélas ! un rictus douloureux paralysait jusqu'aux muscles de leur gorge » ...²⁰.

A défaut de boisson et pour remplacer l'usage interne par l'externe, les Cabrériens n'auraient-ils pu profiter davantage des baignades ou de la natation que leur offraient le *Puerto* et ses abords ? Rien n'indique qu'ils l'aient négligé.

« Pendant le mois de janvier, qui paraît être le plus froid de l'année », remarque Wagré, « j'ai vu plusieurs de mes compagnons d'infortune se baigner dans la mer et moi-même je les ai imités sans en être incommodé ²¹. Au moment des grandes chaleurs, cet exercice tempérerait les ardeurs de la soif. « Nous étions tellement persuadés de son utilité que si l'un de nos camarades refusait d'en user, nous en augurons mal et rarement nos pronostics se trouvaient faux ²². » Gille note également que, soucieux d'apprendre à nager, beaucoup s'aidaient de morceaux d'une plante légère et spongieuse, sorte de bambou à moelle, comparable à celle du sureau ²³.

Bien qu'adjuvant précieux dans la lutte contre des maladies engendrées par la vermine et la malpropreté ²⁴, les bains présentaient un inconvénient certain : ils donnaient faim à des hommes incapables de modérer leur appétit ! ²⁵ D'autres fois, ils procuraient des émotions inédites. Wagré conte l'aventure d'un de ses compagnons qui, les jambes prises dans ce qu'il croyait être un réseau d'herbages, reconnu, une fois libre, qu'il avait été happé par les tentacules d'une pieuvre. Il est vrai que ce « monstre marin », comme il l'appelle, s'étant révélé mets de choix, le héros de l'affaire s'empressa d'en vendre une moitié et de réserver l'autre à ses usages culinaires... ²⁶ A cette occasion du moins, la baignade avait eu pour résultat de calmer la fringale !

* * *

PETITS PROFITS ET GRANDS BONHEURS D'UN FONCTIONNAIRE CONSCIENT

Dictateur des eaux, enclin, de par sa fonction, à se croire membre important de la communauté, Louis-Joseph Wagré est la vivante preuve que, dans toute société, même la plus rudimentaire, l'être pourvu d'un hénéfice tend, *ipso facto*, à s'embourgeoiser.

Et pourtant, ce, qu'en style administratif, on dénomme « les signes extérieurs de la richesse » n'a chez lui rien d'outrageant. Une réserve de quelques livres de fèves ou de farine suffit-elle à faire nager son possesseur dans l'opulence ? Comme ses frères d'infortune, le pauvre hère ne disposait que d'une garde-robe fort sommaire. « Un séjour prolongé à Cabrera conduisait », dit-il, « à l'état de nature, si éloquemment décrit par Rousseau, des hommes qui, sous les drapeaux, se piquaient d'élégance. Je ne conservais pour tout vêtement, outre une chemise de toile bleue à carreaux, que ma vieille capote. Encore était-elle si usée que je craignais, à chaque instant, de la voir me quitter. Cet accident m'aurait réduit au sort de la majeure partie de mes compagnons, obligés, lorsqu'ils voulaient sortir, de cacher leur nudité avec des feuillages... »²⁷.

Assuré de sa « quotidienne », alors que tant de ses semblables végétaient misérablement, le gardien de la fontaine pourra, mieux que d'autres, réaliser le rêve de tout bon calicot : une maisonnette entourée d'un jardin.

Point n'est difficile d'évoquer le tableau car, actuellement encore, les alentours de l'historique fontaine sont assez verdoyants. On y voit, chose rare, un chêne vert qui, abrité des vents du large, a poussé droit, étalant sur le sol l'ombrage de sa belle frondaison.

Bon emplacement pour une bâtisse ! Sans tarder, l'heureux caporal se fait architecte...

« Quoique le terrain ne fût pas cher », remarque-t-il plaisam-

ment ²⁸, « je n'avais donné à ma maison que dix pieds de long sur six de profondeur, avec sept à huit de haut ». Adossée au rocher, elle était faite de pieux en bois de pin surmontés de poutres transversales que reliait une sorte de mortier, humblement fait de terre et d'eau. La toiture en bruyère et en feuillage entassés sur une épaisseur de deux pieds avait été également garnie de ce mortier. La porte, en forme de claire-voie, permettait la surveillance de la source. Une cheminée faisait face à la porte. Quant aux meubles, ils se composaient de deux claies suspendues, servant à la fois de lit et de chaises. Trois prisonniers avaient, plusieurs mois durant, aidé à cette construction, recevant pour paiement la demi-ration officiellement allouée au maître de céans. « De la sorte », conclut notre philosophe, « je devins propriétaire aux dépens de mon estomac ²⁹. »

Une résidence aussi digne du fonctionnaire en titre ne saurait être privée d'un parc. C'est à cette création que l'on va s'appliquer. « J'avais aussi construit deux petits jardins, dont la majeure partie était en terre rapportée. L'un des deux était placé en face de la porte d'entrée de ma cabane ; je l'avais entouré d'une haie afin d'empêcher qu'on vînt me voler ce que j'y avais planté : choux, raves et quelques pieds de tabac. » Et Wagré de narrer, avec attendrissement, l'épisode de son chou, un chou magnifique, qui avait plutôt l'air d'un arbre que d'un légume, un chou dont le tronc était aussi gros que le bras ! Le phénomène était connu de tous et certains l'arrosaient même des égouttures de leurs gamelles. Mais toute célébrité a ses inconvénients. Un admirateur trop intéressé se glissa de nuit dans le jardinet. Wagré, qui ne dormait pas, était aux écoutes. Au bruit, il se lève et, sous la blonde clarté de la lune, voit à la fois son chou déraciné et un homme s'enfuir à toutes jambes... ³⁰. O déception ! il ne restera au propriétaire qu'à accommoder et à consommer, le lendemain, l'objet de son orgueil.

Quelle que fût une quiétude à peine troublée par des aventures de cet ordre, la nostalgie du métier originel saisissait parfois l'ancien boulanger : « J'avais construit », nous confie-t-il ³¹, « un petit four près de ma maison afin de faire cuire, lorsqu'il était moisi, le pain qu'on nous donnait. J'en avais jusqu'alors tiré un petit avantage, mes camarades me payant cinq fèves un pain recuit par mes soins. Alors, je me mis à cuire des galettes de farine

de patates et sur dix, il y en avait une pour moi. « Un jour », ajoutait-il, « notre aumônier m'offrit de m'apporter de Palma un peu de farine et, quelque temps après, j'en reçus près d'un boisseau ainsi que du levain, de sorte que je me mis à faire des petits pains dont j'eus bientôt grand débit. Mais, ayant éprouvé des banqueroutes d'un côté et de l'autre ne recevant en paiement que des fèves, je ne pus régler au *Señor* Estebrieh (*sic*) la farine qu'il m'avait fournie. Les événements me forcèrent à renoncer à ce nouveau genre de commerce, car j'étais obligé bien souvent de manger moi-même mes brioches plutôt que de les donner sans argent. » Par bonheur, un autre gagne-pain (le mot est à sa place ici) allait permettre au caporal de grenadiers de s'acquitter de sa dette.

A l'exemple d'un de ses amis, expert en l'art de fabriquer des corbeilles, l'idée lui vint de se faire vannier. Aussitôt le voici au travail et, grâce à sa dextérité, l'abondance ne tarde pas à renaître chez lui. Que l'on n'accuse pas Wagré d'anticiper sur le monologue de Dupont et Durand ! La variété de ces professions témoigne du désir fort naturel de tenir son rang. Aussi bien, quelque misère qu'il ait connue, Louis-Joseph Wagré semble-t-il né sous une heureuse étoile. Même aux moments les plus critiques, une bonne fée est là pour lui sourire. Preuve en soit le trait suivant : « Un jour, il y en avait déjà six que la barque qui apportait notre subsistance n'était venue ³², je mourais de faim et, pour dissiper mes tourments, je me décidai à entreprendre une promenade dans l'île. Les réflexions qu'elle amena ne pouvaient être bien gaies. L'exercice n'ayant pas tempéré mes besoins, je rentrai et, ne voyant d'autre moyen que de chercher dans le sommeil l'oubli de mes peines, je parvins à m'endormir, malgré les pressantes réclamations de mon estomac, lequel n'entendait que fort difficilement raison. Dès que Morphée eut répandu ses pavots sur ma modeste couche, une foule de songes s'emparèrent de mon cerveau et tout ce dont je puis me souvenir, c'est que j'étais devenu fort riche... ³³ ».

Au réveil, une aubaine inespérée devait justifier ce songe d'affamé. Dès l'aube — on est à la veille de Noël —, la barque au pain est enfin signalée. Émoi général dans l'île. Le caporal rassemble les quelques grenadiers qui survivent de sa compagnie et se rend au port avec quatre d'entre eux. En attendant son tour, il erre sur le mur de l'estacade, « les yeux baissés », lit-on dans ses

notes, « parce que la misère me portait naturellement à avoir plutôt l'air humble qu'altier. » Tout à coup, son regard s'arrête sur un objet brillant. C'est là sans doute un bouton de cuivre, dernier reste d'uniforme s'en allant en lambeaux... Il se baisse : O surprise ! l'objet qui brille est un louis ou plutôt un napoléon d'or. La fortune de ses rêves est due à la perte que fit, sans doute, l'un des officiers transportés à Palma...

Bien des années plus tard, le souvenir de cette aubaine éclairera sa laborieuse existence : « Rentré dans mes foyers et obligé de nourrir ma famille », raconte-t-il dans ses *Souvenirs*, « je puis dire avec vérité que je ne ressentirais pas, si tout à coup on venait me donner vingt mille francs, une sensation plus douce que celle que me fit éprouver cette pièce de vingt francs...³⁴ » Mais la félicité n'est réelle qu'à condition d'être partagée. Wagré confie donc son secret à un camarade dont il a pu apprécier la discrétion et, sur cette fortune inattendue, lui alloue trente sous pour acquitter une dette assez lourde ; puis, auprès des cantiniers majorquins, il change son louis au taux exorbitant de seize francs et cinquante centimes et se fait servir la première bouteille de vin d'Espagne bu depuis son passage à Xérès. Quelques « petites choses » rehaussent encore ce réveillon inespéré.

— « Modernes Lucullus », s'écrie l'excellent homme, « quand vous êtes dans vos riches salons, assis autour d'une table couverte des mets les plus recherchés, vous ne pouvez éprouver autant de jouissance que nous, à notre modeste festin de trente sous !...³⁵ »

Enfin, grâce à ce trésor, Wagré s'empresse de remonter sa garde-robe en achetant le nécessaire à des compatriotes récemment arrivés d'Alicante, puis il emploie le solde à des suppléments de nourriture.

C'est ainsi que, renippé de pied en cap et pourvu d'un embonpoint qui surprendra justement ses compagnons de misère, le caporal de la fontaine continue d'être un favorisé du sort.

Par surcroît, ce personnage si favorablement loti n'entend point qu'on discute ses ordres : caporal, sans doute ! mais chef de compagnie, pour la distribution des vivres, — une compagnie de dix-neuf hommes.

L'un d'eux, se jugeant en droit de lui faire des observations, déclare un jour que dans la position où tous se trouvent, il n'a

pas à reconnaître de chef. Wagré, pour satisfaire le point d'honneur, estime qu'il a droit à réparation.

En fait d'armes, on ne trouve que de longs clous fichés dans des morceaux de bois et remplaçant les sabres enlevés par les Espagnols. N'importe, la rencontre aura lieu, devant témoins, dans la vallée des Dragons, au pied du piton le *Peñal Blanch* et au fond de ce que l'on nommera plus tard le Vallon des Morts. Lors de la première passe, le caporal blesse légèrement son adversaire. Le grenadier, étant de naturel violent, entend recommencer. « Dès lors », déclare Wagré, « je résolu de ne plus le ménager et lui passai mon épée, ou ce qui m'en servait, au travers du bras... ³⁶ ».

Notre héros assure qu'une « affaire d'honneur » ainsi terminée restaura l'autorité que la misère commune avait ébranlée et que, « dès ce jour, la discipline se rétablit un peu dans l'île. »

Puisqu'il l'affirme, gardons-nous d'en douter : l'assurance des gens en place en impose toujours !

CHAPITRE VI

DÉBOIRES ET DÉBATS DE L'AUTORITÉ

L'INTERVENTION DU COMMISSAIRE

IL est, en captivité, une constatation douloureuse : bien loin d'assouplir les caractères et de rapprocher les cœurs, les souffrances communes semblent aviver les aigreurs et multiplier les hargnes. Rien de plus odieux que de voir l'ennemi obligé de rétablir la concorde entre hommes de même race et de même sang !

Aussi bien, pour le Conseil d'administration resté seul à la tâche, des difficultés répétées ne proviendront-elles souvent que de deux ou trois mauvaises têtes. Dans une lettre, sans date, au président de la Junte et publiée, en espagnol, par Don Jaime Garau¹, les lieutenants de Maussac, Carbonnel-d'Hierville, Degain de Montagnac, Ruttimann et Wagner, appuyés encore par le chirurgien Vallin et cinq officiers de santé, se plaignent énergiquement, en haut lieu, « des manœuvres hypocrites de M. Pajadon et de l'audacieuse malignité de M. Richard », tous deux adjudants sous-officiers.

Préposé à la cambuse, le dit Pajadon avait, dans la vente des vivres et spécialement celle du vin et de l'eau-de-vie, fait preuve d'une délicatesse douteuse, ce qui devait amener le Conseil à le relever. Quant au sieur Richard, « homme turbulent et séditieux », déjà complice de Pajadon, il venait d'aggraver son cas par des insolences motivant amplement son arrestation, suivie d'un emprisonnement au *Castillo*.

D'autres sous-officiers ayant voulu prendre fait et cause pour les coupables, une vive agitation, poussée jusqu'à la mutinerie, s'était manifestée dans le camp. Jugeant aussitôt des sanctions nécessaires, le Conseil demandait l'éloignement des rebelles sans faire état des certificats de complaisance obtenus, soit des camarades, soit même du « venerable *sacerdote* » demeuré, sans doute, dans l'ignorance de ces méfaits. Par cet exemple significatif, les officiers montraient à l'autorité civile qu'un pouvoir militaire, privé de la force matérielle, a de la peine à s'imposer et que l'intrusion d'un saint homme en de telles matières ne peut qu'énerver la discipline.

Qu'ils aient été informés ou non de l'insuccès du système théocratique incarné par l'aumônier, les membres de la Junte comprirent, à la requête du Conseil, qu'une intervention directe de leur part s'imposait auprès de cette colonie dont on avait écarté les chefs et méconnu jusqu'ici les justes doléances. Puisque le curé n'avait pas suffi, ce serait à la fameuse Commission de Cabrera d'entrer enfin en scène.

Il y avait déjà quatre mois, reconnaît Don Jaime Garau, « que les prisonniers étaient là lorsque, préoccupée de leur état (il était temps !) la Junte ordonna, le 12 septembre, que les membres en charge désignassent l'un d'entre eux aux fins d'examiner si la santé des *Franceses* leur permettait de subir, sans préjudice, les inclémences de l'hiver et, tout autant, de leur fournir les secours qu'exige l'humanité. » A cet effet, « il s'informerait de l'état de leurs habitations et de l'hôpital, des ustensiles en usage, des vêtements et, de façon générale, de tout ce qu'il supposerait nécessaire, de telle sorte que la Junte fût à même de connaître la vraie situation et de prendre en conséquence les mesures convenables². » De la requête du Conseil, nulle trace dans ce texte. Mais on peut supposer qu'elle avait produit son effet.

Désigné pour cette tâche en tant que président de la Commission de contrôle, Don Joaquín Pons, un patricien de Palma, entrera dès son arrivée en communication avec les lieutenants Carbonnel et de Maussac ; après leur avoir fait part de l'objet de sa mission et demandé de concourir à son succès, il soumettra, deux jours plus tard, ses observations personnelles ainsi que les réclamations provoquées par le manifeste publié la veille :

« Soldats de l'Armée Française » — s'était-il écrié, non sans quelque emphase —, « je me suis empressé d'adresser à vos chefs les ordres que j'apportais de mon gouvernement pour faire une inspection générale et former un détail exact de l'administration économique qui regarde votre établissement, afin de pouvoir, à mon retour à Palma, présenter à la Junte toutes les notices et réflexions qui pourraient me paraître convenables pour l'amélioration de votre sort, conformément aux lois de la justice et de l'humanité... Soldats, en m'ordonnant de passer dans cette île, le gouvernement espagnol n'a eu en vue d'autre objet que celui d'adoucir votre sort, pour autant que les circonstances fâcheuses de ces temps nous le permettront.

« Ce n'est pas sans regret que je viens d'apprendre que plusieurs d'entre vous ont des plaintes à me faire contre quelques-uns de ceux qui sont chargés de vos soins. Jaloux de l'honneur de mon gouvernement et pénétré des mêmes sentiments d'humanité qui animent tout le corps dont j'ai l'avantage d'être membre, je vous invite à m'adresser directement celles que vous auriez à me faire contre quelque personne que ce soit. Si elles sont fondées, je ne manquerai pas de les porter à la connaissance de la Junte et j'ose espérer que celle-ci prendra tous les soins possibles pour adoucir vos maux.

« Malheureux qui, accablés sous leur poids, devez attendre dans vos lits les remèdes propres à votre guérison, c'est à vous surtout que je m'adresse : qu'aucun égard ne vous retienne, qu'aucune considération ne vous empêche de porter à ma connaissance tout mauvais traitement que vous pourriez éprouver de la part de ceux qui ont charge de vous : leurs fautes ne resteraient point impunies³ ! »

Cabrera, le 17 septembre 1809.

En réponse à cette invitation, dont le style pompeux ne saurait faire tort à l'intention, les déportés remirent à Don Joaquín trois rapports où se révèlent des besoins inouïs.

OBJETS DE TOUTE NÉCESSITÉ POUR LA TROUPE :

I. *Baraques.* — L'expérience nous fait voir qu'aucune des baraques ne pourrait garantir contre la pluie ; si nous sommes destinés à passer l'hiver ici, nous vous conjurons, au nom de l'humanité, de nous mettre à couvert de l'injure du temps mieux que par les branchages qui ne peuvent nous être utiles que pour nous abriter contre l'ardeur du soleil. Nous avons réfléchi sur les moyens de construire un hôpital en pierre : si la Junte reste dans cette intention, il est nécessaire qu'elle nous envoie quelques ouvriers espagnols pour diriger les travaux et qu'elle accorde une indemnité aux hommes qu'on chargera de la construction.

II. *Vêtements et ustensiles.* — La généralité des soldats ont besoin d'être vêtus à neuf. Vos yeux ont dû vous convaincre de la vérité de ce que j'ai l'honneur de vous observer. Ils sont tous entièrement dépourvus de chemises, de draps de lits, de lampes, de cruches, de marmites et de gamelles en bois.

III. *Eau.* — Il n'existe dans l'île qu'une seule fontaine d'eau douce qui donne quatre cruches par heure. Le soldat a été forcé jusqu'ici de suppléer à cette indigence par un puits d'eau saumâtre qui n'est bonne que pour faire la soupe.

Certifié véritable : *Carbonnel, de Maussac.*

Le texte si sobre que contresignent les chefs du Conseil d'administration suffit à montrer avec quel sérieux ils accomplissaient leur tâche. Non moins impressionnante est la liste des ustensiles et remèdes indispensables au soin des malades³. On la trouvera aux annexes.

Le 18 septembre, Don Joaquín Pons se préparait à retourner à Palma lorsqu'un sergent italien, « d'aspect tout à fait respectable, » est-il dit, lui présenta, en son nom et au nom d'une cinquantaine de ses compatriotes prisonniers, la demande d'être admis à

servir dans les rangs de l'armée espagnole : « ils étaient disposés », ajoute-t-il, « à s'embarquer tout de suite. » C'étaient là défections aisées à prévoir de la part de contingents étrangers — piémontais pour la plupart — que l'Empereur avait, bien malgré eux, obligés à combattre en Catalogne. Mais la démarche, qu'ils qualifièrent sans ambages de désertion, fut saluée chez les Français par tout autre chose que des marques d'approbation. Ne sachant que décider par lui-même, Don Joaquín consulta la Junte et attendit à Cabrera l'arrivée de ses instructions.

Deux jours plus tard, on lui répondit que les pétitionnaires seraient transférés à Palma dans une des barques aux vivres que convoierait un bateau de guerre. Pour le surplus, c'était à la Junte centrale de savoir s'ils pourraient être incorporés ou non dans l'armée espagnole. Quant à la revue proprement dite, qui était l'un des motifs de sa venue, l'inspecteur général (car tel fut son titre) dut pour la passer, s'y prendre jusqu'à trois fois. Puis il considéra sa mission comme terminée. Son discours d'adieux, tout empreint qu'il soit d'une certaine générosité, ne dissimule pas, dans sa conclusion, une menace de recours à la force.

« Sous-officiers et soldats !

« Vos plaintes sont venues jusqu'à moi ; je les ai écoutées avec la douceur et l'humanité que mon cœur et les intentions de mon gouvernement désirent vous témoigner. J'ai voulu approfondir si vos murmures étaient fondés. J'ai vu avec plaisir que la cause de votre mécontentement ne provenait que de la faute d'intelligence que faisait naître la différence qui existe entre les poids dont on fait usage dans ces îles. Pour éclaircir cette erreur, j'ai communiqué à vos officiers-commandants un tarif qui pourra vous guider ; ils vous en feront part et c'est alors que vous rendrez justice aux sentiments de ceux qui vous administrent : leurs intentions sont pures et désintéressées et je prends plaisir à leur donner devant vous des marques de ma satisfaction.

« Envoyé par mon gouvernement pour écouter la voix de vos malheurs, j'avais éprouvé un véritable contentement à pouvoir exercer ma sensibilité en satisfaisant aux demandes que vous feriez ; mais, je l'avoue, cette joie a été affaiblie par l'esprit de

cabale que j'ai cru remarquer dans vos murmures et qui me fait croire que vous ne portez pas à vos chefs tout le respect qu'ils doivent attendre ; si la Junte supérieure, directement chargée de vous surveiller, a l'intention d'adoucir votre misère, elle veut aussi que vous vous rendiez dignes de ses bienfaits et vous ne pouvez y prétendre qu'en respectant les ordres de ceux qu'elle reconnaît pour vous commander. Je me plais à croire que la raison sera le seul frein qu'on devra employer pour vous rappeler à l'ordre quand vous vous en écarterez mais, si elle n'était pas assez puissante, la fermeté, appuyée de la force, saura vous conduire. »

Cabrera, le 20 septembre 1809⁴.

Il ressort d'un tel document que la requête du Conseil de l'île avait été reconnue fondée et l'allusion à l'esprit de cabale suffit à montrer que les mauvaises têtes n'avaient pas semé en vain l'ivraie du mécontentement. Il fait bon souligner ici ce geste équitable de l'inspecteur majorquin : tout aurait mieux été si, après ces paroles fermes et judicieuses, des actes avaient suivi.

* * *

LA RATION DES MORTS ET LES « HOMMES DE BOIS »

Au jugement du narrateur anonyme cité par Méry, les seuls rapports directs que les Cabrériens aient entretenus avec le Commissaire qu'on vient de rencontrer se bornèrent à la revue (mensuelle selon lui, trimestrielle selon d'autres) dont le résultat le plus clair fut de diminuer sensiblement le nombre de leurs rations⁵.

Affirmation inexacte, puisqu'en débarquant à Cabrera, Don Joaquín Pons désirait expressément écouter les plaintes des victimes et, dans la mesure du possible, porter remède à leurs maux. Bien plus, si les prisonniers devaient déplorer l'abolition d'une source de revenus concrets, ils ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes.

En effet, déjà divisés par les intrigues d'un Pajadon et d'un Richard, ils vont l'être davantage encore par de mesquines rivalités qu'excusent à peine leurs souffrances.

Depuis un certain temps, les rations étaient distribuées par compagnies et, jusqu'en automne, le nombre en fut maintenu intégralement, alors que, durant l'été, la mort avait diminué sensiblement la quantité des bénéficiaires. Certaines unités, ayant perdu plus d'hommes que d'autres, en venaient à considérer ces pertes comme un sensible avantage, puisque les vivres des disparus seraient partagés entre les survivants.

Comme on l'a vu plus haut, la jalousie devait diriger sur ces innocentes manœuvres les regards courroucés des gardiens⁶ : toujours en éveil, les équipages des canonnières eurent vent de ces zizanies. Ce qui devait arriver arriva : Palma fut informée. La première visite de Don Joaquín avait à son origine une pensée humanitaire ; les suivantes, visant à un contrôle plus serré, prirent la forme de mesures préventives.

La revue du 16 septembre avait permis de constater la disparition de deux mille hommes selon Wagré, de trois mille selon Ducor. A son tour, le caporal l'Infatigable affirme que la 1^{re} légion, forte de trois mille hommes à son départ de Lille, n'en comptait plus que quatre cents à la première revue de Cabrera. Mais on doit rappeler que le combat de Jaén en avait emporté trois cents et que Baylen autant que les pontons avaient eu pour tous de funestes effets⁷.

Les évaluations de Wagré et Ducor paraissent donc excessives, puisque le rapport présenté par les lieutenants Carbonnel et de Maussac, parle de quatre mille deux cents malheureux. En admettant que le nombre des disparus se soit élevé à un millier, pareille évidence devait aussitôt provoquer une forte diminution dans l'envoi des vivres et cette mesure d'ordre faire redoubler la mortalité : beaucoup, qui avaient pris l'habitude de ces rations supplémentaires, n'en pouvant supporter l'absence.

A la vérité, les représentants de la Junte envoyés dans ce but auront grand peine à établir exactement leurs comptes car, en face des largesses si limitées du pouvoir, les prisonniers, cette fois unanimes, feront tout pour grossir leur nombre, fût-ce aux dépens de la vérité... Et bien que chargés de ces états de situation, les

chefs de corps ne pourront que fermer les yeux sur les mille et une ruses de leurs subordonnés. La résistance était, aux yeux des prisonniers, une manière de protester contre les prétentions du commissaire. « La chronique ne dit pas », reprend l'Anonyme de Méry, « s'il portait à son compte ou à celui du gouvernement les profits de ces réductions. Mais sans crainte d'être taxé de médisance, je puis déclarer que le plus clair de ce compte n'était pas à notre avantage⁸. »

Plus que jamais se vérifiait la sinistre parole : *Vae soli* ! Un malheureux errait dans l'île le jour où eut lieu la revue ; il fut ainsi privé de sa part jusqu'à la revue suivante qui ne devait avoir lieu que trois mois plus tard. Sans la pitié des cambusiers, il aurait infailliblement péri.

Tout naturellement, de telles rigueurs devaient donner naissance à tous les stratagèmes auxquels excelle le soldat français en temps de paix et qui, en temps de guerre, passent au rang d'actes licites. On retrouvera ici sa fertilité d'imagination et son habileté jamais en défaut.

Dès la seconde revue, quelques prisonniers, s'avisant que plusieurs des défilés qui conduisent à la mer n'avaient pas été gardés, allèrent, sitôt recensés, se jeter à l'eau et, par un détour, revinrent prendre rang à la queue du régiment⁹. Il arriva même plus d'une fois que le commissaire interrompit les opérations, parce qu'il comptait plus de monde que n'en portaient les premiers états¹⁰. Mis en défiance, il communiqua le fait à la Junte.

Ce rapport devait être corroboré d'autre part : fait troublant et qui laisse rêveur sur la manière dont étaient tenus secrets les aveux anculaires, le 1^{er} décembre, Don Antonio Desbrull fit savoir à ses collègues qu'un capucin de la capitale, chargé d'assister les prisonniers malades, avait eu, par une confession, connaissance de ces fraudes. Au dire du pénitent, bien que dix-sept cents de ses pareils fussent morts depuis l'arrivée dans l'île, les autorités militaires françaises n'en avaient avoué que sept cents, de façon à pouvoir partager entre les survivants le millier de rations que l'on continuait de servir. Immédiatement, la Junte décide de signaler cet abus à l'Intendance et la prie d'envoyer à Cabrera une personne de confiance qui procédera une fois de plus, avec tous soins voulus, à la révision nécessaire¹¹.

L'opération fut confiée à Don José Tomas, employé de l'administration militaire, secondé par Léopold Scheidnagel, lieutenant au 4^e régiment suisse. L'intendant sera désormais accompagné d'une vingtaine de soldats armés qui, postés en sentinelles, obligeront les *Franceses* à se tenir sur le bord de la mer.

« On les serrait entre deux parois de rochers », assure l'Infatigable, « pour les compter comme on compte des moutons¹² ». Et malgré cela, certains hommes étaient assez adroits pour passer deux fois, probablement avec la connivence des supérieurs, car la ration ainsi obtenue devait être partagée entre eux et le chef de compagnie.

C'est pourquoi, ce jour-là, la répression fut particulièrement dure. Au moment où plusieurs soldats entrèrent dans l'eau, en apparence pour se baigner mais en réalité pour perpétuer leurs fraudes, des coups de feu partirent. L'un des meilleurs fut tué. Un autre entendit de près une balle siffler à ses oreilles... Dès lors, « plus moyen de s'escamoter et de reparaître afin de compter pour deux », comme le dit Ducor¹³. « Adieu », s'écrie Turquet, « les rations que les morts léguaient aux vivants !¹⁴ »

Ce système D ou, pour employer le langage des camps, ce *rabiot*, avait eu le don de mettre hors de lui l'aumônier qui devait faire preuve, envers ses paroissiens, d'une patience très relative. A maintes reprises, plus soucieux d'épargner les vivres fournis par son pays que d'accroître, même faiblement, le lot des affamés, il avait fait connaître à ses supérieurs l'urgence d'ajuster le nombre des rations à celui des hommes.

Dans un post-scriptum à sa lettre du 9 décembre, post-scriptum griffonné sans doute le lendemain de la revue, le *capellán* exhale hautement sa mauvaise humeur : « On a essayé hier de faire l'inspection, mais on n'est arrivé à rien, parce que les hommes, après avoir été appelés, se mélangeaient de nouveau à ceux qu'il fallait encore compter, augmentant ainsi leur nombre, cela à la grande satisfaction des officiers qui, comme je l'ai appris, les avaient prévenus et les payaient à cet effet. Voyant que l'on ne pouvait obvier à ce désordre que par la force, j'ai averti les commissaires et leur ai dit de recommencer la revue avec toute l'exactitude nécessaire. Mais ils n'ont rien voulu entendre. Je suis parti avec les deux commandants des barques qui ne pouvaient supporter la vue d'un tel scandale...¹⁵ »

Les données que nous possédons sur cette famense revue semblent révéler chez le curé de Cabrera un pessimisme excessif. Don Jaime Garau a donné, avec exactitude, l'état obtenu le 10 décembre 1809. Résumons-le en deux chiffres ; officiers : trente-trois, sous-officiers, hommes de troupe, y compris dix-neuf femmes : trois mille sept cent cinquante-trois. Comme le précédent état, signé du lieutenant de Maussac, en date du 1^{er} décembre, donnait un total de trois mille huit cent trente-neuf noms, sans y comprendre les femmes, on voit que la différence n'avait rien d'anormal. Quatre-vingt-six hommes disparus en dix jours, ce déchet était devenu trop habituel pour qu'on pût s'en étonner !

Où donc étaient « les scandaleux abus » dont il avait été fait état vis-à-vis de la Junte sur la foi d'une confession secrète coupablement divulguée ?

Don Jaime Garau, si naturellement enclin à donner à ses compatriotes une cote supérieure de sincérité, reconnaît ici, très loyalement, que les mille rations en excès rapportées par le capucin anonyme ne pouvaient être qu'« une fable à laquelle, vu son absurdité, personne n'aurait dû croire ¹⁶. »

Il est vrai qu'un abus persistant peut à bon droit irriter un homme qui n'entend pas être dupe. Avec une énergie toute militaire mais qui surprend chez un ministre de Dieu, Don Damian tenait à prouver que l'État n'avait pas meilleur serviteur que lui. A plusieurs reprises, on le voit préconiser une solution qui n'a rien d'évangélique : « Le vol des rations est évident », écrit-il à son chef au moment de la première famine. « Il aurait été facile d'y remédier si les inspecteurs de la revue l'avaient voulu. Il n'y avait qu'à donner l'ordre, puis à l'exécuter, de fusiller tout prisonnier qui, après avoir passé la revue, quitterait le poste qu'il occupait dans son corps particulier. Ainsi personne ne pourrait passer plus d'une fois et l'on connaîtrait le nombre exact des hommes ¹⁷. »

C'est probablement pour éviter une répression aussi dure que, plus tard, appelé au poste suprême, le commandant Duval s'engagera à signaler toute tentative de cette nature : — « Vous pouvez être assuré, Monsieur le Chevalier », écrira-t-il à Don Antonio Desbrull, « que si je découvre à l'avenir des *passé-volants*, j'aurai l'honneur de vous en rendre compte tout aussitôt ¹⁸. »

Force est donc restée à la loi, mais à quel prix, justes dieux !



LA JUNTE AUX ABOIS

Lorsqu'aux approches de la mauvaise saison et des souffrances qu'elle pouvait apporter, la Junte eut entendu son délégué, Don Joaquín Pons, lui dépeindre la situation, ce rapport la jeta dans une perplexité profonde¹⁹.

Les sombres couleurs et le ton si grave de ce document eurent ce résultat inespéré d'émouvoir des cœurs que l'on croyait durcis : le 27 septembre, une importante minorité du Conseil avait voté la résolution qu'on lira au chapitre des secours. Mais ce n'était là qu'une manifestation platonique ; devant l'indifférence, pour ne pas dire l'hostilité générale, elle ne devait changer quoi que ce soit au sort pitoyable des Cabrériens.

En présence de pareilles misères, la Junte, revenant à la question trois jours plus tard, trahira de ce fait les troubles de conscience qu'elle éprouve à ne leur apporter qu'un remède verbal.

Depuis bien longtemps déjà, on aurait dû régler la question du transfert à Palma de malades totalement privés de médicaments et de soins. Plutôt que d'organiser un transport, les *diputados* chargent la Commission de Cabrera de construire des baraquements. Les devis en sont demandés et l'on ordonne, contre l'avis péremptoire de Don Miguel de Victorica, d'élever trente pavillons. Puis, un ouragan devant en démontrer la fragilité, la Junte déclare « qu'elle a reconnu par expérience qu'il s'agit là d'un travail de longue durée dont on a tout lieu de mettre en doute l'achèvement. » Toutefois, elle reconnaît qu'il n'en faut pas moins assurer à des moribonds un minimum de soins. Ce qui s'ensuivra est facile à deviner : ordre, contre-ordre, désordre ; jamais axiome ne s'est plus exactement vérifié.

A la décharge de l'autorité, il faut reconnaître que les embarras financiers allaient s'aggravant ; ils étaient un perpétuel sujet de suppliques, de répliques et de dupliques.

Dès le 15 juin, on l'a vu, la Junte avait expressément demandé à Séville de ne plus envoyer de prisonniers mais d'accélérer les

envois d'argent. Les archives de la Junte suprême nous permettent de suivre la trace de cette pétition sous forme de notes de service passant d'un ministère à l'autre ²⁰.

Le député de Majorque, Don Antonio Despuig, commence par exposer en douceur à ses commettants que le gouvernement de la Régence a repoussé les « prétentions » de la Junte provinciale d'expédier ailleurs les captifs et de recevoir des subsides plus abondants. Il n'a vu opposer à ses objurgations que de vagues formules de courtoisie ou des promesses lénitives de ne « point perdre de vue les nécessités des Majorquins ». Or, malgré ces protestations, non seulement la Régence n'a pas suspendu les convois de *Franceses*, mais elle persiste à envoyer de Tarragone et de Valence des condamnés politiques, voire des malfaiteurs, qu'on sera bien obligé de prendre et de surveiller. En outre, le nombre va croissant de réfugiés parmi lesquels se trouvent pas mal de militaires ou de fonctionnaires. Chaque jour enfle le déficit.

En août, Séville a reçu de Palma une note assez impatiente : « En date du 27 juillet dernier, le comte d'Ayamans a fait savoir à Sa Majesté, que le million de *reales* destiné à entretenir les prisonniers français est épuisé ; pour faire face, la Junte de Majorque a décidé que, sur le dernier million destiné à la trésorerie, on prélèvera cinq cent mille *reales* qui serviront à leur entretien durant un mois et quelques jours, ce qui est porté à la connaissance de Sa Majesté pour que soient prises les mesures nécessaires... ²¹ »

L'automne venu, c'est au président de la Junte Suprême, Don Francisco de Saavedra, que sont soumises les doléances des Majorquins. Patriote éprouvé, réussira-t-il davantage à secouer de leur apathie administration et bureaux ? S'il échoue, ce n'est pas faute d'insistance de sa part ni d'éloquence dans les avertissements de Palma.

A trois reprises ²², les appels au pouvoir central se renouvellent. Le dernier est presque déchirant : « Par les précédentes », écrit-on encore à Saavedra, « la Junte de Palma a fait connaître à Sa Majesté l'impossibilité absolue où elle se trouve d'entretenir à Cabrera les prisonniers français. Il ne faut pas que courent le risque de mourir de faim des hommes que l'humanité, la raison et la justice recommandent à la générosité espagnole ²³. » Et l'organe anonyme de transmission ajoute à cette note : « Que, sans perdre

un instant, Votre Excellence dispose qu'on envoie des fonds pour les secourir en me communiquant l'exécution de ses ordres ²⁴. »

Comme, en haut-lieu, on a toujours du temps à perdre, et comme le sort des Français n'émeut que médiocrement les bureaux andalous, l'argent continue à se faire attendre et les rations des captifs à diminuer.

Contrainte, en dépit de ses protestations, de pourvoir aux besoins des hôtes qu'on lui a imposés, la Junte ne se lasse pas d'insister sur la précarité de ses ressources. Et c'est ainsi qu'elle se décharge continuellement sur le prochain du fardeau qu'elle n'a pas su accepter de bon gré.

Impossible d'énumérer toutes les récriminations qui s'élèvent : le gouverneur de Minorque exige sa part, l'amiral Collingwood pense avant tout à sa flotte ; les prisonniers de Palma réclament des travaux d'assainissement à la caserne de la Lonja, enfin voici la population qui accuse, à la fois, les pourvoyeurs de s'enrichir indûment et les prisonniers de conserver, malgré toutes les perquisitions, des bijoux et des ornements d'églises, produits de vols sacrilèges...

Assurément, il n'est jamais facile de conduire un peuple, mais celui des Baléares semble avoir été singulièrement indocile et nerveux. Faute de direction ferme autant que de compassion véritable, les *diputados* de Palma, aussi bien que les représentants de l'État seront, de cette histoire, les Caïphe et les Ponce Pilate...

CHAPITRE VII

CE QU'ON A COUTUME D'APPELER SERVICE DE SANTÉ

RECRUESCENCE D'ÉPIDÉMIES

UNE quarantaine à purger — tel, pour la Junte, avait été le prétexte de reléguer quelque cinq mille *Franceses* sur des plages arides. Forts de cette assurance et soutenus par l'espoir que bientôt luiraient des jours meilleurs, les déportés, au début tout au moins, s'efforcèrent d'accepter leur infortune.

Mais les semaines s'ajoutaient aux semaines. Rien ne changeait si ce n'est l'état sanitaire chaque jour plus grave. De toute urgence, la lutte contre les maladies devait être entreprise sans les autorités espagnoles. Plus encore, on devrait tout improviser.

Par bonheur, quelques officiers de santé faisaient partie du contingent. C'étaient, selon Turquet et Wagré¹, les chirurgiens Bonnacarrère, Chapelain et Fouque, aidés des pharmaciens Avril, Deschamps et Boisson qui, très malheureusement, furent ramenés,

dès le 6 juin, à Palma, où leur présence ne semblait pas indispensable. Tandis qu'à l'île désolée !... Ils eurent, il est vrai, pour successeurs, d'un dévouement certain, les sous-aides majors Cruzel, Joly (Wagré, peut-être est-ce là coquille typographique, avait écrit Job et Turquet Jole), Valin, Pelletier et J.-A.-J. Thillaye², cités à la fois par Ducor³ et par le caporal de grenadiers⁴. Le dernier, Thillaye, chirurgien jadis attaché à l'état major de Moncey, semble avoir été homme de science. Il soutint à Paris, en 1814, une thèse de doctorat (malheureusement introuvable aujourd'hui) sur ses recherches botaniques dans l'île⁵.

L'énergie de la Junte à interdire tout contact entre les prisonniers et leurs gardiens n'avait été dictée que par la crainte de la contagion : dix jours après le débarquement, trois officiers et quatre-vingt-sept sous-officiers et soldats n'étaient-ils point passés de vie à trépas⁶ ?

L'appréhension poussa le Conseil de l'île à demander d'urgence des remèdes et des secours en faveur des malades : couchettes, draps, instruments de chirurgie, tout manquait. Palma ne l'honora d'aucune réponse. Et cependant, dès les premiers jours, l'adjudant Batlle avait signalé cette cruelle absence de médicaments⁷.

Pour parer à la mauvaise qualité des vivres et pour soutenir quelque peu les malades, le Grand Conseil décida que les officiers retrancheraient une certaine part de leur vin⁸. Imposée par les chefs, une décision de cet ordre risquait de n'être point agréée de tous... Constatons cependant qu'après une lutte tenace avec l'égoïsme instinctif, les sentiments d'humanité l'emportèrent. Mais un peu de vin — fût-il d'Espagne ! — suffit-il à rendre la santé ?

Au début de l'été, la situation ne fit qu'empirer. Les maladies se multiplièrent dans des proportions telles que le Conseil sollicita de la Junte la grâce de faire conduire dans les hôpitaux des îles habitées les malades mourant ici faute de soins. Le piètre résultat d'une démarche aussi pressante fut l'envoi de quelques tentes délabrées...⁹. Dérisoire et lugubre réponse en un moment où, pour les hommes de l'art, il fallait faire tout avec rien !

Aussi, conséquence inéluctable, verra-t-on se déclarer une épidémie, au moins aussi meurtrière que celle qui avait ravagé les pontons. Brûlés par le soleil, battus par les pluies, privés de vêtements et de nourriture régulière, les hommes qui ont survécu aux

tortures de Cadix vont être emportés par un fléau que les narrateurs ne désignent pas, mais qui, vraisemblablement, fut le typhus exanthématique, ou bien la dysenterie, ou bien encore le scorbut. A cela s'ajouteront de nombreux cas d'ophtalmie¹⁰. Les décès s'élèvent à douze ou quinze par jour. Bientôt, on relèvera les morts partout, dans les baraques, dans les lieux écartés et jusqu'au milieu du camp...

Sans se laisser décourager, le Conseil requiert à nouveau des autorités un peu de paille pour les malades et, plus simplement, de l'eau douce. Mais, apprenant à connaître la mentalité palmesane, il estime que, pour être admis au bénéfice des secours officiels, rien ne sera plus efficace que de solliciter la présence d'un ecclésiastique pouvant assister les mourants¹¹. Comme on l'a vu, l'envoi d'un aumônier a été la réponse immédiate.

Tous autres moyens ayant été l'objet de refus ou de silences dédaigneux, le Conseil juge alors opportun de réitérer ses suppliques en les faisant passer par une voie nouvelle et prie le *capelán* de les apostiller. Calcul judicieux ! A l'actif du nouveau venu, il faut inscrire d'emblée deux mesures heureuses : la barque à eau et les tentes supplémentaires¹². Avant d'examiner l'emploi de ces abris fragiles, parlons d'une installation que, faute d'un nom meilleur, on appellerait aujourd'hui établissement sanitaire.

* * *

L'HÔPITAL-FANTÔME

Au début de septembre, la Junte s'avise enfin de rechercher si les habitants de Cabrera « se trouvent en état de supporter l'hiver sans préjudice pour leur santé ». Afin de leur accorder les secours qu'exige l'humanité », elle décide que la Commission « désignera une personne intelligente (*sic*) pour se rendre immédiatement dans cette île et s'informer autant de l'état des habitants que de l'hôpital établi pour les malades, le tout sans oublier la vaisselle dont ils se servent, les vêtements qu'ils portent et toutes choses qu'elle jugera convenable. Sitôt informée, l'autorité prendra les mesures nécessaires¹³. »

Cette « personne intelligente » fut Don Joaquín Pons, qu'on a rencontré passant la première revue. A ce moment, le nombre des malades s'élève à plus de trois centaines, ce qui correspond au sept pour cent de l'effectif total. La gravité des faits pousse l'inspecteur à présenter aussitôt son rapport et l'on a assisté, les 26 et 27 septembre, à la réaction de la Junte.

Pour le commissaire, trente baraques, de dix lits chacune, devaient suffire à abriter tous les patients. On examina donc un projet de construction, mais, de l'étude même des textes, il semble ressortir que l'opposition s'inspira ici d'un légalisme excessif, certains députés ayant déclaré qu'il était impossible de détourner de leur but essentiel, savoir l'alimentation des prisonniers, les maigres subsides dont on pouvait disposer. Constatant que la seule couverture de ces baraquements exigerait la somme de onze mille six cent soixante-dix pesetas, l'un des opinants émit cet aphorisme plus poétique que judicieux : « S'occuper de travaux permanents ou passagers à Cabrera, c'est faire un songe qui s'évanouit au réveil...¹⁴ »

Il est vrai que, jugeant ces constructions impossibles, l'auteur de cette remarque, Don Miguel de Victorica, entendait mettre ses collègues dans l'alternative d'abandonner les malades à leur pauvre sort ou de les retirer de Cabrera, solution dernière qu'il avait plusieurs fois préconisée. C'est alors qu'une découverte inattendue vint opportunément fournir les espèces requises.

Commandant du 3^e régiment suisse, le colonel bernois de May, interné au château de Bellver, avait été trouvé porteur d'une somme soigneusement dissimulée dans sa ceinture : deux cent quatre-vingt-dix-sept napoléons (six mille francs or). Bien qu'au dire du possesseur, le magot appartînt à la caisse de son unité, on vit aussitôt la Junte l'affecter aux constructions proposées¹⁵ et demander au maître maçon Tomas Abrines des plans et devis pour trente baraques avec voûtes « en sec », c'est-à-dire en pierres sèches et sans jointement de chaux. Ces baraques furent estimées chacune quarante livres (ou cinq cent trente-et-un *reales*¹⁶) à condition d'utiliser comme main-d'œuvre celle des prisonniers eux-mêmes. Plans et devis furent approuvés. Ils constituaient, remarquons-le, une anticipation admirable : Cabrera, pourvue de ces trente pavillons d'isolement, aurait ressemblé à un vaste sanatorium moderne.

Dès qu'il est informé de cette décision — on est déjà au 15 octobre —, le Père Damien demande d'urgence à Palma le matériel qu'il énumère dans l'une des lettres inédites du dossier Desbrull-Garan.

Il lui faut sans retard : deux ou trois barres de fer pour arracher les pierres ; deux ou trois marteaux pour les casser ; des pinces pour forer des trous de mines ainsi que de la poudre ; une douzaine et demie de brouettes ; une demi-douzaine de bêches ; dix ou douze truelles de maçon, plus quatre ou cinq haches.

Puis, calculant qu'il faudra dix maçons qualifiés et vingt manœuvres, l'aumônier propose de les gratifier des rations suivantes :

à chacun des maîtres et manœuvres, un demi-pain, ci quinze pains ;

à chaque manœuvre, un demi-*real* (douze centimes et demi) par jour, ci dix réaux ;

à chaque maître-maçon, un *real* et demi (trente-sept centimes et demi), ci quinze réaux ;

à chacun des trente ouvriers, une once d'eau-de-vie, ci l'équivalent de deux livres et demie castillanes.

à chacun, une chopine de vin, ci trente chopines.

à chacun, un quart d'once de tabac, ci sept onces et quart.

Outre ces prestations, dans lesquelles, conformément à l'usage du temps, le vin, l'eau-de-vie et le tabac semblent prendre une place un peu grande si l'on se reporte au seul demi-pain touché par les travailleurs, l'aumônier demande des crédits : « Je calcule que le coût journalier, y compris réparations et frais de poudre, peut s'élever à quatre-vingts *reales* ce qui, pour une durée de trente jours de travail, donnerait deux mille quatre cents réaux ¹⁷. »

On croirait dépouiller les carnets d'un maître d'état : Monsieur le Curé n'est pas homme à vivre dans les nuages ! A la vérité, la plupart de ces instruments de travail ont été réclamés, le 18 septembre, par les sous-lieutenants de Maussac et Carbonnel. Mais, comme toujours, la requête s'est heurtée au mutisme officiel ¹⁸.

En attendant l'arrivée des ouvriers, l'autorité qui, depuis trois mois et demi, a laissé sans abri quatre à cinq mille *Franceses*, entend loger convenablement les ressortissants espagnols. Le Père Damien décide de leur accorder quelques pièces du château occupées jusqu'ici par les membres du Conseil de l'île. Ces admi-

nistrateurs — on le comprend — ne trouveront pas de leur goût cet : Ote-toi de là que je m'y mette !... Ils vont avec énergie refuser de déloger¹⁹. D'où colère et plaintes de l'aumônier : « Messieurs les officiers que j'avais avisés de votre part » — écrit Estelrich à son chef —, « se sont réunis pour fixer les termes de la réponse qu'ils vous ont donnée par écrit. Contre mon attente, ils ne me l'ont pas communiquée. J'eusse désiré l'appuyer en me joignant à un appel en faveur de ces malheureux ou bien la modifier si elle m'avait paru contraire aux intérêts de la Patrie. Mais c'est là un manque de politesse de ces Messieurs à mon égard, car ils sont persuadés que la Junte ne m'écoute pas...²⁰ ».

Le jour où partait la lettre récriminatoire, on vit arriver à Cabrera l'entrepreneur et ses aides. « Malheureusement », lit-on dans la pièce Desbrull déjà citée, « les maîtres maçons ignoraient l'art de construire des murs » (*sic*) ! D'où nécessité de leur adjoindre un architecte.

Une semaine plus tard, le travail est pourtant en bonne voie. « On s'occupe de l'hôpital avec ardeur et, par le rapport de l'architecte », écrit derechef Don Damian, « j'ai de l'œuvre elle-même meilleure opinion qu'auparavant. »

Dès le 19 octobre, il est fait appel aux prisonniers : sur une soixantaine qui se sont offerts, vingt-quatre sont acceptés. Leur curé rappelle qu'il sera bien de les rétribuer. « Il faut vous dire », ajoute-t-il, « que ce n'est que l'appât d'une récompense qui les pousse au travail car ils ne comptent pas rester longtemps à Cabrera et doutent que l'œuvre leur serve jamais...²¹. »

Mais, promptement, l'incurie, qui semble avoir été de règle dans l'envoi des subsistances, risque de semer le découragement parmi les travailleurs : « On a reçu deux cent quatre-vingt-huit rations pour les vingt-quatre prisonniers qui travaillent à l'hôpital », écrit, le 26 octobre, Don Damian. « Ils avaient perdu courage en voyant le retard et plus encore parce que l'officier (lequel ? l'auteur ne le nomme pas) leur avait dit qu'ils ne devaient pas travailler pour les Espagnols qui finiraient par les tromper et ne leur donneraient rien. Ce à quoi quelques-uns répondirent que, bien que les Espagnols fussent lents dans leurs entreprises, les engagements pris en leur nom n'en étaient pas moins valables, de sorte que, quant à eux, ils voulaient continuer et que, tôt ou tard, la récompense viendrait. L'officier se fâcha au point de les menacer de son

bâton. Mais lorsque les rations de pain et de vin arrivèrent et furent distribuées en ma présence, ils reprirent courage et travaillèrent avec zèle. D'autres s'offrent maintenant à l'envi. J'en ai une liste de plus de cent. J'espère que demain deux voûtes de quinze *palmas*²² seront terminées²³ » ...

Par malheur, ce bel optimisme devait être cruellement déçu. Le 28 octobre, en enlevant les échafaudages de ces voûtes, on remarqua que les murs étaient trop minces pour en soutenir le poids. Crainte d'écroulement, il fallut renforcer la construction du dehors et se résoudre à lui donner plus d'épaisseur. Dame ! en pareil cas, il importe d'évaluer la résistance des matériaux mieux que ne l'avait fait l'entrepreneur Matias Colomb.

Résultat : arrêt quasi total de la bâtisse.

« Les travaux se trouvent encore en l'état précédemment décrit », mande un peu plus tard l'aumônier²⁴, « les deux voûtes sont recouvertes mais, comme on n'a pas encore enlevé les échafaudages, on ne peut savoir quelle sera leur résistance. Il semble que les murs soient plus bas et plus forts ; le tout est construit en terre (espagnol : *con barro*, limon, glaise), ce qui sera plus solide que le reste. Mais cela coûtera plus cher qu'une construction de briques, vu la longueur du travail. Ce sont des baraques obscures et sans ventilation, où l'on courra toujours le risque qu'un paquet de terre ou quelque pierre ne tombe sur les malades, le médecin ou le *capellán*. »

Avec pas mal de bon sens, ledit *capellán* suggère à son supérieur le seul remède efficace et il y ajoute les renseignements précis, que lui vaut sa connaissance des ressources insulaires. « A mon avis, il faudrait changer les plans, conformément à ce que j'ai déjà communiqué à la Junte, pour éviter les frais et les inconvénients signalés. Ce plan consiste à envoyer cinquante mille briques, quatre cents poutres pareilles à celles qu'emploient les paysans, deux cents faisceaux de roseaux, quarante mesures de ciment et environ deux mille rations, ou leur valeur, pour les Français qui travaillent d'eux-mêmes, étant en possession des instruments nécessaires. La construction déjà faite servirait alors d'entrepôt. Vous trouverez les poutres de bois de pin à bon compte à Lluchmayor ou dans quelque endroit proche de la mer, les roseaux à Arta ou à Petra. Maintenant, si l'on désire continuer

le travail commencé, il faudra envoyer au moins quatre ou cinq hommes pour extraire les pierres qui manquent à la couverture des voûtes et augmenter de dix à douze le nombre des *Franceses* au travail. De cette façon l'on serait à chef dans trois ou quatre mois... ²⁵ »

Trois ou quatre mois d'attente ! Alors que, chaque jour, des agonisants, privés de soins, exhalent leur dernier souffle... Pis encore : voici qu'un événement désastreux vient démontrer l'insuffisance de mesures trop tardives.

« Il y a deux jours », écrit de nouveau Don Damian, le samedi 4 novembre, « la nouvelle voûte de l'hôpital s'est écroulée. Heureusement qu'elle n'a pas tué quelques prisonniers qui s'étaient réfugiés là pour s'abriter de la pluie. Mais je me tromperais beaucoup si on devait la refaire de la même façon ²⁶. »

C'est, en effet, à cette date qu'un cataclysme sans égal a ravagé Cabrera. Les éléments déchaînés ont été l'une des raisons de l'effondrement ; l'autre fut certainement le peu de solidité du mortier, la Junte paraissant avoir été aussi avare de chaux que chicbe de pain. D'ailleurs, pour toute réponse aux propositions de l'annoncier, elle va, en date du 10 novembre, arrêter irrévocablement la construction de l'hôpital. Les ouvriers rentreront à Palma. Ainsi que le dit Turquet avec un sourire empreint d'amertume, « l'hôpital s'évanouit comme un château d'Espagne » ²⁷. « Et la chose », ajoute mélancoliquement Wagré, « ne nous étonna pas beaucoup car les Espagnols, naturellement peu persévérants dans leurs entreprises, l'étaient bien moins encore quand il s'agissait de soulager notre misère. Nous étions Français et leurs prisonniers : c'était plus qu'il n'en fallait pour mériter toute leur insouciance ²⁸. »

Inutile de rechercher sur place les vestiges de cette construction. Nulle part, sauf peut-être au flanc de la colline Es Peñal Blanch', on ne trouve de ruine ayant les dimensions indiquées. D'ailleurs, que peut-il rester après un siècle et quart de murailles en limon ?...

*
* * *

LA CATASTROPHE DE LA TOUSSAINT

Peu de jours auparavant, on s'était enfin décidé à installer les tentes reçues de Palma au pied d'une éminence, non loin de la

fontaine et à proximité de l'endroit où avait lieu la distribution des vivres. Elles pouvaient abriter chacune quatre ou cinq patients au plus. Ce fut ce campement de nomades, adossé aux rochers et pompeusement dénommé Hôpital de la Colline, que l'on affecta aux galeux (ou à ceux que l'on jugeait tels) alors au nombre de plus de deux cents. « Ils étaient », dit Wagré, « dans un état si dégoûtant que, malgré la pitié que chacun pouvait éprouver, on osait à peine s'approcher d'eux pour leur donner des soins. La plupart avaient le corps dans un état si grand de corruption que leur chair s'en allait par lambeaux ; d'autres, par l'effet du mal, avaient les doigts des pieds et des mains collés ensemble et plusieurs n'avaient plus que les avant-bras ; enfin tous, généralement, ne pouvaient bouger de leurs lits²⁹. » A ces détails pénibles, on reconnaîtra non les caractéristiques de la gale mais celles du scorbut, peut-être même de la lèpre. En fait de traitement, de quoi disposait-on ?

« Comme pour inaugurer l'établissement », remarque Ducor, « j'y fus porté les jambes traînantes : nos chirurgiens s'empressèrent de nous prodiguer les soins qui dépendaient de leur zèle, mais leur pharmacie était si pauvre qu'ils n'avaient guère la possibilité de varier les médicaments : c'était toujours le kina et l'acide sulfurique, lequel, étendu d'eau (quand on en avait), était notre unique tisane, je dirais presque notre panacée... Quel régime ! Deux cents malades alors frappés d'affections différentes et tous traités, de la même manière, par l'eau acidulée que nos chirurgiens voulaient bien appeler une limonade et nous *une selle à tous chevaux* !...³⁰. »

Le vallon se trouvait non seulement dominé par des pentes rocheuses dépourvues de toute végétation, mais il se continuait, du côté de la mer, par une sorte de ravin. Qu'à l'improviste survînt un de ces violents orages accompagnés de pluie diluvienne, comme il en éclate fréquemment en automne sous le ciel méridional, et les eaux, soudain furieuses, devaient tout emporter.

Ce fut la catastrophe — « inouïe dans les annales du malheur », comme l'écrit Méry³¹ — qui se produisit la nuit de la Toussaint (4 novembre 1809), laissant dans la mémoire de tous des traces ineffaçables.

« Les feux étincelants de la foudre se croisaient en tous sens et embrasaient tellement le ciel, l'île et la mer », note le Wagré des *Mémoires*, qui se pique parfois de littérature, « que nous aurions pu lire assez clairement un in-32. Nous n'en fûmes d'abord pas effrayés

car il nous était donné de voir ce spectacle plus souvent que nous ne le voulions ³². Mais le tonnerre ayant cessé, la pluie tomba comme un déluge extraordinaire et vraiment effrayant. » « Dans nos cahutes, nous fûmes presque tous noyés » ³²... « Il semblait », renchérit Turquet, « qu'un torrent eût pris son cours à travers les parois ³³. » Et Gille d'ajouter : « Plusieurs baraques s'envolèrent et écrasèrent sous leurs débris les malheureux qui se trouvaient couchés ³⁴. » C'était une désolation générale ; tous ceux qui pouvaient marcher fuyaient sur les hauteurs, afin d'éviter une mort presque certaine. Mais Wagré, Turquet, Gille et leurs compagnons habitaient un terrain plan et relativement abrité.

Dans le vallon de l'hôpital, où les tentes, dressées trois jours auparavant, regorgeaient déjà de malades, le torrent qui s'était formé, roulant des quartiers de roches, entraîna ces malheureux vers la mer sans qu'ils pussent même se débattre. L'obscurité de la nuit ne permettait ni de les voir ni de leur porter secours ; mais, aux cris lamentables qu'ils poussaient il était facile d'imaginer leurs souffrances. Et même, à certains moments, le bruit des eaux couvrait les clameurs.

« Je puis le dire avec vérité », déclare un témoin, « jamais je n'ai éprouvé serrement de cœur pareil à celui que je ressentis, lorsque le jour vint nous faire constater toute l'étendue du désastre ; jamais rien de si épouvantable ne s'est présenté à mes yeux : tout était ravagé par les eaux ³⁵. Les cadavres, livides et meurtris, étaient accrochés aux rochers, aux arbres, aux broussailles ; d'autres étaient enfouis dans le sable ou la vase ; enfin, c'était une scène du déluge, plus horrible peut-être que tout ce que l'imagination pourrait se représenter... ³⁶. »

Seule exception, l'une des tentes avait été protégée par un épaulement de terrain. C'est de là que Ducor, se traînant avec peine jusqu'à l'entrée, remarqua l'aumônier qui, bréviaire sous le bras et crucifix à la main, examinait les corps. On a vu, dans un autre chapitre, ses impressions sur l'ecclésiastique plus attaché au salut des âmes qu'aux soins des sinistrés. A ce moment fut découvert — vision vraiment dantesque — le malheureux scorbutique, disons mieux le lépreux, dont la face rongée jusqu'à l'os disparaissait momentanément sous une couche de sable. Bien que personne n'eût de linge pour envelopper cette tête effroyable, ni

même un lambeau de chemise pour faire de la charpie, le pauvre soldat vécut encore deux mois³⁷. Fait étrange, son appétit demeura insatiable et les symptômes de sa maladie diminuèrent à tel point que, dans des conditions différentes, il eût peut-être guéri. Longtemps avant que passât cette lamentable victime, son profil dont les os, mis à nu, étaient devenus presque blancs, avait l'apparence d'une tête de mort. Il allait et venait et ses camarades ne le voyaient jamais sans se demander : — « N'y a-t-il pas de l'inhumanité à laisser subsister un être aussi souffrant ? » « Ah ! », disaient-ils, quand ils passaient près de lui, le plus rapidement possible, « que celui qui lui mettrait du plomb dans la cervelle lui rendrait donc service ! ...³⁸. » Comment l'eût-on fait ? Les armes manquaient autant que les médicaments. La Junte n'avait-elle pas confisqué jusqu'au dernier canif ?

Les tentes relevées, fussent-elles en lambeaux, on y réintégra les malades. Mais le nombre de ceux qui devaient recouvrer la santé fut singulièrement réduit : durant la première partie de novembre, le seul secteur compta une centaine de décès par semaine³⁹. Tout projet de construction étant abandonné et, l'épidémie s'étendant toujours⁴⁰, qu'allaient devenir les victimes ?...

*
* *

L'AMBULANCE DU FORT

On résolut alors (cet *on*, qui n'est pas désigné plus clairement dans les textes, s'applique sans doute au Conseil d'administration) d'établir, sous la direction de l'aumônier, une ambulance dans le fort. Ce qu'est ce *fuerte* ou *castillo* qui, fièrement, domine toute la rade, dressant ses murailles abruptes, d'un côté sur des escarpements de soixante-dix mètres, de l'autre sur des pentes chauves et maussades, nous l'avons déjà fait entrevoir.

Le visiteur n'y parvient que par un escalier creusé dans le roc, actuellement fort étroit mais qui, autrefois, l'était davantage encore : un homme n'y pouvait gravir que de côté. Dès lors, comment y introduire les malades ? Il fallut, pour les hisser sur la plate-forme supérieure, recourir à une combinaison de cordes, de poulies et de corbeilles. Et si, dans ce nid d'aigle, l'air du moins

était bon, quelle absence du plus élémentaire confort ! De petites cellules étroites et basses, communiquant par des escaliers de plus en plus étranglés. Admironons qu'il ait été possible de traiter qui que ce soit en un lieu si disgracié.

On suppose donc que, bien souvent, la corbeille redescendit mort celui que, la veille, elle avait transporté vivant. « Il était si ordinaire de ne pas sortir guéri du fort », remarque Turquet, « qu'on le regardait comme un acheminement vers l'autre vie et qu'on ne s'y rendait qu'à la dernière extrémité...⁴¹. » Les médicaments n'étaient pas moins rares qu'à l'Hôpital de la Colline ; au kina — ou plus exactement au quinquina — et à l'acide sulfurique, s'ajoutaient, grâce sans doute à l'intervention de l'aumônier, du vin, de l'opium et quelques herbages servant à préparer des tisanes. Quant au traitement, il se réduisait à faire manger aux malades leurs rations ordinaires par portions égales et à heures fixes. « Aussi arrivait-il », ajoute Wagré⁴², « qu'à force de languir on mourût de faim ! »

De toute urgence, il fallait un personnel de service. L'aumônier obtint de Palma la permission de choisir, parmi les prisonniers, six hommes qui eurent la ration double et le droit de passer avant les autres dans la distribution, toujours si laborieuse, de l'eau. Ici encore la correspondance de Don Damian et du chevalier Desbrull apporte, sur cet épisode, des détails que ne contient aucune des relations connues.

« En ce qui regarde l'hôpital », écrit le chapelain, le 12 novembre, « on y trouve cent vingt-quatre malades, plus vingt-six qui sont restés dans le camp mais viennent chaque jour chercher leurs rations et leurs médecines. Au *Castillo* résident trois chirurgiens, trois médecins, deux pharmaciens, plus un directeur, un économiste, un quartier-maître (*dispensero*) et deux infirmiers supérieurs qui sont secondés par vingt-trois assistants, soit cuisiniers, porteurs d'eau, blanchisseurs, infirmiers, bergers, fossoyeurs, ainsi qu'un boucher⁴³. »

A la vérité, lorsqu'on a visité les lieux, on se demande comment, en plus de cent vingt-quatre malades, tout ce monde pouvait bien loger là ! Et l'on ne nous dit pas ce qu'étaient devenus les officiers, membres du Conseil et hôtes habituels du château... Le soldat Sébastien est seul à mentionner qu'ils cédèrent la place et construisirent des baraques auprès du grand camp.

L'aumônier, qui ne les aimait guère, ne semble point leur en avoir su gré : « Il faut », écrit-il à son chef, « que les moutons destinés à l'hôpital soient marqués d'un *H* afin d'éviter que messieurs les officiers, faisant les premiers leur choix, ne prennent une plus grande portion de viande que celle qui leur revient et cela au préjudice des malades ⁴⁴. » Portons du moins au crédit de l'irascible personnage sa vigueur à défendre les intérêts de ceux qui n'y pouvaient procéder eux-mêmes et sachons reconnaître qu'il insista souvent à Palma pour que nourriture et matériel fussent envoyés en suffisance. Après quoi, bornons-nous à constater que la manière simpliste — on pourrait même employer un autre mot — de résoudre un problème ardu en refoulant dans une île déserte tous les malades auxquels on avait refusé soins et médicaments, leur retirant jusqu'à des couvertures, devait provoquer un redoublement de maux dont l'aumônier lui-même soulignera la gravité ⁴⁵.

Mais qu'on eut donc de peine à éviter que la fraude ne portât préjudice aux cas intéressants ! Combien ne vit-on pas de rusés compères se faufiler indûment parmi les vrais malades ! Ducor et son ami Lestrade qui, si gentiment, bernèrent l'aumônier en raflant le contenu de son garde-manger, l'avaient trompé une première fois en se faisant diriger sur Palma à titre de patients : or, bientôt découverts, l'un et l'autre furent d'office ramenés à Cabrera ⁴⁶.

Est-ce par ces tromperies que s'expliquerait la résistance de l'autorité aux réitérés et pressants appels de Don Damian ?

Le 26 avril 1810, le *capellán* signale le cas d'un soldat en train de perdre la vue et qu'on doit soigner d'urgence : « Je vous prie », écrit-il avec insistance à son chef, « de bien vouloir donner l'ordre nécessaire pour l'embarquer. » Le 1^{er} août encore (et c'est la dernière lettre manuscrite que nous ayons de lui), il mentionne la femme d'un soldat qui va accoucher : « Comme ici il ne reste pas une sage-femme ni un chirurgien (tous les officiers, ceux de santé y compris étant partis le 29 juillet, abandonnant leurs malheureux patients), il faudrait l'envoyer à Palma. Qu'on expédie donc l'ordre de la Junte au commandant du poste... ⁴⁷. »

Ainsi, ne possédant désormais ni hôpital, ni infirmier, ni même un médecin, les Cabrériens n'auront plus qu'à attendre l'heure fatale.



LE DERNIER ASILE

« La mort, multipliée sous tant de formes », remarque l'anonyme de Méry, « n'avait plus rien d'effrayant pour nous. La nature même, comme par compassion, s'était plu à former un *calus* sur nos cœurs pour amortir la sensibilité des uns et atténuer l'effroi des autres. On a vu de malheureux soldats prendre des crânes à peine desséchés et s'en servir, à défaut de vases, pour aller puiser de l'eau ⁴⁸. » Aussi les décès continuèrent-ils de s'ajouter aux décès. « En six mois », assure Wagré dans ses *Souvenirs*, « périrent plus de la moitié des soldats ⁴⁹ ». « Nos rangs », confirme-t-il dans ses *Mémoires*, « s'éclaircissaient avec autant de promptitude que dans la fusillade la plus meurtrière, à la différence cependant que celui qui reçoit la mort sur un champ de bataille ne la voit pas venir et n'en est par conséquent pas effrayé, tandis que nous, au contraire, nous l'apercevions sans cesse devant nous et à nos côtés, sans pouvoir éviter son approche ni nous soustraire à ses coups ⁵⁰. »

Par surcroît d'infortune, le geste de la grande faucheuse ne semblait plus être la fin dernière de tant de maux immérités. Aussi ardu que les autres allait s'imposer le problème de la sépulture.

Déjà, au lendemain de la catastrophe de la Toussaint, des corps en état de décomposition s'étaient détachés par fragments de telle sorte que « jusqu'à la mer, » dit Gille, « on n'apercevait que des membres épars ⁵¹. » Pour prévenir l'infection, on essaya de brûler les dépouilles. Chaque semaine s'élevait un bûcher de branches mortes, d'herbes sèches et de bois résineux. Les corps y étaient placés. La flamme montait claire et pétillante ⁵². Mais le plus souvent, la combustion n'était pas complète, les ossements, quelquefois des membres entiers, résistaient à l'action du feu. Rien de plus triste à voir que ces bras, ces jambes à demi brûlés, gisant sur la cendre ⁵³. N'allait-on pas au-devant d'un nouveau péril : respirer ce que l'on nommait alors « les émanations putrides ⁵⁴ » ?

Quelque peine qu'on eût à recruter des fossoyeurs, il fallut bien revenir à la méthode « plus chrétienne », selon Turquet, de l'inhumation. La difficulté du transport fit choisir un endroit peu éloigné

de l'hôpital : on l'appela la Vallée des Morts. Elle ne devait se remplir que trop vite. Mais, par suite de la nature rocheuse du terrain, par suite aussi du manque d'outils (jusqu'au jour où l'on en reçut d'un officier de la marine britannique), les fosses communes, plus larges que profondes, n'étaient qu'insuffisamment comblées. A chaque orage, les eaux en emportaient la terre. Chaque fois, il fallait à nouveau recouvrir les cadavres.⁵⁴

Infortunés Cabrériens qui, même après leur trépas, ne devaient point connaître la douceur de l'éternel repos ! Leurs dépouilles allaient-elles donc être perpétuellement menacées et, par une ironie du destin, la terre que l'on souhaite légère aux morts, ne le serait-elle que trop pour eux ?... C'est ainsi que, bien longtemps après le départ des derniers survivants, on put voir dispersés sur le sol, de nombreux ossements jusqu'au jour où, émus d'un tel abandon, les marins d'une escadre française surent leur bâtir un ossuaire.

Aujourd'hui, le champ des morts se nomme Val des Figuiers. Malgré l'eau rare, le sol en est relativement fertile. Il est libre de cailloux. Des fèves et du blé y croissent sur des terrasses superposées qu'encadrent les lentisques et les romarins. Qui dira combien il a fallu de corps jeunes et jadis vigoureux pour enrichir l'humus où poussent ces cultures ?...

Val des Figuiers, parcouru sous le brûlant soleil de midi, tu demeures, entre bien d'autres visions d'épouvante, celle qui, lors de nos visites à l'Île tragique, nous a le plus tordu le cœur !

CHAPITRE VIII

LES FEMMES ET LE CURÉ

P OUR surprenante que soit, dans les armées de l'Empire, la présence de femmes—et, par ce mot, l'on n'entend point ici les irrégulières —, l'étonnement s'accroît lorsqu'on en retrouve à bord des pontons et jusque sur les grèves de Cabrera.

Déjà, pour les acteurs de cette lugubre épopée, la chose était objet de scandale, au sens étymologique du mot. Gille, le premier, s'en est fait l'interprète : « Je ne sais comment le gouvernement espagnol eut l'inhumanité de leur faire partager les rigueurs de la captivité qu'il nous imposait. Sans doute que tout ce qui portait le nom de Français était pour lui un objet d'exécration puisqu'il a pu se déterminer à des actes aussi barbares¹. »

On s'étonne davantage encore de la présence d'enfants. L'un d'eux, âgé de huit à neuf ans, était le fils d'un sous-officier. Certain jour, pris de fureur, un matelot espagnol le jeta brutalement à la mer. Par bonheur, un prisonnier l'en retira. Sur réclamations énergiques, punition fut infligée, mais légère. On estimait sans doute, du côté de l'État capteur, que des enfants n'étaient point

à leur place ici. Encore pouvait-on les écarter de façon moins violente.

A y regarder de près, la venue de ces femmes est une preuve éloquente de la fidélité, à l'égard des victimes, du sexe que l'on dit inconstant. Déjà, dans les hôpitaux flottants de la baie de Cadix², les compagnes de soldats et les cantinières (au nombre de plusieurs centaines, si l'on en croit Ducor) avaient noblement rempli leur rôle d'infirmières et donné l'exemple d'une haute vaillance. D'autres furent héroïques, notamment cette jeune épouse d'officier allaitant paisiblement son nourrisson pendant que les canons espagnols couvraient le vaisseau de mitraille³. Il est vrai qu'au quartier San Carlos, certaines filles d'Ève eurent une attitude moins édifiante. Tous les genres s'y trouvèrent... Il n'en pouvait être autrement à Cabrera où ne fit que se perpétuer, en l'aggravant encore, la vie anormale et misérable des pontons.

*
* *

L'UNE ET L'AUTRE QUALITÉ

Moins nombreuses, assurément, furent celles qui consentirent à prendre place sur les transports⁴. Que devinrent les autres, demeurées à Cadix ou sur les prisons flottantes ? A part les « rescapées » de la *Vieille Castille* ou de l'*Argonaute*, on n'en trouve nulle trace. Mais à Cabrera, réduites à une quinzaine au plus⁵ et en contact permanent avec une population masculine très dense⁶, les femmes acquirent une notoriété qui, si elle n'avait été que fâcheuse, n'aurait pas manqué de parvenir à notre connaissance⁷. Que l'ivraie se soit mêlée au bon grain, nul n'y contredira ; mais nul non plus ne saurait prétendre que ce bon grain fut rare.

Wagré estime que la plupart avaient un état-civil en règle : « Aussi infortunées que leurs maris, dont elles partageaient le sort et les privations », dit-il, « je dois louer la conduite digne d'éloges qu'elles n'ont cessé de tenir⁸. » Quantin, lui aussi, n'hésite pas à vanter les mœurs de la colonie, mais il en reporte le mérite... sur son propre sexe ! « Pour rendre hommage à ces braves que l'on a si faussement peints ou essayé de peindre comme des

Tartares sans frein et sans discipline, je dirai qu'aucune ne fut jamais insultée : qu'elles pouvaient impunément traverser, à toute heure, sans la moindre inquiétude, les cantons les plus déserts de l'île... Quelques-unes pourtant étaient jeunes et jolies... ⁹. »

Plusieurs exemples pourraient être donnés du courage que montrèrent ces compagnes d'infortune. Comment expliquer, si ce n'est à titre de dévouement familial, la présence d'une « sœur de l'adjudant Guiard », mentionnée par le capitaine Duval ? Et comment ne s'inclinerait-on pas devant l'éminente dignité d'une simple cantinière, veuve d'un sergent mort au champ d'honneur et mère de deux enfants nés au cours de la traversée ? Ducor rappelle que, malgré la charge de ces jumeaux dont elle était l'unique soutien, on la voyait se consacrer sans répit au soin des prisonniers malades et se rendre utile en toute occasion ¹⁰. Il signale un autre cas, qui n'est pas moins touchant (Wagré le conte aussi, mais seulement dans son volume des *Mémoires*) : celui de Madame Daniel, que son costume assez tenu avait fait surnommer la Mère-au-Vent. Devenue veuve en Espagne, elle vivait avec un fils, âgé de vingt ans. A eux deux, ils construisirent une cabane qui les abrita jusqu'à leur sortie de l'île et, ajoute le caporal de grenadiers, « nous étions touchés de la tendresse de cette mère qui savait se priver de sa ration pour la donner à son fils :

— « Mon garçon », lui disait-elle, « tu dois vivre afin de raconter nos malheurs et moi, je dois finir dans cette île affreuse après avoir vu assassiner ton malheureux père... ¹¹. »

Méry note combien cette popularité les mit en favorable évidence. Les huit premières constructions de l'île furent attribuées aux cantinières et c'est, dit-il, « de voir un quartier occupé par le beau sexe qui fit donner à ces édifices bien primitifs le nom pompeux de Palais Royal ¹². » Et si ces femmes, entrées en rapport avec les matelots espagnols, surent procurer un peu de vin à des compatriotes, cela tient, selon lui, au fait qu'elles eurent sur les hommes l'avantage de pouvoir éveiller plus aisément des sympathies. « Plus faibles, elles éprouvaient les mêmes besoins, les mêmes privations, les mêmes souffrances ¹². »

Il est vrai que, les crises venues, notamment celle de la faim, la galanterie n'ira pas jusqu'à respecter la propriété féminine. Pendant la longue disette où devait être sacrifié le meilleur ami des

prisonniers, ces cabanes furent pillées dans l'espoir d'y trouver des vivres. Il se peut que certaines exigences — Méry va jusqu'à parler de « bénéfices scandaleux » — aient justifié quelque humeur de la clientèle. Mais, ayant dès le début, partagé les tourments des soldats, ces vivandières ont, à plus d'un titre, droit à l'admiration de ceux qui, rétrospectivement, étudient leur rôle. Et l'on comprend que, liées par l'infortune, elles n'aient jamais cherché à se séparer de ceux à qui elles apportaient un réconfort certain.

Quel psychologue expliquera jamais qu'au milieu de souffrances partagées, la brutalité masculine ait pu se donner libre cours ? Le trait que voici, narré par le soldat de Froger, pose crûment le problème : « Un Catalan, fait prisonnier parmi nous, subissait aussi notre destin. Cet homme avait, au pays, une femme jeune et belle dont l'éloignement torturait son cœur vivement épris. Parfois des larmes, dont on devinait le motif, sillonnaient son visage. Il dépérissait. Or, un jour, arriva à Cabrera, dans une barque de pêcheurs, la jolie Catalane. Gracieuse et faible, elle avait tout quitté pour s'ensevelir dans un affreux désert aux côtés d'un époux chéri.

— Ah ! me direz-vous, le sort de ce prisonnier est digne d'envie ! Le dévouement qui atteint de pareilles cimes doit remplir de douces joies les journées jusque-là pénibles. Il doit y avoir, dès lors, une charmante exception sur votre rocher...

— Vous avez raison : il y avait un homme qui battait sa femme !...

Voilà où nous étions tombés¹³. »

On ne saurait nier que la promiscuité d'hommes revenus à l'état de nature, tout autant que leur liberté de langage et de tenue, aient eu sur le moral de la colonie une influence déprimante. L'Anonyme de Méry peint, d'un trait, une situation plutôt équivoque : « Pour ce qui est des cantinières », dit-il, « il s'en fallait de beaucoup qu'elles eussent toutes la ceinture de Vénus...¹⁴. » Gille, fournit, sur les résultats de ce naturisme involontaire, certains exemples, qu'il faut se garder de généraliser.

« Les femmes qui se trouvaient parmi nous », dit-il, « avaient toutes un sobriquet ; la plupart vivaient auprès d'hommes avec qui elles étaient venues. Aussi l'appât du gain fit-il concevoir l'idée d'une spéculation. Ces femmes passèrent bientôt dans les bras des capitalistes de l'île, c'est-à-dire de ceux qui étaient parvenus à conserver de l'argent, les unes volontairement, les autres par

suite d'arrangements avec les soi-disant maris, lesquels, au moyen d'une somme d'argent, se désistaient de tous droits. Ceux qui avaient fait un semblable marché ne tardaient pas à se lasser de leurs nouvelles compagnes et les revendaient à des prix élevés. Cette sorte de marchandise baissa considérablement de prix. J'ai vu mettre en vente une femme, qui n'était dépourvue ni d'agrément ni de jeunesse, pour la modique somme de dix francs toute habillée ou de cinq francs toute nue... ^{15.} »

Autant que Gille et que Sébastien Boulerot, Wagré trouve un mot de juste pitié pour l'infortunée qui, enjeu de cette triste opération, s'y prêta par un sentiment de générosité qu'on peut trouver excessif.

« Il y ent, » dit-il, » une Polonaise fort belle (on ne peut malgré tout l'accuser puisque le blâme doit retomber sur un autre) qui, voyant la misère où se trouvait son mari, consentit à être vendue par lui soixante francs à un maréchal des logis de canonniers et à le suivre en Angleterre quand on y envoya les officiers ^{16.} » Quantin et l'Infatigable, oubliant de mettre en cause l'artilleur de Wagré, chargent successivement de ce troc odieux un lancier, un voltigeur, puis enfin un dragon ^{17.} Toutes les armes, semble-t-il, tinrent à y participer.

Cette monstruosité fut poussée plus loin encore, reprend Gille, dans ses *Mémoires*. On alla jusqu'à mettre en loterie l'une de ces malheureuses. Le prix du billet était de quatre sous. Or, cette femme méritait un sort meilleur, car elle avait été faite prisonnière en chargeant contre un escadron espagnol. Elle avait la tête et la poitrine couvertes de cicatrices plus honorables que jolies et l'on dit même qu'à son régiment, ayant eu un cheval tué sous elle, on l'avait désignée pour la Légion d'honneur ^{18.} » Et l'Infatigable d'ajouter, non sans ironie : « Elle avait la vertu d'aimer également tous ses acquéreurs ... ^{19.} »

*
* *

L'AUMONIER MOQUÉ ET PAS CONTENT

Ce sont, apparemment, de telles turpitudes qui devaient mettre hors de lui un personnage autoritaire et pudibond. On se doute

bien que si la population féminine put demeurer dans l'île, ce ne fut point en plein accord avec l'aumônier. Sur les vingt-quatre lettres inédites du Père Damien, il n'en est pour ainsi dire pas une où le soupçonneux ecclésiastique ne demande énergiquement l'expulsion du sexe. Rien de plus divertissant que le dépouillement de cette correspondance !

Tout d'abord, c'est à lui que nous devons la seule liste exacte de celles dont le nombre est apparu si incertain. Le document, sans date et tracé sur un papier jauni, se lit comme suit :

La pequeña Maria Murviosa, de Versailles.

Madame Bela, *que se dice esposa* de El Señor Guimé.

Maria, *que se dice esposa* de Martin, sargento.

Cristina, *que se dice esposa* de Cosin, sargento.

Cristiania, tudesca, *que se dice esposa* de Carvet, sargento granadero.

Sofia, *tudesca viuda*.

María, *que se dice mujer* de Galiaco, sargento.

María, *que se dice mujer* de Dionisio, sargento.

La grosse María, *que se dice mujer* del sargento mayor.

On peut, d'après la lettre n° 15, ajouter à ces noms :

Rosa *la Polonesa, manceba* (concubine) de Antonio Bordange (qu'elle abandonna pour s'unir à un autre prisonnier).

La Jacqueta *d'a un tal* Jacquet (qui fit de même et abandonna son mari pour vivre avec son premier amant).

La formule : *que se dice esposa* ou *mujer* montre suffisamment les doutes qu'Estelrich concevait sur l'état-civil de ses paroissiennes.

Dès une seconde missive — datée du *Castillo*, le 15 octobre 1809 —, le chapelain demande au chevalier Desbrull, « Commissaire de la Junta pour les prisonniers de guerre », de donner l'ordre à tous officiers et sergents qui habitent le logement du gouverneur au dit château d'avoir à en déguerpir (*desalojar*), car ils peuvent facilement s'accommoder dans d'autres quartiers... Et Don Damian justifie sa demande par le fait que l'on y trouve quatre femmes « qui ne servent à rien sinon au divertissement de leurs seigneurs et au scandale des autres. » Puis il continue, de façon non moins catégorique : « De la sorte, mon habitation ne sera pas, comme c'est le cas à présent, le théâtre de jeux et de récréations, de danses et

de comédies, mais plutôt une école de vertu et un asile pour les malheureux. » Il achève enfin par cette remarque : « En ce qui regarde l'embarquement pour Majorque des femmes qui ne sont pas régulièrement mariées et qui ne cherchent point à l'être, il y a lieu de faire observer que les commandants des felouques ne veulent pas le leur permettre sans un ordre direct de vous ou de leurs chefs. »

Sur quoi, le curé supplie le commissaire de l'aider, par des ordres pertinents, à se consacrer à ses seuls paroissiens. L'appel semble avoir été entendu de Palma car, le 18 octobre, le Père Damien écrit à son chef : « J'ai remis la lettre relative aux femmes à *Señor Monsach* (le sous-lieutenant de Maussac) et l'ordre au commandant. »

Mais c'est une tout autre affaire que de décider ces dames à quitter leurs seigneurs ! Toute l'éloquence et même l'autorité du *capellán* viennent se briser là.

Deux jours plus tard — le 20 octobre —, sous le coup de l'affront subi, Don Damien mande ce qui suit : « Aussitôt après avoir remis les ordres de Votre Seigneurie à M. Monsach (*sic*), je l'ai prévenu d'avoir à faire paraître en ma présence toutes les femmes de l'île afin d'examiner, par leurs documents respectifs, lesquelles sont les épouses légitimes, lesquelles sont les veuves ou les célibataires afin de pouvoir les présenter au Seigneur Commandant de l'*Apostadero* (la canonnière en stationnement) qui, selon les ordres de Votre Seigneurie, devra les embarquer pour Majorque. Sans se soucier de cette prévenance, aucune ne s'est présentée à moi, mais bien plutôt quelques-unes se sont enfuies dans la montagne et les autres n'ont pas bougé, comme si elles ignoraient l'ordre, à l'exception d'une qui, s'étant présentée d'elle-même au capitaine, avait eu l'audace de s'embarquer. Mais la barque s'étant, par malheur, échouée, la femme en a pris de l'humeur et elle est revenue à terre. »

Mis hors de lui par cette attitude frondeuse, le pauvre curé reproche aux officiers de n'avoir pas su faire plier ces rebelles : « Ils m'ont répondu que, bien qu'aucune d'elles ne fût à même de prouver son union légitime, les papiers étant perdus, toutes avaient constamment vécu avec leurs époux respectifs dès le moment où elles ont accompagné l'armée. Sur la foi de leur aveu autant que

sur celui de leurs conjoints, on devait, disaient-ils, et jusqu'à preuve du contraire, les considérer comme mariées... »

Légèrement décontenancé par cette réponse, Don Damian conclut en ces termes : « Je porte la chose à la connaissance de Votre Seigneurie, afin qu'Elle puisse prendre les mesures convenables. »

Quelque peu inquiet, semble-t-il, il ajoute, dans la lettre suivante (non datée) : « En ce qui touche les femmes, je garde l'espoir que Votre Seigneurie ne me désapprouvera pas. »

On juge de l'embarras du commissaire. Comment, séparé d'elles par sept lieues de mer, réussira-t-il mieux que l'aumônier ? Faire obtempérer des hommes sous discipline militaire n'est déjà pas chose facile. Mais mater des femmes qui ne veulent point quitter leur lieu de misère !

Devant l'insuccès de son appel, l'aumônier, oubliant un peu l'esprit de son ministère, recourt à la manière forte ; le 26 octobre, il écrit à son correspondant : « En ce qui concerne les femmes, j'ai eu la prudence de dire, à l'offertoire de la messe de dimanche passé, qu'elles auraient toutes à se présenter à moi pour prouver, par des documents, leur légitime mariage ou pour se préparer à passer à Majorque. Au cas contraire, on les mettrait en prison où, gardées par des soldats espagnols, elles passeraient huit jours au pain et à l'eau. Et de nouveau, sans y apporter la moindre attention elles ne m'ont pas obéi. Trois jours après, j'ai adressé une réclamation à ces Messieurs du Conseil qui m'ont répondu, comme je l'ai dit dans ma précédente, qu'elles ne possédaient pas de papiers de légitimation, sauf qu'elles étaient reconnues comme épouses par leurs différents corps ; ils m'ont répondu en outre qu'elles avaient bien fait de ne pas se présenter sans l'ordre de leurs chefs, qu'ils ne pouvaient pas les obliger et qu'aucune autorité ne saurait les séparer ; et c'est ce qu'ils disent avoir répondu à Votre Seigneurie. Je veux donc recourir à la force, car je crois, pour l'exécution de ma menace, au concours du commandant des stationnaires... »

Cherchant à gagner son supérieur par la flatterie, le Père Damien essaie d'une habile gradation d'arguments : « Votre Seigneurie peut être certaine que Messieurs les Officiers s'intéressent infiniment à la présence de ces femmes dont l'absence les priverait

du meilleur de leurs plaisirs, mais Votre Seigneurie s'intéresse davantage au bien de l'État auquel Elle pourra épargner ce que ces femmes lui coûtent ; plus encore Elle s'intéresse au bien des pauvres soldats prisonniers pour cette raison que ces femmes diminuent leur part de rations ; plus encore Votre Seigneurie s'intéresse à la Sainte Église qui se voit outragée par ces scandaleux abus ; et, finalement, Votre Seigneurie s'intéresse à mon honneur et à mon autorité qui se verront réduits à zéro si je ne sors pas de cette entreprise, à laquelle seul m'excite le zèle de la plus grande gloire de Dieu. »

Ah ! le bon apôtre... Soucieux de la morale sans doute, mais plus soucieux encore de son despotique pouvoir, il touche toutes les cordes sensibles dans l'espoir d'en faire vibrer au moins une.

Aussi bien, ce suprême recours à son chef hiérarchique semble encore tomber dans le vide.

Le 29 octobre, on le voit écrire à Don Antonio Desbrull : « Concernant les femmes, qu'elles restent, pour le chagrin de ceux qu'elles disent être leurs époux ; du moins, j'estime que Votre Seigneurie devrait envoyer des ordres pour en faire embarquer quelques-unes qui, certainement, ne sont pas mariées, comme cela m'est prouvé par leur propre confession extra-sacramentelle et celle de leurs amants, avec lesquels elles cohabitent !... »

Le 6 novembre enfin, surlendemain de la terrible catastrophe qui coûtera la vie à tant de malades de l'hôpital, l'aumônier, sans revenir à un événement aussi douloureux, brandit à nouveau sa marotte :

« En ce qui regarde les femmes, je ne vois pas la possibilité de pouvoir s'en tirer sans fornications et avortements, outre les inconvénients que je vous ai déjà signalés ; je ne découvre pas le moyen de les gagner à un meilleur parti tandis que Votre Seigneurie en a l'occasion en les séparant des autres²⁰. »

Il y a dans cette exclamation, un peu désabusée, comme l'écho d'une Cassandra qui veut pouvoir s'écrier, en face d'un désastre : « Je vous l'avais prédit ! » Puis, constatant son impuissance devant un fait que nul, autant que lui, ne paraît considérer comme grave, l'aumônier s'abstiendra désormais d'en parler à son supérieur.

Les lettres se succèdent sans allusion à ce point délicat. Une

dernière tentative est faite auprès du commissaire, le 6 décembre, pour transporter, de force, à Palma, Rosa la Polonaise et celle que, de par sa liaison avec un nommé Jacquet, Don Damian appelle cavalièrement *la Jacqueta*.

Eut-il au moins sur ce point gain de cause ? Il n'y paraît guère, puisqu'avec Gille nous avons déjà signalé que cette guerrière volage, par commisération peut-être, suivit en Angleterre le canonnier qui l'avait achetée douze écus.

Le curé, que sa vocation empêchait sans doute de connaître expérimentalement le cœur féminin, apprit à ses dépens la vérité de l'adage : « Ce que femme veut, Dieu le veut. » Or, chose curieuse, touchante même, ce que femme voulait ici, c'était rester, malgré l'aumônier, dans les disgrâces de l'îlot...

Il est possible que, par la suite, quelques-unes de ces infortunées aient désiré changer de vie ou, plus vraisemblablement, de résidence. En effet, le 25 mars 1812, la Junte décide que les femmes de Cabrera, qui se sont repenties, seront transférées à la Pitié de Palma, institution créée pour elles.

On y accueillit les nommées Louisa Lory, Marie-Madeleine de Mayar et Mariette Radayel. Aucun de ces noms n'étant cité par le curé Estelrich, on s'explique mal leur présence. Peut-être faisaient-elles partie des contingents venus tout droit de la Péninsule. Ou bien auraient-elles passé subrepticement de Majorque à Cabrera ?...

Quant aux naissances possibles, les documents ne signalent qu'une seule demande de transfert pour ce motif : Cabrera était et devait rester, de façon presque absolue, terre de servitude et de mort.

* * *

POUR LE CŒUR, IL N'EST PAS DE FRONTIÈRES

On l'a suffisamment démontré : quels qu'aient été leur misère et leur abandon, le septième commandement du Décalogue n'a pas été violé davantage chez les victimes de Baylen qu'en bien d'autres agglomérations humaines plus prospères. En outre, il n'a pas

paru que ce soit parmi les habituelles suivantes des armées que la licence ait particulièrement régné.

Mais, objectera-t-on, la raison n'en est-elle pas que jamais l'offre n'a égalé la demande ? En plus grand nombre, les femmes de Cabrera eussent-elles été aussi vertueuses ?

La question peut se poser lorsqu'on entend l'un des Cabrériens rappeler un fait divers, qu'il faut placer dans la période où, par suite du départ des officiers, le *Castillo* n'est plus occupé que par l'aumônier et le commandant de place. A ce moment, la vie, pour dépouillée qu'elle soit, s'est un peu stabilisée. La faim, la soif et la maladie y exerçant moins de ravages, c'est l'instinct qui, parfois, prend le dessus.

Wagré est donc seul à narrer l'anecdote qu'il qualifie de « tant soit peu scandaleuse », touchant l'épouse de l'officier espagnol auquel on a confié la surveillance des prisonniers, mais qui ne semble pas l'avoir exercée à l'égard de sa compagne.

Le lieutenant Baltasar — puisqu'il faut le nommer — avait pris, à titre de domestique, un charpentier du nom de Bricard, natif, comme Wagré, de l'Ile-de-France et qui, astucieux à son égal, n'avait pas eu de peine à se mettre dans les petits papiers de Don Damian.

Grâce au prénommé Bricard, un artilleur de ses amis, fort joli garçon, paraît-il, sut se faire remarquer de la *Señora* Baltasar. C'était une petite femme brune, assez jolie, extrêmement sensible et qui avait beaucoup de compassion pour les pauvres prisonniers. Elle poussa même cette sensibilité jusqu'à tomber amoureuse du canonnier, de telle sorte qu'à en croire la chronique de l'île, elle fut surprise par le commandant presque en flagrant délit...

L'officier outragé allait, dans sa fureur, les assommer tous deux. Seule les sauva l'opportune intervention de Bricard et de son secrétaire Renaud. « Le bel artilleur », raconte plaisamment Wagré, « n'étant pas charmé d'essuyer les effets de la colère du *Señor* Baltasar, profita d'un instant favorable pour s'enfuir à toutes jambes, laissant la gentille Espagnole expliquer, comme elle l'entendrait, la situation où son mari l'avait trouvée ». Il est à croire, ajoute-t-il, que tout se passa bien, car après avoir renvoyé sa trop sensible épouse passer quelques jours à Palma, il ne tarda pas à la rappeler auprès de lui. Mais, à dater de ce jour, le canonnier

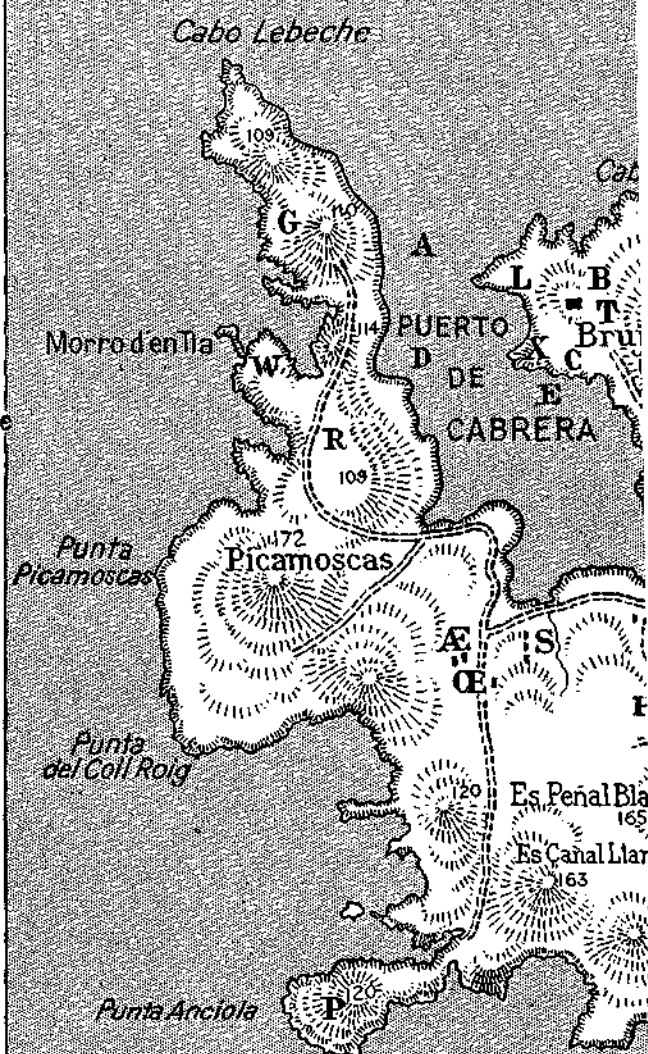
ILE de CABRERA

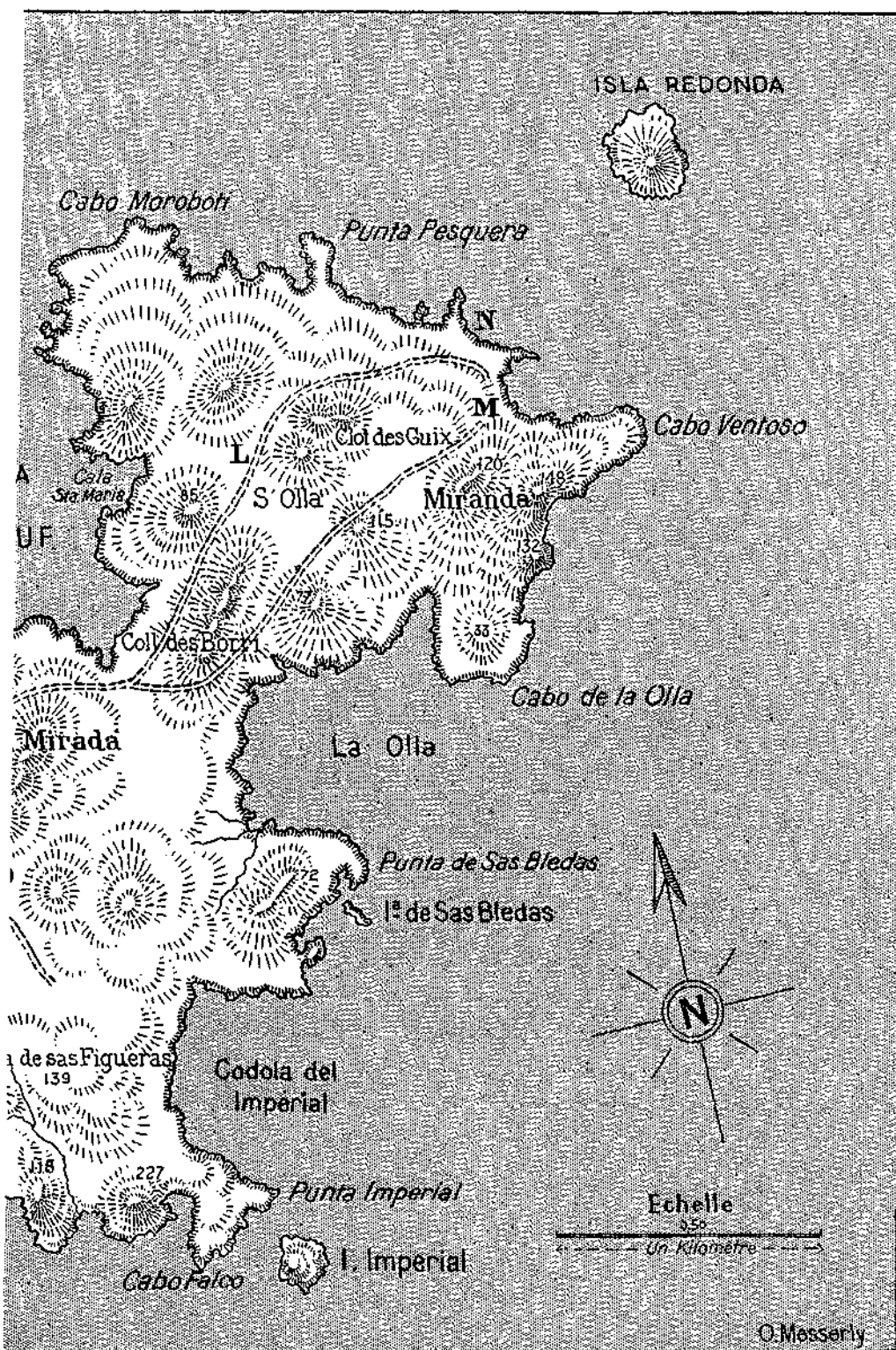
INDEX

par L.F. Gille

Auteur de la Carte parue
dans les "Mémoires d'un
Conscrit de 1808"

- A Entrée du Port.
- B Le Château
- C Cambuse
- D Brickanglais
- E Chaloupes espagnoles
- F Puits d'eau saumâtre
- G Gr^{de} Grotte du Chèvrefeuille
- H Hôpital ancien (tentes)
- I Cimetière
- J Hôpital nouveau
- K Puits non achevé
- L Bois de Pins
- M Grotte en spirale.
- N Mine d'étain.
- O Fontaine d'eau douce.
- P Petite source.
- Q Palais Royal.
- R 121^{me} Régiment.
- S Gendarmes.
- T Théâtre dans citerne.
- U 1^{er} Rég^t de Dragons.
- V 5^{me} Légion.
- X Marins de la Garde.
- Y 4^{me} Légion.
- Z 1^{re} Légion.
- Æ Garde de Paris.
- Ⓔ Chapelle.
- W Mine de sel.





n'osa plus se montrer au château, l'époux, justement irrité, l'ayant menacé de lui abattre quelque membre²¹.

Pen proluxe à l'égard de celles que d'ancuns ponrraient appeler les professionnelles de l'amour, la chronique de l'île devait s'attacher davantage aux pécheresses d'occasion.

A tont le moins, l'incident prouve que les haines nationales s'apaisent vite lorsque les yeux sombres d'une Majorquine rencontrent ceux d'un bel artilleur de France !

TROISIÈME PÉRIODE

JANVIER A MARS 1810

L'HIVER TERRIBLE

CHAPITRE IX

VÊTIR CEUX QUI SONT NUS

HOMMES DES CAVERNES

SUR le roc pelé (le qualificatif est de Billon), chaque jour qui s'écoule ajoute au dénuement général. Les problèmes du logement et de la nourriture eussent-ils été résolus — et l'on sait si ce fut le cas! —, celui du vêtement devait s'imposer en toute saison.

Le premier et principal témoin qui, après l'adjudant Batlle, rendit compte à l'autorité des multiples misères qu'il avait rencontrées à Cabrera, écrivait, au lendemain de son installation, qu'entre tous les besoins des prisonniers, celui du vêtement était

certes le plus impérieux. « Car », ajoutait-il, « ces soldats semblent être davantage des sauvages que des civilisés, tant ils sont obligés de montrer toute leur chair...¹. » L'auteur de cette assertion, il convient de le dire, ne fut autre que cet homme « d'exécrable mémoire² » (ainsi s'exprime le même Billon), l'aumônier Estelrich, considéré par ses paroissiens comme une sorte de tortionnaire. Et bien qu'un autre auteur ait souvent qualifié d'excessives les plaintes des *Franceses*, une déclaration de lui n'est pas moins catégorique : « Parmi toutes les souffrances matérielles qu'ils endurent, il n'y en eut aucune comparable au manque d'habits et de vêtements destinés à les défendre contre les rigueurs de l'hiver³. » Cela est signé : Jaime Garau.

Au camp des victimes, on n'est pas moins affirmatif.

« Dès la descente dans l'île », note Ducor, « la plupart d'entre nous étaient sans souliers et n'avaient que des haillons qui ne les couvraient plus⁴. » Même remarque chez Sébastien : « Depuis longtemps les chemises, les chaussures étaient effacées des mémoires les plus fidèles. » En mars 1810, Lardier, arrivant de Catalogne, hésite à reconnaître son camarade, le sergent Ricaud, dans un homme sans chemise, à peine vêtu d'un pantalon de toile coupé à la hauteur des genoux⁵. Quant aux troupiers, il les voit « noirs comme des mulâtres, barbus comme des sapeurs, les jambes, les cuisses et les reins entièrement à découvert⁶. » Plus tard (juillet 1810) lorsque le colonel D'Eslon, déjà rencontré en Andalousie, sera transféré de Majorque en Angleterre, le navire, dans l'entrepont duquel les officiers sont entassés, est, à l'escale de Cabrera, entouré de nageurs réclamant instamment des secours :

— « Quelle misère, grand Dieu ! », s'exclame-t-il douloureusement, « quelle misère !...⁷. »

Ainsi, plus la saison s'avance et plus la situation empire⁸.

Par solidarité instinctive, sous-officiers ou marins de la Garde, tous militaires de carrière, avaient fait preuve de prévoyance et de méthode, mais les conscrits de 1808, sans expérience et mal formés à la discipline, devaient être la proie d'un mal qui s'ajoutait à tant d'autres : l'horreur de son semblable⁹. Ceux qui l'éprouvent, d'instinct recherchent les lieux déserts. Or, on a vu si, à défaut d'autres ressources, Cabrera en était riche ! Dans toutes les terres

baléares, les cavernes abondent, communiquant avec la mer ou creusées au flanc des falaises.

Telle, dès l'entrée du *Puerto* et dans le voisinage du cap Lebeche, l'anfractuosité, qu'on appelle la Cuisine de l'Évêque ou *Cocina del Obispo*, semblable à un énorme chandron. Telle, sur le revers du même cap, une *cueva* comparable à celles de Manacor ou d'Arta, la *Cueva del Frare* ou *del Amich*, la célèbre Grotte du Chèvrefeuille. Telle enfin, au levant, la *Grotte en spirale*, surplombant un précipice et connue pour ses amples proportions.

A qui doit loger en des cabanes criblées par les averses ou secouées par les autans, n'est-ce pas chose naturelle de considérer ces cavernes comme les asiles de l'indigence ? La paresse, fille du découragement, devait y pousser les indolents qui, cigales des temps chauds, n'avaient su ni voulu prévoir la venue de l'hiver.

Ainsi devait se constituer, en marge de la communauté restaurée par le sentiment de la discipline, un groupe d'*outlaws* qui, recrutés parmi les dragons surtout, tombèrent au dernier degré de la misère ou, pour parler avec Wagré, « dans un état les rapprochant de la brute ¹⁰. » Au nombre d'environ deux cents, on les appelait les *Tartares*, si grand était leur état de malpropreté, ou bien les *rafalés*. Rongés de dartres et de gale, ils devaient voiler leurs pauvres académies et éviter tout contact avec leurs semblables qui les fuyaient comme des pestiférés ¹¹.

Lorsque ces *rafalés* avaient à sortir de leur trou, ils ne pouvaient le faire que l'un après l'autre, ou deux à deux, car, à eux tous, leur garde-robe ne consistait qu'en une couple de vestes et de pantalons accrochés à l'entrée. Pour leur éviter, à l'arrivée de la barque, des courses humiliantes, les rations leur étaient scrupuleusement apportées, mais on avait soin de les déposer dehors. Se jetant dessus, ils les dévoraient d'un coup, quittes à jeûner cruellement jusqu'à la prochaine fois. « Le seul soulagement qu'il nous fût possible de leur procurer », écrit un Cabrérien qui fut loin de les imiter, « c'était de faire cuire leurs légumes. Nous nous en acquittions avec régularité et empressement. Cette attention aurait dû leur inspirer de la reconnaissance et les corriger du penchant que quelques-uns avaient contracté de venir nous voler pendant la nuit. Mais la rage et la faim les égaraient. Deux ou trois de ces malheureux, pris sur le fait, durent subir les péna-

lités prévues : ils eurent d'abord les oreilles coupées, puis furent mis à mort et jetés à la mer... ¹². » Il fallut bientôt établir une garde de nuit et placer deux sentinelles à l'entrée de la caverne avec consigne de ne laisser sortir personne.

Des officiers anglais, venus un jour de Mahon, surmontèrent leur répugnance et voulurent pénétrer dans l'antre. Quelle scène de désolation ! Des hommes, en complet état de nudité, étaient accroupis autour d'un feu à demi-éteint ; d'autres, tapis dans les coins les plus sombres de cette grotte obscurcie par une fumée épaisse, ne révélaient leur existence que par des gémissements sourds ¹³. Le teint livide, les joues caves, le corps noirci par la fumée, ils ressemblaient, déclare Gille, « aux Cyclopes de la fable plutôt qu'à des guerriers français... ¹⁴. »

Qu'on ne se méprenne point : une telle abjection n'était le fait que d'un petit nombre. Sébastien Boulerot a beau prétendre qu'il y avait à Cabrera « une masse effrayante de *rafalés* ¹⁵ », l'avi-lissement — insistons-y — n'était point général. D'ailleurs, parmi ces malheureux, tous n'avaient pas des allures ou des mœurs de brigands. C'est chez eux que se recrutaient les coureurs d'aventures comme le dragon Coutant, ce nageur intrépide qui franchissait aisément la demi-lieue de mer le séparant de Conejera, l'île aux Lapins. Trouvant en abondance l'animal dont ce rocher porte le nom, il lui arrivait, en cas de mauvais temps, de dévorer sa chasse toute crue. De cette façon, par un retour graduel à l'état de nature, certains Cabrériens n'avaient plus rien à envier à leurs ancêtres quaternaires : en quoi différaient-ils des primitifs de Crô-Magnon ou du Neanderthal ?...

* * *

ÉLOQUENCE PARLEMENTAIRE

Il y aurait quelque injustice à laisser croire que ce dénuement sans nom n'a trouvé chez les représentants de l'État capteur qu'indifférence et dureté. On a vu les impressions de l'adjudant et du curé. Le chevalier Desbrull, homme au cœur large et com-

patissant, ne peut se retenir d'évoquer devant ses collègues une vision si poignante. Peu de jours auparavant, le commissaire du gouvernement était rentré ému autant que l'avaient été Batlle et, après lui, Estelrich.

Il faut revenir, aux Actes de la Junte de Palma, notamment ceux du 29 septembre 1809. On verra si, cette fois au moins, en présence de ces misères, l'autorité saura faire preuve de prévoyance et de compréhension.

« Il est donné lecture d'une lettre du président, l'Excellentissime Comte d'Ayamans, accompagnant la liste des prisonniers et les détails qui y sont joints touchant l'état déplorable dans lequel ils se trouvent, détails transmis par Don Joaquín Pons lequel, comme toujours, a rempli avec exactitude et diligence, la mission qui lui était confiée.

« A l'ouïe de cette communication, aussi bien pour porter remède à la détresse des prisonniers que pour parer aux risques de les voir délivrés par une escadre française qu'on dit être sortie de Toulon, l'auditeur, Don Nicolas Campaner, demande que l'on écrive aux cours de justice et aux municipalités des communes majorquines, afin de leur exposer la situation ; en faisant appel aux sentiments qui doivent animer tous les cœurs chrétiens, on pourra, selon lui, demander à ces communes si elles verraient inconvénient à recevoir chacune un nombre donné de prisonniers et cela non seulement pour éviter à ceux-ci des chances de libération mais pour qu'ils puissent accomplir des œuvres utiles à la Patrie, notamment les travaux des champs. »

Cette proposition qui, remarquons-le, fut la première et peut-être la dernière où l'on ait entrevu la possibilité, si essentielle au bien-être des captifs, du travail organisé, aurait dû être revêtue de la clause d'urgence et faire l'objet d'un vote unanime. Le texte, consigné par Garau, parle seulement d'une majorité (*pluralidad*)¹⁷ et Miguel S. Oliver, qui le consigne également, affirme que cette motion ne réunit qu'une *respectable minoría*¹⁸.

« Les atténuations auxquelles l'orateur avait eu recours pour faire passer sa proposition », ajoute-t-il, « prouvent suffisamment ce qu'était alors l'état de l'opinion publique. A part la *Aurora patriótica mallorquina*, association politique de tendance libérale, on ne trouvait personne pour prendre le parti des déportés et

patronner cette solution. Irréductibles et durs, les représentants d'autres milieux décidèrent que le malheur d'autrui devait être consommé : la motion Campaner ne fut donc point admise¹⁸. »

En revanche, la Junte voulut bien s'attacher à celle de Don Juan Despuig destinée, non seulement à réunir les moyens nécessaires à la construction d'une ou de plusieurs baraques pouvant servir d'hôpital, mais à prendre les mesures voulues pour fournir aux malades médicaments et secours. « Quant à ceux qui ne sont pas malades », déclarait le motionnaire, « que la Commission de Cabrera recherche les moyens de les soulager en leur fournissant les choses indispensables à leur existence¹⁹. »

Apparemment sceptique sur l'effet de ces déclarations, ce député ne manqua pas d'ajouter : « Comme, vu le manque d'argent, toutes ces mesures sont vaines et comme il n'est aucun espoir de secours rapides, à en juger par le peu d'effet qu'ont eu les demandes adressées par la Junte au gouvernement central, il serait inutile d'entreprendre ces travaux si l'on n'avait d'autres moyens pour en assurer l'exécution et venir en aide à ces malheureux¹⁹ le jour — que la Junte n'estime pas éloigné —, où, vu le mauvais rendement des impôts, le fournisseur des fonds sera dans l'impossibilité de continuer ses avances. » C'est pourquoi, comptant fort peu sur l'État, le motionnaire n'hésitera pas à se tourner vers ses collègues et vers la population : « La Junte », l'entend-on dire, « ayant fait tout ce qui était en son pouvoir pour obvier à un état de choses aussi regrettable, il ne nous reste qu'un moyen : ouvrir une souscription à laquelle, pour donner l'exemple, les membres de ce corps participeront. Ensuite, un manifeste sera publié pour exposer au public ce qu'a dû faire l'autorité en ces graves circonstances, ainsi que les motifs qui l'ont guidée. En dernière instance, dans un appel à Sa Majesté, on lui dira que, faute de secours rapides, ces malheureux périront infailliblement. De la sorte, la Junte aura dégagé sa responsabilité et rempli tous les devoirs qu'imposent la Religion et la Charité. De plus, nul ne pourra dire qu'elle a considéré avec indifférence le malheur de ces individus qui auraient eu droit, malgré tout, à ce que l'on observe à leur égard les lois de l'humanité. Il faut que l'on dise au contraire que la Junte a fait plus qu'elle ne pouvait¹⁹. » Joignant aussitôt l'acte à la parole, Don Juan Despuig déclara qu'une fois

la souscription ouverte et son emploi rendu conforme au but proposé, il s'inscrivait pour la somme de mille *reales*.

A titre d'intention tout au moins, cet effort généreux, autant que les termes dans lesquels il fut exposé, méritait d'être signalé. Mais il semble que, nonobstant les noms patriciens dont est revêtu le procès-verbal²⁰, nul ne vit jamais les résultats de cette souscription. L'enfer où l'on vécut à Cabrera fut pavé de ces intentions-là !

« En vérité », déclare Oliver, « la proposition Despuig fait songer à celui qui voudrait, à l'aide d'un compte-gouttes, éteindre un immense incendie, et l'attitude de la députation, se lavant les mains devant les conséquences de son vote, rappelle le mot d'un satirique espagnol qui s'écriait, devant une iniquité flagrante : « Que Dieu nous soit en aide ! »²¹. » Ici, l'historien palmesan est plus sévère encore que nous.

Au surplus, n'aurait-il pas eu le droit d'invoquer en faveur de ses compatriotes une excuse assez naturelle : n'est-ce pas la première fois dans l'histoire que l'entretien de prisonniers de guerre ait incombé à des autorités locales ou provinciales comme étaient celles de Palma ? Il y aurait beaucoup à dire sur l'état d'anarchie régnant alors dans la Péninsule et sur la totale insuffisance de son gouvernement.

Dans sa session du 1^{er} décembre, l'autorité crut donc avoir fait tout son devoir en décidant que « les deux cents et quelques livres qui restaient entre les mains du commissaire seraient employées à vêtir les prisonniers malades après qu'on aurait utilisé le linge disponible ». Puis l'on ajoute derechef « qu'au cas où ces deux choses ne suffiraient pas, une souscription volontaire serait ouverte en faveur des malheureux »²².

Du texte de cette décision, Don Jaime Garau²³ entend tirer la preuve que la misère des *Franceses* éveilla une pitié profonde au cœur des députés majorquins et que l'absence de fonds les affligea pareillement. Accordons-le lui. Mais lorsque, le 6 mars 1810, on verra Don Antonio Desbrull présenter au gouvernement l'état des magasins d'habillement que, sur le produit de la souscription décidée deux mois auparavant, il a institués pour les convalescents de l'hôpital, rien n'indiquera que les sommes recueillies aient été considérables ni que ces secours se soient appliqués à d'autres qu'aux malades. En outre, comme il est question de vêtements

« distribués antérieurement aux prisonniers de la caserne Saint Martin », on a tout lieu de supposer que ces largesses n'allèrent qu'aux patients transportés à Majorque et traités à l'hôpital de Palma. Une fois de plus, on a « palabré » à l'*Ayuntamiento*. Quant aux Cabrériens, leur tragique destin n'a fait que suivre son cours.

* * *

L'ENTR'AIDE DES MISÉREUX

En face de ces besoins extrêmes, les officiers détenus à Palma et jouissant dans leur *Cuartel nuevo* d'une félicité, d'ailleurs très relative, ne s'étaient point bornés à gémir sur le sort de la troupe qu'ils avaient dû abandonner. On les vit maintes fois s'efforcer de lui venir en aide ²⁴.

Quelques-uns sont connus, tel l'officier de détail Lemir, tels encore les capitaines de frégate Onméa et Fradin, le colonel bernois de May, le major Teulet, commandant de la 4^e légion, ainsi que le capitaine de vaisseau Bourdet ; celui-ci, dépourvu d'argent, s'avisa même d'en emprunter à l'un de ses supérieurs pour pouvoir faire sa part. Modeste devait être cette collecte qui se réduisit, comme vêtements, à un pantalon, une chemise, quatre paires de souliers, deux sacs et quatre paquets de toile ! Mais on put y joindre deux cent huit écus d'argent destinés à des Cabrériens nommément désignés ²⁵.

Peut-être est-ce à cette manifestation de solidarité que pense Quantin lorsqu'il mentionne l'initiative du général Exelmans, retenu prisonnier dans la Tour de l'Ange et faisant passer des vêtements aux soldats ²⁶ avec une générosité que Billon ²⁷ déclare « inépuisable ». Ne serait-ce pas à cet exemple qu'on dut, sur le sol même de l'île, l'éclosion d'un mouvement d'entr'aide inespéré ? Ducor ²⁸ autant que Wagré ²⁹ parlent en effet, mais sans autres détails, de la création d'une loge maçonnique semblable à celles qui existaient alors dans la plupart des régiments. Grâce à elle, les rapports de mutuelle bienveillance et les secours réciproques allèrent se multipliant.

Mais l'effort individuel le plus efficace, et l'un des seuls qui témoignent d'une vision claire des possibilités, est celui qu'on doit au général de cavalerie Privé, alors enfermé au château de Bellver. Mis au courant des souffrances endurées par ses anciens dragons, il ne laisse pas d'interpeller itérativement le chevalier Desbrull : « Monsieur », lui écrit-il, en avril 1810, « j'ai déjà plusieurs fois réclamé votre humanité pour mes malheureux compatriotes périssant de la misère la plus affreuse dans l'île de Cabrera... J'avais sollicité de votre bienveillance des effets d'habillement pour ceux de ces prisonniers qui, contre la foi des traités et contre toutes les lois de la guerre, ont été dépouillés dans les prisons de l'Andalousie. Ces malheureuses victimes sont toujours dans le même état de nudité...³⁰. »

Mais il n'a pu obtenir du commissaire l'entretien qu'il avait sollicité et qui », dit-il, « l'eût mis à même de s'entendre sur cet objet bien mieux et plus promptement que vingt pages d'écriture ». Le général lui adresse alors une proposition concrète : « Je désirerais acheter des effets, du linge et des souliers en faveur de ceux qui faisaient autrefois partie de ma brigade et qui se meurent aujourd'hui... »

• Pour mener à bien ce projet, la première condition est d'en posséder les moyens. Or, Privé rappelle à son correspondant que, par décision des autorités, il a été dépouillé, dès son arrivée, du peu d'argent qui lui restait. Force lui est aujourd'hui de recourir à un expédient : — « Je propose, pour le prix des achats que je projette, des billets sur le Trésor impérial. Je réponds, sur mon honneur, qu'ils seront acquittés, soit qu'on les soumette à la Trésorerie de Paris, soit qu'on les présente à un général français commandant en Catalogne ou dans toute autre province de l'Espagne³¹. » Puis, rappelant que plusieurs familles de Majorque, ayant leurs enfants prisonniers en France, seront bien aises de leur passer quelque argent, Privé assure que des billets, payables au porteur, pourront être réglés sans plus par des banquiers ou négociants de son pays, la contre-valeur devant en être versée au marchand de Palma qui fournirait les vêtements nécessaires. « De cette manière », conclut l'officier français, « je pourrai être utile à mes compatriotes en même temps qu'à vos concitoyens qui sont prisonniers de guerre³¹. »

Le procédé, donnant satisfaction aux deux parties, ne laissa point d'être accepté par les dirigeants espagnols, car un reçu, portant, en apostille, le nom de Desbrull, semble prouver qu'en France quelques prisonniers majorquins touchèrent, par l'entremise de la famille de l'officier Guibeaud, interné à Palma, la somme de trois cents *pesetas* équivalant à celle que ce dernier avait perçue.

Ce fut là utilisation intelligente des opérations de crédit, encore bien rudimentaires à cette époque. Elle engagea le chevalier à en étendre le principe à d'autres bénéficiaires. Mais ces nouvelles propositions ne devaient être suivies d'aucun résultat. « Car », affirme Garau, « la France, (disons plutôt l'Empereur) n'avait pas pardonné à ces malheureux le désastre du 19 juillet 1808 et leur refusa systématiquement toute aide et jusqu'aux échanges ardemment désirés ³². »

On ne saurait donc faire reposer sur la seule Espagne de Ferdinand VII la responsabilité d'inutiles et durables privations.

*
* *

DE L'INTENDANCE A L'ÉVÊCHÉ : FEINTES, PARADES ET RIPOSTES

L'insuffisance de ces libéralités rendait indispensable le retour à celles, qu'avec tant de parcimonie, l'Espagne daignerait consentir. Par malheur, avant qu'on puisse noter une intervention effective, l'appel de l'aumônier demeurera près d'un an sans écho.

Plus grave encore que celle de la Junte apparaît l'incurie de l'Intendance à laquelle avaient été confiées les fournitures de linge et d'habits. Don Jaime Garau affirme qu'à fin novembre, 1810, on doit revenir à la charge. Point de réponse. Le *capellán* recourt alors à la Junte et propose deux moyens : ouvrir à nouveau une souscription publique, ou émettre un emprunt qui sera remboursé dès le prochain versement de Séville.

Dans le premier cas, Don Damian s'inscrirait pour dix costumes du type adopté (*vestuarios*). Dans le second, il avancerait lui-même la somme de quatre cents livres. C'était payer d'exemple

et ce trait généreux, qu'ignorèrent les paroissiens du curé de Cabrera, doit être loyalement inscrit à l'actif d'un homme que l'on taxait de « cruauté raffinée ³³ ».

A cette initiative efficace, la Junte répond par une série de considérants dont le mieux qu'on puisse dire est que nul d'entr'eux ne pourrait apporter le moindre adoucissement à une indicible misère : depuis près de trois ans, en effet, la plupart des vaincus de Baylen n'ont plus touché de l'État la moindre nippe.

On répond à l'aumônier « que, sur les neuf doublons alloués indistinctement pour la nourriture et le vêtement de chaque homme, deux iront à leur habillement, en sorte qu'il restera, pour cette opération, quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent quarante *reales* et vingt-deux *maravedis* ³⁴. »

Toujours en lutte avec les représentants du pouvoir central, les autorités majorquines ajoutaient, à son intention, « qu'il incombait à l'Intendance de réclamer le paiement de tout ce qui concernait Sa Majesté, mais qu'en ce qui la touchait elle-même, elle s'abstiendrait de toutes transactions directes avec l'évêque au sujet des sommes qui lui étaient dues ; qu'au surplus, si les crédits faisaient défaut, elle devrait en être informée afin d'agir pour le mieux ³⁵. »

C'est, une fois de plus, la balle qu'on se relance de bureau à bureau car si, réellement, l'Intendance disposait alors de près de vingt-cinq mille livres pour l'habillement, pourquoi cette somme ne fut-elle pas utilisée sur l'heure ?

Consolation médiocre, en vérité, le 14 décembre, la Junte approuve le modèle de costume que Don Damian lui-même a préparé ; le 29, elle remet à l'Intendance une lettre où le commandant du brick *Espoir* signale, entre autres choses, que « le plus grand besoin des captifs étant de couvrir leur nudité, il suffira de leur octroyer des peaux de bêtes pouvant à la fois servir de couvertures et de lits ³⁶ ».

Le second hiver est déjà entamé quand l'administration, si lente à se mouvoir et si prompt à repousser de judicieux conseils, se décide pourtant aux achats de toile, de linge et de laine pour le vestiaire des prisonniers. Mais, prétend-elle, il ne lui manque que l'argent !

C'est alors — ainsi l'affirme textuellement Don Jaime Garau — que l'Intendance écrivit à « l'Illustrissime Evêque » pour obtenir

de lui des arrérages. L'Évêché faisant la sourde oreille, la Junte, cette fois, doit intervenir. Le prélat daigne répondre que, « pour s'acquitter de son dû, il a versé une somme équivalant à la moitié des dîmes de grains de l'année précédente, ce qui, suivant lui, couvre, et au delà, tout ce qu'il pourrait devoir pour l'année écoulée, l'année présente et même les années suivantes...³⁷. »

Devant cette réponse, qui paraît hautaine et passablement désinvolte, il convient de se rappeler les charges qui incombaient au clergé de l'Ancien Régime : outre les frais du culte et son propre entretien, il devait pourvoir à l'assistance et à l'enseignement. L'affirmation que la moitié des dîmes ne pouvait être dépassée n'a donc rien d'extravagant. Mais la réalité n'en est pas moins dure.

Pour disculper la Junte de reproches apparemment mérités, Don Jaime Garau rappelle que l'étoffe et le drap étaient à ce moment si rares que les autorités majorquines ne purent même répondre à l'appel du gouvernement d'Aragon qui, après celui de la Catalogne, en avait demandé, le 3 janvier 1811, pour vêtir les soldats de la Péninsule.

« Ainsi », ajoute-t-il non sans fierté, « en même temps qu'ils s'avouaient impuissants à doter de manteaux les défenseurs de la Patrie, les membres de la Junte de Palma sollicitaient de la charité publique de l'étoffe et de l'argent pour habiller les envahisseurs de son sol, lesquels avaient par là facilité les visées ambitieuses et l'injustice immense de leur cruel empereur !...³⁸. »

Sur un nouvel appel du commissaire et de l'aumônier, la collecte pour les prisonniers, recommandée le 11 janvier par la Junte, fut entreprise huit jours plus tard, concurremment à celle qu'on destinait aux besoins de l'armée de Catalogne ; elle atteignit la somme de sept cent quatre-vingts livres, ce qui permit, avec l'aide du Trésor royal, de vêtir cinq cent soixante-dix hommes. Un an plus tard — mai 1812 —, une nouvelle quête, ordonnée par la même ville de Palma, aux fins d'habiller les Français invalides et rapatriables, donnera quatre cent soixante-quinze livres et treize *reales*. On sait, par ses notes intimes, que Don Antonio Desbrull, généreux autant que chevaleresque, y contribua pour soixante livres.

Don Jaime Garau conclut donc³⁹ — et nous ne voudrions pas nous inscrire en faux contre cette assertion — que si la Junte avait

eu des fonds à sa disposition, les prisonniers de Cabrera n'auraient pas enduré un si affreux dénuement. Mais est-il entièrement équitable en attribuant aux seuls *Franceses* la cause de ces souffrances ? On voit mal que les Cabrériens puissent être tenus responsables des maux qui les frappèrent.

*
* * *

LES BIENFAITEURS ANGLAIS ET LA NOBLE EXILÉE

La précarité des secours espagnols, la modicité de l'entr'aide spontanée et l'indifférence glaciale de l'Empereur devaient avoir pour correctifs quelques interventions singulièrement opportunes.

Pour isolée qu'ait été Cabrera et pour étroit que fût le cordon de surveillance établi à son entour, plus d'un navire étranger vogua près de ses côtes. C'est à ces occasions que se produisaient les tentatives les plus désespérées pour révéler aux passants une immense détresse. Quantin note, sans préciser de date, qu'un brick anglais vint à mouiller dans le *Puerto*. Le premier canot qui toucha terre fut aussitôt entouré d'hommes à ce point hirsutes et dévêtus que les matelots les prirent d'abord pour une bande de sauvages. Instruit de la situation, l'équipage ramassa tout ce qu'il put trouver à bord de vieux linge et de vivres avariés (*sic*) pour en faire une distribution aux suppliants dont la reconnaissance fut sans bornes.

Wagré, cependant, qui, s'il n'a pas la mémoire des dates, possède au moins celle des noms, explique autrement cette visite inopinée. Rappelant dans son premier ouvrage l'existence du gendarme Poline, fait prisonnier non pas à Baylen mais au fort de Figuières, il raconte qu'à la vue d'un vaisseau qui passait à proximité de l'île, ledit gendarme n'hésita pas à se jeter à l'eau pour solliciter des secours. Malheureusement, le navire ne se dirigeait point vers Cabrera. Quoique nageur excellent, Poline eût péri de fatigue sans la commisération du capitaine. Celui-ci le fit recueillir, puis, avant de le ramener à terre, le dota d'une forte provision de bis-

cuits, de lard et de riz, accompagnée de pièces d'habillement, « ce qui », ajoute le narrateur, « le mit assez bien dans ses affaires ⁴⁰. »

Un exploit aussi audacieux devait avoir pour heureux effet d'attirer sur la colonie l'attention de l'officier britannique. Deux heures plus tard, le navire entra en rade et l'on distribua aux abandonnés assez de vivres pour que chaque homme en reçût seize onces et demie. « Je me plais, en racontant ce fait », déclare Wagré, « à rendre hommage à la bienfaisante humanité des Anglais ⁴¹. » Gille, plus exact encore, assure que cette visite eut lieu peu après la troisième famine et au moment où le capitaine de frégate Duval prit le commandement ⁴² (1^{re} quinzaine de mars de 1810). Ce chef, aussitôt, saisit l'occasion de faire connaître à son visiteur combien était grande la misère générale. Il le conduisit, lui et son état-major, dans les différentes parties de l'île, notamment dans la fameuse caverne où l'on vivait entièrement nu. Le caporal de grenadiers, complétant, sans le savoir, le récit de son camarade fourrier, affirme que le capitaine ne s'en tint pas là, mais voulut voir aussi l'unique fontaine de l'île. Il en trouva l'eau si bonne qu'un baril fut prélevé pour être échangé avec l'eau, sans doute moins fraîche, qui se trouvait à bord. Puis, émus par tant d'infortunes, les représentants de Sa Majesté Britannique revinrent, quelques semaines plus tard, accompagnés de plusieurs ballots de chemises, de pantalons de toile et de tricots de laine ⁴³. Méry prétend que la commisération de l'amiral Collingwood, et même des marins de son escadre croisant devant Toulon, avait été éveillée par le rapport des officiers du brick chargé d'escorter à Cabrera les prisonniers en provenance de Mahon ⁴⁴.

Sans qu'on puisse affirmer qu'il s'agisse là d'une nouvelle visite, le lieutenant Billon mentionne une distribution de mille à quinze cents pièces, chemises, pantalons et gilets, faite à cette époque par le brigantin anglais *Alacrity*, que commandait le capitaine Palmer ⁴⁵. Mais les corps à vêtir dépassaient en nombre les vêtements. « Il n'y en avait que pour le quart d'entre nous », soupire Sébastien ⁴⁶. On chargea le sort d'assurer une répartition équitable de ces munificences ⁴⁷. Qu'on attribue cette faveur à la fortune aveugle ou à l'habileté du personnage, toujours est-il que, là encore, Louis-Joseph Wagré ne fut point oublié : « Pour ma

part, j'eus une chemise de marin en toile bleue à carreaux, ce qui me rendit on ne peut plus joyeux ⁴⁸. »

Chose étonnante, la plupart des prisonniers favorisés par la chance ne semblaient nullement avides de conserver les secours en nature. Ils s'étaient à tel point faits à leur nudité et le souci de la nourriture primait si fort celui du vêtement que chemises ou pantalons devaient être promptement échangés contre des pains ou des fèves. Ainsi fit le *rafalé* Salomon, dont Boulerot relate alertement un trait qui l'emporte sur la charité même de Saint-Martin. N'ayant pour tout habillement que quelques lambeaux, Salomon erre sur la rive ; un maître d'équipage lui fait signe d'approcher. Le *rafalé* hésite, craignant quelque raillerie sur sa tenue. A ce moment, l'Anglais dépouille veston, gilet, pantalon et chemise, invite le captif à les prendre et retourne à bord... complètement nu. Salomon n'en revient pas. Une fortune lui eût causé moins de joie. Il ramasse cette garde-robe et, dès le lendemain... il est nu à son tour, car tout a été vendu pour acheter du pain ⁴⁹ ! Gille, qui signale un fait semblable, affirme avoir acquis une pièce de linge pour quelques rations et observe que nombre de sous-officiers suivirent son exemple.

Comme le procédé devait se généraliser, malgré l'approche de l'hiver, on verra, le 24 octobre 1810, la Junte enjoindre au commandant maritime de s'opposer à ce que les prisonniers vendent, aux marins chargés de la surveillance, les vêtements qui leur ont été distribués ⁵⁰.

Tout porte à croire cependant que la sollicitude du capitaine anglais s'était étendue à la distribution des vivres car, dès le lendemain de son départ, deux barques arrivèrent de Palma, permettant aux emprunteurs de se libérer à l'égard de leurs créanciers, et cela grâce aux suppléments inattendus que les dites barques apportaient. On croit entendre les exclamations reconnaissantes des bénéficiaires, notamment celles de deux d'entre eux, moins souvent nommés que d'autres : Turquet et Dubuc.

Le narrateur des *Veillées*, dont les renseignements de seconde main doivent être contrôlés, affirme que pareil débarquement eut lieu à plusieurs reprises et que, chaque fois, les Anglais laissèrent des preuves de leur générosité. « Tantôt c'étaient des outils ou des semences, tantôt des secours pour les malades et des aumônes

pour les plus malheureux ». Ce peuple, ajoute-t-il, « jouissait donc parmi nous d'une haute réputation de générosité ⁵¹. »

Dubuc, dont le récit est fort bref, s'écrit avec une sincérité d'autant plus émouvante qu'elle se trompe d'objet : « Angleterre, nation bienfaisante et généreuse, un jour viendra où nous pourrons te témoigner toute la reconnaissance des bienfaits que tu nous rendis et dont le souvenir sera sans cesse gravé dans notre mémoire ⁵² ! »

Quant à Wagré, on l'entend déclarer une fois encore : « Dans cette circonstance, les Anglais, quoique nos ennemis, nous sauvèrent la vie ⁵³. » A dire le vrai, le caporal de grenadiers, qui fit paraître ses *Souvenirs* sous le règne de Charles X et à un moment où l'anglomanie déferlait sur la France, mentionne exclusivement, dans son récit de 1828, cette intervention britannique. Mais, lorsque, en 1835, il publia ses *Mémoires ou Adieux à l'île de Cabrera*, la famille d'Orléans avait remplacé celle des Bourbons. C'est alors qu'apparaît une nouvelle version : « Les traits d'humanité ne sont pas si multipliés », déclare-t-il gravement, « qu'on ne doive pas en citer les auteurs et je me fais un devoir de déclarer à la vénération publique et particulièrement à celle des Cabrériens, le nom de Madame d'Orléans, mère du Roi-Citoyen qui nous gouverne. Dans le cours de notre captivité à Cabrera, elle nous fit aussi participer plusieurs fois à la distribution de ses généreux bienfaits par l'entremise des Anglais. Puisse-t-elle, aujourd'hui, jouir de la récompense due à ses vertus !... ⁵⁴. » Ainsi, d'une édition à l'autre, les Anglais ont passé du rang de bienfaiteurs à celui de simples intermédiaires...

Faisons ici la part de l'humaine faiblesse et comprenons le souci qu'eut le besogneux boulanger de la rue Neuve Saint-Martin d'obtenir de la Monarchie de Juillet quelques gages de bienveillance. On peut s'expliquer la chose sans taxer de courtisanerie l'ex-gardien de la *fuente*.

Mieux vaut en effet supposer le bien et admettre la possibilité de plusieurs distributions, l'une, toute spontanée, des équipages anglais, l'autre d'une Française justement émue par le malheureux sort de ses compatriotes. A l'appui de cette hypothèse, signalons le fait que le colonel D'Eslon ⁵⁵ indique pour une distribution la date du 24 juillet 1809, tandis que Méry, le plus précis des rapporteurs, en a mentionné une autre, le 20 mai 1810 ⁵⁶.

Est-ce encore à une intervention princière que, le 29 janvier 1812, on devra le transport à Cabrera, par le maréchal de camp Santiago Witthingham, de douze jours de rations et, le 25 de la même année, de deux cents sacs de biscuit ou *galleta*⁵⁷ ? Aucun document ne permet de fixer ce point.

On sait néanmoins qu'ayant établi sa résidence à Minorque, la mère de Louis-Philippe ne devait rien ignorer de la misère inouïe des Français captifs. Qu'elle ait donc cherché à leur faire parvenir des secours d'urgence et voulu choisir pour messagers des officiers britanniques auxquels elle accordait l'honneur de ses visites, rien de plus vraisemblable.

C'est une bien attachante figure que cette princesse de Bourbon, veuve de Philippe-Égalité mort sur l'échafaud révolutionnaire et qui, après des pérégrinations nombreuses, avait, au début de 1807, débarqué en proscriète à Mahon. Saluée par des salves d'artillerie et trouvant le port pavoisé en son honneur, Marie-Adélaïde arrivait fort démunie, le gouvernement impérial ayant, dès longtemps, cessé de lui payer sa pension. Réduite aux expédients en vendant, un à un, les objets précieux qui lui appartenaient, on ne la voyait pas pour cela renoncer à la douceur de donner largement. Après un séjour à Palerme où son fils, futur roi des Français, avait épousé une Bourbon, la princesse Marie-Amélie, fille de Marie-Caroline, l'extravagante et altière reine de Naples⁵⁸, elle vint se réinstaller à Mahon et y vivre modestement, 39, Cos de Gracia, dans un hôtel au loyer de six cents pesetas.

A consulter aux archives de la capitale minorquine le texte des délibérations de l'*Ayuntamiento*, on verra, sept années durant, les grâces qu'invoqua maintes fois la duchesse d'Orléans en faveur des prisonniers ses compatriotes. Inlassable, sa générosité devait s'étendre jusqu'à ceux que l'Angleterre internait à Malte⁵⁹.

Un jour, à bout de patience et forte des services rendus, l'exilée crut pouvoir s'adresser à l'Empereur : Napoléon lui rouvrirait-il les portes de la France ?

Vain et fallacieux espoir ! C'est seulement le 2 juillet 1814, et les Bourbons revenus au pouvoir, qu'elle put enfin débarquer à Marseille.

Mais alors — juste récompense des bontés princières —, la population du Vieux Port put assister à un spectacle rare : vingt-neuf marins en uniforme, tous anciens Cabrériens dont elle avait, par ses intercessions, obtenu le rapatriement, étaient là pour l'accueillir : s'attelant à sa calèche, ils la conduisirent ou plutôt la traînèrent du Lazaret à l'église Saint-Martin ⁶⁰.

Jamais triomphe antique eut-il plus de grandeur ?

CHAPITRE X

LES HORREURS DE LA FAIM

RATIONS TROP TÔT CONSOMMÉES

Du jour où les captifs mirent le pied sur le sol fatal se posa, dans sa tragique horreur, ce que l'on a vulgairement appelé la question du ventre. Il fallut apprendre, aussitôt, non pas seulement à mourir, mais à vivre de faim.

Peut-être cette situation offrit-elle un avantage : celui de créer, entre hommes portés à un isolement croissant, le seul lien assez fort pour les empêcher de sombrer dans l'hypocondrie. « Il n'y avait guère », note Ducor, « que l'attente, toujours si impatientement désirée de la barque aux vivres, qui pût nous donner l'idée de nous rapprocher...¹. »

Excellant dans les descriptions pleines de naturel et de vie, le timonier de la Garde a laissé, de cette expectative, un croquis fort animé : « La barque devait revenir le quatrième jour après son départ. Alors, dès le matin (souvent il n'était pas jour), on voyait tous les prisonniers se succéder par pelotons sur le chemin qui conduisait du camp à la cambuse et au château. Une fois en

haut de la colline, on pouvait, par temps clair, distinguer l'entrée du port de Palma. Là, les yeux tendus, en proie à la plus grande anxiété, on voyait s'écouler les heures... »

Au dire de l'Infatigable, les isolés qui vivaient dans les rochers lointains — ce sont les plus hauts — devaient être les premiers à signaler la barque aux vivres. S'ils n'étaient pas très sûrs de leur fait, il suffisait d'un long chiffon au bout d'un bâton ; mais quand on voyait deux chiffons et un pantalon, c'était alors une certitude. Les cris de joie éclataient et l'écho redisait :

— La voilà ! la voilà !

Dès son entrée dans le *Puerto*, on se pressait pour la saluer, on sautait, on dansait, on chantait, on se livrait à mille folies ; « bref », reprend Ducor, « c'était le délire ! On courait à la distribution et chacun, en recevant sa part, ne manquait pas de s'exclamer :

— « Allons, nous ne mourons donc pas encore aujourd'hui !... »

L'instant d'après, des fumées s'élevaient dans l'air ; de loin, on eût dit un village dont les fortunés habitants faisaient les préparatifs de quelque bombance. Cependant l'eau bouillait ; on tenait son pain, pour la plupart du temps déjà moisi, on le regardait, on en faisait scrupuleusement quatre parts égales : pour aujourd'hui, pour demain et les jours suivants.

— « Aujourd'hui, se disait-on, je me contenterai de la soupe. » On mettait un des morceaux dans le bidon et voilà le pot au feu ; dès qu'il y était, on se laissait raisonner par son estomac.

Deux morceaux, ce n'est pas trop ! Et puis, quand on n'a rien mangé la veille, il est bien juste qu'on se récompense le lendemain.

Alors, un second quart allait retrouver le premier. Enfin, la soupe était dressée. On avalait le bouillon ; c'était de l'eau, rien que de l'eau — et encore quelle eau !

— « Allons, un quart de plus ! » Le troisième quart y passait et l'on en faisait sauter les miettes.

Ce repas terminé, et il n'avait pas été long, on retournait le quart restant. On ne le considérait plus qu'avec une sorte de remords et, pour ne pas s'exposer à l'entamer, on se sauvait bien vite dans sa baraque.

Dehors, on rencontrait des camarades. En s'abordant, la question était toujours :

— « Eh bien ! comment cela s'est-il passé ? As-tu bien dîné ? »

— « Oh ! je me suis fait une fière bosse : deux quarts à la main, deux quarts en soupe !

Et, en entendant la demande et la réponse, ceux qui avaient été plus ménagers ne manquaient jamais de dire :

— « A présent, vous êtes de fiers cocos ! Six onces de pain pour trois jours ; il faudra vous broser le ventre, et encore qui sait si, au bout de ce temps, la barque arrivera ?... »

— « Taisez-vous donc », leur répliquait-on, « vous êtes des oiseaux de mauvais augure, et quand elle n'arriverait pas, je me suis fait une bosse ! »

Mais la prédiction ne se réalisait que trop souvent ² !...

Une première fois, le mauvais temps contraria la barque à tel point qu'elle fut en retard de quatre jours. L'île retentit alors de cris d'angoisse.

Déjà, le 4 septembre 1809, le président du Conseil d'administration, écrivant au pourvoyeur, termine par ce détail qui en dit long sur les privations de ses administrés :

« Voilà plus de huit jours que nous n'avons pas vu la barque ³. »

Deux mois plus tard — on est alors en novembre —, traitant avec le chevalier Desbrull, ce même officier prévoit que le mauvais temps de la saison pourra rendre les transports difficiles ⁴. Et, le 1^{er} décembre, lorsque l'hiver s'annonce dans toute sa rigueur, Maussac, conscient de ses responsabilités, s'ouvre au commandant des canonnières ⁵ :

— « Monsieur », lui écrit-il, « j'ai l'honneur de vous prévenir que nous n'avons plus aucuns (*sic*) vivres en magasin, tant pour la troupe que pour les officiers. Après aujourd'hui, nous serons réduits à la plus affreuse disette si la barque n'arrive pas. Au nom des prisonniers français, je vous prie de vouloir bien prendre des moyens pour faire savoir à Palma qu'il ne nous reste plus de subsistance. Quatre mille hommes ⁶ qui, demain matin, seront affamés vous aurons (*sic*) la plus grande obligation de ce que vous voudrez bien faire pour eux. »

En présence de ce texte sobre autant qu'émouvant, Don Jaime Garau use d'un commentaire assez dur : « Cette lettre », déclare-t-il, « est sans doute la scène culminante du drame et les Français l'ont choisie pour donner libre carrière à leur fantaisie. Comme si les deux retards que subit la barque ne suffisaient pas, ils les mul-

tiplient, car ils poursuivent toujours le but de faire de la tragédie aux dépens de l'histoire...⁷ ».

On notera que cette apostrophe s'adresse aux prisonniers eux-mêmes. Or, ils ont, semble-t-il, assez souffert pour n'être point accusés de jouer au mélodrame !

Avec quelque candeur, Garau ajoute aussitôt : « En cette occurrence, la barque ne fut retenue que (*sic*) huit jours et, durant ces huit jours, il n'y en eut qu'un seul qui se soit passé sans distribution, la barque étant arrivée le 3 décembre. »

Puis, pour mieux nous en convaincre, il cite un court billet accusant réception de divers articles, signé Maussac et portant la date du 4 décembre.

Il est possible qu'un, ou même deux jours de faim paraissent fort supportables à quiconque fait ses trois repas quotidiens et jouit d'une excellente santé. Pour les conscrits de 1808 — depuis deux ans recrues de privations —, vingt-quatre heures de retard d'une alimentation bien sommaire, c'était déjà la gêne et presque la souffrance.

* * *

PENDANT QU'AILLEURS ON RÉVEILLONNE

Les craintes du chef n'étaient, hélas ! que trop justifiées, car elles procédaient d'une double constatation de fait : à la fois la terreur extraordinaire du gros temps chez les marins et le manque total de sollicitude chez le pourvoyeur. Une nouvelle lettre de Maussac, datée du 20 décembre, montre que la barque a, de nouveau, manqué son tour et qu'il serait urgent de constituer sur place une réserve de vivres pour parer à de telles intermittences.

« J'ai l'honneur, Monsieur le Chevalier », écrit-il au commissaire, « de vous informer que les soldats et officiers prisonniers sont demeurés trois jours sans vivres depuis le retard des barques. Permettez-moi de vous observer qu'il serait très important d'approvisionner le magasin de Cabrera au moins pour quinze jours. Sans cette mesure, nous nous voyons à la veille de mourir de

faim. Vous ne doutez pas qu'il est fort possible que le temps soit très mauvais pendant huit à dix jours, surtout dans la saison où nous sommes. Que deviendront les malheureux prisonniers si vous ne donnez les ordres pour subvenir à leurs besoins ? Nous vous avons beaucoup d'obligations pour tous les efforts que vous faites pour nous procurer les vivres exactement mais, sans un magasin, plus d'espoir, à moins que la Providence ne nous procure toujours du beau temps en attendant votre résolution...^{8 bis} ».

Il semble qu'aucun de ces cris d'alarme n'ait réussi à convaincre les autorités majorquines car, des témoignages de l'officier de Méry et du fourrier L. F. Gille, c'est bien entre le 21 et le 24 décembre, au moment où l'aumônier revient de Palma, que s'est produite — triste préparation à la fête de Noël ! — la première série de ces longues et dramatiques journées sans pain.

Au demeurant très sobre de plume, Méry les présente en un raccourci dramatique : « Les 21, 22, 23 et 24 décembre, la barque aux vivres, ayant été retardée par des vents contraires (comme cela arrivait et devait arriver souvent), un nombre considérable de soldats, épuisés, expirèrent dans les tourments indicibles de la faim⁹. »

Pour n'avoir pas été de ces derniers, le caporal de la fontaine a déjà rappelé les impressions personnelles qu'il conserva de cette première alerte. Elles caractérisent bien les dispositions d'esprit où l'on vivait alors.

* * *

L'ATTAQUE DE LA BARQUE AU PAIN

L'expérience des uns n'ayant jamais guéri la folie des autres, une fatale récurrence de l'attaque tentée, en août 1809, sur la barque à eau devait avoir les plus funestes conséquences.

La barque ou felouque au pain, de nouveau contrariée par le gros temps, eut un retard de quarante-huit heures. Turquet et Wagré parlent même de six jours¹⁰. C'était, selon Gille et Méry, en février 1810. A la date du 14 (confirmée par Garau), elle apparut

enfin pour aborder, par suite des vents contraires et d'une mer très houleuse, non dans la rade du nord mais dans une des anses de l'est dénommées soit la Olla (la marmite) soit Es Borri. Turquet parle d'une baie au midi qui serait alors la Codola del Imperial¹¹.

Ladite barque contenait des vivres pour six jours et se trouvait déchargée plus qu'à moitié lorsque, comme précédemment, une vingtaine de marins¹², s'élançant à bord pour s'en emparer, se débarrassèrent de l'équipage et hissèrent les voiles.

Mais ici, les sympathies de la colonie n'allèrent pas aux fugitifs. L'Infatigable affirme qu'à l'ordinaire on voyait facilement de douze à quinze cents hommes grimpés sur les rochers pour assister à l'arrivée de la barque¹³. Cette fois, groupés au nombre de plus de deux mille sur les falaises à pic, les Cabrériens affamés attendaient la distribution avec une impatience bien naturelle.

« Quel émoi pour eux », s'écrie Ducor, « lorsqu'ils virent leur pain et leurs fèves prendre le large ! Ce ne fut qu'un cri. En même temps, une grêle de pierres, qu'ils lancèrent de toute la force de leurs bras, tomba sur les fugitifs. Jamais bombardement ne fut mieux nourri : les malheureux, tous blessés plus ou moins grièvement, n'eurent que le temps de chercher leur salut dans les flots et de regagner la terre à la nage au milieu des plus grands dangers¹⁴. La tentative les rendit à ce point impopulaires qu'ils durent rester plusieurs jours cachés dans les bois ou le creux des rochers, n'osant reparaitre devant leurs camarades irrités et se soustrayant, du même coup, à la fureur des Espagnols¹⁵.

Le soldat Sébastien accuse nettement les gradés d'avoir été les auteurs du coup. Selon lui, au moment où ils se seraient élancés à l'assaut de la barque, un sergent aurait poussé le cri d'alarme :

— « Nos officiers nous tuent, camarades ! Défendons-nous ! »

Et, ramassant une pierre, il aurait le premier donné l'exemple de la lapidation¹⁶.

Pour deux raisons, cette version prête au doute : à ce moment-là, le gros des officiers était encore à Palma ; quant aux membres du Conseil de l'île, leur attitude ne cessa d'être entièrement correcte.

Avertie, cette fois à temps, la chaloupe canonnière arriva sur les lieux. Un feu de mousqueterie fut aussitôt dirigé, non seulement sur les ravisseurs mais aussi sur les spectateurs, parmi lesquels on

compta plusieurs blessés. Comme le commandant jugea bon de recourir aussi à la canonnade, quelques boulets, franchissant le cirque des rochers, vinrent tomber au milieu des habitations. Gille assista, au moment du rapt, à un autre acte inutile et brutal dont on ne peut dire qu'il soit à la gloire de ses auteurs. La vie d'autrui n'a jamais pesé très lourd dans une Espagne tardivement soustraite à l'Islam. Surprenant dans la barque un matelot ou un soldat, sans doute blessé par les cailloux, les marins espagnols le lardèrent de coups de baïonnettes puis, le jetant dans la mer qu'il rougissait de son sang et craignant peut-être qu'il ne leur échappât, ils le poursuivirent au moyen d'une petite embarcation et l'achèverent à coups de sabre¹⁷. L'Infatigable corrobore le fait et donne le nom de Bonnet au fourrier de la Garde impériale qui fut ainsi tué. « Si les sous-officiers », ajoute-t-il, « avaient eu la patience d'attendre que les vivres fussent déchargés, la tentative eût pleinement réussi : le moindre sous-officier commandant était obéi comme à l'armée...¹⁸. »

Toujours prompt à disculper ses compatriotes, Don Jaime Garau conteste entièrement la sincérité du récit de Gille : « Ce passage », dit-il, « servira d'exemple éloquent des libertés que les auteurs des relations françaises ont prises à l'égard de la vérité historique. L'essentiel pour eux était de convertir ce fait divers en tragédie horrible, et cela quelle que fût leur réputation d'hommes sérieux et de chroniqueurs fidèles¹⁹. »

Malheureusement pour Garau, ses propres *Noticias* contiennent une relation quasi-officielle de ce lamentable épisode. C'est la lettre que le lieutenant Carbonnel-d'Hierville, membre du Conseil d'administration, adressa au chevalier Desbrull, lettre où il entend prouver que cet acte de désespoir n'a point été l'effet d'un complot.

« Selon mon usage », écrit cet officier, « je me trouvais à l'instant où l'on déchargeait les vivres. Monsieur, je suis aussi sensible qu'un autre au souvenir de ma patrie et je n'ai pu résister au désir d'imiter ceux qui se sont élancés dans la barque. Cela s'est fait sans aucune violence. C'est alors que la patron Juan s'est plaint de mauvais traitements ; assurément, il ne les aurait pas mérités car lui et ses marins se sont précipités à la mer et à fond de cale. Je me trouvais décoré le jour où cela s'est passé et vous penserez avec raison que je ne me serais pas exposé à me faire

reconnaître par mon uniforme si cet événement eût été prémédité. Un fourrier de dragons a été tué dans cette affaire et c'est la seule victime qu'il y ait eu ²⁰. »

Nous ne saurions voir en quoi Gille et ses pareils ont exagéré ou dramatisé. Le lieutenant Carbonnel mentionne la fin, non seulement d'un simple soldat mais d'un sous-officier. Gille explique les circonstances de cette mort due à la colère des Majorquins. Où voyez-vous contradiction et quel motif vous reste de soupçonner la véracité des rapporteurs ?

L'affaire fut jugée assez grave pour que, dès le lendemain, le sous-lieutenant de Maussac ait envoyé un rapport à Don José del Rio, commandant en rade de Cabrera. Ne pouvant oublier l'agression contre la barque à eau et ses fâcheuses conséquences, l'officier en chef, autant que son camarade, avait à cœur d'attester sa parfaite correction.

Au moment de l'évasion manquée, Maussac était précisément à bord de la canonnière avec le commandant des *lances* (les canots), le lieutenant Vial, pour lui parler de la revue qui devait avoir lieu le jour-même... Il n'aura donc aucune peine à écarter, lui aussi, les griefs qu'on ne peut manquer d'élever.

« L'imprévoyance que les Français avaient mise en sautant dans la barque », écrit-il, « me fait croire que cet enlèvement n'avait point été prémédité puisque la moitié du pain n'était pas encore déchargée et qu'ils devaient présumer que leurs camarades ne laisseraient point, sans murmures, enlever leur subsistance... ²¹. »

Ces lignes furent transmises au chevalier Desbrull par le lieutenant del Rio, qui profita de se plaindre du mauvais vouloir des prisonniers et exposa les ennuis qui lui valaient son ignorance du français. En dépit de quoi, la Junte le chargea d'une enquête dont le résultat devait être produit à la date du 20 mars. Le silence qui suivit prouve assez que l'on ne jugea pas opportun d'en tirer d'autres conclusions.

Si telle est l'opinion de Garau ²², jugeant du point de vue de l'Etat capteur, nul n'en saurait dire autant de Gille qui vit à l'incident des suites immédiates et tragiques : « On attribua à la rancune que nous garda le patron de la barque les maux dont nous eûmes à souffrir quelques jours après... ²³. »

Le pourvoyeur avait la haine tenace !

*
*
*

TANDIS QU'À PARIS CE SONT LES JOURS GRAS

Le 23 février²⁴, jour fixé par l'horaire, la barque aux vivres, une fois encore, ne parut pas. Nombre d'hommes ayant, comme on sait, l'habitude d'engloutir leurs rations dès la première heure, l'horizon s'assombrit. De cabane en cabane, de cantonnement en cantonnement, l'inquiétude fut générale et se mua en angoisse :

— Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?...

A retrouver aujourd'hui encore, les falaises de Cabrera couronnées de soldats espagnols guettant un courrier trop rare, on imagine sans peine ces Français en guenilles établis aux mêmes postes d'attente. Affaiblis déjà par le jeûne dû à leur imprudence, ils se sont traînés — quelques-uns sur les mains —, pour mieux scruter l'étendue.

Une première journée a passé. La nuit, si longue en février, viendra-t-elle apaiser les cris d'estomacs tourmentés ?

Le lendemain, dès l'aube, les vigies ont repris leur poste, mais n'aperçoivent pas davantage la barque de Palmer. Les heures s'écoulaient, les souffrances redoublaient ; déjà plusieurs défont. Leur sort semble réglé.

Ceux à qui restent quelques forces essaient, dans l'île désespérément aride, de récolter des végétaux qu'ils absorberont crus ou sommairement cuits. Mais que trouver parmi ces rochers ? Une poignée de chardons, un peu de trèfle qu'on fera bouillir plusieurs heures dans une eau saumâtre.

— « Quel repas, grand Dieu ! », s'écrie Gille. « L'âcreté de ces aliments était insupportable. Les pointes aiguës des chardons nous ensanglantaient la bouche ; il nous fallait renoncer à l'achever²⁵. »

A plusieurs reprises déjà, les prisonniers ont pensé trouver quelque soulagement à leur faim en dévorant un tubercule pareil à la pomme de terre et à peine gros comme une noix. « Cette racine²⁶ à laquelle nous avons donné le nom de patate », explique

Wagré, « croissait sous les roches que nous devions soulever pour les en arracher... Lorsqu'on la faisait cuire, elle apparaissait très blanche et farineuse, mais dès qu'on en avait mangé, commençaient des maux d'estomac et d'entrailles affreux. Tel était pourtant le besoin, que beaucoup recoururent à ce qu'ils prenaient pour un moyen de salut, mais qui fut cause de leur perte. » Gille²⁷, après y avoir goûté, assure qu'il s'agissait de racines d'iris ou de colchiques. Il est vrai qu'à ce repas végétarien, absorbé par lui sans suites fatales, le fourrier de voltigeurs crut pouvoir ajouter un supplément qu'on a peine à qualifier d'alimentation carnée : « Un sergent de mes amis », dit-il, « possédait une redingote consistant en deux ou trois peaux de moutons qui avaient été envoyées pour les besoins des malades. Il venait de la faire cuire après l'avoir échaudée pour en retirer la laine ; elle était réduite à fort peu de chose. Je contai à mon ami le repas d'herbes et de bulbes que nous avions essayé d'ingurgiter ; il m'offrit une cuillerée de bouillon et une couple de morceaux de peau que j'acceptai avec reconnaissance. Je les dévorai et les trouvai excellents, ainsi que le bouillon qui n'était qu'une espèce de colle-forte étendue d'eau... »²⁸. »

Moins répugnante peut-être, mais plus dangereuse devait être la consommation des seuls représentants du règne animal que l'on trouve dans l'île : les lézards. « Ceux qui en mangèrent en sont morts », déclare sans plus Wagré²⁹.

* * *

LE SEPTIÈME JOUR

Du camp aux rochers qui surplombent la mer, ce n'étaient qu'allées et venues, lentes et découragées, de véritables squelettes. « Nos camarades tombaient exténués :

— Arrive-t-elle ?... demandaient ceux qui pouvaient encore préférer quelques mots³⁰. »

A d'autres moments, ils parlaient d'enlever à l'abordage les deux canonnières de la rade. C'eût été tenter l'impossible car,

prévoyant les effets du désespoir général, les matelots espagnols avaient, comme bien on pense, pris toutes leurs précautions. Ils n'étaient point, d'ailleurs, malgré la dureté de leur consigne, dépourvus de sensibilité.

Un de leurs chefs monta sur les rochers, muni d'une longue-vue, pour scruter, lui aussi, l'horizon. « Cet homme », remarque encore Gille, « avait pris avec soi quelques biscuits dont il gratifiait les prisonniers qu'il rencontrait. Indigné que l'on traitât ainsi des soldats n'ayant commis d'autre crime que d'avoir obéi aux lois de leur pays, il ordonna à ses gens de nous vendre, sans en rien conserver, tout ce qu'ils possédaient de vivres, vu le désir qu'il avait de partir le lendemain pour ne pas nous voir expirer sous ses yeux. Ses ordres furent exécutés. Mais quel faible secours que les provisions d'une douzaine d'hommes pour un tel nombre d'affamés ! Ce fut plutôt un pillage, les plus forts pouvant seuls approcher. Nous fûmes assez heureux (le fourrier bénéficia sans doute des privilèges de son grade), pour nous procurer un biscuit de deux ou trois onces. Nous en fîmes une soupe à partager entre cinq ³¹. »

Et, pour la septième fois, le soir tomba sur le camp. Chacun regardait l'autre avec tant de tristesse que, dans tous ces regards, on croyait lire un éternel adieu. Nombreux cependant furent ceux qui passèrent, une fois encore, la nuit sur les rochers, voulant être les premiers à saluer la barque, si jamais on devait la revoir.

Au matin, le nombre des survivants avait encore diminué.

Ceux auxquels restaient quelques forces touchaient au paroxysme de la douleur. « Le délire ne faisait que s'accroître, tous étaient agités d'une fièvre brûlante ; outre des convulsions horribles, des symptômes de rage se manifestaient chez plusieurs : la pierre, le bois, ils voulaient tout dévorer... On ne pouvait sans danger s'approcher d'eux ³². » Comment mater la bête humaine qui se réveille ? Il en a moins fallu pour qu'elle se déchaînât dans toute sa hideur !

Wagré signale ³³ que, dès les premiers jours de famine, on avait, en catimini, examiné les moyens de prolonger l'existence de quelques-uns en s'entre-dévorer. Il fut admis qu'on commencerait par les plus gras et les mieux portants. Étant du nombre, grâce

aux rations supplémentaires, l'excellent homme, qu'une cantinière avait prévenu, se crut désigné d'office : on le vit désormais sur ses gardes... Nous aurions perdu en lui un narrateur de marque.

Mais si les crimes qu'on médite à loisir sont rarement consommés, ceux qui s'accomplissent sous l'influence du désespoir ont quelque chose d'atroce.

Gille affirme en effet qu'à l'aube blafarde du huitième jour, alors qu'il se dirigeait machinalement vers le bord de la mer, son attention fut attirée par des voix sortant des rochers. Laissons-lui la responsabilité d'un récit qu'il est seul à donner.

« Je me levai », écrit-il, « et, après quelques pas, je fus témoin du plus affreux spectacle : deux hommes, portant l'uniforme suisse, étaient occupés à dépecer les membres d'un de nos malheureux camarades qui avait succombé pendant la nuit. Une cuisse fut placée par ces affamés sur des charbons ardents. Saisi d'horreur, je n'eus plus la force de leur adresser un seul mot. Cependant ce repas ne fut point achevé ; l'un fit observer à l'autre qu'ils exposaient leur vie en la voulant conserver puisque le cadavre était infecté de gale et qu'il était facile de s'en convaincre par la quantité et la grosseur des boutons dont il était couvert. D'un commun accord, ils retirèrent du feu ce qu'ils faisaient cuire et, quelques heures après, passant au même endroit, nous vîmes, étendu à terre, le plus jeune de ces hommes qui venait de mourir...³⁴. »

Pour user ici des méthodes critiques, on doit se demander, sans qu'au reste la question puisse être tranchée, si l'épisode de cannibalisme, deux fois raconté par Wagré, et le récit de Gille nes'appliquent pas au seul et même objet. A en juger par la répulsion que souleva cet acte odieux, il ne semble pas que les plus endurcis des prisonniers aient pu être portés à une récidive. Et, dans ce cas, l'uniforme suisse, prétendument vu par Gille, ne serait-il pas l'uniforme polonais ? Au surplus, comme à cette époque la plupart des vêtements militaires s'en étaient allés en lambeaux, les insignes de grade et d'origine pouvaient-ils être reconnus ? S'il est vrai que le doute profite à l'accusé, qu'on nous permette d'en faire bénéficier nos compatriotes.

Le jour ayant enfin paru — c'était le huitième —, on constata qu'embossée jusqu'alors dans la rade, la canonnière avait levé l'ancre. N'était-ce point là l'indice d'un abandon définitif ?...

Sur l'île, battue en tous sens, ne restait pas le moindre brin d'herbe. Rats et souris avaient disparu jusqu'aux derniers. C'est alors, qu'après mûre délibération, on dut prendre un parti héroïque : il allait meurtrir le cœur du plus grand nombre tout en restaurant bien faiblement les corps.

CHAPITRE XI

LE ROI-MARTYR. OÙ CHERCHER LES RESPONSABLES?

L'UNIQUE ABORIGÈNE

Au temps où, fièrement dressé sur la colline, le *Castillo* jouait le rôle de poste défensif contre les Maures, sa garnison comprenait un humble mais zélé serviteur dont la présence est, dès le xvi^e siècle, consignée dans les actes officiels : nommons ici maître Aliboron, l'âne chargé du transport de l'eau.

Le premier qu'on trouve mentionné coûta cinq écus, le dernier quinze ; tout a reuchéri au cours des âges !

Était-il en effet chose plus importante que d'assurer le ravitaillement en liquide des hôtes du fortin ? Et comme, au pays du soleil, l'indolence des gens a pour compensation l'endurance des bêtes pourquoi ne pas s'en remettre au plus benoît des quadrupèdes ?

Dans l'évacuation hâtive qu'au moment de l'arrivée des régiments français la Juente de Palma imposa à la garde, il est probable que

le *borrico* fut quelque peu négligé ou, plutôt, qu'on jugea superflu son transfert à Majorque. Oubli ou dédain, cette mesure devait être quasiment la seule qui, aux cinq mille abandonnés, procura quelques instants de joie et, plus tard, un ultime secours.

L'âne a joué dans la captivité de Cabrera un rôle capital. Pas un des narrateurs qui n'en parle avec amitié, parfois avec tendresse, souvent avec émotion.

Puisque, en ce domaine, rien ne vaut le récit des témoins, passons une fois de plus la parole à Ducor. Pour dépeindre son frère inférieur, ce marin a trouvé des formules expressives et charmantes. Il vient de décrire les péripéties du débarquement et les recherches fiévreuses des premiers détachements en quête d'un indigène, fût-il ermite ou Robinson. « Et chacun de chercher, d'appeler le solitaire. On ne le trouva pas. Pourtant un âne se montra... ou plutôt l'ombre d'un âne, tant il était étique, n'ayant que la peau et les os. Il secoua la queue, se prit à braire, s'approcha de nous avec un mouvement affectueux de ses longues oreilles et vint successivement poser son front sur la poitrine de plusieurs. Sa voix avait retenti d'un bout à l'autre de l'île. Tout le monde accourut.

— « Un âne ! »... criait-on, et l'on n'en revenait pas.

On garda l'âne qui n'avait pas de maître et l'on en prit soin. Les uns le nommèrent Martin ; nous, nous l'appelâmes Robinson¹. » « Cet animal, qui n'avait aucune des mauvaises qualités de ses semblables », ajoute Wagré², « était tellement intelligent qu'on lui faisait faire tout ce qu'on voulait, comme au caniche le mieux dressé. »

Jugeant qu'il n'a pas suffisamment présenté et loué le sympathique animal, le timonier y revient plus tard et, sur ce thème, se montre intarissable.

... « Ce cher Robinson... notre enfant gâté ! Comme il s'était civilisé avec nous ! Il faisait de rudes corvées, mais y trouvait sa récompense. Les soldats ne découvriraient pas un brin d'herbe qu'ils ne le cueillissent pour lui ; aussi avait-il les oreilles droites ; son poil, exactement peigné, était devenu luisant, et lui n'était plus maigre à faire peur ; chacun aidait à sa toilette, chacun lui donnait, chacun le flattait de la main. Ah ! qu'il était sensible à nos caresses ! Qu'il était affectueux ! L'appelait-on, aussitôt, par

un mouvement de queue, il prouvait qu'il avait compris. S'il était de service, jamais il ne se détournait de son chemin, sinon, il venait tendre à nos baisers sa longue figure dans laquelle il y avait tant de calme et d'aménité. On le trouvait toujours d'une humeur égale, comme un philosophe. Il était docile, n'avait point de caprices, ne mordait jamais et toutes ses ruades se bornaient à quelques gambades. Cela nous faisait plaisir : Robinson est gai, disions-nous, tant mieux ! Il y a au moins quelqu'un d'heureux à Cabrera ! Pour nous, il était quelqu'un et si un jour nous devions quitter l'île, nous nous promettions bien ne pas l'y abandonner.

— « Sois tranquille, tu viendras avec nous, nous te ferons une haute paie et tu auras de l'avoine autant que tu voudras. » Il nous écoutait gravement, en ouvrant de grands yeux ; quelquefois, il répondait par une incongruité à ces témoignages de notre amitié : si bien élevé qu'il soit, quel âne est sans défaut ? Cet écart, qui était encore du comique de caserne, excitait notre hilarité.

— « Il a dit *brisquet* ! »

— « Il ne l'a pas dit ! » criait-on de tous côtés.

— « Par ici, Martin, viens, allons, ne sois pas honteux !... »

Étonné, étourdi ; il regardait ébahi et confus, ne sachant lequel entendre.

Chaque soir, Robinson était plus ou moins le sujet des conversations ; on l'attendait et l'on s'entretenait de lui. Enfin, sa voix répétée par les échos retentissait au loin.

— « Ah ! disait-on, voilà Robinson qui a fini sa journée, il sonne le couvre-feu... »

On rentrait alors dans les baraques et il ne tardait pas à faire ses tournées ; il les visitait toutes, comme pour nous souhaiter bonne nuit.

Le lendemain, dès l'aurore, alerte et fringant, Robinson sonnait le réveil et se remettait au travail. Souvent, il revenait harassé, pouvant à peine jeter un pied devant l'autre ; n'importe, il avait à s'acquitter d'un devoir et il ne se couchait pas avant de nous avoir montré sa tête. On le saluait alors d'un « Bonsoir Martin ! » et, à qui voulait le retenir, on recommandait de ne pas le tourmenter.

— « Ne voyez-vous pas qu'il est fatigué ? », faisait-on observer à l'importun ; — « Allons, vieux, va dormir, tu l'as bien gagné. »

Robinson se retirait alors tranquillement, et malheur à qui se fût avisé de le maltraiter lui, le doyen, l'ancien de l'île, le seul être sociable que nous y eussions rencontré ; on se serait battu pour lui comme pour les beaux yeux d'une maîtresse...³ »

Si longue soit-elle, la citation valait d'être faite. La personnalité de l'âne — si l'on ose dire — est l'une des seules dont s'éclaire la scène, d'ordinaire si sombre, de ce drame poignant.

Constatons aussi, toujours d'après Ducor, que l'honneur le plus grand qui ait pu être décerné à l'une des femmes de Cabrera eut pour héros l'ineffable baudet. « Il se trouvait — on le sait — parmi les vivandières, la veuve d'un sergent qui, à bord des pontons, s'était consacrée, nuit et jour, aux malades ; malgré la charge de deux jumeaux qu'elle allaitait, on la voyait continuer infatigablement son ministère de bien public. Aussi fut-ce en faveur de cette femme généreuse et encore belle que nous nous désistâmes de nos prétentions : on décida, à l'unanimité, que Robinson serait la haquenée des deux fils du sergent ; c'était la vétérance que nous lui réservions⁴. »

Lardier, pas mal vantard, signale à son tour l'aide que lui aurait apportée cet être providentiel. Lors de la construction d'une baraque, « l'animal », dit-il, « me fut d'un grand secours et abrégéa beaucoup mon travail⁵. » Sans tirer de ce détail une preuve d'inanthenicité de sa relation, on peut néanmoins déduire que l'auteur galège quelque peu : si des quatre à cinq mille prisonniers chacun s'était avisé de demander à l'âne de lui prêter son dos, combien de vies aurait dû vivre ce digne quadrupède ?

Plus simple et d'ordre moins personnel est le rôle que, dès l'automne, lui attribue le soldat Sébastien : « Maintenant que les malades se trouvaient au fort, on était dans la nécessité d'y transporter de l'eau avec abondance ; l'âne dut remplir cet office et le fit à la satisfaction générale⁶. » Mais l'infatigable travailleur n'avait rien d'un mercenaire. Wagré confirme qu'il était toujours prêt à transporter du bois ou toutes autres choses pesantes et c'est au caporal de grenadiers qu'on doit un savoureux détail, témoignant d'une conscience exacte de son rôle. Lors de la distribution, à laquelle il ne manquait jamais, Martin venait occuper son rang comme prisonnier et, chose remarquable, ne laissait pas prendre son tour. Parfois, quoiqu'on lui donnât double ration, il

lui arrivait de n'être pas satisfait. Il se plaçait alors en queue et revenait à la charge⁷. Devant cette prétention, l'autorité militaire reconnut bientôt ce qu'on appelle un droit acquis. Effectivement, lors de la seconde revue, on put noter qu'aux trois mille huit cent vingt-six rations officiellement reconnues, les deux représentants de l'État capteur proposèrent d'ajouter vingt-quatre rations doubles, soit douze en faveur des « individus » employés à débarquer les vivres, sept autres pour ceux qui s'occupaient des malades, deux pour les gardiens du magasin et trois pour... l'âne affecté au transport de l'eau⁸.

Pour la première fois, sans doute, on voit, dans des documents d'État, un grison passer avant les humains.

Ce bénéfice, ajouté à d'autres distinctions, aurait dû lui valoir une heureuse fin de vie et presque une retraite. Hélas ! ici plus qu'ailleurs fut amèrement vraie la trop fameuse maxime : *Not kennt kein Gebot*.

Avec autant de lyrisme que d'émotion, Billon, le Vélite de la Garde, résume la tragique issue : « Parmi les innombrables victimes de la négligence de nos pourvoyeurs, il faut compter le célèbre Martin. Martin, le seul être de la colonie qui fût aimé de tous, gros, frais, qui ne redoutait point les voleurs et dont les voleurs respectaient la propriété, Martin que chacun fêtait de son mieux, dont la voix retentissante donnait toujours une note joyeuse ; Martin qui semblait être le roi de l'île et qui n'était pourtant que l'âne de Cabrera, Martin, hélas ! devait être immolé à la cruelle famine...⁹. »

* * *

L'HOLOCAUSTE

On sait qu'après sept jours de souffrances, la question finit par se poser aux victimes d'une administration déplorable : « Sacrifierait-on le vieux serviteur, celui dont le concours semblait indispensable ? » Lorsqu'il fallut en venir à l'examen d'une proposition aussi désespérée, déjà cent cinquante Cabrériens avaient péri d'inanition.

D'après Froger, l'idée initiale remonte à l'aumônier. Tout d'abord, la protestation fut unanime. « La faim, avec toutes ses horreurs, ne put nous faire envisager de sang-froid un pareil projet : c'était à qui rappellerait les qualités du pauvre animal ¹⁰. Dubuc, Ducor, Gille, Lardier, Quantin, Turquet, Wagré, tous décrivent à l'envi les hésitations par lesquelles passa le Conseil de l'île. Le 28 février, il y eut un débat prolongé. « On le croira difficilement », s'écrie le sergent Guillemard, « mais malgré notre cruelle position, Martin trouva des défenseurs. Ses services étaient de la plus grande utilité et d'ailleurs ce qui reviendrait à chacun serait-il suffisant pour lui permettre d'attendre le lendemain ? Ces raisons, malgré leur excellence, furent à peine écoutées : presque à l'unanimité, Martin fut voué à la mort ¹¹ ». « On le condamna », ajoute Wagré, « pour prolonger notre existence aux dépens de la sienne ¹². »

Peut-être, pour expliquer ce vote, faut-il rappeler le fait signalé par Méry : dans un quartier retiré de l'île, trente soldats avaient été sur le point de se partager le cadavre d'un des leurs. L'anthropophagie menaçant, les chefs autant que la foule jugèrent préférable le douloureux holocauste ¹³.

« On décida bien que la sentence ne serait appliquée qu'à la dernière extrémité et l'espoir soutenait encore quelque peu notre courage ; mais bientôt, il fut entièrement perdu ¹⁴. » « La procession, suivie par une groupe de soldats chantant les litanies avec le curé, n'avait, en effet, apporté aucun changement ¹⁵. » On détacha deux hommes pour aller quérir la victime... Martin, trouvé paissant à quelque distance, fut emmené au milieu de la foule. Se doutait-il du sort qui l'attendait ?

« Il me semble encore le voir », gémit Ducor ; « il venait là si paisiblement, croyant sans doute accomplir sa tournée coutumière ¹⁶. Rien n'y fit... « Il fut égorgé », déclare Gille ¹⁷, « assommé », prétend Wagré. Et dix minutes après sa condamnation, il était écorché, dépecé, des morceaux de sa chair grillaient sur des charbons ou servaient à faire du bouillon pour les moins impatients ¹⁸.

« L'on dit souvent d'une chose coriace », remarque le caporal de grenadiers, « qu'elle est dure comme de l'âne. Eh bien ! moi, je puis assurer que malgré que je lui eusse à peine donné le temps de cuire, je la trouvai tendre comme du poulet. Je pense que mes

camarades ne furent ni plus difficiles ni plus délicats que moi ¹⁹. » L'Infatigable toutefois n'est point d'accord : « Cette chair semblait en écume et se perdait dans votre pot !... ²⁰. » Tout dépend du morceau !

Après la qualité, voyons la quantité : quatre mille cinq cents parts de trois-quarts d'once, à peu près vingt cinq grammes par homme. Le sacrifice n'avait-il produit qu'un résultat dérisoire ?... Tel n'est pas l'avis de Gille : « Ce faible secours nous fut très utile ; malgré son peu de saveur, le bouillon obtenu donna du ton à notre estomac et il n'en est pas un qui aurait consenti à céder, à ce moment, pour quoi que ce soit, la part qu'il avait reçue... ²¹. » Preuve irréfragable de la triste vérité du proverbe : Ventre affamé n'a pas d'oreilles ! Seul Sébastien Bonlerot semble avoir laissé parler ses sentiments plus haut que sa faim : « Je me souviens d'un serrement de cœur inexprimable en absorbant ce mets étrange et, comme si c'eût été de la chair humaine, je frissonnai à l'égal d'un crime... ²². »

C'est pourquoi la tristesse et une sorte de remords devaient hanter quelques convives de la sinistre agape. Bien des années plus tard, le même Sébastien déclarait au publiciste Froger qui rédigea ses mémoires : « Interrogez les quelques Cabrétiens qui traînent encore en France leur existence pénible et ils répondront à votre sourire ironique en essuyant une larme que ce souvenir leur arrachera... ²³. » A ce regret compréhensible, Wagré oppose l'état de nécessité : « Un jour plus tard et six mille Français avaient cessé de vivre. »

A ce titre, dût-on nous accuser de zoolâtrie, nous estimons qu'une stèle, probablement unique en son genre, devrait s'élever en l'île maudite : le monument à l'âne. Qui donc y aurait plus de droit que celui qui, jusques et y compris son dernier jour, fut l'unique ami des affamés ?

* * *

L'AUTRE DANGER

Le sacrifice n'avait été qu'un palliatif. « Hélas ! » s'écrie l'un, « l'âne était mangé, la faim redevenait aussi vive et la barque ne paraissait pas ²⁴. » « Nous nous retrouvâmes dans la même position

qu'auparavant », reconnaît un autre, « tout conspirait contre les pauvres Cabrériens. » « La frénésie s'empara de notre esprit, notre cerveau se dérangoa et nous aurions été capables de commettre les plus épouvantables actions si les forces n'étaient venues à nous manquer ; chacun, selon la différence des caractères, se livrait au plus profond abattement ou bien à une fureur qui approchait du délire...²⁵ » « L'homme dans le désespoir », renchérit un troisième, « est poussé à ne rien respecter, pas même ce que la Providence lui a donné pour calmer ses souffrances. Les cabanes des cantinières furent pillées dans l'espoir d'y trouver des vivres²⁶. »

Mais, comme l'espérance est la ressource dernière et qu'à la pire extrémité elle nous stimule encore, le poste de vigie établi sur le plus haut sommet de l'île ne cessa d'être occupé. Par une coïncidence qu'on ne peut s'empêcher de trouver amère, ce fut le lendemain de la mort de Martin, le 1^{er} mars 1810, neuvième jour d'agonie, qu'aux premiers feux de l'aurore, les hommes postés en vedette proclamèrent l'incroyable nouvelle :

— « Des voiles en vue !... »

« L'espoir sembla renaître », s'écrie Gille. « Chacun voulut s'assurer si réellement on voyait quelque chose. Bientôt l'incertitude cessa, la joie la plus vive anima tous nos cœurs ; poussée par un vent favorable, la barque approchait, accompagnée d'une chaloupe canonnière. L'allégresse était générale, les uns s'embrassaient, les autres se félicitaient de se voir échappés à une mort que, quelques moments auparavant, on regardait comme certaine. Enfin, la barque entra dans la baie aux acclamations des prisonniers et jamais transports de joie ne furent plus unanimes²⁷. »

Mais l'instant du partage n'est-il pas aussi dangereux, si ce n'est plus, que la semaine de privations ? Là où il se fit avec ordre, les conseils de modération prévalurent et, malgré le mécontentement de certains, ils eurent le meilleur effet. Ailleurs, les sous-officiers s'en étant désintéressés, on vit les soldats se précipiter sur les provisions et les consommer avec une telle avidité qu'un grand nombre payèrent de la vie leur imprudence ou la coupable insouciance des chefs.

Ainsi, l'arrivée des vivres provoqua autant de décès, ou peu s'en faut, que la cruelle disette. La perte des quatre derniers

jours fut évaluée à huit ou neuf cents hommes et, selon Gille, ce chiffre n'a rien d'exagéré ²⁷.

A l'appui d'un tel dire, on peut se référer à l'état du 24 mars. Il présente un effectif de deux cent quatre-vingt-quatorze officiers (la plupart arrivés après l'émeute du 10) et de trois mille huit cent soixante soldats, non compris douze hommes venus de Palma, le 26. Or, auparavant — tous les narrateurs donnent ce chiffre —, l'âne Martin avait été découpé en quatre mille cinq cents parts. Qu'on fasse la soustraction : chacune des quatre famines a dû coûter à la colonie cabrérienne à peu près l'effectif d'un bataillon.

Miguel S. Oliver, écrivain toujours équitable, s'est ému d'une phrase de Ducor : « Un jour plus tard, les Espagnols n'auraient pas trouvé une personne vivante et c'est ce que voulaient d'ailleurs les habitants de Palma qui s'étaient jetés d'eux-mêmes sur les barques au moment de leur départ et avaient pillé les vivres qui nous étaient destinés ²⁸. »

L'auteur de *Mallorca durante la primera revolución* soutient que rien ne confirme cette assertion du marin de la Garde : ni les mémoires locaux de Desbrull ou de Barberi, ni les journaux du temps, ni les Actes de la Junte ne contiennent la moindre allusion à cette funeste intention, « ce qui ne veut pas dire », ajoute-t-il, « que la version de Ducor soit forcément dépourvue de base, car des événements plus grands encore ont pu se produire sans laisser de traces. » Oliver incline à croire que cet abandon tragique serait dû aux mauvais rapports entre la Junte et l'intendant, ainsi qu'entre le fournisseur Palmer et ces deux autorités.

Essayons de serrer de plus près la question en procédant du général au particulier.

* * *

LES RESPONSABLES.

De ces maux cruels et trop souvent renouvelés, les causes, assurément, furent multiples.

L'insécurité des mers semblait alors de règle. Selon Wagré, un corsaire français s'étant emparé de la balancelle qui transportait

les vivres, la famine de février n'aurait eu d'autre cause. Dès qu'il connut la destination de la barque, le corsaire s'empressa d'en relâcher l'équipage, avec ordre de rallier Cabrera. Mais après un retard de six jours, les approvisionnements s'étaient corrompus et ce détail ne fut point le souci majeur du patron ²⁹.

Il faut aussi porter en compte l'indifférence, disons mieux, la prudence intéressée de ce personnage : tout à son profit et à sa sécurité, on le savait prêt, par crainte du gros temps, à toujours ajourner le départ. Tenait-il donc la vie de ses clients pour négligeable ou, simplement, voulait-il, à plaisir, prolonger leurs angoisses ?

Comment en effet justifier l'odieuse attitude que rappelle l'Anonyme de Méry ? « Dans le fort de nos disettes, ce qu'il y avait de plus poignant pour nous, c'était d'apercevoir la barque aux vivres stationnaire à l'horizon et semblant nous narguer. Pour comble de perfidie, nous remarquions, fiché au sommet du mât, un pain de munition dont la vue nous serrait le cœur et l'estomac. L'homme égoïste chargé de nos approvisionnements s'amusait à pêcher tandis que nous étions tennillés par la faim. A son arrivée, nous nous emportions en reproches amers... ³⁰. »

Et comment, devant cette insouciance, expliquer l'inertie des autorités majorquines ?

Avide de disculper ses compatriotes, Don Jaime Garau s'efforce de prouver que jamais sujet n'a été traité de façon aussi *fabulosa*. « A-t-on souffert de la faim à Cabrera ?... » se demande-t-il avec quelque naïveté. « Il est positif que, pour quelques-uns, peut-être même pour beaucoup, les rations furent petites, mais pas au point de causer la mort. La faim boulimique, constante et générale que toutes les relations dépeignent sous les couleurs les plus sombres, n'est pas une réalité, mais un des moyens employés par les Français pour émouvoir leurs lecteurs et exciter l'indignation contre nous ³¹. »

Et l'auteur palmesan de leur reprocher des négligences voulues. « Nous observerons d'abord que les ressources de la pêche étaient inépuisables. Par elles, on aurait pu suppléer à l'absence, tant décriée, d'aliments ³¹. »

Trois relations, constatons-le, font allusion au sujet, ce qui prouve qu'il ne fut point ignoré. Ducor signale les crevettes, assez abondantes, mais leur goût salin augmentait la soif alors que la

disette d'eau commandait d'en diminuer l'ardeur³². Gille parle de coquillages, qui ne paraissent point avoir été un aliment bien substantiel³³. Wagré enfin, croyant voir ici quelque poisson, décrit, avec un embarras extrême, l'habitant des mers qui n'est autre que le poulpe³⁴. Mince régal ! Il fallait faire bouillir cet aliment plusieurs heures et le mâcher presque aussi longtemps. Au surplus, pour pêcher il faut avoir barques, lignes et amorces. Ne parlons pas des filets : l'équipage des stationnaires en possédait, mais le vit-on jamais les prêter aux *Franceses* ?

Après quoi, Garau suggère que les Cabrériens auraient pu recourir aux produits de la chasse. « Il faut observer »³⁵, écrit-il, « que même lorsque la ration eut été réduite, elle a toujours été plus abondante que ne le supposent Turquet et Ducor. Car, aux jours les plus difficiles, on trouvait encore des rats. Il est probable que la majorité des prisonniers n'a même pas voulu en goûter... »

L'auteur des *Noticias* semble ignorer qu'après une battue le soldat Sébastien faillit se brouiller avec tel de ses camarades à propos d'un rat que, vraisemblablement, il n'avait pas capturé pour l'amour de l'art...³⁶. Et Turquet ne déclare-t-il pas expressément que ces chasses pratiquées dans les baraques offraient double avantage : d'abord se débarrasser d'hôtes malfaisants, puis se procurer un succulent repas. « Ces rongeurs étaient pour nous un plat de luxe que nous nous accordions rarement ; on les vendait à bon prix : une souris, de six à huit fèves, un rat, de vingt-cinq à trente. Je vous assure que la chair nous en paraissait délicieuse... »³⁷.

Mais en dépit de rabats opiniâtres, on ne fit jamais lever autre chose que quelques chats sauvages ou des chèvres insaisissables. Quels que fussent pièges et poursuites, ce gibier échappait toujours³⁸ ! Seuls, les marins d'un brick anglais réussirent, après mille efforts, à tirer une chèvre d'une grosseur extraordinaire ; or ils avaient des fusils, tandis qu'aucun Cabrérien n'en posséda jamais.

Obligés d'en revenir aux goélards des falaises, à la chair médiocre, et dégoûtés des lézards dont l'absorption fut souvent mortelle³⁹, les plus opiniâtres risquèrent dix fois leur vie pour s'emparer de lapins qui pullulaient à Conejera⁴⁰. Mais, en leur état de faiblesse, franchir à la nage au moins une demi-lieue de mer équivalait, par le gros temps, à une course à la mort. Après avoir lu, dans les

souvenirs du soldat de Froger ⁴¹, la description d'un veau marin jeté à la côte en état de putréfaction et dévoré par des faméliques, nul ne pourra prétendre qu'ils aient fait petite bouche...

On a peine à comprendre cette exclamation de Don Jaime : « Quant aux morts dues à la faim, il n'en est nulle part question dans les rapports. En plus d'un document, il est fait allusion à un état de misère (*estado de miseria*), mais les médecins français eux-mêmes, pas plus que les membres du Conseil d'administration n'expriment de plaintes de cette nature. C'est seulement à l'occasion du second retard de la barque aux vivres que quelques-uns ont pu souffrir (*sic*), bien que des aliments leur aient été distribués par le brigantin *Espoir* ou la frégate *Lucia* autant que par les trois ou quatre barques de surveillance... ⁴². » « Enfin », continue le même auteur, « le climat tempéré et les excellentes conditions de salubrité font de cette île un véritable sanatorium où nombre de ceux qui respirèrent ses senteurs sylvestres ont été guéris de maladies devant lesquelles la science était sans remède. En revanche, pour ceux qui s'abandonnèrent au désespoir ou qui vécurent loin de la réalité, il n'est pas surprenant que, terrassés par une dépression morale corrosive, ils aient perdu la santé et la vie. Ceux qui se plièrent aux circonstances vécurent dans la paix relative dont on peut jouir même en exil... ⁴³. »

Jamais, croyons-nous, l'on ne répéta avec plus de candeur : l'ordre règne à Varsovie ! Vraiment, la formule « se plier aux circonstances » est d'une ironie un peu forte. Ils y furent suffisamment contraints, les malheureux, pour qu'on ne vienne pas, un siècle plus tard, leur reprocher d'avoir « tenu ! »

Abordant ensuite le problème du ravitaillement, Garau déclare s'en référer aux actes officiels. Examinons-les avec lui.

Déjà le 3 juin 1809, sur les instances de Palmer, la Junte supérieure s'adresse à celle de Valence pour lui demander l'autorisation d'exporter du riz car de nouvelles arrivées ont sensiblement accru le nombre des consommateurs. Palmer ajoute « qu'il croit que la Junte doit s'occuper de sa requête ; il a fait de son côté tout ce qu'il pouvait pour proportionner les secours aux besoins ⁴⁴. »

Il est permis de croire que, soit à Palma, soit à Valence, les Juntas intéressées ne mirent point à cette livraison un zèle extraordinaire car, le 3 novembre, la supplique dut être renouvelée pour

cette raison qu'à Cullera, petit port voisin de Valence, des difficultés s'étaient élevées au moment de l'embarquement du riz : une fois de plus, on retrouve ici l'opposition d'une populace excitée, par le clergé régulier, à refuser tout secours aux envahisseurs.

Le 7 novembre, la Junte décide de remettre, à l'administrateur des vivres, une lettre de recommandation « dans les termes exigés » pour que la Junte de Valence l'autorise à exporter, « par les soins d'un homme de confiance qu'enverra Palmer, trois cents cbars de riz à distribuer aux prisonniers qui sont à sa charge ⁴⁵. »

Malheureusement, il semble que jamais ces approvisionnements qui eussent évité tant de maux, n'aient quitté la Péninsule. Nulle part, en effet, on ne trouve mention de cet aliment si populaire, même quand il n'est pas l'*arroz á la Valenciana*.

Le soumissionnaire lui-même n'y trouve pas son compte. C'est pourquoi, dans presque toutes les sessions de la Junte, on l'entend formuler une demande pressante : ou bien le remboursement des avances qu'il a consenties (à moins que ce ne soit un acompte sur son mémoire), ou bien la suspension des approvisionnements.

Toutes réserves faites sur ses procédés, Palmer peut prétendre à notre commisération. N'est-il pas de toutes parts en butte à d'incessantes recharges ? D'un côté, ses fournisseurs, ses employés, ses matelots ne cessent de réclamer impérieusement un salaire toujours impayé. De l'autre, ses clients, les prisonniers de Cabrera, se refusent, non sans raison, à mourir de faim. Il se retourne alors contre la Junte qui, en face de complications si multiples, croit se tirer d'affaire par le coup d'Alexandre en face du nœud gordien : le même 7 novembre, elle déclarera tout uniment que le soin des prisonniers ne la regarde plus ⁴⁶. « L'Autorité décide », lit-on dans les Actes, « qu'à l'intendant, présent à la séance, incombera désormais de fournir l'ordinaire des prisonniers français qui se trouvent à Majorque, à Minorque et à Cabrera. Ce devoir étant celui de l'État, le remplir est une des charges de l'Intendance, car elle seule a le droit de percevoir les impôts. C'est donc à elle à supporter les frais, puisqu'il est patent que la Junte ne peut disposer d'aucune somme sans l'autorisation du trésorier général ⁴⁷. »

Et voyez comme c'est simple ! Pourquoi n'avoir pas songé plus tôt à cette parade ? Probablement parce qu'on prévoyait la riposte.

En effet, l'intendant rejette aussitôt sur la Junte une compé-

tence que celle-ci entend lui faire reconnaître puisque, dès l'unification du Trésor, c'est l'Intendance qui a géré les fonds publics. Ligotée par un règlement lui interdisant de voter des contributions, d'ordonner des dépenses et de lever des impôts extraordinaires, la Junte ne peut disposer de ses biens. « Après tout », ajoute-t-elle, « nous ne nous sommes occupés jusqu'ici des prisonniers qu'à titre tout à fait provisoire et seulement devant la carence du gouvernement. »

A défaut de riz, qu'en était-il du blé, indispensable à la confection de la *galleta* ? « Au mois de décembre 1809 », reconnaît Garau (et l'aveu, autant que la date, sont de toute importance) « il commença de manquer ⁴⁷. » On lit, en effet, dans les Actes de la Junte : « Le 29 décembre, Don Antonio Desbrull communique que Palmer lui fait savoir que le blé mis en réserve pour l'alimentation des prisonniers touche à sa fin et que, n'ayant pas d'argent pour renouveler ses provisions, il se verra, si on ne lui fournit des ressources, dans la nécessité de suspendre sous peu les distributions ⁴⁸. »

Le jour suivant, la Junte ordonne derechef à l'Intendance « de pourvoir au nécessaire pour l'alimentation des prisonniers et de remettre à Palmer quelques secours, grâce à quoi il pourra continuer les dites distributions et s'occuper de ce dont il est chargé ⁴⁹. »

Chose inouïe — dont Garau paraît médiocrement ému —, l'intendant ne répond même pas à l'ordre de la Junte. Il faut qu'une semaine plus tard ⁴⁹ celle-ci exige qu'il s'exécute sans délai. Et ce n'est que trois jours après la sommation qu'on voit l'incroyable fonctionnaire proposer... « une conférence sur les moyens de secourir les prisonniers ⁵⁰. »

L'entrevue ne produisit, évidemment, que de maigres résultats. En effet, le 23 février, la Junte reçoit de Palmer une nouvelle requête : « Que l'intendant lui remette du blé prélevé sur le Dépôt royal, la *Cuartereta del Rey*, car », insistait-il, « il n'y en a plus pour les prisonniers ⁵⁰. »

Une fois encore, la Junte décide de recommander la supplique à la sollicitude de l'intendant, lequel répond, le lendemain, qu'il lui est impossible d'y donner suite ⁵¹. « D'ailleurs », ajoute le personnage, « Palmer n'a qu'à liquider ses comptes pour savoir

ce qu'on lui doit ; si on lui accorde quelque secours, qu'il continue sa mission, sinon, que l'on confie sa charge au pourvoyeur des vivres de cette ville. »

Devant l'injonction, la Junte obtempère et passe la charge à l'intendant José M. Billon.

Si l'on rapproche ici les dates données par les prisonniers et celles de ces Actes, à fin février 1810, le drame s'éclaire d'une lueur sinistre. Tandis qu'à Palma, ce ne sont que palabres entre l'Intendance et la Junte, à Cabrera l'on meurt par centaines... Wagré, dont on doit louer la sûreté de jugement, a vu la cause principale du mal dans les luttes intestines auxquelles étaient en proie les autorités palmesanes : « Il existait à Majorque deux partis bien distincts, dont l'un nous voulait du bien et l'autre du mal, de sorte que cette divergence d'opinions occasionna des disputes assez sérieuses et même des rixes, à la suite desquelles la barque aux vivres fut, à la sortie du port, deux fois arrêtée et pillée⁵². » Le caporal de la fontaine ne s'est donc point trompé et c'est Oliver, selon nous, qui, sur ce point, a trop tôt blanchi ses concitoyens.

Palmer mis hors de cause, peut-on constater une amélioration ? Pour les débuts, guère. Le 31 mars, la Junte doit examiner derechef une requête pressante de l'intendant, lequel mande « qu'il n'a plus que pour quelques jours de blé à donner aux prisonniers, à la troupe et au bagne⁵³. » L'autorité décide alors que le président des Biens communs aura à fournir de suite la somme nécessaire à l'achat de quinze cents mesures de blé, somme qui lui sera rendue par le Trésor, intérêts et principal et « dans la mesure des possibilités. » En conséquence de ce vote, le 2 avril, les quinze cents mesures de blé sont acquises à vingt-trois pesetas la mesure et des remerciements votés tant au président des Biens communs qu'au *vocal* de la Junte, Don Nicolas Campaner. Peut-on, sans amertume, indiquer ici quelle chance eurent les prisonniers d'avoir, cette fois, pour compagnons de misère la troupe espagnole et les bagnards !...

Il faut néanmoins reconnaître avec Garau qu'à dater du jour où l'Intendance, ainsi subventionnée, eut la charge exclusive du ravitaillement, les irrégularités diminuèrent, sans pourtant disparaître tout-à-fait. Il faut également marquer que, dès le mois

d'août de la même année, après le départ des officiers, les deux canonnières en stationnement dans la baie furent remplacées par une frégate espagnole dont le capitaine semble avoir été animé d'un réel esprit de justice.

Instruit de nouveaux retards de la barque aux vivres, cet officier menaça le fonctionnaire responsable de le dénoncer à la Junte et de le faire punir rigoureusement en cas d'inexactitude. Cette menace produisit un effet salubre, car, à l'exception de l'épisode d'avril 1811, les envois furent moins irréguliers ⁵⁴.

D'autre part, on doit aussi compter avec l'indélicatesse et la vénalité des intermédiaires cherchant à s'enrichir en vendant les provisions destinées aux déportés. Pour n'être pas unique dans l'histoire, ce fait ne se serait pas révélé dans toute sa laideur si, ayant retrouvé dans la collection du journal majorquin *La Antorcha* ⁵⁵ une information donnant toute raison aux plaignants, Garau ne l'avait reproduite avec une entière loyauté.

« Le préposé aux finances (*el Ministro de Hacienda*) de Cabrera », lit-on dans ce journal, « fut averti par le gouvernement qu'il se faisait commerce de rations d'huile. Le commissaire entreprit des recherches opportunes qui prouvèrent que ces ventes avaient pour auteurs les employés du fournisseur des vivres. A titre de vérification, on pesa et mesura les stocks ; il en résulta — chose surprenante — que l'huile s'y trouvait en excédent. Comme cet article est plutôt sujet à diminution, vu sa fluidité et la porosité des vases, on en conclut que l'huile était adultérée et que les rations n'avaient pas eu l'exactitude voulue. On a informé de ces faits l'Intendance et l'on a suspendu de ses fonctions le fournisseur des vivres, bien que, jusqu'à ce jour, on n'ait pu encore lui trouver un successeur ⁵⁶ ».

Si banal qu'il soit aujourd'hui, ce fait-divers semble prouver que les autorités majorquines, d'ordinaire assez nonchalantes, n'entendaient du moins pas badiner sur le chapitre de l'honnêteté. Louanges leur en soient rendues !

Qu'on juge maintenant si, comme l'affirme un auteur d'ailleurs sérieux et loyal, les relations des *Franceses* sont « fabuleuses » ou « destinées à exciter la haine. » L'étude des textes officiels éclaire ce point — jusqu'à ce jour inexpliqué — de l'origine des famines.

Les vrais responsables ne sont ni Don Antonio Desbrull ni même le pourvoyeur Palmer. Dans une certaine mesure la Junte peut être disculpée. Mais le représentant du pouvoir royal, manœuvré sans doute par des puissances occultes que l'on craint de reconnaître, porte l'écrasant fardeau (notamment en février 1810) d'une négligence et d'une dureté sans nom.

QUATRIÈME PÉRIODE

PRINTEMPS DE 1810

JOURS MOINS SOMBRES

LORSQU'AU soir du 15 mars 1810, on vit trois vaisseaux, portant deux cent cinquante-quatre officiers de toutes armes en provenance de Palma, jeter l'ancre dans le *Puerto* et ces passagers débarquer lentement sur la plage, il serait exagéré de dire qu'il y eut, de part et d'autre, des transports d'enthousiasme¹⁻².

Et lorsque, le 14 avril, survinrent, escortés par un brick anglais, les officiers internés jusqu'alors à Mahon, l'inquiétude ne put que grandir chez les uns comme chez les autres³. Méry et ses compagnons devaient s'effrayer d'un spectacle plus anormal encore que celui de la nudité : « En nous jetant dans les bras de nos camarades, nous croyions retrouver des hommes et nous n'embrassâmes que des squelettes. Les uns portaient, sur leur figure hâve et livide, l'empreinte de la stupidité et de la plus grande désorganisation mentale ; les autres celle d'un profond désespoir. Leurs yeux excavés par la douleur, leurs cheveux en désordre, leur barbe longue et dégoûtante en faisaient des objets d'horreur⁴. »

Pendant les longs mois où on les a séparés de leurs chefs, les soldats de Dupont ont lentement régressé vers la sauvagerie. Tout les y a poussés : la faim lancinante, le misérable gîte, la décadence du sentiment moral. Car (Miguel S. Oliver l'a nettement marqué) nulle, parmi les calamités, ne pouvait être plus funeste que la prostration d'esprit dans laquelle avaient sombré bon nombre d'entre eux : « Les stoïques étaient devenus misanthropes et les misanthropes inclinaient au suicide. »⁵ A ce point d'hypocondrie, nul ordre écouté, nul conseil suivi !...

Partager une misère n'est pas toujours l'alléger. Aux gradés qu'une émeute a chassés de la capitale va se poser, comme naguère à leurs subordonnés, le triple problème du vêtement, du logement et de la nourriture. Impossible, — on le sait — de recourir aux ressources locales. Cette perspective arrache ces mots amers au capitaine Karl-Amédée de Muralt : « Combien je regrette de n'avoir pas été assassiné à Palma plutôt que de devoir supporter les tourments qui nous attendent !...⁴. » Cependant, même sur une île déserte, il n'est que de faire sonner le métal précieux. Grâce à celui que l'officier bernois a pu toucher par l'entremise d'une maison de commerce suisse établie à Palma, il achète une misérable hutte que partageront avec lui les capitaines Dittlinger et Marti, le médecin Kustenhofen, et « un certain Lasalle » qui devint plus tard adjudant du roi Louis-Philippe. Voilà pour l'habitation.

Mais, à l'article nourriture, la situation reste précaire. « Le 24 mars », écrit encore Muralt, « le temps était si mauvais que la chaloupe apportant les provisions ne put atterrir ; quatre jours durant on l'attendit en vain...⁵. » Derechef, plusieurs soldats moururent de faim, puis de voracité.

Au chapitre discipline, le relâchement général frappe de stupeur les arrivants. « Nous devons cacher nos ressources avec le plus grand soin, non seulement aux regards des Espagnols qui nous surveillaient mais aussi à ceux de nos propres camarades, car le pillage et le meurtre étaient, à Cabrera, des événements quotidiens⁶. » Peut-être, sur ce point, le nouveau venu ne tient-il pas un compte suffisant du grand effort de redressement qui s'est produit au seuil de l'été précédent et qu'on a cherché à maintenir pendant un hiver difficile entre tous.

Toutefois, dans cette lugubre symphonie, l'arrivée des officiers

va faire passer le thème de mineur en majeur. « Elle donnera au camp », reconnaît l'Infatigable, « un aspect moins terrible et moins sombre. Les divers établissements prendront plus d'extension. La misère et l'opulence commenceront à se coudoyer ? »

Il semble donc qu'un souffle de vie ait peu ou prou passé sur l'île. Les brises printanières, même de ce sol aride, font surgir, indice du renouveau, les saxifrages, les rouges anémones ou les cyclamens d'une blancheur exquise. Et, sous ce ciel inaltérablement bleu, le soleil va envelopper de son ardeur ces êtres que l'hiver a transis : il leur inspirera des désirs et des plans qui, comme dans le mythe de Pandore, seront, pour l'être humain, ce qui reste au fond de la cassette que Prométhée reçut de Zeus.

C'est pourquoi, de l'aveu même des plus désespérés, durant quelques mois tout au moins, Cabrera sortira de sa torpeur pour prendre l'apparence d'une vivante et alerte cité. Ici comme ailleurs, le rôle des chefs est capital ; voyons-en les plus notoires.

CHAPITRE XII

PROFILS DE CHEFS

LE SOUS-LIEUTENANT DE MAUSSAC

P OUR commander à une agglomération de plus de quatre mille hommes, il a suffi, durant tout un hiver — et quel hiver ! — d'un simple Conseil de cinq membres, tous lieutenants ou sous-lieutenants, complété par un corps de cinq officiers de santé. Ce ne fut point d'ailleurs un Conseil des Dix, car une personnalité s'en détache en haut-relief : celle de son président, le sous-lieutenant de Maussac.

Pourquoi celui-ci, secondé par les lieutenants Carbonnel-d'Hierville et Degain de Montagnac, ainsi que par les officiers suisses Rüttimann et Scheidnager, était-il resté dans l'île désolée alors que tant d'autres s'empressaient de la quitter ?

Sans doute parce qu'on avait fait appel à son dévouement et que, à en juger par les noms, c'est plutôt parmi les tenants de l'Ancien Régime que s'étaient trouvées vivaces les traditions d'oubli de soi nécessaires à une tâche aussi dure. En effet, tous les officiers de valeur des armées de Napoléon n'ont pas été fils d'au-

bergistes ou garçons d'écurie. Plus d'un, qui avait le goût des armes, appartenait aux milieux de l'Emigration, ou encore à la noblesse provinciale demeurée au sein des campagnes. Ayant mesuré l'inutilité d'une attitude négative, ils firent carrière, souvent avec succès, sous les aigles impériales. Au surplus, on ne voit pas qu'un Belafage, un Graboville ou un Bonnichon, pour ne rappeler que quelques patronymes entendus au Quartier neuf de Palma, se soient offerts spontanément pour jouer ce rôle difficile⁸!

Attaché à la 4^e légion de réserve, — si fortement éprouvée à Baylen qu'elle compta parmi ses officiers dix tués et trente-quatre blessés —, le sous-lieutenant de Maussac fut parmi ces derniers⁹. On n'entendra plus parler de lui jusqu'à son arrivée à Cabrera, ou plus exactement jusqu'à son intronisation comme chef de la colonie, le 25 juin 1809¹⁰.

C'est, si l'on s'en réfère aux textes, au bout de trois mois seulement, qu'a lieu sa première intervention auprès du pourvoyeur Palmer. On est alors au milieu de septembre ; il faut songer à préparer un hivernage. Aussi voit-on les deux officiers principaux adresser à la Junte des requêtes aussi respectueuses que pressantes : « Après que le sort de la guerre nous eut forcé de poser les armes, nous avons traversé toute l'Andalousie dans le fort de la révolution et, s'il s'est trouvé quelques victimes, leur nombre est peu considérable et nous effraie moins que l'épouvantable tableau d'une existence à Cabrera. Nous demandons à être disséminés dans les différents cantons des îles Baléares, ainsi que nous l'avons été dans les villes de l'Andalousie. Votre humanité ne vous fera pas entendre en vain la voix de quatre mille deux cents malheureux. Si c'est la fureur des habitants qui vous retient, les soldats préfèrent être exposés à la mort plutôt que de traîner une vie aussi malheureuse. Nos prières vous détourneront sans doute de nous faire passer un hiver rigoureux dans un endroit que les hommes ont trouvé trop affreux pour l'habiter...¹¹. »

A cet appel, véritablement pathétique, se joignent des requêtes plus modestes : gratification de six réaux par jour pour les chirurgiens de l'hôpital ; envoi de papier, de plumes et d'encre pour la correspondance... Pas plus qu'auparavant, la Junte, cela va de soi, ne répond à ces vœux ; mais sans se décourager, Maussac en exprimera d'autres.

A plusieurs reprises, on le voit intervenir auprès du commissaire Pons, puis auprès de Desbrull afin que soit adouci, ou tout au moins amélioré, le sort de ses administrés. Nourriture, logement, éloignement de soldats voleurs, construction de l'hôpital, malades en partance pour Palma, aucune question ne lui paraît secondaire. Ses billets au commissaire en chef sont des modèles de précision et d'urbanité.

Lorsqu'à la suite de l'émeute de Palma, on comptera, parmi les officiers relégués dans l'îlot, trois lieutenants-colonels et soixantedix capitaines, il va de soi que le commandement passera du simple sous-lieutenant à un plus haut gradé, le capitaine de frégate Duval. Mais les relations fort courtoises de Maussac avec le chevalier Desbrull l'engageront à solliciter de ce gentilhomme un service personnel qu'on peut révéler ici.

Dans une première lettre, il expose très ouvertement ses besoins et la forme qu'il sait leur donner témoigne de l'éducation reçue :

Cabrera, le 14 avril 1810.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Pardon si l'un de ces malheureux exilés de Cabrera vous importune encore une fois, mais quand on a été aussi bon et aussi obligeant que vous l'avez été à mon égard, on s'expose souvent à être ennuyé par des importuns dont vous vous êtes toujours déclaré le protecteur et l'appui... Ayant vécu dans une honnête aisance, la position cruelle dans laquelle je me trouve maintenant me paraît bien affreuse et me fait couler des jours aussi misérables qu'ennuyeux. Connaissant votre bonté, je vous prierais de vous informer auprès de quelques banquiers de Palma, qui ont des communications avec la France, s'ils ne pourraient pas me faire passer quelques légers secours. Je leur enverrai l'adresse de ma famille avec un billet de la somme qu'ils m'auraient prêtée et mes parents leur feraient passer les fonds dont je leur serais redevable.

J'appartiens à une maison honnête, qui a l'honneur d'être noble ; elle a fait de grandes pertes à la Révolution, mon père ayant suivi la destinée des malheureux Bourbons ; mais elle a encore pu sauver

quelques propriétés qui lui font jouir d'assez de fortune pour payer, au delà, les dettes que je pourrais contracter.

J'ose espérer, Monsieur, d'après votre générosité ordinaire, que vous voudrez bien employer tout ce que vous croirez convenable pour me tirer de ma triste position. Je n'oublierai jamais le service important que je réclame dans ce moment.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur le Chevalier, votre très humble serviteur.

DE MAUSSAC, S.-L. ¹².

Ce premier appel n'ayant été suivi d'aucune réponse, l'officier le renouvelle, en termes presque semblables, le 22 du même mois.

Précisant cette fois le lieu de résidence de sa famille, qui n'est autre que le château d'Aventon, près Poitiers, département de la Vienne, Maussac répète qu'il voudrait obtenir quelques légers secours dont sa famille tiendrait compte... « Mes parents », ajoute-t-il, « n'oublieraient jamais le service important que vous auriez rendu à un malheureux qui, depuis deux ans, est en butte à tous les revers de la fortune et vous en témoigneraient leur reconnaissance en vous satisfaisant lorsque la paix aura rendu la tranquillité à nos deux nations ¹³. »

On doit présumer qu'à cette recharge, Desbrull ne sera pas demeuré insensible. Mais, doutant peut-être de la garantie offerte, il s'en sera tiré par un modeste subside de... deux écus.

C'était mal connaître le caractère d'un gentilhomme qui, se méprenant sur le geste, riposte par une lettre dont on ne peut nier l'allure :

Cabrera, le 4 may 1810.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Lorsque j'ai répondu à votre lettre, je n'avais pas fait attention à son contenu qui m'a bien humilié, quoique je sois dans une position malheureuse. Quand je vous ai demandé de l'argent, c'était dans l'intention de vous le rendre et non pas de le recevoir à titre d'aumône, comme vous me le proposez. Je vous remercie

du secours que vous voulez me donner : il n'est point du caractère ni du grade d'un officier français de recevoir des charités. J'ai l'honneur de vous saluer respectueusement.

DE MAUSSAC, S.-L. ¹⁴.

P. S. — M. le Curé vous remettra les dix francs.

Cet accès d'humeur, qu'excusent deux ans d'injuste détention, fut promptement calmé par celui qui, en aucune façon, n'avait voulu froisser un amour-propre.

C'est ce qu'à défaut de la lettre écrite par le commissaire, laisse deviner la réponse de l'officier :

le 16 may 1810.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Je vous remercie de la manière noble et désintéressée avec laquelle vous voulez bien m'engager de nouveau à solliciter vos services pour me tirer de la position malheureuse dans laquelle (*sic*) je me trouve en ce moment. J'accepte donc avec reconnaissance les secours que vous m'avez proposés et j'espère être bientôt dans le cas de vous les rembourser. Je vous prierai de vouloir bien les ogmenter (*sic*) un peu et de ne pas les faire passer par le curé mais par le patron qui ne devra les remettre qu'à moi.

Pardon, Monsieur le Chevalier, de mon importunité. Croyez, je vous prie, à ma reconnaissance égale aux sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être... etc.

DE MAUSSAC, S.-L. ¹⁵.

Cette lettre est la dernière du dossier. Elle prouve que tout en ayant la tête près du bonnet, le sous-lieutenant de Maussac savait les usages.

Assez inexactement, celui que Turquet et les Majorquins appellent toujours M. Monsach ou M. de Monsac est signalé par l'un des narrateurs comme ayant participé au rapatriement de 1814. Tout porte à croire, au contraire, qu'il quitta Cabrera avec ses cama-

rades, en juillet 1810. Après l'avoir chargé tant de mois du gouvernement de l'île, il eût été excessif, semble-t-il, de le lui imposer quatre ans encore.

On regrette de ne pas suivre plus avant dans sa carrière cet officier qui fut, au dire de ses administrés, « doux et compatissant », se montrant pour eux « moins comme un gouverneur que comme un père ¹⁶ ».



LE LIEUTENANT DE VAISSEAU GÉRODIAS

Dans le bataillon des marins de la Garde impériale qui, pour être incorporé au corps de la Gironde, vint en droite ligne de Stralsund à Valladolid, l'enseigne Gérodiás, ayant grade de lieutenant sur terre, appartenait au deuxième équipage. A Rota déjà, puis sur les pontons, le courage des officiers de ce corps avait eu quelque chose de contagieux : qu'on se souvienne de Grivel enlevant le « Mulet » qui venait ravitailler la *Vieille Castille* ¹⁷. C'est dans ce milieu, plein de vie, que Gérodiás se signale par son caractère énergique. Servir sous les ordres du commandant Vattier, c'est du reste avoir pour chef un homme résolu : au moment du transfert aux Baléares, n'avait-il pas risqué le tout pour le tout en s'échappant des pontons pour atterrir à Tanger et, plus tard, rejoindre devant Cadix le maréchal Victor ?

Un tel exemple devait porter ses fruits.

Aussi bien, lorsqu'arrivé à Cabrera avec plusieurs de ses compagnons de captivité, les lieutenants de vaisseau Boniface, Gerdy et Bouvier-Destouches (ce dernier n'étant, contrairement à ce qu'avance Gerdy, qu'une seule et même personne), le séjour de l'île apparut d'emblée intolérable à ces natures actives.

On verra le malheur d'un plan d'évasion fort bien préparé, mais brusquement anéanti par la trahison d'un prisonnier, Piémontais d'origine. On sait aussi que Ducor, l'un des conjurés, assurait ne plus avoir entendu parler du chef de l'entreprise ¹⁸. Méry, mieux renseigné sur celui qu'il appelle à tort M. *Girodiar* ¹⁹,

signale que, conduit sous bonne escorte devant la Junte de Palma, cet officier fit preuve là d'une étonnante fermeté.

Sans se laisser intimider par un tel déploiement de force, Gérodiàs démontra que l'évasion de prisonniers injustement détenus était de droit naturel, droit que de mauvais traitements rendaient plus légitime encore. N'étant tenus par aucun engagement formel, les Français considéraient comme une iniquité d'être punis comme transfuges.

Il faut croire que la clarté de cette démonstration fit impression sur les juges puisque, au dire du même Méry, Gérodiàs fut relâché. Peut-être, sur ce point, le narrateur s'est-il un peu pressé de croire au succès de la plaidoirie. En effet, deux documents du dossier Desbrull-Garau indiquent au contraire que les lieutenants Gérodiàs et Boniface connurent, comme auparavant, les inconvénients du *carcere duro* et quelques autres avec.

S'adressant, le 4 juillet, au commissaire majorquin, Gérodiàs lui rappelle les événements qui ont provoqué son transfert de Cabrera au château de Bellver et proteste avec courtoisie et fermeté contre un traitement qui lui paraît indigne de l'État capteur. « Depuis mon arrivée dans ce fort, M. Boniface, mon camarade, moi et mon domestique, avons vécu aux frais des officiers de ma nation qui y sont détenus ; nous osons espérer, Monsieur le Chevalier, que vous ordonnerez des mesures pour assurer notre subsistance car, dans la position actuelle des prisonniers et dans l'incertitude où ils sont de leur sort futur, la bienfaisance peut avoir des limites ²⁰. »

La nourriture et l'entretien ne sont pas seuls à témoigner de l'inertie du pouvoir : la délicatesse même de ses représentants est en jeu. « Lors de mon arrestation », continue Gérodiàs, « j'étais possesseur d'une somme de cent dix-huit réaux d'argent d'Espagne (ou vingt-neuf piécettes), d'une montre en or avec sa clef, d'une bague et d'une chaîne également en or. Les effets qui m'ont été enlevés sont maintenant mon unique ressource (*sic*). M. Boniface avait une montre en argent avec clef en or qui lui a été également enlevée... ²¹. »

Certain de la loyauté du commissaire, l'officier sollicite avec déférence la restitution de ces objets. Ce ne fut pas en vain : dans un court message daté du 12 juillet, les deux lieutenants de vais-

seau expriment au chevalier Desbrull leur vive gratitude de ce qu'ils appellent « son acte de bienfaisance²². » Une semaine plus tard, comme il est question d'un rapatriement prochain, Gérodiàs requiert à nouveau de lui une intervention qu'on peut dire à la fois charitable et intéressée. Il a conservé à Bellver, comme auparavant à Cabrera, certain domestique qui lui a été confié très jeune par ses parents et l'a servi, durant cinq ans, avec fidélité. Alphonse Taverne — tel est son nom — n'est ni marin ni soldat ; il ne saurait, selon le droit des gens, être considéré comme prisonnier de guerre. De plus, il touche à l'âge où il aurait le plus grand besoin d'un guide vigilant. Enfin, le lieutenant Boniface a laissé à Cabrera un frère aîné dont il ne voudrait pas être séparé, même durant une traversée. « Votre bonté », conclut l'officier de marine, « me fait espérer que vous excuserez mes importunités et voudrez bien accueillir favorablement nos demandes...²³. »

Tout permet de croire que, cette fois encore, pour son ami aussi bien que pour son ordonnance, ces requêtes furent entendues. Rien n'atteste mieux que, réunis chez le même homme, la connaissance du droit naturel, le savoir-vivre et la fermeté sont des clefs qui, en ce siècle-là tout au moins, pouvaient ouvrir des portes étroitement closes.



LE COMMANDANT DUVAL

Tandis qu'après l'émeute de Palma ne sont restés à Bellver qu'une dizaine d'officiers supérieurs (les généraux Dufour et Privé, les colonels suisses de May et Freuller, les majors Delenne, D'Es-lon, Durast et Teulet, plus quatre capitaines de vaisseaux), le plus haut gradé des deux cent cinquante-quatre transférés à Cabrera sera le capitaine de frégate Duval. Le fourrier Gille est seul à le nommer dans ses *Mémoires*²⁴.

Entré dans la carrière navale à l'âge tendre de neuf ans, Duval pouvait accuser, en 1809, quarante-trois années de services et une de captivité. Ancien commandant du *Pluton*, on l'avait vu

combattre à Trafalgar avec tant de vaillance qu'il sortit de la lutte estropié des deux bras. De plus, il souffrait de crachements de sang. Fidèle à celle qu'il appelle « une épouse chérie » et père de quatre enfants fort aimés, on l'eût, en d'autres temps, considéré comme un grand blessé digne d'échange ou de rapatriement. Mais qui donc se souciait alors de classer par catégories les victimes de la guerre ?

A relire les lettres et suppliques répétées qu'il adresse à la Junte de Palma par l'obligeante entremise du chevalier Desbrull, il ne semble pas que la légitimité d'une telle demande produise sur ce corps une impression quelconque. Il n'est pas jusqu'à l'offre qu'il fait de s'engager sur l'honneur à ne plus prendre les armes contre le gouvernement espagnol qui ne reste sans réponse.

On sait, d'autre part, qu'une pétition des officiers de marine internés à Palma, pétition qui vient d'être adressée à la même instance, n'a pas rencontré plus d'écho. Duval n'en gardera pas rancune à celui qui sert le plus souvent d'intermédiaire entre les prisonniers et la Junte : — « Agréez, Monsieur », lui écrit-il, le 2 janvier 1810, « qu'au commencement de cette année j'aie l'honneur de vous souhaiter santé parfaite, bonheur, prospérité et longue vie : que Dieu deigne(*sic*) exaucer les vœux sincères que je fais pour la conservation de vos précieux jours et qu'une prompte Paix vienne terminer mes meaux ²⁵ » (*sic*).

Comme, à Palma, il a entretenu, avec le commissaire Desbrull, des rapports empreints de confiance et de haute courtoisie, rien ne sera plus facile que de les continuer durant qu'il représentera, auprès des autorités majorquines, la colonie de Cabrera.

L'un de ses premiers soins — le 24 mars — sera d'intercéder pour la sœur de l'adjudant Guérard qui, transportée avec le corps des officiers, a été oubliée sur les listes et ne touche pas les vivres auxquels elle a droit. Cette présence insolite montre, au surplus, l'endurance et le courage peu communs dont peut faire preuve une faible femme.

Le lendemain, il s'efforce d'intéresser son chef au sort des officiers supérieurs qui ne touchent qu'une solde insuffisante et la ration des officiers subalternes. Or, celle-ci est réduite chaque jour à une livre de pain, sept onces de viande, deux onces de lard, cinq onces de riz, une once d'huile et un *cuartillo* et demi de vin ²⁶. « Vous

n'ignorez pas, Monsieur le Chevalier », ajoute-t-il, « combien il est pénible pour un homme de mon âge et de mon grade d'être réduit à vivre avec cette ration, ayant pour comble de malheur perdu tous mes effets, car ce que j'ai reçu ici ne consiste qu'en haillons »...²⁷.

A ce détail se révèle l'un de ces hommes de guerre qui, intrépides au combat et faisant fi de leur vie si celle-ci doit être sacrifiée au salut de l'État, s'achoppent étonnamment aux petites choses de la captivité. Demeurant homme de bon ton jusqu'au bout, Duval réitère, avec toutes les formes de politesse voulues, une demande d'échange et de rapatriement toujours en souffrance :

Cabrera, le 14 avril.

A Monsieur DESBRULL, Chevalier de Malte
et Major du Régiment d'*Urbanos*.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire une lettre dans le temps, au sujet de l'impossibilité où j'étais de rester au service, à cause de mon âge, de mes infirmités et des blessures dont je suis couvert. Je vous priais d'avoir la complaisance de la soumettre à Messieurs les membres de la Junta afin qu'ils daignassent me renvoyer dans mes foyers. Votre réponse me fut fort agréable, je m'en rappelle (*sic*) encore avec plaisir ; vous m'y disiez que la Junta suprême de Palma ne pouvait point prononcer définitivement sur ma demande, que tout ce qu'elle pourrait faire était de l'envoyer à Sa Majesté la Junta centrale ; vous eûtes la bonté de me promettre de vous charger de la demande que je vous faisais, mais je pense, Monsieur le Chevalier, que vous n'avez point eu de réponse.

« Monsieur le Curé vient de me demander un état des hommes estropiés et infirmes qu'il doit présenter à Monseigneur l'Intendant Général afin que la Junta suprême daigne renvoyer dans leurs familles ces malheureux, qui, par leur âge, leurs infirmités ou leurs blessures, sont incapables de rendre aucun service à leur gouvernement.

« Je vous prie, en conséquence, d'appuyer de tout votre pouvoir

ma demande, car si j'étais encore plusieurs mois ici, je désespérerais revoir ma patrie, puisque deux de mes blessures se sont ouvertes intérieurement et me donnent un crachement de sang continu.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Chevalier, avec respect, votre très humble et très obéissant serviteur. »²⁹

DUVAL.

C'est sous le règne (si l'on peut dire) du commandant Duval que, conséquence fâcheuse d'une tentative d'évasion à laquelle s'attache le nom de Gérodiás, les autorités espagnoles exigèrent impérieusement qu'on leur remît tous les instruments en fer, couteaux, ciseaux et autres que les Cabrériens avaient pu conserver ou acquérir. Le 24 juin, sur un ton plus que catégorique, le commandant des canonnières adressa à l'officier français un véritable ultimatum :

... « Si vous n'exécutez pas cet ordre, je serai forcé d'employer l'autorité que j'ai. Je crois que vous serez plus jaloux de l'existence et de la sûreté de chacun que de la possession d'un instrument en fer. A quatre heures de l'après-midi, mon ordre doit être exécuté. Vous ne me répondrez pas par écrit et vous ne rechercherez aucun délai car, à l'heure que je vous marque, je commencerai, si vous n'avez pas obéi, à faire feu partout où j'apercevrai des prisonniers. Dieu vous garde, Monsieur... »²⁹.

Devant des exigences où l'intervention du Seigneur s'accompagne étrangement d'une menace de mort, le commandant Duval ne put que s'incliner.

Sut-il, au surplus, comme chef responsable, prendre en faveur de ses administrés les mesures efficaces ? Il n'y paraît guère. C'était avant l'âge — car il n'avait que cinquante-trois ans — un vieillard qui sentait ses forces faiblir et ne pouvait que s'en remettre à la compassion de ses chefs. Lorsque, en juillet 1810, courut parmi les officiers le bruit d'un transfert en Grande-Bretagne : « Je vous prie », écrivit-il à Desbrull, « de vouloir bien prendre en considération mon âge, mes blessures, mes infirmités, me recommandant au patron du transport sur lequel vous croyez que je m'embarquerai dans notre prochain voyage. Un seul mot de votre part suffira pour qu'on me laisse au moins l'aisance (*sic*) nécessaire pour me faire panser

et avoir le peu de commodité qu'on n'a pas d'espoir d'obtenir sans être recommandé....³⁰ »

Les égards que le commissaire avait toujours eus pour lui se seront sans doute renouvelés à cette occasion. Le 28 juillet, Duval s'embarquera sur la frégate *Lucia*. Mais rien n'indique que, pour prendre sa succession, quelque gradé ait été désigné par lui³¹.

*
* *

A ces silhouettes on pourrait en ajouter bien d'autres. Mais ces troismédailleurs suffisent : un chef jeune, attentif, un rien ombrageux ; une nature aventureuse et fière ; un vieux brave que le malheur a rendu dolent, — tous ont subi avec dignité l'infortune des vaincus.

Pourquoi faudra-t-il qu'à l'heure du départ, aucun ne s'offre en suprême sacrifice ? La communauté n'eût pas perdu son âme !...³².

CHAPITRE XIII

LES ARTS DE LA PAIX

S'APPLIQUANT aux modestes travaux de soldats désarmés, ce titre un peu « quarante-huitard » est, qu'on le croie bien, exempt de toute ironie. Ce sont en effet les éléments d'une civilisation pacifique que, de toutes pièces, vont créer « six mille Robinsons jetés dans une île déserte »¹. Le seul spectacle de leurs efforts, poursuivis au milieu de rudes privations, sans matières premières, sans outils, sans nul concours extérieur, a quelque chose de grand, de plus grand même qu'un exploit guerrier accompli en une heure d'enthousiasme.

Pour en énumérer les formes diverses, groupons-les sous quelques chefs que, dans les administrations officielles, on baptiserait Ministères : Agriculture, Industrie et Métiers, Commerce, Enseignement et Beaux-Arts.

L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE

A n'en pas douter, les ruraux furent en majorité dans le corps d'occupation de la Gironde : qu'on se rappelle leur ardeur aux moissons sur les plateaux d'Andalousie. Comment se fait-il que,

mourant de faim à Cabrera, ils ne se soient pas attaqués, avec une opiniâtreté au moins égale, à la terre qu'ailleurs on qualifie nourricière ? Tout simplement, a répondu Bernard Masson, parce qu'on ne pourrait prétendre à la grande culture sur un vaste rocher où le blé même n'a pu prendre racine².

Mais — la remarque est de Ducor, ce loup de mer attentif aux travaux des champs —, le soldat français n'aime point à rester oisif : « Quand il n'est pas malade, il faut qu'il cherche, qu'il remue, qu'il invente et tente au besoin l'impossible ! »³ Dès les premiers jours, on voit, preuve vivante de cette assertion, Boulerot se munir d'une bêche, débarrasser un terrain de quatre mètres carrés et y planter des choux. Malheureusement, pour acquérir des graines, il fallait sacrifier l'une au moins des rations quotidiennes. Sacrifice quasi-surhumain : le terrain restait vierge !...⁴ Et quand on s'était assuré quelques pauvres semences, que de peine elles avaient à germer ! L'une s'en avisait-elle pendant la nuit, tout aussitôt le soleil du matin venait impitoyablement la rôtir et des flots d'eau saumâtre ne pouvaient l'engager à relever la tête. Les chaleurs de l'été et l'atonie générale vaudront à ces essais une fin prématurée.

Passé l'hiver terrible, Jacques Bonhomme prit le dessus. Ce redressement eut-il à ses origines une intervention extérieure, celle de l'aumônier, par exemple ? Ici, nouvelles divergences.

Ducor accuse nettement Don Damian de s'être approprié le seul coin de terre propre à la culture⁵ et d'avoir usé de railleries déplacées à l'égard de paroissiens intéressés à ces efforts. Pour répondre à d'inutiles duretés, que Turquet, lui, qualifie de « saintes pensées »⁶, on se fit un malin plaisir de voler ses raves, lesquelles, paraît-il, étaient énormes. D'où exaspération du *Padre*.

Le même Turquet qui, naturellement, veut magnifier son héros, atteste que, dans ses promenades, le bon curé avait été frappé du courage infatigable autant que de la grande activité des Français ; la plupart n'avaient-ils pas entouré leurs cabanes d'un jardinet où, à défaut de graines absentes, poussaient des fleurs sauvages ?⁷ Ce serait, dit notre homme, à sa seule bienveillance que les Cabrériens durent les graines de salades ou de choux qui, plantées en novembre, donnèrent trois ou quatre récoltes durant la saison des pluies.

Confiés à la Colline des Dragons, les pommes de terre eurent un sort moins heureux car, sous l'empire de la faim, les semeurs impatients venaient en tapinois déterrer les tubercules. Planteurs le jour, larrons la nuit ! Plus exposés que d'autres à ces déprédations, le Père Damien qui, sur la Colline des Morts, avait étalé ses carrés de fèves, n'en vit, dit-on, pas lever une.⁸

Dans sa relation qui, notons-le, s'applique à une période ultérieure, l'Anonyme cité par Méry fait remonter l'origine des cultures maraîchères non pas à l'aumônier mais au commandant de la frégate espagnole stationnée dans la rade. C'est vers la fin de juillet 1812 que cet officier aurait offert à la colonie une livre de graines de tabac, une livre de graines de choux et quelques touffes de pommes de terre. Le don devait suffire à de vastes semailles. Toutefois, rien de plus ardu que de remuer, sans instruments aratoires, un terrain sec et rocailleux. Il fallut employer un procédé de défrichement collectif : réunis au nombre de six à huit, les uns soulevaient les pierres avec leurs mains ; les autres, à l'aide de cailloux acérés, creusaient le sol⁹. Les plus opiniâtres triomphèrent d'une si pénible besogne et eurent, cette fois, toute satisfaction : tabac, choux et patates vinrent à maturité. Autant d'auteurs, on le voit, autant de versions. Rien d'étrange à cela : les opinions procèdent des sympathies.

Toujours est-il qu'au début de 1813, le terrain ensemencé donnera une récolte assez abondante aussitôt employée à une seconde culture. Vers la fin de l'année, le savoir-faire des abandonnés aura pourvu à leurs pressants besoins¹⁰.

Avec l'agriculture, on a prévu l'élevage. Mais à Cabrera — quoi qu'en pense Garau —, cet art ne s'exerça que dans un domaine assez limité : les souris et les rats... Certains s'y spécialisèrent : il fallait avoir la patience d'en apprivoiser et de pourvoir à leur multiplication. Ainsi se créa un objet de négoce : on vendra, selon la grosseur, une souris pour cinq fèves et un rat pour vingt-cinq¹¹.

Il ne s'était pas fait mieux, du temps de Landolt et de Chapuis, à bord de la *Vieille Castille*¹².

LES INDUSTRIES NOUVELLES

S'il est vrai que du besoin naît l'organe, rien mieux que le travail accompli par des êtres sous-alimentés ne prouve la grandeur d'une détresse et les talents mis à la vaincre. Certes, l'absence d'outillage et, plus encore, de matériaux, empêchera l'artisanat cabrérien de s'élever beaucoup. Mais ses œuvres manifestent une ingéniosité si grande qu'on en reste émerveillé.

Au premier stade de cet effort général, il faut placer ceux qui, de nos jours, seraient appelés prospecteurs. « On ne nous donnait pas de sel pour assaisonner nos aliments », écrit Ducor, « eh bien ! on se ferait chercheurs de sel »¹³. Mais où le trouver ? Parfois à plus de six cents toises de hauteur, sur la cime de rochers ou dans les cavités des falaises que les lames atteignaient pendant les tempêtes. Pour gagner quelques fèves, ces intrépides grimpaient dans les rochers à pic et redescendaient de la même manière quand ils avaient fait leurs provisions d'une éblouissante blancheur¹⁴.

De tels voyages, que Turquet baptise « aériens », avaient lieu tous les quatre ou cinq jours et certains, s'étant procuré des sacs, ramenaient parfois des charges de quinze à vingt kilogs. « Une fois », raconte le même narrateur, « de la mer où nous nous baignions, nous considérions en frémissant trois malheureux chercheurs. Ils étaient à la suite les uns des autres, s'entr'aidant au besoin. Tout à coup, fatigué ou saisi d'une crampe, le premier lâche prise ; il entraîne ses deux compagnons et tous trois arrivent broyés au bas du rocher. »¹⁵ Ce ne fut pas le seul accident. Une quinzaine d'hommes se rompirent ainsi le cou¹⁶. Le cadavre d'un de ces chercheurs, accroché à une roche aiguë, ne put être enlevé ; il devint la proie des rapaces et, bien longtemps, ce squelette blanchi s'imposa à la vue : « Armes expressives et trop justifiées de notre royaume à nous, Cabrériens ! », s'exclame le soldat de Froger¹⁷. Les autres n'en étaient point découragés. « On tenait finalement si peu à la vie »¹⁸, soupire mélancoliquement Ducor.

Dans un domaine moins périlleux, un autre soldat, nommé Deschamps, amateur assidu des cavernes, eut tôt fait — dit l'un de ses camarades — « de découvrir que stalactites et stalagmites n'avaient point été placées là pour rendre, au moindre choc, des sons harmonieux¹⁹ ». Peu sensible à la beauté des choses, il en brisa

bon nombre dont, pour gagner quelques sous, les fragments étaient offerts aux rares visiteurs de l'île. Autre ressource : la fabrication du charbon de bois. Mais comme la matière se trouvait éloignée du centre habité, plusieurs, en la cherchant, manquèrent les distributions de vivres et périrent de faim ²⁰.

Encore dans le domaine végétal, ce fut une plante souple, sorte de troène, baptisé osier, que des équipes allaient cueillir dans les rochers et qu'elles préparaient pour le tressage. Au quartier de la fontaine où, depuis la diminution des effectifs, l'eau était devenue moins rare, s'étaient installés les amateurs de vannerie : ici l'osier s'appelait roseau.

Sans négliger ses devoirs de gardien patenté, Wagré s'orienta vers cette branche qui, devenue prospère, vit ses initiateurs les plus habiles former des apprentis et ceux-ci, à leur tour, devenir bons ouvriers. La sparterie devait, tout naturellement, donner naissance à ce qu'on peut appeler une branche sœur : celle du textile. Turquet (ne le chicanons pas sur ce point !) en attribue derechef la naissance à l'intervention du *capellán* : « S'étant persuadé avec raison qu'il devait y avoir des hommes ayant appris à filer et à tricoter dans leur enfance, il fit venir pour eux du chanvre et du coton ²¹ ». Une circonstance fortuite devait donner à ce travail l'essor le plus inattendu : la tempête jeta un jour à la côte toute une cargaison de coton ; quatorze quintaux purent être recueillis pour confectionner bas et bretelles. S'étant fabriqué un rouet, l'Infatigable obtint de la filasse en s'adressant aux marins espagnols et, spécialisé dans l'article, on le vit tisser jusqu'à un épervier qu'il put vendre quinze piécettes ²².

Ce succès ne pouvait que l'encourager. Pour mériter son surnom, notre caporal se fera patron. Son local est une baraque contenant un pilier central où l'on accroche le filet et autour duquel les ouvriers, rangés en cercle, travaillent avec ardeur : « J'en avais assez régulièrement sept à mon service, plus huit apprentis. Ces derniers étaient pris à l'essai pendant une quinzaine sans rétribution, puis ils gagnaient un ou deux liards par jour. J'aurais même occupé cent ouvriers s'ils n'avaient pas été des voleurs... » Fort satisfait, toutefois, de lui-même et de son industrie, l'Infatigable ne cache pas ses sentiments : « Ce qui donnait bien du mal à mes concurrents, c'est qu'ils ne savaient pas assembler

les filets. Ils n'avaient donc d'ouvrage que lorsque j'en avais trop... ²² »

Dès lors et à son exemple, le camp se remplira d'hommes qui tournaient le fuseau ou essayaient de manier les aiguilles. Les plus habiles formaient les autres. L'impulsion donnée, chacun voulut exercer son talent, adopter une profession ou inventer quelque chose. Il n'est pas jusqu'à la grotte des dragons d'Auvergne où l'on ne s'occupât à la confection de cuillers en racine de buis. Mais, échanges et commerce étaient rendus difficiles du fait qu'entre eux tous — on s'en souvient —, ces artisans revenus à l'état sauvage ne possédaient qu'un pantalon et une capote en fort mauvais état...

Au travail du bois s'ajouta celui du métal : un maréchal-ferrant, plus opiniâtre que les autres, a voulu, sans doute avec une peau de mouton reçue comme couverture, se fabriquer un soufflet de forge. Les privations et les économies qu'il s'est imposées lui permettent de commander à Palma l'indispensable marteau de fer ; les marins de la frégate espagnole lui fournissent l'enclume sous la forme d'un boulet : la forge montée, on le verra bientôt à la tête de deux ateliers, à vrai dire assez rudimentaires ²³. N'est-ce point là le meilleur exemple d'une industrie constituée *ex nihilo* ?

MÉTIERS ET GAGNE-PAIN

Ici, plus que l'initiative, le tour de main s'impose. C'est lui, autant que la pénurie qui va donner tout son essor à l'art d'accommoder les restes. « Comme nous étions privés de vases pour manger », relate Wagré, « nous nous mîmes à démantibuler nos shakos dans le but d'en transformer les fonds en plats et en assiettes et, plus tard, à fabriquer des espèces de petits baquets en bois bien cerclés qui nous servirent de gamelles et qu'on payait deux à trois sous ; d'autres fois, les fonds de shakos donnaient des semelles de souliers et l'on taillait ceux-ci dans de vieux morceaux de drap ou de feutre ²⁴ ». Après la vaisselle, vinrent les couverts de table. Le soldat Leclerc, taillandier au civil, achetait des cercles de fer et des gamelles de bord pour fabriquer des couteaux qu'il vendait trois sous l'un. Plus tard, on acquit des marins espagnols quelques pots en faïence destinés à conserver la nourriture : bien vite, le grenadier Couteau — qu'il ne faut pas confondre avec le dragon Coutant,

l'habile nageur, — se créera une spécialité en les réparant avec soin. Il pourra de la sorte s'assurer un revenu assez coquet, sinon en espèces sonnantes, du moins en *garbanzos*, car le tarif était de deux fèves par unité et Wagré nous déclare avoir vu quelques-uns de ces ustensiles qu'on avait restaurés en y fixant au moins deux cents agrafes²⁵. Excellent métier que celui de raccommodeur de pots cassés !

Enchantés de ce succès, ceux des Cabrériens qui, autrefois, avaient exercé leur art comme tailleurs ou cordonniers trouvèrent quelque profit à le reprendre²⁶. Tel cet ancien savetier qui s'était mis à rechercher de vieux morceaux de cuir : bientôt il en fit le commerce, vendant les meilleurs à ceux qui avaient imaginé d'établir des ateliers de chaussures où l'on travaillait plus en vieux qu'en neuf²⁷. Tels encore ces confectionneurs d'un genre assez rare qui coupaient les pièces de vêtements des morts à la taille de leurs nouveaux propriétaires...

Seul l'article lingerie et les branches qui s'y rattachent semblent avoir souffert du marasme. On s'en doute un peu : comment le métier de blanchisseur aurait-il nourri son homme ? Avec « Messieurs les Officiers » pour clients, Wagré prétend avoir voulu l'exercer : la vermine impitoyable ne respectant personne, ses interventions risquaient d'être agréées des chefs. Mais, par malheur, l'essentiel manquait : l'eau douce était trop soigneusement mesurée et, lorsqu'on voulut user de l'eau de mer, elle brûla le linge et le rendit plus gris que blanc. Il fallut renoncer²⁸.

Parfois, en plus du gagne-pain, le métier pouvait être moyen de libération : c'est là le motif secret qui affinera la main de tel bon ouvrier et enflammera son zèle. « Après avoir examiné les divers éléments sur lesquels je pouvais fonder l'espoir de quelque gain pour préparer mon évasion », écrit Bernard Masson, « je me mis dans l'idée, quoique tout à fait étranger à cet art, de me faire sculpteur. Je me procurai un couteau pour façonner de petites madones et autres figures en bois à la manière des bergers de la Suisse. Les premiers essais me réussirent. Je les proposai aux Espagnols. Ils les revendirent avec bénéfice. Encouragé et bientôt imité, je fus même surpassé par mon camarade de cabane, le sergent Maillé, que l'espoir d'une fuite possible avait aussi préservé de l'abattement...²⁹ »

D'autres artisans encore s'attachèrent à ces travaux d'art, sans leur donner au surplus un but aussi précis. Avec du bois de sabine, sorte de genévrier récolté sur place, ils sculptaient des bâtons, des tabatières, voire des jeux d'échecs avec pièces historiées que, partout ailleurs, leur beauté aurait fait estimer très haut³⁰. Lorsque les arbustes eurent disparu de l'île où, certes, ils n'abondaient guère, les Majorquins soucieux d'assurer la matière première en firent chercher dans l'îlot voisin, celui de Conejera³¹. Détail plutôt macabre, à défaut de bois, une autre matière s'offrait en abondance : qu'on songe aux ossements humains épars dans tous les coins. Bientôt une idée germa ; un rayon nouveau naquit : celui des boutons. Par infortune, la vente sur place n'en pouvait être énorme...

*
* *

SALAIRES ET DÉBOUCHÉS

Réduite au seul trafic local et privée de monnaie d'échange, une industrie sans débouchés n'aurait pu ni s'étendre beaucoup ni subsister longtemps.

C'est pourquoi, « las de voir des intermédiaires acheter à vil prix nos travaux, nous conçûmes », dit Turquet, le projet de faire naître la concurrence à notre profit ou même de l'établir.³² » En les opposant les uns aux autres ou en faisant jouer les lois de l'offre et de la demande, on essaya, sans grand succès d'ailleurs, de faire monter les prix. Puis on profita des visites occasionnelles des vaisseaux étrangers. Un brick de Sa Majesté Britannique — celui-là même qui apporta les vêtements offerts par la duchesse d'Orléans — fut un jour envahi par les fabricants de cannes, de fourchettes, de cuillers ou de corbeilles d'osier auxquels ces produits furent, paraît-il, largement payés.

Lorsqu'une partie défend ses droits, l'autre est forcée de composer : saisissant donc l'avantage qu'ils auraient à ne pas rester en dehors du courant nouveau, les matelots des canonnières et des barques aux vivres se mirent à acheter les produits

des Cabrériens pour les revendre ailleurs ; ils contribuèrent ainsi à la création d'un trafic régulier, qui devait aller croissant. Le patron des felouques y trouvait-il son compte ou bien son caractère s'était-il radouci ? On ne sait. Mais il se dit satisfait des échantillons qu'on lui soumettait et, de pourvoyeur, passa intermédiaire. Par lui, Majorque se fit cliente et des outils jugés indispensables furent envoyés. « Bientôt », note Bernard Masson, « des marchands vinrent eux-mêmes acheter nos produits et nous donnèrent en échange des objets de fer dont nous prétextions la nécessité pour l'entretien de nos loges^{32 bis} » ; à dater de ces jours, la colonie qui, pour tous instruments de travail, ne possédait qu'une seule hache, plus une scie faite d'un cercle de barrique, sera pourvue d'un outillage. Ainsi s'ouvrira la production en série.

La beauté et l'excellence des objets sculptés avaient, comme on voit, inspiré aux commerçants de Palma l'idée d'utiliser la main-d'œuvre captive et de lui confier la fabrication d'instruments indispensables à toute danse espagnole : les castagnettes. A cela ne se limitaient pas les articles d'exportation. Plus demandés sans doute parce que d'utilité courante, les corbeilles d'osier furent expédiées jusque dans l'intérieur de la Péninsule. Elles étaient, au dire de Wagré, d'un dessin original et gracieux. Puis, comme l'archipel baléare a pour industrie principale la chaussure, les cordonniers français ne tardèrent pas à se faire apprécier. On vit arriver, expédiées par des fabricants, des caisses de souliers tout coupés, qu'accompagnaient alènes, pieds de fonte et tranchets. Désormais les travailleurs auront autre chose à faire qu'à retaper de vieilles savates avec du cuir ramassé dans les rochers³³.

Malheureusement, les salaires étaient minces. Les cordonniers ne recevaient que trois ou quatre sous pour la façon d'une paire de souliers ; les fileurs au fuseau ne vendaient leur fil qu'à raison de trente-six aiguillées pour un sou³⁴. L'osier étant payé trois sous les mille tiges et les paniers six sous la douzaine, jugez de la marge entre les prix de vente et de revient ! Pour le coton, on donnait aux fileurs deux ou trois sous de la livre. « Lorsque je commençai à tricoter », rappelle Turquet, « je reçus un sou par semaine. Il fallait avoir du courage et de la constance pour peiner toute une semaine et recevoir... un sou, mais un sou, c'était quelque chose ! Plus tard, lorsque je devins capable de faire des Jupons et

des gilets, ce fut un sou par jour... ³⁵ » Dans les travaux d'art, même rémunération dérisoire. Exemple : les bâtons en bois sculpté atteignaient tout juste une piécette. Et, s'il est des objets dont le prix d'achat ne dut pas correspondre à la somme de labeur et de talent répandue par l'artiste anonyme, ce sont bien le remarquable jeu d'échecs ou le bâton, surmonté d'une tête de l'Empereur au légendaire bicornes, qu'Oliver et Garau admirèrent tous deux chez un patricien de Palma ³⁶.

Parfois, le travail n'était payé qu'en fèves ou en pain que, naturellement, les employeurs s'arrangeaient à majorer : « Quand le pain coûtait six sous, on en exigeait huit ; quand les fèves se payaient trois sous, on nous les faisait accepter pour cinq... ³⁷ » Et pourtant, si fâcheux que fussent les abus, d'aucuns jugeaient la situation tolérable : « Certes », s'écrie Bernard Masson qui au delà du présent sait entrevoir l'avenir, « notre travail n'était pas surpayé, mais il devenait productif par notre assiduité ; en plus d'une amélioration sensible de notre sort, nous lui dûmes notre délivrance ³⁸ » Gagnant assez largement sa vie pour mettre de côté quatre ou cinq sous par jour, l'Infatigable, qui resta là quatre ans et demi, lui aussi se déclarait content ³⁹. Et l'Anonyme de Méry n'est pas moins catégorique : « Nous étions aussi heureux qu'on pouvait l'être lorsqu'on est réduit à ses propres ressources sans pouvoir les augmenter par les aisances de la vie. » C'est à sa plume que, sur l'ensemble de cet effort et pour les derniers temps, on doit un tableau assez flatteur : « Vers la fin de 1813, l'industrie des Français avait créé dans Cabrera une colonie où tout le monde trouvait de quoi se nourrir assez abondamment, sans avoir un besoin absolu des Espagnols, ce qui ne contribuait pas peu à accroître notre amour-propre et à donner de nous une idée plus avantageuse à nos ennemis. Le travail était réglé et classé avec beaucoup d'ordre. Tailleurs, cordonniers, perruquiers n'étaient plus tenus de se livrer à la culture et pouvaient être défrayés de leurs travaux particuliers. Ne disposait-on pas, pour employer le langage pittoresque de notre auteur, « du produit des sueurs de ceux qui cultivaient la terre ? ⁴⁰... »

Une note moins optimiste est, il est vrai, donnée par Turquet. « Hélas ! » soupire-t-il, « ce fut trop tard que l'industrie se développa parmi nous ! Nous avons passé trois ans dans la plus affreuse

misère lorsqu'un travail profitable nous devint possible. Du reste, beaucoup de prisonniers ne purent jamais s'y mettre ; ou ils étaient trop faibles et accablés de trop d'infirmités pour supporter la fatigue ou encore trop abattus pour retrouver jamais la force et l'énergie nécessaires ⁴¹. »

D'autre part, toute médaille ayant son revers, nul ne sera surpris qu'avec la notion du profit se soit développé l'égoïsme instinctif. A côté des nouveaux riches, si l'on ose employer cette expression pour les plus industriels, végétait une catégorie d'oisifs et de désœuvrés chez qui l'envie, comme souvent il arrive, préluait à la haine.

Qu'importe ! Un remède avait été trouvé aux maux jusqu'alors inouïs des Cabrériens. Un prisonnier qui travaille songe moins à récriminer. Ah ! si la Junte suprême et celle de Palma s'en étaient avisées plus tôt...

*
* *

LE CENTRE DES AFFAIRES

A qui n'avait pas reçu vocation artisanne ou simples aptitudes manuelles, une autre carrière s'offrait : le négoce. Plusieurs y entrèrent qui devaient manifester des dons variés.

A diverses reprises étaient arrivés de la Péninsule des contingents supplémentaires. Peu faits aux privations de tout ordre qui furent de règle aux débuts et soucieux avant tout d'augmenter leurs maigres rations, les nouveaux venus n'hésitaient pas à vendre, pièce par pièce, leur linge et leurs habits. Voyant dès lors son intérêt à servir d'intermédiaire entre vendeurs et acheteurs, un Parisien se fit marchand-fripier. Chaque jour, on l'entendait crier sa marchandise. Il parcourait deux ou trois fois le camp, porteur de chemises, d'habits, de pantalons et, le plus souvent, il réussissait à les placer en prenant sa commission sur les deux parties ⁴².

Mais, si élémentaire qu'il soit, le commerce ne peut toujours se poursuivre en plein vent ; un centre d'affaires devait tout naturellement se former. Quand fut acquise la certitude d'un abandon réel, les colons — faut-il le rappeler ? — avaient été conduits à

bâtir des constructions moins fragiles que leurs huttes de feuillage. Et la galanterie française ne cédant pas à l'adversité, les premières maisons de terre et de moellons devaient être le partage des cantinières. D'un terrain étroit et maussade, on fit une place centrale en face du *Puerto*. Diverses artères y venaient aboutir. « Comme le Français, même au fort du malheur, imprime toujours à son caractère le cachet d'une ironique gaîté », remarque Sébastien, « ce quartier occupé par le beau sexe fut appelé *le Palais Royal* ⁴³. »

On suppose bien que cet Emporium doublé d'une Agora différait quelque peu de ses prototypes. « C'était, » dit plaisamment l'Anonyme de Méry, « un spectacle à la fois curieux et digne des réflexions d'un philanthrope (*sic*) que cet amas innombrable de baraques couvrant, avec une certaine symétrie, un vaste espace de terrain... ⁴⁴ » (Innombrable n'est peut-être pas le mot, car Wagré, pour une fois précis, certifie que l'on comptait à Cabrera quatorze cent vingt-deux constructions, toutes numérotées ⁴⁵.) La place centrale, on s'en doute, n'avait rien de monumental. Lardier, qui la visita durant l'hiver de 1810, l'appelle tout uniment : un bazar. Qu'on se représente un certain nombre d'étalages, les uns en plein vent, les autres abrités par des petits toits en saillie dont l'extrémité s'appuyait à la terre alors que l'autre était supportée par deux perches.

Mais ce Palais Royal, où se rencontraient baigneurs, oisifs, industriels ou commerçants, n'était pas seulement, si l'on en croit Wagré ⁴⁶ et Turquet, le rendez-vous général : on en avait fait la halle aux métiers. Savetiers, barbiers, tailleurs, tous s'y rencontraient ⁴⁷. Elle servait de marché d'échange; on y troquait les fruits de la culture, du pain contre des fèves, des fèves contre du pain. On y vendait du tabac, des choux, des raves, du poisson salé, des souris et des rats, en un mot tout ce qu'il y avait de mangeable dans l'île...

— « Qui veut un rat? Qui veut des feuilles de choux? Qui veut une ration de pain? » entendait-on crier de divers côtés ⁴⁸.

Outre les aliments, on pouvait y empletter des morceaux de drap, du fil, des aiguilles, des cuillers, des fourchettes, de la ficelle, bref les divers produits de l'industrie locale et le tout au détail, car il était loisible d'acheter séparément une aiguillée de fil, un morceau de drap grand comme la main et jusqu'à une prise de tabac qui, à eux trois, coûtaient un sou ⁴⁹.

Parler d'un sou est une forme de langage, puisque la monnaie faisait défaut et que les fèves ou *garbanzos* en tenaient lieu. L'essor rapide des opérations n'en était pas entravé. Sébastien, seul à donner des indices de valeur, déclare que celle du pain de munition variait chaque jour selon que la barque aux vivres arrivait avec plus ou moins d'exactitude. Pour cette raison, son prix, qui à l'ordinaire était de dix sous, montait parfois jusqu'à vingt-cinq ⁵⁰. Détail typique, on avait dénommé Bourse le rocher où l'arrivée de la barque était observée puis saluée « avec des rugissements de lions flairant leur proie ⁵¹ ». Une simple voile à l'horizon suffisait à provoquer la hausse ou la baisse des cours.

Si, dans les transactions, l'on pouvait encore se passer de numéraire, du moins fallait-il des mesures et des poids. Pour peser l'ordinaire, les Cabrériens surent combiner des balances; rien de plus nécessaire car, bien souvent, pour une fève ou moins encore, on se prenait de bec, on en venait aux mains, on se fût entre-déchiré...

Loin d'être, comme on le dit, sources de tous nos maux, l'or et l'argent devaient, sous les espèces de simples *gourganes*, amener dans les échanges des mœurs plus policées ou simplement des relations moins brutales. Et les balances mirent tout le monde d'accord.

* * *

LES AMIS RÉUNIS

Le Palais Royal n'eût pas été ce qu'il fut sans l'existence de ces lieux de délices qu'on appela plus tard le Salon du Pauvre.

Comme pour l'industrielle locale, les équipages des canonnières espagnoles virent leur intérêt à n'en pas rester absents. Établis en des cantines que Turquet ⁵² hésite à baptiser du nom somptueux de cafés-estaminets, ces gens y tenaient du vin, des denrées comestibles et, ainsi qu'on l'a vu, jusqu'à de la poterie, « le tout vendu plus de vingt fois son prix de revient ⁵³ ». Vingt fois est peut-être trop dire, mais on n'y payait pas moins de trente sous une bouteille de vin qui en valait tout au plus cinq ! Méry accuse les cantinières de s'être attribué, elles aussi, de scandaleux bénéfices ⁵⁴.

Une seule fois put être appliqué le tarif normal. Certain jour, trois désœuvrés se promenant au bord de la mer aperçurent une épave flottant à la distance d'une demi-lieue. On l'atteignit à la nage: ce n'était rien de moins qu'une barrique d'excellent vin d'Espagne! La trouvaille devint aubaine. Amenée à terre, elle facilita des échanges en nature. Wagré se vante d'avoir troqué l'équivalent de trois bouteilles d'un crû fameux contre cent cinquante gour-ganes et, par cette cure inattendue, rétabli sa santé.

Le lieutenant Billon, qui semble avoir fréquenté avec constance les débits officiels, célèbre en vers, d'ailleurs médiocres, le charme de ces guinguettes :

*Le spectacle fini, notre bande joyeuse
Part et se rend aux Amis réunis,
Où l'attendait chère délicieuse...*⁵⁵

Grâce à l'attrait de ces bouchons, les modestes ressources des Cabrériens, soustraites à grand peine aux fouilles de l'ennemi, devaient promptement passer de leurs poches dans celles de leurs geôliers mués en débitants.

* * *

ENSEIGNEMENT ET BEAUX-ARTS

Bien que le souci d'instruire le soldat autrement qu'en art militaire n'ait point occupé, sous l'Empire, une place éminente dans la sollicitude des chefs, le désir du savoir hanta plus d'un Cabrérien. On n'avait que trop de temps pour réparer les ignorances d'une jeunesse insuffisamment vouée aux choses de l'esprit.

Ducor, qui ne paraît point avoir exercé dans la colonie de métier bien précis, ne laissa pas d'observer les avantages d'une occupation régulière, fût-ce pour s'offrir, de temps à autre, au cabaret, un doigt de viu d'Espagne. Il eut recours comme gague-pain, (gagne-vin serait mieux dire) à l'enseignement : « J'appris à lire au cam-busier, ce qui me valut un supplément de deux miches par mois et quelques petites douceurs...⁵⁶ » probablement d'ordre liquide.

Le cas fut pareil pour Gille, car son origine bourgeoise et son grade de fourrier lui valaient sans doute des connaissances plus étendues que la moyenne de ses compagnons. On le voit évoquer le souvenir d'un sous-officier illettré de la 5^e légion, le nommé Albertin, lequel, ayant amassé un modeste pécule, désirait trouver quelqu'un qui eût assez de patience pour lui montrer à lire, à écrire et à calculer. On était facilement tombé d'accord sur le prix : cinq francs par mois, à raison de deux leçons par jour. De plus, voyant la misère du professeur, l'élève lui offrit deux mois d'avance pour qu'il pût au moins s'habiller. « Le lendemain », remarque avec humour notre *magister* improvisé, « je pris mes fonctions d'instituteur ; mais, avant de commencer nos leçons, nous déjeunâmes ensemble. Le vin qui était passable me parut délicieux. Je commençai mon cours et constatai, non sans plaisir, que mon élève n'était pas doué de très grandes dispositions, ce qui me laissait l'espérance de lui être longtemps nécessaire...⁵⁷ » Initiation doublement utile : au sergent pour acquérir les rudiments de la science, au fourrier pour remonter sa garde-robe.

Travail plus agréable encore, l'un de ses amis, sergent-major assez instruit, désira lever le plan de l'île et se l'associa ; une planchette et une alidade en bois furent les seuls instruments des arpenteurs improvisés⁵⁸. Publié dans les *Mémoires d'un Conscrit*, ce plan, quoique sommaire, peut encore être consulté avec fruit. Mais on ne dit pas que ce cours de géométrie sur le terrain ait eu beaucoup d'élèves. Sous des formes multiples, l'enseignement devait bientôt s'étendre aux divers quartiers de l'île. « Ce qui abondait », remarque Lardier, « c'étaient des éducateurs en tous genres. La moitié des prisonniers donnait des leçons à l'autre moitié. Partout on voyait des maîtres de musique, de mathématiques, de langues, de dessin, surtout d'escrime, de danse et de bâton. Par le beau temps, tous ces professeurs donnaient leurs leçons au *Palais Royal*, à des distances assez rapprochées les uns des autres. Il n'était pas rare de voir un pauvre diable, à moitié nu et qui souvent n'avait pas mangé depuis vingt-quatre heures, chanter un air de contre-danse fort gai et l'interrompre, de temps en temps, pour dire avec beaucoup de sérieux à son élève, vêtu d'un reste de caleçon :

— « Allons, balancez vos dames ! Rond de jambe ! Donnez-nous de la grâce !... »

Un peu plus loin, un bâtonniste enseignait le moulinet à quatre faces, cherchant à flatter l'amour-propre et à exciter l'émulation de son élève par ces mots :

— « C'est bien, je suis content de vous ; si vous continuez avec le même succès, en moins de quinze jours vous pourrez vous présenter en société. » ⁵⁹

Un chiffon de papier grand comme la main et placé en écriteau servait d'enseigne aux plus huppés de ces divers pédagogues. Quant aux délassements d'ordre dramatique ou lyrique, ils dépendaient, comme bien on pense, du degré de culture des participants. Ainsi, plus se répandait l'instruction et plus s'affirmait le goût des arts.

Ce n'est pourtant point exclusivement dans cette ligne que s'orientaient des hommes plus habitués à la vie des camps qu'à celle de l'esprit. La culture physique, encore à ses débuts, attirait pas mal d'amateurs mais sous une forme déterminée à laquelle Gille déclare s'être livré avec fougue : « J'appris à faire des armes et devins bientôt assez fort pour pouvoir donner des leçons. Les fleurets n'étaient point chers : on n'avait que la peine d'aller les couper sur les oliviers sauvages ⁶⁰. Mais l'olivier, symbole de paix, ne pouvait plaire beaucoup à des soldats. Bientôt on se battit avec des lames de ciseaux emmanchés au bout de longs bâtons et ce jeu funeste prit pour nom : tirer les ciseaux ⁶¹... La présence d'un grand nombre de maîtres d'armes avait développé à l'excès le goût de ces rencontres.

Grâce au sergent Guillemard, on n'est que trop renseigné sur ces « affaires d'honneur ». Cela avait commencé, dès la première nuit de son arrivée, par une discussion assez violente entre le sergent Ricaud qui l'accueillit dans son étroite baraque et un autre sous-officier, le caporal Lambert, qu'incommodait la présence d'un tiers. On décida qu'au matin les deux adversaires se battraient. Faute d'armes, on prendrait les ciseaux ou bien des rasoirs. Le sort désigna les rasoirs.

Le duel eut lieu sur la Colline des Morts, terrain habituel des réparations par les armes. Après un vain effort de réconciliation, Ricaud et Lambert croisèrent ce qu'il faut appeler le fer. Braves tous deux, mais de force inégale, ils avaient du mal à parer les coups. Autour des têtes et des épaules les rasoirs voltigeaient. Ricaud,

atteint au menton, riposta par un coup violent, traçant une apostrophe sur le nez de Lambert. L'honneur étant sauf, les témoins intervinrent, les duellistes s'embrassèrent et, bientôt, devant la baraque témoin de la dispute, un repas vint sceller la réconciliation générale ⁶².

Jeux puérils et absurdes ! N'y avait-il pas assez d'occasions de mourir à Cabrera sans en provoquer de nouvelles ? D'ailleurs, faut-il inclure un tel enseignement dans les arts de la paix ?...

A côté de ces bisbilles, les souffrances communes provoquaient parfois des rapprochements pathétiques. Gille cite le cas d'un sergent de sa compagnie qui, à force d'insinuations, l'avait brouillé avec son sergent-major. Tombé gravement malade et transporté à « l'hôpital » de l'île, le malheureux fit chercher ceux dont il avait brisé l'union et les supplia de lui pardonner. A peine l'aveu sorti de ses lèvres et sans pouvoir entendre les paroles d'amitié et de consolation qui lui étaient prodiguées en retour, le moribond rendit l'esprit ⁶³.

Habet pax alma triumphos ⁶⁴.

Le poète latin a vu juste.

CHAPITRE XIV

LE SUPERFLU, CHOSE SI NÉCESSAIRE...

UN THÉÂTRE DE LA NATURE

Pour la plupart des témoins, ce fut donc au printemps de 1810 que, courbé jusqu'ici sous le nonchaloir et la désespérance, le moral de la troupe se releva sensiblement. Comme une brise du large, un faible espoir vint rafraîchir les fronts. On reprit cœur à la vie ; on s'efforça tout au moins à plus de sociabilité.

Dans son ensemble, cette constatation est juste. Mais, sur un point, quelques-uns des narrateurs (voir notamment Karl-Amédée de Muralt, Charles-Emmanuel von der Weid ou C. de Méry) attribuent une influence exagérée à leur retour massif dans l'île de la désolation. Il faut bien le reconnaître, dès le milieu de l'été 1809, alors que, livrés à eux-mêmes, les soldats n'eurent plus à leur tête qu'un simple conseil d'administration, le redressement prit une forme assez caractéristique : on vit renaître le goût des spectacles. Tant il est vrai, comme l'observe assez justement Quantin, que des Français réunis ont peine à se passer d'amuse-

Mais une autre version a été donnée de cette suspension des spectacles. Quantin, pour sa part, a rappelé que les quelques officiers demeurés à Cabrera s'étaient intéressés à l'entreprise et que, comme ils étaient tous membres du Conseil d'administration, la médisance insinua que le théâtre, aussi bien que les bâtiments construits pour servir de foyer ou de magasin, avaient été élevés aux dépens des malheureux soldats¹³. L'aigreur des caractères réussit de la sorte à gâter toutes choses.

Turquet, de son côté, laisse entrevoir que tant que la troupe se contenta de jouer des pièces calquées sur les souvenirs de France, tout alla bien pour elle. Mais en voulant inventer, elle fut moins heureuse. C'est ainsi qu'on eut un jour l'idée discutable de jouer la misère régnant à Cabrera et particulièrement les opérations commerciales poursuivies sur l'*emporium* de l'île. Cette ironie sans malveillance ne fut pas du goût des prisonniers qui se contentaient d'écouter du dehors¹⁴. Croyant de bonne foi que les comédiens se moquaient ostensiblement d'eux, ils firent pleuvoir sur la scène et sur l'auditoire une grêle de pierres. La déroute ne pouvait être plus complète. Les figurants ayant pris la fuite, l'enceinte fut démolie et le théâtre détruit¹⁵.



LA COMÉDIE ET L'OPÉRA DANS LA CITERNE

La bagarre, qu'expliquent assez bien les crises de misanthropie naturelles à des abandonnés, ne devait pas mettre fin aux spectacles. Car on les vit refleurir sous une forme nouvelle au cours du terrible hiver de 1810.

Ducor, muet sur le théâtre en plein air, parle d'emblée, dans ses *Mémoires*, d'une citerne qui en tiendrait lieu. Wagré mentionne, sans la situer, une salle de spectacle. Lardier, en revanche, s'étend avec complaisance sur des exercices dramatiques dont il s'attribue volontiers tout le mérite. Fût-elle bâblerie pure, la page vaut d'être citée : « A force de réfléchir, j'imaginai que, vu le désœuvre-

ment des prisonniers, un théâtre ne pourrait qu'avoir un grand succès, et je m'étonnai que personne n'y eût pensé avant moi (*sic*). On avait bien joué quelques farces improvisées, mais en plein champ et sans songer à en faire un objet de spéculation. Je résolus d'être, à la fois, s'il le fallait, auteur, acteur, directeur et machiniste et d'associer trois camarades à mes travaux et à mon bénéfice. Celui-ci devait être employé à l'accomplissement d'une évasion, notre idée favorite ¹⁶. »

Si l'on en croit l'avantageux personnage, ce fut dans une simple citerne, desséchée par ses soins, que devait être établi le théâtre. « Je me procurai de l'ocre et de la sanguine; je barbouillai les murs en jaune avec une bordure rouge; je suspendis autour des guirlandes de feuillage dont je me servis pour séparer le théâtre de la salle... J'étais fixé depuis longtemps sur la pièce par laquelle ma troupe devait débiter. C'était le *Philoctète* de Laharpe. J'avais autrefois joué ce rôle et je le savais encore, ainsi que des lambeaux des autres. Je l'écrivis, en suppléant par de la prose aux vers que j'avais oubliés... Il pouvait entrer trois cents personnes dans ma citerne et j'avais mis les places à deux sous : tout fut plein; on descendait par l'échelle que j'avais construite et un homme de confiance placé sur le premier échelon recevait le prix d'entrée dans un petit sac de toile suspendu à son cou. La salle était éclairée par des branches de pin... Toutes les allusions que présente la pièce avec notre position furent saisies avec un tact qui aurait fait honneur au goût d'une assemblée plus brillante. Dès le début :

*Nous voici dans Lemnos, dans cette île sauvage,
Dont jamais nul mortel n'aborda le rivage,*

nous fûmes couverts d'applaudissements et je crus qu'ils feraient écrouler les voûtes de la citerne, quand je prononçai ce vers :

Ils m'ont fait tous ces maux ; que les dieux les leur rendent !

« Je fus obligé de le répéter et de m'arrêter quelque temps, pour laisser calmer l'agitation qu'il produisit parmi les spectateurs. »

« Un pareil succès était fait pour nous encourager. Je travaillai

sans relâche ; j'écrivis de mémoire plusieurs pièces que nous jouâmes successivement... La colonie entière s'intéressait à nos succès dramatiques car, depuis la seconde représentation, je laissais toujours entrer, à tour de rôle, vingt individus de ceux qui n'avaient pas le moyen de payer ¹⁶... »

Sur un point — ce qui rend un peu suspects les récits de notre glorieux Méridional —, Lardier est en complète contradiction avec le Parisien Ducor. « Il y avait parmi nous », dit-il, « une vingtaine de femmes françaises, italiennes ou espagnoles qui avaient suivi leur mari ou leur amant prisonniers, et qui, presque toutes, étaient marchandes. Quelques-unes jeunes et jolies. J'en engageai deux, non sans peine, à faire partie de ma troupe et mes représentations attiraient tant de monde que, chaque fois, on était obligé d'en refuser et de retirer l'échelle quand la salle était pleine ¹⁶... » Ce n'est pas là la seule invraisemblance de ce récit où domine le moi haïssable.

Ducor, déclare expressément que, de toutes les femmes qui partageaient la captivité, « il n'y en avait pas une à laquelle on pût confier un rôle. ¹⁷ » De plus, Lardier parle « d'une vaste citerne tombant en ruines, dont les conduits étaient brisées depuis longtemps et dont une partie de voûte était écroulée. » Une vaste citerne avec voûte et conduits faits de main d'homme est chose assez difficile à concevoir, surtout aux flancs d'une colline désespérément rocailleuse et dénudée. En dépit des opérations de dessèchement décrites avec complaisance, on n'imagine pas un auditoire de trois cents personnes s'installant au fond d'un puits ou d'une cavité artificielle ...

En outre, Lardier parle d'une famine survenue en *septembre* et qui aurait éloigné les amateurs de spectacles ¹⁸. Or, en septembre 1809, il n'y eut point de famine caractérisée. De plus, on ne voit guère l'avantage de s'enfermer dans une citerne pour fuir le mauvais temps... Tous ces détails semblent tracés de chic, par quelqu'un qui n'a vu Cabrera que de loin ou par les yeux d'autrui.

Infiniment plus dignes de confiance sont les versions de Gille et de l'Infatigable. « Nous avions », dit le premier, « un théâtre établi dans la vaste citerne opposée à notre camp. Il avait été fondé par MM. les officiers de santé, surtout par l'un d'eux, aujourd'hui

chirurgien d'une compagnie de gardes du corps, fils d'un professeur de médecine de Paris¹⁹. »

« Il y avait », confirme et précise Gille, « sur le flanc du rocher qui montait au château, une citerne. Nous descendîmes dans l'intérieur et la trouvâmes assez spacieuse pour servir de salle de spectacle. On fit aussitôt une ouverture à l'une de ses faces et on éleva dans le fond un théâtre en terre rapportée et maintenue par un petit mur de deux pieds et demi de haut qui tenait toute la largeur de la citerne. De vieilles bribes de tentes, ainsi que des roseaux, servirent aux décorations. On fit venir de Palma quelques couleurs communes pour les peindre ; enfin, le 8 novembre (c'était deux mois après l'inauguration du théâtre champêtre ou six mois après la débarquement) eut lieu l'ouverture de la nouvelle scène sur le rideau de laquelle on remarquait cette légende :

*Obliviscitur ridendo malum*²⁰. »

Visitant avec soin les lieux, nous avons retrouvé, sans difficulté, « sur le flanc du rocher qui montait au château », comme le décrit Gille, non point une citerne, mais une caverne assez vaste, ayant exactement la forme d'une salle disposée en gradins et qui, très probablement, pouvait se remplir d'eau dans sa partie inférieure lorsque se produisaient les pluies violentes que l'automne amène avec lui. Aujourd'hui, fuyant l'ardeur du soleil, les moutons s'y abritent et la vue que, de cet amphithéâtre, on a sur le paisible petit port, loin d'égaler celle de Taormina, a bien sa beauté propre. Sans aucun doute, ce fut là le lieu de spectacle d'hiver qui, par sa proximité, devait attirer, comme le remarque Wagré, la visite des gardiens eux-mêmes, séduits par tant d'entrain et d'ingéniosité.

Ils ne furent d'ailleurs pas les seuls. Au printemps de 1810, une fois les chefs revenus de Majorque et de Minorque, les spectateurs se multiplièrent. « Nous donnâmes », continue Gille, « une représentation à laquelle nous invitâmes les officiers nouvellement débarqués : nous sûmes bientôt que parmi eux se trouvaient quelques amateurs qui, à Port-Mahon, avaient également formé un théâtre. Le soir même, ils nous demandèrent la permission de nous donner à leur tour une représentation, en nous priant d'y assister. Leur orchestre était nombreux et bien composé, ce qui leur valait beaucoup d'avantages sur nous ; quant au talent des acteurs, il pouvait

y avoir compensation dans l'ensemble des deux sociétés qui, d'après les sollicitations qui furent faites, n'en formèrent bientôt plus qu'une. Dès ce moment, on s'occupa à monter quelques grands ouvrages²¹... »

De la comédie, on en vint assez vite au drame lyrique. Ce fut un sous-chef de musique de la Garde de Paris, l'élève-lauréat du Conservatoire Barizel, qui proposa de monter l'opéra du *Déserteur* dont il avait la partition. Chacun se crut alors réellement transporté dans la capitale de l'Empire. Les efforts accomplis venaient d'être couronnés du plus heureux succès; l'illusion fut complète. Et c'est ainsi qu'en plus des auteurs de *libretti*, Molière, Regnard, Beaumarchais charmèrent successivement les ennuis d'une amère solitude.

Le Vélite de la Garde, Louis-Frédéric Billon, né à Uzès, donc Provençal comme Lardier, déclare avoir pris une part active à ces divertissements. « J'étais acteur, parfois auteur. J'eus mes partisans et mes détracteurs, des applaudissements et des sifflets. Je produisis deux vaudevilles que je trouvai parfaits²². »

Sans partager toutes les illusions de l'écrivain, on peut du moins lui accorder quelque esprit. Dans l'une de ces pochades, la soubrette obligée se vantant de son exactitude, de sa discrétion et de sa fidélité, reçoit du père noble cette réponse assez piquante :

*On vous passe l'exactitude
Mais non pas la discrétion,
Et votre principale étude
Est d'être infidèle, dit-on.
Ici-bas l'écho nous répète,
A chaque instant, de tous côtés :
La femme n'est jamais discrète
Que sur ses infidélités !...*

Un peu plus tard, on vit les officiers du brick anglais assister au spectacle qu'ils ne se lassaient pas d'admirer. « Les Français sont bien les seuls », s'exclamaient-ils, « qui puissent ainsi se créer des plaisirs dans un aussi affreux séjour. Tout autre peuple qu'eux y périrait d'ennui, même au sein de l'abondance²³. »

Ce fut sans doute à cette occasion que, pour payer leur plaisir et n'en croyant pas leurs yeux de tant d'insouciance jointe à tant de misère, ils munirent de vivres leurs ennemis désarmés. Sans philosopher sur la générosité du geste ni garder rancune à la perfide

Albion de l'avoir incarcéré plus tard, l'officier bernois Karl-Amédée de Muralt s'écrie, d'un ton convaincu : — « Ce fut là le plus beau moment de ma captivité à Cahrera ²³. »

*
* *

JOURS DE FÊTE. LE TOAST A L'EAU CLAIRE

Chez les plus alertes, le besoin d'oublier une réalité douloureuse explique le désir de s'associer aux fastes de la patrie lointaine. Là encore, le timonier du *Pluton* brosse, avec sa verve accoutumée, un tableau d'autant plus vif qu'il s'agit de ses camarades de bord :

« Au bas de la montagne où est situé le château et tout près de la cambuse était une baraque des plus grandes et des mieux construites : celle des marins de la Garde. Nous habitions là et je doute qu'il y ait au monde un endroit où le nom de l'Empereur ait été plus souvent prononcé. Dans le voisinage, on remarquait une petite tonnelle destinée à nous donner de l'ombre pendant les heures brûlantes de la journée. Nous venions y causer... et c'était encore de Napoléon ! Juillet à peine commencé, nous nous disions :

— « Voilà sa fête qui approche ; nous sommes bien malheureux, n'importe, il faut la célébrer.

— « Oui, oui, reprenait-on, il n'y a pas de misère qui tienne ; il faut qu'il y ait gala ce jour-là ! A partir du 15 juillet, chacun mettra régulièrement de côté cinq fèves par jour. L'estomac a beau demander, on se fera scrupule de toucher à cette épargne. Enfin, au bout d'un mois complet de ces privations, le grand jour arrive. Au soleil levant, tout le monde est sur pied. La baraque est appropriée. Nous nous rasons, pour nous donner un air de toilette, nous nous pressons les mains avec effusion, nous dansons et, en chantant, nous courons orner notre tonnelle de guirlandes de feuillage. Déjà, sous cet abri, le couvert est dressé. Sur un simulacre de table, grossier assemblage de quelques ais vermoulus, fume la gamelle qui contient les cent cinquante fèves de chacun avec la ration du jour. On se laisse servir en faisant des cérémonies, comme dans un banquet d'apparat, mais l'on mange plus joyeusement. On parle de l'Empereur, de Paris, de la France, de la parade du Car-

rousel, des cent et un coups de canon, des illuminations, du feu d'artifice, des danses et des spectacles gratuits. On parle avec une chaleur d'illusion qui s'accroît sans cesse.

— « La santé de l'Empereur ! » crie un camarade en se levant.

— « C'est cela », répète-t-on, « un bon coup à la santé de l'Empereur ! »

« Au même instant, on fait circuler les *cantaros* pour que chacun se verse à boire et, bientôt après, les convives étant debout, une main au front en signe de respect, l'autre armée de mauvais gobelets en fer et de tessons, les bras se tendent comme pour entrechoquer des verres et, à la santé de l'Empereur, nous buvons une première rasade... C'était de l'eau douce que nous avions réservée pour cette occasion solennelle. Oh ! jamais toast ne fut porté avec un sentiment aussi vrai, aussi vif, aussi profond. En nous asseyant, nos yeux étaient mouillés de larmes...

« Nous bûmes encore de l'eau, que nous baptisions champagne, et toujours à la santé de l'Empereur ! A force d'illusion et d'enthousiasme, nous étions dans l'ivresse. Aux éclats bruyants de notre voix, on nous eût pris pour des fous. Rire, chanter à Cabrera ! Mais c'était la fête de l'Empereur. Nos cœurs volaient vers la Patrie²⁴... »

Fallait-il qu'il fût ancré au tréfonds des cœurs, cet amour du « Tondou » !... *Morituri te salutant, Caesar*...

A ce degré-là, la fidélité serait la pire duperie si, par ailleurs, elle ne touchait au sublime.

CHAPITRE XV

LE CYCLE DES ÉVASIONS

POUR le prisonnier, le rêve tenace, l'ambition suprême, c'est toujours l'évasion. Elle est la pierre de touche des caractères. Les timides, les apathiques, les déprimés y songent sans l'oser. Ceux qui ont du cœur et du « cran » en font l'objet constant de leurs pensées. Et c'est à la manière dont elle est préparée et conduite — réserve faite des circonstances — qu'on peut éprouver la valeur des individus.

En dépit de l'éloignement (Cabrera est à sept lieues de Palma, à cinquante de l'Afrique, à soixante de l'Espagne), la surveillance très réduite qu'exerçaient les deux canonnières devait donner des ailes à l'imagination. Avec ses rivages aux multiples échancrures, l'île semblait offrir autant de portes largement ouvertes sur la liberté. Mais une porte ne suffit pas ; encore faut-il la franchir et voler sur la route. Quand donc manquent les moyens, on les crée. Plusieurs parmi les mieux doués des Cabrériens tentèrent leur chance et c'est pourquoi, de toutes les heures de leur vie captive, l'une des plus palpitantes pour nous est celle de l'évasion.

Si, à maintes reprises, l'on n'avait constaté la pleine véracité de relations qui se complètent toutes et ne se contredisent que rarement, ces divers récits pourraient, à première vue, présenter quelques caractères d'outrance ou d'immodestie. N'allons pas, de ce fait, les révoquer en doute. Inspirées par l'ardent désir d'échapper aux souffrances de la servitude et comme vouées à des moyens identiques, ces tentatives ont toutes le même principe : l'esprit d'initiative et l'énergie d'un animateur lequel, presque toujours, s'en est fait le rhapsode. Le moi haïssable prend volontiers le dessus ; pas assez, cependant, pour rendre suspecte la sincérité de gens dont la longue patience mériterait bien ici de s'appeler génie.

*
* *

HASARDEUX PROJETS

Deux tentatives malheureuses — le rapt de la barque à eau et l'attaque manquée de la barque aux vivres — n'avaient point calmé la fringale d'aventure et de liberté dont souffraient des êtres séparés du reste du monde.

Un jour (la date n'est pas connue) où les chaloupes arrivées tardivement durent remettre leur départ au lendemain et ancrer près des canonnières du *Puerto*, une trentaine de matelots tinrent conseil dans la baraque des marins de la Garde. Puis, l'heure étant avancée, ils transportèrent leurs délibérations dans la cambuse où, paraît-il, on serait plus à l'aise. Hum ! pour abriter des conspirateurs, cette mesure, encore visible aujourd'hui, nous semble avoir été dangereusement proche de la flottille... Mais, on n'en était pas à une imprudence près.

Il fut convenu que, sous les ordres du fourrier Bonnet et du timonier Ducor, on détacherait en silence les canots amarrés aux felouques du pourvoyeur. On les amènerait à terre pour embarquer le plus grand nombre d'affidés munis soit de bâtons, soit d'instruments tranchants. Puis, en quelques coups d'avirons, on irait surprendre l'équipage endormi de l'une des canonnières. On s'emparerait de l'autre et l'on donnerait la chasse à toutes les barques de

pêcheurs pour constituer une escadrille. Grâce à quoi, en trois jours, on toucherait aux côtes d'Espagne occupées par les Français et ce serait la liberté...

Ce projet (cette belle illusion, murmure Ducor¹) tint les marins en haleine toute la nuit. Par malheur, on ne cessa jusqu'à l'aube d'entendre un bruit de voix dans la barque au pain où l'équipage demeurait sur ses gardes. Le grand jour venu, les marins, déçus et navrés, durent faire leur deuil de cette folle espérance. Mais ce fut, à coup sûr, pour le bien de tous, car le succès des uns eût été la condamnation des autres.

* * *

LA GARDE EN ÉVEIL (JUIN-AOUT 1810)

On connaît l'évasion manquée des lieutenants de vaisseau Gérodiàs et Boniface. Cet échec ne découragea personne.

Riche en entreprises analogues devait être le printemps de 1810. Déjà, le 17 juin, l'une des canonnières s'étant rendue à Palma, on conçut la projet d'enlever l'autre, en profitant pour cela du moment où l'équipage serait à terre. Soixante officiers et soldats se préparaient à l'assaut, lorsqu'à la vue de ce rassemblement insolite les matelots poussèrent au large⁴.

Un peu plus tard — c'était en juillet — quelques officiers qui, lors des fouilles opérées à Majorque, avaient réussi à préserver un modeste pécule, imaginèrent d'y recourir pour gagner certains Espagnols apparemment favorables. Le prix du voyage s'élèverait par tête à cinq onces d'argent. Au jour fixé pour l'évasion, les Français découvrirent l'odieux guet-apens : au lieu d'un transport, ce devait être, pour eux, le dernier des voyages⁵... Plus que jamais la prudence fut de rigueur.

Une autre fois encore, raconte Wagré, c'est un nommé Morel, de Courbevoie, qui, sous les yeux de la sentinelle clamant en vain ses *Alerta !* enlève la chaloupe de la frégate stationnaire, disparaît dans une baie profonde et, revenu plus tard à bord d'un bâtiment

français, emmène avec lui soixante-dix camarades. L'exploit n'est confirmé, chose curieuse, par aucun narrateur et nul récit détaillé n'en parvint jamais. C'est là, sans doute, un écho, pas mal déformé, de l'évasion du sergent Bernard Masson⁶ où Morel s'est attribué le rôle principal : du Marseillais débaptisé on a fait un Parisien, tout simplement. Mais ici le vantard n'est pas un *Sanjanenco*⁶ !

Presque à la même époque sans doute (Wagré une fois de plus s'abstient de toute précision), on voit, autour du charpentier Bricard, une quinzaine de hardis compagnons. Il ne s'agit de rien moins que de construire une barque avec le bois abattu dans la partie orientale de l'île. Des provisions de voyage ont été amassées ; quatre marins de la Garde sont du complot et apporteront leur connaissance de la mer. Malheureusement, faute de bitume pour calfater la barque, les conjurés ne seront pas à une lieue que déjà l'esquif fait eau de toutes parts. Il n'est qu'une issue : rentrer piteusement dans la geôle que l'on pensait quitter pour toujours et couler la barque à fond⁷...

Si l'on en croit Ducor, qui place l'épisode un an après le débarquement à Cabrera, la tentative fut immédiatement renouvelée par un marin nommé Cotillard. Par infortune, l'initiateur, étant à l'étroit, dut laisser à terre le timonier du *Pluton*. Mais, à titre de consolation, il se chargea d'un message pour la mère de l'abandonné, eut la chance de débarquer sans encombre à Barcelone et s'acquitta ponctuellement de son ambassade⁸.

Tant d'esprit inventif ne laissa pas d'exaspérer le commandant del Rio qui, dès ce moment, veilla plus jalousement sur ses administrés. Quelques jours après l'arrestation du lieutenant Gérodiás, le commandant de la frégate *Lucia*, Don José de Mollinado, fut avisé que les prisonniers disposaient de cinq canots avec lesquels ils se rendaient dans les petites îles voisines, sans doute l'Isla del Emperador ou celle de Conejera. « Il serait bien possible », ajoutait-on, « que, de là, ils puissent s'embarquer à bord de quelques-unes des barques qui croisent aux alentours⁹. » Cette assertion, de source espagnole, concorde pleinement avec les renseignements fournis par Méry. Dès les premiers jours de juillet 1810, des soldats, « succombant à la tentation de se faire bien voir des autorités », dénoncèrent les constructeurs « d'autres petits bateaux préparés en secret¹⁰ ».

Si l'on ne savait combien la captivité avilit les meilleurs, on resterait confondu devant ces délations. Le malheur commun ne saurait-il apprendre la solidarité aux soldats d'une même nation ? Hélas ! l'armée n'était point l'école de toutes les vertus et l'on peut mesurer à ces vilénies combien la misère avait brisé tout ressort : pour un plat de lentilles, disons pour une poignée de *garbanzos*, il en est beaucoup qui eussent vendu plus encore que leur droit d'aînesse !

La commandant del Rio charge donc ses subordonnés d'une inspection minutieuse des lieux. Aussitôt, trois équipes sont formées : l'une, confiée au pilote José Carbon, parcourt monts et vaux, du cap Lebeche à la pointe d'Anciola ; l'autre, commandée par le lieutenant Aremonda, inspecte toutes les côtes jusqu'à l'anse Es Borri et la troisième, que dirige le sous-lieutenant Rafael de Misa, fouille le reste de l'île et les flots voisins. L'opération dura sept beures sans donner aucun résultat. Peut-être la présence d'un brigantin anglais croisant dans les eaux cabrériennes justifiait-elle ces soupçons. Mais ce n'étaient point là des amis des Français. Plus défiant que jamais, del Rio exigera des prisonniers qu'ils lui remettent tous les instruments de fer qu'ils peuvent encore posséder. L'ordre demeurant inexécuté, il le réitérera au commandant Duval avec menace de faire feu partout où l'on apercevra des *Franccses*. Sa lettre est également notée par Gille¹¹ et c'est Méry qui en donne le texte¹². Enfin, le 4 juillet, le soupçonneux officier perquisitionnera dans les baraques pour s'emparer de tout ce qu'on y pourra trouver — à l'exception, du moins, des rasoirs et des couteaux de table. Là encore, sans les lâches dénonciations, l'ingéniosité du prisonnier se jouerait des mesures de rigueur.

Au crédit de Wagré et à l'appui de ses dires, il faut porter le fait suivant, cité par Garau d'après les Actes de la Junte¹³. Les premiers jours d'août, on découvrit un nouveau bateau pourvu de quille. Immédiatement, on lui supposa une origine anglaise car, affirme Oliver, « on avait lieu de craindre que les marins français n'aient cherché de l'aide auprès de leurs camarades britanniques toujours empressés à leur porter secours »¹⁴. Tous les objets qu'on y trouva rassemblés (matériaux, outils et le reste) furent employés aux réparations des chaloupes espagnoles ou remis à la corvette *Sebastiana*.

Lardier relate aussi¹⁵ la surprise que, dans une nuit d'orage, aurait voulu tenter un groupe d'officiers : arrivés nus et sans armes sur le pont du brick *Espoir* stationné dans le *Puerto*, ils seraient tombés sous les coups des Anglais qu'ils espéraient surprendre. Ce récit, qu'il est seul à faire, n'est pas l'œuvre d'un témoin direct, comme ceux de Gille ou de Ducor. Avec ce dernier, on puise à des sources plus sûres concernant le projet, tout aussi insensé, de février 1810, que pouvaient seules excuser les horreurs de la faim. Qui n'y reconnaîtrait le désespoir où peuvent chavirer des malheureux s'écriant avec frénésie :

— « Périr pour périr, allons, faisons un coup¹⁶ ! »

* * *

LE SERGENT GUILLEMARD (NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1810)

Sous réserves expresses touchant la personnalité de l'auteur, le récit d'évasion publié sous ce nom de guerre n'accuse pas d'in-vraisemblances. Tout au plus pourrait-on lui faire grief de s'apparenter d'un peu près à ceux de Ducor et de Wagré. Avouons que, pour sortir d'une île déserte, il n'était guère d'autres moyens que d'emprunter (si l'on peut dire) un esquif quelconque et de gagner le large.

Pour Guillemard, c'est dès l'arrivée que se forment les projets ; le moral n'est pas encore déprimé par l'universelle misère et l'on se soucie peu des obstacles qui ont découragé les autres. En vain lui objecte-t-on les canonnières qui font des rondes constantes ou ce brick anglais sur lequel quelques officiers ont tenté de faire main basse.

A l'accueil assez frais que lui réservent ses compagnons immédiats, Guillemard oppose inébranlablement sa foi dans une heureuse destinée et déclare avec sagesse qu'au lieu de dresser des plans, mieux vaut demeurer à l'affût de toutes les possibilités. Ce Méridional n'est pas de ceux qui s'emballent. Mais comme il est vraiment trop commode de croire à la fortune qui vient d'elle-même à ceux

qui dorment, les affidés conviennent que, de nuit comme de jour, l'un d'eux montera la garde sur le rivage pour signaler ce qu'on peut appeler le mouvement maritime¹⁷.

Les semaines passèrent. Guillemard en était déjà au huitième mois de sa captivité, lorsqu'un soir où il remplissait au théâtre du camp l'un des premiers rôles, dans le *Dissipateur* de Destouches, grande fut sa surprise de voir, à la place du souffleur, son camarade Chobar — *alias* Barbaroux — qui, précisément, était de garde.

— « Du nouveau » ! murmura ce dernier, la voix émue et la figure rayonnante.

Sitôt la représentation terminée, on peut même dire expédiée par le principal interprète, les quatre conjurés se retrouvent. Et Chobar de raconter que, de derrière son rocher, il a vu un bateau, monté par trois hommes, faire quelques bordées du côté de l'île des Lapins puis atterrir à Cabrera. Après avoir allumé un feu, les pêcheurs se sont étendus, près de leur barque tirée à sec, pour repartir sans doute au lever du jour. La voilà, l'occasion rêvée !...

La nuit est froide et sombre, le sommeil descend sur le camp. Guillemard et ses compagnons, porteurs d'un barillet d'eau potable et munis de provisions pour quatre jours, gagnent la côte orientale de l'île, au delà de la Cala Ganduf. Quand ils parviennent au bord de l'eau, retenant leur souffle et évitant de faire crier le sable sous leurs pieds, on ne distingue que la masse noirâtre du bateau et, tout près, enveloppés de cabans, trois corps endormis. Bondir dessus, les bâillonner, les garotter, les jeter au fond du bateau, pousser celui-ci à la mer et gagner l'île Conejera, tout cela est l'affaire d'un instant pour des gaillards déterminés.

Les conjurés n'entendent pourtant pas emmener ces victimes. Ils n'en veulent qu'à leurs vêtements de pêcheurs, pantalon, caban et bonnet catalan, en échange de quoi ils laissent leurs pauvres hardes. Puis ils exposent aux Majorquins médusés qu'on va les abandonner dans l'îlot où, très certainement, leurs compatriotes viendront les délivrer. Enfin l'on s'embarque en leur souhaitant toutes sortes de prospérités : à la guerre comme à la guerre ! Ajoutons cependant que, pour payer le bateau, Guillemard, Chobar, Ricaud et Darlier remettent au patron quelques vivres avec toute leur fortune en espèces : elle s'élève à soixante-dix francs.

Une autre richesse est demeurée aux mains des évadés (ils l'ap-

pellent même un trésor), c'est une petite boussole appartenant à Darlier qui l'a constamment portée sur lui. Grâce à cet instrument, ils se dirigeront à coup sûr vers les côtes du royaume de Valence.

Le seul point discutable du récit est la durée étonnamment brève de la traversée. Le jour venu, le sergent dit apercevoir à l'arrière « les hauteurs de l'île commençant à se fondre avec les brouillards » ; vers quatre heures de l'après-midi, ce sont les côtes d'Espagne dont, avant la nuit, il prétend distinguer « les maisons, les arbres et les rochers^{17 bis} »... Bigre ! pour favorable que soit le vent, franchir cinquante lieues de mer en un jour et dans une coquille de noix, cela semble un peu bien rapide. Guillemard a l'air de ne pas oublier qu'il naquit au clair pays de la *galéjade* ... Peut-être, dans ses souvenirs, les étapes ont-elles perdu de leur précision. Peut-être aussi son assertion fournit-elle un motif nouveau de suspecter certains points de ses mémoires, d'ailleurs pittoresques et spirituels.

En tout état de cause, vers le milieu de la nuit (vingt-quatre heures environ après leur départ), les évadés découvrent un petit port, amènent leur voile et débarquent sans difficulté sur une plage de gravier et de sable. Au matin, des paysans interpellés en catalan leur font connaître qu'ils sont à Vinaroz, à quelques lieues de Tortose, ville assiégée par *los demonios de Franceses* ! Évidemment, il faudra quelque prudence pour joindre, sans mauvaise rencontre, l'une des armées d'occupation. Comme par hasard, Guillemard y retrouve, le 25 décembre 1810, sa compagnie de grenadiers.

Pour un jour de Noël, voilà une fameuse aubaine !

* * *

DUCOR, TIMONIER ET CHEF D'ENTREPRISE (JUIN-OCTOBRE 1811)

Des tisons éteints entre des pierres disposées en foyer... En faut-il davantage pour indiquer à quelques marins de la Garde que des pêcheurs majorquins ont abordé là ? Une idée jaillit : ils peuvent revenir... Si l'on prenait leur place !... C'est l'occasion, si souvent chauve, qu'il faut saisir aux cheveux.

En juin 1811, un nouveau contingent, venu de Catalogne, s'ajoutera à ceux qui, peu à peu, semblent fondre dans l'île. Dans ces forces neuves se trouve un sergent-major, originaire de Lyon, l'intrépide Alleigne ; pas plus que Lardier, il n'entend « moisir dans ce désert de pierres ». Une heureuse rencontre d'énergies le met en présence de Ducor, lequel, comme lui et depuis plus longtemps, médite son coup. Quelques compagnons déterminés promettent leur appui. Le timonier du *Pluton*, reconnu chef de l'entreprise, leur fait jurer, sur l'honneur, de garder le secret. Il propose ensuite de fabriquer un grappin, instrument indispensable à la capture d'une barque de pêche. On ravit à l'aumônier une pince servant à miner le roc. Au moyen d'un soufflet, taillé dans la peau des sacs militaires, le crochet est forgé ; des chaînons y seront rivés sur un boulet de canon figurant une enclume ; une corde va parfaire l'engin. Encore faut-il, en consommant tout au plus un quart des rations que distribue l'Intendance, s'assurer, pour le passage, des provisions de bouche. On transportera le tout sur la côte ouest, la plus hantée des pêcheurs, mais en ayant soin de le dissimuler dans les rochers. Comme l'opération ne peut réussir qu'à la faveur de la nuit, chaque soir, durant trois semaines, les conjurés franchiront les collines, se déchirant les pieds aux cailloux et ressentant cruellement les effets de leur jeûne volontaire...

Enfin, le soir du 16 juillet, vers neuf heures, deux barques sont signalées dans une baie, sans doute la Cala de Coll' Roig, propice à de tels mouillages.

La petite troupe en éprouve un frémissement et, respirant à peine, se rapproche des lieux. « Nous nous prenons les mains », note Ducor, comme pour dire : le moment est-il venu, après tant de malheurs et de souffrances, de retrouver la liberté ?

— « Chut », soufflent les autres, « pas de bruit ! »

Et comme, à voix basse, quelques-uns parlent de tenir conseil :

— « Allons donc », réplique Alleigne, « est-ce une plaisanterie ? Ne savons-nous pas depuis longtemps ce que chacun doit faire ? »...

Avec précaution, car la chute du moindre caillou peut donner l'éveil, on descend vers la mer. Chacun, observant le silence, va occuper son poste. Le temps est superbe, le ciel étoilé, le vent frais et favorable. Tous se disent : ce soir ou jamais.

A un caporal de grenadiers du 121^e, nommé Leroy, homme adroit

et vigoureux, a été confié le soin de jeter le grappin qu'aussitôt retireront cinq de ses compagnons, commandés par Alleigne. Quelques autres — dont Ducor — doivent sauter à la mer et se saisir des pêcheurs, tandis qu'une équipe, également formée de quatre conjurés, s'emparera de ceux qui, s'échappant, pourraient porter l'alarme au *Puerto*.

Malédiction ! l'une des barques, au lieu de jeter l'ancre, a doublé une pointe de rocher. L'autre va, vient, se rapproche, s'éloigne... « Nous sommes sur des épines », déclare le chef de l'expédition ; « nous tremblons, nous nous rassurons ; au moindre mouvement du bateau, notre sang s'arrête ou circule de nouveau... » Enfin, vers une heure et demie du matin, le moment d'agir est venu... Leroy affermit ses pieds sur la roche glissante et lance le grappin.

Un bruit de fer sur le pont. Cris des pêcheurs. Les assaillants tirent sur la corde, jetant des pierres, hurlant, bousculant tout ce qui résiste. Ducor, suivant la consigne, se précipite avec les siens. Sur les six Majorquins qui lui tiennent tête, armés comme ils peuvent, trois sont jetés au fond du bateau et trois autres, lancés d'abord à la mer, vont être repêchés et ligotés par une équipe spécialisée. Sur le pont de la barque, balayé de ses engins de pêche, quatorze Français, ivres de joie, se félicitent et s'embrassent.

Plusieurs tracent de l'index une croix sur l'île maudite :

— Va-t-en, peste de Cabrera ! rocher du diable ! Va-t-en, tu ne nous rattraperas pas... Vive la France et vive l'Empereur !... »

Ducor a saisi le gouvernail et fait hisser les voiles. Quelques coups d'avirons et la barque, mettant le cap au nord, cingle vers la Péninsule.

Première alerte : elle va droit sur un bâtiment qu'on ne peut éviter. Ce n'est rien moins que le brick anglais chargé de la surveillance de l'île. Tout dépendra du sang-froid du pilote. Grâce au fait que les évadés ont revêtu capotes et bonnets de pêcheurs, rien ne semble suspect aux hommes de quart. Sans être autrement inquiétée, la barque fugitive passe sous le beaupré du brick.

— « Enfants », murmure Ducor, « encore une de parée. Bon espoir ! »

A l'appui de cette version, citons le renseignement d'un autre évadé : « Depuis que des officiers français, profitant de l'obscurité orageuse, avaient voulu, à la nage mais nus, sans armes et engourdis par le froid, s'emparer du brick et depuis qu'ils étaient tombés

sous les coups des Anglais qu'ils espéraient surprendre, le service à bord de l'*Espoir* et des canonnières avait fait l'objet d'un redoublement de vigilance; de nuit comme de jour, les canots parcouraient le port et faisaient le tour de l'île¹⁸... » Il s'agissait donc bien, ce soir-là, de l'une de ces rondes.

Au petit matin, on est au large de Palma, mais le vent a faibli et c'est aux rames qu'il faut recourir. Deux marins à l'arrière, des soldats à la suite se penchent toute une journée sur elles, jusqu'à ce qu'avec le soir reprenne le vent favorable.

A l'aube suivante, nouvelle émotion : deux bâtiments s'avancent avec rapidité. On les examine. Ce sont les canonnières, gardiennes des prisonniers, qui leur donnent la chasse. « Chacun », s'écrie le chef, « comprit le danger qui nous menaçait ». Il tallut redoubler d'efforts et ramer en désespérés. Le souvenir de l'île et de ses horreurs décida la manœuvre :

— « Surtout de l'ensemble », criait le timonier, « c'est le moyen de ménager nos forces et de faire du chemin¹⁹ » ! Or les soldats ramèrent si bien que des matelots, mûris par dix ans de navigation, n'auraient pu mieux faire.

Après deux heures d'incroyables efforts pendant lesquelles il ne fut pas dit un mot, on eut le bonheur de voir les chaloupes en chasse perdre complètement leur avantage.

Une dernière émotion ne sera point épargnée. Le lendemain, on se trouve en face d'une grosse frégate britannique. Effroi général. Conseils multiples autant que contradictoires. Ducor, plus ému qu'il ne le laisse paraître, sent qu'il joue son va-tout. Faisant mettre bas les voiles et démâter, il ordonne de ramer avec vigueur. Passer inaperçus, tout est là.

« Nous sentions la frégate nous suivre et Cabrera aussi derrière nous. Nous étions résolus à nous laisser couler plutôt que d'y retourner. Cependant, le danger était imminent et, contre notre gré, le soleil tardait à baisser. Nous invoquions les ténèbres. Enfin elle vint, cette nuit que nous désirions si ardemment ; elle vint, on nous perdit de vue et nous reprîmes notre route²⁰... »

Le quatrième jour, dès l'aurore (c'était le 20 juillet), on découvrit la terre. Enthousiasme trop naturel. Une barque espagnole apparaît ; on s'amuse à lui donner la chasse : de poursuivis les évadés se font poursuivants. Elle échappe. En face d'un port,

dans lequel Alleigne croit reconnaître Tarragone, l'équipage, groupant cravate, mouchoir et chemise rouge, improvise un pavillon national qu'il hisse à l'extrémité de la grande vergue.

L'instant d'après, une embarcation surgit du port, ayant également en poupe le pavillon français. Joie délirante à bord de la barque cabrérienne :

— « On vient nous reconnaître ! Enfin des compatriotes ! »

O terreur, quand l'embarcation est proche, ce sont des soldats ennemis qui couchent en jone les évadés et s'écrient, en espagnol, peut-être même en catalan :

— « Qui êtes-vous et d'où venez-vous ? »

Plus moyen d'en douter, les évadés sont venus se jeter dans la gueule du loup.

— « Du courage ! lance Ducor. Tout le monde à plat ventre sur le pont, puis, à mon signal, tous à l'abordage et, qu'en dix minutes, ils soient à nous ! »

Le pilote, resté seul à la barre, s'apprête à foncer sur l'ennemi lorsqu'aux bonnets rouges des Espagnols il distingue la cocarde tricolore.

— « Nous sommes Français », s'écrie-t-il, « prisonniers français échappés de Cabrera !... »

Aussitôt, de bord à bord, ce ne sont que cris d'allégresse et démonstrations fraternelles. Le capitaine du corsaire, — car telle est la qualité de l'embarcation — fait passer aux évadés le bidon d'eau-de-vie et bientôt deux chaloupes entrent dans le port aux cris de : — Vive l'Empereur ²¹ !

Accueil enthousiaste des troupes françaises qui viennent d'occuper Tarragone, distribution de mannes pleines de pain et de viande, *cantaros* débordants de vin généreux, tout est offert aux arrivants, dont les corps maigres et noirs disent assez les souffrances subies. Les récits vont leur train et, dans la ville naguère assiégée, qui n'est qu'un tas de décombres, une demeure moins atteinte que les autres est réservée aux héros.

Tandis que ceux-ci, avec la joie qu'on suppose, résignent leur rôle de prisonniers, d'autres compagnons de voyage le revêtent avec un déplaisir extrême : ce sont les six pêcheurs majorquins qui, du fond de la barque, ont passé dans l'entrepôt de la douane tarragonaise.

« Le lendemain », relate Ducor, « nous nous y rendîmes pour les visiter. Nous les trouvâmes dans le plus grand abattement et dans les larmes : ces malheureux, presque tous pères de famille, sanglotaient en parlant de leurs femmes et de leurs enfants. Ce tableau douloureux nous fit mal. Touchés de leur situation, nous courûmes sur-le-champ chez le gouverneur de la place, afin d'intercéder pour eux. Le général écouta notre prière et nous donna sa parole qu'il les ferait conduire à Mataro, partie du littoral occupée tantôt par nos troupes tantôt par les Espagnols. « De là », ajouta-t-il, « ils trouveront aisément à s'embarquer pour leur pays. »

Le gouverneur tint sa promesse : les Majorquins furent renvoyés. Quant à leur bateau, on le vendit dix-neuf cents francs... au profit des évadés. Malgré qu'ils en eussent, Ducor et ses compagnons n'entendaient pas transiger sur les droits de prises tels qu'on les comprenait alors. Et plus encore que les titres de propriété des pêcheurs majorquins, ce qui les intéressait c'était le sort de leurs compagnons de misère.

On voit en effet le marin de la Garde soumettre au maréchal Suchet, alors sous les murs de Murviedro, un rapport exposant la détresse des Cabrériens, rapport que ce dignitaire de l'Empire devait, le 9 octobre 1811, transmettre avec recommandation au maréchal Berthier, prince de Wagram et de Neuchâtel ²².

Pas plus que d'autres, hélas ! ce texte ne devait émouvoir le cœur du Souverain !

*
* *

LES VINGT-QUATRE INCONNUS (FÉVRIER-MARS 1813)

La série des évasions ne devait pas s'arrêter aux prouesses de Guillemaud ou de Ducor. Leur succès ne pouvait qu'appeler des imitateurs.

A défaut de récit personnel, seules des pièces d'archives signalent et authentifient une remarquable manifestation d'indépendance qu'on peut placer avec certitude au mois de février 1813.

Bien qu'on ne possède plus l'état nominatif qui fut adressé,

le 24 mars, par le ministre de la Guerre, au commandant de la 10^e division, il ressort des pièces existantes que vingt-quatre évadés de Cabrera, appartenant principalement aux 2^e et 3^e légions de réserve, furent, dès leur retour en France, dirigés sur le dépôt du 124^e de ligne où, déjà, l'on avait incorporé les restes de ces légions²³.

Trois noms, du moins, surgissent de l'ombre où les a plongés la disparition de cet état et l'absence de tout narrateur. L'un est celui de Jean-François-Étienne Mentelle, lieutenant des douanes, fait prisonnier en mai 1808 à l'affaire de la Bisbal²⁴. Les deux autres, nommés Riguier et Boyer, sont des marins capturés à Cadix, le 15 juin 1808, donc camarades et émules de Ducor, Cotillard et autres vaillants débris du corps de Rosily. On signale, par surcroît mais sans autre précision, un capitaine Patron, du 121^e de ligne²⁵.

Échappés, le 18 février, sur un bateau pêcheur, ces vingt-quatre Cabrériens ont atterri, quatre jours plus tard, à Rosas (Rhode pour les anciens Grecs), petit port de la côte catalane, d'où ils ont été dirigés par l'armée française sur la place de Perpignan. Voilà tout ce qu'on en sait.

Pourquoi le chef de division Tabarié, qui signala le fait au duc de Gaète, ministre des Finances, et au comte Decrès, ministre de la Marine, n'a-t-il pas joint quelque rapport personnel à sa lettre de service ?

Sans doute parce que l'Administration n'est point sentimentale et ne connaît que le règlement. Si nous avions été réduit à ses seules informations sur Cabrera et les souffrances qu'on y endura, il est probable que le présent ouvrage aurait été d'une élégante minceur !

* * *

WAGRÉ OU LES SOURIRES DE LA CHANCE (1814)

Profondément déprimés par le départ de leurs chefs, comment les Cabrériens auraient-ils pu conserver l'espoir d'échapper en masse aux liens qu'on resserrait sur eux ? Pour briser ce carcan, il fallait une volonté de fer. Or, on a vu s'il en était de reste !

Louis-Joseph Wagré, maintes fois cité et justement admiré, consacre cependant quelques pages de ses *Souvenirs* aux circonstances qui lui ont permis, à titre individuel, de rompre de façon subreptice avec l'île maudite. Comme ses *Adieux à l'île de Cabrera* ne soufflent mot de cette tentative, on a dit ailleurs de quelle manière expliquer une divergence aussi flagrante. Écoutons-le sans plus chicaner.

Stimulé par les quelques évasions heureuses auxquelles il avait assisté de loin, Wagré jugea, avec seize de ses amis, que l'enlèvement d'une barque de pêche, parmi celles qu'on voyait quelquefois approcher des côtes, serait sans doute le meilleur moyen de renouveler l'exploit. Mais, soit méfiance à l'égard d'entreprises toujours possibles, soit obéissance aux ordres catégoriques des autorités, les patrons de ces barques ne s'approchaient jamais à plus de douze ou quinze pieds du rivage, principalement du côté de l'île aux Lapins.

Il s'agirait d'avoir, comme jadis Ducor, une sorte de harpon pour les attirer. Cordages, chaînes, crochets, tout fut fait en sourdine. Certes, l'occasion était rare, puisqu'on dut l'attendre cinq mois. Mais enfin, elle se présenta. Le grappin lancé, on amène la barque, quels que soient les cris de quatre pêcheurs réduits à l'impuissance. Et les conjurés, dont les noms ne nous sont pas connus, s'empressent de mettre le cap sur Majorque pour y déposer le patron et ses trois associés. On croit entendre leurs imprécations, car la langue espagnole en est riche. Au moment de se séparer, protestations nouvelles. Vu la proximité du rivage, le propriétaire est culbuté par-dessus bord et puis, en route pour la côte catalane que l'on espère trouver aux mains des Français ²⁶ !

Mais le beau temps est chose instable. Bientôt un gros vent se lève, les vagues couvrent la barque qu'il faut constamment vider ; les provisions diminuent et, lorsqu'après d'amères privations et des prodiges de force, le cinquième jour, à la nuit tombante, on est en vue de Tarragone, la barque donne droit sur une goëlette espagnole... A son *Quien vive* ? il faut bien répondre par ces mots : « Prisonniers français ! » et le redevenir car, plus dure qu'auparavant, la captivité ressaisit sa proie.

La même nuit, l'amertume au cœur, les malchanceux reprennent

la route de Palma où, dès l'arrivée, le commandant de la goëlette va fièrement annoncer à qui de droit qu'il a repris des évadés.

— « Ma foi », répond avec esprit le gouverneur, « quand un oiseau est en cage et qu'il voit la porte ouverte, il a raison de s'échapper!... »

Seulement, comme on ne transige pas avec la discipline, Wagré et ses compagnons sont conduits à la caserne de la Lonja. L'ordre est de repartir deux jours plus tard, à bord de la barque aux vivres, pour l'île à laquelle on pensait avoir dit un éternel adieu.

La perspective n'a rien d'engageant. Notre caporal de grenadiers prévoit que cette évasion lui fera perdre toute possibilité d'occuper à nouveau son poste à la *fuente* ; l'un de ses camarades, qui a subtilisé une somme de quatre-vingts francs appartenant au cantinier espagnol, est, lui aussi, sans illusions sur l'accueil qui l'attend. « Après avoir bien réfléchi » — déclare Louis-Joseph —, « nous pensâmes que, mourir pour mourir, autant valait risquer sa vie pour se sauver ; notre parti fut bientôt pris... »²⁷ »

On escalade de vive nuit la muraille qui surplombe la mer. Puis on fait avec hardiesse un grand saut dans le vide... Nos deux compères pouvaient se rompre le cou. Mais la chance leur sourit : une barque approche ; ils la hèlent ; par bonheur, elle appartient à une frégate anglaise qui doit appareiller demain. Le récit de tant de misères émeut la pitié des matelots de Sa Majesté, qui les exhortent à se cacher à fond de cale pour ne reparaitre qu'une fois le navire au grand large. Trois jours plus tard, se souvenant du conseil, les évadés gagnent le pont et les voici, nez à nez, avec le commandant. Par fortune, il est homme de cœur.

— « Défense m'est faite, sous peine de perdre mon emploi », déclare-t-il, « de recevoir aucun prisonnier à mon bord ; mais, puisque vous y êtes, restez-y ; je ne puis vous jeter à la mer. »

Et ce n'est pas seulement la ration du matelot qui est accordée aux deux affamés ; comme Wagré a bourré sa pipe avec du mauvais tabac de Cabrera, le capitaine, humant une fumée qui sent le vert, se fait raconter les péripéties de la fuite et achève l'entretien par ces mots :

— « Tiens, mon garçon, voilà des cigares qui sont meilleurs que ton tabac »²⁸ ! »

Puis, durant l'escale à Cadix, les deux chançards réussissent à sauter à terre. Bientôt, en ville, ils trouveront travail et gîte. Ce détail, consommant l'aventure, prouve que la Providence peut, quelquefois, prendre la figure d'un officier anglais qui sait fermer les yeux au moment voulu...

CHAPITRE XVI

POUR RENOUER LES LIENS ROMPUS

PENSANT toujours à la France, mais séparés d'elle par soixante lieues de mer et plus ignorants de son sort que s'ils eussent habité les tropiques, les captifs de l'archipel ne cessèrent d'aspirer au rétablissement de liens que la défaite semblait avoir brisés pour jamais.

* * *

LES NOUVELLES DU PAYS

Le moyen le plus élémentaire, à nos yeux du moins, de renouer avec le pays, c'est toujours la correspondance. Aussi bien, les progrès réalisés au cours du XIX^e siècle dans le traitement du prisonnier en ont-ils fait un droit. Mais, entre l'Espagne et la France, rien alors de semblable ; à la ruse ou au hasard seuls on devra la transmission de messages ardemment attendus.

L'arrivée de nouveaux contingents, capturés surtout en Cata-

logne, fut, toutefois, une source d'information à laquelle les exilés s'empressaient de boire avec délices. Robert Guillemard, ou son *alter ego* Lardier, dont on peut fixer approximativement la détention de mars à décembre 1810¹, expose, de façon qu'on doit, cette fois, croire exacte, ce qui se passait au débarquement des « nouveaux ». « J'errais sur le rivage, un bâton à la main et mon sac sur le dos. Je me disposais à pénétrer à l'intérieur de l'île, lorsque je fus accosté par quelques prisonniers et, en peu d'instants, entouré d'une foule considérable. La distribution des vivres était d'un trop grand intérêt pour que, d'abord, ils eussent pu faire attention à moi. Mais il paraît qu'après le soutien de leur existence, ce qui les flattait le plus, c'était d'apprendre des nouvelles de leur patrie. Je fus accablé de questions qui avaient pour but la situation de divers régiments mais surtout celle de la France et des affaires de la Péninsule. Je dis tout ce que je savais. Plusieurs fois, en parlant de nos derniers succès, ma voix fut couverte par les exclamations spontanées où se mêlaient des expressions de bravoure, d'orgueil national et de vengeance...² »

Mais, plus encore que de bulletins de victoires dont l'Empire semble avoir fait quelque abus, n'est-ce pas de messages des leurs que les isolés étaient avides ? « Ce qui surtout nous affectait », remarque Méry, « c'était de ne plus pouvoir donner ni recevoir de nouvelles. Cet isolement portait dans notre existence le ferment de la mort³. » Gille, par exemple, dont, à Paris, depuis le début de 1808, père et mère étaient privés de tout signe de vie, cherchera continuellement l'intermédiaire qu'une heureuse conjoncture va lui fournir enfin. Le 27 janvier 1810, entra dans le *Puerto* un brick anglais ; plusieurs esclaves noirs descendirent à terre pour chercher du bois. Voilà enfin l'occasion attendue ! « Je pris aussitôt », écrit le fourrier, « un mauvais morceau de papier que j'arrachai à un agenda et j'écrivis ceci : *Je suis prisonnier de guerre à Cabrera, petite île près de Majorque ; ma santé est aussi bonne qu'on peut le désirer ; une circonstance favorable se présente pour vous donner de mes nouvelles ; je la saisis avec empressement. Puisse ce peu de mots calmer les inquiétudes que mon silence a pu vous causer...* Je courus sur la trace des noirs. J'en rencontrai un. Je lui fis signe que j'avais besoin de lui ; il s'arrêta. Ne pouvant me faire comprendre, je tirai mon billet, puis, fléchissant le genou en signe de

prière, je lui montrai la lettre et la mer, comme pour dire que je désirais qu'elle en franchît l'espace. Il m'entendit et, pour toute réponse, éleva une main vers le ciel et porta l'autre sur son cœur. Il prit ma lettre, la plaça dans un des plis de sa ceinture ; enfin, me serrant la main comme pour m'assurer qu'il m'avait compris, il s'éloigna précipitamment ... ⁴ »

Fait remarquable et qui prouve qu'en matière de fidélité à la parole donnée certains noirs pourraient en remontrer à beaucoup de blancs, le message fut lu. « J'ai su depuis », continue Gille, « que quelques mois après, il était parvenu à destination, portant le timbre d'un des ports de l'Italie. Lorsqu'on le reçut, il y avait près de deux ans qu'on était sans nouvelles. Aussi les miens parlaient-ils de moi comme de quelqu'un qui avait cessé de vivre... ⁴ »

Autre moyen de communication, assez rare en vérité : confier un message à celui qui médite de s'enfuir. Ce fut le cas de Ducor lorsque, se sentant de trop dans une chaloupe surpleine, il dit à l'organisateur du coup, son ami Cotillard : « Partez, vous n'avez pas de temps à perdre. Je vous ai souvent parlé de ma mère ; vous savez son adresse à Paris ; allez la voir, donnez-lui de mes nouvelles et ne lui faites pas de ma position un tableau trop affreux ; elle en mourrait... ⁵ » Là encore, le message atteignit son but puisque, quelques mois après, l'ex-marin de Trafalgar volait chez une mère ravie de le voir mais non point surprise. « Car », ajoutait-il en bon fils, « un cœur maternel a sans cesse le pressentiment de tels retours... ⁶ »

Peut-être la rareté (pour ne pas dire l'absence) des échanges épistolaires ne fut-elle pas aussi absolue pour les officiers que pour les simples soldats. On verra qu'à Minorque une tentative d'évasion des gradés fut punie par l'abolition de toute correspondance. Il en existait donc ! De même, on pourra constater qu'à Iviça le courrier, souvent, passa par des tiers.

* * *

ÉCHANGES SANS CESSÉ AJOURNÉS

L'échec du *Canje*, qu'on avait si fiévreusement attendu, en mai 1809, fut longtemps considéré comme une preuve de total détachement du gouvernement français à l'endroit de ses ressortissants.

Peu de semaines après Baylen, les officiers généraux avaient été rapatriés : ils devaient longtemps rester les seuls. Rares en effet furent, pour les subalternes, les efforts destinés à entr'ouvrir, si peu que ce soit, une porte éternellement close. Un civil du moins s'y obstina dès son arrivée à Majorque : ce fut le nommé Pujol, ex-secrétaire du général Lefranc. On vit cet interné non-combattant solliciter à plusieurs reprises un élargissement, qui lui fut refusé tout autant qu'un échange. Il n'y comptait d'ailleurs que de façon très relative : ne déclare-t-il pas dans l'une de ses lettres « que le gouvernement français ne consentirait jamais à rendre, même le dernier des tambours espagnols, contre tous les prisonniers réunis ? ... »

Tendant au même but, le capitaine de frégate Duval semble avoir multiplié ses interventions auprès des autorités. Dans une pétition à la Junte suprême, datée du 28 septembre 1809, il rappelle, au nom des officiers de l'escadre de Rosily, les assurances qui leur ont été prodiguées sans que ce gouvernement y ait jamais donné suite. A celle de Palma, il propose l'envoi, à Barcelone ou ailleurs, d'un officier français qui, lié par sa parole d'honneur, négocierait un échange avec le gouvernement impérial et reviendrait, en cas d'échec, se mettre à la disposition de l'État capteur⁷.

Pareille proposition ne semble point avoir éveillé grand écho chez les magistrats majorquins car, peu après, rappelant ses états de services, ses blessures et sa qualité de père de famille, Duval revient à la charge, s'engageant sur l'honneur à ne point reprendre les armes, pourvu qu'on veuille bien le renvoyer dans ses foyers⁸. Éternelle victime de l'indifférence officielle, Duval n'en saurait perdre courage. Au milieu de l'hiver, s'adressant au chevalier Desbrull, il lui incombera de transmettre une pétition des officiers : ceux-ci cherchent à persuader la Junte qu'ils sont tout disposés à fretter (*sic*) les bâtiments de transports qui peuvent être nécessaires, « dussions-nous », ajoute leur interprète, « vendre le restant de nos effets⁹. » Refus encore, refus toujours. Bientôt, pour les raisons qu'on verra, leur corps va être transporté au complet non sur le continent, mais derechef à Cabrera. Promu à la dignité de commandant de l'île, puisqu'il y sera l'officier le plus élevé en grade, Duval, là encore, saisira toutes occasions de rappeler au commissaire le sort misérable de si nombreux prisonniers et tout autant le sien propre.

D'autres demandes, formulées avec déférence n'ont pas eu succès plus grand lorsque ceux qui les libellaient étaient les hôtes du *Cuartel Bourbone*. Elles semblaient amplement justifiées pour plusieurs. Voici par exemple le major Delenne, commandant de la 3^e légion : cinquante ans, crâne enfoncé, mâchoire cassée et maintes autres blessures exigeant les soins constants de son domestique. Voici son égal, le major Teulet, commandant de la 4^e légion qui, déjà couvert de blessures avant d'entrer en Espagne, n'en a pas reçu moins de cinq nouvelles à Baylen, dont une au bas-ventre. Laissé pour mort sur le champ de bataille mais partiellement rétabli, on le voit, souffrant encore des suites, solliciter sa mise en liberté. Naturellement, on la lui refuse ; Teulet accepte les choses avec philosophie. « Je ferai », écrit-il au chevalier Desbrull, « comme j'ai fait jusqu'à présent : je me consolerais. Je sais que dans notre métier les épines suivent la rose et que les lauriers ne sont pas toujours verts... » C'est là un heureux caractère, car au moment du transport en Grande-Bretagne, bien loin d'en vouloir à ceux qui ont fait preuve de rigueur envers lui, Teulet, d'un geste spontané, s'offre à recommander à son gouvernement les prisonniers majorquins qui lui seront désignés : « Recevez mes remerciements », écrit-il à Desbrull, « pour tout ce que vous avez fait et avez voulu faire en faveur de mes infortunés compatriotes ; je suis intimement persuadé que, si vous en aviez eu le pouvoir, leur affreuse situation eût été améliorée... ¹⁰ »

Il faut constater que, pas plus que les officiers retenus à la caserne de le Muraille puis à Cabrera, les chefs enfermés à Bellver n'ont été l'objet de mesures de clémence ou plus simplement de justice. Au milieu d'eux, cependant, se trouvaient trois haut gradés expressément nommés dans la capitulation d'Andujar. On rappellera plus loin que, se rendant en voiture et sans escorte auprès du maréchal Moncey, le général Exelmans, le colonel Auguste de Lagrange et le chef d'escadron Rossetti, capturés dans un village de la Manche, dirigés sur Valence puis expédiés à Palma, devaient y retrouver les débris du corps d'occupation de la Gironde.

L'emprisonnement d'Exelmans, reconnaît ouvertement Garau ¹¹, est l'une des plus injustes mesures que l'on ait pu prendre car, pour l'échange de sa seule personne, le maréchal Moncey avait libéré à Valence vingt-deux officiers et quatre cents soldats espagnols,

alors prisonniers des Français. En sa faveur, jouait également l'article 18 du traité d'évacuation du Portugal. Mais, à cette libération, le peuple espagnol opposa une résistance telle que l'on n'osa même pas insister : Exelmaus et ses compagnons eurent à subir le même sort que les prisonniers de Baylen et, jusqu'au moment du transfert en Grande-Bretagne, tout fut mis en œuvre pour empêcher leur départ.

Devant cet aveu, dont la franchise honore son auteur, on demeure perplexe. Comment expliquer qu'en un pays où la monarchie est de droit divin, où le pouvoir de l'armée semble prédominant, les rancunes de la populace puissent légitimer toutes les violations de la parole donnée ?...

Il faudrait, pour s'en scandaliser, ignorer l'état réel de la Péninsule, alors que son souverain est captif à Valençay et que les juntas provinciales sont, en fait, la seule forme de gouvernement. L'Espagne de ce temps n'est-elle pas une dictature mâtinée de gabegie ?...

*
* *

DÉBOIRES D'OFFICIERS SUISSES

Aussi pauvres en résultats heureux furent les requêtes des deux commandants de régiments suisses détenus, comme le général Privé, au château de Bellver.

Ces requérants n'étaient autres que le colonel glaronnais Freuller, chef du 4^e régiment, dont on a vu, à Alcala, le goût immodéré pour les petits pâtés chauds¹², ainsi que le colonel bernois de May, chef du 3^e régiment, si vaillant au combat qu'à Baylen, torturé par la goutte, il s'était fait attacher sur son cheval pour conduire en personne ses troupes à l'assaut¹³.

Après quinze mois de captivité, dont cinq sur bâtiments en mer (ce qui, pour des Confédérés, n'est point chose banale), ils avaient adressé, le 29 octobre 1809, au Landamann de la Suisse, une pressante supplique dont le texte nous a été conservé. Désireux de reprendre du service dans leurs corps, les deux officiers exposent sans détours « les moyens qui paraissent convenir pour atteindre

le but, objet de tous leurs vœux. » Il s'agissait, tout uniment, d'un échange avec des notables de l'archipel, officiers espagnols originaires de Majorque et prisonniers de guerre en France.

« Nous pensons », déclaraient les pétitionnaires, « que la Junte d'Observation et de Défense de cette île consentirait à traiter de leur échange. » « Il est vrai », ajoutaient-ils, « que parmi (*sic*) ces officiers, il n'en est point d'un grade au-dessus de capitaine, mais nous croyons que cette circonstance ne présente pas d'obstacle si l'on considère que les cartels de toutes les nations offrent des exemples d'officiers supérieurs échangés contre des officiers revêtus de grades inférieurs. »

Ayant rappelé que, seuls de leur grade à Majorque, ils ont pour compagnons de captivité six capitaines et quinze officiers subalternes ¹⁴, tous fidèles Confédérés, Freuller et May achèvent, sur le mode solennel et un peu redondant qui est bien de l'époque :

« Nous réitérons à Votre Excellence nos plus pressantes sollicitations pour qu'Elle veuille bien contribuer à notre élargissement. Persuadés d'une entremise aussi respectable que celle du Chef honoré de notre estimable Nation, nous lui offrons d'avance les expressions d'une reconnaissance sans bornes pour un semblable bienfait ¹⁵. »

Il ne semble pas que, nonobstant ces marques de déférence, le baut magistrat helvétique ait pu faire grand chose pour ses compatriotes malchanceux. A tout le moins, ceux-ci pouvaient-ils se féliciter de n'avoir vu Cabrera que de loin, comme on peut la voir, de la terrasse de Bellver, découpant sur l'horizon bleu ses falaises grises et dénudées...

* * *

L'ABOUTISSEMENT DE LONGUES DÉMARCHES

Tout ici-bas prend fin, même les pires misères. Le jour devait pourtant luire d'un événement qui, à force d'être attendu, semblait banni du champ des possibilités.

Wagré et son écho fidèle, le soldat Turquet, le mettent en corrélation avec l'entreprise manquée des lieutenants Gérodiàs et Boni-

face (juin 1810). « Trompés dans leur espoir, fatigués de leur captivité et se trouvant presque entièrement nus, les officiers prirent encore une fois la résolution de s'en tirer d'une manière ou d'une autre. Pensant qu'ils seraient toujours mieux ailleurs qu'on ne l'était à Cabrera, ils adressèrent, à l'amiral anglais commandant à Mahon, un mémoire sur leur position. La démarche ne fut pas infructueuse car, après quelques mois d'attente, on vit arriver plusieurs bâtiments qui les transportèrent en Angleterre. ¹⁶ » A dire le vrai, Wagré et Turquet simplifient un peu les choses : démarches et tractations eurent un cours moins rapide qu'ils ne se l'imaginèrent.

En bonne justice, on ne saurait accuser les autorités baléares de n'avoir rien fait pour hâter le départ de leurs hôtes. Après s'être, tant de fois élevées contre une présence importune, elles devaient être anxieuses d'en finir. Insistant donc sur la nécessité d'évacuer l'archipel en raison du manque de ressources et d'une surveillance malaisée, la Junte, dès février 1810, avait résolu d'agir. Elle envoya d'abord à Mahon le colonel Pedro Lanti pour obtenir du chef de la flotte britannique le transport de deux mille trois cents prisonniers. Mais, en dépit d'instructions secrètes l'autorisant à fréter les navires et malgré les ordres donnés à l'intendant pour réunir les vivres, le délégué de la Junte n'avait pu remplir sa mission : personne ne se sentait alors le courage d'assumer les responsabilités de l'entreprise et l'adhésion de l'escadre anglaise n'était rien moins que certaine.

Quand, au matin du 13 mars, les Cabrériens eurent découvert le convoi arrivant de Palma, une indicible espérance traversa tous les cœurs : ces voiles n'étaient-elles pas messagères de la délivrance ? O douleur ! sitôt les officiers à terre, on se retrouva en face de la cruelle réalité. Et pourtant, à cette même époque, devant les charges toujours croissantes, la Junte usait de toutes les influences pour obtenir le transfert en masse des hôtes détestés. D'une part, elle avait adressé un manifeste à la Junte suprême et de l'autre venait de confier à Don Pedro une nouvelle mission auprès de Collingwood. Malheureusement, le député majorquin ne trouva plus l'amiral anglais à Mahon ; il venait de partir pour l'Angleterre et, peu de jours après, on apprit sa mort au cours de la traversée.

C'est alors que s'ouvrirent de nouveaux pourparlers avec son

successeur, le contre-amiral Hood, qui chargea d'une enquête le maréchal de camp Santiago Wittingham. A son tour, cet officier supérieur, qu'accompagnait le commandant du *Warspite*, demanda que le capitaine général de la province prît, d'accord avec la Commission de Cabrera, ses dispositions pour le transfert. A quelque temps de là, présentés à l'amiral, les officiers français étaient avisés de leur prochain départ. Méry assure que, dès le 7 juillet, le capitaine du brick *Espoir*, croisant à Cabrera, l'avait donné comme certain, mais sans pouvoir préciser la destination. L'îlot tout entier n'entra pas moins en effervescence²⁰. A Majorque, la Junte décida de tout ajourner jusqu'à réponse du gouvernement central mais elle délégua auprès de lui le galant homme qu'à tant d'occasions on avait vu prendre en mains la cause des *Franceses* : Don Miguel de Victorica.

Grâce à son savoir-faire, celui-ci va réussir infiniment mieux à Cadix que Despuig à Séville. Reçu par le Conseil de Régence dans l'Isla de Leon (aujourd'hui San Fernando), il souligne la gravité de l'émeute qui s'est produite en mars à Palma et y trouve son argument décisif. Incontinent, on lui accorde les pouvoirs nécessaires pour le départ des officiers français, tant généraux que subalternes, plus les sergents, caporaux, et marins de Cabrera ; il demande aussi qu'on envoie, pour secourir les Iles (c'est-à-dire les Baléares) trois millions de réaux au lieu des deux millions primitivement votés²¹.

Parvenu à Palma, le 2 juin, cet ordre royal du 24 mai est aussitôt communiqué pour exécution à l'intendant, au chef de la Marine et aux capitaines des frégates *Lucia* et *Sebastiana*, afin que soient hâtés les préparatifs d'embarquement. Cependant, faute d'ordres donnés à temps par les ministères, les commandants de ces vaisseaux hésitent à partir ; il en est de même du capitaine Milford, commandant l'*Espoir*. On parvient bien à les convaincre de la validité des ordres, mais (est-ce intentionnellement, qui le sait ?) ils fournissent des données inexactes sur le volume de leur armement. Les préparatifs de départ n'en sont pas facilités. De Minorque, pourtant, arrivent enfin les transports attendus. On les a munis de cuisines, de couchettes, de toilettes dont ils manquaient jusqu'ici. Puis, concentrés au nombre de dix en rade de Palma, ils n'ont plus qu'à parachever les approvisionnements. Aussitôt que

les bijoux et le numéraire déposés à la caisse municipale (*Tabula numularia*) ont été rendus à leurs légitimes propriétaires, l'un des membres de la Junte, Don Guillermo Ignacio de Monti, est commis à l'embarquement. Le 24 juillet, les préparatifs sont terminés.

Le 26, les généraux Privé, Dufour et Exelmans montent à bord de la frégate *Lucia* et les autres officiers supérieurs sont répartis sur quatorze transports légers qu'escorteront, en plus de la corvette *Sebastiana*, le brigantin *Espoir* et un autre navire de même rang, armé de neuf canons. Le convoi se dirige tout droit sur Cabrera.

La supplique des officiers français à l'amiral britannique est enfin exaucée ²².

*
* *

BEAUCOUP D'APPELÉS ET PEU D'ÉLUS

On a vu quelles espérances et quelles déceptions avait éveillées, en mars, l'apparition de quelques voiles. Celles qu'on signale aujourd'hui provoquent des démonstrations de joie nées des mêmes sentiments. « Étions-nous », s'écrie Sébastien Boulerot, « aux extrêmes limites des jours néfastes ?... ¹⁷ » On allait bientôt le savoir. Après une nuit d'insomnie, la journée du 27 se passe à dresser le tableau des partants. Bientôt la terrible nouvelle circule : seuls obtiendront leur *exeat* les officiers et les sergents. La joie se mue en désolation. « Voilà », s'écrie-t-on avec désespoir, « des officiers qui, en Angleterre, seront libres sur parole et qui jouiront de tous les agréments de la vie, tandis que nous, pauvres diables de caporaux et soldats, nous resterons jusqu'à ce que le dernier ait descendu la garde ! On veut que nous laissions ici notre peau... ¹⁸ »

Aussi, quelles ruses, quelles intrigues, quelles machinations pour abuser les commissaires espagnols ou attendrir le cœur des gradés ! Passer pour aide, pour cuisinier, pour ordonnance de quelques officiers généraux, se glisser dans les recoins les plus obscurs du navire où l'on a porté les bagages des chefs, prendre le nom et l'uniforme de quelque lieutenant ou sergent défunts, autant de moyens qu'inspire le désespoir, autant d'efforts que justifie l'amour de la

vie, autant de subterfuges qu'excuse le désir irréprouvable de la liberté. Tout est projeté, calculé, mis en œuvre avec une sublime obstination.

« Sortir de Cabrera », écrit avec éloquence Miguel S. Oliver, « était pour chacun une question de vie ou de mort et les luttes qui se déchaînèrent à cette occasion mirent en évidence les égoïsmes les plus féroces et les plus nobles vertus. D'une part, les accès de colère, les corps-à-corps, la délation de la phalange livide des envieux contemplant avec des yeux exorbités le bonheur du prochain ; de l'autre, la générosité cédant la place à des frères ou à des camarades plus faibles, la gratitude, la magnanimité pardonnant les offenses et sauvant l'offenseur...¹⁹ » Ce fut dans le bouillonnement de ces passions contradictoires que, l'après-midi du 28 juillet, eut lieu l'embarquement. La nuit qui suivit, on ne dormit guère à Cabrera. Le 29, dès la pointe du jour, le convoi mit à la voile.

Les traditionnelles perquisitions n'avaient point été épargnées. « Sur les transports », assure Méry, « quelques-uns des officiers et soldats qui avaient été détenus à Palma reconnurent aussitôt plusieurs des misérables dont la férocité s'était si bien exercée lors du massacre du 12 mars : aussi bien, furent-ils encore victimes d'un nouvel abus de pouvoir ; sous prétexte de leur enlever couteaux, canifs, ciseaux, rasoirs à leur usage, les Espagnols ne se firent pas faute de priver de leur argent ceux qui, ne pouvant s'attendre à une fouille après deux ans de captivité, n'avaient pas eu l'idée ni la précaution de cacher le peu qu'ils en avaient²⁰. »

À l'égal de ces procédés, le passage devait être pénible, tant pour la petitesse et la légèreté des transports que pour la mauvaise qualité des vivres et leur insuffisance. On semblait multiplier à plaisir les vexations et les mauvais traitements ; pour la plus simple observation, les officiers eux-mêmes étaient expédiés dans l'entrepont où l'on ne pouvait rester que couché ou assis.

Peu après le départ, — c'était à la hauteur du cap de Gata — le vent tourna et l'horizon se couvrit. Mais la bourrasque fut suivie d'un calme plat, en sorte qu'il ne fallut pas moins de onze jours pour atteindre la Péninsule. Fait significatif et qui en dit long sur l'harmonie régnant entre les Alliés, jamais en cours de route les commandants espagnols et anglais ne purent s'entendre sur la

destination du convoi. Le capitaine Moledino, commandant de la *Lucia*, prétendait avoir Cadix pour but ; le capitaine Milford, de l'*Espoir*, arguait de ses instructions en faveur de Gibraltar. Peu avant d'arriver à la hauteur de ce port, l'*Espoir*, qui avait pris de l'avance, se plaça en travers du détroit et fit arrêter le convoi. L'Espagne dut s'incliner devant l'Angleterre : on mouilla près de la citadelle fameuse. Et Privé de noter dans son *Journal* cette observation qui montre le rôle que la « perfide Albion » jouait avec *maestria* : « 11 août. Ce matin, les Anglais ont enlevé d'autorité les Français qui étaient sur les bâtiments espagnols et les ont transférés sur leurs vaisseaux, sans même en avoir prévenu le commandant espagnol à la garde de qui nous avions été confiés ²⁴. » « Nous comprîmes clairement », note Gille, « que nous avions changé de maîtres sans changer de fortune et que, par une perfidie inouïe, nous étions devenus prisonniers de l'Angleterre au mépris d'une capitulation signée entre des généraux français et espagnols, capitulation où les Anglais n'avaient eu aucune part... ²⁵ »

On doit à la vérité de reconnaître que pas un Français n'aura à se plaindre de l'hospitalité britannique. Conduits chez le général Campbell, gouverneur de la place, les officiers supérieurs sont reçus avec la « plus grande honnêteté ²⁷ » ; ils dînent à bord du brick *Espoir*, sous une tente décorée de pavillons français et anglais. Le soir, on les conduit à terre pour visiter la ville et les promenades. Le lendemain, dîner chez le gouverneur qui offre généreusement sa maison. Plusieurs jours durant, ce ne sont que réceptions et repas. Une fois, le colonel du 9^e régiment d'infanterie anglais les convie à la table du mess : « Le repas était splendide », note Privé, « et, tout le temps qu'il a duré, un excellent orchestre exécuta des morceaux de musique charmants auxquels succédaient des airs français et patriotiques. Au sortir de table, nous avons été conduits sur une promenade agréable où les plus jolies femmes du pays étalaient leur parure et leurs grâces... ²⁶ »

On se croirait aux jours de l'Entente cordiale et cependant les deux pays sont en guerre. Privé tient à souligner la courtoisie de cette attitude : « Messieurs les officiers anglais de tous grades s'empressèrent à l'envi ; ils cherchaient à nous faire oublier, si toutefois il était possible, le séjour horrible que nous avions fait chez les Espagnols. Ces derniers, témoins des honneurs que nous rece-

vions de la part de leurs alliés, ne revenaient pas de leur étonnement ; mais ces gens-là ignorent encore que, chez les nations civilisées, les militaires ne connaissent d'ennemis que sur les champs de bataille. » Mêlant d'ailleurs quelque amertume à ses louanges, Privé s'empresse d'ajouter à l'adresse des vainqueurs : « Cependant, je dois dire que j'ai rencontré quelques-uns d'entr'eux auxquels l'honneur, la justice et l'humanité n'étaient point inconnus ; si je ne les ai pas nommés dans ce journal, c'est par prudence pour eux. Leurs compatriotes ne leur pardonneraient pas d'avoir pratiqué ces vertus à notre égard ! ²⁷ »

Le 21 août, quatre transports anglais escortés par la frégate l'*Hydre* emmèneront en Grande-Bretagne quatre cent cinquante officiers et sergents. C'est pour eux un sort tolérable. Si mauvaise qu'ait été la réputation des pontons ou des camps d'Angleterre, jamais ces geôles n'égalèrent, en dénuement ni en souffrances, les rochers de Cabrera.

CINQUIÈME PÉRIODE

AOUT 1810 A MAI 1814

CHAINES DEUX FOIS RIVÉES

CHAPITRE XVII

LE TROUPEAU SANS BERGER

PLUS SOLITAIRES QUE JAMAIS

« A U cœur de tous ceux qui en furent témoins », écrivait l'un des partants, le lieutenant de vaisseau Gerdy, « restera gravé le souvenir des adieux et des gémissements de ces dix-huit cents malheureux. Longtemps après notre départ, nous les apercevions encore, avec la longue-vue, perchés sur les rochers et tendant les bras vers nous...¹ »

Comme au premier exode de leurs chefs pour Palma, ils s'attendaient à toutes les calamités et, comme au jour de leur débarquement, on les voyait courir çà et là, en proie à des gestes désordonnés, à moins qu'ils ne tombassent dans une morne désespé-

rance...² « On nous eût pris », souligne l'Anonyme de Méry, « pour des blocs informes et nous étions assis sur la pointe des rochers dont nous semblions faire partie...³ »

De fait, un visiteur doué de quelque imagination pourrait discerner, à l'extrémité du promontoire qui commande le *Puerto*, le corps pétrifié d'un homme de haute taille : tête, buste, membres, l'illusion est complète. La nature semble avoir voulu sculpter, dans ce bloc inerte et symbolique, l'effigie même des êtres qui demeuraient enchaînés à ces rocs exécrables.

Le départ général des chefs, impliquant l'abandon à elle-même d'une masse inorganisée, devait avoir pour conséquence un retour à l'anarchie des débuts. On peut s'étonner que l'État capteur ait manqué à le prévoir et s'en soit pareillement désintéressé.

A l'inverse de Wagré assurant « qu'il ne resta absolument à Cabrera que les soldats et quelques caporaux⁴ », Ducor et Boulérot affirment qu'outre deux ou trois aliénés, on y laissa un seul officier du nom de Vial, que le premier élève au grade de lieutenant et le second de capitaine de dragons⁵. Rien n'indique que, promu gouverneur, il ait jamais fait figure de chef. Au demeurant, on peut supposer qu'il fut non pas français mais espagnol.

Aussi bien, tous les hommes quelque peu instruits manquant désormais, l'un des seuls récits cohérents que l'on ait de cette lugubre période est celui que C. de Méry ou Carrère-Vental a rédigé d'après les souvenirs des soldats eux-mêmes. Le réalisme dont ils s'inspirent en sera d'autant plus marqué.

Les vides creusés par le départ des supérieurs, et tout autant par le désespoir, devaient être promptement comblés : de nouveaux contingents expédiés de la Péninsule ne semblaient-ils pas promis à ce funeste exil ? Avant la fin de l'été, un convoi de douze cents hommes, sans doute en provenance de la Catalogne, fut derechef abandonné dans l'île, mais du côté est où il ne trouva pour asile que la grotte faisant face à Conejera. Les arrivants n'eurent pour rations que celles que partagèrent avec eux les Cabrétiens plus anciens. Toutefois, deux compagnies du 121^e de ligne se rapprochèrent du camp groupé près du *Puerto* et, sur la colline qui désormais prit leur nom, établirent leurs cantonnements. Parmi eux figuraient des Allemands du 122^e. Le soldat de Froger signale un de ces derniers qui, saisi sans doute par le *Heimweh*, restait tout le jour près

du feu, la tête dans les mains, abîmé de rêveries. En peu de jours, il fut emporté. La captivité marquait une nouvelle victime⁶.

Natures plus fines et plus sensibles que la masse, les rares gradés devaient être bientôt la proie d'une mélancolie (on disait alors humeur noire) tournant parfois à la démence. Le même narrateur cite le cas de deux jeunes lieutenants, l'un polonais, l'autre suisse, qu'au départ pour la Grande-Bretagne on avait tout bonnement laissés pour compte. « Ces hommes avaient inauguré leur carrière par des actions d'éclat ; l'avenir le plus brillant paraissait les attendre. Mais, tombés comme nous aux mains de l'ennemi, ils avaient dû renoncer à ces heureuses perspectives et leur cerveau en avait éprouvé un choc funeste. Leur tristesse, leur morne silence exprimaient le désespoir et l'on se sentait saisi d'une douloureuse sympathie en les apercevant, au bord de la mer, plongés dans d'affreuses angoisses...⁷ »

L'officier suisse que Boulerot baptise Fihst mais qui dut être un Pfister (Charles ou Joseph), Argovien ou Saint-Gallois d'origine⁸, disposait d'une baraque construite au Palais-Royal et avait eu pour ordonnance un marin nommé Fermont, qu'en juillet 1813, fera libérer la duchesse d'Orléans. Dès cette date, la place étant libre, Sébastien l'occupa. Mais lourde fut sa tâche. Le lieutenant tombait, comme on disait alors, du haut-mal et souffrait de troubles mentaux périodiques sans que d'ailleurs son caractère en fût atteint. Parfois, il réveillait son ordonnance pour lui communiquer le texte d'une pétition à l'Empereur ; parfois, se croyant à la tête d'une compagnie, il commandait l'exercice. Plus fâcheuses étaient ses baignades, souvent intempestives. Un jour, s'imaginant faire face à l'ennemi, il ordonne à ses troupes fictives d'enlever à l'abordage la chaloupe canonnière et donne l'exemple en escaladant le bord. Les Espagnols, sans tenir compte de son aliénation, lui jettent une planche sur la tête : le sang ruisselle et n'eût été l'intervention de son ordonnance, le malheureux périssait... Il fallut un ordre du gouverneur pour mettre fin à ces dangereuses fantaisies. Une autre fois, comme le lieutenant Pfister se dirigeait à nouveau vers la mer :

— « Faites excuses, mon lieutenant », lui dit Boulerot avec le salut militaire, « je suis dans la nécessité de recevoir un nombre indéfini de coups de schlague.

— « Pourquoi cela ? »

— « Parce que vous allez vous baigner, mon lieutenant. Or le gouverneur m'a dit qu'il s'en prendrait à mes épaules de toute infraction à la défense qu'il vous a faite... »

— « Le gouverneur et toi », s'écria le lieutenant », vous êtes deux imbéciles... » Puis il rebroussa chemin et se le tint pour dit.

Il n'y avait pas, parmi les motifs de dépression, que les troubles mentaux : le ravitaillement, si essentiel au bon ordre, souffrit des mêmes irrégularités que devant. « Un mois après le départ des chefs », assure l'Anonyme, « nous avons été toute une semaine sans vivres. Nos jours se seraient lentement consumés dans une douloureuse agonie, si les Anglais, prenant pitié de nous, n'avaient point jeté à la mer des tonneaux de biscuits et de viande salée qui parvinrent à terre et nous rendirent à la vie. Mais beaucoup ont payé le tribut journalier que l'inexorable mort exigeait de nous. Elle moissonnait impitoyablement dans nos rangs éclaircis... Lors de ces quatre jours d'attente angoissée, les restes de plus de quatre cents d'entre nous descendirent dans la Vallée des Morts et, par une circonstance jusqu'alors inconnue, ceux qui creusaient les fosses de leurs camarades expirés sous leurs yeux, tombaient en expirant eux-mêmes la face contre terre⁹. »

En vérité, cette peinture diffère fortement de celle, presque idyllique que, dans son optimisme tenace, a voulu tracer Don Jaime Garau. « Le départ des officiers », déclare-t-il, « eut une heureuse influence sur le bien-être des hommes qui demeuraient à Cabrera, car ils purent vivre dès lors dans les baraques ainsi que dans les tentes de campagne laissées libres par les chefs. Tout devint plus facile, comme le prouve la lecture des Actes de la Junte et aucun incident notable ne se produisit au cours d'une longue période¹⁰. »

Entre le Ténare décrit par l'Anonyme et la Thébaïde de l'écrivain majorquin, le choix semble ardu. Laissons aux faits le soin de le fixer.

Ce qu'on sait aujourd'hui — et Garau lui-même est obligé de le reconnaître, — c'est qu'à la suite de la nouvelle disette, trois prisonniers s'étaient plaints avec énergie, non seulement de ces retards mais de la mauvaise qualité des aliments et de l'insuffisance de leur poids. Pour éviter le retour de pareils incidents (catas-

trophes serait mieux dire !), il fut décidé qu'à dater de ce moment (septembre 1810) une frégate espagnole remplacerait les deux canonnières ou *lanchas cañoneras* en stationnement dans le port ¹¹, et qu'un membre de la Commission de Cabrera assisterait désormais à la répartition des vivres; de plus, un gradé procéderait à ce contrôle, l'une et l'autre mesure devant être maintenues jusqu'au départ de la colonie.

En conséquence, on vit arriver, suivi de sa gracieuse épouse, le lieutenant de cavalerie en retraite Don Baltasar Fernandez qui, dans ce lieu d'exil, toucherait un salaire mensuel de vingt *duros*. Turquet rend à ce couple le meilleur témoignage : « Le gouverneur était bon, sa femme compatissante » ... parfois même à l'excès, comme on l'a vu plus haut ! Mais il n'en dit pas autant du commissaire civil : « Celui-ci était un homme dur, avide, cruel, qui ne songeait qu'à faire des affaires à nos dépens. N'éprouvant aucun scrupule à nous voler sur l'huile ou les légumes dont la distribution lui était confiée, il n'avait pas honte, lorsqu'il voyait un malheureux ramasser une fève, de lui asséner sur les épaules un violent coup de la double courroie dont il était toujours armé... ¹² »

En vertu de ces dispositions officielles — tous les témoins en sont garants —, les rations d'une livre et demie de pain, de six onces de fèves et d'une once d'huile seront dorénavant mesurées avec plus d'exactitude ¹³, quoique, faute de bois, les consommateurs n'aient disposé que de broussailles pour cuire d'aussi maigres repas. Mais combien précaire est encore le service des transports ! Du 27 au 30 octobre 1811 — c'est toujours Garau qui parle, — ensuite d'une tempête, les Cabrériens demeureront, une fois de plus, quatre jours sans vivres et les vivres mêmes n'échapperont au naufrage que grâce à l'énergie des matelots. Remettre aux prisonniers l'équivalent en espèces des rations non distribuées fut, de la part des autorités, une mesure équitable : signalons-la d'autant plus volontiers qu'on l'appliqua pour la première fois. Mais pouvait-elle, après coup, réparer les ravages d'une nouvelle famine ?

A ce tableau désolant, un témoin sûr — il s'agit de l'Infatigable — ajoute quelques traits d'une tonalité bien sombre : « Pendant l'année de la comète — 1811 —, il mourut beaucoup de monde à Cabrera. Aussi les Espagnols y envoyèrent-ils force prisonniers, ce qui, avec les restants, faisait un total de six mille quatre cents

malheureux pour lesquels n'étaient prévues que six mille rations. Il mourait quarante hommes par jour. Buvant à l'excès, les nouveaux arrivants devenaient hydropiques. D'autres souffraient d'ophtalmie et l'on compta jusqu'à mille aveugles...¹⁴ »

Fallait-il que ces maux inouïs fussent encore dépassés ?

* * *

EN PLEIN CANNIBALISME

Au commencement d'avril 1812, on resta de nouveau neuf jours sans vivres et lorsque survint la barque — c'était au milieu de la nuit — le pain apparut moisi à tel point « qu'il avait de la barbe aussi long que le doigt¹⁵ ». « Durant ces jours d'horreur, il est arrivé bien souvent », reprend l'Anonyme, « qu'imitant l'instinct et la nature des animaux, beaucoup d'entre nous se soient traînés à quatre pattes pour chercher des orties sauvages ou d'autres racines. A peine cette cruelle nourriture avait-elle pénétré dans l'estomac que des douleurs aiguës annonçaient aux imprudents l'issue fatale. » Les patates vénéneuses, dont a parlé Wagré¹⁶, n'avaient pas servi de leçon. On compta plus de huit cents morts et c'est à ce moment sans doute que la faim provoqua un crime abominable.

Tous les témoins, l'Anonyme de Méry, le soldat de Froger, le Wagré des *Mémoires* aussi bien que celui des *Souvenirs*, s'accordent à penser que, d'entre toutes les tristesses de l'ère cabrérienne, cet épisode est le plus répugnant. Plus ou moins coloré, suivant les dispositions du narrateur, le récit conserve toutes les apparences du vécu. Boulerot lui donne, au début, une allure sentimentale qui (le texte date de 1847) semble frappée au coin du Romantisme. « L'un des nôtres », dit-il (il n'était pas français mais avait servi sous nos étendards), « partageait sa baraque avec un cuirassier nouvellement arrivé. Depuis plusieurs mois, la plus grande intimité régnait. Le cuirassier tomba malade. Son camarade l'entoura de soins affectueux et parut si abattu qu'on le croyait souffrant lui-même. Un jour, ce Polonais propose à son ami d'accepter son bras pour une promenade. Et, chose incroyable, c'est le long du sentier que Caïn tire un couteau et

que l'homme à demi-mort qu'il soutenait tout à l'heure expire sous ses coups... ¹⁷ »

Alors — tous les rapporteurs le confirment —, ayant caché le corps, celui qu'on appelle un « monstre à l'appétit insatiable » arrache les viscères. Sur cet épisode effroyable, Wagré fait preuve d'une précision inusitée : « Un Cabrérien nommé Canappe, aujourd'hui menuisier à Saint-Germain-en-Laye, avait l'habitude de rendre de fréquentes visites au Polonais et à son camarade. Il trouve le soldat étranger occupé à assaisonner, dans une marmite qui était sur le feu, un mets dont l'odeur le frappe. Comme il y avait sept jours que les prisonniers manquaient absolument de tout, il fut encore plus surpris de l'espèce d'abondance qui régnait chez son hôte. L'ayant questionné, il n'en reçut que des réponses évasives. Alors, excité par la curiosité et plus encore par le besoin, il découvre la marmite, et qu'aperçoit-il ? Un cœur et un foie humains déjà à moitié cuits !... Le cri d'horreur qu'il pousse à cet instant attire d'autres soldats. Des recherches sont aussitôt entreprises et l'on découvre le cadavre derrière l'habitation ¹⁸. » Il ne fallut pas d'autres preuves pour faire arrêter le scélérat qui, sans désavouer son crime, déclara y avoir été poussé par les tourments de la faim. Certains voulurent faire justice tout de suite, mais ils en furent empêchés. On enferma le coupable dans la cambuse, les mains attachées sous les jarrets, tandis que le commandant Baltasar demandait des ordres : ils arrivèrent de Palma douze jours plus tard avec quatre soldats pour fusiller le coupable ¹⁸.

Tout le monde s'étant rassemblé au lieu de l'exécution, on amena le condamné. Il ne paraissait nullement affecté de son sort et demanda même, « auparavant de mourir ¹⁹ » qu'on lui donnât à manger à sa faim. Le commandant le lui ayant accordé, on apporta huit cents fèves, un pain et une bouteille de vin. Quand il eut fini, ce qui ne fut pas long, l'étranger s'écria :

— « Ma foi, je m'en moque, je meurs content et le ventre plein !... » Après quoi, se levant avec assurance, il s'abandonna aux soldats espagnols qui le conduisirent sur la colline des Dragons ²⁰. Deux minutes après, il avait cessé de vivre.

L'Anonyme donne une autre explication : les deux amis, reclus dans une grotte, avaient décidé par le sort qui serait la pâture de l'autre... Boulerot affirme, au contraire, que le Polonais aurait dit,

au moment de son arrestation : « Ce n'est pas le premier... J'avais faim, je veux mourir ! », ce qui motiverait son détachement à l'heure de l'exécution ²¹. Turquet déclare enfin qu'après l'arrestation, l'assassin, demeuré impassible et comme hébété devant sa victime, parut indifférent à la colère générale ²². On ne saurait voir là contradictions irréductibles. Tout est dans tout et, sous l'action de telles détresses, l'atroce peut à peine surprendre.

Les sources espagnoles laissent entendre que c'est vraisemblablement à des bourrasques d'équinoxe qu'on dut, au printemps de 1812, de nouveaux à-coups dans l'envoi des vivres, à moins que ce ne fût la négligence du pourvoyeur officiel. Grâce à l'intervention, le 30 avril, du consul de Sa Majesté Britannique et du capitaine de vaisseau anglais croisant devant Cabrera, le personnage eut à répondre de sa gérance devant la Commission. Comme toujours, on se répandit en promesses de réformes. Autant, hélas ! en emporta le vent, ce vent qui soufflait alors en tempête...

Don Jaime Garau est donc obligé de constater que l'irrégularité des subsistances demeura le vice inexpiable de ce système d'internement. « On toucha parfois », déclare-t-il, « à la dure extrémité de n'avoir ni vivres ni argent pour les assurer et de recourir à tous les moyens pour se les procurer ²³. » Avenu qu'il faut retenir !

Ce n'était pas seulement le spectre hideux de la faim qui réapparaissait à chaque saison *borrascosa*. La maladie, parfois l'épidémie et d'autres fléaux n'ayant point disparu, Garau affirme à nouveau que des soins et des médicaments étaient accordés aux Cabrériens au même titre qu'aux Espagnols de la garnison : « Le service s'exerçait normalement chaque fois que les ressources le permettaient et si l'on peut signaler quelques préférences, elles furent surtout en faveur des prisonniers ²⁴. »

En bonne justice, il faut marquer que, dès le 3 avril 1812 et sur les instances du lieutenant Fernandez (celui-là même que Wagré et d'autres, n'ayant retenu que son prénom, appellent Baltasar), on accorda des rations de vin, de viande fraîche et de pain blanc aux malades dont le nombre augmentait dans la mesure même où, cause de scorbut et d'autres maux, se perpétuait l'usage de viande sèche.

A peu près au même moment, on vit un colonel des Gardes wallones, le comte de Petting, être délégué par le capitaine général —

sans doute l'humain et courageux Nazaire Reding —, aux fins d'étudier comment on pourrait porter remède à tant d'insuffisances. C'est au rapport de cet inspecteur et aux représentations faites à l'intendant qu'on doit la mise au concours d'une place de médecin chirurgien spécialement chargé du soin des prisonniers. Ceux-ci avaient dû l'attendre pendant près de trois ans. Nul d'entre eux ne mentionne le nom de cet Esculape sur lequel les documents sont également muets.

* * *

LE RENVOI DES INAPTES

À l'appui de ce qu'avance Garau touchant les tentatives d'échange, il est juste d'observer que le premier départ du 29 juillet 1810 devait, dans l'intention de la Junte, être suivi d'un second ou tout au moins de ce que l'on appelait alors « le retour des prisonniers inutilisés », sans dire d'ailleurs à quoi les autres pouvaient bien être utiles...

Le 11 janvier 1812, décision fut prise à ce sujet par l'autorité. On avait résolu tout d'abord de vérifier le nombre de ces inaptes et, le 18 février, il fut ordonné à l'intendant de remettre aux patrons Mateo Calafell²⁴ et Gabriel Saccares les objets nécessaires au voyage ainsi que quinze jours de vivres pour transporter quatre cent soixante hommes. Une avance de prêt de cinq cents écus est accordée au premier et de deux cent cinquante au second. Plusieurs semaines passent sans qu'il soit question de l'affaire et peut-être faut-il expliquer ce temps d'arrêt par l'opposition que le capitaine général de la Catalogne fait à tout échange global.

Le nombre des inaptes s'étant accru de près de six cents, on donne ordre à l'intendant de hâter les préparatifs. Mais, trois jours plus tard — le 16 avril —, les arrangements avec les patrons sont rompus, vu les propositions du capitaine de la hourque *Brujula* qui déclare se charger du transport. On devra lui remettre les vivres en provision, *para mañana y algunos días hasta que verifique su salida*, c'est-à-dire, pour le lendemain et les jours qui suivront, jusqu'au moment de son départ. Hélas ! le mot *mañana* est trop

caractéristique du pays et de l'époque pour nous permettre beaucoup d'illusions...

Un mois s'écoule, et l'on n'est pas encore parti. Un appel de l'*Ayuntamiento*, en vue de chausser et de vêtir les « prisonniers inutiles », témoigne que l'on n'osait pas renvoyer en France des hommes réduits à l'état sauvage ou presque. L'appel suscita des dons s'élevant à environ six mille *reales*, plus quelques vêtements usagés et vingt « palmes » de toile de coton. On vit même, chose frappante, les régiments de la garnison, en provenance de Burgos et de Cordoue, consentir sur leur propres vestiaires, une avance d'habillements et faciliter l'achat de quatre cents chemises, preuve qu'il en manquait beaucoup... Mais du départ lui-même, Don Jaime confesse qu'il n'a trouvé quelque trace que ce soit, ni dans les Actes officiels ni ailleurs.

Une fois de plus, les intentions humaines, ou simplement raisonnables, de la Junte ont dû s'enliser dans les marécages d'un fonctionnarisme indolent et dans le coupable laisser-aller du gouvernement de la Régence.

Sébastien Boulerot mentionne cependant, en juillet 1813, un échange de vingt-neuf marins de la Garde. Comme certains noms qu'il articule, celui de Golvin par exemple, sont également cités par d'autres²⁵, son récit n'a rien d'in vraisemblable. D'ailleurs, le biographe de la duchesse d'Orléans, M. André de Maricourt, indique, mais sans donner de date, que c'est à cette noble femme qu'on dut un rapatriement²⁶. Si grande alors est la joie qu'on fête ce départ à la cantine. Chacun y boit sa bouteille en discourant sur le plaisir de revoir la France. « Seulement », avoue le soldat, « je me suis senti un peu étourdi depuis près de cinq ans que je n'avais plus touché au vin... »²⁷

* * *

L'EXTRÊME MISÈRE, CAUSE D'ENRÔLEMENTS FORCÉS

En regard d'une incurie administrative qu'on doit croire invétérée, il faut toujours placer le merveilleux ressort d'hommes qui, pour ne pas sombrer définitivement, acceptent sans répugnance la double loi de la discipline et du travail.

Malgré Turquet, pour qui le sous-lieutenant de Maussac demeura jusqu'à la fin chef reconnu de l'île ²⁸, il appert que le plus gros galon était celui de sergent-major. Sous les ordres de simples sous-officiers, les Cabrériens s'étaient disposés en brigades de deux cents hommes soumis à la plus stricte consigne. Obéir et se taire était la loi commune et inflexible. « Cette saine vigueur », déclare l'Anonyme, « a contenu dans l'ordre un grand nombre d'hommes toujours prêts à se porter à des excès que leurs souffrances pouvaient en quelque sorte excuser ²⁹. »

On se rappelle qu'en 1812 des semences de légumes furent distribuées par l'officier commandant au *Puerto*. A défaut d'instruments aratoires, l'ingéniosité des hommes répartis en équipes fit lever une première récolte. L'année suivante, on l'employa à une seconde culture qui devait apporter au régime alimentaire des suppléments appréciables. Ce fut à ce moment qu'ayant découvert, dans un ravin, en face de Conejera, le faible suintement d'une eau qui fut trouvée douce et salubre, deux soldats se mirent à creuser à la base du rocher. Après six mois de travail pour lequel on ne disposait que d'un simple couteau de poche, ils furent assez heureux pour faire jaillir un filet d'eau « de la grosseur d'une baguette de pistolet, quantité que des travaux ultérieurs portèrent à la grosseur d'un doigt ³⁰ ». Devenus à leur tour gardiens de la *fuente* nouvelle, les auteurs de cette découverte aidèrent à l'apaisement d'inutiles souffrances. Quelques outils, distribués au début de la déportation, les auraient singulièrement atténuées !

Il s'en faut toutefois que ces allègements aient embelli l'existence d'hommes aussi dépourvus. L'absence de couvertures et de nattes de couchage durant les nuits fraîches et humides ne cessait d'être pénible ; quant au costume, sa simplicité (si l'on peut dire) touchait à l'extrême. « Nous ressemblions », remarque le soldat de Méry, « dans la pleine étendue du terme, à des sauvages : la navigateur qui aurait mouillé dans toute autre partie du monde n'eût pas balancé à nous prendre pour tels puisque les individus des deux sexes n'avaient pas le vêtement nécessaire pour conserver même les dehors de la stricte pudeur... ³¹ Avant la fin de 1813, époque à laquelle quelques-uns, qui avaient été perruquiers, finirent par se procurer des rasoirs, nous ressemblions à une réunion de graves personnages de l'antiquité qui se faisaient remarquer

par une barbe longue, respectable attribut de leur haute sagesse, à la différence près qu'ils avaient de quoi cacher ce qui devait être un objet de scandale pour des yeux chastes, alors que nous en manquions totalement... Les plus décorés, si l'on peut dire, étaient ceux qui conservaient encore quelques lambeaux des cinq cents chemises, vestes et pantalons distribués trois ans plus tôt... Le reste allait en progression décroissante et se terminait par le strict tablier des Hottentots, souvent même par zéro. Pour ce qui est des cantinières, il s'en fallait de beaucoup qu'elles eussent toutes la ceinture de Vénus... ³² » Contrairement à ce qu'affirment aujourd'hui les adeptes d'un nudisme stupide (Cabrera n'en est-il pas la preuve ?), ce retour au style primitif eut sur le moral de la colonie le plus fâcheux effet.

« On nous eût pris », continue avec quelque emphase l'Anonyme, « pour des êtres fantastiques que l'œil fasciné du voyageur confond souvent avec les contours animés de la forme humaine. Nous étions si exténués qu'il nous était impossible de nous tenir debout, nos jambes pliaient sous le poids de notre corps. Si nous faisons effort pour nous lever, nous retombions aussitôt sur le roc et nos membres froissés en recevaient une commotion violente qui nous faisait pousser des cris... ³³ »

« Ainsi », renchérit à son tour le collaborateur inconnu de Wagré, « sans espoir et accablés de privations en tous genres, nos forces physiques et morales diminuaient toujours davantage. Cela est si vrai que plusieurs Cabrériens avaient perdu toute intelligence. Ce n'étaient plus que des brutes à figure humaine. De toute manière, nous étions beaucoup plus malheureux que jamais et la fin, que nous regardions comme prochaine, cessait de nous épouvanter ³⁴. »

Une issue moins macabre s'est plus d'une fois offerte : l'enrôlement dans les armées ennemies. Dès le premier été, Gille signale l'arrivée d'un bâtiment espagnol où quelques Français, ayant pris parti, agissent comme recruteurs ; il se trouva soixante-quatorze hommes, « presque tous Suisses ou Italiens » ³⁵, pour s'engager au service de l'Espagne. Triste conquête ! Les malheureux, n'ayant que la peau sur les os, étaient si faibles que porter un fusil leur semblait charge intolérable... ³⁶ Wagré, lui, ne mentionne pas les Suisses, mais les Allemands et reconnaît qu'il se joignit à eux « quelques pauvres diables de Français que poussait l'envie d'un

sort meilleur ». « Plus tard », ajoute-t-il en pensant à la période où nous sommes, « les Espagnols revinrent à la charge ; la misère était alors telle que tout le monde se présenta en masse. Il était curieux de voir des hommes entièrement nus et ressemblant à des squelettes, demander à prendre du service chez un peuple ennemi... »³⁷ » A la vérité, ces enrôlements avaient moins pour but de recruter des combattants que de trouver des hommes disposés à assurer la police des villes pendant que les Espagnols marchaient contre l'envahisseur. La conscience mise à l'aise par cet expédient, nombreux durent être les enrôlés puisque, à l'heure du rapatriement, plusieurs centaines d'entre eux seront retrouvés à Majorque portant un uniforme auquel nul ne pouvait s'attendre³⁸.

Ainsi, parfois soulevés au-dessus de leurs misères par de faibles échos du dehors ou par des offres fallacieuses, mais, le plus souvent prostrés dans le désespoir, les Cabrériens devaient toucher au paroxysme du doute et de l'abattement.

« Cinq années avaient passé, je devrais dire cinq siècles, car le temps s'écoule lentement dans la tristesse et l'abandon », s'écrie Wagré ou son informateur : « telles étaient les misères que le plus âgé de nous, comptant à peine quarante années et le plus jeune vingt-deux à vingt-trois, paraissaient en avoir trente de plus... »³⁹ »

A l'honneur de l'Espagne, c'est l'un de ses enfants, Miguel S. Oliver, qui a su décrire en termes enflammés cette « Passion de notre frère le conscrit » dont on ne semble pouvoir trouver l'égale dans toute l'histoire des captivités.

« Blasphémateurs ou résignés, alertes ou fourbus, valides ou moribonds, tous étaient accablés. Beaucoup fondaient en larmes, d'autres se tordaient sur le sol, pris d'un spasme violent ; une *aura* épileptique passait sur la colonie et la désolation des premiers jours reprenait le dessus...

« Puis ce fut le mutisme, la sauvagerie, les insatiables appétits d'évasion, la soif de représailles sanglantes qui hantèrent les âmes. Ils restèrent là, comptant, outre les mois d'Andalousie et le séjour sur les pontons, cinq étés brûlants et cinq hivers de pluies torrentielles. Ils restèrent là, attendant sans cesse — les innocents ! — que l'Empereur préparât un coup de maître pour délivrer ses vaillants légionnaires... Et puis, ce fut constamment de nou-

velles arrivées, par lots de vingt, de cinquante, de cent ou davantage, qui devaient fournir d'autres victimes aux maladies et à la faim car, plus les nouveaux venus étaient jeunes et robustes, moins ils supportaient un tel changement de vie. Vols et larcins, fuites, entreprises heureuses ou malheureuses, tout continuait comme devant. Ne sachant rien de leurs familles, de leur patrie ou de leur invincible souverain, les malheureux croyaient vivre au fond d'un tombeau.

« Lentes comme le sable de l'horloge, les heures passaient et, plongés dans leurs douloureuses méditations, les infortunés en observaient, grain à grain, le silencieux glissement. Leur sort, hélas ! ne touchait personne, ni le gouvernement espagnol qui les avait capturés, ni même le César taciturne que déjà torturaient d'amers pressentiments...⁴⁰ »

Pour mettre fin à la lugubre épopée, il fallait l'événement décisif que, parmi les conscrits de 1808 ou parmi les vétérans, nul ne voulait prévoir : la chute de l'Aigle..

Enfin, ils allaient reconquérir un semblant de liberté. Mais, ce n'est point à l'Idole qu'en devait revenir l'honneur.

CHAPITRE XVIII

LE LIBÉRÉ LIBÉRATEUR

UNE VOLONTÉ

LA belle chose que l'Histoire, lorsqu'elle fait surgir des ombres un petit de la terre !

*Dépassant les héros que les princes décorent,
Ces humbles disparus, à toujours nous honorent
Par leur obscurité.*

Modeste autant que silencieux, celui qu'on veut évoquer ici — la chose ne surprendra que les sots — naquit à Marseille et sans doute y mourut.

Enrôlé à Gênes, le 23 juillet 1807, Bernard Masson venait d'être incorporé au 67^e de ligne lorsqu'il partit pour l'une des armées d'Espagne, sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Après huit mois de campagne en Catalogne, où il a gagné ses galons de sergent (on est en mars 1811), le voilà prisonnier et dirigé, avec ses compagnons, d'Olot sur Tarragone. Tous y arrivent recrus de fatigue et mourant de faim.

D'autres captifs les ont déjà précédés en cette place que les Français assiègeront tantôt. Bien vite, dans ce groupe, on s'attache au projet de forcer la garde et de rejoindre les avant-postes de l'armée impériale. Soit qu'ils aient prévu la chose, soit qu'ils redoutent le siège, les Espagnols déclarent que l'heure est venue de s'embarquer pour Cabrera.

« Quel ne fut pas notre désespoir », s'écrie Masson, dans le récit de sa captivité, « devant l'étendue de notre malheur ! Nous savions que plus de trois mille de nos frères, détenus avant nous dans cette affreuse prison, y avaient déjà succombé aux excès de la barbarie espagnole et nous nous attendions à y trouver aussi une mort assurée... »

Bientôt disparaissent à l'horizon les côtes de la Péninsule et, par là, toute chance de rejoindre des frères d'armes. On relâche à Palma de Majorque, où, sans perdre une minute, d'adroits embaucheurs s'insinuent dans les rangs : mettant en parallèle les maux qui les attendent et les avantages d'un engagement au service de Ferdinand VII, ces émissaires réussissent à séduire quelques caractères faibles. A Masson lui-même, un supérieur offre, à plusieurs reprises, le grade d'officier, avec promesse d'avancement rapide. Indignation du sergent : « Moins de vie, s'il le faut, mais plus d'honneur ! »

Quelques jours après, il est, avec ses compagnons demeurés fidèles à la France, jeté sur la plage brûlante. La peinture de l'îlot, qu'il appelle « un vaste rocher », est trop exacte pour ne pas déceler l'homme qui vécut là de poignantes beures : « O mes amis », s'exclame-t-il, « imaginez s'il est possible notre profonde stupeur à la vue de cette foule de malheureux ressemblant à des ombres plutôt qu'à des vivants ; les uns tout nus, les autres n'ayant qu'un mauvais pantalon sans chemise ou une veste en lambeaux, tous portant, sur leur figure, l'empreinte de la misère. Squelettes ambulants qui ne conservaient tout juste assez de vie que pour sentir l'horreur de leur situation, ces infortunés s'approchaient de nous, l'œil hagard, et nous demandaient des secours que nous ne pouvions leur donner. Hélas ! nous étions nous-mêmes bien plus malheureux, car en nous l'habitude n'avait point encore émoussé le sentiment...¹ »

A l'exemple de ceux qui débarquèrent ici les premiers, les soldats de Gouvion-Saint-Cyr vont, sans le savoir, renouveler un geste instinctif : nomades en quête de refuges, ils se décident à creuser,

dans le sol, des fosses qu'on recouvre de branchages et de terre. Telles seront leurs demeures.

Comme auparavant, l'irrégularité des vivres et la minceur des rations imposent de pénibles souffrances. « La plupart de nos compagnons ne voyaient aucun terme à leurs maux et se laissaient aller à un désespoir que (dit Masson) je n'entendais point partager. J'avais lu, dans ma première jeunesse, les aventures de Robinson Crusoé et, comme lui, je conservais au fond du cœur le vague sentiment de quelque circonstance favorable à une évasion. Rien à attendre de nos oppresseurs ni des événements politiques. Nous ne pouvions trouver de ressources qu'en nous-mêmes... »

« Après mûr examen, je m'arrêtai au projet de construire une petite chaloupe, avec l'intention d'enlever un des bateaux majeurs qui, chaque nuit, faisaient la pêche autour de l'île. Le manque d'ouvriers et d'outils, autant que la nécessité d'opérer en secret, constituaient le principal obstacle. On devait presser ici la construction d'une cabane, là l'exécution d'un meuble et, toujours, donner le change sur nos intentions. Nous étions environnés de tant d'êtres à l'âme flétrie par la misère qu'il fallait se méfier de chacun. Soit intérêt, soit jalousie, un projet d'évasion eût été vendu aux Espagnols qui, certes, auraient cruellement usé de la découverte. Fort heureusement, nous échappâmes à ce danger ; la chaloupe fut construite mais, n'ayant pas les dimensions nécessaires, elle ne put voguer... Je me hâtai de la brûler pour n'en laisser subsister aucune trace. »

A quels autres moyens recourir ? Bernard Masson entend renouveler l'exploit d'un Ducor, d'un Wagré ou surtout d'un Guille-mard, Provençal déluré comme lui : le bateau de ses rêves, il s'en emparera cette fois à l'aide d'un grappin ; la difficulté principale consiste à s'en procurer la matière.

Dans ce but, le Marseillais se fait sculpteur, troquant avec les marchands de Palma ses figurines taillées qui, sûrement, doivent lui rappeler les *santons* dont se parent les crèches de Noël en sa cité natale. Ainsi travaillé, le bois — métamorphose rare ! — va se muer en fer. Car, en plus de provisions, soigneusement mises à coin, il acquiert quelques outils pour façonner les instruments de sa fuite.

Postés derrière les rochers, six ou huit hommes vont continuellement guetter les barques. Dix autres, bien déterminés, devront

empêcher toute résistance, pendant qu'avec vigueur le bateau sera tiré vers le rivage. « Toutes mesures prises pour l'exécution du projet, je me croyais assuré de la réussite », soupire l'initiateur, « quand j'appris, à n'en pouvoir douter, que nous étions trahis et vendus par un misérable. Je versai des larmes de rage en voyant disparaître le fruit de dix mois de travail... »

Aussitôt, le commandant de la frégate espagnole redoubla de surveillance et, sous les peines les plus sévères, défendit aux pêcheurs de jamais approcher des côtes. « Mes moindres démarches étaient épiées. Je dus, pour un temps, renoncer à toute tentative nouvelle, tromper l'opinion de mes Argus par une apparence de résignation et reprendre mes habitudes de travail suspendues tant qu'avait duré notre espoir... » Toutefois, la fertilité d'un esprit ingénieux ne saurait s'accommoder d'un premier insuccès.



ESPOIRS INSENSÉS

C'est ici qu'intervient un compagnon de captivité dont le franc témoignage — transcrit, il est vrai, dans le style du temps — apporte au récit du Marseillais une vérification convaincante.

Au milieu de l'universelle dépression, Sébastien Boulerot, le vieux soldat de la rue Mouffetard que Froger cite sans le nommer jamais, rencontre fortuitement notre homme : « Un Cabrérien, nommé Masson, sergent du 67^e de ligne », narre-t-il, « rôdait toujours seul et comme préoccupé de graves pensées. Caractère déterminé, il était de ces hommes dont la bravoure et l'intrépidité ont mis en si haut relief les soldats de l'Empire. Sa conduite avait toujours été d'un bon camarade, et pourtant il n'avait rien de ces grands parleurs qui visent aux applaudissements ; sa pensée bouillonnait sans cesse et, loin d'exprimer l'abattement général, sa physiologie énergique montrait une satisfaction intime que révélait le seul feu de son regard.

« Un jour que je songeais à mon passé disparu, à mon avenir incertain, à la famille, à ma patrie, je m'enfonçai dans l'intérieur de l'île et, insensiblement, me trouvai tout en haut d'un rocher. Sous mes yeux, la mer offrait un immense miroir. Le stationnaire

espagnol était là immobile et, sur sa masse sombre, on ne distinguait personne... A quelque distance, j'aperçus un homme qui regardait la frégate avec une persistance étrange. Je m'approchai et reconnus Masson.

— « Camarade », lui dis-je, « tu viens te livrer à des pensées plus douces et combattre le désespoir ? Moi, j'y renonce.

— « Oh ! » s'écria Masson, me jetant un coup d'œil brûlant, « ton désespoir, je ne le partage point. Quand je viens ici, Sébastien, c'est pour oublier tous mes maux. En ce lieu d'où je découvre un si vaste horizon, je laisse errer ma pensée, je me figure être en liberté. Sur la mer, un bâtiment vogue à pleines voiles pour me prendre et me ramener au pays. En attendant cette heure bénie, chaque jour me trouve essayant de le découvrir ; la patrie absente m'apparaît ; je revois les lieux autrefois parcourus, les personnes aimées. Je prends, dans ce fugitif commerce, du bonheur et des forces...

— « Mais », lui dis-je, ému de ses paroles, « en laissant ces visions pour la réalité, ne te sens-tu pas accablé sous le poids de ton impuissance ?

— « Non, car ce bonheur éphémère me fait désirer partir. Mon esprit s'élève ; l'espoir me soutient. J'aperçois une issue, à laquelle on ne croirait pas si j'en parlais à l'avance...

— « Tu comptes donc quitter ce lieu maudit ?

— « Et quand cela serait, pourquoi s'en étonner ? Que penserais-tu si je me faisais reconduire par les Espagnols ?...

— « Cela serait... prodigieux ! » répliquai-je, du ton qu'on prend avec un être qui vous semble, tout à coup, ne plus posséder son bon sens.

« Je le quittai et revins à ma baraque, songeant tristement aux ravages de la misère. Cet homme, disais-je avec effroi, passait à juste titre pour une forte tête : maintenant il est fou. Hélas ! que deviendrons-nous donc ?...

« Or, Masson n'était point fou. Le projet qu'il exécuta ne pouvait mûrir que dans sa tête »²...

LA CHALOUPE ENLEVÉE

C'est bien sur une felouque amarrée aux flancs de la frégate que, dès longtemps, Masson dirigeait des regards ardents. Certes,

l'entreprise était risquée car, un an plus tôt, un gendarme avait perdu la vie en essayant de l'enlever et, depuis lors, au crépuscule, les marins ennemis la dépouillaient de ses agrès. Or, que faire d'une chaloupe sans cordes ni voilure ?

Comptant, si l'on peut dire ici, sur sa bonne étoile, Masson choisit une soirée obscuré où l'agitation de la mer couvrira le bruit qu'il pourrait faire en nageant. Parti vers minuit, il s'assure que la chaloupe, en effet privée de ses agrès, n'est attachée à la canonnière qu'au moyen d'un gros câble. Pour bien préparer l'enlèvement, il faudra confectionner les uns et s'en aller sectionner l'autre. Le Marseillais s'ouvre de son plan à un camarade, le sergent Maillé, puis à quatorze prisonniers d'une cabane voisine que, pour un mince salaire, les Espagnols occupent à carder de vieux câbles.

Avec de l'étope, ils vont préparer mystérieusement des cordages. Puis, comme il faut des voiles, c'est à l'hôpital du château que l'on emprunte quelques vieilles paillasses dont les enveloppes, si sales et trouées qu'elles soient, joueront le rôle voulu.

Bien qu'en possession des cordages et des voiles, les conjurés ne sont pas au bout de leurs peines. Le plus difficile est à faire : se procurer des mâts, des rames, un gouvernail dans une île entièrement veuve de bois de construction. Prétextant un changement de domicile, le chef de l'expédition démolit sa cabane pour en utiliser les poutres et, rejoignant ses camarades dans une autre construction isolée, il tire judicieusement parti des matériaux disponibles. Six semaines (quarante-six jours exactement), et tout est prêt.

Assez heureux, disons plutôt assez habile, pour avoir dissimulé ces préparatifs, les conjurés vont utiliser une grotte d'accès difficile (celle de l'est dont Wagré et d'autres ont signalé les vastes dimensions), qui couvrira de ses ténèbres les vivres et les agrès que l'on y recèle. Un soldat du nom d'André, natif de Lune-Viel dans l'Hérault, est préposé à la surveillance. Et ce n'est point là sinécure ! Poussés aux dénonciations par la misère et par la faim, plusieurs Cabrériens rôdent autour de la cachette pour en enlever le contenu et révéler le secret aux cerbères ennemis. Un jour, André en surprend deux qui emportent un baril destiné à l'eau douce si nécessaire aux fugitifs. Aussitôt, vigoureuse distribution de bourrades et, par plaisante incidence, c'est au sergent Masson que, battus et pas contents, les mouchards portent leur plainte.

Il faut bien acheter leur silence : sur promesse de deux livres de fèves et deux sous par jour jusqu'au moment du départ, ils s'engagent à ne rien dire.

Le 19 août 1813, les circonstances paraissent favorables. Il pleut à torrents ; la mer est démontée ; la nuit venue, on n'y voit goutte. Le chef réunit ceux qu'il appelle « ses gens » devant la cabane du petit camp. Sous les ordres du sergent Maillé, quinze d'entre eux vont quérir les provisions de la grotte, d'autres cherchent les rames et le gouvernail. Quant à Masson, secondé par un nageur habile, le caporal Rosier, de Romans, il se jette à l'eau, tenant entre les dents la corde-tresse destinée à ramener la chaloupe au rivage et portant, attaché au corps, un couteau bien affilé.

C'est sous la poupe même de la canonnière qu'il faudra opérer. Voici qu'un sabord s'entr'ouvre : Masson se croit découvert... Par bonheur, le sabord se referme. Assis à califourchon sur le câble, le sergent s'occupe à le trancher. Malédiction ! le chanvre est enduit de goudron ; le fil du couteau s'émousse. Trois fois de suite, les sentinelles font entendre, de quart d'heure en quart d'heure, le cri réglementaire : *Alerta !* Enfin, le câble cède.

Mais, émotion nouvelle, au lieu de retrouver ici son camarade, l'intrépide Marseillais constate qu'il a disparu. S'est-il noyé, ou bien la lueur jaillissant du sabord l'a-t-elle fait fuir jusqu'au rivage ? Dans ce cas, n'aura-t-il pas semé parmi les conjurés l'alarme et le découragement ?

Comme la corde-tresse est solidement fixée à la chaloupe, Masson la secoue avec énergie. Rien ne bouge. Perdu dans la nuit, il redoute le pire. Une seconde secousse n'a pas plus d'effet. Tous auraient-ils lâché pied ?

« Dans quelle perplexité me trouvais-je ! Je vis perdus pour jamais tous les biens que je venais de conquérir avec tant de peine et, suspendus sur ma tête, des traitements affreux. Absorbé par ces pensées, je nageais machinalement quand, tout à coup, me trouvant à vingt pas de terre, j'entends mes camarades causant à voix basse sur la berge. Sans penser qu'on peut m'entendre du bord espagnol, je leur crie de toutes mes forces :

— « Tirez donc, malheureux que vous êtes ! Tirez donc !... »

On tire avec d'autant plus de vigueur qu'il faut rattraper le temps perdu et l'on tire si bien que le câble se rompt... Sous

l'effort du vent, la chaloupe, privée de gouvernail, est refoulée vers le stationnaire : Masson, conscient du danger, plonge une seconde fois, assez heureux pour la rejoindre et renouer le câble. Coup de théâtre, c'est au fond de l'embarcation, dans laquelle il s'est blotti, que l'on retrouve le caporal considéré comme perdu...

En quelques brasses vigoureuses, Masson regagne la terre. Sans prendre le temps de se rhabiller, il court aux rochers près desquels ses compagnons n'ont su découvrir ni rames ni gouvernail. Bientôt douze avirons, maniés avec vigueur, poussent la barque le plus loin possible de la canonnière. Jusqu'ici, l'on ne s'est à son bord douté de rien.

Par malchance, des bouts de corde entortillés à l'aiguille de la chaloupe empêchent de fixer le gouvernail. A peine est-on sorti du golfe, que Masson replonge une troisième fois et répare le dégât. On arrive en face de la grotte où le reste du contingent espère avec impatience.

Ici, nouveaux obstacles. « Je suis confus », déclare ingénument notre héros, « en pensant que les nombreuses difficultés que rencontre l'exécution d'un projet peuvent paraître avoir été amenées pour l'intérêt de la narration... » Le brave cœur ! Or, l'amadou étant de mauvaise qualité, les hommes de consigne n'ont pu allumer le feu et, partant, retrouver les provisions. Les chutes se multiplient. Des cris s'élèvent. Une grande confusion se produit et bientôt accourent les huit prisonniers qui, naguère, ont éventé le complot. Ils constatent qu'on les a leurrés et, se jetant sur le peu de vivres qu'on a sous la main, les raffient sans vergogne.

Masson et ses acolytes, survenus à ce moment, parviennent à éclairer la caverne au moyen de longues allumettes préparées tout exprès : il est grand temps de retirer les voiles du trou où elles ont été dissimulées. Avec l'aide d'un camarade, le sergent se hisse de son mieux. « Malheureusement », dit-il, « soit par le manque de liberté dans mes mouvements, soit par la précipitation que je mis à les jeter en bas, elles tombèrent sur les allumettes qu'elles éteignirent soudain. A mon tour, je tombai de rocher en rocher, entraînant mon camarade qui se fracassa la mâchoire. Par miracle, j'en fus quitte moi-même pour quelques contusions. L'instant où la grotte s'éclaira avait suffi à nous orienter. Les deux mâts retrouvés passèrent sur la chaloupe où, déjà, tous les conjurés étaient massés... »



SUR LES FLOTS AGITÉS ET SOUS L'ŒIL DES BARBARES

C'est l'heure où s'affirment les caractères, à moins qu'on ne les voie faiblir. Comme le jour va bientôt poindre et augmenter le péril, une terreur subite passe sur l'équipage improvisé : oubliés des maux qu'ils ont endurés et, plus encore, anxieux de ceux qui peuvent survenir, huit hommes demandent à retourner à terre. De peur que l'exemple n'en gagne d'autres, Masson fait aussitôt pousser au large.

On arme tous les avirons, sur lesquels seize rameurs se penchent, tandis que les plus lestes dressent les mâts et tendent les voiles. Un vent soufflant du nord emporte si rapidement l'embarcation qu'à l'aube naissante, tout enveloppée de brumes, déjà Cabrera disparaît à l'horizon. Impossible aux gens du stationnaire d'apercevoir la direction prise. Mais les vagues se font grosses ; des paquets de mer s'abattent sur la chaloupe et menaceraient son équilibre si deux tonneaux qu'on scie par la moitié ne servaient à rejeter l'eau.

D'autres dangers menacent les fugitifs : passant la revue de ses approvisionnements, Masson ne trouve que soixante-deux biscuits. « Combien funeste », gémit-il, « fut la visite des misérables qui ont pillé nos provisions dans le tumulte du départ ! » La réserve d'eau potable ne s'élève plus qu'à deux barils et une cruche. A raison de trente-trois passagers, on a tout au plus pour trois jours de vivres.

Mais la Providence veille sur une aussi courageuse cohorte. Le troisième jour, au lever du soleil, le vent tombe, la mer s'apaise peu à peu et, vers le soir, à la proue, on distingue vaguement des montagnes...

— « Terre ! Terre ! » clament les navigateurs.

La joie fait oublier que, depuis la veille, les provisions sont à leur terme et que le vent rendra la nuit pénible.

A l'aurore, vif émoi : les montagnes ont disparu. La brise a-t-elle tourné et rejeté l'esquif au large ? Non. Des nuées les enveloppent. Dans la matinée, elles se dissipent et, l'après-midi du 24 août —

cinq jours et demi après le départ —, les évadés abordent, toutes voiles dehors, sur un rivage plat et caillouteux, quitte à crever l'embarcation.

« Il est plus facile », affirme le narrateur, « de sentir notre allégresse que de l'exprimer. Mais elle eût été plus complète encore si nous nous étions trouvés sur le sol de la patrie. Toutefois, en reportant nos souvenirs sur les traitements de Cabrera, nous devions être satisfaits de tout autre sol, quelque inhospitalier qu'il fût. »

Quoique soulagé d'un grand poids, puisque principal responsable de l'aventure, Masson n'est pas sans inquiétude touchant l'accueil que ses compagnons et lui-même vont recevoir sur cette côte en laquelle il reconnaît l'Afrique. Les contrées barbaresques ne jouissaient point alors d'une réputation sans tache. A une lieue de distance, sur la gauche, se dressent les murailles d'un gros bourg. Serait-ce Oran ? Bougie ? Alger ?... Les évadés ne l'apprendront que plus tard : ce bourg a nom Cherchell et c'est vers lui qu'ils se dirigent.

Ils n'ont pas encore pénétré dans une zone de broussailles que déjà trois indigènes — Bédouins sans armes, mais d'aspect farouche — les accueillent par des hurlements. Rencontre de sinistre augure.

Se souvenant qu'ils sont militaires et que toute discipline impose, les trente-trois évadés prient l'officier qui les accompagne et que Masson appelle le lieutenant Filatraud de diriger la marche. Une avant-garde, formée de six hommes, parmi lesquels sont les sergents Masson et Maillé, le fourrier de dragons Damien et le sergent-major Mauzac, est chargée de prendre un premier contact avec les naturels. On voit apparaître ceux-ci sous l'aspect de deux enfants qui, à leur tour, hurlent comme des sauvages et jettent des pierres aux étrangers.

L'arrivée dans le village n'est pas plus engageante. D'affreuses vociférations s'élèvent. Trois cents indigènes au moins, parmi lesquels beaucoup de mulâtres et quelques noirs armés de pied en cap, accourent et cernent les arrivants. « Au milieu d'hommes au visage patibulaire et dans ce concert d'imprécations, nous nous attendions à tout. Mais, avec la sagesse arabe, il faut répéter ici : Chien qui aboie ne mord pas ! Ce fut avec autant de surprise que de plaisir que nous reçûmes des témoignages de compassion, témoignages auxquels, nous n'étions plus habitués depuis long-

temps. L'un de ces barbares, portant un panier de figues sur la tête, toucha nos vêtements encore tout mouillés et nous donna plusieurs signes de pitié, dont le plus agréable fut de nous offrir ses figues. Comme on peut bien le penser, elles furent acceptées et dévorées incontinent. Nous avions mal jugé ce peuple : il n'était pas méchant.»

Après l'avant-garde, le gros de la troupe — si l'on peut parler ainsi d'une modeste colonne — n'est pas reçu moins favorablement. On conduit tout le monde vers le Caïd qu'entourent quatre dignitaires. Lorsqu'on a pu écarter la multitude bruyante, les Cabrériens sont interrogés à l'aide d'un interprète qui parle l'espagnol. Galant homme à coup sûr, le gouverneur indigène entend avec intérêt le récit de l'évasion et leur prodigue des compliments : « Il n'y a », dit-il, « que des Français qui soient capables de pareilles choses », et, comme preuve de sa bienveillance, il leur fait annoncer que, dès le lendemain, des ordres et une escorte leur permettront de gagner Alger où réside un consul de France.

« À cette promesse », reprend Masson prodigiusement soulagé, « ne nous sentant pas de joie, nous nous mîmes à crier de toutes nos forces : — « Vive l'Empereur ! »

Et notre Marseillais d'ajouter, d'un ton presque solennel :

— « L'honnête Caïd, donnant des preuves de l'admiration qu'inspirait en tous lieux cet illustre souverain, se prit à battre des mains avec ses quatre officiers et à crier comme nous :

— « Vive l'Empereur !... »

* * *

DÉLIVRÉ, DÉLIVRE A TON TOUR !

Pour ne point allonger un récit, d'ailleurs plein de pittoresque, disons simplement que, bien accueillis par leur consul, dont un rapport officiel authentifiera tout ce qui précède et donnera d'autant plus de prix à ce qui suit, les ex-Cabrériens vont être confiés à un corsaire qui se chargera de les ramener à Barcelone où, jusqu'au 28 mai 1814, les Français seront encore les maîtres. Le mauvais temps oblige le commandant à relâcher, sur la côte valencienne, au petit port de Peñíscola, dont Suchet s'était emparé en 1811 et où un faible contingent de ses troupes occupe la forte-

resse bâtie sur un roc escarpé. Chose presque surprenante, Masson et ses compagnons sont bien reçus par leurs compatriotes. On s'imagine qu'ils auraient droit à la douce quiétude que leur vaut un exploit remarquable. Non, le sergent du 67^e de ligne n'est pas homme à s'alanguir dans les délices de cette ibérienne Capoue ; une idée le hante, l'obsède : libéré, il veut à tout prix travailler à la libération d'autres compagnons de captivité.

Après avoir une première fois exposé, sans grand succès, ses désirs au commandant de place, le voici qui, opiniâtrément, revient à ses projets. « Je me présentai chez le gouverneur pour lui rappeler mon plan dont il avait déjà connaissance. Cette fois, je fus reçu comme je le désirais et fort encouragé. Il y avait, dans le port, plusieurs bâtiments espagnols capturés par nos corsaires. L'un d'eux fut mis à ma disposition avec dix marins de bonne volonté, plus le caporal de grenadiers Morel, sorti avec moi de Cabrera. Il m'était précieux d'être accompagné de quelqu'un qui, connaissant les personnes et les lieux, pût m'aider à réunir les camarades qu'il nous conviendrait d'emmener et qu'il ne faudrait appeler qu'avec une infinie prudence. Le bâtiment fut de suite pourvu de ses agrès, des vivres nécessaires, de cinquante fusils et de cent paquets de cartouches. Le lendemain, 1^{er} mars, à quatre heures du matin, j'étais en mer. »

Que l'expédition fût périlleuse, rien ne le prouve mieux que ses débuts ! A peine est-on à une lieue de Peñíscola, que l'ex-corsaire tombe en plein sur une escadre britannique forte de six vaisseaux escortant un convoi. Comme ils naviguent sous pavillon espagnol et font mine de se diriger, à l'exemple des Anglais, du côté de Valence, les aventureux Français ne subissent qu'un interrogatoire au porte-voix et donnent habilement le change aux maîtres de la mer. Ceux-ci vont jusqu'à leur souhaiter bon voyage...

Dès l'obscurité, Masson, de nouveau chef d'expédition, met le cap sur Cabrera. Deux jours plus tard, le voilier est en face de Palma. Pour aborder l'îlot où tant de malheureux agonisent, il faut attendre la nuit, en s'abritant dans l'une des baies de Majorque. Il faut aussi éviter que, du haut des tours de guet, les *atalayas*, dont toutes les côtes sont pourvues, on ne signale sa présence. A la faveur des ténèbres, on franchit le détroit sans encombre.

Bien au fait d'un rocher sur lequel trop longtemps il vécut, Masson a porté son choix sur un port naturel, la Cala Ganduf (qu'il nomme

Lagendonf) et veut y jeter l'ancre. Mais un autre Marseillais, le pilote Cigala, invoque, pour s'y refuser, la violence du vent et le patron, piémontais d'origine, lui donne raison. Il faut rétrograder vers les côtes majorquines pour ne revenir que le lendemain à la nuit. Débarqués sur la rive de la *Cala*, Masson et son compagnon Morel se préparent à opérer leur coup de main. Le récit qu'en fait le sergent est fort émouvant :

... « Il était près de minuit quand nous quittâmes le navire. Bien vite nous eûmes franchi la distance de trois-quarts de lieue qui nous séparait du camp. Mais, de nouvelles difficultés se présentaient : il fallait aller d'une cabane à l'autre réveiller les cent hommes que nous voulions enlever et le faire avec assez de précaution pour que la masse des prisonniers ne pût en être ébranlée. D'un autre côté, n'étant point gêné, comme la première fois, par le manque de vivres, je devais donner quelque chose à mes affections particulières et choisir, entre gens également malheureux, ceux que j'aimais le mieux et que je croyais le plus propres à justifier tout ce que j'en avais promis au gouverneur.

« Par dessus tout, il fallait de la célérité. Morel connaissait comme moi les cabanes et les hommes que je lui désignai ; il agissait d'un côté pendant que j'opérais de l'autre, si bien qu'en un instant nos cent hommes furent appelés. Il n'avait pas paru prudent de leur indiquer le lieu où se trouvait le navire ; on s'était borné à leur désigner pour point de ralliement la fontaine du camp. Malheureusement, la joie extrême avec laquelle ils reçurent l'avis inattendu ne permit pas à plusieurs d'entre eux, à moitié endormis, de bien saisir le rendez-vous. Il n'y avait que deux fontaines dans l'île : l'une à l'intérieur, l'autre au bord de la mer. Ceux qui ne se donnèrent pas le temps de bien entendre crurent devoir se rendre à cette dernière. Jugez de mon désespoir quand, arrivé moi-même sur place, je ne vis qu'une partie des hommes qui devaient s'y trouver. J'aurais voulu remédier à ce malheur en appelant encore autant de prisonniers qu'il en manquait. Comment y parvenir ? Nous étions à terre depuis au moins deux heures et, avant le jour, il fallait être partis. Même en faisant diligence nous n'avions que juste le temps. Accompagné du peloton que je venais de recruter et qui, par malheur, se réduisait à trente-huit hommes, ce fut avec un regret déchirant que je me rendis au pas de course à la baie.

« A peine en mer, l'aurore parut. Je ne doutais pas que le bruit de notre expédition ne se fût de suite répandu et qu'il n'eût mis en émoi la frégate. Je m'attendais à être poursuivi. Dans cette persuasion, au lieu de courir au vent pour nous éloigner au plus vite, j'ordonnai d'aller contre et de pousser vers Majorque, où l'on ne pouvait nous supposer. Nous y passâmes toute la journée, jusqu'à la tombée de la nuit, avec les mêmes précautions que les jours précédents. Nous essayâmes alors de faire voile vers Peñíscola, mais le vent était contraire et cela nous fut impossible. Nous trouvant sur la partie de la côte qui fait face à Minorque, nous prîmes le parti de nous jeter sur cette île. Nous y passâmes en sûreté toute la journée du 6, obligés quelquefois de répondre aux questions qui n'avaient plus pour moi rien d'effrayant, car j'avais dû prendre, dans les manières et dans le langage, l'air et le ton d'un véritable Espagnol. »

Le 7 mars, une semaine après avoir quitté son point de départ, le corsaire chargé de ses nouveaux passagers cherche à regagner Peñíscola. Mais les vents le rejettent du côté de Mataro ; là croisent sans cesse des bateaux espagnols et anglais. Nouveaux interrogatoires dont les dirigeants se tirent à leur honneur.

O fatalité ! Voici que survient la flotte britannique déjà rencontrée à l'aller. Il faut, pour éviter tout soupçon, payer d'audace et jeter l'ancre au milieu des navires ennemis. Questionné à nouveau et pris pour espagnol, une fois de plus Masson esquivé la difficulté. Faute de pouvoir aborder à Peñíscola, il se dirige de nuit sur Barcelone dont le gouverneur, officier bienveillant (il s'agit du lieutenant-général baron Habert), se fait conter toutes les péripéties de l'enlèvement et complimente, à bon droit, son réalisateur audacieux. Loin de se laisser griser par ces éloges, Masson déclare qu'il voit un devoir d'honneur à retourner à Peñíscola où le gouverneur attend le renfort des Cabrétiens libérés.

« Le général », dit Masson, « me répondit, avec l'autorité de son grade et de son caractère, que non seulement il ne le permettrait pas, mais qu'il le défendait. Il ajouta qu'il était trop convaincu des fatigues et des périls auxquels nous avions été ou serions encore exposés pour nous laisser remettre en mer. D'ailleurs, il tenait beaucoup, assurait-il, à avoir avec lui des hommes comme nous. Il arrêta donc de nous répartir aussitôt dans ses divers corps pour faire sentir aux autres militaires combien il était dangereux de

tomber prisonniers. Les marins seuls retournèrent à Peñiscola ; soldats et sous-officiers furent incorporés dans la garnison de Barcelone⁴.

* * *

SIC VOS NON VOBIS

Encore qu'il n'ait point agi en vue d'une récompense, le sergent du 67^e de ligne y aurait certainement eu droit. Ainsi en jugea le général Habert qui, sans retard, le proposa pour le grade de sous-lieutenant et la croix de la Légion d'honneur.

Mais on était au printemps de 1814 : bientôt devaient être coupées les communications entre la Catalogne et la France. Paris demeurait muet. Faute de mieux, Masson fut nommé adjudant-sous-officier au 42^e de ligne : « Ce modique avancement », note-t-il avec philosophie, « fut seul à me dédommager de mes peines et constitua l'unique récompense d'un dévouement dont le résultat avait été de rendre à la patrie soixante et onze de ses défenseurs... »

Toutefois, le bénéfice de cet avancement ne devait pas être de longue durée : la Restauration s'étant empressée de licencier bon nombre de régiments, Masson vit avantage à reprendre ses galons de sergent et c'est comme tel qu'après s'être distingué dans un violent incendie qui désola la ville d'Embrun, il reçut enfin la croix des braves.

Elle ne le consola qu'en partie d'autres déceptions amères : « J'avais appartenu à l'ancienne armée ; tout le monde sait combien les vieux soldats, quoique n'ayant pour rivaux que des jeunes gens neufs dans le service, subissaient de nombreux passe-droit... » Las de ces rivalités, Masson quittera la légion de l'Hérault pour passer en Corse et s'engager dans la gendarmerie.

« Je puis », écrit-il en 1839, « m'accorder ici le témoignage que m'ont souvent donné les ordres du jour et même les feuilles de la capitale, notamment le *Journal des Débats*, que j'ai rendu en Corse des services signalés par un bon nombre d'arrestations de la plus haute importance et par les plus constants efforts pour le maintien de l'ordre public, services qui me valurent le commandement d'une lieutenance. Je suis encore dans cet emploi, heureux d'y trouver de nouvelles occasions de prouver à ma patrie mon inaltérable dévouement... »

Sans doute est-ce pour ne pas laisser tomber dans l'oubli une série d'aventures aussi rares que, parvenu à l'âge de la retraite, Bernard Masson fit paraître, en 1839, chez l'imprimeur Nicolas, de Marseille, le récit dont on vient de lire une version succincte.

En vertu de l'axiome que seule la Cannebière enfante des hâbleurs, on pourrait révoquer en doute — et nous mêmes y aurions peut-être incliné — une bonne part de cette épopée lorsque, le jour même où, à la Bibliothèque Nationale, nous avons découvert la rarissime brochure de Masson, une recherche aux Archives de la Guerre nous fit mettre la main sur une pièce d'incalculable valeur. C'était le rapport du consul de France à Alger, M. Dubois de Thainville, avec la liste complète des évadés. Elle vaut, selon nous, d'être citée en entier⁵. Assurément, pour ce magistrat, le plus haut gradé de cette aventure en dut être le chef et l'on n'est pas autrement surpris que Bernard Maçon (*sic*) ne soit porté qu'en second et même en troisième rang dans l'état nominatif qui accompagne ce procès-verbal. En ce bas-monde, il faut se rappeler le mot de G. Valbert : « Il en est souvent des hommes comme des livres dans une bibliothèque : les moins utiles sont les plus haut placés... »

Bernard Masson, libérateur de soixante et onze Cabrériens, autant que le chevalier Roze ou que Monseigneur de Belzunce, tu mérites qu'une rue de ta ville natale s'adonne de ton nom : ce sera pour elle une gloire de plus !

CHAPITRE XIX

L'HEURE TARDIVE DE LA DÉLIVRANCE

PREMIÈRE APPARITION DU PAVILLON BLANC

ROMPUE aux communications ultra-rapides et à l'incessant échange de nouvelles provenant de la planète entière, notre génération a peine à concevoir qu'au début du XIX^e siècle quelques milliers de Français aient pu tout ignorer des événements formidables qui aboutirent à l'abdication de Fontainebleau. Étrange retour des choses d'ici-bas : le Maître du Monde, restreint à l'île d'Elbe, a chu dans l'exil et, de ce drame immense, pas un écho n'est parvenu à l'humble Cabrera, antre rocher d'exil.

... « Depuis les pontons de Cadix », affirme le pseudo-Wagré, « nous étions sans nouvelles de France ; nos questions n'obtenaient jamais de réponse et c'est en vain que nous grimpions jusqu'aux sommets de l'île pour découvrir quelque vaisseau français. Les croisières espagnoles et anglaises, maîtresses de Gibraltar, ne se laissaient point approcher. Nous ne communiquions qu'avec les canonnières et là régnait la consigne du silence¹. »

D'ailleurs, quand ils eussent appris que l'Idole gisait à terre, un doute opiniâtre n'eût pas moins persisté. Pensée touchante et absurde à la fois, c'est du seul triomphe des armes impériales qu'ils attendaient la délivrance. « Si la fortune eût couronné les desseins de l'Empereur », écrit, encore en 1835, le pauvre caporal de la fontaine, « les portes de notre prison se seraient ouvertes...² » Si ancrée était leur foi dans le génie du souverain que cet auteur en veut presque au nouveau gouvernement d'avoir demandé la libération rapide et complète des prisonniers de guerre³.

Terrassés par « une misère que tempéraient seuls les efforts de leur industrie », les derniers survivants n'avaient plus, disaient-ils, que la mort en perspective, lorsque, le 16 mai 1814 (l'Anonyme de Méry dit novembre, par erreur⁴) l'un d'eux, sentinelle perdue à la pointe d'un rocher, aperçut deux frégates ou plutôt deux goëlettes battant pavillon blanc : l'une se dirigeait sur Majorque et l'autre droit sur Cabrera. Et voici, ô stupeur, ce navire à l'ancre dans le *Puerto* ! Aux uniformes de l'équipage et au salut qu'on leur adresse, quelques hommes à moitié nus, massés sur le rivage, reconnaissent des Français. Mais aucun ne s'explique le changement du drapeau qui, de tricolore, est devenu blanc. « Plusieurs fois », remarque Turquet », nous avons vu passer des vaisseaux portant ce pavillon. On les disait Algériens⁵. » Le trouble est donc profond. Pourtant, du navire qui vient d'amener ses voiles retentissent d'étranges paroles qu'amplifie un porte-voix :

— « Délivrance ! Délivrance aux captifs !⁶ »

Nul n'en croit ses oreilles et, reprend l'Anonyme, « nos yeux fixés stupidement sur l'instrument de cette libération se voilent de larmes...⁷ »

Même émotion à bord de la goëlette. Un officier de marine, le lieutenant Duperré⁸, en est garant... « A la vue de notre pavillon, les prisonniers, pareils à des spectres, se traînèrent le long des rochers ; ils en descendirent avec peine les escarpements pour se précipiter sur le rivage en poussant des cris de joie. Plusieurs d'entre eux, auxquels le sentiment de la liberté imprima je ne sais quelle énergie, vinrent en nageant jusqu'à bord⁹. »

Hésitant à reconnaître en eux des compatriotes, les marins de l'équipage ne peuvent dissimuler leur saisissement. « Cet amas d'hommes délabrés » leur glace le sang. Immobiles et silencieux,

ils se demandent si ce sont là des sauvages ou des squelettes... En effet, pouvait-on voir sans émotion ces hommes aux joues creuses, au teint livide, à la barbe longue et sale, à la voix éteinte, aux yeux enfoncés dans les orbites et aux corps décharnés ? Mais, vaincue l'impression première, les matelots étreignent ces malheureux à qui vont leur pitié et leur amour fraternel. « On ne peut égaler notre compassion », reprend Duperré, « qu'à l'indignation profonde dont nous fûmes saisis envers les auteurs d'une si déplorable détresse... »⁹ »

Sitôt débarqué à l'*apostadero*, la modeste estacade, l'officier de bord s'empresse de communiquer les ordres dont il est porteur et fait connaître la nouvelle situation politique de la France. Pour Méry, il est « un digne agent des intentions généreuses du Roi »¹⁰ ; pour le pseudo-Wagré, « la soumission qu'il recommande au gouvernement des Bonrbons provoque un sourd murmure qui l'oblige à s'arrêter... »¹¹ »

Quelques vieux grognards, vétérans de Marengo et d'Austerlitz, marmonnent qu'à ce prix l'esclavage eût été préférable ; d'autres pleurent en silence¹². Si grande et pénible que soit, au dire de l'un d'entre eux, l'impression produite par le message royal, plusieurs Cabrériens se répandent bientôt en exclamations :

« Vive le capitaine ! Vive le Roi ! Vivent les Français ! Vive la liberté !... » mêlées, il est vrai, de nombreux :

— « Vive l'Empereur ! »¹³

A cet instant, sur la plage perdue, se heurtent toutes les amours et toutes les haines du peuple français.

* * *

DE L'INCRÉDULITÉ AU DÉLIRE

Sans retard, le commandant monte au *Castillo* discuter des clauses de rapatriement avec Don Baltasar et les commissaires (et non, comme le dit Turquet, avec « M. de Monsac », qui a quitté l'île en 1810)¹⁴. Sans retard non plus, ceux des Cabrériens que vient de bouleverser le message libérateur s'égaillent dans toutes les

directions pour le transmettre à leurs camarades partout disséminés. Mais, à trop tarder, la plus beureuse nouvelle pent perdre de sa vertu. Tant de fois les espérances furent trompées, tant de fois les illusions virent un si dur lendemain, qu'à ces récits beaucoup demeurent insensibles. Pourtant, un simple coup d'œil au navire qui a jeté l'ancre et voilà les douteurs convaincus. Sans cesse grossit la foule des curieux. Du Peñal Blanch au Brujula, collines et rochers se couronnent de formes humaines.

Ces lieux, jusqu'alors si maussades, changent d'aspect. L'allégresse renaît. « Nos forces s'étaient ranimées, notre joie s'était accrue. Nous nous donnions la main, nous nous embrassions avec transports. D'autres s'étreignaient en pleurant, sans prononcer une parole. D'autres encore foulaient aux pieds leurs travaux, comme si cette destruction était une vengeance nécessaire à leur ressentiment. Ceux que l'abattement et la faiblesse avaient retenus dans leurs cahutes poussaient aussi des exclamations et se traînaient à genoux pour demander « si, une fois de plus, on ne les aurait point trompés... »¹⁵ »

Redescendu du *fuerte*, le commandant tient à voir de ses yeux la colonie. Il inspecte les cabanes, les rues, les places et ce qui reste du Palais Royal. Questions et réponses partent comme feux roulants. On imagine ce que ces êtres, depuis cinq ans séparés du monde, peuvent apprendre et ce qu'ils peuvent raconter. Pour marquer l'importance du jour, une distribution est ordonnée. « Le vin réjouit le cœur de l'homme », s'exclame Turquet qui, de tout un lustre, n'en a guère abusé. Une joie générale se répand. « Dans tous les quartiers, toutes les rues, devant toutes les cabanes, on voit des hommes sauter, danser, se rouler comme des insensés ; il y en a qui se livrent à de grands éclats de rire. Cette heureuse folie est seule capable de soulager nos cœurs... »¹⁶ »

Du pont de la goëlette, le lieutenant Duperré assiste à l'étonnant spectacle : « Retenus », écrit-il, « par des vents contraires, il nous fut impossible de rester spectateurs tranquilles de ces réjouissances que la scène et les acteurs rendaient si touchantes. La nuit vint. On illumina ; on suspendit des fanaux au bout des vergues ; la musique joua sur le pont, des salves d'artillerie répondirent aux exclamations de joie. L'équipage de la frégate espagnole, jusqu'alors impassible, ne put résister à cet élan : il nous imita »¹⁷. »

A de si rares démonstrations, comment les Cabrériens ne répondraient-ils pas ?

— « Un feu de joie ! » s'écrie quelqu'un.

— « Un feu de joie ! Un feu de joie ! » reprend la foule.

Les uns apportent les fagots tenus en réserve ; d'autres ramassent des branchages et des herbes sèches ; d'autres encore démolissent les haies qui entourent leurs jardins¹⁷. Bientôt monte, vers le ciel étoilé, une gerbe de flammes autour de laquelle bondissent et tourbillonnent ceux-là mêmes qui, hier, gisaient sans force...

Quel contraste entre cette nuit de mai et celle où, cinq ans plus tôt, accostait la flotte fantôme !

La goëlette au blanc drapeau, dit une feuille majorquine¹⁸, avait remis à la Junte de Palma des pouvoirs en règle : rien de plus officiel que ce rapatriement. Mais n'étant point elle-même transport, elle n'y pouvait procéder.

— Dans huit jours, assurait son capitaine, arriveraient de Marseille, les vaisseaux désignés.

Au dire de ce *Diario mercantil*, on constatait à Toulon la présence, au même moment, de vingt-cinq vaisseaux de ligne, parmi lesquels trois de trois ponts et sept frégates, plus trente bateaux de moindre tonnage. Une flotte de cette envergure n'aurait-elle pu délivrer les Cabrériens plus tôt ?

Certains narrateurs se méprennent donc lorsqu'ils font suivre ces exubérantes démonstrations d'un rapatriement immédiat. Avec une anxiété qu'avivait, chez plusieurs, le souvenir du départ, pour ne pas dire l'abandon, de leurs officiers, quatre ans auparavant, les Cabrériens ne virent pas sans émotion s'éloigner la goëlette de bonne espérance.

— Serait-ce un rêve, serait-ce une déception nouvelle ? se demandaient-ils angoissés, lorsque, dans les brumes du matin, se fut évanouie la blanche voile...

* * *

LES CONVOIS DE RAPATRIÉS

A l'issue de toute captivité normale, le retour au lieu d'origine doit être assuré par l'État capteur. Mais qu'il est rare de voir la

règle observée ! A l'ordinaire, les vaincus sont pauvres en moyens de transport et la hâte qu'on a de mettre un terme aux misères de tous conduit le plus souvent à des solutions expéditives.

Dans le cas présent, c'est à l'Espagne qu'incombait le soin de rendre à la France ceux qu'elle avait indûment déportés. Rien ne prouve qu'elle n'en ait pas reconnu l'obligation car, mandaté, le 25 mai 1814, par le gouvernement de Louis XVIII, le lieutenant général baron de Lorge avait ordre de contrôler ces départs et surtout de les hâter. Malheureusement, au pays de l'éternelle *mañana*, cinq semaines plus tard le nécessaire n'avait point été fait. Le 4 juillet, le plénipotentiaire français doit écrire à son chef : « Les prisonniers, qui se mouraient à l'île de Cabrera, sont partis pour Toulon, mais j'ai appris depuis qu'ils avaient été transportés sur des embarcations françaises dirigées de ce port ¹⁸. »

Si les archives d'État sont muettes sur l'envoi de la goëlette arrivée le 16 mai, du moins sommes-nous très exactement renseignés sur le double convoi qui devait lui faire suite. Outre les rapports au général Dupont, ministre de la Guerre, rapports que celui-ci transmet à Talleyrand, ministre des Relations extérieures, on possède un mémoire détaillé du capitaine de frégate Ménouvrier-Defresne adressé au contre-amiral baron l'Hermitte, préfet maritime à Toulon. De plus, l'enseigne de vaisseau Louis Pujol complète utilement les données assez confuses des rapatriés. « Partis (de Toulon) le 23 mai », note-t-il en rade de Palma, « nous avons été sans cesse contrariés ; enfin nous touchions au but lorsque le mauvais temps nous a forcés de passer devant Cabrera sans nous y arrêter... Dans le principe, nous étions destinés à l'île d'Elbe, mais notre mission ayant été changée, on nous envoie prendre à Cabrera quatre mille prisonniers français... Notre petite division se compose d'une frégate, de deux flûtes et d'un brig (*sic*) ne pouvant effectuer ce transport d'une seule fois ²⁰. »

« Cette division dont le commandement m'a été confié », mande à son tour Ménouvrier-Defresne, « relâcha le 27 mai à Palma, lieu où réside M. le capitaine général des îles Baléares, à qui j'annonçai le but de ma mission après avoir salué de vingt et un coups de canon le pavillon espagnol et la ville. Puis, j'appareillai le 29 et mouillai dans l'anse de l'île de Cabrera le même jour à six heures après-midi. Je fis mes diligences avec le commissaire espagnol qui

administrait ces prisonniers pour que l'embarquement ne fût pas retardé et, le jour d'après, je pus en embarquer dix-neuf cent quatre-vingt-six. Les vents nous tinrent là vingt-quatre heures... ²¹ »

Selon d'autres sources, ce retard n'était point imputable aux éléments contraires, mais au fait que tous voulaient partir à la fois. Alors que les chefs donnaient la préférence aux malades et aux convalescents, les anciens, qui avaient vu le départ de 1810 et se rappelaient de durs abandons, soutenaient qu'ils avaient droit à la priorité. On discuta trois jours avant d'aboutir à la solution équitable ²². »

A dire vrai, le déplorable état sanitaire de l'îlot ne pouvait qu'embarrasser les responsables. Qui rapatrier en premier puisqu'aussi bien beaucoup pourraient à peine supporter le voyage ?

« Figurez-vous », écrit Pujol à sa famille, « une grotte, assez profondément située à mi-côte d'un gros rocher, une lampe sépulcrale au milieu ; l'ouverture n'a pas trois pieds de diamètre ; dans l'enfoncement, quatre-vingts hommes, nus comme la main, couleur de suie, n'ayant plus que les os et la peau et, pour se reposer, un lit de pierre. Voilà la demeure des galeux et de ceux qui sont privés de tout vêtement. Nous étions prêts à nous trouver mal d'borreur. Il fallait voir ces ombres nous regarder d'un air sinistre et nous faire remarquer qu'elles n'avaient même pas d'herbe pour se coucher ; mais, dès que nous leur eûmes annoncé leur prochain départ pour la France, les larmes, les cris de joie succédèrent à la stupidité... ²⁰ »

Ce fut à ces épaves qu'avec raison l'on accorda la préséance. « L'ordre d'appareiller étant donné, nous nous mîmes à charger sur nos épaules ceux de nos camarades qui ne pouvaient marcher et nous les transportâmes à bord des bâtiments où ils reçurent les secours dont ils avaient besoin... C'est ici le cas », continue le pseudo-Wagré, « de décerner au brave capitaine l'hommage dû à son humanité. Encore qu'il n'eût à sa disposition les vêtements qui auraient été nécessaires, il fit distribuer largement des vivres à tous. Officiers, aspirants et marins rivalisaient d'ardeur et partageaient leur vin, leur eau-de-vie, leur tabac. Nous avions retrouvé en eux des amis, des frères ²³. »

Sur les plages de l'île maudite gisaient encore quelque treize cents hommes que les mêmes transports reviendraient quérir. Aussi,

arrivé le 3 juin à Marseille, Ménouvrier-Defresne donna-t-il l'ordre aux deux flûtes, l'*Eléphant* et la *Salamandre*, de cingler immédiatement sur Cabrera ²⁴.

A comparer les récits des témoins, on observe quelques confusions dans la suite des événements : émotion du départ sans doute ! Nulle perspective, les faits sont disposés sans ordre et l'on note d'étranges variantes sur la durée du voyage. Tandis que l'Anonyme de Méry parle d'une traversée de quarante-huit heures jusqu'à Marseille ²⁵ (très évidemment il s'agit du premier convoi), le pseudo-Wagré, parmi des dithyrambes assez surprenants chez un simple mitron, décrit avec pompe un orage qui vint tout à coup interrompre une navigation paisible et mentionne une relâche à Malte, sur laquelle la tempête aurait obligé de mettre le cap ²⁶.

Sauf ce dernier narrateur et le soldat Sébastien, nul ne prête attention à l'incident où reparaît l'aumônier demeuré fidèle à son poste. Turquet, naturellement, nous déclare que les rapatriés auraient voulu témoigner leur affectueuse estime non seulement au gouverneur Don Baltasar mais aussi au « vénérable Damian Estrebich (*sic*) » ²⁷. A l'inverse, le caporal de la fontaine ou son *alter ego* affirment qu'ils n'épargnèrent point les railleries au *capellán* détesté.

— « Eh bien ! mes bons amis », se serait-il écrié, « voilà vos souhaits accomplis, vous devez être heureux de retourner dans votre patrie !... »

Et, comme natnre réaliste et pratique, il sollicitait de ses ex-paroissiens une attestation de son zèle et de ses soins :

— « Attendez-nous ici », aurait été la réponse, « et, à notre retour, nous signerons volontiers votre certificat de bonne conduite ! » ²⁸

Sans en entendre davantage, le Père Damien aurait tourné le dos en faisant la grimace...

Apparemment, la scène est arrangée et Turquet pourrait avoir raison lorsqu'il assure qu'au moment de l'effervescence générale, aumônier et gouverneur s'étaient prudemment retirés sur les canonniers ²⁹. Plus vraisemblable est le témoignage de Sébastien Boulerot au coadjuteur de l'aumônier, un moine du nom de François, que son affection pour les déportés avait fait vénérer comme un père ²⁹.



L'AUTO-DA-FÉ

Un incident beaucoup plus certain, quoique fort mince, devait marquer le dernier départ.

Si l'on en juge par les prisonniers eux-mêmes, c'est « dans les transports de leur joie et de leur reconnaissance que les rapatriés résolurent, d'une commune voix, de faire un *auto-da-fé* de leurs baraques et de quitter, à la lueur de ce feu de joie, une île si longtemps témoin de leurs malheurs³⁰. »

Turquet, bien qu'il ne soit guère modèle de précision, apporte sur ce point quelques compléments valables. « Vainement », assure-t-il, « sur la demande des Espagnols, le commandant français avait défendu de rien détruire.

— « Quoi », disait-on, « nos ennemis profiteraient de nos travaux et de nos sneurs ? Non, jamais, ils nous ont fait trop souffrir !... »

Quelques instants plus tard montait une fumée épaisse et noire qui, bientôt, couvrit tout le camp. « Cette fois, ce n'étaient plus les haies sèches de nos jardins ; c'étaient nos cabanes que nous livrions à l'incendie. Mais elles étaient chargées d'une trop grande masse de terre et ne firent pas grand feu. L'esprit de ruine et de vengeance s'était emparé de nous. Il nous inspirait (*sic*).

— « A la maison du commissaire ! »

« Ce cri retentit de toutes parts et nous souleva. Les portes furent enfoncées, les meubles livrés au pillage. Plusieurs tonneaux d'huile prélevés sur nos rations furent détruits ainsi qu'une quinzaine de moutons égorgés et distribués, sans qu'on prît la peine de les dépouiller. Le reste devint la proie des flammes³¹. » Heureusement pour le commissaire, il avait décampé. « Puissent », ajoute l'Anonyme, les cendres de nos abris fertiliser un sol aride, que l'île reçoive de nous une dernière marque de nos bienfaits, mais aussi un dernier, un éternel adieu !...³² »

Tel devait être, reconnaissons par ses auteurs, un geste quelque peu rude, mais trop naturel pour qu'on s'en scandalise : il va prolonger à

l'excès un échange de notes diplomatiques entre deux royaumes que l'on croirait occupés de soins plus importants...

Quelque temps après, s'appuyant sur les conventions, l'ambassadeur à Paris de Sa Majesté Très Catholique fait savoir au ministre des Relations extérieures que « les militaires de Cabrera, excités par leurs officiers et l'équipage des transports, se sont portés, au moment de leur embarquement, à des excès répréhensibles et ont été même jusqu'à insulter le gouverneur des îles Baléares (*sic*). « La Cour d'Espagne », ajoute solennellement le diplomate, « ne doute nullement que Sa Majesté Très Chrétienne ne désapprouve la conduite des officiers qui ont donné un si mauvais exemple à la troupe. »³³

Le 19 août, le prince de Bénévent transmet cette plainte à son collègue de la Guerre : « Vous jugerez peut-être à propos de donner des instructions spéciales aux officiers chargés de ramener nos prisonniers afin qu'aucune imprudence n'aggrave le sort de nos militaires en Espagne et ne mette obstacle à leur retour en France³⁴. » Avec la lenteur qui est la caractéristique de l'Administration de tous les temps, c'est seulement vingt jours après qu'un ministère répond à l'autre, — et encore commet-on une lourde erreur quant au lieu de l'incident : « On a transmis à la Marine les plaintes relatives à la conduite des prisonniers de l'île d'Iviça ».

« Prince », écrit Dupont à Talleyrand, avant que de connaître le résultat de l'enquête, « j'ai représenté à M. le ministre de la Marine les conséquences graves de cette conduite dans un moment où la haine des peuples contre nos prisonniers fait naître beaucoup d'obstacles à leur libération et je l'ai invité à faire choix, pour de semblables expéditions, d'officiers sages et assez fermes pour contenir dans le devoir leurs subordonnés et les prisonniers de guerre »³⁵.

Il faut croire que, de son côté, la Marine a été saisie des faits car, tandis que s'échangent entre deux ministres ces solennels messages, les gens de mer ont mis les choses au point. Déjà, le 23 août, le capitaine Ménouvrier-Defresne a pu renseigner le baron l'Hermitte. « Vous ne verrez, mon général », écrit-il à son chef, « aucun événement susceptible de fixer votre attention dans les rapports successifs que j'eus l'honneur de vous adresser... » Évoquant les démarches préalables entreprises à Palma, le 27 mai, et l'embarquement, deux jours plus tard, de quelque dix-neuf cents hommes, le commandant de la *Médée* s'empresse d'ajouter : « Il

est vrai que, dans ce temps, il s'éleva entre quelques Français et un garde-magasin de l'île des propos dont nos prisonniers furent les provocateurs en raison, me dit-on, des retranchements qu'il avait faits arbitrairement sur leur chétive nourriture, mais ces propos ne firent pas le moindre éclat, ne donnèrent lieu à aucune plainte et je dus les ignorer, lors même que le commissaire espagnol, avec qui j'étais sans cesse, n'en fit point cas (*sic*). Je quittai donc Cabrera sans qu'aucun excès fût commis³⁶. »

Déposition péremptoire : le pseudo-Wagré et l'Anonyme n'ont rien dissimulé !

Poursuivant un récit qui se rapporte aux opérations finales de l'*Eléphant* et de la *Salamandre*, Ménouvrier-Defresne rappelle que, le 8 juin, il vit à Palma le capitaine général, lequel, lui non plus, ne fit mention d'aucun incident. A ce moment arriva de Cabrera le commissaire espagnol, subdélégué du capitaine général ; il annonça que les deux flûtes avaient quitté l'île avec le restant des prisonniers et il m'est arrivé indirectement des détails sur leur partance³⁷ mais qui n'étaient point de nature à occasionner des plaintes. Le plus grand excès qu'ils aient commis, d'après ce que j'ai ouï dire, n'est que le brûlement de leurs cabanes en réjouissance de la paix et de leur délivrance. Les autres excès dont on les accuse me sont entièrement inconnus...³⁸ »

Avec beaucoup de bon sens, le baron Malouet, ministre de la Marine, écrit, le 12 septembre, au général comte Dupont : « Son Excellence verra que les plaintes qu'elle m'avait fait l'honneur de me communiquer paraissent au moins exagérées. Les prisonniers ont brûlé leurs cabanes, mais comme ce sont eux qui, sans aucun secours, les avaient construites, il ne semble pas que la propriété en puisse être réclamée par les autorités qui n'avaient pas eu l'humanité de pourvoir à leur logement. Les prisonniers ont eu quelques torts et on les avoue. Ils seraient inexcusables s'ils avaient été traités comme les prisonniers le sont partout et comme l'ont été les Espagnols en France, mais leur abandon et leur misère ne peuvent se justifier par aucun exemple, ni par aucun motif de représailles. Il semble que l'équité ne permet pas de leur reprocher des fautes qui, en France même, ne les soumettraient qu'à des punitions de discipline³⁹. »

Ce jugement équitable d'un marin semble avoir convaincu le

terrien. Dix jours plus tard, la Guerre écrit à la Marine et aux Affaires étrangères, ainsi qu'au baron de Lorge : « On ne peut, il est vrai, imputer cette conduite inhumaine au gouvernement actuel de l'Espagne, mais Votre Altesse (ce titre s'applique à Talleyrand) n'en verra pas moins la nécessité de présenter ces observations aux ministres de Sa Majesté Très Catholique et de réduire à sa juste valeur leur sujet de mécontentement. M. le général de Lorge voudra bien les en entretenir le plus promptement possible...⁴⁰ » *Much ado about nothing* ! se serait exclamé Shakespeare.

En vérité, autant pour l'incendie de huttes de branchages que pour le sac de Cordoue, les autorités espagnoles semblent avoir pratiqué, au temps de Ferdinand VII, la politique de l'exagération tendancieuse : l'étude des textes réduit les faits à leurs justes proportions. On ne peut se retenir de penser que les ministres de la Restauration paraissent, eux aussi, avoir accordé une importance excessive à un bien futile épisode : n'eussent-ils pas été plus avisés de porter leurs regards vers les scènes immenses qui allaient se jouer sur le théâtre du monde ?



L'ADIEU A CABRERA

Des ordres avaient été donnés au commandant Ménouvrier-Defresne pour que le dernier convoi quittant Cabrera s'arrêtât à Majorque et recueillît les éléments qui pouvaient s'y trouver.

« J'appareillai de Marseille », rapporte le capitaine de la *Médée* « le 3 juin à six heures du soir et fus assez favorisé par les vents. Le 7, je mouillai à Palma...³⁰ » C'est donc entre ces deux dates qu'il faut placer l'ultime départ à l'occasion duquel se produisirent les incidents connus.

Reprenant la mer, le 8 juin, avec un contingent supplémentaire de deux cent trois Français, le chef de la division navale pourra ajouter quatorze cents prisonniers libérés à ceux qu'il rapatriait huit jours auparavant. Le total s'élèvera exactement à trois mille trois cent quatre-vingt-neuf hommes. Comme, en date du 6 juillet, le général

Dupont mentionne, dans son rapport, l'effectif de trois mille six cent trente-neuf hommes débarqués à Marseille, il est probable que dans ce chiffre sont compris les éléments arrivés d'une autre Baléare.

Ainsi, transfuges de Majorque, reclus d'Iviça ou miséreux de l'île maudite, pour tous, l'heure est enfin venue d'abandonner à jamais un archipel plein de charmes peut-être pour d'autres mais, pour eux, d'amers souvenirs.

Aède improvisé, un anonyme, que citent à la fois Dubuc et Turquet, rima, sur les rochers de tant de souffrances, un *Chant du Départ* que tous entonnèrent en chœur sur l'air, alors connu, d'« Une pipe de tabac. »

*L'ordre de notre délivrance
Est arrivé dans Cabrera.
Nous en aurons la souvenance
Jusqu'au jour de notre trépas.
Durant cinq années entières,
Nous avons souffert mille maux.
La faim, la soif et la misère
Nous réduisaient tous au tombeau.*

*Devant notre dur esclavage
Il s'est commis (sic) maint assassin,
Jusqu'à voir un anthropophage
Manger le cœur de son prochain.
Mais le Seigneur, par sa justice,
A permis qu'il fût arrêté.
Il expia dans le supplice
Les horreurs de sa cruauté.*

*En quittant cette triste plage,
Remercions le Tout-Puissant
De nous tirer de l'esclavage
Pour nous rendre à nos bons parents.
Si par malheur dans cet asyle
L'on nous ramenait malgré nous,
Avant de rentrer dans cette île
Jurons plutôt de mourir tous.*

Et l'on conçoit le succès de la strophe finale :

*Adieu rochers, adieu montagnes,
Grottes, déserts, antres affreux.
Nous laissons vos tristes campagnes
Pour revoir un séjour heureux...
Nous pouvons chanter à la ronde
Que la paix nous ressuscita,
Car on revient de l'autre monde
Quand on revient de Cabrera !... ⁴¹*

Puisqu'on reprenait le chemin de la France, n'était-il pas naturel que tout finît par des chansons ?...

CHAPITRE XX

MARSEILLE, CŒUR DE LA FRANCE

SUR les eaux bleues du golfe du Lion, flûtes et brigantins, enlevés par la brise du large, glissent allègrement vers les côtes de France. Après la folle excitation du départ, les derniers Cabrériens sont retombés dans l'atonie où si longtemps ils languirent. Tout à coup, l'un d'eux croit distinguer la terre ; c'est alors une frénésie de clameurs : roses et nacrées, les collines de Provence se dévoilent dans le matin printanier.

Bientôt, à leurs pieds étendu, voici le havre hospitalier : des mâts sans nombre, des voiles d'ocre et de bistre, des eaux glauques et profondes et, sur le tout, l'immense coupole d'azur : Marseille est là.

D'un coup d'œil assuré, le pseudo-Wagré déclare la reconnaître et s'écrie, délirant d'enthousiasme : « A la vue du pbare et des tours qui dominent cette belle et antique cité des Romains (*sic*), notre joie n'eut plus de bornes, car nous n'étions pas fâchés de saluer un port où l'on pouvait s'attendre à trouver des secours en abondance et de toute nature...¹ » Mais, jusqu'au bout, le sort contraire ne cesse de frapper ; voici qu'à portée du rivage, on annonce une mort nouvelle :

— « Ah ! qu'elles furent amères les larmes que nous répandîmes sur cette victime infortunée, lorsque les flots ensevelirent ses restes. Fallait-il résister aux horreurs de la captivité pour expirer ainsi en présence de la patrie ?...² »

*
* *

PREMIÈRES DÉCEPTIONS

Une joie, toutefois, est accordée aux arrivants : celle de retronver leurs camarades du précédent convoi grossis du contingent d'Iviça. Mais, au lieu de l'accueil empressé auquel ils seraient en droit de s'attendre, on les débarque dans l'île du Lazaret solidement close de murs et surveillée à l'égal d'un bagne. C'est, pour employer l'expression du temps, la consignation en quarantaine. N'est-elle pas imposée par l'état sanitaire de Cabrera, qui, on le sait, ne brilla point d'un éclat sans tache ? Justifiée ou non, la mesure exaspère tout le monde. Ile pour île, les Cabrériens ont-ils gagné au change ? Si d'aucuns l'affirment, d'autres, plus nombreux le mettent en doute et, hautement, exhalent leur mauvaise humeur.

Wagré, le mitron littéraire, en un style qui porte bien le sceau de l'époque, n'est pas le dernier à donner cours à son indignation : « Après avoir passé par tous les filtres de l'alambic du malheur le plus affreux, et cela par fidélité à nos drapeaux, l'humanité et l'intérêt que nous devons inspirer suffisaient à nous affranchir. Non, nous ne devons plus souffrir ; nos chaînes étaient brisées et la liberté nous appelait à jouir de ses bienfaits !...³ »

Désillusion nouvelle, l'autorité militaire rejette ces plaintes avec ensemble. « On ne nous traita guère mieux au Lazaret qu'au roc de Cabrera... » Quarante jours de détention sont une éternité pour des hommes qui en ont près de deux mille deux cents derrière eux, mais, « habitués à souffrir, nous attendions avec résolution la fin du mélodrame dont nous étions, tout à la fois, les héros et les victimes⁴. »

Comment expliquer ces délais ? L'autorité, paraît-il, n'a point encore reçu d'ordres du gouvernement au sujet d'hommes qui,

du point de vue militaire, ne semblent plus bons à rien et qui (toujours d'après notre auteur) sont considérés « comme une lèpre dangereuse que l'on ne saurait trop éloigner de la société. » Mais, rien ne transpirant davantage qu'une fâcheuse nouvelle, bientôt, malgré leur épaisseur, les murs du Lazaret laissent passer le bruit d'une proscription qui va consterner les anciens soldats des armées d'Espagne.

Pour les punir, sans doute, de leur constance à l'égard d'un empereur déchu, il a été résolu, non de les renvoyer chez eux, ni de les enrégimenter à nouveau, mais de les reléguer tous « dans une prison plus proche et à la vérité moins affreuse que la première... » « Il est des cœurs qui ne s'ouvrent jamais à la pitié », continue avec véhémence le même narrateur ; « insensibles comme la roche Tarpéienne (*sic*), ils sont toujours prêts à frapper de nouvelles victimes. Honte à ces êtres qui ne respirent que vengeance et qui, de sang-froid, immolent leurs semblables à ce ressentiment !... Le bandeau de l'infamie reste suspendu sur leur tombe...⁵ »

Décidément, même après six années d'exil, on n'a pas oublié la pbraséologie révolutionnaire !

* * *

L'ÉLAN DES MARSEILLAISES

Quinze jours plus tard⁶, le général Lobau, accompagné d'un brillant état-major, vient au Lazaret passer en revue les rapatriés et réformer les moins valides. En voyant des costumes militaires dont ils ne portent plus que les loques, bon nombre de ces vieux braves tressaillent, ne sachant s'ils doivent se réjoindre ou tout craindre...

Parvenu à la 4^e légion, le commandant de place s'assied et fait causer les survivants. Au récit des souffrances subies, on l'entend déclarer que le grand coupable est l'Empereur « usurpateur et égorgneur d'hommes... » Aussitôt, murmures de s'élever.

— « Comment », s'écrie Lobau, « malgré tout le mal qu'il vous a fait, vous l'aimez donc toujours ? »

— « Oui, nous l'aimons toujours ! » s'écrient les plus hardis.

— « Eh bien ! », répond le général, « j'en suis au désespoir pour vous, les ordres du Roi sont de vous diviser par compagnies et le régiment qu'on formera de vos restes sera, dès demain, transporté en Corse sur deux frégates qui attendent au port ? ».

A ces mots, où elle voit une sentence implacable, la masse des Cabrériens s'indigne. Les rangs sont rompus. Ce ne sont que clameurs :

— « En France ! en France ! Non, nous n'irons pas en Corse ! Plutôt la mort qu'un second exil ! »

Chez ces hommes à bout de forces morales, des larmes coulent de bien des yeux. Et, comme la discipline s'est pas mal relâchée depuis quatre ans que l'on vit sans chefs, des injures, des menaces mêmes sont proférées contre les officiers. Le général et sa suite comprennent qu'il est inutile de sévir.

Quelques-uns des plus exaltés sont prêts à enfoncer les portes lorsque, à la surprise de tous, aux imprécations de l'intérieur répondent, du dehors, des appels et des encouragements.

Que se passe-t-il donc ? Tout simplement ceci : dès qu'on a eu vent des menaces de Loban, des cris d'indignation ont retenti le long des quais, sur toutes les places, dans toutes les ruelles du Port vieux et jusqu'au sommet des Accoules.

« Ces pauvres hommes, pechère ! ces martyrs, n'ont-ils donc pas payé leur dette ? N'en est-il pas assez mort là-bas ? Non, ils ne partiront point... »⁸

De ces Marseillais, quelques-uns, en effet, attendent avec d'autant plus d'impatience la mise en liberté des proscrits que, parmi eux, se trouvent des fils et des frères. Comme, Dieu merci ! on a le sang chaud et le cœur bien placé, « le peuple qu'on se plaît quelquefois à calomnier lorsqu'il s'agit d'humanité » (ainsi s'exprime un narrateur⁹) se porte en foule au secours des captifs. Il n'en faut pas davantage pour décupler chez eux les forces des plus débiles.

Témoin de l'épisode, Boulerot, le soldat de Froger, donne à sa description une allure quasiment épique : « Tout à coup, nous entendîmes comme le bruit de l'Océan se brisant contre les récifs. Mais, vague d'abord, il se précisa et nous ne doutâmes bientôt plus qu'une foule gigantesque se dirigeait vers notre prison. C'étaient les femmes de Marseille qui, à la nouvelle de la barbarie qu'on voulait

exercer sur nous, s'insurgeaient généreusement et se levaient *comme un seul homme!*...¹⁰ »

Aussitôt, on agrippe tout ce qu'on trouve, leviers ou massues et les Cabrériens de se ruer sur les portes closes que, de l'autre côté, on ébranle avec une égale vigueur. Bientôt, cédant aux coups, elles livrent passage à une foule en délire.

Mais, en présence de ceux au sort de qui elles compatissent, de saisissement, ces Marseillaises demeurent muettes... Et pour qui connaît les Méridionaux, ce silence est éloquent ! « Notre état de délabrement et de dénuement » — reprend Wagré ou son substitut — « fit une impression impossible à décrire sur la foule qui obstruait le passage et qui nous entourait. On nous pressait avec attendrissement, sans oser nous interroger, car les traces de nos souffrances parlaient d'elles-mêmes et en disaient plus que nous n'aurions pu le faire. C'était à qui nous donnerait la main le premier, nous tendrait les bras et nous offrirait des consolations. Jamais émulation ne fut plus grande. Nous étions tous confondus sans distinction : le malheur et l'humanité n'en connaissent pas. Les larmes ruisselaient de tous les yeux comme à la scène de l'Enfant prodigue. Les maladies de peau, dont une partie d'entre nous étions atteints, n'étaient point un obstacle aux serremments de mains et aux embrassements dont on nous étouffait. On ne voyait en nous que des frères et des compatriotes malheureux. On cherchait bien à se reconnaître, mais nos traits altérés et défigurés en ôtaient la possibilité. C'est ainsi que les parents du petit nombre de Cabrériens qui avaient vu le jour à Marseille se perdirent longtemps dans leurs recherches. » Enfin le cortège s'ébranla.

« Pêle-mêle, nous marchions à la façon d'une caravane. L'air ne retentissait point de ces vivats qui saluent et accompagnent la marche d'un potentat opulent, traînant à sa suite un cortège nombreux, chamarré d'or et d'argent. Le nôtre, moins brillant, sans doute, mais plus attendrissant, ne se composait que d'un tourbillon d'hommes et de femmes de toutes classes se pressant à l'envi pour nous exprimer leur contentement et la part qu'ils prenaient à nos peines ».

« Cependant, notre entrée en ville est bientôt un triomphe ; on se presse sur notre passage, les balcons et les croisées sont remplis de spectateurs...¹¹ »

Turquet, dont les sentiments sont, plus que ceux de ses compagnons de captivité, favorables à la monarchie héréditaire, assure que, debout aux fenêtres et aux portes, les habitants encourageaient les arrivants du geste et de la voix, en disant :

— « Criez : Vive le Roi ! mes amis. Ne craignez rien, vous irez chez vous ! ¹² »

Mais à quoi riment des démonstrations politiques ou sentimentales ? L'essentiel est d'agir. Aussi, de toutes parts, on tend des corbeilles de pain, ces exquis *pompettes* marseillaises, on jette de l'argent, on entraîne les libérés dans les auberges, on leur fait servir à boire et à manger ; mieux que cela : bientôt des tables chargées de viandes, de fromages et de fruits se dressent comme par enchantement devant toutes les maisons. « A chaque pas, on nous presse, on nous sollicite. Nous mangeons et buvons sans nous arrêter et ceux dont nous acceptons davantage s'estiment les plus heureux ¹³. »

Nourrir est bien, mais vêtir est tout aussi urgent. C'est pourquoi on apporte du linge, des chaussures, des vêtements. L'un donne une chemise, l'autre un pantalon ou un habit, ici l'on reçoit des souliers, là un chapeau. Déjà plus de trois mille prisonniers sont pourvus d'une garde-robe. « Ah ! quelle variété dans les costumes : les uns sont devenus marins, les autres coiffeurs (*sic*), celui-ci commerçant, celui-là homme de bureau... »

Hommes, femmes, enfants, tous ont rivalisé de générosité. « Que la cité qui possède de tels habitants doit être fière !... » s'exclame admirativement le pseudo-Wagré. Et songeant surtout aux dames qui, comme au temps du connétable de Bourbon, ont su maintenir leur réputation de vaillance, il ajoute avec conviction : « Honneur et gloire au sexe de Marseille ! ¹⁴ »

S'il faut en croire le soldat Sébastien, un homme et non des moindres, ignore encore les événements qui remuent si profondément la vieille cité phocéenne : c'est le général Lobau, rentré du Lazaret avant l'éclat du peuple et des soldats.

Lorsqu'étonné du bruit qui monte de la rue, il enverra aux informations :

— « Ce sont », répondra le portier à son aide de camp, « les femmes de Marseille qui enlèvent les Cabrériens à l'unanimité !... »

Le mot n'est peut-être pas historique mais, à tout le moins, il a la couleur locale.

Autre détail plaisant : le même Boulérot qui, au retour d'Ivica, a bénéficié des mesures de grâce accordées aux officiers de cette île (notamment celle de subir, dès le troisième jour, l'opération purificatrice « des parfums »), voit son devoir à rejoindre ses supérieurs encore consignés au fort Saint-Nicolas. Il leur raconte l'aventure des Cabrériens. Il les engage même

... A suivre des soldats les traces glorieuses.

— « Nous ne pouvons nous sauver ainsi », murmurent les officiers. « Nos grades nous imposent plus de réserve. Ah ! si les braves dames de Marseille étaient assez aimables pour nous faire violence !.. »

Soucieux d'exaucer ce vœu, le Parisien et deux ordonnances franchissent la porte du fort et supplient les dames qu'ils rencontrent de vouloir bien renouveler, en faveur de leurs chefs, une aussi vigoureuse et noble campagne. Mais l'élan fait défaut et la libération des officiers n'excite point le même intérêt. « Pour les dames du monde plus favorisées », déclare le messager inutile, « leur douleur ne s'est pas traduite par l'envahissement des casernes et la délivrance des captifs. Les femmes du peuple, elles, n'ont pas appris ces différences, ces timidités pudibondes ; les convenances ne les rendent point égoïstes, elles ne les empêchent jamais d'être héroïquement dévouées et sublimes... ¹⁵ »

* * *

LE RETOUR AU FOYER

Au soir de ce jour mémorable, dans la lumière déclinante qui semble une poussière d'or, les anciens Cabrériens, restaurés et renippés de pied en cap, ne se reconnaissent plus eux-mêmes en ces êtres vêtus avec décence. Finie la faim ! finie la soif ! Et, dussent-elles revenir, ils ont en poche de quoi apaiser l'une et l'autre. « La douce voix qui descend du ciel », soupire l'un d'eux, « ne produit pas un effet plus salutaire. Que nous sommes donc heureux !... ¹⁶ »

Aussi, les plus entreprenants jugent-ils l'occasion bonne de faire,

comme on dit, leur « tour de ville. » Boulerot et quelques-uns de ses camarades ne manquent pas de parcourir la superbe Canébière (*sic*), où se multiplient les démonstrations d'amitié. Une marchande de bouquets arrête les Cabrériens et, saisissant un chapeau, aborde les passants en les priant de songer à eux. Désintéressé jusqu'au bout, Sébastien prie la bouquetière de réserver sa collecte à de plus malheureux, puisqu'il s'en trouve encore. De là, entrés chez un marchand de vin où la petite bande demande une bouteille, les convives en voient arriver trois. Impossible de rien payer car, à raison d'un flacon chacune, trois femmes du peuple ont fait le nécessaire. Bref, ce serait la bonne vie en permanence si l'on ne savait qu'en ce monde, les grands enthousiasmes sont de brève durée et si, par-dessus tout, Lobau n'était prudemment intervenu. Interdisant aux héros de la journée d'accepter logement en ville, il leur intime l'ordre de rentrer au fort Saint-Nicolas. De peur qu'on ne profite de cette hospitalisation aux frais de l'État pour les enrégimenter et supposant aussi que l'esclandre de tantôt pourrait leur valoir des désagréments, la plupart jugent bon de quitter lestement la cité qui leur fut à la fois si dure et si accueillante. Par malheur, ils ne savent où porter leurs pas. « Un instinct particulier nous guidait », affirme le pseudo-Wagré, « mais » ajoute-t-il aussitôt avec ingénuité, « il nous égara pour la plupart¹⁷. » Craignant toujours d'avoir à réintégrer le Lazaret dont ils ont forcé la consigne et les portes, les voici qui, précipitamment, arpentent ces belles routes du Midi, hier impériales, aujourd'hui royales, où la poussière craque sous les semelles. « Nous ne faisons », dit l'un des fuyards, « pas une enjambée sans regarder derrière nous et nous nous arrêtons le moins possible...¹⁷ »

Infortunés débris d'un corps toujours pressé dans sa marche, puisque, six ans plus tôt, ils traversaient ainsi les Espagnes hostiles, les anciens soldats de Dupont ne seront-ils point l'objet d'une mesure de grâce ? Leur chef d'autrefois n'est-il pas devenu ministre du Roi ?

C'est cela pourtant qui va se produire.

Instruit de l'équipée de Marseille et comprenant l'injustice odieuse qu'on fut à deux doigts de commettre, le gouvernement de la Restauration pardonne un instant d'humeur et fait délivrer une feuille de route, accompagnée de quelques secours, à ceux

qui, n'osant encore reprendre le chemin de leurs foyers, se sont égaillés dans toute la Provence.

« L'électricité », s'écrie ingénûment l'un d'eux, « est moins prompte à se communiquer que l'effet d'une bonne nouvelle. Celle-ci nous remplit de joie et nous mit tous à l'aise. Après avoir bu ensemble la goutte de consolation, marqué la direction que nous devons prendre et nous être donné l'accolade fraternelle, nous nous dirigeâmes tous, par petits détachements, vers le lieu de notre naissance, en nous promettant bien de nous revoir plus heureux et de nous entretenir quelquefois de nos malheurs communs... ¹⁸ »

Laissons donc ces fidèles serviteurs du pays franchir, par étapes diverses, la distance qui les sépare du terroir natal : Wagré à Gournay sur Aronde, Turquet aux environs de Lille, l'Anonyme et Boulerot à Paris. Dans la France d'alors, divisée par les factions, ce n'était point une bonne note que d'avoir été fidèle aux aigles impériales, même au sein de l'adversité. Que de fois, en arrivant aux portes d'une ville ou au seuil d'une auberge, les anciens prisonniers d'Espagne tremblèrent d'être éconduits ! Et souvent ils le furent.

Mais tout a une fin, même celle qu'on n'ose plus prévoir. Les voici au village natal. Heureux ceux qui, poussant l'huis familial, ne trouveront pas vide la place d'un père ou d'une mère ! Trop nombreux, en effet, sont les parents emportés par le chagrin d'avoir cru leur fils à jamais disparu...

* * *

ULTIMES ÉPAVES

A la fin de toute captivité, il faut s'attendre à des surprises. Malgré conventions, recherches et efforts de rapatriements, on voit surgir, après coup, nombre de gens qu'on avait portés manquants... Témoins les faits significatifs que voici et sur lesquels relations ou journaux du temps sont également muets.

En date du 6 juillet 1814, le général Dupont avait communiqué à Talleyrand une information bien surprenante : « M. le Baron Malouet, ministre de la Marine, vient de m'informer que six cents infortunés prisonniers, réduits par leur extrême misère à s'enrôler dans un régiment suisse au service de l'Espagne et en garnison à

Palma, y sont retenus par le gouverneur de l'île, quoiqu'ils aient tous le plus vif désir de rentrer dans leur patrie... ¹⁹ » Et l'ancien chef du corps d'occupation de la Gironde de demander aussitôt à son collègue, l'homme de tous les régimes, d'intervenir en faveur de ces transfuges auprès du gouvernement espagnol.

Au retour du second convoi de Cabrera, le commandant Ménouvrier-Defresne avait bien été chargé d'emmener avec lui tous les prisonniers détenus (*sic*) dans l'île de Majorque, dont, selon lui le nombre, aurait dû s'élever à près de cinq cents. En réalité, il ne s'en était trouvé de disponibles que deux cent trois. « J'en instruisis le gouverneur », rapporte-t-il, « mais ce dernier répondit que ces prisonniers, ayant toute l'île à parcourir, s'étaient établis sur différents points, qu'il avait fait savoir d'une manière officielle l'arrivée d'une frégate pour les ramener en France et qu'il ne s'en était pas présenté d'autres. Je ne pus donc en embarquer davantage ²⁰. » Sans se borner à ce strict exposé, le capitaine de la *Médée* crut devoir fixer l'attention de son chef « sur les circonstances qui avaient pu contribuer à l'engagement de beaucoup de soldats français au service de l'Espagne. » D'après les renseignements recueillis sur place, c'était la misère où ils végétaient à Cabrera qui en avait poussé beaucoup à se faire passer pour étrangers. Et dans quel but l'avaient-ils fait ? Uniquement pour s'engager dans les deux régiments suisses en garnison à Palma. « En supposant », ajoute Ménouvrier, « que l'affreuse nécessité où ils se trouvaient alors ne fût pas un titre assez fort pour les dégager, l'état actuel de paix en devrait être un très juste, ces hommes désiraient ardemment rentrer dans leur patrie ²⁰. »

A part une ou deux variantes dans les effectifs (tantôt on parle de six cents ²¹, tantôt de cinq cents engagés ²² ; ici l'on mentionne deux cent trois rapatriés, là deux cent cinquante) ce témoignage, entièrement nouveau, semble attester que les efforts des recruteurs espagnols n'avaient pas été aussi vains que l'ont prétendu Wagré, Gille ou Méry. D'autre part, il laisse entendre que près de la moitié de ces prétendus Suisses souhaitait demeurer dans l'île dorée plutôt que de regagner leur patrie. Faut-il le croire sans plus ? Qui pourrait prétendre que, pour se conserver une troupe docile et d'entretien peu onéreux, les autorités baléares n'aient pas donné une publicité limitée aux offres de rapatriement ?

Fait assez troublant et qui en dit long sur l'insuffisance des informations officielles à la fin d'une époque de troubles, non seulement les chiffres obtenus en juin 1814 par le capitaine de la *Médée* étaient au-dessous de la réalité, mais il se trouve que sept mois plus tard ils avaient plus que doublé... De plus, il semble que le gouvernement espagnol n'ait tenu aucun compte des désirs exprimés par les ministres de Louis XVIII.

Le 31 décembre 1814, le préfet des Pyrénées orientales écrivant au ministre de la Guerre rappelle avec insistance qu'à Majorque de nombreux Français sont encore détenus ou ont été forcés de s'enrôler dans les cadres des régiments suisses. « Ils éprouvent », dit-il, « les plus mauvais traitements et se confient à la bonté paternelle du Roi. »²¹ Le 14 du même mois, le dit ministre rapporte ce fait au comte Jaucourt, chargé des Affaires étrangères et le prie de faire réclamer sans délai, par l'ambassadeur de France à Madrid, ces enrôlés plus ou moins volontaires.

A ce moment reparait le général baron de Lorge ; le 1^{er} février il mande au maréchal Soult, successeur de Dupont à la Guerre : « J'ai cru devoir écrire provisoirement au capitaine général des Isles Baléares, lui envoyant copie de la lettre de Sa Majesté Catholique et l'inviter vivement à faire partir pour la France non seulement les *douze cents* Français qui paraissent se trouver dans les 1^{er} et 4^e régiments, mais encore les Suisses qui faisaient partie des régiments de cette nation et se trouvaient réunis à notre armée en Espagne²². »

D'une autre région de la Péninsule, en rapports constants avec les Baléares, avis semblable est transmis à Jaucourt par le consul de France à Barcelone, M. A. J. Blondel.

« Monseigneur », écrit ce dernier, le 11 février, « j'ai l'honneur d'adresser à V. E. le double d'un mémoire envoyé à M. l'Ambassadeur de S. M. à Madrid, au nom d'un nombre assez considérable de soldats faits prisonniers de guerre qui, actuellement enrôlés dans le 4^e régiment suisse en garnison à Palma, ont pris du service pour échapper à la rigueur de leur captivité dans l'Isle de Cabrera. Il m'a été remis par d'autres soldats du même régiment qui repassent en France, au nombre de vingt-neuf, avec des congés absolus et m'ont demandé de le faire parvenir...²³ »

Ainsi, de toutes parts, les renseignements concordent. Mais ni Madrid ni Paris ne s'en émeuvent beaucoup.

Encore le 6 mars le lieutenant général Daustranne, commandant la 10^e division à Toulouse, mande « que le soldat Garcia, du 7^e régiment de chasseurs à cheval rentrant d'Espagne, déclare qu'il reste toujours quatre cents Français à Majorque qui cherchent, par des travaux forcés, à se procurer l'argent nécessaire pour se faire transporter à Barcelone ²⁴. »

De plus en plus impassible, le ministre ou quelque scribe note en marge de cette pièce : « Ceci est bien contraire aux avis que nous recevons ; écrire au ministre des Affaires étrangères. » S'appuyant sur les rapports du baron de Lorge, Soult annonce solennellement à Jaucourt qu'en mars 1815 *tout est en règle* !

Mais dans une autre pièce, sans date, il reconnaît que « les rapatriés ont dû payer six piécettes pour leur passage et n'ont dû leurs passeports qu'à l'intervention du consul anglais ²⁵ ».

Constater que ce retour tardif — dix mois après la signature du traité de Fontainebleau — est dû à un représentant de la « perfide Albion », c'est reconnaître qu'en voulant expulser de partout cet ennemi héréditaire, Napoléon aurait privé bien des Français d'une protection efficace.

Et ce n'est pas faire preuve d'irrévérence que de marquer à quel point les victimes de l'ambition impériale ont eu presque autant à se plaindre du laisser-aller de leurs supérieurs que de l'incurie de leurs ennemis.

Pour beaucoup s'achève ici la tragique odyssée des conscrits de 1808. Pour d'autres, au métier désappris, à la santé ruinée, au moral brisé, c'est la continuation d'une déchéance qui se poursuivra bien longtemps, puisqu'en 1836 encore, une *Respectueuse pétition adressée à Messieurs les Membres de la Chambre des Députés*, pétition due à l'initiative de Louis-Joseph Wagré, de Jean-François Cordeau (cinquante ans de services) et de J.-C. Canaple, dira le sort lamentable des anciens Cabrériens.

« De ces infortunés, échappés par la paix aux horreurs d'une position sans pareille dans les annales du monde », déclarent les signataires, « nous ne croyons pas qu'il en vive aujourd'hui cinquante : fantômes errants, ils languissent accablés de douleurs aiguës, suites de leurs longues privations. Personne n'a encore élevé une voix généreuse en faveur de ces débris mutilés, victimes

de la violation la plus coupable d'un traité ; aucun des gouvernements qui se sont succédé n'a songé à soulager d'aussi grandes infortunes, et cependant, il en est peu parmi nous qui ne soient réduits à la plus profonde misère... »

A cet appel pathétique, où de vieux soldats ne demandaient « qu'un morceau de pain pour les empêcher de mourir de faim sur leurs vieux jours », nous savons que quelques subsides, d'ailleurs modestes, furent versés aux ultimes débris de l'émouvante épopée.

Mais, au nom de la justice et se fondant sur une critique impartiale, il restait à décrire l'ampleur d'un désastre dont le principal artisan est mort sans avoir jamais reconnu ses responsabilités.

Si l'on met en parallèle les six années passées sur le rocher de Sainte-Hélène et celles, en nombre égal, où agonisèrent à Cadix et à Cabrera dix-sept mille Français, est-il osé d'invoquer ici la Justice immanente ?

Tout se paie en ce monde, pour ne pas parler de l'autre.

C'est la grande leçon de l'Histoire.

RÉFÉRENCES ET NOTES

LIVRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

CABRERA DANS L'ESPACE ET LE TEMPS

1. Gabriel Hanotaux. *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1928.
2. Les côtes de Cabrera ont un périmètre de douze mille marins. Sa surface est de 17 kilomètres carrés 037. (*Enciclopedia universal ilustrada*. art. Cabrera.)
3. Elle a trois milles d'étendue S. O. et N. E. (environ sept kilom.) et deux mille trois-quart (cinq kilom.) de largeur E. et O.
(Grasset-de Saint-Sauveur, page 10).
4. Notamment MM. La Marmora, Hermite, F. Gomez Lleucea, H. Nolan. (Voir à la bibliographie.)
5. Plaisamment appelée par Grasset-de Saint-Sauveur : pointe de la Creveta (p. 13).
6. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 299.
7. Wagré, *Mémoires*, p. 77.
8. Gille, *Mémoires*, p. 219-220.
9. Lesage, *Gil Blas de Santillane*, édit. 1747, liv. V, ch. I.
10. De Méry, *Mémoires*, 198-199, Quantin, *Un tour en Espagne*, II, p. 62.
11. Wagré, *Mémoires*, p. 78 ; voir aussi Froger, *les Cabrériens*, p. 179.
12. De Méry, *Mémoires*, p. 195.
13. Gille, *Mémoires*, p. 225.
14. Wagré, *Souvenirs*, p. 70 et 173, et *Mémoires*, p. 183.
15. La décision, mentionnée plus haut, du gouvernement de Charles IV de renoncer à Cabrera comme île de détention semble controuver également le dire de Zofino.
16. Ducor, *Aventures*, I, p. 243.
17. Indication obligeamment fournie par feu M. le professeur Robert Chodat, directeur de l'Institut botanique de Genève.
18. Gille, *Mémoires*, p. 223.
19. Wagré, *Souvenirs*, p. 142.
20. Archiduc Louis-Salvator, *Die Balearen*, V, p. 776. D'après l'*Enciclopedia universal ilustrada*, la population en 1910 se serait élevée à 42 habitants. C'est un accroissement assez sensible.

21. Moragues y Bover, *Historia general*, II, p. 35.
22. Pline, liv. 3, ch. 5.
23. Dameto, Juan, *Historia general del Reyno balearico*, 1132, p. 3.
24. Gille, *Mémoires*, p. 112.
25. Wagré, *Souvenirs*, p. 158.
26. Le Vélite Billon, d'Uzès, affirme que quelques-unes de ces médailles étaient à l'effigie de Julia-Augusta, fille des Titus et petite-fille de Vespasien, et que d'autres furent supposées être d'origine punique. (*Souvenirs d'un Vélite de la Garde*, p. 224.)
27. Moragues y Bover, *Historia*, II, p. 36.
28. *Saint Augustin*, tome II, épître LXXXI.
29. Bover de Rossello, *Noticias*, p. 22. La famille Font y Roix est celle qui possédait les fameux bains arabes de Palma.
30. Moragues y Bover, *Historia*, II, p. 608.
31. Vincent Mut cité par Ferreras, *Histoire du Royaume de Majorque*, p. 524.
32. Ferreras, *Historia*, p. 546-548.
33. Moragues y Bover, *Historia*, p. 605.
34. Ils étaient au nombre de quinze, d'après de Méry (*Mémoires*, p. 195), de vingt si l'on en croit Gille (*Mémoires*, p. 197), qui ne les a d'ailleurs pas vus.
35. D'après Bover de Rossello, *Noticias*, p. 22, Cabrera était en 1836 la propriété de Don Salvador Morell de Pastorix.
36. On en compte quatre par étage.
37. L'Archiduc Louis-Salvador, *Die Balearen*, V, p. 780, a lu *Grapain*, mais comme il a également lu 1806, notre version semble plus exacte.

CHAPITRE II

ABANDONNÉS AU DÉSERT

1. Gille, *Mémoires*, p. 195.
2. Garau, *Noticias*, p. 203.
3. Froger, *Les Cabrériens*, p. 138.
4. Quantin, *Un tour en Espagne*, p. 60.
5. Ducor, *Aventures*, I, p. 187.
6. Gille, *Mémoires*, p. 196.
7. Ducor, *Aventures*, I, p. 188.
8. Wagré, *Souvenirs*, p. 65.
9. Ducor, *Aventures*, I, p. 187.
10. Wagré, *Souvenirs*, p. 65.
11. Ducor, *Aventures*, I, p. 188.
12. De Méry, *Mémoires*, p. 195.
13. Gille, *Mémoires*, p. 196.
14. Gille, *Mémoires*, p. 201.
15. Ducor, *Aventures*, I, p. 192.
16. Ducor, *Aventures*, I, p. 192.
17. Gille, *Mémoires*, p. 202.
18. De Méry, *Mémoires*, p. 202 et 203.
19. Gille, *Mémoires*, p. 198.
20. Ducor, *Aventures*, I, p. 184.

21. Cette date du 12 mai n'est donnée que par Jean Morvan, *Le Soldat impérial*, II, p. 389, mais sans indication de source.
22. De Méry, *Mémoires*, p. 195, 196.
23. A décharge de conscience de la Junte, Don Jaime Garau donne in extenso, *Noticias*, p. 204, le règlement de la Commission d'observation et de défense en date du 14 mai 1809. Ce document a son intérêt et témoigne d'un effort louable d'organisation. Mais de là à prouver que la Junte ne saurait encourir aucun reproche ! ...
24. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 277.
25. Voir note 23.
26. Gille, *Mémoires*, p. 198.
27. De Méry, *Mémoires*, p. 201.

CHAPITRE III

REDRESSEMENT

1. Ducor, *Aventures*, I, p. 198.
- 1 bis. Ducor, *Aventures*, I, p. 191.
2. De Méry, *Mémoires*, p. 197.
3. Garau, *Noticias*, p. 210. On trouve également, aux Archives de la Délégation aux finances de la province de Palma, copie du contrat original établi, sous les auspices de la Commission de contrôle, entre les patrons de deux barques aux vivres et le ministre des finances royales. Ce document témoigne, de la part des contractants, d'un certain souci de remplir leur tâche avec diligence et de se protéger aussi de tout abus occasionnel. Pourquoi faut-il que, trop souvent, ces engagements contractuels soient restés lettre morte, au plus grand dam de ceux qui en devaient être les bénéficiaires ?
- Il faut considérer cette pièce, à la fois comme une réponse aux doléances des officiers prisonniers et comme une série d'éclaircissements accordés au pourvoyeur Palmer. On se rendra compte, sans peine aucune, que si jamais le droit du prisonnier de guerre doit être établi par un congrès international, il conviendra de le formuler plus clairement et plus succinctement que ne le fit la dite Commission !
4. De Méry, *Mémoires*, p. 197. et Wagré, *Mémoires*, p. 83.
5. Wagré, *Mémoires*, p. 170.
6. Ducor, *Aventures*, p. 196.
7. Froger, *Les Cabrériens*, p. 140. Le seul extra qu'on ait signalé — et encore devait-il être limité aux quatre premiers mois du séjour — fut d'ajouter parfois aux pois chiches un peu de salade, une poignée de riz ou de la morue, ou encore quelques raves. Dans les grands jours, on allait jusqu'à accorder, par surcroît, une demi-once de lard souvent rance ou une rondelle de saucisson fort exiguë.
8. Froger, *Les Cabrériens*, p. 141.
9. Wagré, *Souvenirs*, p. 74. *Mémoires*, p. 62 (voir plus loin, chapitre III, § II).
10. Froger, *Les Cabrériens*, p. 140.
11. Ducor, *Aventures*, p. 197.
12. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
13. Turquet, *Cinq ans*, p. 64-65.
14. Ducor, *Aventures*, I, p. 190.
15. De Méry, *Mémoires*, p. 197. Chaque officier avait droit à un pain blanc, du poids

de vingt-quatre onces d'Espagne (une livre et demie de France), une demi-livre de viande et quelques légumes, une once de riz ou de vermicelle, une demi-once d'huile, une bouteille de vin, du café, du sucre et deux ou trois oranges ce qui, somme toute, est un ordinaire acceptable.

16. De Méry, *Mémoires*, p. 205.
17. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 523.
18. Robert Guillemard, *Mémoires*, I, p. 146.
19. Gille, *Mémoires*, p. 198-199.
20. Froger, *Les Cabrériens*, p. 139.
21. Wagré, *Souvenirs*, p. 70.
22. Guillemard, *Mémoires*, p. 149-150.
23. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 63-64.
24. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 65-69.
25. Wagré, *Mémoires*, p. 71.
26. Ducor, *Aventures*, I, p. 200 à 205.
27. Ducor, *Aventures*, I, p. 207.
28. Wagré, *Mémoires*, p. 158.
29. Gille, *Mémoires*, p. 215-216.
30. De Méry, *Mémoires*, p. 205.
31. Froger, *Les Cabrériens*, p. 154.
32. Gille, *Mémoires*, p. 211.
33. Robert Guillemard, *Mémoires*, I, p. 158.
34. Ducor, *Aventures*, I, p. 200.
35. Wagré, *Mémoires*, p. 62.
36. Wagré, *Mémoires*, p. 62.
37. Wagré, *Souvenirs*, p. 101.
38. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n. 42, p. 546.
39. Garau, *Noticias*, p. 228 (annexes).
40. Wagré, *Souvenirs*, p. 134-135.
41. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 547.
42. Wagré, *Mémoires*, p. 102.
43. Le nombre des constructions s'éleva au chiffre imposant de quatorze cent quarante-deux.
44. Dr. Albert Maag, *Schweizertruppen*, etc., I, p. 417.
45. Ducor, *Aventures*, I, p. 217.
46. De Méry, *Mémoires*, p. 207, 208-209.
47. De Méry, *Mémoires*, p. 197-199.
48. Garau, *Noticias*, p. 208.
49. Turquet, *Cinq ans*, p. 73.
50. Garau, *Noticias*, p. 209.
51. Rapport Batlle, du 7 mai, Actes de la Junte Supérieure, 9 mai 1809.
52. De Méry, *Mémoires*, p. 177.
53. Wagré, *Souvenirs*, p. 172-173, et *Mémoires*, p. 180-182.
54. Wagré, *Souvenirs*, p. 185.
55. Turquet, *Cinq ans*, p. 157.
56. Froger, *Les Cabrériens*, p. 185.
57. De Méry, *Mémoires*, p. 197.
58. Son récit s'applique sans doute à la période de juillet-août 1810.
59. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 162-163.
60. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
61. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.

62. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 145 et 164.
63. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 86.
64. Wagré, *Souvenirs*, p. 170-171.
65. Wagré, *Souvenirs*, p. 171.
66. Billon, *Souvenirs*, p. 217. Froger, *Les Cabrériens*, p. 188.
67. Wagré, *Souvenirs*, p. 178.
68. Quantin, *Un tour en Espagne*, II, p. 87.
69. *Nouvelle Revue rétrospective*, 1/1890, p. 346.
70. Dossier Desbrull-Garau, n° 151.
71. Dossier Desbrull-Garau, n° 12.
72. André Maurois, *Lyautey*, p. 177.
73. K. A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1/1890, p. 347.
74. Turquet, *Cinq ans*, p. 73.

DEUXIÈME PÉRIODE

INTRODUCTION

1. Actes de la Junta Supérieure, 3 juin 1809.
2. Actes de la Junta Supérieure, 9 juin 1809.
3. Arch. Nat. Esp. *Estado*, *Legajo* 46. Secc. IX. Document 113.
4. Il faut noter ce chiffre. Il prouve le déchet qui s'est produit rien qu'en deux mois de séjour.
5. Arch. Nat. Esp. *Estado*, *Legajo* 46, du 30 août 1809. Secc. IX. Documents 114-116.
6. Arch. Nat. Esp. *Estado*, *Legajo* 46. Secc. IX. Documents 114-116 du 25 avril 1809.
7. Actes de la Junta Supérieure, 23 mai 1809.
8. Actes de la Junta Supérieure, 8 juillet 1809. Ce Balbastro ou Bavastro, natif de Nice, fut un corsaire célèbre dans toute la Méditerranée occidentale.
9. Garau, *Noticias*, p. 242-243.
10. Actes de la Junta Supérieure, 2 janvier 1810.

CHAPITRE IV

LA VRAIE FIGURE DE L'AUMONIER

1. Ducor, *Aventures*, I, p. 217, voir Actes de la Junta Supérieure 19 mai 1809.
2. Actes de la Junta Supérieure du 27 juillet 1809.
3. Gille, p. 202. Le nom a été faussement orthographié par tous les narrateurs en *Estebrich*, probablement à la suite d'une mauvaise prononciation. Turquet (p. 118) l'estropie même en *Estebrich*. Peut-être s'agit-il d'une erreur de copie : *Estebrich* pour *Estelrich* confusion de *er* avec *br*. Mais les narrateurs ne se sont pourtant pas copiés l'un l'autre.

4. Turquet, *Cinq ans*, p. 118.
5. Gille, *Mémoires*, p. 203.
6. Ducor, *Aventures*, p. 248.
7. Turquet, *Cinq ans*, p. 121.
8. Gille, *Mémoires*, p. 203. M. S. Oliver confirme cette connaissance du français, voir *Mallorca*, etc., p. 286.
9. Gille, *Mémoires*, p. 203.
10. Turquet, *Cinq ans*, p. 129.
11. Turquet, *Cinq ans*, p. 118.
12. Turquet, *Cinq ans*, p. 128.
13. Turquet, *Cinq ans*, p. 130.
14. Turquet, *Cinq ans*, p. 121.
15. Turquet, *Cinq ans*, p. 120.
16. Froger, *Les Cabrériens*, p. 151-152.
17. De Méry, *Mémoires*, p. 272-273.
18. Ducor, *Aventures*, I, p. 232-233.
19. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 169 et 170.
20. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 181.
21. De Méry, *Mémoires*, p. 258-259; cette lettre est datée du 10 juin 1810.
22. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 181.
23. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 69.
24. Billon, *Souvenirs*, p. 222.
25. De Méry, *Mémoires*, p. 259.
26. De Méry, *Mémoires*, p. 258.
27. Ducor, *Aventures*, I, p. 227-229.
28. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 17 novembre 1809.
29. Ducor, *Aventures*, I, p. 248.
30. Wagré, *Mémoires*, p. 67.
31. Froger, *Les Cabrériens*, p. 213.
32. Gille, *Mémoires*, p. 228.
33. Wagré, *Mémoires*, p. 68. On peut, il est vrai, noter une certaine différence entre les *Souvenirs d'un Caporal de Grenadiers* et les *Mémoires de M. Wagré* dus au même auteur. Dans les premiers, publiés sous la Restauration, époque où la déférence à l'égard des clercs était quasiment imposée, Wagré n'a point de paroles amères à l'égard de celui qu'il appelle « Monsieur le Curé ». Dans les seconds figure le texte cité, ainsi que pas mal d'autres. Entre temps, s'est exercée l'influence de la Révolution de 1830. On peut cependant noter que Wagré s'est dit détaché de toute foi positive par le fanatisme dont, en Espagne, il avait été témoin. Mais c'est un peu le contraire qui se produisit avec Turquet, qu'une inclination naturelle pour les idées et les pratiques religieuses porta à dépeindre les interventions de l'aumônier sous les couleurs les plus favorables et, semble-t-il, les plus contestables.
34. Gille, *Mémoires*, p. 207.
35. Garau, *Noticias*, p. 245.
36. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 4 décembre 1809.
37. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 6 décembre 1809.
38. Dossier Desbrull-Garau, lettre n° 16, du 9 décembre 1809.
39. Guillou, *Les Guerres d'Espagne*.
40. Ducor, *Aventures*, I, p. 218.
41. Garau, *Noticias*, p. 246-247.
42. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 286.

CHAPITRE V

LES TOURMENTS DE LA SOIF

ET L'HEUREUX SORT DU CAPORAL DE LA FONTAINE

1. Actes de la Junta Supérieure, 9 mai 1809.
2. Garau, *Noticias*, p. 203.
3. Gille, *Mémoires*, p. 201.
4. De Méry, *Mémoires*, p. 204.
5. Wagré, *Souvenirs*, p. 89.
6. Actes de la Junta Supérieure, 9 mai 1809.
7. Wagré, *Souvenirs*, p. 97-98.
8. Actes de la Junta Supérieure, 31 juillet et 1^{er} août 1809.
9. Gille, *Mémoires*, p. 201.
10. Turquet, *Cinq ans de captivité*, p. 72.
11. Ducor, *Aventures*, I, p. 220-221.
12. Gille, *Mémoires*, p. 206.
13. Froger, *Les Cabrériens*, p. 143.
14. Gille, *Mémoires*, p. 205 à 207.
15. Garau, *Noticias*, p. 236.
16. Gille, *Mémoires*, p. 205. Turquet, *Cinq ans*, p. 72.
17. Ducor, *Aventures*, p. 221, Wagré, *Souvenirs*, p. 110 à 112, Gille, *Mémoires*, p. 204. De Méry, *Mémoires*, p. 247. Dans ses *Mémoires*, datés de 1835, p. 39, Wagré porte ce même chiffre à quarante-deux : *crescit eundo!*
18. Rapport en date du 6 septembre 1809.
19. Garau, *Noticias*, p. 237.
20. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 293, d'après Ducor, *Aventures*, I, p. 220.
21. Wagré, *Souvenirs*, p. 67.
22. Wagré, *Souvenirs*, p. 78.
23. Gille, *Mémoires*, p. 225.
24. Méry, *Mémoires*, p. 204.
25. Gille, *Mémoires*, p. 201-202.
26. Wagré, *Souvenirs*, p. 143, et *Mémoires*, p. 212.
27. Wagré, *Souvenirs*, p. 123.
28. Wagré, *Souvenirs*, p. 105.
29. Wagré, *Souvenirs*, p. 107.
30. Wagré, *Aventures*, p. 109.
31. Wagré, *Aventures*, p. 119.
32. On l'attendait depuis le 16 décembre, note Gille, *Mémoires*, p. 231.
33. Wagré, *Souvenirs*, p. 124, et *Mémoires*, p. 195.
34. Wagré, *Souvenirs*, p. 127, et *Mémoires*, p. 200.
35. Wagré, *Souvenirs*, p. 129.
36. Wagré, *Souvenirs*, p. 161.

CHAPITRE VI

DÉBOIRES ET DÉBATS DE L'AUTORITÉ

1. Garau, *Noticias*, p. 323 à 326.
2. Garau, *Noticias*, p. 220. (Actes de la Junte Supérieure, 8 sept. 1809.)
3. Garau, *Noticias*, p. 224-226.
4. Garau, *Noticias*, p. 230-231.
5. De Méry, *Mémoires*, p. 294-295.
6. Wagré, *Souvenirs*, p. 85.
7. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
8. De Méry, *Mémoires*, p. 294-295.
9. Wagré, *Souvenirs*, p. 87, et *Mémoires*, p. 185.
10. Turquet, *Cinq ans*, p. 138.
11. Actes de la Junte Supérieure, 1^{er} décembre 1809, Garau, *Noticias*, p. 264-265.
12. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 548.
13. Ducor, *Aventures*, p. 24.
14. Turquet, *Cinq ans*, p. 138.
15. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 10 décembre 1809.
16. Garau, *Noticias*, p. 264, lettre n° 17 du 26 décembre 1809, et n° 18 du 30 décembre 1809.
17. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 10 décembre 1809.
18. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 26 mars 1810.
19. Actes de la Junte supérieure, 7 novembre 1809.
20. Archives Hist. Esp. *Estado*, *Legajo* 46. Doc. 101 du 24 juin 1809.
21. Archives Hist. Esp. *Estado*, *Legajo* 46. Doc. 110 du 18 août 1809.
22. Archives Hist. Esp. *Estado*, *Legajo*, 28 septembre, 5 et 16 octobre 1809.
23. Archives Hist. Esp. *Estado*, *Legajo* 46. Secc. IX. Doc. 130 du 13 oct. 1809.
24. Archives Hist. Esp. *Estado*, *Legajo*. Secc. IX. Doc. 132 du 16 octobre 1809.

CHAPITRE VII

CE QU'ON A COUTUME D'APPELER SERVICE DE SANTÉ

1. Turquet, *Cinq ans de captivité*, p. 77, et Wagré, *Souvenirs*, p. 82.
2. Les pharmaciens Avril et Thillaye sont nommés à plusieurs reprises dans les *Mémoires d'un Apothicaire*, I, p. 81, 106, 120, 135, par Sébastien Blaze, dont ils furent les camarades. Blaze (p. 159) les crut partis pour les Canaries, alors qu'ils quittèrent la *Vieille Castille* directement pour Cabrera. Voir aussi Ducor, *Aventures*, I, p. 223.
3. Ducor, *Aventures*, I, p. 223.
4. Wagré, *Souvenirs*, p. 82.
5. De Méry, *Mémoires*, p. 213.
6. Don J. Garau lui-même signale le fait que, dès le 7 mai, on constatait la mort de cinq prisonniers et qu'au dire des médecins qui avaient accompagné le convoi, le contingent des malades n'était pas inférieur à soixante. *Noticias*, p. 203.

7. Garau, *Noticias*, p. 203.
8. De Méry, *Mémoires*, p. 203.
9. De Méry, *Mémoires*, p. 245.
10. De Méry, *Mémoires*, p. 245.
11. Gille, *Mémoires*, p. 202.
12. Wagré, qui n'est point suspect d'hostilité à l'égard de l'aumônier, puisque c'est à lui qu'il doit sa place de gardien de la fontaine, donne à ces tentes une tout autre origine : ce serait, dit-il, les officiers partant pour l'Angleterre qui les auraient laissées aux soldats. Malheureusement pour l'explication du caporal, ce départ eut lieu le 28 juillet 1810 et l'accident qui les anéantira, la nuit du 4 novembre 1809. N'enlevons donc pas à César... ce qui revient à Damian Estelrich. Il est d'ailleurs possible qu'au premier envoi de tentes de Palma se soient ajoutées, dans la suite, celles que laissèrent les officiers.
13. Cité par Oliver, *Mallorca*, etc., p. 229.
14. Garau, *Noticias*, p. 283.
15. Actes de la Junte Supérieure, 30 septembre 1809 et 2 octobre 1809.
16. Le *real de vellon* espagnol valait au début du XIX^e siècle 0 fr. 267 en argent de France et vaut aujourd'hui 0.25 centimes or. Dans la classe populaire, on continue de compter en *reales* beaucoup plus qu'en *pesetas*. Le *real de vellon* se subdivisait en 34 *maravedis de vellon*.
17. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 15 octobre 1809. Demande Carbonnel et de Maussac du 18 septembre 1809 : *Objets nécessaires pour la construction d'un hôpital, assez vaste pour contenir trois cents malades* : nous supposons cent ouvriers, vingt haches, vingt pioches, vingt pelles en bois, quatre scies. On ne pourra déterminer le nombre de tuiles qu'après que le corps du bâtiment sera construit. Il ne sera possible de faire travailler les soldats qu'en les gratifiant de la double ration. Voir Garau, *Noticias* p. 228.
18. Le dossier Desbrull-Garau ne contient aucune contestation de ce rapport.
19. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 18 septembre 1809.
20. Dossier Desbrull-Garau, Estelrich à Desbrull, 17 octobre 1809.
21. Dossier Desbrull-Garau, lettre inédite, non datée, mais qui doit remonter à la période qu'on peut fixer entre le 20 et le 25 octobre 1809.
22. Le *palmo*, ancienne mesure de longueur, d'origine italienne, est le quart de la *vara* castillane qui a 0 m. 8385. Il mesure donc 0 m. 209. D'après Wagré (p. 93) l'édifice aurait dû avoir cent pieds de long sur vingt de large.
23. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 27 octobre 1809.
24. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 6 novembre 1809.
25. Dossier Desbrull-Garau, Estelrich à Desbrull. Lettre n° 11, du 16 novembre 1809.
26. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 6 novembre 1809.
27. Turquet, *Cinq ans*, p. 107.
28. Wagré, *Souvenirs*, p. 93.
29. Wagré, *Souvenirs*, p. 90.
30. Ducor, *Aventures*, I, p. 223-224.
31. De Méry, *Mémoires*, p. 245.
32. et 32 bis, Wagré, *Souvenirs*, p. 91, *Mémoires*, p. 44.
33. Turquet, *Cinq ans*, p. 103.
34. Gille, *Mémoires*, p. 210.
35. Wagré, *Souvenirs*, p. 92, et *Mémoires*, p. 46.
36. D'assez sensibles divergences sont à noter dans l'estimation des victimes de cette nuit des morts — au vrai sens du mot. De Méry (p. 246) en mentionne trente-quatre. Gille parle d'une cinquantaine (p. 217). Wagré laisse entendre que sur deux cents

malades, bien peu avaient survécu (p. 90). Froger (p. 158) mentionne un seul « rescapé ». Turquet (p. 105) déclare que les deux cents malades périrent jusqu'au dernier, enfin Lardier (p. 184) articule le chiffre de trois cents morts, mais il est né à Ollioules (Var) !

Don D. Estelrich, dans son rapport au chevalier Desbrull, fixe le chiffre exact à dix-huit.

On voit que, comme toute catastrophe, celle-ci frappa les imaginations sans augmenter la précision des témoignages.

37. Ducor, *Aventures*, I, p. 230.

38. Ce cas extraordinaire de vitalité unie à la boulimie est également signalé par Wagré. Lui aussi attribue au scorbut les souffrances de ce malheureux, *Mémoires*, p. 95.

39. Ducor, *Aventures*, I, p. 230.

40. L'évaluation de Méry concorde avec celle de Ducor. « En moins de huit mois », assure-t-il, « le nombre des morts sous les tentes que l'on appelait l'hôpital s'est élevé à quatre officiers et sept cents sous-officiers et soldats, sans y comprendre le nom de ceux qui ont péri dans les endroits écartés et dont on cachait soigneusement la mort dans l'espoir de profiter de leurs rations. » Méry, *Mémoires*, p. 246.

41. Turquet, *Cinq ans*, p. 108 et 109.

42. Wagré, *Souvenirs*, p. 95.

43. Leurs noms ont déjà été cités, d'après Froger, *Les Cabrétiens*, p. 158, et par Wagré, Ducor et Gille.

44. Dossier Desbrull-Garau, lettre inédite, n° 11, du 12 novembre 1809.

45. Dossier Desbrull-Garau, lettre inédite, n° 22, du 27 mars 1810.

46. Ducor, *Aventures*, I, p. 232.

47. Dossier Desbrull-Garau, lettre inédite, n° 25, du 1^{er} août 1810.

48. De Méry, *Mémoires*, p. 255.

49. Wagré, *Souvenirs*, p. 111.

50. Wagré, *Mémoires*, p. 55-56.

51. Gille, *Mémoires*, p. 217.

52. Turquet, *Cinq ans*, p. 109.

53. Ducor, *Aventures*, I, p. 230.

54. Turquet, *Cinq ans*, p. 110.

CHAPITRE VIII

LES FEMMES ET LE CURÉ

1. Gille, *Mémoires*, p. 229-230.

2. Voir *Géôles et Pontons d'Espagne*, p. 364-365.

3. Voir *Géôles et Pontons d'Espagne*, p. 463.

4. Gille, *Mémoires*, p. 228.

5. Wagré, *Mémoires*, p. 208. Le Caporal de la Fontaine n'en mentionne que huit. Billon, dans ses *Souvenirs d'un Vélite* estime à quatre ou cinq femmes « plus ou moins passables » le personnel féminin.

6. Billon, *Souvenirs*, p. 231.

7. Garau, *Noticias*, p. 310, en signale d'abord treize, puis se rectifie et articule le chiffre de dix-neuf (3^e lig., 2^e parag.). Lardier, *Mémoires de Robert Guillemard*, I, p. 185, parle même d'une vingtaine. Elles étaient, assure l'Infatigable, dans la proportion d'une pour deux cents hommes. (Voir *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.)

8. Wagré, *Souvenirs*, p. 140, et *Mémoires*, p. 208.
9. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 84. L'Infatigable confirme en termes identiques cette déclaration de Quantin. (Voir *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.)
10. Ducor, *Aventures*, I, p. 212-3.
11. Wagré, *Mémoires*, p. 217.
12. De Méry, *Mémoires*, p. 205.
13. De Méry, *Mémoires*, p. 206.
14. De Méry, *Mémoires*, p. 294.
15. Gille, *Mémoires*, p. 228-9.
16. Wagré, *Souvenirs*, p. 141-2, et Froger, *Les Cabrériens*, p. 224.
17. Quantin, *Un tour en Espagne*, p. 84.
18. Gille, *Mémoires*, p. 228-9.
19. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
20. Dossier Desbrull-Garau, *Lettres inédites*, octobre-novembre 1809.
21. Wagré, *Souvenirs*, p. 184-5.

CHAPITRE IX

VÊTIR CEUX QUI SONT NUS

1. Damian Estelrich, Rapport du 12 novembre 1809.
2. Billon, *Souvenirs*, p. 221.
3. Garau, *Noticias*, p. 274.
4. Ducor, *Aventures*, I, p. 219.
5. Wagré, *Les Cabrériens*, p. 196.
6. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 144.
7. Metzger, *Journal du Comte D'Eslon*, p. 39.
8. De Méry, *Mémoires*, p. 243.
9. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 299.
10. Wagré, *Mémoires*, p. 77.
11. Gille, *Mémoires*, p. 219-220.
12. Wagré, *Mémoires*, p. 178.
13. De Méry, *Mémoires*, p. 244.
14. Gille, *Mémoires*, p. 223.
15. Froger, *Les Cabrériens*, p. 179.
16. Ducor, *Aventures*, p. 252.
17. Garau, *Noticias*, p. 232.
18. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 300 et 301.
19. Actes de la Junte Supérieure, 27 septembre 1809.
20. Francisco de la Cuesta, marquis de la Bastida, Antonio de Aiguirre, Fr. Jayme Gonnalons, Guillermo de Montes Srio, vraisemblablement tous membres de la Junte.
21. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 302.
22. Actes de la Junte Supérieure, 1^{er} décembre 1809.
23. Garau, *Noticias*, p. 275.
24. Metzger, *Journal du Comte D'Eslon*, p. 39.
25. Garau, *Noticias*, p. 281.
26. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 90, et *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
27. Billon, *Souvenirs*, p. 219.

28. Ducor, *Aventures*, I, p. 246.
29. Wagré, *Souvenirs*, p. 79.
30. Le général Privé au chevalier Desbrull, 22 août 1810.
31. Garau, *Noticias*, p. 343-345.
32. Garau, *Noticias*, p. 276.
33. Billon, *Souvenirs*, p. 221.
34. Actes de la Junte Supérieure, 1^{er} décembre 1810 (un peu moins de vingt-cinq mille francs or).
35. Actes de la Junte Supérieure, 14 décembre 1810.
36. Actes de la Junte Supérieure, 29 décembre 1810.
37. Garau, *Noticias*, p. 277.
38. Garau, *Noticias*, p. 278.
39. Garau, *Noticias*, p. 281.
40. Wagré, *Souvenirs*, p. 147.
41. Wagré, *Souvenirs*, p. 147.
42. Gille, *Mémoires*, p. 244-245.
43. Billon, *Souvenirs*, p. 220.
44. De Méry, *Mémoires*, p. 257.
45. Garau, *Noticias*, p. 319.
46. Froger, *Les Cabrériens*, p. 211.
47. Gille, *Mémoires*, p. 244-245.
48. Wagré, *Souvenirs*, p. 123.
49. Froger, *Les Cabrériens*, p. 230-231.
50. Cette appellation est libellée en français dans le texte espagnol. On s'expliquerait mal ce nom, dont l'ironie semble cruelle, s'il ne s'agissait sans doute d'une prise française à laquelle, suivant l'usage, l'Amirauté britannique avait conservé son nom originel.
51. Turquet, *Cinq ans de captivité*, p. 152.
52. Dubuc, *Relation circonstanciée*, p. 2.
53. Wagré, *Souvenirs*, p. 147-148.
54. Wagré, *Mémoires*, p. 28.
55. Metzger, *Journal du Comte D'Esion*, p. 38.
56. De Méry, *Mémoires*, p. 257.
57. Garau, *Noticias*, p. 319.
58. Duchesse de Vendôme, *La jeunesse de la Reine Marie-Amélie* (Paris, Plon, 1935).
59. Riudavetz y Tudury, *Historia de Menorca*, Mahon, 1885.
60. Baron André de Maricourt, *La Duchesse D'Orléans*, tome II, p. 237-239, 244, 263, 265, 272. Paris, Émile-Paul, 1914.

CHAPITRE X

LES HORREURS DE LA FAIM

1. Ducor, *Aventures*, I, p. 236.
2. Ducor, *Aventures*, I, p. 236-7, et Turquet, *Cinq ans*, p. 135.
3. Ducor, *Aventures*, I, p. 237-9.
4. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 4 septembre 1809.
5. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 22 novembre 1809.
6. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 1^{er} décembre 1809.

7. Garau, *Noticias*, p. 268.
8. Gille confirme la chose en disant : « Le pain nous était dû depuis le 16 décembre » (p. 230).
- 8 bis. Dossier Desbrull-Garau, lettre du 16 décembre 1809.
9. De Méry, *Mémoires*, p. 247.
10. Wagré, *Mémoires*, p. 40.
11. Turquet, *Cinq ans*, p. 163, et Garau, *Noticias*, p. 238, désignent de préférence la *Cala Ganduf*, mais celle-ci donnant au nord, la supposition est erronée.
12. Wagré, de nouveau, diverge sur le chiffre : ils auraient été soixante et toute l'affaire aurait été concertée d'avance par des officiers ou des sous-officiers. *Souvenirs*, p. 133.
13. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
14. Ducor, *Aventures*, p. 257.
15. Wagré, *Souvenirs*, p. 135.
16. Froger, *Les Cabrétiens*, p. 176.
17. Gille, *Mémoires*, p. 234.
18. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
19. Voir Garau, *Noticias*, p. 239.
20. De Méry, lui (p. 249), assure que plusieurs hommes furent blessés.
21. Cité par Garau, *Noticias*, p. 240.
22. Garau, *Noticias*, p. 239.
23. Gille, *Mémoires*, p. 235.
24. De Méry écrit le 24 mars, mais il se trompe certainement d'un mois car Ducor et Gille — chose peu ordinaire — sont d'accord sur la date.
25. Gille, *Mémoires*, p. 236.
26. Wagré, *Mémoires*, p. 117.
27. Gille, *Mémoires*, p. 237.
28. Gille, *Mémoires*, p. 223.
29. Wagré, *Souvenirs*, p. 163.
30. Ducor, *Aventures*, I, p. 239.
31. Gille, *Mémoires*, p. 239.
32. Ducor, *Aventures*, I, p. 240.
33. Wagré, *Souvenirs*, p. 150.
34. Gille, *Mémoires*, p. 240.

CHAPITRE XI

LE ROI-MARTYR.

OÙ CHERCHER LES RESPONSABLES ?

1. Ducor, *Aventures*, I, p. 189.
2. Wagré, *Souvenirs*, p. 101.
3. Ducor, *Aventures*, I, p. 209.
4. Ducor, *Aventures*, I, p. 212.
5. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 160-161.
6. Froger, *Les Cabrétiens*, p. 159.
7. Wagré, *Souvenirs*, p. 100, et *Mémoires*, p. 174.
8. Garau, *Noticias*, p. 265.

9. Billon, *Souvenirs*, p. 214-5.
10. Froger, *Les Cabrériens*, p. 178.
11. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 182.
12. Wagré, *Souvenirs*, p. 151.
13. De Méry, *Mémoires*, p. 251.
14. Wagré, *Souvenirs*, p. 151.
15. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 183-4.
16. Ducor, *Aventures*, I, p. 241.
17. Gille, *Mémoires*, p. 242.
18. Wagré, *Mémoires*, p. 152. Ce chiffre est également donné par Quantin (p. 68), Dubuc (p. 3), Guillemard (p. 183) et d'autres encore. Turquet seul (p. 139) parle d'une demi-once.
19. Wagré, *Souvenirs*, p. 152.
20. *Revue du Cercle militaire*, 1909, n° 42, p. 523.
21. Gille, *Mémoires*, p. 242.
22. Wagré, *Souvenirs*, p. 153.
23. Froger, *Les Cabrériens*, p. 178.
24. Turquet, *Cinq ans*, p. 134.
25. Wagré, *Souvenirs*, p. 152.
26. De Méry, *Mémoires*, p. 252-3.
27. Gille, *Mémoires*, p. 243.
28. Miguel S. Oliver, *Mallorca, etc.*, p. 312.
29. Wagré, *Souvenirs*, p. 177.
30. De Méry, *Mémoires*, p. 284.
31. Garau, *Noticias*, p. 260.
32. Ducor, *Aventures*, I, p. 215-6.
33. Gille, *Mémoires*, p. 227.
34. Wagré, *Souvenirs*, p. 176.
35. Garau, *Noticias*, p. 263.
36. Froger, *Les Cabrériens*, p. 198.
37. Turquet, *Cinq ans*, p. 78.
38. Ducor, *Aventures*, I, p. 208.
39. Gille, *Mémoires*, p. 226.
40. Wagré, *Souvenirs*, p. 139.
41. Froger, *Les Cabrériens*, p. 149.
42. Garau, *Noticias*, p. 267.
- 43-44. Garau, *Noticias*, p. 285 et 260.
45. Cité par Garau, *Noticias*, p. 261.
46. Actes de la Junta Supérieure, 7 novembre 1809.
47. Garau, *Noticias*, p. 261.
- 48-49. Actes de la Junta, 29 décembre 1809 et 9 janvier 1810.
50. Cité par Don J. Garau, *Noticias*, p. 261.
51. Actes de la Junta Supérieure, 7, 23-24 février et 2 mars 1810.
52. Wagré, *Souvenirs*, p. 148-153.
53. Garau, *Noticias*, p. 262.
54. De Méry, *Mémoires*, p. 285.
55. N° 19 de 1813, Imprimerie de Melchior Guasp. Palma de Mallorca.
56. Garau, *Noticias*, p. 271-272.

CHAPITRE XII

PROFILS DE CHEFS

1. De Méry, *Mémoires*, p. 242.
2. Ducor, *Aventures*, I, p. 244.
3. Billon, *Souvenirs*, p. 198.
4. De Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1/1890, p. 353.
5. De Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1/1890, p. 355.
6. De Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1/1890, p. 354.
7. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
8. Liste des officiers tués ou blessés à la bataille de Baylen, le 19 juillet 1808, par M. Martinien, sous-chef de bureau aux Archives de la Guerre.
9. Voir état des officiers destinés à Bellver et à la caserne de la Lonja, du 1^{er} octobre 1809.
10. Garau, *Noticias*, p. 208.
11. Lettre Carbonnel-d'Hierville et de Maussac, du 18 septembre 1808. Voir Garau, *Noticias*, p. 229.
12. Dossier Desbrull-Garau, n° 302.
13. Dossier Desbrull-Garau, n° 315.
14. Dossier Desbrull-Garau, n° 343.
15. Dossier Desbrull-Garau, n° 369.
16. Turquet, *Cinq ans*, p. 167.
17. Voir *Géôles et Pontons d'Espagne*, p. 441-444.
18. Ducor, *Aventures*, p. 257.
19. De Méry, *Mémoires*, I, p. 269.
20. Garau, *Noticias*. Annexes, n° 6, p. 332 et 333.
21. Garau, *Noticias*. Annexes, n° 6, p. 332 et 333.
22. Garau, *Noticias*. Annexes, n° 7, p. 333.
23. Garau, *Noticias*. Annexes, n° 6, p. 334.
24. Gille, *Mémoires*, p. 244.
25. Dossier Desbrull-Garau. Lettre du 2 janvier 1810.
26. Dossier Desbrull-Garau. Lettre n° 260, du 24 mars 1810.
27. Dossier Desbrull-Garau. Lettre n° 254, du 25 mars 1810.
28. Dossier Desbrull-Garau. Lettre du 14 avril 1810.
29. De Méry, *Mémoires*, p. 268. Également cité par Gille, *Mémoires*, p. 249.
30. Dossier Desbrull-Garau. Lettre n° 416 bis du 25 juin 1810.
31. Dossier Desbrull-Garau. Lettre n° 430 bis du 19 juillet 1810.
32. Ducor, *Aventures*, I, p. 258. A en croire Ducor, il ne resta avec les soldats qu'un lieutenant du nom de Vial, qui devint le commandant du camp. Ce nom ne fut porté que par un officier espagnol commandant l'une des « lances » du *Puerto*. Il ne s'agit donc pas d'un officier français.

CHAPITRE XIII

LES ARTS DE LA PAIX

1. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 158.
2. Bernard Masson, *Evasion*, p. 14.
3. Ducor, *Aventures*, I, p. 247.

4. Froger, *Les Cabrériens*, p. 209-210.
5. Ducor, *Aventures*, I, p. 248.
6. Turquet, *Cinq ans*, p. 125.
7. Turquet, *Cinq ans*, p. 122-125.
8. Wagré, *Mémoires*, p. 104.
9. De Méry, *Mémoires*, p. 285-287.
10. De Méry, *Mémoires*, p. 287.
11. Wagré, *Souvenirs*, p. 120.
12. *Géolles et Pontons d'Espagne*, p. 422-423.
13. Ducor, *Aventures*, I, p. 249-250.
14. Wagré, *Souvenirs*, p. 114-115.
15. Turquet, *Cinq ans*, p. 155-156.
16. Wagré, *Souvenirs*, p. 114-115.
17. Froger, *Les Cabrériens*, p. 159.
18. Ducor, *Aventures*, p. 249-250.
19. Wagré, *Souvenirs*, p. 78.
20. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 547.
21. Turquet, *Cinq ans*, p. 146-147.
22. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 547.
23. Froger, *Les Cabrériens*, p. 214.
24. Wagré, *Souvenirs*, p. 135.
25. Wagré, *Souvenirs*, p. 157.
26. Froger, *Les Cabrériens*, p. 214-216.
27. De Méry, *Mémoires*, p. 257.
28. Wagré, *Souvenirs*, p. 75 et 120.
29. Bernard Masson, *Evasion*, p. 22.
30. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 173.
31. Wagré, *Souvenirs*, p. 140.
32. Turquet, *Cinq ans*, p. 152.
- 32 bis. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 548.
33. Bernard Masson, *Evasion*, p. 22.
34. De Méry, *Mémoires*, p. 197. Froger, *les Cabrériens*, p. 214.
35. Turquet, *Cinq ans*, p. 114.
36. Garau, *Noticias*, p. 319, et Miguel S. Oliver, *Mallorca, etc.*, p. 288.
37. Turquet, *Cinq ans*, p. 114.
38. Froger, *Les Cabrériens*, p. 214. et Bernard Masson, *Evasion*, p. 22.
39. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 547.
40. De Méry, *Mémoires*, p. 288.
41. Turquet, *Cinq ans*, p. 150.
42. Turquet, *Cinq ans*, p. 149.
43. Froger, *Les Cabrériens*, p. 215.
44. De Méry, *Mémoires*, p. 290.
45. Wagré, *Souvenirs*, p. 119.
46. Wagré, *Souvenirs*, p. 120.
47. Turquet, *Cinq ans*, p. 92.
48. Billon, *Souvenirs*, p. 218.
49. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 153-154.
50. Froger, *Les Cabrériens*, p. 216.
51. Billon, *Souvenirs*, p. 218.
52. Turquet, *Cinq ans*, p. 91.
53. Ducor, *Aventures*, I, p. 246.

54. De Méry, *Mémoires*, p. 207.
55. Billon, *Souvenirs*, p. 230.
56. Ducor, *Aventures*, p. 249.
57. Gille, *Mémoires*, p. 207-208.
58. Gille, *Mémoires*, p. 218.
59. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 92.
60. Gille, *Mémoires*, p. 219.
61. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.
62. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 151 à 155.
63. Gille, *Mémoires*, p. 200.
64. « La douce paix a ses triomphes. »

CHAPITRE XIV

LE SUPERFLU, CHOSE SI NÉCESSAIRE

1. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 81.
2. Gille, *Mémoires*, p. 210.
3. Turquet, *Cinq ans*, p. 89-90.
4. K. A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, I, 1890, p. 356.
5. K. A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, I, 1890, p. 356.
6. Quantin, *Un tour en Espagne*, I, p. 82.
7. Gille, *Mémoires*, p. 210-211.
8. Ducor, *Aventures*, I, p. 245. Wagré, *Souvenirs*, p. 79. Gille, p. 210-211.
9. Ducor, *Aventures*, I, p. 245.
10. Ducor, *Aventures*, I, p. 240.
11. Turquet, *Cinq ans*, p. 89.
12. Gille, *Mémoires*, p. 217.
13. Quantin, *Un tour en Espagne*, p. 82.
14. Turquet, *Cinq ans*, p. 88-89 90.
15. Turquet, *Cinq ans*, p. 90.
16. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 174 et sq.
17. Ducor, *Aventures*, I, p. 245.
18. Guillemard, *Mémoires*, p. 179.
19. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42 p. 546. C'est sans doute du Dr Thillaye qu'il s'agit.
20. Gille, *Mémoires*, p. 218.
21. Gille, *Mémoires*, p. 246-247.
22. Billon, *Souvenirs*, p. 225-6-7.
23. *Nouvelle Revue rétrospective*, I, 1890, p. 356.
24. Ducor, *Aventures*, I, p. 260-261.

CHAPITRE XV

LE CYCLE DES ÉVASIONS

1. Ducor, *Aventures*, I, p. 57.
2. Garau, *Noticias*, p. 242 et 243.
3. Actes de la Junta Supérieure, du 22 janvier 1810.
4. De Méry, *Mémoires*, p. 262.

5. De Méry, *Mémoires*, p. 271-272.
6. Wagré, *Souvenirs*, p. 187-188.
7. Wagré, *Souvenirs*, p. 182, 183.
8. Ducor, *Aventures*, I, p. 264, 265 et 294. *
9. Garau, *Noticias*, p. 241.
10. De Méry, *Mémoires*, p. 271.
11. Gille, *Mémoires*, p. 249.
12. De Méry, *Mémoires*, p. 267-268.
13. Garau, *Noticias*, p. 242. Actes de la Junte des 11 et 13 juillet 1810.
14. Olliver, *Mallorca*, etc., p. 330.
15. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 167.
16. Ducor, *Aventures*, I, p. 240.
17. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 167.
- 17 bis. Guillemard, I, p. 191.
18. Guillemard, *Mémoires*, I, p. 167.
19. Ducor, *Aventures*, I, p. 283.
20. Ducor, *Aventures*, I, p. 284.
21. Ducor, *Aventures*, I, p. 287-291.
22. Ducor, *Aventures*, I, p. 267.
23. Archives historiques de la Guerre. Le ministre de la Guerre au commandant de la 10^e division militaire, 24 mars 1813.
24. Archives historiques de la Guerre. Le ministre de la Guerre au duc de Gaète, ministre des Finances, 24 mars 1813.
25. Archives historiques de la Guerre. Le ministre de la Guerre au commandant de la 10^e division militaire, 24 mars 1813.
26. Wagré, *Souvenirs*, p. 181 à 183.
27. Wagré, *Souvenirs*, p. 195 et sq.
28. Wagré, *Souvenirs*, p. 200.

CHAPITRE XVI

POUR RENOUER LES LIENS ROMPUS

1. De Méry, *Mémoires*, p. 250, signale, à la date du 25 mars 1810, l'arrivée de quelques Français faits prisonniers dans les environs de Tarragone. Les dates sont concordantes.
2. Robert Guillemard, *Mémoires*, I, p. 147-148.
3. De Méry, *Mémoires*, p. 251.
4. Gille, *Mémoires*, p. 231-232.
5. Ducor, *Aventures*, I, p. 265.
6. Ducor, *Aventures*, I, p. 293.
7. Dossier Desbrull-Garau, pièce n° 8.
8. Dossier Desbrull-Garau, pièce n° 43, datée du 3 novembre 1809.
9. Dossier Desbrull-Garau, pièce n° 416 bis, du 10 février 1810.
- 10 et 11. Garau, *Noticias*, p. 306.
12. Voir *Géôles et Pontons d'Espagne*, p. 205.
13. Archives de la Confédération suisse, vol. 624, fol. 259.
14. Archives de la Confédération suisse. Régiments suisses, vol. 624, fol. 259.
15. Archives de la Confédération suisse, *id.*, vol. 624, fol. 268.
16. Wagré, *Souvenirs*, p. 81. Turquet, *Cinq ans*, p. 76.

17. Froger, *Les Cabrériens*, p. 99.
18. Ducor, *Aventures*, I, p. 259.
19. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 312-313.
20. De Méry, *Mémoires*, p. 274.
21. Garau, *Noticias*, p. 317-318.
22. Actes de la Junte suprême, du 29 mai 1810.
23. De Méry, *Mémoires*, p. 271.
24. Privé, *Journal*, cf. Titeux, II, p. 702.
25. Gille, *Mémoires*, p. 251.
26. Privé, *Journal*, cf. Titeux, II, p. 702.
27. Privé, *Journal*, cf. Titeux, II, p. 702.

CHAPITRE XVII

LE TROUPEAU SANS BERGER

1. Gerdy, *Rapport au duc de Bassano*, v. Titeux, II, p. 721.
2. Wagré, *Souvenirs*, p. 82.
3. De Méry, *Mémoires*, p. 279.
4. Wagré, *Mémoires*, p. 42.
5. Ducor, *Aventures*, p. 258.
6. Froger, *Les Cabrériens*, p. 189, 199 à 201.
7. Froger, *Les Cabrériens*, p. 216 à 217.
8. Froger, *Les Cabrériens*, p. 240. Ce nom est mentionné deux fois et sous deux prénoms dans l'état des officiers du 4^e régiment suisse. Archives de la Confédération, vol. 624, fol. 259.
9. De Méry, *Mémoires*, p. 280-281.
10. Garau, *Noticias*, p. 314-315.
11. De Méry, *Mémoires*, p. 281.
12. Turquet, *Cinq ans*, p. 172.
13. Garau, *Noticias*, p. 314-315.
14. *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 548.
15. De Méry, *Mémoires*, p. 282.
16. Wagré, *Souvenirs*, p. 117.
17. La nationalité polonaise du misérable est encore attestée par l'Infatigable qui passa quatre ans et demi à Cabrera. (*Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 546.)
18. Wagré, qui ne cite pas ce nom dans ses *Mémoires* de 1828, le donne dans ses *Souvenirs* de 1835.
19. Wagré, *Mémoires*, p. 52 à 54.
20. Wagré, *Souvenirs*, p. 166.
21. Froger, *Les Cabrériens*, p. 223.
22. Turquet, *Cinq ans*, p. 141.
23. Garau, *Noticias*, p. 315.
24. Ce Mateo Calafell est sans doute celui dont le soldat Sébastien (voir Froger, *Les Cabrériens*, p. 177) loue « la scrupuleuse exactitude et le cœur excellent. »
25. Gille, *Mémoires*, p. 250.
26. André de Maricourt, *La Duchesse d'Orléans*, II, p. 272.
27. Froger, *Les Cabrériens*, p. 240.
28. Turquet, *Cinq ans*, p. 167.

29. De Méry, *Mémoires*, p. 289.
30. De Méry, *Mémoires*, p. 291.
31. De Méry, *Mémoires*, p. 282.
32. De Méry, *Mémoires*, p. 293-294.
33. De Méry, *Mémoires*, p. 280.
34. Wagré, *Mémoires*, p. 71.
35. Gille, *Mémoires*, p. 209.
36. De Méry, *Mémoires*, p. 247.
37. Wagré, *Souvenirs*, p. 167.
38. Turquet, *Cinq ans*, p. 139.
39. Wagré, *Mémoires*, p. 74-75.
40. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 333.

CHAPITRE XVIII

LE LIBÉRÉ LIBÉRATEUR

1. Bernard Masson, *Évasion et enlèvement*, p. 12 et sq., *passim*.
2. Froger, *Les Cabréviens*, p. 161-166, *passim*.

3. Détail intéressant et qu'il faut noter parce qu'il éclaire un point sujet à controverse, Masson marque la présence au *Castillo* d'un économe, « le sieur Mauzac, sergent major du 67^e régiment », qu'on associera à l'affaire.

Dans une pièce, datée du 20 juin 1810, adressée au chevalier Desbrull, les sergents Deguin et Lefranc signalent la présence de trente-deux sergents et maréchaux des logis parmi lesquels est un Maussac, de la 3^e légion; il est plus que probable qu'il s'agit bien de l'économe en question. Or, Don Jaime Garau ayant suggéré que le sous-lieutenant de Maussac, commandant de l'île, n'était autre que ce sous-officier, on peut lui répondre que ce gentilhomme au caractère si ferme appartenait à la 4^e légion de réserve et qu'il est porté comme tel au rôle des blessés à la bataille de Baylen dans l'état qu'on peut consulter aux Archives de la Guerre. Il nous plaît de trouver ici la preuve que cet officier courageux n'a point usurpé un titre qu'il honora par un dévouement et une fermeté exemplaires.

4. v. R. P. D. Raymundo Ferrer, *Barcelona cautiva o sea un Diario exacto de lo ocurrido en la misma ciudad mientras lo oprimieran los Franceses, esto es desde el 13 de febrero de 1808 hasta el 28 de mayo de 1814*. Barcelone, 1815-1822, 7 volumes, in-8°.

Ce long titre atteste que, contrairement à l'opinion courante qui croit les Français partis d'Espagne en 1813, les troupes de Suchet occupèrent Barcelone (et vraisemblablement Peñíscola) jusqu'à fin mai 1814, ayant livré le 16 avril le dernier combat de cette longue campagne. Suchet, lui, était rentré en France dès les premiers jours d'avril.

Si l'on en voulait d'ailleurs une preuve nouvelle, celle d'un chef militaire, le colonel Debain, datée de Barcelone, le 27 mars 1814 et contresignée par douze soldats rapatriés, aurait toute sa valeur. Voir aux annexes.

Suivant Vidal de la Blache, I, 475, note, et d'après l'état de l'emplacement des troupes employées aux armées d'Espagne et de Catalogne (*Corresp. d'Espagne*, 26 novembre 1813, A. H. G.), la garnison de Barcelone, à cette date, était de 6.464 hommes, sous les ordres du général Habert.

Celle de Peñíscola, de 400 hommes, commandés par le commandant Bardout.

Sur ce point encore, Masson a dit vrai.

5. Voir aux annexes.

CHAPITRE XIX

L'HEURE TARDIVE DE LA DÉLIVRANCE

1. Wagré, *Mémoires*, p. 77. Cette affirmation, on le voit, contredit nettement celle de Garau sur la liberté de correspondance que la Junta aurait accordée aux prisonniers.

2. Wagré, *Mémoires*, p. 78.

3. Wagré, *Mémoires*, p. 79.

4. De Méry, *Mémoires*, p. 297.

5. Turquet, *Cinq ans*, p. 175.

6. De Méry, *Mémoires*, p. 298.

7. Turquet, *Cinq ans*, p. 176.

8. Wagré, *Mémoires*, p. 83-84.

9. Cité par Wagré, *Mémoires*, p. 180-181 et 218 et 219, sans indication d'origine.

10. De Méry, *Mémoires*, p. 298.

11. Wagré, *Mémoires*, p. 82.

12. Wagré, *Mémoires*, p. 81. Turquet, *Cinq ans*, p. 178.

13. Turquet, *Cinq ans*, p. 179.

14. Turquet, *Cinq ans*, p. 178.

15. Wagré, *Mémoires*, 82-83.

16. Turquet, *Cinq ans*, p. 180.

17. Turquet, *Cinq ans*, p. 181-182.

18. *Diario político y mercantil de Palma*. Numéro du 17 mai 1814.

19. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. De Lorge au ministre de la Guerre, 4 juillet 1814.

20. Louis Pujol à ses sœurs. *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 357-358.

D'après le *Semanario económico de Palma* le convoi était composé d'un brigantin de guerre et de deux transports que convoyait la frégate la *Médée* commandée, dit-il, par le capitaine Defren (*sic*).

L'enseigne de vaisseau Pujol écrit à ses sœurs « à bord du *Zéphir* ». Ce nom est sans doute aucun celui du brigantin.

21. Arch. Hist. Guerre. Dossier A. H. 33. Rapport au préfet maritime de Toulon du capitaine de frégate commandant la *Médée*.

22. Turquet, *Cinq ans*, p. 184-5.

23. Wagré, *Mémoires*, p. 91-92.

24. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Rapport du capitaine Ménouvrier-Defresne au préfet maritime de Toulon, 11 juin 1814.

25. Turquet, *Cinq ans*, p. 188.

26. Wagré, *Mémoires*, p. 95 à 107.

27. Turquet, *Cinq ans*, p. 188.

28. Wagré, *Mémoires*, p. 89-90.

29. Turquet, *Cinq ans*, p. 188.

Un fait au moins prouve que si Don Damian Estelrich s'était aliéné le cœur des prisonniers, ce n'est pas à la religion tout court ni même à ses prêtres que ceux-ci s'en prenaient. Le coadjuteur de l'aumônier, le Père François, que Wagré est seul à signaler, sut du moins se concilier les sympathies :

« Je dois dire à sa louange », écrit-il, « que jamais il ne profita de notre misère pour nous en faire sentir l'amertume. Au contraire il nous exhortait à la patience et aurait voulu de tout son cœur pouvoir briser nos chaînes : — Ayez confiance en Dieu et prenez

courage, nous disait-il ; c'est par la patience et la résignation que vous surmonterez vos souffrances. Si j'ai quelques bonnes nouvelles à vous apprendre, soyez certains que je me ferai un plaisir de les porter à votre connaissance. » Wagré, *Mémoires*, p. 69.

Il tint parole et c'est lui qui, plus tard, annoncera aux prisonniers la paix et leur prochaine libération.

30. De Méry, *Mémoires*, p. 299.
31. Turquet, *Cinq ans*, p. 186-187.
32. De Méry, *Mémoires*, p. 299.
33. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Extrait d'une dépêche sans date au ministre secrétaire des Affaires étrangères.
34. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Le ministre des Affaires étrangères au ministre de la Guerre, 19 août 1814.
35. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Le ministre de la Guerre au ministre des Affaires étrangères, 9 septembre 1814.
36. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Le commandant de la division destinée aux îles Baléares au préfet maritime de Toulon, 23 août 1814.
37. Partance : moment où un vaisseau, prêt à partir, cesse toute communication avec la terre (le Dictionnaire).
38. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Le commandant de la division destinée aux îles Baléares au préfet maritime de Toulon, 23 août 1814.
39. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Le ministre de la Marine au ministre de la Guerre, 17 septembre 1814.
40. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Le ministre de la Guerre au ministre des Affaires étrangères et au baron de Lorge, 27 septembre 1814.
41. Dubuc, *Relation*, p. 8.

CHAPITRE XX

MARSEILLE, CŒUR DE LA FRANCE

1. Wagré, *Mémoires*, p. 107.
2. Turquet, *Cinq ans*, p. 189.
3. Wagré, *Mémoires*, p. 108.
4. Wagré, *Mémoires*, p. 110.
5. Wagré, *Mémoires*, p. 113.
6. Froger, *Les Cabrériens*, p. 284.
7. Wagré, *Mémoires*, p. 115-116, et Froger, p. 284.
8. Froger, *Les Cabrériens*, p. 285, et Wagré, *Mémoires*, p. 118.
9. Wagré, *Mémoires*, p. 119.
10. Froger, *Les Cabrériens*, p. 286.
11. Wagré, *Mémoires*, p. 120 à 122.
12. Turquet, *Cinq ans*, p. 198.
13. Turquet, *Cinq ans*, p. 190.
14. Wagré, *Mémoires*, p. 127.
15. Froger, *Les Cabrériens*, p. 288.
16. Wagré, *Mémoires*, p. 125.
17. Wagré, *Mémoires*, p. 130.
18. Wagré, *Mémoires*, p. 132.

19. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33, n° 266. Le ministre de la Guerre au ministre des Relations extérieures, 6 juillet 1814.
20. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33, n° 266. Le ministre de la Guerre au ministre des Relations extérieures, 6 juillet 1814.
21. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Rapport Ménouvrier-Defresne, 11 juin 1814.
22. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Rapport Ménouvrier-Defresne, 23 août 1814.
23. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Rapport de Lorge, 11 février 1815.
24. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33. Rapport Dautranne, 4 mars 1815.
25. Arch. Hist. Guerre. Doss. A. H. 33, pièce non datée.

LIVRE II

GRANDES BALÉARES
ET PITYUSES

MAJORQUE

MINORQUE

IVIÇA

CHAPITRE PREMIER

MAJORQUE

L'ILE DU CALME

Au charme qu'en dépit des mutilations a conservé la capitale des Baléares, on peut juger de ses attraits au printemps de 1809.

Avec son corset de remparts datant de Philippe V, Palma prend l'aspect d'une place forte à l'abri de toute attaque brusquée. Le flot battant ses murailles, on n'a pas multiplié glacis, saillants, redans, orillons ou autres ouvrages dont s'enorgueillissait l'art d'un Vauban. Haute et massive, l'enceinte s'ouvre, près du môle, à la *Puerta del Mar* que flanquent deux tonnelles en retrait d'un bastion. Du côté nord, le profil s'élève et seul le pont voûté de Santa Catalina enjambe le lit souvent desséché de la Riera. A l'orient, commence la riche *Huerta* qui regorge d'huile et de vin. De vastes fossés achèvent la défense.

Dépassant de très haut les murailles, la cathédrale, au grès délicatement patiné, repose sur des assises vieilles de plus de six siècles. Ce sont, à l'entour, venelles étroites, sinneuses, souvent sans issue : par bonheur, elles n'ont point disparu. Le long de ces *Calle del Sol*

ou de la Merced, dans ces ruelles de Montenegro ou de San Feliù, que de somptueuses et solennelles résidences, que de palais prestigieux ! Palais Olezza, palais Palmer, palais Sollicherich, palais Vivot, on ne saurait les nommer tous... Seules les distinguent des façades d'âge et de styles différents. Qu'on en franchisse le porche armorié et voici, larges, aérés, pleins de noblesse, des *patios* incomparables.

Parfois s'élancent, à la fraîcheur d'un puits, palmier, dattier, ou bananier ombrageant une margelle adorablement sculptée. Et, par une rampe aux ferronneries d'art, on accède à des galeries dont les balustres s'adornent de jasmin.

Tandis que sur ces demeures volontiers silencieuses, s'épand « l'émouvante, l'ineffable lumière que réfléchit l'étendue des eaux¹ », au centre, au seuil plutôt, de cette cité recueillie, se dressent trois monuments en qui s'incarne son histoire.

Voulue par Jaime I^{er}, roi d'Aragon, le héros national, la *Seo* paraît taillée dans de l'ambre ou, comme le dit un voyageur moderne, dans du miel solide¹. Seule cathédrale de l'art ogival se mirant dans la mer, ici, d'un élan merveilleux, elle s'enlève sur le ciel indigo.

Le *Lonja*, commandée elle aussi par le *Conquistador* à l'architecte Sagrera et bâtie aux frais des riches négociants du *siglo catorce*, s'avère l'un des rares monuments civils de l'Espagne gothique. Ses colonnes, sans soubassements ni chapiteaux, s'étalent en arêtes de voûte imitant à ravir le tronc et le feuillage du palmier².

Enfin, le *Castillo de l'Almudayna*, malgré de fâcheuses disparates, conserve, des temps mauresques sa fantaisie et son nom, des temps de la conquête l'éclat que dut avoir un *Palacio real*, une maison de rois, synthèse de leur puissance³.

Et c'est sur cette base, triple et une à la fois : ferveur religieuse, art du négoce et sens du gouvernement que s'est édifié, au cours de plusieurs siècles, le prestige d'un royaume trop tôt dépossédé de son autonomie. A la fois port de mer et forteresse, l'un accueillant, l'autre méfiante, Palma, capitale de « l'île du Calme », va connaître tous les heurts d'une époque troublée.

D'une part, son intérêt élémentaire serait d'intensifier la navigation, de rendre à son port et son *muelle* la vie qui les animait avant que la nouvelle route des Indes ne détournât le trafic maritime.

Son bumeur, d'autre part, l'incline à se replier sur elle-même, à se fermer aux influences du dehors, à repousser avec effroi ceux dont la présence pourrait affecter la santé publique et surtout heurter les opinions traditionnelles.

Aussi bien, on l'a vu et on le reverra sans cesse, ce double courant de libéralisme commercial et d'absolutisme politique autant que religieux pénètre-t-il toute l'histoire de l'archipel à l'époque de l'*Alzamiento*. On en retrouve ici les conflits toujours renaissants.

Chose curieuse et qui révèle au premier chef la pérennité de l'influence arabe dans une ville qui n'en conserve que peu de vestiges, nulle part et à aucun moment n'apparaît l'intervention féminine. Encadrées de leurs noires mantilles, les femmes aux visages d'ivoire, beautés graves, dévotes et passionnées⁴, n'ont jamais exercé, semble-t-il, leur ministère de pitié. L'ombre du Croissant s'étend à tel point sur toutes choses que l'humble charité, vertu chrétienne s'il en est, semblera lointaine à cette cité que domine pourtant la Croix.

SECTION I

RÉSIDENCES IMPOSÉES

LA TOUR DE L'ANGE ET LES « DEMONIOS FRANCESES »

Pour la Régence d'Espagne, qui appliqua si mal le précepte « gouverner c'est prévoir », toute capture d'ennemi était un embarras de plus. Vu leur mobilité extrême, les armées impériales pouvaient à tout instant délivrer des Français en dépôt dans la Péninsule. Pour les bien tenir, il n'était que de les éloigner : la déportation aux archipels devait s'imposer comme le moyen le plus sûr. C'est pourquoi, avant de se résoudre à déverser sur les Baléares le gros des pontons, on y dirigea d'abord de faibles détachements. Tel fut le cas des prisonniers de Carthagène, de Grenade et de Valence dont on ne saurait ignorer les malheurs.

A Carthagène, place forte de premier ordre et port militaire le plus important de l'Espagne (actuellement tout au moins), on constate qu'à dater du 21 janvier 1809, moment où l'épidémie fait rage sur les vaisseaux dérasés de la *Bahia*, les autorités locales ont sur les bras quelque deux cent quarante étrangers que vient de leur imposer le duc de l'Infantado. Qu'en vont-elles faire ? Elles les massent d'abord sur une vieille barque, le *Presentación*, et demandent des instructions à Martin de Garay, secrétaire de la Junte suprême.

Alors même qu'on souffrait et mourait largement, jamais Séville ne fut pressée. C'est le 25 juin, après cinq mois d'attente, que le ministre daigne répondre. Il suggère « qu'en raison du manque de fonds pour entretenir les immatriculés français, il serait à l'avantage des finances royales de les transporter aux îles Baléares où ils trouveront plus de sécurité » (*sic*)⁶.

Élégante manière de rejeter sur d'autres le fardeau dont on entend se libérer soi-même ! Mais la proposition n'a pas dû avoir tous les résultats espérés car, le 25 octobre, on voit encore Antonio Cornel, *vocal* de la Junte suprême, et Francisco de Saavedra, son président, obligés de se pencher sur une nouvelle détresse : à côté de cent dix-sept prisonniers remis par le capitaine général de Valence, on signale deux consuls français et autres individus de la même nation qui, « détenus au fort de las Galeras, périront si on ne pourvoit pas à leur subsistance⁶. » Les termes mêmes de cette information posent à l'esprit un problème inquiétant : les deux cent quarante prisonniers de la *Presentación* sont-ils morts de faim ou bien ont-ils été déportés ?...

A l'Alhambra de Grenade, on voit, en juillet-août de la même année, d'autres combattants des armées impériales, notamment le général de cavalerie Franceschi et ses aides de camp, plus deux officiers napolitains, les capitaines de cavalerie Vicente Tripaldi et Oswaldo Gorgon, causer quelque souci à la Junte locale. Capturés en Vieille Castille par un commandant de francs-tireurs, le *fray* Juan Menvieta, ils sont le plus beau trophée de guerre de ce belliqueux capucin.

« Les intrigues et la ruse de Napoléon », écrit le représentant des autorités grenadines, « inspirent de tels soupçons qu'il est à craindre que, par excès de patriotisme mal compris, on ne commette sur ces prisonniers quelque attentat gros de périls... » La Junte est, en effet, sans illusion sur les avantages de cette geôle improvisée. « L'Alhambra », déclare-t-elle, « est une citadelle ouverte et en ruines favorisant les évasions et exigeant l'entretien d'une garde permanente. » On pourrait économiser les frais de surveillance. Puisque « ordre a été donné de transporter ces prisonniers, comme les autres, aux Baléares et aux Canaries (ici le texte dit bien : *tous* les prisonniers), « il faut », ajoute le scribe officiel, « que vous retiriez sans plus ceux d'ici...⁷ » Selon toute vraisemblance, la

déportation suivra de près, mais elle sera épargnée aux officiers napolitains qui jugeront plus simple de passer directement au service de Sa Majesté Catholique⁸.

Enfin, c'est à Valence, l'ardente cité du Cid que, dès le début de 1809, se trouvent trois officiers supérieurs assez notoires pour qu'il soit question de leur échange dans un article spécial de la capitulation d'Andujar. Il s'agit du général baron Exelmans, du colonel Lagrange et du chef d'escadron Rossetti, auxquels on peut joindre le maréchal des logis Têtard. La place qu'ils occupent dans les actes officiels nous oblige à leur consacrer quelques pages, d'autant que l'un d'eux a narré ses aventures dans un copieux *Journal* récemment mis au jour⁹.

Piémontais, enrôlé à dix-huit ans dans la garde nationale du roi de Sardaigne, puis poussé par Bonaparte à entrer dans l'armée française, le commandant Rossetti avait, en qualité d'aide de camp, accompagné Murat, lieutenant de l'Empereur en Espagne. Chargé par lui, en même temps qu'Exelmans et Lagrange, d'assurer la liaison avec le maréchal Moncey, il s'était fait prendre avec ses compagnons à Saelijes, petite bourgade de la Manche et emmener à Valence en juin 1808.

Accueillis dans la *Ciudad das Naranjas* aux cris habituels de *Matar los ! Matar los !* (tuez-les) que profèrent la foule et plus spécialement les moines, les officiers français attendront longtemps, à l'entrée d'un monastère, que la Junte ait délibéré sur leur cas. Sans cesse il est question d'un échange avec des officiers espagnols prisonniers de Moncey. Mais, au dire de Rossetti, la Régence s'y refuse obstinément et l'article du traité d'Andujar demeure lettre morte, pour eux comme pour les troupes de Dupont¹⁰. Il faut, à fin novembre 1808, la victoire de Napoléon à Tudela et son entrée à Madrid pour rappeler leur existence à l'État. On les dirigera donc sur les Baléares.

Rien ne prouve mieux la lenteur de l'appareil gouvernemental espagnol que la confrontation du *Journal* de Rossetti et des pièces d'archives conservées à Madrid dans un *legajo* de la section *Estado*. Tandis que l'officier italo-français indique en une ligne qu'embarqué le 7 décembre, il est arrivé le 13 à Palma de Majorque, après une traversée assez orageuse, *neuf* messages sont échangés, du 3 janvier au 4 février 1809, entre Séville, Valence et Palma, aux

seules fins d'établir le régime appliqué à ces haut gradés. Soit à Séville, soit à Valence, on se loue de la décision : « Il a été très agréable à la Junte suprême du gouvernement que l'on ait enfin fait partir et mis sous garde, dans l'île de Majorque, le général et les chefs français qui se trouvaient dans le temple (*sic*) de votre ville [Valence], car leur séjour pouvait être très funeste à la tranquillité publique autant qu'à la bienséance et à la sécurité de l'État ¹¹. » Nous voilà débarrassés, pensent nos augures, de ces *demonios franceses* !

Que va-t-il advenir d'eux dans l'île lointaine ? Écroués, dès l'arrivée, au château de Bellver (que Rossetti écrit *Belvédère*), il ne tardent pas à s'apercevoir que la garde qui veille aux barrières du... lieu a beau être forte, elle n'est pas pour cela incorruptible : « On l'avait formée de vingt-cinq hommes des milices de Majorque, commandés par un capitaine. Le gouverneur nous annonça qu'il nous était défendu de communiquer avec qui que ce soit sans la permission du président de la Junte. Néanmoins, dès notre arrivée, nous étions parvenus à gagner la confiance du dit gouverneur, auquel nous avons fini par proposer de nous faire évader car, pendant notre captivité à Valence, nous avions emprunté une assez forte somme au consul anglais. Les promesses que nous avions faites au gouverneur l'avaient décidé, non seulement à favoriser notre fuite mais à nous fournir une embarcation pour aller à Barcelone. Lui-même devait partir avec nous mais, soit qu'il n'ait pas agi assez prudemment, soit qu'il ait été trahi par les personnes auxquelles il s'était confié, son projet fut découvert : il fut arrêté et remplacé par un vieux chef de bataillon, nommé Galère, homme aussi bête que méchant. On nous enferma pendant quelque temps et la promenade dans la galerie et sur la terrasse nous fut interdite ¹². »

Il semble, au surplus, que la seule présence de ces quelques prisonniers ait été cause d'agitation dans cette ville de Palma si facilement inflammable. Les *Actes* de la Junte nous ont conservé le souvenir d'événements grossis à outrance.

Quelques semaines après l'arrivée des Français, trois *chismoros* (trois caucaniers, comme le dit si joliment le texte espagnol) se promenaient dans les bois de pins qui font une ceinture admirable au château de Bellver ; ils remarquèrent que les officiers, proba-

blement établis sur la terrasse, étaient en conversation avec le médecin, Don Juan Moyssin. « Or », déclaraient gravement ces défenseurs de la sécurité nationale, « le dit Moyssin n'avait pas passé par hasard au château de Bellver puisqu'il était monté sur un âne (*sic*) et qu'il avait soutenu, en une certaine occasion, qu'un seul Français valait dix Espagnols... Il était donc certain que cette conversation touchait quelque secret et devait être dangereuse... ¹³ »

On sourit à la pensée que, non moins gravement, la Junte, accordant à pareille délation toute sa sollicitude, délibéra sur cet objet, fit arrêter ledit Moyssin et, après enquête, dut non seulement reconnaître l'inanité des paroles qu'on lui avait attribuées, mais constater qu'il avait été régulièrement appelé par le gouverneur du château pour donner des soins à l'un des prisonniers !... ¹⁴.

Le 1^{er} mars arriva, sur le chébec du patron valentinois Sébastien Arragone, un second contingent de cent vingt-trois soldats et d'un caporal qui furent aussitôt enfermés à la Lonja. Comme leurs vêtements étaient en mauvais état, la Junte demanda (six semaines plus tard) que l'Intendance voulût bien leur en fournir d'autres, mais rien ne prouve que la décision ait été suivie d'effet. Peu après, ce détachement fut transféré à la caserne Saint-Martin.

En tolérant l'entrée de ces contingents, somme toute réduits, la population majorquine espérait sans doute qu'elle serait dispensée d'une hospitalisation plus étendue. Nul ne présumait à ce moment que l'on pourrait destiner à l'archipel les nulliers de malheureux entassés dans les pontons d'Andalousie, mais, comme si, dès la constitution de la Junte, quelque pressentiment hantait l'imagination de ses membres, le patricien Despuig, député à Séville, avait été prié d'élever à l'avance des protestations énergiques.

Chose curieuse, Rossetti qui, à la fin d'avril 1809, voit arriver en rade la flotte de Don José de Vargas, n'en souffle mot dans son *Journal*. Seule une courte note indique qu'il a dû se passer quelque chose d'important dans la cité de Jaime I^{er} :

21 mai 1809 : « Nous fûmes transférés à Palma dans la *Tour de l'Ange*. Cette tour qui se trouve dans le palais du gouvernement, au bord de la mer, a cent vingt pieds de hauteur. Elle sert de prison aux criminels d'État. Nous en occupons le sommet qui se com-

pose de trois cachots donnant sur une petite terrasse : le geôlier était chargé de fournir à nos besoins¹⁵. »

Presque adossée à la cathédrale et dominant le port, cette tour a disparu depuis. A ce moment, elle n'était point sans emploi puisqu'Exelmans, Lagrange et Rossetti y trouvent un compatriote assez peu méritant : parmi les premiers prisonniers de la guerre, un officier, le capitaine adjudant-major Charles Bonnot ou Bangnot, de Paris, déserteur à Figueras, a passé à Majorque avec sauf-conduit du général Théodore Reding, chef de l'armée de Catalogne, « pour aller où bon lui semblera »¹⁶ ; sitôt arrivé, il s'est vu appliquer dans toute sa rigueur le décret de la Suprême, frappant de réclusion *todos los Franceses*... Incarcéré, le 13 janvier, à la Tour de l'Ange, il ne devait pas inspirer aux Espagnols une confiance illimitée car, aux Archives de Madrid, quatre pièces témoignent des suspicions qu'éveillait ce transfuge. Pendant près de dix mois, Rossetti et ses compagnons seront donc confinés dans la Tour. Puisqu'il faut dire heureux ceux qui n'ont pas d'histoire, le silence absolu de son *Journal* durant cette période laisse espérer que la vie n'y fut point trop dure. Nul ne sait si l'on maintint pour eux la faveur que le texte officiel rapporte d'amusante façon : « Les officiers prisonniers pouvaient communiquer entre eux et avec les personnes décentes !... »¹⁶

*
* *

LA CASERNE DE LA MURAILLE

Parmi les transports arrivés de Cadix, une frégate, la *Cornélie*, avait à son bord la presque totalité des officiers du corps d'occupation de la Gironde.

Le lieutenant-colonel Fournier, aide de camp de feu le général Gobert, évalue leur effectif à trois cent trente-sept ou même trois cent soixante-dix gradés, y compris cinquante officiers de marine et les officiers suisses au service de France. Deux généraux de brigade sont du nombre : Privé, qu'on a vu se battre avec courage dans les bois de Baylen, et Dufour, qui a partagé les erreurs de Vedel, son divisionnaire¹⁷.

Après l'échec de Mahon, la *Cornélie* était, le 24 avril, revenue mouiller à Palma où l'on procéda à une concentration des officiers généraux, tandis que les officiers particuliers, les sous-officiers et les soldats étaient dirigés sur Cabrera. Privé, et Dufour avec lui, avaient préalablement passé de la *Cornélie* au transport la *Pastora*, et le colonel comte D'Esclon au transport n° 13 où il se trouva, dit-il, en compagnie de soldats « dans la dernière misère, déguenillés, couverts de poux, entassés comme des harengs...¹⁸ » Les 2 et 3 mai, les officiers supérieurs furent débarqués au lazaret pour subir une visite sanitaire et la quarantaine obligée. Par crainte de la population, c'est à deux heures du matin qu'on les conduira à terre, sous l'escorte de troupes régulières ou de miliciens.

Comme logement, le gouverneur de l'île leur a assigné le séminaire de Monte-Sion, à l'extrémité sud de la ville. Mais « l'Université littéraire et royale », corps savant dont on eût attendu plus de générosité, intervient auprès de la Junte pour qu'en sa séance du 13 mai, elle ait à choisir de préférence le quartier ou *cuartel* Bourbon, communément appelé « Caserne de la Muraille ».

Qu'on imagine un vaste bâtiment inoccupé, aux fenêtres grillées, faisant corps avec les remparts de la ville et dominant à la fois la *Lonja* qui sert de Bourse aux négociants et le port d'où partent leurs vaisseaux. Supposant à juste titre que ces constructions, déjà anciennes, laissent fort à désirer, la Junte fait dresser quelques cloisons « afin que les officiers soient logés plus décemment¹⁹. » Les fenêtres donnant sur la rue seront, à l'aide de planches, soigneusement barricadées²⁰.

Ce ne sont pas seulement les évasions ou les communications avec l'extérieur que l'autorité redoute : une légende tenace, et volontiers entretenue par certains, veut que les *Franceses*, ayant pillé Cordoue, soient encore en possession de nombreux trésors de cette ville. Aussi bien, dès le 16 mai, celui qu'on appelle le chancelier de la Junte se croit-il obligé d'annoncer à ses collègues que le chirurgien Gabriel Marco assure tenir un renseignement important d'un de ses collègues, témoin de l'atterrissage : « Les prisonniers détiennent de nombreux bijoux d'or et d'argent. » Aussitôt, nouvelles perquisitions. Officiers, domestiques et bagages seront visités en détail. Inventaire et procès-verbaux devront être établis de tout ce qu'ils possèdent, vêtements d'usage compris.

Déduction faite de cent *duros* pour les généraux, de cinquante pour les chefs d'unités, l'ensemble de leurs biens devra être déposé à la *Tabula numularia*, sorte de caisse municipale. Il en sera de même de toute arme.

A la vérité, cet ukase ressemble fort à un coup d'épée dans l'eau.

D'après le manuscrit de Don José Desbrull, frère de Don Antonio, on ne découvrit « ni beaucoup d'argent, ni rien qui donnât lieu à des soupçons ». Mieux encore, les deux députés auxquels avait été confiée cette révision des biens, le *vocal*²¹ Joaquín Pons et le *comisionado*²² Benito Cabo, déclareront qu'ils n'ont pas retrouvé le moindre bijou et pas davantage d'argent, mais seulement trois poignards et quelques épées appartenant aux officiers de marine²³.

Un peu plus tard — c'est toujours la même bantise ! — quelqu'un atteste avoir vu des calices consacrés entre les mains des *Franceses*. Or, commis à cet examen nouveau, l'auditeur Nicolas Campaner ne découvrira qu'une seule coupe bosselée qui, si jamais elle fut calice, n'a présentement aucune valeur.²⁴

Détail curieux, et qui montre à quel point ils sont, au début, mal renseignés sur l'absolu dénuement de Cabrera, on voit, dès l'installation au *Cuartel Bourbonne*, quelques officiers supérieurs demander un transfert dans l'îlot où se trouvent la plupart de leurs camarades subalternes. C'eût été, en toute candeur, choir de Charybde en Scylla !...

Au surplus, les événements vont suivre un cours opposé à ce vœu téméraire²⁵. Enfin convaincue de l'insuffisance des sources à Cabrera, la Junte, le 23 mai, sur la proposition de l'auditeur, a résolu de rappeler à Palma le plus d'officiers possible. On les entasse sur trois embarcations que convoie la frégate *Lucia*, désormais affectée à la surveillance des captifs. Sitôt à terre, ils sont conduits à la Caserne de la Muraille.

Quelques jours plus tard, une polacre amenant de Catalogne cinq cents prisonniers jette l'ancre au *Puerto* de Cabrera. Après les avoir débarqués, elle échange ce chargement contre un autre²⁶. On y trouvera la plupart des Suisses des 3^e et 4^e régiments : « J'étais du nombre », s'écrie le capitaine Karl-Amédée de Murait, « et l'on peut supposer avec quelle joie nous nous embarquâmes,

bien que fort tristes eussent été nos adieux à ceux qui restaient. L'espoir d'un changement et même d'un retour était le sentiment dominant... ²⁷ »

Peu de temps après, l'arrivée de six nouvelles compagnies de soldats français et napolitains capturés à Barcelone fournit l'occasion de transférer cent soixante-dix officiers restants non à Palma mais à Port-Mahon.

Si l'on en croit Garau (obligé cette fois d'admirer l'esprit de corps de ces Français dont il se plaît parfois à souligner les défauts), ce départ donna lieu à un véritable assaut de générosité, « lorsqu'il fut question de ne laisser dans l'îlot que ceux dont la présence importait au maintien de l'ordre ». D'autre part, l'esprit de ruse qui se manifesta chez certains gradés devait, par la suite, leur jouer plus d'un tour. Invoquant à raison ou à tort des motifs d'affection ou des liens de parenté, plusieurs officiers subalternes déclarèrent qu'ils ne se sépareraient pas de leurs supérieurs : ils se firent donc inscrire comme simples ordonnances. Le stratagème n'allait pas sans péril. Grand fut l'embarras des pseudo-brosseurs quand la Junte ordonna une révision des grades avec présentation de titres. C'est alors que la faim fit sortir le loup du bois ! Lorsqu'ils virent les suppléments de nourriture refusés aux inférieurs et que, plus tard, il fut question d'un échange grade par grade, les prétendues ordonnances s'empressèrent d'exhiber leurs brevets et de réclamer l'allocation correspondante... ²⁸.

Ces réclamations — comme il advient dans toute captivité — vont être un des éléments primordiaux du débat : insalubrité des locaux, mauvaise qualité des vivres, retards de la solde, insuffisance des secours, manques d'égards, ces divers sujets de plaintes ne sont pas toujours transmis à qui de droit ; c'est pour les faire connaître que l'un des prisonniers essaiera de jeter, par une fenêtre grillée, le papier qui va provoquer la première émeute de juin et l'enquête de Don Nicolas Campaner.

Ici d'ailleurs la montagne accouche d'une souris : le papier considéré comme subversif n'est qu'une pétition conçue en termes absolument respectueux. Il faut plaindre une autorité qui s'arrête à de telles balourdises pour n'être pas taxée de modérantisme ou de trahison.

A peine le dernier contingent installé au Quartier Bourbon,

on fut contraint, par cet afflux, d'adapter à ses destinées nouvelles le vaste bâtiment dont les corridors étaient, à l'espagnole, utilisés comme dortoirs. Ce fut entre les piliers d'un de ces couloirs que Muralt put suspendre son bamac à côté de ceux de ses deux fidèles frères d'armes, Sonnenberg et von der Weid²⁹.

Assurément, les lois de cette moderne science, l'hygiène, n'étaient point là chose courante. Sur l'initiative de la Junte ou, ce qui paraît plus probable, sur plainte des intéressés, on arrête qu'à des jours et à des heures différents, la caserne devra être inspectée par trois médecins qui rendront compte de leurs visites. Le 20 juillet, leur rapport est entendu et, déférant à un ordre du commandant général, l'autorité décide de faire percer des ouvertures et de laisser aux internés la liberté de transformer la salle de l'est en dortoir. On charge de ces travaux le « Corps des ingénieurs militaires » mais on oublie de nous dire avec quelle promptitude il les exécuta...

Même sous forme de dortoirs, on ne trouvait point céans le confort et les aises exigés naguère par les officiers d'occupation dans les demeures seigneuriales de la Péninsule. N'importe, c'était mieux que les salles ouvertes à tous vents du *Castillo* de Cabrera. Il semble que certaines facilités accordées aux officiers confédérés soient dues au fait que l'un des chefs militaires de la province sera, à ce moment, non pas un Anglais comme on l'a dit, mais le général Nazaire Reding, Suisse au service de l'Espagne et propre frère de Théodore Reding, le vainqueur de Baylen. C'est grâce à la bienveillance de ce Schwytzois de bonne race que Muralt pourra toucher un subside paternel et von der Weid recevoir des nouvelles de sa famille²⁹. C'est également lui qui les sauvera, plus tard, du massacre préparé par un clan de fanatiques ; son pouvoir n'ira cependant point jusqu'à obtenir pour eux l'échange ardemment désiré et toujours différé.

Une autre figure fort attachante, et qu'il faut mettre hors de pair, est celle du major des régiments de milices urbaines, Don Antonio Desbrull³⁰, commandant de place commis à la surveillance des prisonniers, celui-là même qui présida la Commission de Cabrera. Appelé indistinctement par eux Desbrouille³¹ (prononciation espagnole de son nom), DeBrouille³² ou de Brull³³, ce militaire d'occasion, chevalier de l'ordre de Malte³⁴, est vraiment le

type du gentilhomme accompli. A toutes les requêtes des officiers, il saura répondre avec tact et courtoisie, faisant preuve de patience et, plus tard, d'un courage poussé jusqu'à l'héroïsme. En un temps où cette largeur d'idées semble rare, il est bien agréable de pouvoir insister sur de tels mérites.

* * *

MISÈRES ET PETITESSES DE LA VIE ENCLOSE

Rien comme la captivité ne met, dans les rapports entre hommes dressés aux mêmes corvées et soumis aux mêmes vexations, plus de tiraillements, de querelles et d'aigreur. Au reste, il faut convenir que les traitements réservés aux hôtes du Quartier Bourbon manquaient de régularité. Des différentes lettres constituant le dossier Desbrull, ressort l'évidence que le sieur Palmer, intermédiaire entre la Junte et les prisonniers, n'apporta point à sa tâche une conscience extrême.

Il fallait aux officiers captifs un défenseur résolu : quelles que fussent ses blessures et ses déceptions personnelles, le commandant Duval se montra énergique à souhait.

Le 7 novembre, il signale que le vin de mauvaise qualité a incommodé plusieurs consommateurs et il en soumet un échantillon au commissaire.

Le 21 décembre, c'est la viande qui n'est pas mangeable.

— « Veuillez, Monsieur le Chevalier », écrit-il, « inviter M. Palmer à ne plus nous en envoyer de pareille qui, réellement, ne peut qu'être préjudiciable à la santé³⁵. »

Le 29 du même mois, c'est le prix des denrées qui lui semble excessif. Les prisonniers doivent payer la livre de farine quarante-huit *cuartos*, la livre de café huit *reales*, la mauvaise huile deux *reales* et huit *cuartos*, la livre de pommes de terre six *cuartos*³⁶. Duval réclame, mais rien n'indique qu'il ait obtenu gain de cause.

S'adressant alors au commandant de place pour lui signaler la totale insuffisance de charbon, il termine ses lignes par un appel fort mesuré : « Je suis extrêmement sensible, Monsieur, d'être

obligé de vous importuner si souvent de mes plaintes; il est vrai que, connaissant l'intérêt que vous daignez prendre à notre triste situation, je me rends plus hardi dans les démarches, étant persuadé d'avance que vous n'épargnerez point vos peines quand il s'agit de secourir des malheureux ³⁷. »

Le 9 octobre, à l'article de la solde, Duval proteste avec non moins de vigueur contre le fait que, par ordre supérieur (à ce que prétend Palmer), la paie des lieutenants-colonels est réduite à neuf réaux ³⁸, celle des capitaines à six, celle des officiers subalternes à cinq. « Cet arrêté », dit-il, « met les officiers dans l'impossibilité de subvenir aux dépenses urgentes qu'ils sont obligés de faire pour acquitter leur blanchissage et pour fournir aux besoins indispensables qu'ils ont ³⁹, »

Assurément, si la Junte a pris cet arrêté fâcheux, la faute n'en est pas à Palmer. Mais ce que Duval reproche amèrement au sous-missionnaire, c'est de n'avoir fait aucune réponse à trois réclamations successives portant sur cet objet. « Pendant ce temps », dit-il, « les officiers n'ont plus de moyens et sont par conséquence (*sic*) dans la dure nécessité de se passer de linge blanc et de tabac, privation très grande pour un prisonnier. En outre, plusieurs n'ont plus de chaussures ni de chemises... ⁴⁰ »

On jugera peut-être que, si désagréable soit-elle, la privation ne justifie pas entièrement cette mauvaise humeur : « Je suis persuadé que Messieurs les membres de la Junte, ainsi que vous, n'avaient (*sic*) aucune connaissance du tableau déchirant que je vienne (*sic*) de tracer et que vous daignerez les en informer... » Il est probable que lorsque Duval fut renvoyé à Cabrera avec ses compagnons de captivité les plaintes se firent autrement déchirantes, car ce n'est pas seulement de linge blanc et de tabac qu'ils furent alors privés!...

Tout compte fait, l'existence au *Cuartel Bourbone*, peut-être monotone, ne fut point intenable. On a déjà rencontré, à Malaga, le colonel comte D'Eslon, que Garau prend pour un Strasbourgeois alors que nous le savons Lorrain. Son *Journal*, l'un des seuls documents nous renseignant sur l'état d'âme habituel du captif, contient une remarque qui rappelle de près celle qu'il consigna sur la *Vieille Castille* : « Les journées de prisonniers se ressemblent toutes : de l'ennui, du désir, de l'espérance, des inquiétudes, du

chagrin ; rire, boire, manger, lire, dormir, voilà leur vie. Elle n'est pas agréable, mais qu'y faire ?... ⁴¹ » D'Eslon, qui n'est pas sans lettres, lit *Don Quichotte* dans le texte et fabrique de petits meubles en carton avec un bout de lame de canif. Il ne néglige pas non plus les pratiques religieuses. Médiocrement dévot, on le voit se rendre à la messe et adresser ses prières au... *Régulateur de l'Univers*. Rien de tout cela n'est comparable aux tourments de l'ilot voisin ⁴².

Un fait, cependant, semble avoir donné lieu à de plus justes plaintes : c'est, au quartier des officiers, la présence et l'attitude de quelques femmes dont on ne peut garantir l'absolue correction.

Le 18 novembre, le commandant Duval est obligé de transmettre au commissaire Desbrull la plainte du capitaine de police Bonnichon contre la nommée Magdelon, « femme concubine du sergent Rivière. » Assurément, les objets auxquels on s'intéresse en captivité manquent un peu de grandeur : telle querelle à propos d'un baquet semble en être la preuve.

« La nommée Magdelon, se disant femme d'un sergent d'infanterie légère, a », déclare Bonnichon, « occasionné une scène scandaleuse dont voici le détail : Un soldat, domestique des officiers polonais, réclamait un baquet qui était près le puit (*sic*) ; la susdite Magdelon alléguait qu'il lui appartenait ; une contestation s'est engagée ; pendant la rixe, un soldat, domestique du général Dufour, disait aussi que ce baquet était le sien ; le sergent d'infanterie légère, qui vit avec cette concubine, est venu pour s'emparer du baquet. Le capitaine de service soussigné, qui était présent à la discussion, a observé à ce sergent que plusieurs personnes le réclamant, il était convenable de s'expliquer à ce sujet afin qu'on pût reconnaître le véritable propriétaire. La nommée Magdelon, pendant cette observation, a été trouver le capitaine Moulin qui, sur-le-champ, est venu près le puit (*sic*) et a arraché le baquet qu'il a remis, malgré mon observation, à cette femme. Pour éviter les scènes scandalenses que cette personne de mauvaise vie peut occasionner et pour le respect dû à tous les officiers, j'insiste et prie M. le Commandant Duval de la faire sortir des quartiers... ⁴³ »

On doit encore à D'Eslon quelques détails typiques sur la douteuse moralité d'une certaine dame Marie Ducamp, veuve du

lieutenant Leclerc, qui a cru devoir suivre dans leur exil certains camarades de feu son époux.

Les propos assez libres que provoque cette fidélité, très relative, à la mémoire du défunt, ne sont pas sans scandaliser l'excellent colonel. Tout à coup, on se trouve en présence d'une situation pleine d'imprévu : le général Dufour s'est fait octroyer une ordonnance, mais celle-ci, probablement parce que le terme est du genre féminin, n'est autre... qu'une femme habillée en homme ! Outrée de la découverte, la Junte s'empresse d'expédier en d'autres lieux cette insolite fille d'Ève, accompagnée de dame Ducamp. Or ces lieux, détail piquant, ne sont autres que les salles où siège la corporation des cordonniers. L'odeur du cuir se mêlera désormais au parfum très mince de leur vertu... Aussitôt s'élèvent de véhémentes protestations, tant chez la joyeuse veuve que chez l'officier ami du beau sexe. Dufour, en colère, prétend qu'il s'agit là d'une vengeance indigne de l'autorité. Mais, estimant que cette mesure n'a été dictée que par « l'esprit de religion et de décence publique », la Junte envoie un adjudant expliquer ses motifs au *Francès*. « Le gouvernement » — déclare le message officiel — « n'a pas à modifier sa décision et, pour le surplus, il invite le *Señor* Dufour à libeller ses demandes dans les formes polies qui lui sont dues...⁴⁴ »

De toute évidence, la Junte n'aura pas le dernier mot. L'ordonnance en question a dû recourir aux soins d'un chirurgien et, comme il faut bien régler la note, l'irascible brigadier adresse au commandant de place... deux paires de bas de soie qu'il enveloppe de cet ironique billet : « C'est là mon paiement, car la probité du gouvernement espagnol m'a privé des moyens de m'acquitter autrement !...⁴⁵ » Dufour, tout général qu'il fut, ne paraît point avoir brillé par une éducation raffinée. « On ne garde de lui », assure Garau, « que le souvenir de ses invectives⁴⁶. »

L'affaire n'est pas close pour autant. Peu après, la baronne de Rostagnol, de noblesse assez problématique⁴⁷, qui, avec Madame Philippe, est l'une des deux femmes d'officiers admises à la Caserne de la Muraille, demande à engager l'ex-servante de Dufour : « Car », affirme-t-elle, « le général la lui a cédée pour lui rendre service durant la maladie dont elle a souffert. »

Les *vocales* ou secrétaires de la Junte, Don Miguel de Victorica et Don Juan Despuig proposent assez judicieusement de vérifier les

dières de dame Rostagnol, mais leurs collègues flairent une ruse de Dufour pour rentrer en possession de son ex... brosseur; aussi maintiennent-ils catégoriquement leur décret. Comme les réclamations continuent, l'autorité finit par accorder ses passeports à cette créature incommode. On la verra partir pour Barcelone et, de là, pour la France avec la veuve Leclerc-Ducamp et un orphelin de treize ans, le jeune Zivini⁴⁶.

Puisse l'innocence d'un enfant avoir déteint sur elle !

* * *

L'HOPITAL DU SITJAR

Malte s'est signalée dans l'histoire par l'effort de ses chevaliers en faveur des malades. Pourquoi faut-il que Majorque ait, à ce même endroit, fait preuve d'une telle indifférence ? Pourtant, dès l'entrée de la flotte de Cadix dans les eaux palmesanes et surtout lors de son refoulement vers l'îlot fatal, plusieurs voix généreuses n'ont pas failli à réclamer un traitement humain.

Deux hôpitaux existaient alors dans la capitale, l'un civil, l'autre militaire ; les réunir sous une seule direction et y accueillir les prisonniers les plus atteints semblait aller de soi. Aussi, dès le 23 juin, un membre de la Junte, Don Ramon de Villalonga, examina-t-il « si l'on pourrait, sans nuire à la sécurité et à l'isolement des autres malades, soigner là les Français, tout au moins ceux qu'on a internés à Palma⁴⁷ ». Un modeste crédit de trente livres (environ cent vingt francs d'aujourd'hui) suffirait à couvrir les frais. Mais un personnage (l'intendant sans doute, que les textes appellent « le fournisseur de l'hôpital »), craignant de perdre la clientèle qu'il s'est réservée, émet aussitôt des protestations. Il n'en faut pas davantage pour faire échouer le projet.

Informé du fait et, tout autant, des souffrances de ses anciens dragons relégués dans l'île maudite, le général Privé essaie d'intervenir auprès du chevalier Desbrull : « Je l'invite fortement » — écrit-il dans son *Journal* (1^{er} novembre 1809) — « à arracher de

Cabrera les malheureuses victimes qu'on y a jetées et à les renfermer, à la ville, dans des casernes qui les mettent à l'abri des injures de la saison ⁴⁸. »

Selon toute vraisemblance, cet appel n'aurait pas eu plus d'écho que les autres si, quelques jours plus tard, la tragédie de la Toussaint n'avait attiré l'attention sur un abîme de souffrances. Privé constate que des mesures vont être enfin prises : — (17 novembre) « M. Desbrull m'annonce l'arrivée prochaine de tous les malades de Cabrera dont le nombre s'élève à plus de quatre cents. »

Le lendemain, un message de la Junte parvient à ceux qui, depuis si longtemps, soupirent et espèrent : l'autorité renonce à son hôpital-fantôme et se décide à évacuer les cas les plus graves sur l'île principale.

Les considérants de ce message sont à citer in extenso : « Tenant compte de l'état misérable dans lequel vivent les prisonniers malades qui n'ont pour abris que des tentes de campagne détruites par la bourrasque récente ; constatant que les baraquements qu'on avait envisagés sont un travail de longue durée sur l'achèvement duquel on peut concevoir des doutes ; estimant urgent, au nom des lois d'humanité, de mettre à couvert ceux qui souffrent, on décide de les transporter dans la capitale et l'on ordonne à l'intendant de prendre les mesures nécessaires... ⁴⁹ »

Convoquée, une première fois, pour étudier les conditions, reconnues inacceptables, du fournisseur de l'hôpital, la Junte se réunit derechef au grand complet, le 15 novembre, aux fins d'examiner d'autres propositions que présente Nicolas Palmer. Ce soumissionnaire bien connu s'offre à hospitaliser les prisonniers « aux conditions les plus économiques. » Ce sont là propos alléchants que volontiers on écoute. Cependant, avant toute admission et pour prévenir la contagion, il est convenu que les malades seront examinés au lazaret par la Commission sanitaire. Quant aux frais du transport, rien de plus simple : n'y a-t-il pas les fonds confisqués au colonel de May ? Puisqu'ils n'ont pas été absorbés par la construction projetée, qu'on les emploie !

Des instructions sont aussitôt données à Cabrera par le commissaire : « Il faut », mande-t-il à l'aumônier, « que vous donniez l'ordre à ceux qui sont dans votre île de s'embarquer à bord du

patron Joseph Esteva, lequel s'y rend à cet effet. Vous veillerez à ce que les malades soient visités au préalable par un médecin français qui examinera si le transport est possible. Envoyez un rapport individuel ou nominatif sur la maladie dont ils souffrent. »

Les recommandations étaient de mise ; la suite le sera un peu moins. « Par le même bateau, envoyez tous aliments, lits, ustensiles et autres objets appartenant à l'hôpital. Pour votre décharge, vous vous ferez donner un reçu par le patron. S'il était nécessaire de vider quelques paillasses pour l'emballage d'objets, ne craignez pas de le faire...⁶⁰ »

Ainsi, sans se préoccuper des cas graves et intransportables, ni en prévoir d'autres, l'autorité va jusqu'à exiger le retour dans la capitale de quelques fourres de paillasses, probablement infestées de vermine, et d'ustensiles qui semblent surtout briller par leur rareté. Peut-on pousser plus loin « l'intérêt de l'État?... »

Six jours plus tard, l'aumônier mande à son chef qu'il a ponctuellement suivi ses instructions, mais la maigreur de l'envoi témoigne assez de la misère où l'on a laissé croupir les hospitalisés.

« En vertu de l'ordre que vous m'avez envoyé le 18 », écrit-il, « on a chargé d'abord huit paillasses, cinq oreillers, six morceaux de couverture que l'on a pu trouver, de celles qu'avaient laissées les maîtres maçons, puis, avec le cuisinier de l'hôpital réclamé par Palma (*sic*), on a joint marmite et chaudron, cuillers et passoirs, objets dont je possède un reçu à décharge⁶¹. »

Se conformant à la lettre aux ordres reçus, Don Damian rappelle qu'il a embarqué les malades au nombre de cent vingt et qu'il les a munis de tasses, de couvertures ainsi que de paillasses vides destinées à les couvrir. « L'examen individuel a été subi en ma présence ; j'ai empêché l'embarquement de quelques soldats cherchant faussement à se faire passer pour malades puis, ayant visé à bord les rapports nominatifs, je ne suis revenu à terre, sur la chaloupe du transport, qu'au moment où celui-ci était déjà au large. »

Qu'il ait été prudent d'éplucher les raisons invoquées par les candidats à l'évacuation, quiconque a passé par la caserne ne pourra qu'approuver : la ruse n'est pas seulement chose de guerre ! Ducor, qui ne semble pas avoir été soumis à une inspection sérieuse, n'en a-t-il pas donné l'exemple typique ?

Pendant ce temps, comme on aurait dû le prévoir, la situation

des Cabrériens ne fera qu'empirer. « Il est resté à l'hôpital », écrit l'aumônier, « six malades dont le voyage aurait pu causer la mort. Mais les aliments manquent complètement pour ceux qui se présenteront par la suite, à moins qu'on ne prive les officiers d'une partie de leur subsistance... »

« Vraiment », s'écrie Garau lui-même, « en voyant demeurer sans secours aucun ces lamentables débris, on avoue qu'il y a eu bien de la négligence de la part de celui qui aurait dû s'en occuper...⁵³ » Négligence, en vérité, est ici peu dire !

Dès l'arrivée à Palma, la situation s'améliore. Transféré pour cause de scorbut, le caporal l'Infatigable nous renseigne sur la thérapeutique appliquée aux patients : « Du port à la ville, le trajet se fit dans une voiture attelée d'un cheval, conduit au bout d'une longue corde par une canaille espagnole qui faisait se hâter l'équipage de manière à incommoder les pauvres prisonniers. Mais, ô surprise, sitôt à l'hôpital, la visite des chirurgiens aboutissait simplement à ceci : les malades ne souffraient que de faim. On commençait par prescrire à tous une ration complète. Hélas ! avalée avec gloutonnerie, elle devait être fatale à plusieurs... »

Peut-être l'Infatigable généralise-t-il à l'excès : dans le premier détachement de cent vingt à cent trente évacués, on compta bel et bien sept hommes souffrant de suites de blessures, sept rhumatisants, dix-sept scorbutiques et cinquante-cinq fiévreux⁵⁴. C'étaient là maux connus, aussi bien à bord des pontons qu'aux hôpitaux de Cadix. Diagnostiquant aussi des ulcères de la bouche attribués au scorbut et des cas de gale dus aux attouchements, les médecins palmesans s'accordent à en reconnaître le caractère relativement bénin et nullement épidémique. Mais, au dire de Dr Juan Cerdo, médecin traitant, la maladie la plus grave demeurait la dysenterie qu'il attribuait aux eaux saumâtres du puits de Cabrera absorbées au cours d'un été extrêmement sec. « A lui seul », ajoute-t-il, « ce mal en a envoyé plus d'un à la mort⁵⁵. »

A ces maux divers, quel traitement va-t-on bien appliquer ?

Pour le scorbut, il consistera à sucer des oranges. Tel est entre autres le régime de l'Infatigable, qui l'accommode à ses besoins. Avant tout désireux de s'amasser un petit pécule, le patient s'arrangera à vendre aux camarades sa ration de viande et la rem-

place par du bouillon et du pain, en plus des douze oranges quotidiennes : « On n'avait pas besoin », ajoute-t-il, « de me prescrire d'en manger la peau ! » A ces réserves, s'élevant à deux sous par jour ou un pain tous les trois jours, s'ajouteront le rapiéçage des vêtements et la confection de bretelles, article de vente facile : que vienne l'heure du retour, et l'Infatigable sera l'un des moins démunis. Wagré constate aussitôt les progrès obtenus : « Ceux qui guérissaient revenaient à Cabrera assez bien habillés, ce qui donnait souvent envie aux autres d'être malades pour en avoir autant. Mais, comment interpréter une remarque de l'ancien scorbutique : « Je demeurai cinq mois à l'hôpital dans la chambre San Antonio sans savoir comment la croisée était faite⁵⁶ ? » Ce propos laisse rêver : on se demande anxieusement si la pièce n'en possédait aucune ?

Et pourtant, quelle que fût l'insuffisance de hôpital du Sitjar, sa création, le 28 novembre, compte comme un bienfait public. Attribuant d'ailleurs ces résultats non point à sa propre compétence mais au zèle que le commissaire Desbrull avait mis à pourvoir l'établissement de tous les instruments nécessaires et à l'approvisionnement autant en remèdes qu'en aliments, le médecin-chef, Don José Barcelo, comparera cet effort à une tentative analogue : l'an 1794, on avait hospitalisé d'urgence quatre cents typhiques dans trois hôpitaux provisoires. Sans doute possible, déclare-t-il, il faut proclamer supérieure l'expérience de 1809.

On s'étonnait pourtant à Palma du peu de gravité des cas soumis aux médecins du Sitjar. L'aumônier donne l'explication du fait : « Ne vous étonnez pas, Monsieur — écrit-il à Desbrull —, les médecins d'ici ne peuvent pas donner de nouvelles parce que les soldats n'espèrent aucun remède à leurs maux et encore moins des avantages. Ils souffrent à l'écart, dans leurs cabanes ou dans leurs grottes, jusqu'à ce que se présente l'occasion d'embarquer. Alors, ils accourent en bandes telles que cela fait mal à voir et il est difficile de choisir ceux qui doivent partir. Ce sont en effet (comme à la piscine de Béthesda, aurait pu ajouter le *capellán*), généralement les plus faibles qui arrivent bons derniers...⁵⁷ »

Mais, à Majorque, la guérison n'était peut-être pas le seul objectif des Esculapes officiels. A la satisfaction qu'éprouvait, devant le recul de l'épidémie, le clinicien du Sitjar, s'ajoutait, de façon très évidente, celle que peut ressentir un croyant en face de retours

à la foi. Le zèle confessionnel n'étant pas séparable chez lui du zèle professionnel, Don José Barcelo terminera comme suit son rapport au président de la Junte :

« Ce qui me cause le plus de joie, Excellentissime Seigneur, c'est de voir que tous les malades qui sont entrés dans cet hôpital, sauf un qui mourut Luthérien, se sont confessés comme de bons Catholiques et ont reçu, avec la plus grande résignation, lorsque la chose apparut nécessaire, les Saints Sacrements qui leur furent administrés par deux capucins ⁵⁸. »

Malheureusement, à ce zèle légitime semble parfois s'être jointes des visées moins apostoliques. Un capitaine d'artillerie du nom de Mercier — raconte le commandant Duval ⁵⁹ — était décédé le 3 avril à l'hôpital, laissant après lui, dans une situation « peu fortunée » (*sic*), une femme et trois enfants. Au chirurgien français Ragoneau, qui assista à ses derniers moments, il avait confié une montre en or et l'avait chargé de remettre son argent au sieur Graffan, lieutenant d'artillerie, ainsi que le contenu d'une malle dont la vente aurait apporté quelque secours aux siens.

La dite malle, dont l'inventaire nous a été conservé, contenait en effet, outre quarante-cinq napoléons, des objets tels qu'un couvert et deux paires de boucles en argent, deux paires d'épaulettes et une dragonne en or (*sic*), un chapeau, une lévite de drap bleu en état de neuf, une tabatière en argent, un portefeuille renfermant le brevet du défunt (*sic*), des états de service, son portrait, deux billets, dont un de deux cents francs et l'autre de cent dix, plus les papiers sur le matériel de l'artillerie et sur la comptabilité de la 13^e compagnie.

« Or », déclare très nettement Duval au chevalier Desbrull, « tous ces objets, on a employé la force pour en dépouiller le capitaine Mercier sur son lit de mort et, je le dis avec regret, ce sont des prêtres qui ont commis cet acte arbitraire de violence. J'ose croire (ajoute-t-il) que vous porterez le même jugement que moi sur cette affaire et je conçois un augure favorable de sa réussite, puisque c'est vous qui en êtes chargé. Je vous prie donc de vouloir bien faire procéder aux démarches nécessaires pour qu'une restitution légitime soit opérée le plus promptement possible ⁵⁹. »

On sait quelle était alors l'influence des clercs. Devant la gravité d'une telle accusation, qui n'admirerait l'indépendance d'esprit

du commandant Duval ? Cette résistance d'officiers, assez peu pratiquants, comme ils l'étaient presque tous, contribua-t-elle à l'irritation des gens d'Église ? Ou bien est-ce le remords de conscience qu'éveillait dans la population majorquine la vue des êtres squelettiques débarquant sur le *Muelle*, ces « fantômes qu'on ne pouvait regarder », comme dit si justement Wagré ⁶⁰ ? Toujours est-il qu'au bout de quelques mois, sans nulle considération pour les demandes qui se multipliaient, la Junte décida qu'on supprimerait les transports. Turquet, demeuré à Cabrera, explique l'origine de cette mesure inhumaine : « Les malades étaient trop nombreux. Ils encombrèrent bien vite les hôpitaux et le gouverneur changea habilement de détermination. Lorsque la nouvelle arriva, plus de soixante malheureux étaient réunis auprès du fort, attendant la barque pour être conduits à Majorque. Elle jeta parmi eux la désolation et le désespoir... ⁶¹ » Après tout, puisque destinés à la mort, ces *Franceses* pouvaient aussi bien trépasser à Cabrera que dans la capitale !

Et quelle raison l'autorité donna-t-elle pour justifier pareille décision ? Ni les lettres du curé ni les commentaires de Garau ne le disent. Peut-être la dépense ? Elle n'avait cependant rien d'excessif : d'après les comptes de Palmer, les soins des malades s'étaient élevés à quinze cent cinquante-six livres, quatorze sols et six deniers, chaque traitement ayant coûté huit sols et neufs deniers, un peu plus de cinq réaux soixante-dix. « Plus tard », ajoute Garau, « le coût en fut encore abaissé. »

A ce prix-là, puisque six mille livres avaient été soustraites à l'officier bernois, et que le solde disponible en était de quatre mille cinq cents, intérêts non compris, il semble que l'on eût dû poursuivre l'expérience et épargner bien des vies. Aussi ne peut-on souscrire à cette observation de l'auteur des *Noticias* : « Le constant et malheureux manque de fonds rendit impossible l'installation, à Cabrera même, d'un hôpital provisoire tel qu'il fut proposé tant de fois par M. de Maussac et plus tard par M. Duval ⁶². » Avec deux cent vingt napoléons d'origine suisse, que de guérisons n'eût-on pu opérer au Sitjar !

Est-il injuste d'expliquer cette parcimonie par les préventions du clergé à l'endroit des *Franceses* ? Le récit qui va suivre peut montrer la puissance de la *fraileria* sur une population inculte et passionnée.

SECTION II

LA SANGLANTE ÉMEUTE DE PALMA (MARS 1810)

SÉDITIEUX « PAPEL » ET CAMPAGNE DE FAUX-BRUIITS

Irritable comme on sait et défiante au moins autant que celle de Cadix, la population majorquine s'est livrée, dès la première beure, à des manifestations d'hostilité envers ceux qu'on lui confiait.

Les officiers français ne sont pas depuis huit jours au Quartier Bourbon que déjà se produit un incident. Le général Privé lui donne, dans son *Journal*, la date du 5 juin ; c'est une erreur, le fait s'est passé le 1^{er} juin 1809 : « A quatre heures de l'après-midi », écrit-il, « un rassemblement assez considérable se forme sous les fenêtres de la caserne et l'on nous adresse, bientôt après, des injures, des menaces et des pierres ; nous ignorons le motif de ce tumulte. Le capitaine espagnol de garde sort pour s'en informer et revient bientôt, portant une feuille de papier qui était tombée de la caserne dans la rue et sur laquelle étaient barbouillées au crayon quelques figures insignifiantes que cette populace, excitée par un prêtre, regarde comme des injures adressées à la Religion. Le tumulte s'accroissant, la garde est obligée de prendre les armes pour dissiper cet attroupement ¹. »

Fait curieux, l'incident que Rossetti rappelle de son côté — mais en lui donnant aussi une date erronée — serait dû à la décou-

verte, non par un militaire mais par un moine, d'un dessin représentant l'Empereur foulant aux pieds la Sainte Vierge et la menaçant de son épée... « Indigne fansseté que le moine avait imaginée pour exaspérer le peuple !..² »

Or, sur ce mince événement signalé par deux officiers captifs, il est intéressant d'entendre une cloche espagnole dont le son nous est transmis par Don Jaime Garau. Pareil texte a trop de saveur pour qu'on ne le cite pas dans son intégrité : « Simplement », écrit cet auteur³, « parce qu'un des prisonniers avait jeté par la fenêtre un papier sans aucune importance, la population s' alarma et reprocha vivement à l'autorité de n'avoir pas pris, en cette occurrence, des mesures sérieuses. La Junte avait cependant examiné ce *papel* sans y rien voir d'anormal. Mais, vu l'ampleur de l'affaire, elle décida, le 3 juin, que l'un de ses membres, Don Nicolas Campaner, ouvrirait une enquête. Celle-ci terminée, on adopta, le 12 juillet, le rapport suivant : « Il résulte de la dite enquête, faite en bonne et due forme, que le papier jeté par l'officier français Bernier, l'après-midi du 1^{er} juin⁴, de l'une des fenêtres de la caserne nouvelle, ne contient rien d'offensant pour notre Sainte Religion ni de désobligeant pour la Nation Espagnole ;

« Considérant qu'il est prouvé que les curés Bernardo Amengual et Juan Rossello ont dit publiquement avoir vu, sur ledit papier, des figures et des expressions injurieuses pour notre Sainte Religion et la Nation Espagnole ;

« Considérant que ce fait, outre qu'il a nui à la tranquillité publique, constitue un outrage au gouvernement car, si ledit papier avait contenu ce qu'ont supposé les curés, il eût été du devoir de la Junte de châtier son auteur avec la dernière rigueur ;

« Considérant en outre que les dits curés Bernardo Amengual et Juan Rossello ont manqué à la vérité dans leurs déclarations, nous désirons user de bienveillance en les condamnant simplement à deux mois de réclusion dans la Maison de la Mission de cette ville ainsi qu'à tous les frais, copie de la présente mesure étant communiquée pour exécution à S. E. Mgr. l'Evêque.

« Nous condamnons aussi le docteur en médecine Ignace Barcelo à huit jours d'exercices spirituels au Convent des Capucins de cette ville et on l'avertit que dorénavant, s'il advient des faits semblables à ceux qu'ont racontés les curés Amengual et Rossello, il

doit en saisir immédiatement le gouvernement et s'abstenir de les publier, de tels incidents étant préjudiciables à la tranquillité publique.

« Nous condamnons enfin l'employé des Rentes, Antonio Balina, à huit jours d'arrêts dans la caserne du régiment provincial et nous le sommons de procéder à l'avenir avec plus de circonspection et de prudence dans les expressions qu'il emploie publiquement. En cas contraire, il sera puni avec toute la sévérité désirable.

« Sur quoi, la cause est entendue et les sanctions seront enregistrées au Secrétariat de la Junte. »

Le document est instructif. Il semble qu'ayant souci de son autorité, la Junte de Palma désirât la faire sentir en temps opportun. Il prouve également — ce dont on se doutait — que, pour exciter la population, le bas clergé, tout autant que les moines, aimait à saisir, même à faux, les moindres prétextes. Ces « étrangers » n'étaient-ils pas les représentants du pays qui avait fait l'impie Révolution de 1789 ?

Mais on a lieu d'être sceptique sur l'effet des sanctions votées. La Junte de Palma, qui ne rappelait en rien les clubs de Jacobins, n'avait pas agi de la sorte sans déférer aux avis de ses conseillers ecclésiastiques. « Or » — remarque Miguel S. Oliver dont le patriotisme est caution suffisante —, « l'Évêque auquel le devoir semblait s'imposer de calmer le zèle débordant du clergé séculier et d'éviter tout ce qui compromettrait l'ordre et la sécurité de ces Iles, n'en fit rien : à l'exemple de l'Intendant qui n'appliqua pas l'arrêt frappant le fonctionnaire Balina, ce haut dignitaire de l'Eglise ne daigna pas châtier les curés turbulents. Quant au médecin Barcelo, usant en cela d'une tactique familière aux transgresseurs de la loi, il s'arrangea à changer si fréquemment de domicile que jamais les huissiers n'arrivèrent à lui signifier la punition qu'il avait encourue... » *Tras los montes*, il est avec la justice de singuliers accommodements !

* * *

AUTRES ÉTINCELLES

Quelques mois plus tard, au début de mars 1810, alors que l'armée du maréchal Victor a mis le siège devant Cadix et que d'autres

succès obtenus par les Français exaspèrent la Péninsule, le contre-coup ne tardera pas à s'en faire sentir dans tout l'archipel.

On s'irrite non seulement de la contagion des idées subversives venues de France, mais surtout des revers que subit la cause de l'Indépendance⁶. « Ce n'était cependant point des sentiments particuliers de haine qui animaient les habitants des îles Baléares », affirme Méry, qui sur ce point ne paraît pas discerner entièrement la situation : « leur ressentiment était alimenté par des étincelles parties du centre commun. De là, tous les moyens imaginés par les Espagnols pour immoler leurs ennemis...; de là toutes les fureurs amoncelées sur les Français⁷. » On faisait appel à la vengeance nationale et, note à son tour Rossetti, on poussait l'atrocité jusqu'à laisser entendre que cette juste vengeance devait s'exercer aussi sur les prisonniers sans défense : les journaux étaient, tous les jours, remplis d'invectives contre les envahisseurs et de mensonges atroces les représentant comme des barbares sacrifiant tout à la soif du sang et à la fureur du pillage. Ils rapportaient qu'en Catalogne, les soldats de l'Empereur avaient égorgé les vieillards, les femmes et les enfants, que les temples avaient été profanés, les vases sacrés enlevés⁸... Dans le peuple, facilement crédule, tout incident fâcheux est objet de généralisation. Si l'on en croit Garau, le récit d'un geste abominable — quoique sans doute accidentel — soulevait la plus vive émotion. La femme Rose Lleunart, épouse d'un artilleur majorquin fait prisonnier à Tarragone, exposait à tout venant que son mari venait de subir à cette occasion les plus horribles traitements et qu'elle-même, portant dans ses bras un enfant de deux ans, avait eu la douleur de lui voir couper la main droite...

Sur ces rumeurs, vraies ou fausses, se greffaient les racontars.

Dans son rapport au ministre Maret, Gerdy montre sur quelles trompeuses apparences ils s'appuyaient : « Le nouveau capitaine général, comte Heredia, continuant à montrer à notre égard plus d'humanité que son prédécesseur, était devenu suspect et fut signalé comme partisan des Français. On répandait le bruit qu'il faisait venir les soldats prisonniers de Cabrera sous prétexte de maladies, mais pour les armer quelque jour et leur livrer la ville et même l'île entière. Des religieux, réfugiés de Valence et de la Catalogne, devaient se joindre à ceux de Palma pour hâter notre

destruction. Le journal local était plein d'extraits des gazettes anglaises excitant les Espagnols au massacre des prisonniers. Les lettres du marquis de la Romana à sa femme habitant Palma⁹ exprimaient les mêmes dispositions ; des moines enseignaient publiquement un catéchisme dans lequel l'assassinat d'un Français était déclaré action agréable à Dieu... Prévoyant donc que la capitale pourrait devenir le théâtre de quelque événement sanglant, le capitaine général fit, dans la nuit du 4 au 5 mars, évacuer sur Cabrera tous les malades des hôpitaux de la caserne Saint-Martin. Il ne restait que deux cent cinquante officiers du Quartier Bourbon, plus Privé, Dufour et leurs compagnons internés au château de Bellver. Quant aux prisonniers de Saelijes, Exelmans, Lagrange, Rossetti, du haut de leur observatoire de la Tour de l'Ange, ils pouvaient surveiller les événements.

Autour de ces divers postes, les gardes avaient été doublées, les patrouilles rendues fréquentes et des pièces d'artillerie légère placées la nuit. Le personnel de service dans la prison, les porteurs d'eau gardaient l'air sombre et soucieux. L'un de ces *aguadores* prit un soir la main de Gerdy et la serra fortement en lui disant : — « Français, tu seras demain en paradis ou en enfer !...¹⁰ »

*
* *

LES ASSAULTS DE LA POPULACE

De Tarragone où les Français étaient maîtres et où se commettaient, il faut bien le dire, de regrettables excès, étaient arrivées, dans la soirée du 11 mars, trois felouques ayant à leur bord de nombreux émigrés, la plupart moines, prêtres et religieuses. Karl-Amédée de Muralt les fait venir de Cordoue, de Jaén et de Séville, assurant qu'ils fuyaient devant l'armée de Soult envahissant le sud de l'Espagne¹¹. Il se peut.

Le lendemain, à neuf heures, ces passagers débarquèrent au *Muelle*, le quai de Palma. Aussitôt, ils sont entourés d'une foule avide de nouvelles. Les moines, au dire de Méry, effrayés par la rapide invasion de l'Andalousie, dépeignent le soldat français sous les couleurs les plus noires. Parmi les gémissements et les

larmes des religieuses, ils s'indignent de leur exil. A ces récits, les auditeurs serrent les poings et grincent des dents...

Pour se rendre du port à la ville, il faut passer sous les murailles que domine le *Cuartel Bourbonne*. La nombreuse escorte des réfugiés trouve l'occasion bonne d'adresser des menaces à ceux qui sont enfermés derrière les fenêtres grillées. Des pierres volent, partant du môle ; l'une d'elles frappe un barreau de fer, rebondit et blesse, prétend-on, une religieuse à la tête.

Abominable sacrilège ! s'écrient les plus excités. Et de le mettre à la charge des emmurés que l'on accuse de préméditation. La grêle de pierres redouble. Par prudence et pour ne donner lieu à aucun reproche, les prisonniers ferment leurs croisées. Mais, détail qu'il est seul à noter, Muralt assure qu'ils ont percé des trous dans les planches pour se rendre compte de la situation¹².

La foule, toujours croissante, continue de faire pleuvoir des cailloux sur la prison et profère des menaces. Rossetti entend un moine haranguer ses coreligionnaires : ce n'est pas pour les porter au calme. Le religieux leur déclare que laisser impuni ce forfait serait crime impardonnable.

— « Qu'on les renvoie à Cabrera ! » répondent les Majorquins, dont la masse est évaluée à plusieurs milliers.

A ce moment — il est onze heures du matin —, une démonstration énergique de la force armée aurait certainement eu d'heureux effets. Mais l'officier de service, qui se trouve être le beau-frère du marquis de la Romana, partage les préjugés populaires. On le voit abandonner son poste sans donner aucun ordre à la troupe, laquelle demeure hésitante et ne prend point parti.

La chance veut qu'il soit remplacé par un chef moins timoré ou plus attentif à son devoir, le capitaine Troncoso, commandant en second. Cet officier se porte au-devant du peuple et s'efforce de le calmer en lui représentant combien le massacre d'hommes sans défense serait injuste et barbare¹³.

Peine perdue ; les hurlements redoublent. Il est temps d'alarmer la garde et de prévenir le gouverneur qu'il ait à porter aide et secours, tant en hommes qu'en cartouches, sinon les prisonniers tomberont aux mains de leurs ennemis.

Des factionnaires sont placés à quarante pas en avant du poste de la caserne avec l'ordre (qui paraît au moins bizarre) de ne

point se laisser désarmer par la populace¹⁴. Mais celle-ci n'en a cure. Des énergumènes se jettent sur les sentinelles et les chassent à coups de bâtons. Puis, ils enfoncent la porte extérieure de la caserne. Un second guichet, quelques instants, les arrête.

Le collaborateur de Méry, qui, du dedans, assiste à la scène, ne cache pas l'angoisse des prisonniers : « Leur cruelle position est plus facile à concevoir qu'à décrire. Ils ne doutent plus qu'aux menaces ne succèdent des projets homicides¹⁵. »

« De notre côté », raconte Gerdy, « nous n'étions pas restés oisifs ; la résolution fut prise de se défendre jusqu'à la mort et, puisqu'il n'y avait pas de quartier à attendre d'une population effrénée, conduite par le fanatisme des moines et la perfidie anglaise, il fallait, avant de mourir, en tuer le plus que l'on pourrait¹⁶. »

On distribue les postes. Chacun s'arme de ce qui lui tombe sous la main : haches, couteaux, bois de lits, pieds de bancs, tout devient arme défensive ; les portes sont barricadées avec des tables, les mesures prises pour mettre le feu à tous les coins de la prison si, malgré leur résistance, les assiégés viennent à être forcés, « car », reprend le narrateur, « à l'aide des flammes, confondus avec nos assassins, ceux qui n'auraient point succombé auraient pu gagner le môle et se précipiter dans les embarcations qui étaient à quai. »

Bientôt, la petite porte de la cour cède sous la poussée des émeutiers. Mais quelle n'est pas leur stupéfaction de découvrir trente hommes armés de bâtons au bout desquels brillent des couteaux.

— « Vive l'Empereur ! » s'écrie leur chef, le capitaine de voltigeurs Lambert, « mes amis, tombons dessus !¹⁶ »

Au même instant s'abîment trois Espagnols. Le reste, effaré, bat en retraite. La porte extérieure est de nouveau barricadée.

C'est alors, sans doute, que survient le général Nazaire Reding, dont Rossetti fait un capitaine général des Baléares, mais qui, selon toute vraisemblance, fut plutôt commandant de place. Les narrateurs sont unanimes à estropier son nom en l'appelant Rheding¹⁷, Raiding¹⁸, Redding¹⁹ et même Rednig²⁰, mais ils ne le sont pas moins à louer son courage et son sang-froid. Ce chef épuise, à convaincre la foule, tous les moyens de douceur et de conciliation.

Au premier coup d'œil, il a vu le danger. Irrités de la résistance, les assaillants courent s'emparer d'une pièce de canon de vingt-quatre livres et d'une pièce de six à l'aide de quoi ils veulent battre

les deux angles du quartier. « C'est alors », racontent à la fois Méry et Muralt, « que le général Rednig (*sic*), désespéré du peu de succès de ses efforts, prend un parti qui lui vaudra l'éternelle reconnaissance des Français » : nouvel avoyer Wengi²¹, il se précipite sur la pièce déjà braquée et, masquant l'ouverture avec son corps, arrête le feu des révoltés²².

Arrive, à son tour, le comte Heredia, capitaine général de l'archipel : son autorité, ses instances ne rencontrent pas plus de respect. Témoin de la scène où Reding a joué sa vie, il ordonne aux cadets et aux officiers d'artillerie de se faire jour, le sabre à la main, pour protéger le gouverneur. On obéit, mais non sans réserve, en composant avec la populace plutôt qu'en la désarmant. Toutefois, les deux pièces sont reconduites sur le rempart à l'endroit où elles ont été prises.

On a vu surgir aussi, et non le dernier, le chevalier Desbrull, fidèle ami des captifs, accompagné de cet autre membre de la Junte, Don Nicolas Campaner que les documents officiels qualifient ministre de la Royale Audience. Tous deux joignent leurs exhortations à celles des chefs militaires. Éloquence perdue : on leur répond par des insultes. De toutes parts redoublent les clameurs : *Mueran los Franceses !... Mueran los Franceses !...* Les marins du port soulignent cette démonstration de leurs sifflets stridents.

Jugeant alors, il est déjà deux heures — trois heures et demie, selon Méry —, que le moment est passé de parlementer sans aucun succès, le comte Heredia fait sonner la générale et appelle d'urgence la garnison sous les armes. Ce sont les *Urbanos* ou miliciens, sorte de gardes nationaux ; ils ne brillèrent jamais par la discipline ni par l'esprit belliqueux, mais ils vont renforcer, au moins en nombre, les quelque cinquante soldats impuissants à défendre le Quartier Bourbon.

Un chef, aussitôt, prend ses responsabilités. Celui que Husson appelle un peu familièrement « un individu²³ » et qu'on dit être le fils du capitaine général Heredia, se porte à la Caserne de la Muraille et réitère ses exhortations. La foule ne voulant rien savoir, il la somme de se retirer.

Nouveau refus. Les plus violents, armés de couteaux, de haches, de piques, s'approchent à nouveau de la porte. L'officier ordonne de tirer quelques coups de fusil à poudre, comme on disait alors,

mesure qui excite les rebelles sans leur en imposer. Plusieurs soldats sont assaillis. A cette vue, le capitaine Heredia (Muralt assure que l'ordre vint de Reding²⁴ mais la version de Husson semble plus vraisemblable) sent qu'un exemple est nécessaire : sur ceux qu'un témoin appelle « des tigres », il commande le tir à balles. Un premier s'abat ; deux ou trois autres sont blessés²⁵. Le rapport officiel établit que l'une des victimes était un grenadier du régiment de miliciens et qu'avec lui est tombé un jeune garçon, vrai Gavroche de l'époque²⁶. Frappée de stupeur, la foule se dissipe un instant. Mais, pendant que la garde recharge les armes (on sait si l'opération était alors laborieuse) les exaltés s'élancent sur deux factionnaires, les terrassent et les éventrent à coups de poignards²⁷. Épouvantés de cette réaction, les défenseurs de l'ordre refusent d'exécuter un nouveau tir à balles ; ce que voyant, la plèbe, toujours poussée, au dire de Rossetti, par les prêtres et les moines, s'égaille en clamant :

— Allons prendre les armes !...

Ces armes, ce sont deux autres pièces d'artillerie qui défendent l'entrée du môle. Par bonheur, la garde a eu le temps de fermer les barrières et l'entreprise échoue. « C'en eût été fait des Français », assure Gerdy : « ils étaient ensevelis sous les ruines du Quartier²⁸ ».

Durant ces péripéties, la populace qui se presse aux alentours de la caserne s'est accrue d'éléments nouveaux accourus de la campagne au bruit de la fusillade. Ce bruit, Privé et ses compagnons l'ont également entendu : du haut de la terrasse de Bellver, ils aperçoivent des masses que Gerdy évalue à plus de trente mille têtes.

Comment résister à de telles vagues d'assaut ? Une seule issue s'impose : répondre au vœu du peuple en furie qui a crié : « A Cabrera ! » et embarquer le plus grand nombre pour l'île maudite.

Dans ce but, il faut quitter à tout prix la caserne assiégée. C'est à cela qu'à trois reprises et de trois façons différentes on va s'efforcer d'aboutir.

* * *

L'INUTILE SACRIFICE

Il est quatre heures et demie du soir. Au *Cuartel Bourbonne* où il vient de se rendre, le général Reding fait appel à plusieurs

officiers pour les mettre au courant du projet. Il estime prudent de ne faire sortir les Français que par compagnies de quinze à vingt²⁹. Le gouverneur ne se payait pas d'illusions sur le succès de la tentative ; encore croyait-il nécessaire le sacrifice d'une minorité pour sauver le plus grand nombre. Mais, à des fous furieux parle-t-on de satisfaction vicairie ?... Redoutant l'exaltation et le stylet des Majorquins, les prisonniers demandent à n'être pas inutilement exposés. Reding, qui compte sur l'escorte et se fait fort d'imposer au peuple, s'acbarne à les persuader. « Alors », déclare Méry, « pleins de déférence envers un chef qui a fait preuve de si noble caractère, nous n'insistâmes plus³⁰. » « Nous sommes prêts », renchérisse les plus vaillants, « qu'on vienne voir des Français mourir !...³¹ »

Une vingtaine d'officiers³² franchissent la porte extérieure et s'avancent entièrement désarmés. A peine sont-ils dans la rue que grossissent les cris de mort. Voici briller des baches, des faux, des poignards. L'escorte est serrée de près. Elle résiste. Mais, arrachés à sa défense, les prisonniers sont tirés à l'écart et cinq d'entre eux, bientôt, s'abattent sous les coups de *navaja*. D'autres, croyant échapper, courent à la mer, toujours poursuivis par leurs agresseurs. Le jeune Beauchamp, sous-lieutenant de cuirassiers³³, considéré comme le plus bel homme de l'armée³⁴, dérobe, en passant, un couteau de boucher et fait face à la foule qui n'ose s'en prendre à cet hercule. Mais le voilà contraint d'entrer dans l'eau ; peu à peu elle lui arrive à la ceinture. Ne sachant pas nager, il hésite une seconde. Aussitôt, conscients de son embarras, ses ennemis, armés de haches, sautent dans une barque : celui qui les faisait reculer sur terre ferme tombe dans les flots, le crâne ouvert. L'enseigne de vaisseau Baylle, frappé de plusieurs coups de poignard et perdant son sang, réussit à gagner une embarcation éloignée de plus de deux cents toises. Le sergent-major Levrault, de la 4^e légion, s'en tire avec une quinzaine de blessures. Durant ce sanglant épisode, la populace pousse des cris de joie. Le soldat Sébastien parle même de « hourras frénétiques...³⁵ »

Mais les Français, spectateurs du drame, ont le cœur déchiré de leur impuissance : la première tentative de libération a totalement échoué.

Reding n'est pas homme à se départir de son plan. Il revient au Quartier Bourbon organiser un nouveau transport. Certes, il en mesure les dangers, mais la nécessité commande. Exposées elles-

mêmes à tous les sévices, les autorités ne voient d'autre salut que de brusquer les choses. Le gouverneur se heurte à la résistance énergique des Français qui viennent d'assister à l'inutile immolation : — « Général », déclare le capitaine Belhomme, aide de camp de Dufour, « nous sommes résolus à ne sortir qu'en masse. »

— « Préférez-vous capituler ? » répond froidement Reding : « l'ordre que j'apporte émane pourtant du capitaine général. »

— « Le capitaine général », reprend Belhomme, « ne peut nous ordonner de mourir. Toutefois, si tel sort nous attend, qu'il sache que nous ne voulons pas donner, mais vendre notre vie ! ³⁶ »

Devant une attitude aussi ferme, Reding n'insiste plus. Il se rend sur l'heure à l'*Almudayna*, siège des autorités militaires, pour chercher avec elles les moyens d'en finir.

* * *

PAR LA BRÈCHE DE LA MURAILLE

Tout à coup, on cogne violemment à la paroi maçonnée qui sépare la caserne de l'une des terrasses du rempart. L'alarme des Français redouble : le peuple aurait-il forcé la garde de ce côté qu'on croyait sûr et viendrait-il à faire brèche ?

Une première pierre tombe. O merveille ! par l'ouverture on reconnaît, au premier rang, le chevalier Desbrull, l'intègre et loyal ami des prisonniers, dûment accompagné du *corregidor* ³⁷.

— « Messieurs les officiers », s'écrie-t-il en franchissant l'ouverture, « je ne réponds plus de rien, mais, si vous êtes assassinés, je le serai le premier ³⁸ ».

Un tel langage raffermirait les cœurs.

A ceux qui préconisent une évasion de nuit dans l'espoir que, l'obscurité venue, les assiégeants finiront par se calmer, Desbrull répond que c'est précisément à la faveur de l'ombre qu'on projette un massacre général. Il n'est qu'un salut possible : fuir sur-le-champ.

Bientôt, le commandant Duval et soixante officiers de toutes armes sont prêts à suivre leur sauveur par un chemin de ronde qui permettra de gagner secrètement le port ; la caserne, en effet, n'ouvrant pas sur la mer, la populace n'en fait le siège que du côté de la ville.

Il est cinq heures et demie. Déjà, derrière les sombres pinèdes de Bellver et de Bendinat, le ciel prend les teintes fauves du couchant.

A ce moment, par la brèche pratiquée dans la muraille, une première colonne s'ébranle³⁹, escortée de cinquante soldats espagnols. Les fugitifs, tête nue, vont dans le plus grand silence. Mais on a compté sans les femmes qui rôdent alentour, excitées à l'égal des hommes. Aux cris éperdus de ces *viragos*, qui ont découvert le morne cortège, répondent les clameurs des émeutiers. Ils cessent d'assiéger la porte ouvrant sur la ville et accourent à grande allure. L'escorte fait doubler le pas. O douleur ! malgré les ordres, on trouve verrouillée la porte du quartier San Martino qui donne sur le rempart. Avec rapidité et sang-froid, Desbrull la fait ouvrir⁴⁰. Les fugitifs passent en hâte et les lourds battants se referment juste à l'instant où paraît la tourbe armée de piques et autres instruments de mort. A en juger par les démonstrations de rage, jamais danger ne fut plus imminent⁴¹.

Parvenu enfin au delà des remparts, les prisonniers, toujours silencieux, sont conduits par un chemin couvert qui, du côté de Santa Catalina, débouche sur le rivage. Ils trouvent là cinquante autres soldats et quelques habitants venus pour les défendre, vivantes preuves de l'horreur qu'inspire à des Majorquins l'attitude odieuse des leurs. Mais, au moment où, grâce aux mesures du commandant de marine Antonio Aguiroz, les Français prennent place dans les embarcations, une grêle de pierres s'abat sur eux. Ce sont les forcenés de tout à l'heure : furieux de se heurter à la porte San Martino, ils se sont élancés sur le haut du bastion qui fait face au *Muelle* d'où, avec des bordées d'imprécations, ils lapident les *Franceses*⁴².

Quelques-uns sont atteints, parmi lesquels le capitaine Caillemier, qui d'ailleurs ne mourra qu'à Waterloo ; d'autres, effrayés, tombent à la mer. Le chevalier Desbrull lui-même⁴³ est blessé. Convaincu que la troupe court autant de dangers que les prisonniers dont elle assure la protection, il lui ordonne de repousser les assaillants à coups de fusils. Déception nouvelle, les soldats s'y refusent nettement, accompagnant leur rébellion d'injures « qu'il eût été », remarque Méry, « dangereux de relever sur le moment. » Puis, ces admirables défenseurs de l'ordre se retirent sans plus...

« Grâce à Dieu », s'exclame un des officiers, « après un quart

d'heure des angoisses les plus cruelles, les prisonniers gagnèrent le large. Ils furent répartis dans trois felouques, sous la protection d'une canonnière. Mais ils eurent la douleur de voir dans ces embarcations (probablement celles qui, la veille, avaient amené les émigrés de Tarragone) quelques-uns des scélérats dont les mains étaient encore teintes du sang de leurs frères. Et ces monstres eurent l'audace de les fouiller, sous prétexte de s'assurer qu'ils n'avaient pas d'armes cachées !...⁴⁴ »

Après tout, que sont, en comparaison des dangers courus, quelques piastres ou *duros* passant d'une poche dans l'autre?... Arriver sauf à bord est l'essentiel. Car le drame est loin d'être terminé.

* * *

SOUS LA PROTECTION DE L'ÉVÊQUE

Il reste, au Quartier Bourbon, une centaine de Français dont les émeutiers continuent à réclamer la mort.

Durant ces violences, le gouverneur Reding n'est pas resté inactif. « Espérant », rapporte Gerdy, « que la Religion aurait sur les révoltés un empire assez fort pour arrêter leurs projets homicides et leur ferait respecter le caractère sacré de ses ministres⁴⁵, il a fait appeler à la Caserne de la Muraille non seulement la milice des *Urbanos* mais tout le clergé de la capitale. Son but est, par l'attrait d'une procession, d'attirer le peuple au centre et à l'est de la ville afin de le détourner du Quartier qu'il assiège. Devant la grande porte du *Cuartel Bourbone*, se présente l'évêque de Palma en personne, suivi du chanoine Miguel Serra et d'autres dignitaires. De nombreuses confréries de réguliers sont là, munis de leurs emblèmes. Outre les frères de la Merci, on voit la communauté de Saint-Domingue égrenant le Rosaire et portant une Vierge ; on voit les Trinitaires, récitant le *Trisagio*⁴⁶, puis l'ordre de Saint-François précédé de l'effigie de son patron et psalmodiant des litanies... A l'entour se massent les *Urbanos*. L'évêque, tançant la foule, demande qu'on laisse passer les Français qui vont s'embarquer pour Cabrera.

Alors, rassurés par la présence de ces garants de l'ordre et de la

discipline que sont l'Église et l'Armée, les prisonniers sortent deux par deux du Quartier, entre un double rang d'ecclésiastiques et de soldats. L'évêque, sous son dais, les précède, revêtu de toute la pompe sacerdotale et portant le Saint-Sacrement. La procession s'avance lentement dans la rue (aujourd'hui la *Marina*) qui conduit à la porte du môle. Les cloches sonnent gravement : de Santa-Cruz, de San Juan, de Santa Eulalia, de San Francisco, de la vaste *Seo*, la cathédrale en pierre rose, elles invitent au calme et à la mansuétude. La nuit approche, étendant ses voiles de paix sur tant de passions exaspérées...

Mais c'est mal connaître la plèbe que de la croire sensible à cet imposant appareil... Les cris séditieux et les gestes hostiles ne cessent point. A chaque fois qu'ils redoublent, l'évêque suspend sa marche, la sonnette tinte et le silence succède au tumulte : solennellement, le prélat bénit la foule agenouillée.

« Mais », remarque un témoin, « ces mêmes hommes qui venaient d'adorer un Dieu de paix et de miséricorde, se relevaient d'un bond après avoir reçu la bénédiction ⁴⁷. Aussitôt retentissaient les cris : *Mueran los Franceses !* Aussitôt brillait aux yeux des prisonniers le fer qui les menaçait !... »

Franchie la *Puerta del Muelle*, la procession arrive à l'étroite jetée qui se prolonge dans la mer. C'est ici que va s'embarquer le dernier contingent. Serrés de toutes parts, les Français voient le peuple bousculer l'escorte et se précipiter sur eux avec fureur.

Exhortations, prières, menaces mêmes des ministres de l'Évangile, tout est vain. « Nos conducteurs », dit Husson, « s'étant débandés lâchement laissent un libre champ à leurs féroces compatriotes. » « Ce fut sans doute », ajoute-t-il, « un spectacle bien digne de méditations que celui qu'offrirent d'un côté des bourreaux altérés de sang, se ruant sur des êtres sans défense, de l'autre, des victimes qui n'avaient pas encore expié, par deux ans de captivité, de tourments et de misère, la faute commise à Baylen... ⁴⁸ »

Parmi les officiers suisses, Charles-Emmanuel von der Weid semble un des seuls indemnes. Après des efforts inouïs, il est, au moment d'atteindre le bord de l'eau, saisi par ceux qu'il qualifie d'« égorgés ». Mais tandis qu'on le malmène, son bissac roule à terre et s'entr'ouvre ; quelques pièces d'or s'en échappent et s'éparpillent sur le sol. *Auri sacra fames*. A cette vue, les assassins

lâchent leur victime et se précipitent sur la proie : le jaune métal a sauvé l'homme ! Von der Weid profite de la diversion et réussit à grimper sur une barque. Tout péril n'est cependant pas écarté pour lui : les pierres pleuvent comme grêle. Une autre chaloupe n'est pas loin ; il veut y sauter, mais, manquant le but, tombe à l'eau et va sans doute être écrasé entre les deux embarcations, lorsque son fidèle ami, le capitaine Louis de Sonnenberg, excellent nageur, se jette à la mer, le saisit par les cheveux et l'aide à remonter à bord ⁴⁹.

Au nombre des « rescapés » est encore Karl-Amédée de Muralt. Il a, lui, le bonheur d'être préservé des coups par le sac rempli de hardes qu'il porte sur le dos ⁵⁰.

A son tour, le lieutenant vaudois Morel, du 3^e régiment, s'est laissé entraîner dans un coin par deux malandrins qui lui ont promis la vie sauve et soudain le frappent. Il se défend avec vigueur ; deux coups de poignard le mettent en sang, mais il parvient à s'échapper. Plus grave est la situation de certains de ses camarades. Voici le capitaine bernois Dittlinger qui, l'un des derniers, marche derrière Reding. Attaqué de la façon la plus brutale, il saisit le bras de son protecteur et pousse un cri d'appel : — « Général, sauvez-moi ! » Reding a beau tirer l'épée pour défendre son compatriote, celui-ci, malgré la résistance et l'autorité du gouverneur, tombe sous les *navajas*. Il faut que Reding le relève et le porte lui-même, tout ensanglanté, dans une barque.

L'obscurité étant venue, les débris des trois contingents (celui de l'holocauste, celui de la brèche et celui du môle sanglant) se sont enfin retrouvés sur les felouques ancrées dans la baie. Ils ont toutes raisons de remercier la Providence d'avoir échappé, par trois fois, au sort le plus cruel. Rompus de fatigue, trempés par leurs bains involontaires et saignant de maintes blessures, les uns et les autres, Français et Suisses, passèrent sur le pont une nuit qu'on suppose agitée.

Au lieu de partir à l'aube, comme avis en avait été donné, on les distribuera également le lendemain, sur chaque bateau. Puis l'on viendra de terre leur apporter des vivres, d'autant plus indispensables que, déclare Muralt, « depuis la veille au matin, nous n'avions rien eu à manger. » Mais les ravitailleurs auront peine à

parvenir jusqu'aux felouques car, bien loin d'avoir retrouvé le calme, les habitants de Palma font leur possible pour les en empêcher ⁵¹.

Soixante hommes de troupe et deux officiers arrivèrent cependant comme garde et, le 13 au soir ⁵², le convoi mit à la voile pour atteindre, après deux jours de navigation, cette île de Cabrera dans laquelle ils devaient voir, cette fois, ô ironie des choses, presque un havre de grâce !

* * *

CHOC EN RETOUR

Sur terre ferme, l'ordre est encore loin de régner. S'avisant tout à coup que le *Castillo* de Bellver contient, lui aussi, des officiers ennemis et même de haut rang, la foule traverse le faubourg de Santa Catalina, puis le hameau de Terreno et prend le chemin de la colline boisée. Toutefois, de la terrasse, on l'a vue venir. La garde a reçu du renfort, le pont-levis est dressé. Comme le château est entouré d'un fossé profond et qu'on ne peut monter à la tour, par un escalier en bigorne, qu'à raison d'un seul homme à la fois, la défense est aisée. Les officiers français se sont munis de vivres et s'apprêtent à résister... Vaine alerte ! La populace en sera pour ses cris ⁵³.

L'équipée n'est pas sans leçon pour les autorités : craignant que la Tour de l'Ange ne soit assiégée à son tour, elles font transporter de nuit, à Bellver, le général Exelmans et ses deux compagnons. Seuls depuis vingt et un mois dans leur réduit, privés de toute communication, les trois prisonniers de Saelijes retrouvent avec joie leurs camarades et frères d'armes : les tronbles ont rapproché ces Français qui s'ignoraient. Chez les Majorquins, en revanche, ils ont en un effet contraire.

Irrités de n'avoir pas été secondés dans leur effort par les *Urbanos* — qui pourtant ont formellement refusé de tirer contre les leurs —, les turbulents citoyens de Palma les convrent d'invectives et d'outrages. Comme souvent, des paroles on en vient aux coups : trois soldats sont tués, un autre grièvement blessé.

Pour se défendre et arrêter les violences, la milice ouvre le feu sur les émeutiers. Huit hommes, une femme et un enfant tombent

morts. La poudre apaisa-t-elle jamais des masses en délire ? Trois jours entiers, le tumulte possédera la ville et l'on sait le contre-coup terrible qu'en subiront les Cabrériens : exaspérée de son échec, la populace a retenu la barque à pain ; et, là-bas, sur l'île désolée, ce sera la famine et la mort...

Pour en finir, la Junte entend frapper les responsables. Don Antonio Desbrull est chargé de l'enquête. Il prouve sans peine que toute l'affaire est partie d'un raconter : non seulement les nonnes qui passaient sous le *Cuartel Bourbone* n'ont point été insultées, moins encore lapidées, mais, *o sancta simplicitas* ! elles ignoraient qu'il y eût caserne et prisonniers à Palma... ⁵⁴

Conséquemment à ce rapport, l'évêque adressera un mandement à la population et la Junte exilera les coupables. Ils sont peu nombreux. Seul prévenu notoire, Don Salvador Troyols y Valles, chevalier de l'ordre de Charles III et capitaine en retraite des milices, fera dix ans à l'île d'Iviça.

En bon militaire, Méry estime que ces lugubres journées (elles auraient pu être aussi fatales aux soldats qu'aux prisonniers) prouvent à l'évidence que l'audace des Majorquins s'était accrue de l'hésitation des troupes. « Le soldat qui n'obéit pas à la voix de son chef est, le plus souvent, la première victime d'une telle faute. » « Je ne puis », ajoute-t-il, « donner trop d'éloges au courage héroïque du général Reding et du comte Deshrull ainsi qu'au généreux dévouement des autorités et du clergé majorquin⁵⁵. Sans leur courage, nous eussions été indubitablement massacrés... ⁵⁶ »

Il nous plaît qu'un autre rende cet hommage à un Suisse de bonne souche. Et nul ne contestera la leçon que, peu après l'émeute, un témoin désintéressé dégageait mélancoliquement de ces désordres. « Ces faits aussi barbares que peu chrétiens sont une preuve de la férocité d'un peuple lorsqu'il n'y a pas de force pour le contenir et qu'il agit sans réflexion et sans crainte de Dieu. Les Majorquins, autrefois, étaient un peuple tranquille et soumis à la justice autant qu'au gouvernement, mais, depuis peu, ils sont devenus tumultueux, désobéissants et barbares. Ce fait ne peut avoir que les plus funestes résultats... ⁵⁷ »

Formulé en 1810, mais toujours actuel, ce jugement peut s'appliquer à tous les troubles qu'enfante l'ignorance unie au fanatisme.

SECTION III

AU CHATEAU ROYAL DE BELLVER

FOUILLES, RIGUEURS ET VIOLENCES

Le lieu sûr, le lieu de tout repos (pour les gardiens tout au moins !) où la Junte espérait conserver les prisonniers à l'abri de tentations diverses, n'était autre que le prestigieux donjon de Bellver, édifié au *xiv^e* siècle, sous le règne de Jaime II, fils du *Conquistador*. Simple forteresse, puis résidence des rois de Majorque, il est devenu prison d'État. C'est là que, peu auparavant, l'illustre ministre libéral Jovellanos médita sur les dangers de faire pièce à l'absolutisme bourbonien. C'est là qu'en 1817 sera fusillé un autre conspirateur libéral, le lieutenant général Lacy.

Le site est superbe avec ses pins élancés et ses pentes ombrées que jadis baignait la mer. De la terrasse crénelée, lorsque se dissipent les brumes du matin, on peut voir Cabrera émerger des flots. Mais si monumentale que soit une prison, est-il jamais agréable d'en être l'hôte ? Pour les officiers supérieurs, domiciliés d'abord à *Cuartel Bourbone*, le changement d'air ne s'opérera pas en toute douceur.

« Le 23 août, à trois heures du matin », écrit Privé dans son *Journal*, « plusieurs envoyés de la Junte de Palma viennent me prendre

avec les autres officiers supérieurs et nous conduisent au château de Bellver où, après la fouille la plus indécente et l'enlèvement de tout l'argent et argenterie qui nous restait, on me confine avec M. le général Dufour dans une chambre où nous sommes gardés au secret le plus rigoureux¹. »

Du côté espagnol, on justifie cette opération un peu rude par le fait que le commandant général de la province — il s'agit sans doute du général La Cuesta — entend traiter les prisonniers exactement comme il l'a été lui-même dans la guerre précédente. Ce sont, pourrait-on dire, des représailles à retardement !

Le résultat de ces fouilles, tant à la caserne de la Lonja qu'à Bellver, est officiellement consigné par deux membres de la Junte, les *Señores* Joaquín Pons et Benito Cabo, déjà rencontrés ailleurs². Ces mandataires de l'État déclarent avoir découvert un certain nombre de cuillers en argent, quelques napoléons d'or, plus quatre sabres, un sabre court et dix-sept cent quarante-quatre réaux, ce qui équivaut à cinq cents francs de France. Si c'est bien là tout ce que l'on a pu trouver, reconnaissons d'emblée que la guerre d'Espagne n'a pas enrichi ceux qui l'ont faite !...

L'un des premiers soins du pouvoir est d'enlever aux Français leur cuisinier nommé Lasserre : on se perd en conjectures sur les raisons d'une telle séparation. La surveillance, exercée par le colonel Manuel de San Juan, est d'emblée si rigoureuse que des protestations parviennent à la Junte : « Nulle prévention de fuite n'ayant pu être établie contre nous, nous ne voyons aucun motif à ce qu'on rende notre captivité plus pénible encore³. »

Les allègements qu'on leur accorde en retour n'ont vraiment rien de fastueux : « Le 6 janvier 1810 », note encore Privé, « la porte de notre prison s'ouvre et l'on nous annonce que la Junte Supérieure a bien voulu nous permettre d'aller à la messe, qui se dit tous les dimanches dans la chapelle du château ; cette circonstance nous met à même d'embrasser nos compagnons d'infortune dont nous étions séparés.

« Le 10 janvier, la porte de communication avec MM. les officiers supérieurs est ouverte et nous pouvons maintenant nous voir à chaque instant de la journée⁴. »

Cependant, entre « anciens » et « nouveaux », la séparation reste grande. « Nous apprenons », continue Privé, le 9 mars, « que deux

prisonniers qu'on nous avait dit être espagnols et qui, deux mois plus tôt, avaient été conduits dans la grande tour de notre château, sont MM. Romain et Lanusse, consuls français résidant à Carthagène et à Valence⁵. » Rien ne prouve qu'un régime semblable n'ait pas été appliqué aux officiers de marine Gérodiad et Boniface après l'échec, déjà narré, de leur tentative d'évasion.

Lorsqu'après l'émeute de Palma, les prisonniers de la Tour de l'Ange ont dû revenir à Bellver, c'est pour y trouver, avec un nouveau gîte, une sensible aggravation d'existence. « Toutes les chambres du premier étage étant occupées par les généraux Privé, Dufour et d'autres », écrit Rossetti, « on nous plaça dans une petite tour qui communiquait avec la terrasse du château par un pont de bois ». (Cette tour existe encore ; elle est la tour dite de l'Homage, en souvenir des cérémonies royales de jadis, mais le pont de bois est... en pierre, soutenu par une ogive d'une belle envolée.) « Elle contenait trois petites chambres circulaires. Le général Exelmans habitait la plus haute, Lagrange celle du milieu et moi celle d'en bas. Pendant le jour, il nous était permis de communiquer avec les autres prisonniers ; au coucher du soleil, chacun était enfermé chez lui.

Mais la douceur de revoir des camarades n'est pas sans beaucoup souffrir des violences du colonel-gouverneur que Rossetti désigne sans doute par son surnom caractéristique. « Le 17 avril, le général Exelmans se promenait sur la terrasse. Le gouverneur, qui avait succédé au colonel de San Juan (c'était toujours M. Galère, la bête la plus méchante que j'aie jamais connue !) voulut, je ne sais par quel caprice, le faire rentrer dans sa chambre et l'y enfermer avant l'heure prescrite. Le général se plaignit de cette innovation et refusa d'obéir. Il s'ensuivit une altercation assez vive à laquelle je pris part en faveur d'Exelmans. Le gouverneur m'ordonna également d'entrer dans mon cachot. Je m'y refusai. La dispute s'échauffa au point que le gouverneur fit charger les armes à la garde et l'appela sur la terrasse. Il fallut céder, car les soldats n'auraient pas demandé mieux que de massacrer des officiers français. On nous traîna dans nos cachots et l'on nous y laissa dix jours au pain et à l'eau⁶. »

LA PETITE RÉPUBLIQUE

A ces renseignements, il est précieux de pouvoir joindre ceux qu'apportent deux officiers étrangers : le lieutenant hessois Carl-Franz von Holzing que l'on retrouvera plus tard à Iviça et le capitaine Georges Barkhausen, natif de la principauté de Lippe-Detmold, qui a laissé d'alertes notations sur son séjour à Minorque. Leurs carnets de route à tous deux méritent d'être traduits.

Blessé en mai 1810, pris par une *guerrilla* puis expédié successivement à Alicante, Iviça et Mahon, von Holzing, refusé de partout, est finalement dirigé sur Bellver. Chose curieuse, il ne nomme aucun de ses compagnons de captivité mais note, avec exactitude, l'état d'esprit régnant. Remarquons aussi qu'il sait donner une pensée à de plus malheureux que lui-même.

Nous formions à Bellver », dit-il, « quoique sévèrement surveillés, *une petite république*. La fuite possible des prisonniers était toujours la terreur du commandant. Nous eussions été relativement satisfaits de notre sort si la solde n'avait été réduite à deux *réaux* par jour⁷. Mais, combien plus dur encore était celui des soldats détenus à Cabrera !...⁸ »

Barkhausen, lui, n'entre en scène qu'en janvier 1811, époque où les officiers précédemment connus ont été transportés en Grande-Bretagne. Avec six cents hommes des troupes de Suchet qu'on avait capturés en Catalogne et entassés sur trois transports, plus soixante-quatre officiers, tant Napolitains que Français et Allemands, il a pris place à Tarragone à bord d'une polacre d'Iviça. Quant à l'escorte, le Germain la classe lestement : « Les troupes espagnoles et les gradés qui nous accompagnaient étaient les plus infâmes canailles que j'aie vues de ma vie et l'un des nôtres fut rossé par elles : fasse Dieu que je les rencontre à l'avenir pour les récompenser selon leurs mérites⁹ !... »

Pour ne pas manquer à la tradition, une tempête se déchaîne

et, trois jours plus tard, le contingent débarque à Palma où il subit la non moins traditionnelle quarantaine. Presqu'automatiquement, les six cents sous-officiers et soldats sont dirigés sur Cabrera, mais les officiers, augmentés de vingt-six ordonnances, élisent domicile à Bellver. Seul, le général Schwartz aura pour résidence la Tour de l'Ange, considérée sans doute comme plus digne de lui...

Tout abattu qu'il est d'entendre, une fois encore, tirer sur lui les verrous, Barkhausen garde assez de sang-froid pour décrire le lieu de sa détention : « Conduits aux casemates qui nous sont désignées comme logement, nous y succédons sans doute aux larrons et aux criminels qu'on y jetait auparavant : les fortes serrures, les portes ferrées, les crochets aux murailles en sont l'indice suffisant. Le sol est pavé de pierres rondes, comme dans les plus infâmes ruelles ; par une fenêtre et deux soupiraux grillés, placés très haut, passe tout juste un rais de lumière dont les parois, noires de fumée, éteignent aussitôt l'éclat. Comme il s'y trouve déjà des poules, des porcs et des ânes, nous aurons sans doute à faire ménage commun... Vers le soir, on nous apporte le mobilier ; ce ne sont point des tables ou des chaises mais simplement un sac et un oreiller remplis de paille, deux draps et une couverture de laine, le tout aussi malpropre que possible et grouillant de vermine... »

Treize dans une seule salle ! Quelques-uns s'affaissent hébétés ; d'autres pleurent sur leur destin ou pestent contre le traitement inhumain des Espagnols. « Pour moi », dit l'officier, « je prends le parti le meilleur : me consoler par l'espoir d'un changement prochain et la résolution de tout supporter avec constance¹⁰. »

« De nos réduits si primitifs, on accède à la cour intérieure du château, de forme circulaire. On dirait d'un amphithéâtre... » Ici, le narrateur, peu sensible aux choses de l'art, omet de décrire les arcades en plein cintre et les gracieuses volutes en ogive qui assurent à ce *patio* l'ombre la plus fraîche, même au milieu du jour. En revanche, il signale, au centre de la dite cour, une citerne où l'eau de pluie (qui, l'hiver, s'accumule) va servir à tous les besoins des prisonniers. En été ce liquide est rare ; c'est donc à son motif que rentre en scène le gouverneur du château : « Cet aigre potentat », note le prisonnier, voulant faire montre de pouvoir, devait se comporter envers nous comme Satan en personne¹¹. »

Non content de fermer la citerne, il limite à quelques cruches la provision de chaque chambrée ; on n'a qu'à attendre le lendemain pour calmer sa soif. Pour la nourriture, mêmes rigueurs : « Quelques-uns des brosseurs obtiennent bien la permission de se rendre sous forte escorte à Palma, pour y acheter des provisions de bouche, mais ce vieux coupeur de bourses qu'est le gouverneur nous cherche chicane à tout propos et nous traite davantage en bandits qu'en officiers prisonniers. » Vu la solde infime (cinq *reales* pour les capitaines, quatre pour les lieutenants, un pour les ordonnances, le pain en plus), les hôtes de Bellver doivent se contenter, l'après-midi, d'un peu de légumes sans viande et, le soir, d'un croûton de pain arrosé d'eau claire...

Le seul plaisir qui leur est accordé consiste en une promenade sur la terrasse supérieure dominée par la Tour de l'Hommage. Barkhausen et ses compagnons ont le loisir de contempler à l'est la rose cité de Palma, sa *Lonja*, sa cathédrale et son port, au nord les forêts de pins et d'orangers d'où surgit, ici et là, quelque riante maison de campagne, au sud enfin l'immensité bleue de la mer, limitée à l'orient par le cap Blanco, au couchant par la pointe de Porto Pi. Rien d'étonnant que le contraste entre la splendeur du cadre et l'austérité du séjour ait fait naître chez plusieurs ce que, par la suite et sous un autre régime, on devait définir la psychose du fil de fer barbelé. Nombreux sont les cas de dépression nerveuse qui, dès les premières semaines, vont conduire von Holzing, Barkhausen et maint autre compagnon de misère au seul lieu dont l'existence, en ces tristes temps, parle encore humanité : l'hôpital du Sitjar.

Il semble qu'en mettant fin aux transports de Cabrériens malades on n'ait pourtant pas supprimé tous soins dus à d'anciens combattants. C'est ainsi qu'au dossier Desbrull on voit un capitaine Philippe, hospitalisé là, demander à recevoir, de son domestique Pierre Laveuve, le traitement que réclament son âge et ses infirmités. En une autre occasion, c'est le capitaine Le Henaff, lieutenant de vaisseau aux marins de la Garde, blessé à Baylen, qui, apprenant que son ordonnance, nommé Dubourg, jadis à Cabrera, est également traité au Sitjar, exprime le vœu de l'avoir près de lui « sitôt après sa réhabilitation (*sic*)¹² ».

Puis vient le tour des officiers étrangers.

« Vers la fin de 1810 », rapporte von Holzing, « je fus forcé,

ensuite de mes blessures, de me rendre à l'hôpital de la ville ¹³. » Et là, une note de sa main paraît indiquer que les transports, bien que réduits, ont repris quelque peu.

« Je fus le témoin », reprend-il, « de l'état misérable où se trouvaient les infortunés Cabrériens. Chaque semaine, on amenait quelques malades à Palma, mais bien peu y voyaient s'améliorer leur sort. Après une maigre chère, recevoir tout à coup soupe, viande, légume, pain blanc et se jeter dessus, c'était courir au devant de la mort. Beaucoup, en effet, périrent de ces soins mêmes. » Et voilà recommencer l'expérience de Cabrera.

Un peu plus tard — janvier 1811 — Barkhausen, pris de fièvre, est transporté, avec seize de ses camarades, à l'hôpital où on le soigne, « aussi bien et même mieux que dans n'importe quel hôpital français. » « Le médecin surtout était un brave homme et un habile praticien. Bien qu'il fût espagnol, il ne se croyait pas tenu de penser en espagnol (*sic*) et se donnait toute la peine possible pour mettre les malades sur pied ¹⁴. »

Passe pour les soins, mais la liberté ? Les Allemands en eurent-ils plus que les Français ? On le croirait, à voir Barkhausen et Holzinger tenir tous deux les permissions comme fort naturelles. « Nous avions souvent l'avantage de nous rendre le soir en ville ¹⁵ », déclare l'un. « Le 24 février », assure l'autre, « je trouvai l'occasion de m'éloigner de l'hôpital et de faire un tour à Palma bien qu'officiellement la chose fût défendue... »

Encore que l'officier rhénan tienne à nous documenter sur le costume national et sur les Majorquines, peut-être l'instruction pure ne fut-elle pas toujours l'unique raison de ces sorties. « Les femmes », nous confie-t-il, « ont les cheveux dénoués à la nuque ; sur la tête elles jettent une sorte de voile, le *rebozillo*, qui recouvre aussi la poitrine. Elles portent une camisole noire retenue sur le côté par de petits boutons et reliée devant par des chaînes d'or... » Mais il n'y a pas de charme qui tienne ! Barkhausen demeure sur ses gardes : « La légèreté des femmes, surtout à Palma, ne connaît pas de bornes et l'on ne peut faire dix pas dans la rue sans être accosté... » L'officier allemand doit exagérer, et ne faut-il pas révoquer en doute cette affirmation un peu bien osée : « On ne saurait conseiller de fréquenter le sexe (*sic*) car presque toutes, même les femmes mariées, ont trop sacrifié à Vénus ?... ¹⁶ »

D'autres inconvénients pouvaient naître de ces escapades, pour les autorités tout au moins : « Cette liberté relative », rapporte à son tour Holzing, « nous inspira l'idée d'une évasion avec la connivence d'un marin grec. Trois officiers français, incapables d'attendre, enjambèrent de jour le mur de l'hôpital alors que, nous autres Allemands, aurions préféré la nuit. Mais voilà qu'un prisonnier français, infirmier de l'hôpital, croyant par ce haut fait s'éviter un retour à Cabrera, trahit ses malheureux frères d'armes. A grands cris, il appela la garde, qui se mit à la poursuite des fugitifs et ne tarda pas à les rejoindre. Dès ce jour, nous fûmes plus étroitement surveillés avec défense de quitter la chambre ¹⁷. »

*
* * *

INSCRIPTIONS LAPIDAIRES

De retour à Bellver, ceux qu'on avait arrêtés dans leurs plans n'y persistèrent pas moins. Quelles ne furent pas la surprise et la colère du gouverneur lorsqu'un beau matin cinq officiers manquèrent à l'appel ! Ils avaient pu conserver en captivité une forte somme et, par elle, reconquérir leur liberté. La garde achetée, on avait filé sur Valence ¹⁸. C'est vraisemblablement à la suite de cette impressionnante aventure que le capitaine général résolut de vider Bellver de ses hôtes trop turbulents. On verra plus loin au profit de qui.

Grande dut être l'effervescence des contingents plutôt cosmopolites qui, interminablement, arpentaient en rond la plateforme du *Castillo* si souvent balayée par les vents du Nord. Ses murs crénelés semblent vibrer encore des imprécations en diverses langues qu'ils ont maintes fois entendues. Leur pierre tendre ne conserve-t-elle pas, profondément gravé, le souvenir de ceux qui, trop longtemps, soupirèrent ici après la délivrance ?

Parmi ces *graffiti*, nous avons relevé quelques noms et quelques formules... si l'on ose s'exprimer de la sorte. Sur le parapet, voici des patronymes bien français : *Truffier, Claive, Bériot, Colomer,*

Deltour ou *A. de la Tour* ; là signèrent *Rude Fritz*, Allemand authentique ou les Piémontais *Druciurdi* et *Saroni*. Plus loin, on découvre un *Bonneville* du 5^e de ligne, seul à nous apprendre sa nationalité et la date de sa capture : *Italien, pris le 30 mars 1810*. Ailleurs, dans un carton oblong, on lit :

VIVE NAPOLEON

13^e C. A.

3 avril 1813

date et détail prouvant que le départ prochain n'a pas tari l'afflux des captifs. Puis, on déchiffre encore, non sans peine, un mot de cinq lettres, témoignage d'indignation fort naturelle que, faussement d'ailleurs, la postérité associe au nom de Cambronne.

Tout cela laisse entendre que le transfert annoncé fut accueilli sans défaveur. Chacun, à sa manière, exprima sa joie de tourner le dos à cette demeure si belle, dont on fit un cachot.

« Afin de passer un peu gaiement les dernières heures », écrit Barkhausen, « les officiers allemands organisèrent, le soir du 9 août, une petite fête à laquelle furent invités tous les officiers italiens, napolitains et français qui étaient prisonniers avec nous depuis onze mois. Au bruit des verres entrechoqués, nous restâmes jusque passé minuit. Les esprits s'étant un peu échauffés, on donna à notre gouverneur qui, jusqu'au dernier jour, nous avait abreuvés d'humiliations, une sérénade peu ordinaire. Tout ce qui était d'un transport malaisé, pots, bouteilles et autres objets fragiles prit le chemin du *patio* pour y arriver en miettes... Quelle fanfare pour notre geôlier qui comptait sur l'héritage !... Au fracas, redoutant une attaque en règle, le gouverneur alarma la garde...

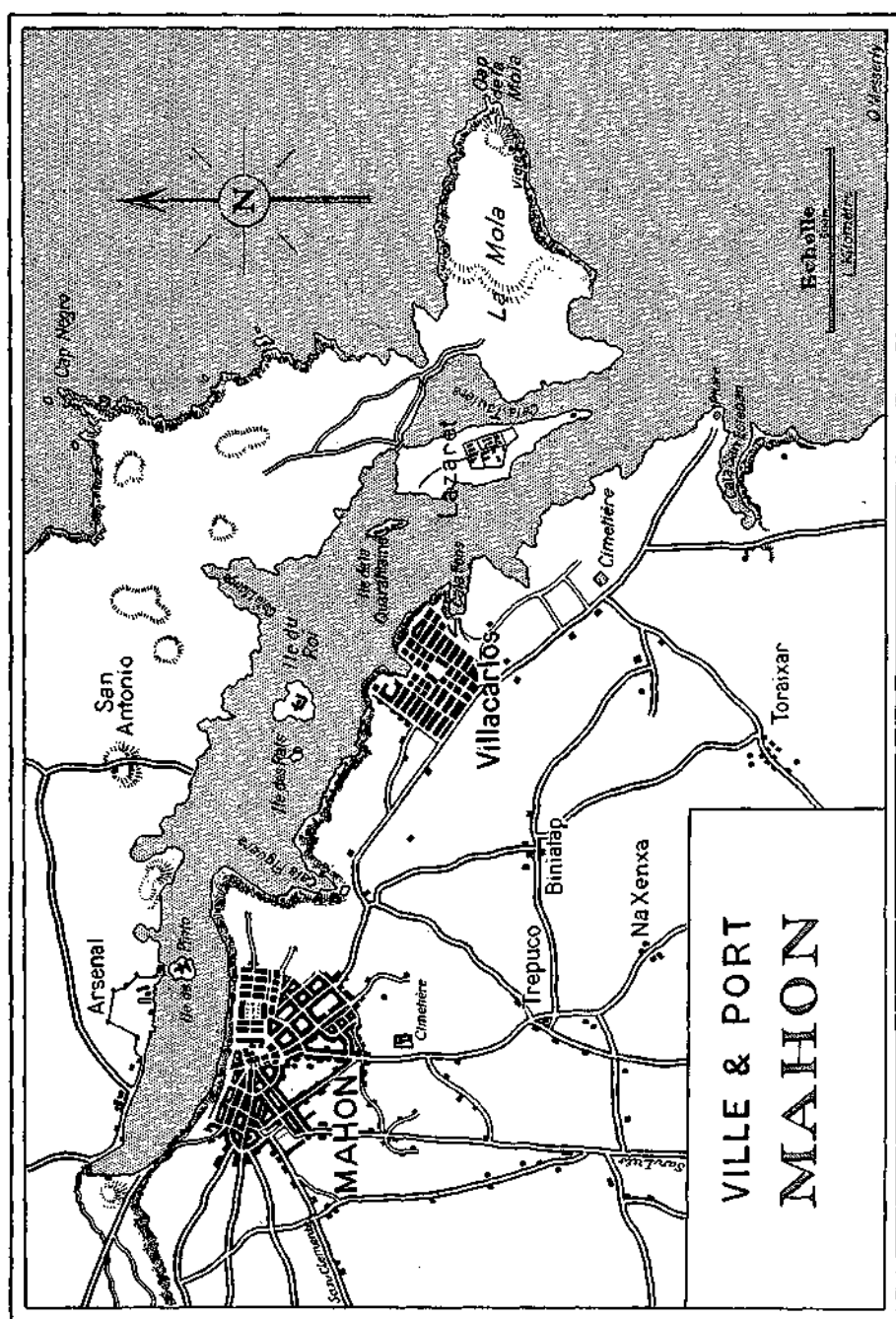
« A peine remis de cette nuit tumultueuse, plusieurs encore embrumés par le vin et lents à quitter leur paillasse, nous vîmes, au petit jour, la garnison du *Castillo* faire, sabre au clair, irruption dans nos cantonnements. Impossible de sauver quoi que ce soit : il fallut faire notre denil de tout, jusqu'à l'argent dissimulé dans les plus sombres recoins de nos cellules. Qui donc empocha ? Le gouverneur *Poch a Poch*... ¹⁹ »

Alors, ô bonheur, retentit l'ordre connu :

— *Vamos !... En avant !*

Mais ce n'est point pour la patrie que partent les quatre-vingt-deux officiers prisonniers... Un dernier regard au château de pierre rose, émergeant de son sylvestre écrin et l'on monte à bord de vaisseaux anglais qui, dans la rade, attendent leurs passagers.

Tout bien considéré, si l'on excepte l'émeute du *Cuartel Bourbone* et que l'on compare les différents séjours baléariques, il semble que Majorque fut, des quatre îles, celle qui serra le moins les mailles du filet. Nul n'y connut, certes, l'ombre d'une liberté sur parole, mais, en face du dénuement de Minorque, de la solitude d'Iviça, de l'infinie détresse de Cabrera, on peut estimer tolérable cette geôle où l'on avait, devant soi, les lignes harmonieuses d'une île belle entre toutes et, puisqu'on nous le laisse entendre, les grâces, un peu bien faciles, des Palmesanes au regard de feu...



CHAPITRE II

MINORQUE BATTUE DES VENTS

L'ENJEU DE TROIS NATIONS

S I le même azur enveloppe, ingrates ou fertiles, toutes les terres baléares, si les mêmes flots céruléens baignent le granit de leurs caps et s'insinuent dans leurs *calas* profondes, l'air de famille n'apparaît guère sur les visages de Majorque la grande et de Minorque, sa cadette, presque sa parente pauvre.

A l'une, la délicatesse de ses contours dentelés, l'envolée de son *Puig Mayor*, la fière silhouette de sa capitale aux remparts d'ambre jaune. A elle encore la richesse de sa plantureuse *Huerta* : « une verte Helvétie sous le ciel de la Calabre », a dit pompeusement George Sand. A l'autre, l'aspect dépouillé, l'abord presque hostile de ses falaises, le relief plus déchiqueté qui n'enchaîne pas le regard et rend le séjour moins amène. Avec tout cela, une rade incomparable, vraie Corne d'Or sertie de perles blanches : les fermes ou *quintas* des collines environnantes. La « petite sœur » s'impose par une alliance rare du pittoresque et de la valeur stratégique.

En histoire — celle du moins qu'on enseigne aux touristes —, toutes les dates marquantes sont également pour Majorque. C'est elle que convoita et que prit Jaime *El Conquistador* ; elle qui donna son nom — royaume de Majorque — à l'état nouveau, d'origine et de langue catalanes ; elle enfin qui, quarante-quatre ans plus tard, à la bataille de Lluchmayor, vit passer le pouvoir de la dynastie conquérante à celle de son rival, le roi d'Aragon.

Sur le grand théâtre des peuples, Minorque n'entre que plus tard en scène. Aussi les chroniqueurs y font-ils pauvres glanes. Sans doute, à l'égal des autres îles, elle a vu passer, comme la tourmente, tous les peuples vagabonds : Ibères, Phéniciens, Grecs, Carthaginois et Romains, puis, au moyen âge, Vandales, Visigoths et Arabes. Carrefour des routes maritimes qui vont d'Espagne en Italie et d'Europe en Afrique, elle a reçu leur visite à tous et, davantage, celle des pirates barbaresques : le plus célèbre, le cadet des frères Barberousse, Kbeyr-Es-Din, ne vint-il pas, l'an 1535, saccager la ville principale, détruire ses archives et emmener esclaves ses habitants ?

A la vérité, ce forban ne dut son triomphe qu'à une confusion déplorable. Arrivé devant Minorque avec vingt-sept galiotes battant pavillon espagnol, l'écumeur des mers commença par donner le change. Au fait des succès de Charles-Quint à Tunis, les Minorquins s'étaient imaginés que les navires appartenaient à l'*Armada* victorieuse. Ils voulurent leur faire fête. Et vivats de s'élever et canons de partir ! En réponse à ces salves joyeuses tombe une grêle, bien dirigée, de flèches et de boulets... La razzia terminée, ville et appontement réduits en cendres, ce fut une masse compacte de six mille prisonniers que Barberousse, ce fils de potiers grecs devenu musulman, eut l'orgueil d'emmener à Constantinople pour les offrir au Grand Turc... ¹

Si l'on excepte ce désastre, Minorque, avant la conquête jaïmique, n'avait point pâti de la domination, somme toute tolérable, des Maures. Au XVIII^e siècle, c'est sous le joug beaucoup plus ferme des Anglais, des Français, puis des Espagnols, qu'elle tombera successivement. Changer cinq fois de maîtres en cent ans et servir d'arène à leurs tueries, quel destin ! Il faut reprendre, fût-ce en raccourci, ce siècle d'histoire où l'on voit passer de main en main une île que son isolement semblait préserver de telles étreintes.

En 1709, en pleine guerre de la Succession d'Espagne, voici l'Angleterre qui l'arrache à Philippe V, petit-fils de Louis XIV. Quatre ans plus tard, à la paix d'Utrecht, le roi d'Espagne s'incline humblement devant ce rapt et celui de Gibraltar ; pendant près de quarante ans, le génie britannique fait de Minorque un des boulevards de sa puissance maritime.

Au début de la guerre de Sept Ans, la France, par le hardi coup de main du duc de Richelieu, la reprend aux Anglais et, pour s'attacher l'Espagne, veut lui rendre cette possession. A quoi, chose étonnante, pour le seul motif de garder sa neutralité, le gouvernement de Madrid oppose un refus catégorique. Dix ans plus tard, par traité en bonne et due forme, Sa Majesté Catholique l'accepte cependant de Louis XV en retour de quelques droits cédés sur les lointaines Antilles. Mais, au cours d'une nouvelle guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, celle-ci reconquiert Minorque. L'Espagne alors la lui reprend et, l'année suivante, s'en voit, par la paix de Versailles (1763), assurer la possession.

Sera-t-elle définitive ? Après tant de propriétaires, Minorque n'aura-t-elle point droit à la tranquillité ? Les faits vont répondre. En 1808, l'alliance imposée à l'Espagne par Napoléon est rompue. Aussitôt, l'Angleterre s'empare de Mahon pour en faire l'une des bases de sa flotte. C'est de là que Collingwood ou lord Exmouth pourront à leur aise épier le port de Toulon.

Comment, dès lors, s'étonner que le caractère minorquin ait subi l'influence d'un si long antagonisme ? Deux nations, au XVIII^e siècle, n'ont cessé de se disputer l'empire des mers et la maîtrise politique : l'île qui fut leur champ clos porte encore l'empreinte de leurs meilleures qualités... et de quelques défauts. Son sol, moins fertile, moins irrigué et plus jalousement réparti que celui de Majorque, ne pouvait permettre l'opulence à une population en grande partie rurale. Laborieuse et honnête, elle tient des Anglais des scrupules de propreté et un rien de sens pratique. Exemples : l'habitude de passer les maisons au lait de chaux tous les samedis, la mode des fenêtres, dites à guillotine, et l'art de construire des routes, à l'exemple du général Kane, qui dota Minorque de sa plus belle artère.

D'autre part, le siècle de Louis XV et de l'Encyclopédie devait former des esprits jusqu'alors somnolents. « L'activité intellec-

tuelle qui règne à Mahon » — note un érudit —, « le goût du travail, le libéralisme des idées et bien d'autres détails, permettent de mesurer les progrès que soixante-dix ans d'occupation étrangère ont apporté à ce pays si longtemps fermé². » Il est vrai que, pas mal mécréants, les officiers français venus à la suite de la Galissonnière, de Lannion et de Richelieu, avaient trouvé le pays un peu encombré de clercs. Le rocher de Minorque, stérile en biens de la terre, était pour le ciel d'une incroyable fécondité². Les couvents s'y étaient multipliés ; l'ancienne capitale surtout, Ciudadela, en regorgeait. Et c'était un peu pour la punir d'être devenue le principal foyer d'opposition que les autorités britanniques avaient, dès 1722, transféré à Mahon les tribunaux et les organes administratifs. Tout enclose de murs élevés par les Maures, la cité de Magon, l'amiral carthaginois, fut en partie reconstruite par les urbanistes des deux nations : Villa Carlos, son faubourg, ressemble à un *settlement* anglais, comme San Luis, village voisin, entièrement créé par les Français, paraît marqué de leur griffe. L'*Arravaleta*, la promenade des Mûriers, la *Calle de las Moreras*, le champ de courses du *Cos de Gracia* fleurent encore les élégances des brillants officiers à perruque poudrée. Au grand dépit du clergé, les femmes, esclaves des traditions mauresques et jusqu'alors assez recluses, prirent, autant que celui de la toilette, le goût des bals et des dîners. Leurs grâces et leur beauté, prisées d'un cardinal de Retz, n'eurent au surplus que des admirateurs d'un instant : sept ans après leur arrivée, les gentilhommes de France durent céder la place et près d'un demi-siècle s'écoulera avant que Minorque en voie d'autres.

Plus éloignée que Majorque des côtes catalanes, l'*Isla Menor* fut peu visitée par l'Émigration. Une seule figure s'y montre en relief : la veuve de Philippe-Égalité, Louise-Marie-Adélaïde, duchesse de Penthièvre et d'Orléans, qu'on a déjà rencontrée. Mais, à ce moment, Minorque, abandonnée du gouvernement espagnol, est plus que jamais retombée sous la coupe britannique. Déjà, lord Keith, craignant pour la sécurité de l'île, a sollicité de Nelson l'envoi d'une escadre protectrice. On connaît le refus de son subordonné et la célèbre réponse : « Je n'ai aucun scrupule : mieux sauver Naples et risquer de perdre Minorque que sauver Minorque et risquer de perdre Naples... » Cinq ans plus tard, l'adorateur des beaux yeux

de lady Hamilton sera moins dédaigneux : commandant de la flotte méditerranéenne, il s'établit à San Antonio, face au port de Mahon et, de ce poste unique, contrôle la flotte française qu'il compte bien anéantir.

Toujours tiraillé entre ces influences contraires et tenant, malgré tout, à son indépendance, le peuple minorquin va connaître, en 1809, des perplexités nouvelles : que faire de cinq mille cinq cents Français qui, cette fois, ne sont pas venus en maîtres ?...

AU GRAND LAZARET DE MAHON

Durant le peu de semaines passées à Cabrera, les officiers du corps de la Gironde n'ont eu pour abris que les quelques tentes accordées par la Junte ou les salles à tous vents de l'antique *Castillo*. Un tiers d'entre eux, cependant, connaîtra bientôt une résidence moins aérée. Le 15 juin, pour ne pas repartir à vide, les transports venus de Catalogne avec leur chargement de prisonniers polonais et napolitains, embarquent au *Puerto* cent soixante-dix gradés qu'ils ont ordre de conduire à Minorque. Le voyage n'est pas long : par vent favorable, une nuit y peut suffire.

Au matin, l'on dépasse l'*Isla del Aire* — l'aride île du Vent — qui peut rappeler aux officiers de marine la belle victoire de la Galissonnière sur l'escadre britannique de l'amiral Byng. Le convoi franchit le promontoire de la *Mola*, vrai dragon de granit défendant l'accès de Port-Mahon. A gauche, les ruines du fort Saint-Philippe si brillamment enlevé aux Anglais par Richelieu ; à droite, le vaste Lazaret bâti par Charles IV dans une presqu'île en fer de lance.

Le goulet passé, on est en rade. Alors surgissent les îles diverses : *Isleta de la Cuarentena*, que désigne un vaste corps de bâtiments voué aux inspections sanitaires : c'est là qu'iront mouiller les vaisseaux suspects ; *Isla del Rey*, ainsi nommée parce qu'en 1287 y débarqua Alphonse III, conquérant de Minorque, mais que les Anglais appelaient *Bloody Island* (l'île du Sang) ; enfin son rocheux satellite, l'îlot des Rats (*Isla de las Rates*), jadis lieu des exécutions capitales, également appelé *Isla de los Ajusticiados*. Autant de noms qui ne rassurent guère !

L'accueil du gouverneur, Don Luis Babelon, Français d'origine (les prisonniers prononcent Babelen), va corriger cette première impression. Sans quitter son canot — tant est grande chez ce magistrat, d'ailleurs intègre et humain, la terreur de toute contagion —, il annonce que l'impossible sera fait pour adoucir leur sort. Le 21 juin, on procède au débarquement dans l'île du Roi ; un corps de logis de deux étages servira de caserne.

Mirabile dictu : Babelon a dit vrai. Les officiers arrivants observent, pour la première fois, qu'on leur montre des égards. Au quartier les attendent des articles de première nécessité : lits, marmites, gamelles, objets que beaucoup, après un dénuement total, considèrent comme un luxe. On leur accorde aussi libre parcours dans l'île ; liberté plutôt dérisoire : des falaises abruptes ne se prêtent pas plus aux évasions qu'aux incursions. N'importe, trois semaines plus tard, la quarantaine est levée sans qu'on ait fait passer les nouveaux venus dans l'*Isleta de la Cuarentena*, dont ils ne sont séparés que par six cents *varas* (quinze cents pieds). Comme spectacle, ils ont en, sur leur droite, dominant l'horizon des collines broussaillenses, la *Quinta de Oro*, cette ferme où le vainqueur d'Aboukir venait, entre deux victoires navales, prendre un repos bien gagné. Devant eux, Mahon s'élève blanche, lumineuse et ceinturée de remparts dont les tours de garde ne sont que moulins à vent. Le port aux eaux profondes ne connaît plus l'animation des temps de paix, mais sa torpeur insolite n'émeut guère les Mahonnais, en qui survit un peu de l'orientale somnolence. Surplombant la rade, les profils irréguliers des maisons, souvent couronnées de terrasses manresques, se dressent sur des assises rocheuses. Bien qu'il n'ait rien d'effrayant, ce spectacle semble avoir donné le vertige à l'excellent Grasset-de Saint-Sauveur, qui visita l'endroit en messidor, an 10. « Ces roches », soupire-t-il, « glacent d'effroi celui qui y fixe ses regards... »²

À un moment où s'approchent les canots qui les enlèveront de l'île du Roi, les captifs ignorent que le lieu où l'on va les conduire n'est autre que le lazaret le plus moderne et, théoriquement, le mieux installé de l'Europe méridionale, après celui de Marseille.

Commencé en 1793 et achevé depuis peu, cette masse de bâtiments est entourée de murs sur une longueur de quatorze cent quarante *varas*³. Désirant, paraît-il, concilier la santé publique

et le trafic avec les puissances barbaresques on les postes du Levant, le roi Charles IV avait construit un établissement modèle « où devaient être réunis », disent les documents de l'époque, « la majesté et la sécurité, l'étendue et la commodité et par-dessus tout la salubrité... » A en croire un *Guide* de 1810, ces murailles, hautes de vingt-sept pieds et courant parallèlement à vingt *varas* l'une de l'autre, étaient, avec leurs trois portes principales « aussi simples qu'élégantes »³, le *nec plus ultra* de l'époque. Embarcadère donnant sur la *Cala Taulera*, petite anse paisible, grands magasins et dépôts, vastes écuries, abreuvoirs pour bêtes et pour hommes (*sic*), citernes, puits, fontaines d'eau potable — rien ne manquait, pas même la *hermosa capilla*, une chapelle qu'on disait superbe, flanquée d'un engageant cimetière... Ne dirait-on pas d'un *sana-torium* à la moderne ? Et comme la place n'y faisait point défaut, instinctivement on murmure : Pourquoi donc ont-ils maintenu Cabrera ?... Qui, venant de l'île maudite, en eût été déçu ? « Quand on arrivait de là-bas », écrit mélancoliquement Méry, « on ne pouvait être difficile... »⁴

L'un des attrait du lieu est le mouvement, d'ailleurs très relatif, du port. A Cabrera, une solitude immense. Ici, le passage des navires, spectacle propre à bannir la tristesse. Tel jour de juillet, on en voit jusqu'à vingt-sept ou vingt-huit allant à Toulon ravitailler l'escadre anglaise⁵.

Autre distraction, rarement accordée sur les pontons : les baignades. Du haut des rochers que la vague ourle d'écume, on pouvait plonger matin et soir, sous bonne escorte il est vrai. Mais le plaisir avait ses dangers. Lorsque le lieutenant Billon, fait prisonnier à Tarragone, a rejoint au Lazaret ceux qu'il appelle ses frères d'infortune, il n'est bruit que de la disparition d'un des plus habiles nageurs. « Les requins », assure-t-il, « montaient la garde et c'est probablement l'un de ces monstres, égaré dans la Méditerranée, qui avait fait sa proie de l'infortuné. La mer n'en rendit pas le cadavre et le zèle des plongeurs en fut un peu ralenti ».

Certains — admirons leur courage ! — chercheront un dérivatif dans le défrichement de ce sol pierrenx. Là encore, les marins accusent plus de dispositions que les terriens. Collingwood, visitant le Lazaret, voit un sous-officier de la marine impériale occupé à la culture des légumes. Surpris, l'amiral anglais se fait expliquer

la présence de cet homme et, lorsqu'il a constaté que l'Empereur, son irréconciliable ennemi, trouve sur terre l'emploi d'une marine immobilisée sur mer, on l'entend dire avec admiration :

— « En vérité, rien n'échappe à ce grand homme ! »

Pour n'être pas en reste avec leurs subordonnés, les officiers de marine s'attachent, eux, à développer la culture... de l'esprit. Des cours d'histoire, de géographie, d'astronomie même, sont donnés par les plus savants. Mais, comme en Andalousie ou sur les pontons, comme partout enfin où des Français, captifs ou non, sont réunis, c'est à la pratique des arts que va la faveur du plus grand nombre : art dramatique, musical, voire chorégraphique...

A défaut de textes, les uns reconstituent de mémoire des pièces connues. D'autres se hasardent à donner de leur cru. Et, guère plus riches en partitions qu'à bord de la *Vieille Castille*, les musiciens osent aborder l'opéra sous la direction d'un premier prix du Conservatoire, la basson Barizel, déjà signalé par Sébastien Blaze. Enfin, ce n'est pas seulement le *fandango*, que l'on danse, cette façon de pantomime, que Billon déclare « lascive et délirante. » La gent féminine du Lazaret ne se compose guère que de servantes et de maritornes qui, pour le même auteur, « n'offrent rien d'attrayant sous leur peau cuivrée et des vêtements plus que sordides ». Qu'importe ! de nombreux adorateurs se pressent autour d'une cantinière aux yeux noirs, la belle Margarita que d'aucuns appellent la Vénus de céans. Pour déblayer son temple d'une foule aussi nombreuse, cette déesse n'aura qu'à s'armer de pelle et de balai... Billon, pour sa part, retrouve en fille de service la vive et sémillante Pepa qu'il a connue à Tarragone au début de sa captivité ; dès lors, les deux belles deviennent l'ornement des bals et des représentations théâtrales.

Mis en goût par de tels divertissements, les captifs du Lazaret décident de ne pas oublier le 15 août et de fêter la Saint-Napoléon... Peut-être y eut-il, ce soir-là, excès de chants, de toasts et de libations. Peut-être aussi le rappel d'un nom abhorré déplut-il à l'autorité militaire ? Elle réagit avec vigueur : la solde des officiers tombe, sans plus, de huit à quatre *reales* par jour. Le coup est d'autant plus dur que la présence de l'escadre anglaise a fait monter le prix des denrées ; c'est au point qu'on paie la viande vingt-quatre sols la livre et le pain en proportion ⁹. En octobre, mesures plus

rudes encore : solde réduite à deux réaux, en d'autres termes à dix sols par jour... C'est la misère !

Qui accuser de ces restrictions ? Apparemment, le gouverneur du Lazaret. Les prisonniers ne le désignent pas par son nom, mais la *Guia* ou Guide de Minorque pour l'an 1810 qualifie capitaine des clés — *Capitan das Claves* — un certain Pedro Pons y Amat, que son traitement annuel de cinq mille huit cent quarante *reales*, sans être princier, aurait pu rendre moins âpre au gain. « Mais », affirme Billon, « c'était un vieux capitaine en retraite, cuistre fieffé, qui savait nous rançonner indirectement et rogner ainsi la pauvre *piécette* que nous accordait généreusement, par tête et par jour, le gouvernement espagnol. Très accueillant d'ailleurs, toujours le sourire aux lèvres, il interpellait les marchands qui venaient nous vendre quelques victuailles, leur recommandait, fort inutilement d'ailleurs, de nous les faire bien payer et, tout en palpant leur marchandise, fourrait toujours quelque chose dans ses vastes poches. L'adjudant de ce filou était brabançon, sous-officier aux Gardes wallonnes, ni bon ni mauvais, peut-être même enclin à l'indulgence, mais on le savait gouverné par sa femme, Espagnole endiablée, et celle-ci l'obligeait à vexer ceux d'entre nous que ne tentaient pas les grâces, très fanées, de cette affreuse virago...¹⁰ »

Ne serait-ce pas aussi à des jalousies ou à des vengeances de femmes qu'il faut attribuer la disgrâce du gouverneur, Don Luis Babelon, dont on a vu plus haut la bienveillance un peu distante ? Celui que Palma lui donne comme successeur va renchérir sur les mesures en supprimant toute sortie. « Tel est », assure-t-il, « l'ordre même de la Junte¹¹. »

Mais ce qu'aucun prisonnier, ni l'Anonyme de Méry, ni Billon ne racontent, ce que les bistoriens minorquins ignorent aussi, c'est qu'à la suite de ces restrictions excessives, une véritable révolte s'était produite au Lazaret de Mahon. Deux documents des Archives historiques de Madrid, adressés de Palma au secrétaire de la Junte suprême, apportent quelques lumières sur cet épisode ignoré.

Le 6 novembre 1809, le gouverneur intérimaire des Baléares, Don Francisco de la Cuesta, informe Martin de Garay qu'à la suite d'une baisse de solde, les officiers français se sont révoltés de telle

façon qu'il a fallu mobiliser le pen de tronpes qu'on possède du régiment provincial et faire mille promesses aux mutins.

« N'obtenant aucun subside de Minorque » — mande le capitaine général —, « les prisonniers réclament continuellement des secours rapides, faute de quoi il faut s'attendre à des déterminations funestes... Or, la Junte de Palma manque des moyens nécessaires, non seulement pour les prisonniers de Minorque mais aussi pour ceux de Majorque et de Cabrera. » « Il n'y a que Vous », — continue pathétiquement le gouverneur en s'adressant au pouvoir suprême — qui puissiez supplier Sa Majesté (*sic*) pour qu'an plus tôt soient accordées à ces Iles les ressources indispensables à l'entretien des prisonniers. Notre Junte n'a pas d'expressions pour vous dépeindre l'embarras immense où elle se trouve et les résultats désastreux qui s'ensuivront fatalement, si des instructions ne sont pas données avec la plus grande rapidité...¹² »

A tout le moins, ce texte peut expliquer les duretés involontaires de la Junte baléare et fait peser une responsabilité d'autant plus lourde sur la Junte de Séville : n'est-ce point en effet une preuve nouvelle des lanterneries administratives que le message adressé, le 21 novembre, par Martin de Garay à la *Real Hacienda* ?

Après avoir résumé la situation tragique, aussi bien à Mahon que dans les autres îles, le *vocal* de la Suprême ajoute, de façon pressante : « Sa Majesté, mise au courant de ce fatal événement (la révolte au Lazaret), a décidé qu'on en fasse part à Votre Excellence afin qu'Elle décide du remède qui convient à ces maux...¹³ »

Selon l'historien minorquin Rindavets y Tudury, le nouveau gouverneur, Don Luis de Villalba y Aijar, manquait totalement de caractère et n'était nullement qualifié pour sa charge. Comment, d'un tel homme, obtenir de prompts secours ou des réformes énergiques ? Aussi, les rigueurs du pouvoir, exaspérant des êtres auxquels le sort a été contraire, vont-elles les pousser aux extrémités. Par irritabilité, sans doute, plus que par amour-propre, les duels se multiplient au Lazaret. Un jeune officier de marine, déjà rencontré à Rota et sur la *Vieille Castille*, le fils de l'amiral de Linois, homme plein de fougue, est tué par un camarade avec lequel il n'a eu qu'une vaine dispute. C'était une figure chevaleresque et noble, un caractère plein de loyauté, d'une incontestable bravoure et qui promettait beaucoup... « Pourquoi », s'écrie Billon qui rap-

porte le fait, « pourquoi, faut-il que cet affreux et absurde préjugé du duel, indéracinable en France, égare de braves cœurs jusqu'à les lancer ami contre ami ?... »¹⁴ »

Ceux qui, moins fous, veulent céder à leur goût de l'aventure, ruminent des évasions, quelque malaisées qu'elles soient dans une île où l'on veille. La seule tentative connue — encore n'exista-t-elle qu'à l'état de projet — faillit avoir pour complice innocente une Française de haut lignage que sans peine on reconnaîtra.

Billon, des Vélites de la Garde qui, avec un gendarme prisonnier comme lui, partageait les faveurs de l'entrepreneuse Pepa, fut sollicité par elle d'entrer secrètement au service de la duchesse d'Orléans. Le poste lui procurerait des facilités incomparables. « Par quelle porte », se disait l'officier, perplexe, « allais-je pénétrer dans cette grande maison où je pourrais trouver asile ? Serait-ce par l'antichambre, la cuisine ou l'écurie ? » Ayant pesé ses chances, on l'entendit déclarer « qu'il portait trop haut la tête pour la plier sous la domesticité »¹⁵. Il laissa s'engager le gendarme et ne retrouva la liberté que longtemps après. L'amour-propre égare.

L'autre porte de sortie — celle du *Canje* — devait rester close à Minorque. Lorsque, au milieu de janvier 1810, le fort de Gérone tomba au pouvoir des Français et que sa forte garnison se fut rendue à merci, on se berça parmi les prisonniers de l'espoir d'être échangés contre un nombre égal de gradés espagnols¹⁶. Le gouverneur de Minorque fit savoir au Lazaret que, compris dans le cartel qui venait d'être signé, les Français pouvaient s'attendre à partir prochainement. On juge de la surprise et de la joie générales. Hélas ! cette annonce alléchante devait demeurer sans lendemain.

Billon assure qu'au moment où ses camarades étaient en pleine effervescence, l'amiral Collingwood, on ne sait pour quelle raison, parut au Lazaret. Quelqu'un lui demandant s'il voulait voir les prisonniers :

— « Non », répondit-il, « il me répugne de visiter des malheureux à qui je ne puis communiquer de bonnes nouvelles »¹⁷. »

Le mot en disait long.

Après avoir déclaré que le gouvernement anglais s'opposait à cet échange, la Junte suprême ne fit que resserrer encore les liens de ses captifs. Dès cette heure, une morne tristesse s'ajouta à celles que toujours, même en ces terres de soleil, traîne la saison froide.

LA « TUMULTUEUSE ALGARADE » OU LA « REVOLUCIÓN DE L'ANY DEU »

Toutefois, un événement de quelque importance devait interrompre la monotonie de l'hiver. Les prisonniers du Lazaret n'ont eu sur lui que des lumières trop pâles pour en éclairer les causes. A consulter sur place une série de monographies et surtout, à l'*Ayuntamiento* de Mahon, le *Diario* ou journal manuscrit de Roca y Vinent, on voit cet épisode acquérir un relief qui lui vaut d'être conté en détail¹⁷.

Vers la fin de février 1810, la prolongation de la guerre et son extension dans toute la Péninsule ont obligé la Junte suprême à réclamer de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent. Pas plus que les autres provinces, les Baléares ne sont oubliées par le pouvoir central. Dès lors, l'anxiété produite par l'annonce de la *Quinta* — cette conscription abhorrée — et les suppléments d'impôt que nécessite l'énormité des frais de guerre, vont raviver l'effervescence, d'autant que les réquisitions font suspecter le désintéressement de l'intendant... Chose curieuse, l'élection de députés aux Cortès ne soulève pas une opposition moins grande que l'envoi d'un régiment sur les champs de bataille. Le 25 février, toutes les paroisses de l'île sont invitées à élire trois *diputados* qui rejoindront, à Palma, les autres élus de la province. Mais, loin de savoir gré à la Régence de ce partage des responsabilités, les Minorquins l'accueillent comme un asservissement. De tous temps, en effet, l'archipel a revendiqué son autonomie et, cette fois, l'*Isla Menor* se rappelle que, pendant près d'un siècle, elle n'appartint plus à l'Espagne.

Le drame s'amplifie : comme dans la Péninsule, le clergé, chez

lequel la haine des Français, fils de la Révolution, se double d'un patriotisme ardent, prend fait et cause pour le gouvernement central. Pour avoir déclaré en chaire que tous doivent servir la Patrie et que l'heure est venue des sacrifices, tant en hommes qu'en argent, *tanto personales como materiales*, le curé de San Luis (ce bourg fondé par le duc de Richelieu et placé par lui sous l'invocation de Louis IX) voit les carreaux de sa chambre voler en éclats sous les balles de ses ouailles. Même grêle de plomb à la cure de Villa Carlos.

Le lendemain (ne semble-t-il pas qu'on revive les événements qui, un an plus tôt, se sont passés à Cadix ?), apparaissent aux piliers publics d'acribes pasquinades dirigées contre les Français et ceux qui les soutiennent, les *Afrancesados*, assez nombreux à Minorque. Telle est, probablement, la réponse des ultras aux fusillades de la nuit.

Mais le menu peuple n'en démord point pour autant. C'est à l'autorité ecclésiastique, nommément à l'*Obispo*, qu'il en veut, le soupçonnant d'être l'instigateur principal de cet appel aux armes... et aux bourses. De concert avec l'autorité municipale, l'évêque, en effet, vient d'émettre une prétention singulière : il entend réunir à Ciudadela, ancienne capitale et centre religieux de l'île, toutes les recrues du contingent, sans doute pour les catéchiser à souhait. Il n'en faut pas davantage pour exaspérer Minorque entière.

Les corporations — maçons et charpentiers en tête — décident de s'assembler à Mahon en l'église de Saint-Joseph, leur patron, pour s'élever contre ces exigences. Nonobstant la présence du gouverneur qui prétend les apaiser, on se sépare aux cris, pas mal séditieux de : — A Ciudadela ! à Ciudadela !

Devant l'échec des transactions, la Junte minorquine, ne sachant à quel saint se vouer, démissionne sur l'heure. On la remplace par un Conseil de Régence formé de cinq membres, qui décide aussitôt l'envoi d'une délégation à Palma pour présenter les revendications de l'*Isla Menor*.

La nuit suivante, nouvelles pasquinades que le gouverneur fait lacérer. De Mahon, l'agitation gagne l'intérieur.

A Alayor, rententissent des cris à l'adresse des *Jurados* ou conseillers communaux, dont l'un, Don Juan Pons y Salord, se soustrait à grand peine aux sévices de ses administrés¹⁸. Pour les

calmer, le gouverneur leur dépêche un certain Vida Longa, son homme de confiance. Mais, retour inattendu des choses d'ici-bas, ce Vida Longa rentre bientôt à Mahon, flanqué d'un autre *Jurado* et d'une foule en armes : tous les gens d'Alayor marchent, comme un seul homme, sur le palais de l'État. Le gouverneur aux abois parle de concessions, sauf à l'article des impôts qui, prétend-il, ne sont pas de sa compétence.

Ce ne sont point là chansons comme les aime le peuple. Exaspérés, les plus turbulents éteignent les lanternes des rues et cassent les vitres de l'*Ayuntamiento*, ce gracieux édifice du XVIII^e siècle qui est l'ornement de la cité.

L'agitation ne fait qu'augmenter. Les uns veulent rétablir l'éclairage public ; les autres s'y refusent. De partout sonnent les cloches. Et la populace, irritée contre l'intendant prévaricateur, vole à sa maison, en rompt portes et fenêtres, jette au feu les papiers et les meubles. Plus prompt à détalier qu'à rendre des comptes, le personnage, abandonnant sa femme enceinte, ne craint pas de la laisser seule en présence de forcenés. Le sire, vraiment, a peu d'allure !

Puis on s'en prend au chef de la Marine, fonctionnaire paralytique, qui ne peut quitter son lit. Il ne lui est fait aucun mal, mais toutes ses paperasses filent à la rue. On pille ensuite le bureau des Tabacs ; puis la Douane, puis les Rentes publiques. Portes et fenêtres continuent de plus belle à voler en éclats. Bientôt, on passe aux magasins et aux domiciles particuliers.

C'est bien l'émeute classique où — *crescit eundo* — la fureur destructrice de la plèbe s'accroît d'instant en instant.

Voulant concilier les extrêmes, le gouverneur propose de réunir les conscrits, non pas à Ciudadela mais à Mercadal, petite ville au centre de l'île ; le cas s'est déjà présenté depuis que des rivalités d'ancienne date ont mis aux prises Ciudadela et Mahon. Peine perdue ; les *gremios* ou corporations n'en veulent rien et l'évêque pas davantage¹⁸.

Il est temps que les amis de l'ordre reprennent le dessus. Le peu qu'il reste de gens rassis se joignent aux miliciens, protègent boutiques et demeures, rallument les lumières et organisent des rondes. Près de trois mille hommes sont sur pied, parmi lesquels surgissent des paysans en armes et des matelots constitués en corps de police

sous le commandement des chefs de quartiers. Mais sait-on jamais de quel côté pencheront des miliciens improvisés ?

Vivement ému par ce qu'il vient de voir et d'entendre, Roca y Vinent écrit, le 2 mars, en son *Diario* : « Les désordres de la nuit passée ont été grands et funestes ; avec un peuple plus sanguinaire, ils auraient été plus graves encore. »

On ne cite qu'un seul blessé, un jeune Français, du nom de Bousquet. Il n'en faut pas davantage pour que se répande la nouvelle : — les *Franceses* se sont rendus maîtres de Mahon !...

L'absurde raconter impressionne jusqu'aux notables qui, dans la terreur que quelques centaines de prisonniers ne profitent de l'émeute, jugent nécessaire une démarche auprès du chef de l'escadre britannique. Impassible à son ordinaire et peu soucieux d'être mêlé à des querelles intestines, Collingwood se refuse à toute intervention. Mais il consent à l'envoi, le soir même, d'un brick devant l'îlot du Lazaret, de façon à prévenir une rébellion ou, pis encore, une attaque. Or, bien loin d'y songer, les captifs qui ont vu la lueur des incendies et qui entendent, avec la voix du tocsin, les clameurs de la populace, mesurent tous les dangers de leur position. « Cette révolte », note l'Anonyme de Méry, « pouvait avoir pour nous, outre les inquiétudes les plus vives, les suites les plus funestes¹⁹. » Billon n'est pas moins inquiet : « Plusieurs nuits, on entendit rugir le lion populaire et nous n'étions pas tranquilles...²⁰ »

Vu la gravité des événements, le gouverneur fait placarder une affiche pour annoncer qu'on ajourne la *Quinta*. Il faut bien jeter du lest ! Il ajoute que Minorque sera exempte de tout impôt, sauf sur l'eau-de-vie, *el aguardiente*, lequel est d'ordre municipal. Mais l'excellent Don Luis de Villalba y Aijar demande candidement que les suspects s'éloignent de la ville ; puis, faisant appel au concours des paysans armés, il réclame — ni plus ni moins — quatre d'entre eux pour sa propre garde. Fort d'une autre affiche signée des *Jurados*, nommés à la fois par les nobles, les ouvriers et les paysans, le haut magistrat prêche le retour au calme et rend les Minorquins attentifs au fait des prisonniers que surveille d'assez loin la flotte anglaise.

Tout se serait sans doute apaisé sans la suprême maladresse d'un adjutant de place, le capitaine Esteban Pujol, qui semble

être de ces « gaffeurs » mis au monde pour allumer les querelles et entretenir les zizanies.

Au moment où, sur le conseil de Don Luis, commerçants et armateurs retirent prudemment leurs marchandises de la donane, on entend ledit Pujol, type accompli du bravache, marmonner d'une voix sourde :

— « Il me suffirait de vingt à trente *presidarios* pour faire reculer ces paysans. Avec ce renfort, je saurais bien contraindre tous les Minorquins du monde à endosser l'uniforme !... »

A ce mot de forçats, qui vole de bouche en bouche, la foule monte à la paroisse. Le tocsin sonne derechef et, l'instant d'après, trois mille bouches hurlent leur colère contre l'impudent. Un parti vole à l'Esplanade où habite Pujol. Il n'y trouve que son épouse. Pas plus que chez l'intendant, on ne s'en prend à elle. La galanterie, par bonheur, trouve asile à Mahon. Mais on ne tarde pas à découvrir le coupable, caché dans les casernes : on vous l'insulte, on vous le lie, on le fourre en prison. Il y faut une garde, « autant », remarque le narrateur, « pour protéger sa vie que pour éviter une évasion... »

A Villa Carlos, la petite cité jadis construite par les Anglais, les mesures n'ont pas été moins radicales. La population a destitué le curé (*el cura*) coupable d'encourager la levée des troupes, et du même coup l'inspecteur des poids et mesures (*el almotacen*) ainsi que le dépositaire des fonds publics (*el clavario*). Quant au *diputado*, Don Jaime Fabregas, qui s'est glorieusement réfugié sur un vaisseau de ligne de Sa Majesté Britannique, on a pillé ses biens et brûlé ses papiers. Mieux que cela : les artilleurs qui gardent le port ont reçu l'ordre de faire feu sur tout navire qui pourrait porter, à l'extérieur et spécialement dans la Péninsule, des informations sur ces événements. Décidément, Minorque n'entend pas qu'on se mêle de ses affaires !

Ce soir-là, néanmoins, les rues de Mahon retrouvent leur éclairage. Quinze cents hommes armés feront des patrouilles et des rondes toute la nuit.

Le lendemain, 3 mars, arrive de Tarragone un bateau transportant cinquante soldats savoyards, déserteurs de l'armée française. Comme ils s'ajoutent aux Napolitains consignés à bord du courrier, dit « de Gaspard », tout récemment entré en rade, la foule ne tarde pas à s'émouvoir. Elle craint que les nouveaux venus ne

se joignent aux prisonniers du Lazaret — qu'on a vus à cette heure plus effrayés qu'excités — ainsi qu'aux *Afrancesados*. Qui les empêchera d'« acheter » à eux tous (c'est le terme qu'on emploie) la pauvre île de Minorque ?... Les voilà bien les sottes terreurs d'une multitude affolée : trois à quatre cents captifs privés d'armes maîtriser une population de seize à dix-huit mille âmes !... Pour la calmer, il faut que les *Jurados* annoncent solennellement que, par les soins de l'escadre britannique, déserteurs napolitains ou savoyards seront dirigés, les uns sur la Sardaigne, les autres sur la Sicile. On ne saurait donc les soupçonner de projets conquérants.

Fort heureusement, les jours passent. Quels que soient les remous inévitables d'une sédition, le tocsin se tait, la tourbe rentre ses armes, l'autorité s'affirme et songe aux sanctions ²¹.

Comme souvent il arrive, un innocent paiera pour les coupables.

« Il y avait à Mahon », raconte le capitaine de vaisseau honoraire Rindavets y Tudury, « un homme de caractère jovial et décidé, le capitaine Juan Mercadal, surnommé *Broma* (le plaisantin), dont chacun connaissait les propos joyeux et peut-être sarcastiques. Avec d'autres, on le mit sous les verrous ; puis, sans instruire sa cause, on l'embarqua pour Palma où, trop précipitamment, il fut passé par les armes. Or, l'opinion publique l'avait nettement absous de toute participation aux excès de la populace. Preuve en soient les pasquinades dénonçant ses accusateurs et révélant les motifs de l'accusation ²²... » Que de sang toujours firent couler les passions aveugles !

Lentes à se calmer furent aussi les colères suscitées par l'évêque accusé — bien à tort — de favoriser le parti français. L'historien minorquin Francisco Hernández Sanz établit clairement ²³ que, dès le 3 juin 1808, l'évêque Juano, de Ciudadela, avait « excité à la guerre contre les Français » tous les curés et les fidèles de son diocèse. Le pays de la Révolution n'avait pas d'adversaire plus décidé.

Un an et demi plus tard, les rancunes épiscopales n'ont pas désarmé et les troubles auxquels on vient d'assister en sont le fruit.

Peu de temps après l'échauffourée de Mahon, c'est dans la petite cité d'Alayor qu'un maître tailleur réunit subitement une centaine

de citoyens (*individuos*, dit le texte), plus soixante-quinze du bourg de Mercadal pour courir à Ciudadela exiger réparation. Deux jours plus tard, l'agitation reprend à Ferrerías pour se rapprocher de l'ancienne capitale. L'évêque n'en paraît point ému : il n'a que dédain devant les messages du gouverneur qui, pour rendre à l'île la tranquillité et la paix, lui demande de s'éloigner.

Afin de hâter un départ nécessaire, l'autorité civile délègue, le 2 avril, à Ciudadela, le colonel-brigadier du régiment de Grenade. La force armée n'impose pas davantage. Le prélat prétexte son âge, les dangers de la mer, cent autres raisons. Entre en scène l'amiral Hood, commandant la flotte anglaise en lieu et place de Collingwood moribond : il menace d'intervenir et de se rendre de sa personne à l'évêché. Après le pouvoir civil, l'armée. Après l'armée, la marine ! Qui mobiliser encore ?

Finalement, le lieutenant du Roi, haut fonctionnaire venu de Majorque, confie aux Anglais la garde des prisonniers du Lazaret, car on redoute toujours de les voir prendre la clef des champs. Puis, quittant Mahon à la tête de ses miliciens, il marche sur Ciudadela.

A mi-chemin, au lieu dit *Col del Vente*, il apprend que l'obstiné s'est enfin résolu à quitter Minorque. Il partira *à la madrugada*, à l'aube du 14 avril, et Roca y Vinent note que, ce jour-là, on a cassé des carreaux dans la cité épiscopale. Mais, à feuilleter plus avant son *Diario*, nous y trouvons cette note pleine d'ironie :

26 octobre 1810. « A Ciudadela, on sonne les cloches pour le retour de l'évêque revenant de Palma... »

Si l'on en croit le juge autorisé qu'est Don Hernández Sanz, le fond de l'histoire n'est autre qu'une querelle ecclésiastique à la Ferdinand Fabre. Cette *tumultuosa algarada*, comme la nomme l'historien minorquin, a pour genèse une rivalité entre l'évêque et le très populaire prieur de Villa Carlos, le docteur Jaime Pelegri que l'ire de son supérieur avait relégué dans l'infime village de San Cristobal.

Sitôt rentré d'exil, l'irascible prélat n'aura pas soin plus diligent que d'expédier à nouveau son rival dans une obscure retraite. *Mule du Pape* ou *Lutrin*, vous pourriez être de Minorque !...

L'ANNÉE DE LA COMÈTE AUX CASERNES DE VILLA CARLOS

On se rappelle sans doute le capitaine George-Henri Barkhausen rencontré à Bellver avec son camarade Franz von Holzing. En août 1811, l'officier germain fut dirigé sur Minorque. Par suite du gros temps, qui déjà s'est acharné sur d'autres convois, il faudra au transport, simple navire de commerce anglais, près d'une semaine pour franchir les quelque vingt lieues de mer séparant les capitales des deux îles.

Dans ses lettres à un ami, écrites en allemand et publiées quatre-vingt-douze ans après, Barkhausen qui, d'ordinaire, ne manque pas d'observation, semble ici privé du sens pittoresque. Rien ne nous est décrit par lui de ce qui frappe le voyageur lorsqu'il a passé l'étroit goulet de San Felipe. Son *Tagebuch*, ou journal de route, est d'une sécheresse totale.

De cette rade de Mahon, entièrement fermée par la nature²⁴, sans grande largeur mais longue de deux lieues et suffisamment profonde pour que les navires du plus gros tonnage y puissent jeter l'ancre, il ne sait voir l'éminente beauté. « Dans le port même émergent quelques petites îles... A droite de l'entrée se trouve le bâtiment de quarantaine qui fut construit à grand'peine par les Anglais²⁵. » C'est tout et c'est bien peu. En outre, inexact.

« Après une longue et vaine attente », reprend-il, « nous fûmes enfin débarqués; malheureusement, c'était pour subir une quarantaine. Nous trouvâmes des logements passables, mais dépourvus de tout mobilier. Abandonnés de Dieu et des hommes, nous étions dominés par un mur de trente-six pieds de haut (rectifions le détail: il en avait vingt-sept, ce qui d'ailleurs peut suffire). Peut-être

nous avait-on attribué ce quartier à dessein : quelques mois auparavant, la fièvre jaune y avait fait rage. Depuis lors, le bâtiment, demeuré vide, n'avait été ni désinfecté, ni blanchi. Nous ne pouvions pas être mis à l'épreuve de façon plus complète que dans cet air pestilentiel.

« Les cent cinquante hommes qui nous avaient escortés étaient commandés par un capitaine, connu dès longtemps comme un infâme gredin. N'avait-il point fermé la porte d'entrée à double tour, comme s'il ne suffisait pas du triple rang de nos sentinelles ? Redoutait-il une évasion ? Les deux premiers jours, nous ne pûmes obtenir la moindre nourriture, quels que fussent nos pleurs, nos prières ou nos offres d'argent. On vit cependant surgir un pourvoyeur qui, contre la forte somme, daigna solliciter l'autorisation de nous ravitailler. Le pain était à peine là que nous nous précipitâmes dessus, comme une bande de loups. Mais à quel prix ! Toute notre solde y aurait passé sans qu'on fût rassasié... »

Grand admirateur de la flotte britannique, Barkhausen reconnaît, à ses cent-huit canons, le *Téméraire* assez endommagé par le feu d'une batterie française aux environs de Marseille et le *Warspite* qu'il a pu visiter à fond. C'est sans doute à cette occasion qu'en présence d'ennemis désarmés et, pour l'instant, assez inoffensifs, la pitié des Anglais s'est subitement éveillée. « Les dignes officiers du *Warspite* », écrit l'Allemand, « avaient déjà fait don à plusieurs d'entre nous de couvertures et de matelas. Ils vinrent bientôt voir de plus près notre détresse, curieux qu'ils étaient de la façon dont nous traitaient les Espagnols. Ils bousculèrent sans plus la sentinelle qui voulait leur barrer l'entrée de notre prison et demeurèrent stupéfaits des procédés de nos bourreaux. C'est ainsi que le général Schwartz, notre chef qui, comme nous tous, dormait sur la terre nue, put, grâce à eux, faire parvenir une supplique au gouverneur. Le soir même, les Anglais revenaient nous dire que le message était parvenu à son adresse et ils nous apportaient matelas et couvertures pour le général, le colonel et plusieurs officiers. »

Le 21 août enfin, le capitaine Blackwood (chose étrange, Barkhausen l'appelle gouverneur) apparut entouré du personnel dirigeant et promit de faire l'impossible. « Vraiment, notre général eût mieux fait de s'en tenir à ses réclamations. A quoi rimaient des compliments sur des ordonnances qui s'en iraient désormais quérir

pour nous des vivres à la ville ? Pouvait-on calmer ainsi nos appétits et, avec le peu qui nous serait rapporté, satisfaire les besoins de quelque cent trente estomacs ? Petit à petit, cependant, l'on nous pourvut de paillasses, de couchettes, de tables même ; notre captivité devint moins insupportable. Le 24 août, arrivèrent encore treize Français du corps de Suchet que, quelques mois plus tôt, à Tortose, des paysans avaient faits prisonniers. Ils nous apprirent peu de chose, ayant été trop longtemps traînés d'un lieu à l'autre. Le 29 août, on nous annonça que nous aurions à déménager et, dès le lendemain, sous forte escorte, nous gagnâmes le port. »

A ce moment, le contingent de prisonniers n'est pas très au clair sur sa destination. On a parlé de transfert à Villa Carlos.

A quelque trois quarts d'heure de Mahon, dominant la rade du haut de ses rochers abrupts, la petite cité, par la régularité des rues au cordeau et par ses pavillons bas, vrais cottages de faubourgs, révèle au premier coup d'œil son origine britannique.

Lorsqu'après sept ans de domination française, les Anglais eurent repris possession de l'île, ils jugèrent indispensable de construire, aux portes de la ville, des casernes pourvues de ces comforts dont *Tommy Atkins*, le soldat anglais toujours difficile, ne saurait se passer. D'où, ces longues avenues où l'herbe pousse aujourd'hui aboutissant les unes à la *Cala Fons*, les autres à la *Cala Corp*, deux criques rocheuses qu'en Provence on dénommerait calanques. Au centre du bourg, que les possesseurs de l'île baptisèrent *Georgetown*, est une grande place, faiblement ombragée. Deux bâtiments l'encadrent, portant l'un le nom du comte de Lannion, l'autre celui du comte de Cifuentes. Sur un troisième côté est une construction à deux étages de style italien dominée par une tour : l'*Ayuntamiento*. Comme logement, on pourrait trouver plus mal, et si Barkhausen va s'en plaindre parfois, c'est qu'assurément il n'a subi ni les pontons ni surtout Cabrera ! Pour l'heure, il est tout à la joie du changement et, par aventure, sa description ne manque pas de coloris :

« Une fois débarqués (le Lazaret n'est séparé de Villa Carlos que par un détroit de quelques centaines de mètres), nous gagnâmes notre nouveau casernement.

« Il fallait voir notre cortège, accompagné par le concert que faisaient la batterie de cuisine, la vaisselle, les terrines, les écuelles, les flacons de tout ordre dont nous étions chargés... Je suis sûr », écrit-il à son ami, « que tu ne m'aurais pas reconnu sous ce fardeau bizarre et sous mon costume hétéroclite.

« A ma grande joie, nous trouvâmes nos logements supérieurs à l'attente : de grandes pièces d'apparence familiale, une belle vue sur la place et sur plusieurs routes régionales mais, mieux encore, nous avions laissé derrière nous le voisinage plutôt déplaisant de la vermine. Enfin, lorsque nous apprîmes qu'on s'était inquiété de notre échange, la bonne humeur devint générale... » Malheureusement, cette lueur d'espoir ne devait être que fugitive. Continuant, en octobre 1811, l'envoi de nouvelles lettres, l'officier allemand revient à ses plaintes : « Une année de morne captivités s'achève et l'anniversaire de la date néfaste qui l'a ouverte n'a marqué aucune amélioration.

« Pourtant, je comptais bien que c'en serait fait de la brutalité espagnole et j'ai appelé de mes vœux le jour de la délivrance. J'ai toujours conservé bon courage et entrevu un échange parce que le major, qui avait été envoyé en ambassade à Barcelone, n'en est, dit-on, pas encore rentré. Nul au monde, même le gouverneur La Cuesta, ne sait ce qu'il est advenu de lui. Plus de neuf semaines s'étant écoulées, il ne nous reste que peu d'espoir. On s'efforce en vain de trouver des explications : tantôt l'on imagine que le vaisseau sur lequel il partit s'est échoué, tantôt l'on suppose que les Anglais n'ont pas autorisé l'échange et se sont emparés du major ; tantôt enfin, on pense qu'il a déserté ou bien qu'il a passé en France pour y tenter une autre démarche.

« Pour moi, il me semble probable que les Anglais sont principalement responsables de la prolongation de notre captivité. S'ils s'opposent à l'opération c'est pour la raison suivante : l'île de Majorque n'étant point soumise à leur puissance et sa population risquant de se révolter devant une tentative d'annexion, notre échange et celui des troupes internées à Cabrera appelleraient la présence à Majorque d'une centaine d'officiers et de plus de trois mille cinq cents hommes de troupes espagnoles qui pourraient être aussitôt armées et employées à la défense de l'île. Dès lors, la situation leur serait tout à fait défavorable. Nul doute

que ce soient les Anglais qui aient provoqué le transport à Minorque des officiers prisonniers, dans le seul but de s'assurer de leur personne si, par hasard, le gouverneur de Majorque manifestait sérieusement le désir d'un échange...

« La caserne de Villa Carlos demeure notre lieu de séjour, disons plutôt notre prison, car on peut employer ce mot en raison de l'étroite surveillance et des mauvais traitements que nous y subissons. Les dortoirs contiennent de dix à douze hommes chacun. Ils sont confortables et l'on s'y sent à l'aise. Mais les procédés du capitaine Salas sont inouïs, on peut même dire infâmes.

« Six sentinelles veillent nuit et jour autour de la caserne. Elles passent et repassent sous nos fenêtres inlassablement. Il nous est interdit de leur adresser la parole. Le soir venu, on ferme les volets et si, par hasard, l'un demeure ouvert, la garde nous jette des cailloux. A part douze ordonnances qui, chaque matin, se rendent à la ville, nul ne met le pied dehors ; tout ce qui nous manque, il faut l'acheter d'une cantinière, mais elle nous écorche à ce point qu'avec notre maigre solde le strict nécessaire est hors de prix. Au début, la citerne de la cour, où nous devons puiser, contenait une eau si mauvaise et si rare qu'on ne pouvait la boire ni même la bouillir. Sans égard à nos réclamations, Salas nous a laissés périr de soif plusieurs jours durant, bien qu'il y eût, à cinquante pas, la meilleure source du monde. Il a fallu nos plaintes réitérées pour que, ordre du gouverneur, nos ordonnances aient enfin le droit de quérir de l'eau fraîche deux fois par jour. Les Espagnols, même les plus mal disposés à notre égard, désapprouvent ces cruautés ; plusieurs femmes prenant en pitié notre sort sont venues spontanément nous apporter de l'eau sans rien exiger en retour. L'inhumain Salas nous torture de toutes façons. Même quand il doit s'exécuter, on le voit invariablement différer les choses ou les passer sous jambe en déclarant qu'il est seul responsable de notre sécurité.

« De la sorte, je suis resté quatre semaines sans prendre d'autre exercice que tourner autour de ma chambre et déambuler par les corridors. Résultat : des santés altérées, des nerfs si affaiblis que je me sens actuellement incapable de faire, en un jour, la marche qui, en temps normal, me prenait une ou deux heures.

« On nous a bien livré des couchettes, de vieilles couvertures déchirées, mais aucun drap. Nous dormons sur de grossières paillasses ; par les nuits fraîches, nous restons habillés. La seule bonne chose est l'air pur et sain qui souffle de la mer et nous préserve des maladies. Au début de septembre, la situation est devenue critique, car la fièvre jaune s'est déclarée sur plusieurs vaisseaux de la flotte ainsi qu'à l'hôpital ; elle a emporté une quinzaine d'hommes par jour. Actuellement, elle a perdu de sa virulence. Mais, si jamais on la voyait éclater ici, elle aurait vite fait de nous rafler car, faute d'argent, les malades demeurent sans remèdes et sans soins.

« Pour ce qui est de la beauté des lieux, impossible d'en parler : tout ce que j'en vois c'est, devant notre prison, une place encadrée de longs bâtiments. L'un d'eux est, depuis peu, une école militaire où cinquante cadets espagnols, de huit à seize ans, tous de familles honorables, sont fort bien instruits par quelques officiers. Dimanches et jeudis, nous avons le plaisir de les voir faire l'exercice d'après le règlement français et le faire de façon impeccable. Si l'Espagne avait organisé plus tôt ses écoles et formé ses officiers de la sorte, Napoléon aurait rencontré une résistance autrement efficace et ce pays ne lui serait pas soumis comme il l'est. On s'en aperçoit maintenant, mais hélas ! un peu tard...

« Depuis le 9 septembre, chaque soir, nous distinguons très nettement une comète qui, dès le soleil couché, se montre dans la direction du nord et, tôt le matin, est encore visible à l'est. La traînée lumineuse en est très vive et, de l'avis unanime, plus brillante ici que partout ailleurs.

« Le 15 septembre, le général Schwartz a reçu la visite du gouverneur qui fut très affable, mais ne laissa pas d'éluder plusieurs questions, nous assurant au surplus qu'il ferait pour nous de son mieux. Le 20, le bruit courut que son successeur était arrivé de Cadix et que l'intendant actuel serait également déplacé.

« Un Italien de Palma, engagé dans les Gardes wallonnes, a raconté aux ordonnances que, de suite après notre départ de Bellver, l'hôpital des prisonniers avait été transporté à Cabrera. Selon lui, tous les officiers seraient évacués sur l'Angleterre. Donc,

aucun espoir d'échange. Apparemment, on veut les obliger à s'enrôler dans l'armée espagnole. Serait-ce la raison de notre présence ici ?

« Le 27, après plusieurs requêtes, le général Schwartz a reçu du gouverneur un billet fort courtois ; on y déplore que les circonstances ne permettent pas de s'occuper davantage de messieurs les officiers prisonniers, mais on veut bien permettre que quatre d'entre eux se promènent, une heure par jour, devant la caserne. Notre effectif total s'élevant à quatre-vingt-huit têtes, on peut dire que la grâce de prendre l'air, une heure tous les vingt-deux jours, n'a rien de particulièrement généreux !... »

Dans une vingt-quatrième lettre (Barkhausen, on le voit, avait la plume facile), l'auteur déplore que son sort ait si peu changé ; il note un détail prouvant à quel point l'on a voulu faire de l'îlot de la mort, l'unique séjour de tous les soldats tombés captifs : « Le 6 octobre, les treize Français du corps de Suchet arrivés le 23 août ont été embarqués pour Cabrera et sa misère. Je pus leur remettre un message pour quatre des nôtres et leur envoyai à plusieurs reprises dix pesetas...

« Depuis plusieurs jours, les officiers du *Warspite* rentré de Toulon sont venus nous voir. Mais cette canaille de Salas les a renvoyés, exigeant du général Schwartz qu'il nous interdît de causer par les fenêtres. Le général a riposté que, pour cela, il n'avait qu'à les clouer. Cette réponse exaspérant notre chien enragé, il vola porter plainte au gouverneur. Pas plus heureux auprès de lui, il passa sa rage sur nous en supprimant la promenade réglementaire. Lorsqu'il daigna l'autoriser le lendemain, nous lui fîmes comprendre que nous n'entendions pas être réduits à tourner en rond sous la garde de quatre hommes... Le 17, le général reçut un mot du gouverneur lui disant que tous les gens bien habillés (*sic*) et principalement les officiers anglais seraient autorisés à rentrer en contact avec nous.

« Le 23 octobre, nous avons eu connaissance de la décision, dès longtemps attendue, de notre échange, mais dans un sens bien peu conforme à nos vœux. Le gouverneur La Cuesta vient d'écrire au général Schwartz que, comme il l'avait espéré, le maréchal Suchet a consenti au *Canje*. Par malheur, celui-ci n'aura pas lieu, pour cette simple raison que le parlementaire s'étant

attardé en route, on a reçu de la Junte de Cadix, deux jours avant son retour, un ordre annulant tout échange individuel ou collectif. »

« O douleur ! un officier d'état-major français venait précisément d'arriver à Palma pour passer notre contrôle et celui de tous les prisonniers de Cabrera. Mais, jugeant cette mesure inexécutable, il a dû rentrer bredouille à Tarragone. Si au moins le parlementaire était arrivé quelques jours plus tôt !... Selon toute vraisemblance, nous serons transportés en Grande-Bretagne et les intrigues anglaises feront de nous les victimes du jeu. »

Prévision non sans justesse de Barkhausen car, le 31 octobre, est arrivée la nouvelle de l'internement britannique. D'où, grande agitation dans la caserne. « Le lendemain, notre cerbère de capitaine a confirmé le fait. Devant la garde disposée sur deux rangs, le signal du départ est donné par lui :

— *Vamos ! En avant !...*

« On aurait cru voir des criminels conduits au supplice ! Parvenus à bord du navire anglais *Canopus*, nous nous trouvons dans une véritable prison flottante : tous les sabords fermés, crainte d'évasion, l'air et la chaleur d'autant plus intolérables que les Français y mangent... de l'ail. »

Après quelques mots sur l'ordinaire, Barkhausen signale que, malgré le vent défavorable, on appareilla le 3 novembre. Bientôt parurent les côtes de Majorque. Le 4 au matin, on s'approcha de Cabrera, mais, comme une saute s'était produite, le vaisseau dut s'immobiliser. On put à loisir contempler la mer à peine animée d'un souffle. Le soir, la brise s'étant levée, le navire passa au large d'Iviça.

En cours de route, les gardes du *Canopus* affirmèrent que les Français seraient échangés à Cadix contre des Anglais. Vu les passions habituelles à cette cité, on pouvait craindre qu'au cours de l'opération, les premiers fussent victimes, une fois encore, de la populace surexcitée.

Le récit de cette traversée, l'arrivée en Grande-Bretagne, le séjour forcé de 1811 à 1814 ne rentrent pas dans notre cadre actuel. Bornons-nous à constater qu'à l'inverse de ceux qui visitent aujourd'hui l'*Isla Menor*, les captifs de Villa Carlos n'ont point conservé d'elle le goût du « Revenez-y ! »

N'est-ce pas, avec tant d'autres, un malheur de la captivité que de faire voir sous un faux jour le pays où l'on est détenu ? De l'île attrayante et pittoresque, Méry ignore tout, Billon ne comprend rien et Barkhausen ne connaît que Salas... Temps inutilement et déplorablement gâché !

CHAPITRE III

L'APRE ET FIÈRE IVIÇA

CITÉ CHENUE

LONGUE de sept lieues, large de trois et demie, Iviça, l'île fertile et accidentée, la plus considérable des Pityuses, ne rappelle en rien la table rocheuse qu'est Minorque. Elle n'a pas non plus le profil, à la fois riant et majestueux, de Majorque.

A qui l'aborde, d'emblée s'impose toute une défense de falaises ardues, d'îlots escarpés et sauvages : Tagomago, Vedra, Cunillera, sans compter les avant-postes d'Espardell et d'Espalmador qui l'enchaînent à l'île sœur de Formentera, *Pitiusa menor*. Des siècles durant, face à l'Afrique maure, elle a eu, sentinelle avancée, le rôle ingrat de subir, la première, l'assaut des Barbaresques.

Sur ses promontoires, tombant à pic dans la mer, se dressent les *atalayas* ou tours de guet, d'où l'on signalait autrefois toute voile suspecte. Autour de ses fermes étaient bâties des redoutes et l'église de son bourg principal, Santa Eulalia, tient davantage de la forteresse que du sanctuaire. Aussi bien, à vivre sur une perpétuelle défensive, on se fait une âme de combattant et bientôt l'on passe à l'attaque. C'est pourquoi, de père en fils, les Ivicins furent cor-

saires ; ils en ont conservé l'humeur indépendante et le geste prompt. Riquer et Novelli, l'un et l'autre pirates, sont les héros nationaux dont un monument de granit proclame le renom.

L'honnêteté autant que la frugalité sont ici proverbiales. Le vol est rare, il faudrait dire inexistant. On ne s'entretue jamais pour des questions d'intérêt. Mais, avec la fierté de l'homme libre, grandit le sentiment de l'amour-propre. Comme les filles aux yeux noirs et au teint basané sont volontiers courtisées par de nombreux prétendants, il est de règle que les *festeigs*, ces veillées d'amour si caractéristiques, finissent encore par des coups de couteau ou des décharges d'escopette...

Grasset-de Saint-Sauveur prétend qu'à leur bravoure les insulaires joignaient une inconcevable aversion pour le travail ; leur traditionalisme était si tenace que toute atteinte aux usages séculaires pouvait coûter la vie à son auteur. « En parcourant le pays », écrivait-il, « l'étranger se croirait transporté en ces régions où la civilisation n'a point encore pénétré¹. » C'est ainsi que, dans une île où les côtes sont poissonneuses, où le sol donne en abondance amandes, figes, olives ou raisins, île favorisée d'un climat plus doux encore qu'ailleurs, régnait — du moins à cette époque — une indigence extrême et une farouche défiance à l'égard de l'étranger.

Tête de ligne de toutes les routes qui s'en vont directement aux bourgs de l'intérieur, Iviça, capitale et siège d'un évêché, rappelle à la fois la *Kasbah* d'Alger et le vieux Cannes provençal. Mêmes constructions en terrasses d'une aveuglante blancheur, même colline rocheuse couronnée par le sanctuaire (ici Santa Maria la Grande aux solides contreforts) ; même armure de cactus hérissés et d'agaves menaçants. Mais, ce qui fait d'Iviça quelque chose d'unique, c'est l'appareil de défense donné par Charles-Quint et le Maison d'Espagne : il la rendait imprenable. Murailles hautes de trente à quarante pieds, chemins de ronde, souterrains obscurs et coudés, bastions, redans, polygones, *Portal nuevo* en chicane, tout le système classique de la fortification est encore intact ; gardant en sa pierre, dorée par le soleil et rongée par l'air salin, l'attitude hautaine et sûre de soi que devaient avoir les *hidalgos* d'antan. A l'époque où survint Grasset, la haute ville contenait deux centaines de maisons habitées par un millier d'insulaires, six églises, plus un couvent et des casernes pour deux bataillons d'ar-

tilleurs et de fantassins, tandis que le faubourg ou *Arrabal*, qu'on nomme aujourd'hui la *Marina* et où l'on accède par la porte monumentale *Ses Taulas*, groupait quatre cent vingt feux². Il ne dit mot du quartier plébéen de la *Peña* aux étroites ruelles en escaliers, aux maisons basses, toutes passées à la chaux, que l'on prendrait pour un morceau d'Arabie.

*
* *

PRÉLUDES A L'INTERNEMENT

A la fin du XVIII^e siècle, pour la première fois, des Français firent la connaissance d'Iviça. C'était en 1793, pendant la guerre qui mit aux prises la République une et indivisible et la Monarchie absolue de Charles IV. Un dépôt de prisonniers fut créé. On l'appelait *Almacén de la Boveda*, le magasin voûté, quelque chose comme un de ces *domaines* qu'on voyait jadis à Marseille. Ils étaient là plus de cent, serrés à tel point qu'on dut louer les maisons adjacentes et y installer des cuisines avec un corps de garde. Mais, par peur des évasions, on eut soin d'éviter tout contact avec d'autres Français de l'île, avec les *paisanos* et même avec la troupe. Plusieurs lettres, signées du marquis de Casteldosrius, gouverneur des Baléares, projettent sur cet épisode — que l'on n'a pas à traiter ici — de pittoresques aperçus. Détail à retenir : un *capellán* nommé Traces, soucieux de sauvegarder le moral de ses frères en la foi, fut autorisé à visiter les *sacerdotes* français dont on a peine à s'expliquer la présence³.

D'un message signé du noble marquis⁴ il est permis de déduire que quelques captifs contractèrent alliance dans l'île. Deux d'entre eux en tout cas durent s'y fixer ou y mourir car, le 13 septembre, Casteldosrius fait savoir qu'en vertu de la paix, signée à Bâle en 1795, le patron Mateo Calafell passera, la nuit suivante, pour embarquer quatre-vingt-dix-huit *prisioneros franceses* et les conduire à Barcelone. Par malchance, aucune relation de témoin ne nous est parvenue sur cette première captivité, pas plus que sur le rapatriement.

En novembre 1801, — on l'apprend par un document officiel —

ce sont des Anglais que quelques miliciens de la 3^e compagnie du *cuartón* ou canton de Santa Eulalia ont fait prisonniers à la Punta d'En Serra. L'Espagne est alors en guerre avec la Grande-Bretagne et peut-être les cinq captifs sont-ils des naufragés ou bien des éclaireurs d'un navire britannique échoué sur ces rochers couleur de sang. Ici encore, les détails manquent.

Vienne la guerre de l'Indépendance et, cette fois, l'île lointaine et sévère sera fortement mise à contribution, pour ne pas dire à réquisition. En juillet 1809, dès l'envahissement de la Péninsule, le gouvernement espagnol y dépêche cent cinquante-six Français établis dans le royaume de Murcie qui, brusquement, passent internés civils (*reclusos*). Leur ordinaire sera mince : une ration de pain et, pour la subsistance, dix *reales* par jour. Mais, crainte de surprise, la population campagnarde s'oppose à ce qu'ils soient logés au *Castillo*, crainte un peu excessive, remarque le chanoine Maccabich : il ne s'agissait là que d'une population pacifique, médiocrement encline aux projets de conquêtes. Moins graves, mais plus probables, étaient ceux d'évasion. Le sieur Tomas Rorreto, natif de Madrid et domicilié en France, qu'on a sans doute assimilé aux sujets de l'Empereur, pourra bien disparaître sans que jamais l'autorité ait eu sur lui le moindre renseignement. Aussi, le capitaine général Francisco de la Cuesta entend-il confier la garde des *Franceses* au scrupuleux gouverneur, Don Miguel de Llamas, gentilhomme et soldat dont on fera plus ample connaissance. Ce faisant, le chef militaire de l'archipel ignore-t-il la faiblesse d'une garnison que suppléent à grand peine les miliciens *urbanos* ?

Ce sera donc toute une affaire, lorsqu'en juillet 1812, après une fuite audacieuse — quoique manquée — de quelques officiers embastillés à Bellver, le marquis de Coupigny, qui a succédé à La Cuesta, fera déporter de Majorque à Iviça cet ingouvernable contingent. Comme nous avons ici des textes fournis par les deux camps, on constatera que, ni dans l'un ni dans l'autre, la perspective de ce transfert ne souleva de l'enthousiasme.

« Il est, dans les circonstances présentes, du plus grand intérêt de la Patrie », écrit à Llamas l'ex-émigré Coupigny, « que les officiers français cessent d'habiter notre île (Majorque). J'ai décidé qu'ils iraient dans la vôtre et partiraient aujourd'hui. Je les fais

escorter d'un détachement de cinquante hommes commandés par un officier qui veillera sur eux. Pour assurer leur subsistance, j'ai prévenu l'intendant et je charge Votre Seigneurie de leur logement dans les conditions les plus sûres. Je vous en rends responsable *.

Rien ne plus naturel, somme toute, que le mouvement d'effroi et — le mot n'est pas trop fort — de répulsion qu'à cet avis durent éprouver les occupants d'un nid d'aigle perdu dans les flots. Sans les consulter aucunement, on leur fait savoir que bientôt débarquera chez eux un convoi d'officiers prisonniers appartenant aux armées de Napoléon... Quelle audace ! Il n'a donc pas suffi de s'opposer jadis aux attaques des *Moriscos* : faudra-t-il maintenant subir les sujets du *Tirano* ? Cinq cents ans de domination musulmane, on le voit, n'ont point donné aux Ivicins le goût de la sociabilité, moins encore celui de l'hospitalité sans réserves.

APPRÉHENSIONS, IMPLORATIONS, CIRCONSPCTIONS

Chat échaudé craint l'eau froide ! Dûment instruit par les expériences faites avec les internés civils du royaume de Murcie, le gouverneur militaire d'Iviça reçoit assez mal le message de son supérieur. Et que sera-ce lorsque la vigie signalera le contingent lui-même ! Nous avons un témoin de la traversée : c'est le baron allemand Karl-Franz von Holzing, déjà connu à Palma. Avec Truffier, avec Colomer, avec Bonneville et cent quarante de ses camarades et subordonnés, il s'est embarqué sur un mauvais transport où, reclus dans le pont inférieur, il ne lui est même pas permis d'aspirer l'air du large. « Notre nourriture quotidienne », raconte-t-il, « ne consistait qu'en la moitié d'une miche. La chaleur d'août nous accablait. Dès le premier jour, il y eut plusieurs officiers malades. Le lendemain, davantage. Si le voyage avait duré, sûrement la mort aurait moissonné parmi nous. L'exaspération grandissant, nos plaintes véhémentes furent entendues au dehors... Les soldats espagnols pénétrèrent en armes dans notre réduit et menacèrent de mort quiconque bougerait de sa place. Nous comprîmes bientôt le motif de leurs craintes et la raison du branle-bas de combat qui nous arrivait du pont supérieur : la vigie avait signalé un navire supposé français. L'ayant interpellé au port-voix sans obtenir de réponse, le capitaine le fit canonner deux fois ; nous allions briser les portes et envahir le pont, lorsque le calme se fit : le corsaire en question n'était qu'un bateau-pêcheur d'Iviça. Adieu notre espoir ! C'est dans ces dispositions attristées que nous parvînmes au port ? »

On voit, le 31 juillet, débarquer au quai de la *Marina* les Français

de Bellver, leurs ordonnances et cinquante hommes de garde, commandés par le capitaine Joaquín Aguilera. Va-t-on, comme à Cabrera, ne leur donner que des tentes ? Non, on les logera en la caserne de la garnison, seul endroit possible, mais endroit n'offrant, paraît-il, qu'une sécurité fort relative : ainsi du moins l'affirme le gouverneur.

Entre les maisons aux toits plats, étagés en gradins et couronnées par la *Curia*, dont le porche est gothique, on accède insensiblement à la *Fortaleza*, sorte d'acropole dominant le blanche cité. C'est là l'antique *Almudayna* que signale un donjon usé par les années, effrité par les vents, mais imposant encore lorsqu'on l'aperçoit du large. Ce *Castillo* vénérable supporte sans sourciller — a dit un voyageur artiste — « les outrages du temps et la tristesse de l'abandon ». Le front perdu dans les souvenirs d'un passé glorieux, « il offre, indifférent, dans ses flancs envahis, un asile aux oiseaux nocturnes qui, lorsque leurs cris lugubres traversent les ténèbres, font tressaillir sur leurs couches les vieillards superstitieux ». Tel devait être le séjour des arrivants : de Bellver à Iviça, le progrès était mince. « Dans la citadelle qu'il habitait », reprend von Holzing, « le gouverneur militaire, homme d'âge et fort bienveillant (c'était Don Miguel de Llamas), nous reçut avec une gravité toute espagnole. Il nous harangua et, nouveau Démosthène, nous prévint éloquemment de nous préparer à des jours difficiles. En vérité, il ne se trompait point ! Rien ne nous avait fait prévoir un sort aussi dur qu'immérité. »

« Les portes d'une prison obscure furent ouvertes : des galériens enchaînés en sortirent et ce fut à nous, officiers auxquels seul le sort contraire des batailles infligeait cette destinée, de prendre leur place. Ah ! nous n'étions pas au bout de nos peines ! Une semaine entière s'écoula, durant laquelle, privés de lits, il nous fallut coucher sur le sol ; enfin, nous furent accordés des cadres de bois pouvant recevoir des paillasses. Déjà grillées de fer, les fenêtres furent murées jusqu'à la moitié. Par l'espace libre pénétrait un vent furibond ». »

Ce n'est point qu'à la *Fortaleza* on soit resté inactif ou indifférent. Le gouverneur, dont von Holzing atteste la bienveillance, a fait ce qu'il a pu. Mais que pouvait-il ? Fort peu de chose.

Sitôt qu'il a procédé à ces premiers soins, Don Miguel, qui a la plume alerte et le verbe abondant, adresse à Coupigny une protestation solennelle.

« Ayant exécuté de cette manière la partie de vos ordres qui me concerne », écrit-il à son chef, « j'espère que votre bonté me permettra de me mettre à couvert des étroites obligations de ma charge. Dans ce but, je désire vous exposer, avec la soumission, la simplicité et la franchise qui me caractérisent (*sic*) qu'il nous est absolument impossible de garder ces Français sans qu'en résultent, aussi bien pour cette Ile que pour la Nation entière, les plus grandes difficultés ¹⁰. »

Apparemment satisfait de cet exorde énergique et respectueux, Llamas entre de plain-pied dans son sujet :

« Bien que Votre Excellence ait opportunément enjoint à l'Intendant de nommer un commissaire subdélégué pour la nourriture et le logement de ces prisonniers, je me heurte à divers points embarrassants. En raison des moyens modestes, il faut même dire misérables, de cette Ile, on peut affirmer que, ne possédant aucune avance, l'Intendant n'a pu confier qu'une somme dérisoire au dit subdélégué. Il l'a néanmoins engagé à recourir aux fonds publics, pendant qu'avec promesse de les payer sans délai on tirerait des billets de change sur votre capitale. Mais nos fonds sont au plus bas et nos réserves épuisées. Il sera malaisé de trouver preneur pour ces lettres de change. Les difficultés qui, dès le début, se sont produites iront augmentant chaque jour. On n'entrevoit pas de remède dans une Ile connue pour sa pauvreté, sans commerce et sans autres ressources. Si donc, dès l'origine, nous nous trouvons dans cette situation, que ne doit-on craindre pour l'avenir ?... »

Ce premier point établi, Don Miguel passe à la question du logement : « En dehors des fortifications d'Iviça, il n'existe, *Excelentísimo Señor*, aucun édifice quelconque où enfermer deux hommes avec quelque sécurité, car les tours qui protègent nos côtes n'ont pas d'autre but que de recevoir deux ou trois canons et cinq ou six hommes de garde. Il n'y a ici de locaux acceptables que la caserne de la garnison située dans la partie supérieure du *Castillo* ; c'est là, précisément, qu'on a logé le contingent français. Mais, à première vue, Votre Excellence reconnaîtrait leur totale insuffisance pour conserver, en lieu sûr et loin de tout contact, les pri-

sonniers dont Elle nous a confié la garde. Il y faut pratiquer des jours pour la ventilation et je n'ai pu qu'à la hâte les munir des grilles de bois ; je suis convaincu que ni la surveillance continuelle, ni la vigilance des officiers, ni l'accomplissement consciencieux du service ne suffiront à les empêcher d'avoir, s'ils le veulent, des communications avec l'extérieur. »

A l'appui de son dire, le gouverneur signale un fait que l'on semble avoir quelque peu oublié à Majorque : « Dans une Ile comme la nôtre, située à proximité immédiate du Royaume de Valence, actuellement occupé par les Français, et avec lequel il est quasiment impossible d'éviter des communications, dans une Ile, dis-je, où de nombreuses familles valenciennes, qui ont fui le joug du Tyran se sont établies et dont plusieurs connaissent et pratiquent la langue de l'ennemi, il est inévitable que se produisent des contacts entre elles et les prisonniers. Ceux-ci, bien qu'accompagnés par la force armée, seront obligés de venir au quartier de la *Marina* pour s'y livrer aux achats nécessaires. N'est-ce pas démontrer que cette cité est la moins appropriée qui soit à leur garde ? Comment ne pas signaler aussi la méfiance des habitants de la campagne, avec lesquels on a des rapports constants et qui ne sont point, comme on sait, éléments à négliger ? »

Pour renforcer sa thèse, le gouverneur se réfère à l'épisode de 1809.

« Il y eut ici, naguère, envoyés par la Junte supérieure de Murcie en qualité d'internés civils et cela pour leur seule sécurité, un certain nombre de Français, commerçants, artisans ou agriculteurs, établis depuis plusieurs années dans ledit Royaume, mariés pour la plupart à des Espagnoles et généralement d'un âge avancé. Je me suis vu dans la nécessité de les loger dans cette même caserne, sans me douter que leur séjour en ces lieux pourrait donner la moindre inquiétude à nos naturels (*sic*) qui sont des ennemis décidés du nom français, de fidèles amants (*sic*) de leur Roi et des partisans jaloux de leur liberté. Or, l'impression produite sur ces campagnards fut si grande de voir des Français dans la partie supérieure de cette forteresse, considérée par nos gens comme la principale défense de l'Ile en cas d'invasion que, poussés par un zèle criminel, ils n'hésitèrent pas un instant à commettre des excès que je n'ai pas besoin de rapporter parce que la relation doit en être conservée au Secrétariat de Votre Excellence. On fut

donc obligé de retirer les Français de cette enceinte et, peu de temps après, de les éloigner de l'Ile pour éviter des maux plus grands et peut-être des délits d'insubordination totale.

« Si de tels événements se sont produits à propos d'hommes pacifiques et nullement formés dans l'art militaire, et cela pour la seule raison qu'ils étaient Français, Votre Excellence comprendra ce qu'il faut redouter de ces mêmes insulaires et partagera notre appréhension de les voir renouveler leurs excès lorsqu'ils connaîtront la présence, dans leur *Castillo*, de plus de cent cinquante ennemis que l'opinion publique, même chez les plus ignorants, tient pour instruits et d'un génie entreprenant, enclins à la révolte, capables d'organiser n'importe quelle surprise ou prêts à commettre les pires méchancetés. Malgré toutes nos affirmations, il sera impossible de détromper des gens aussi rudes. »

Après avoir demandé, de façon pressante, qu'on épargne à la population ce sujet de troubles, Don Miguel se dit heureux de veiller à la félicité de l'île et de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le bien du pays. Son devoir n'est-il pas d'obéir aveuglément aux ordres de son chef ^{10 bis} ?

Aussi ce dernier le prend-il au mot. Dans un message, daté du 13 août, le capitaine général du *Reyno*, bien loin de s'attarder aux angoisses de son subordonné, lui prodigue des encouragements un peu bien optimistes : « L'appréhension que Votre Excellence exprime dans sa lettre du 3 au sujet de l'impossibilité de maintenir dans votre Ile les prisonniers français doit être, d'ores et déjà, dissipée par le paiement du commissaire de Majorque, Don Casimiro Marrau : il a fait honneur à la lettre de change tirée contre lui par son collègue, le commissaire de votre Ile. N'en doutez mie : on tentera l'impossible pour éviter les frais que redoute Votre Excellence ¹⁰. »

« Quant au second point, il me semble pouvoir être réglé par votre vigilance et celle des officiers de votre détachement : augmentez le nombre des sentinelles pour empêcher les communications dont vous avez peur. Si votre troupe ne paraît pas suffisante, mobilisez les *Urbanos* de la garde civique qui doivent ce service à l'État et qui, dans le cas particulier, contribueront à la sauvegarde de leurs biens et de leurs personnes.

« Il faut que vous appliquiez toute votre énergie à vous faire

obéir et cessiez de craindre que, par leurs imprudences et leur zèle mal fondé, les habitants de votre Ile ne se livrent derechef à des excès. Si, malgré cela, vous appreniez que quelques turbulents ont l'intention de troubler la tranquillité publique sous de futilles prétextes, vous n'auriez qu'à me le faire savoir et j'y mettrai bon ordre en leur infligeant, à titre d'exemple, un juste châtiement ¹¹. »

Le marquis de Coupigny fut homme de poigne et tâcha de dresser à son école des subalternes timorés. Mais, ici, ne s'était-il point déchargé, avec une facilité excessive, d'hôtes pas mal encombrants ?

Obligé de se conformer aux ordres de Palma, Don Miguel a redoublé de précautions et même accablé d'avertissements ses subalternes. Dès lors, c'est le commissaire des prisonniers qui tiendra à se faire couvrir par son chef jusque dans les détails les plus infimes, voire les plus intimes ...

« J'ai reconnu », lui a écrit ce *subdelegado*, « les casernes où se trouvent les captifs et j'estime indispensable l'installation d'une lampe dans le lieu caché, le *lugar excusado* (qu'en France on nomme *buen retiro* !), de deux, pour le moins, dans le quartier des officiers et d'une dans celui des ordonnances. Il semble qu'on pourrait accorder une livre d'huile par jour. Touchant le transport des rations de pain, je ne vois pas d'inconvénient à concéder pour cette besogne un subside de deux *reales* aux porteurs, mais, de même que pour l'achat des comestibles, il est nécessaire d'en charger des hommes différents ; au surplus, tout dépend des crédits... ¹² »

— « Va pour les lampes ! », a répondu le gouverneur, « mais pour le pain et les comestibles, veillez à les faire monter directement au château, car le bas quartier doit être rigoureusement interdit aux *Franceses* ¹³. »

Est-ce pour cette raison ou pour une autre, nul ne le sait, mais, le lendemain, on voit le fournisseur Miguel Nadal se refuser à fournir des miches, de sorte qu'il faut désigner pour les en cuire un *panadero particular*, un boulanger attitré. Ainsi seront évités les contacts que redoute le bon Llamas lorsque les hommes de corvée, franchissant l'enceinte de la haute ville, s'en vont pour leurs achats au quartier redouté. A cet égard, la Cité, étroitement enclose en

ses murailles possède, sur la *Marina*, l'avantage évident de la sécurité : dès que franchie la porte Ses Taulas, les captifs n'auraient que trop d'occasions de nouer des intelligences ou de prendre, grâce aux navires mouillés au port, sinon la clef des champs, du moins celle des mers...

Au surplus, les frais ne cessant d'être une question brûlante, on voit le gouverneur imposer les plus strictes économies :

« Je ne suis nullement d'accord », ajoute-t-il, « sur la rétribution des deux *reales* par jour aux garçons porteurs de pain... Cette besogne peut être faite par les aides de cuisine qui vont s'approvisionner en ville ¹⁴. » Cependant, munificence extrême, il élève à cinq le nombre des lampes et décide que la livre d'huile nécessaire sera portée au compte de la *Real Hacienda*, c'est-à-dire des Finances royales.

Reste la question de la surveillance que le marquis de Coupigny a si lestement tranchée et qui n'est pas le moindre souci de l'infortuné Llamas.

Nés malins, le soldat français et, à plus forte raison l'officier, furent toujours la terreur de leurs gardiens, tant sont nombreux les tours qu'ils cachent dans leur sac. Dès l'arrivée, la joie des captifs sera d'en imposer à leurs surveillants. Le 11 août, Don Miguel mande à son *subdelegado* : « J'ai constaté, en ce qui concerne l'escorte des prisonniers, qu'au moyen de déguisements et de tromperies, les ordonnances sortent de leurs quartiers en se faisant passer pour garçons d'office et de la sorte abusent la garde. Pour couper court à tout abus, il faudrait, à la herse du château, un portier énergique et entendu qui passe la revue de ceux qui vont aux cuisines préparer les repas... ¹⁵ »

Une tâche aussi délicate ne peut, semble-t-il, être accomplie que par un fonctionnaire bien payé : tel n'est pas l'avis du parcimonieux Llamas qui, ne voulant *ni oficial ni municipal alguno*, tient en conscience les intérêts de l'État :

« Le sujet qui m'a paru le plus apte à cet emploi », continue-t-il, « est l'invalidé Lorenzo Ferrer, lequel s'acquittera de ces fonctions pour deux *reales* par jour, somme bien minime assurément, eu égard aux avantages du service... ¹⁶ » En effet, pour dix sous quotidiens, garder cent cinquante prisonniers, c'est vraiment se contenter de peu !

LIBATIONS, ÉVASIONS, RÉTRIBUTIONS

A Iviça, non plus qu'à Palma, les officiers captifs n'entendaient point renoncer à toute distraction, notamment aux fêtes patronymiques si populaires à bord de la *Vieille Castille*. Et lorsqu'il s'agissait de l'Arbitre de l'Europe, quoi d'étonnant si la cérémonie prenait de l'éclat et justifiait les craintes du vénérable gouverneur ?

Deux semaines après leur arrivée — on est au 15 août —, les occupants du *Castillo* décident de célébrer la Saint-Napoléon. On portera la santé du héros, comme à Bellver et à Cabrera. Bientôt le diapason s'élève. Refrains patriotiques ou chansons à boire éclatent à l'envi et, lorsqu'on veut prier les festoyeurs d'avoir à se modérer (car, avoue ingénument le gouverneur, « personne ne connaissait cette fête qui n'est point portée à notre almanach... »), un cri monte :

— Vive l'Empereur !...

« Impossible de punir le coupable », avoue Llamas, « car on ignore toujours l'auteur de ce propos séditionnel. Nul doute que l'ivresse n'ait été la cause de cette insulte » (*sic*). Deux autres tapageurs, qui se montrèrent à une fenêtre, ont été saisis et enfermés dans la tour, non seulement pour leur faire voir le sot prétexte de leur orgueil mais pour que le peuple soit bien convaincu que pareille indiscretion n'est pas restée impunie. « J'ai été content », conclut Don Miguel, « qu'on ait su leur fermer la bouche car, si l'affaire avait pris une mauvaise tournure, je me serais trouvé bien embarrassé d'imposer obéissance aux habitants de la campagne...¹⁷ »

Et c'est l'occasion de réclamer à nouveau un accroissement d'effectifs et des qualifications meilleures : « Si la chose est possible,

que Votre Excellence fasse que la troupe ait un peu plus de prestige que celle qui nous a été envoyée, car ces soldats ont l'air d'enfants (*sean menos niños*). Il faut aussi qu'en fait d'instruction militaire elle en ait davantage, afin de maintenir l'ordre, de faire respecter l'autorité et d'être utile en cas de besoin ». On ne voit guère que le capitaine général ait écouté ces appels. Le « Débronillez-vous !... » qu'il avait adressé quelques jours plus tôt à son subordonné devait rester le mot d'ordre.

En revanche, ce sont de nouveaux prisonniers qu'à fin d'octobre on envoie de Palma : trois capitaines, neuf lieutenants et deux ordonnances dont l'état, signé Casimiro Marrau, indique qu'ils proviennent encore du château de Bellver. Naturellement, comme les ressources manquent toujours, ce sont, à Iviça, nouveaux cris de détresse.

Au moment où ce supplément de bouches à nourrir va imposer à l'île un surcroît de dépenses, l'intendant subdélégué, Don Francisco de Paula Quintana, soumet au gouverneur des mesures d'urgence qu'on peut bien qualifier d'expédients :

« Depuis le 2 août dernier, date à laquelle on a commencé d'entretenir les officiers prisonniers, j'ai dû, par trois fois, m'adresser à la Trésorerie des Rentes sans pouvoir la rembourser. Constatant aujourd'hui que ni cette Trésorerie, ni le Receveur des impôts ne disposent de moyens pécuniaires, je vous prie de faire en sorte qu'on puisse recourir soit aux revenus des biens ecclésiastiques (*espolios*) soit aux bons du Trésor (*vales*) ou à tous autres fonds que l'on trouverait dans l'île, fante de quoi, sans qu'il y ait manquement de ma part, les dits prisonniers demeureront sans ressources...¹⁸ »

Trois jours plus tard, le gouverneur est heureux de rassurer son argentier démuní : « J'ai vu avec chagrin », lui écrit-il, « les embarras dans lesquels vous vous trouviez, mais, en même temps, j'ai appris avec satisfaction que Majorque vous avait envoyé des fonds, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de recourir aux *espolios* ni à la *consolidación de vales* ¹⁹. »

L'arrivée de ces subsides allégera momentanément la situation de l'intendant. Et c'est fort heureux, car ce fonctionnaire s'était vu contraint de citer à son chef une sentence assez pittoresque :

El pastor corta piel de la oveja que le mata el lobo y satisface a su

dueño. (Pour satisfaire son maître, le berger écorche la brebis que lui a tuée le loup.) Ce proverbe expressif laisse deviner quels moyens l'on eût employés si la Trésorerie provinciale ne s'était opportunément rappelé ses devoirs...

Moisir dans un cachot et périr de faim, cette double perspective est, pour les âmes bien nées, une invite à gagner le large que jamais État capteur ne devrait sous-estimer : dans toute servitude et sous quelques cieux qu'on se trouve, l'évasion apparaît alors comme le remède à tous les maux. Fussent-ils moins malheureux qu'ailleurs, les prisonniers d'Iviça ne devaient point manquer à cette tradition.

Une première tentative se produisit dans la nuit du 31 octobre, au moment même où arrivaient de Palma les trois capitaines et les neuf lieutenants qui déjà s'étaient signalés dans ce domaine. Tandis que von Holzing ne souffle mot, Don Miguel de Llamas en fournit une version alerte et quelque peu émue.

« La nuit dernière », écrit-il, « les prisonniers français tentèrent de s'enfuir en forçant une fenêtre. Six d'entre eux furent trouvés sur le toit, porteurs de cordes qu'ils avaient préparées pour se glisser le long de la muraille. Cet incident, que je prévoyais en raison du peu de sécurité de ces bâtiments, n'a pas eu de suites fâcheuses, grâce à une troupe fidèle à la consigne, mais il en faut éviter le retour. A cet effet, j'ai résolu de les transférer à l'*Admida*, en des locaux plus sûrs, mais on doit y adapter auparavant les grilles posées à leur logement actuel. Cette tentative me fait croire à la secrète connivence de mauvais éléments qui peuvent servir de guides à une évasion. J'entends donc couper toute communication avec le quartier de la *Marina* et, comme à leur arrivée l'intendant n'a pas jugé bon d'adopter mes propositions, j'espère que, devant l'arrogance des prisonniers, il n'hésitera plus à leur livrer exclusivement le pain de munition...²⁰ »

Ayant, de la sorte, presque impliqué dans ce délit d'évasion un collègue, haut fonctionnaire comme lui, Don Miguel, certain qu'il est de la haute approbation du capitaine général, se tourne vers le dispensateur des biens matériels. Qu'il mette donc à la charge de l'État les frais de ce transport et qu'au surplus il daigne accorder une substantielle récompense soit aux soldats, soit aux

Voluntarios honrados lesquels, ayant découvert les fuyards, ont su prêter main forte ! Le *subdelegado* Francisco de Paula Quintana en est également persuadé et, sans l'ombre d'hésitation, verse deux cents réaux *vellón* au détachement qui était de garde la nuit de l'évasion manquée ²¹.

Jouant de malheur, le pauvre Llamas n'est pas au bout de ses peines. Son admonestation fait long feu car, dans quelques jours, le 11 novembre, un incident gros de conséquences aura le *Castillo* pour théâtre.

On sait que, par suite du grand mélange de troupes envoyées en Espagne et surtout en Catalogne, l'unité de race n'était pas la caractéristique des armées impériales. Les captures espagnoles correspondaient forcément à ce bariolage. De Bellver étaient passés à Iviça, tant officiers qu'ordonnances, des Français, des Allemands, des Polonais, des Italiens et, parmi ces derniers, il fallait distinguer entre Savoyards, Piémontais et Napolitains. Ce concert, pour européen qu'il fût, ne brillait pas toujours par l'harmonie !...

Le soir de la Saint-Martin, en pleines libations, éclata une dispute entre les Italiens et ceux qui, dit Llamas, sont « vraiment Français ²². » Des paroles, on en vint aux coups et si sérieusement que plusieurs blessés durent être portés à l'hôpital, les moins endommagés demeurant au château. Don Miguel signale dans son rapport qu'obligé de sévir il a fait incarcérer six ordonnances dans une chambre haute de la tour et que seuls le manque de place et l'absence de troupe ne lui ont pas permis d'en coffrer davantage.

Ayant sans doute à se plaindre d'une attitude irrespectueuse des coupables, les officiers français profitèrent de l'incident pour demander le départ de plusieurs ordonnances qui, disaient-ils, étaient en surnombre et que l'inaction rendaient hargneux et querelleurs.

Saisi de cette requête, le marquis de Coupigny n'hésite pas à proposer à Don Miguel ²³ qu'avec les six prévenus treize autres *asistentes* soient expédiés sans plus à... Cabrera. Quelques-uns des pétitionnaires ayant déjà goûté de ce séjour sans charme, on les voit aussitôt faire volte-face. Pour qu'un tel châtement ne

soit pas infligé à de fortes têtes, sans doute victimes de l'ennui et peut-être de la boisson, une demande en grâce est adressée au gouverneur ²⁴.

Ils ne seront donc que cinq (le sixième étant, par bonheur pour lui, confiné à l'hôpital) les malheureux qui, à la mi-décembre, partiront pour Palma et de là seront dirigés sur l'îlot maudit. Leurs noms nous ont été conservés : Paul Venturoli, Louis Piana, Dominique Bausano, Matias Ravera et Joseph Pitaffi ²⁵. Ces pauvres diables, qui n'ont pas laissé d'autres traces, étaient donc Italiens, encore que Don Miguel les qualifie *Franceses*. Nul doute qu'une fois au bord de la Cala Ganduf ou sur les flancs du Picamoscas ils n'aient pris, comme sujet de méditation, le danger de boire à la santé des saints !

Quel que soit l'allègement apporté par ce départ d'indésirables, les débuts de la mauvaise saison (le carnet d'Holzinger en fait foi) n'aident point à relever le moral du *Castillo*.

« Certes », gémit l'officier hessois, « j'ai vécu un bien long et triste hiver, soutenant à plus d'une reprise le rude combat de la faim. Que devenir, en ces jours douloureux, si l'on ne donne essor à ses sentiments ?... » Et le prisonnier, qui n'est pas sans lettres, d'aligner quelques morceaux en prose rythmée, sorte de thrènes où, évoquant le séjour plus riant de Palma, il dit la longueur des nuits sans sommeil et l'espoir jamais éteint de retrouver la liberté. Un auteur contemporain semble prolonger ces plaintes en décrivant la tristesse du lieu : « Cette ville est une ville arabe : les *serenos* mêmes qui, chantant les heures nocturnes, animent Palma et Mahon, n'existent point à Iviça. Seuls, le grondement de la mer et les sifflements du vent aux jours de tempête réveillent les échos endormis de la vieille cité, ensevelie sous des préjugés et des coutumes d'un autre âge et d'une autre race... » ²⁶

Comment échapper à cette morne ambiance autrement que par la reprise d'une expédition qui, le 31 octobre précédent, n'a été rien de moins qu'un succès. L'épisode, dont quelques-uns seront les héros ou tout au moins les acteurs, va mettre l'île en pleine effervescence. Fait assez rare, un double récit nous en est parvenu : l'un est du lieutenant hessois, l'autre du gouverneur.

Parmi les captifs, un lieutenant-colonel italien du nom de Marin

s'est plus d'une fois efforcé de se faire ouvrir à prix d'or les portes de la prison. Quelques officiers français sont au fait de son dessein. De même un Allemand, le baron de Seebach, jadis au service du grand-duc de Saxe-Weimar ; mais ce *Junker* ne semble pas être allé jusqu'à se joindre à l'expédition.

Entre eux tous, ils imagineront une fuite qui, d'avance, semble désespérée. Dans la nuit du 31 janvier, triomphant de difficultés infinies, ils enlèvent du porche qui touche à la prison quelques pierres de taille et s'échappent par la brèche. Dans l'espoir de s'emparer d'un bateau, ils prennent la direction des côtes les plus éloignées et comptent de là gagner Valence. Tout un jour, leur fuite demeure inaperçue.

Que faisait donc le portier Lorenzo Ferrer, dont le gouverneur célébra les mérites et rétribua les services au taux fantastique de deux *reales* quotidiens ?

« Il était enrhumé », assure son protecteur, « et les soirs précédents s'était borné à mettre les verrous sans procéder à l'appel en chambre... » Et comme, le matin, il avait l'habitude de faire le contrôle des prisonniers jusque dans leur lit, les fugitifs, recourant à une amusante substitution, s'étaient fait remplacer par des bonnets de nuit bourrés de paille.

On a tout lieu de croire qu'un traître, sous-officier italien qui plus d'une fois joua parmi ses camarades le triste rôle d'espion, a dénoncé le stratagème. Saisi d'émotion, le gouverneur ordonne l'appel... Il constate l'absence du lieutenant-colonel, de deux capitaines et de onze lieutenants français ou italiens, parmi lesquels Joseph Colomer et Jean Truffier dont les noms, comme on sait, sont gravés à Bellver...

Aussitôt, messages d'alarme aux autorités, au vice-consul de France (*sic*), aux baillis de l'île entière ; puis battues sur toutes les côtes et patrouilles dans tous les villages. Déjà peu portés de bienveillance envers les Français, les paysans s'empressent à dépister les fugitifs.

Dans son style volontiers grandiloquent, le gouverneur tient à exalter « le zèle, la valeur et le patriotisme de celui d'entre eux qui accomplit l'action héroïque de les arrêter », favorisé qu'il fut par la chance et probablement par sa connaissance des lieux.

« Le 2 courant », écrit-il, « le nommé José Ribas de Juan

a appris d'une part que des prisonniers français s'étaient enfuis, d'autre part qu'il se trouvait aux abords de Cunillera (petite île distante d'une lieue environ, à l'ouest de la grande Pityuse), une chaloupe dont les occupants avaient l'air étrangers. Ayant réuni neuf agriculteurs et s'armant de trois escopettes — seules armes en leur possession — José Ribas prit la mer avec deux barques à voile (*balandritas*) si petites qu'elles pouvaient à peine les contenir. Son but était de reconnaître l'île en question et d'appréhender les fugitifs, si réellement c'était d'eux qu'il s'agissait.

« Les Français, pour lui échapper, firent force de rames. Mais, comme ils n'obtempéraient pas aux sommations, Ribas, malgré la distance commença de tirer : alors, les évadés cessèrent de ramer et bientôt il fut sur eux.

« A la valeur que montra cet honnête et digne laboureur », continue Don Miguel, « il faut joindre l'humanité et la générosité car, dès l'instant où les *Franceses* se soumirent, il leur accorda le meilleur traitement, aussi bien pour les repas que pour le repos de la nuit, sans que se produisît le moindre excès, comme c'est souvent le cas : tel est le témoignage des cinq fugitifs revenus ici les premiers.

« Il semble qu'il fût réservé à ce digne patriote d'être également l'auteur et l'unique exécuteur (*sic*) de l'arrestation des neuf autres car, trois jours plus tard, comme il coupait du bois pour le charger sur un bateau près de la Cala Corral, il entendit une voix disant que les Français étaient proches. N'ayant d'autre arme qu'un pistolet, Ribas ne tarda pas à surprendre les évadés ; il les intimida et les empêcha de s'emparer du canot avec lequel ils voulaient gagner une chaloupe et s'enfuir. Ce premier résultat obtenu, Ribas appela des tâcherons qui faisaient aussi du bois dans le voisinage et, avec leur aide, il conduisit en lieu sûr les neuf derniers *Franceses* sans se départir, cette fois encore, de son humanité... »

Après avoir réclamé, pour les dits tâcherons le remboursement des journées perdues, pour le propriétaire de la barque dérobée un juste dédommagement, enfin pour l'entretien de la garde des prisonniers, deux nuits durant, une rétribution équitable, Don Miguel sollicite une récompense exceptionnelle : il s'agit d'honorer hautement l'initiateur de cette brillante capture.

« Si l'on considère que José Ribas ne pouvait savoir que les fugitifs de la chaloupe, ni les neuf qui étaient au bord de la mer, étaient sans armes, il faut reconnaître qu'il a fait preuve, en cette action, d'un courage allant jusqu'à l'héroïsme et qu'en ramenant au *Castillo* ces quatorze officiers il a épargné à notre Patrie les maux les plus grands. Étant donné que José Ribas n'a d'autre titre et emploi que celui de milicien (*soldado urbano*) qui l'obligeât à accomplir des actes si glorieux et à manifester un tel zèle pour les intérêts du pays, je le juge digne d'une récompense servant à la fois, pour lui de témoignage public, pour les autres d'exemple et de stimulant... ²⁷ »

On ignore si le marquis de Coupigny déféra à ce vœu et récompensa peu ou prou le « digne laboureur ». Mais il faut reconnaître que des honneurs et des décorations ont été parfois accordés à des citoyens moins entreprenants et certainement moins avisés que lui.

Ainsi tombait à plat l'escapade agencée par le lieutenant-colonel Marin. Les quatorze officiers furent mis au cachot où, toute une semaine, ils languirent ; la garde fut doublée et, pour tous, la vie devint plus amère encore. « Chaque soir », note von Holzing, qui n'était pas de la bande, « nous dûmes nous mettre en rang, former deux corps et un sous-officier armé d'un gourdin (sans doute le fameux Ferrer enfin guéri de son rhume !) nous passait en revue. Un officier osait-il s'éloigner, ne fût-ce qu'un instant, ou ne couvrirait-il pas étroitement son chef de file, aussitôt cette brute se répandait en imprécations et l'accablait d'injures, jusqu'à ce qu'il l'eût fait obéir à son gré ²⁸. » Pareille silhouette ne fait-elle pas penser au *Señor Sargento* de la *Vieille Castille* ? Dans l'un et l'autre cas, c'est le soudard galonné qui se venge d'un supérieur impuissant.

Comme à Minorque après une rébellion vénielle, le châtiment collectif le plus dur fut de supprimer toute correspondance.

ÉCHANGES ET RAPATRIEMENTS

Il est vrai que, par des tiers, les lettres ont pu quelquefois passer et c'est ici le lieu de marquer qu'à défaut de libération d'ensemble, des échanges individuels se produisirent occasionnellement entre les îles et la Péninsule aussi bien qu'entre Iviça et Valence.

Grâce aux recherches du chanoine Maccabich y Llobet, on possède une longue liste de ces *Canjes* qui, en 1813, se répétèrent presque chaque mois. Parmi les Français, on vit partir pour Alicanté les officiers Desnoyers, Pichon, Victor Viol (ce dernier accompagné de son épouse, sans qu'on sache si elle fut ivicine ou française), puis le capitaine Jean Samonin-Dagimond ainsi qu'Antoine Bonneville, dont le nom figure aussi au parapet de Bellver. Pourquoi, en revanche, un Marc Fonseran ou un Henri Montagne, officiers arrivés de Majorque l'année même, ne sont-ils pas l'objet de semblables faveurs ? Pourquoi, autorisés à vivre en privé, ne le sont-ils pas à bénéficier d'un échange ? On ne nous le dit pas.

Don Isidoro Maccabich signale cependant le départ du capitaine Henri Heidegger, devenu plus tard lieutenant-colonel de la garde suisse au service de France et dont von Holzing, qui l'eut pour camarade, fait un très vif éloge. C'est par l'entremise d'un général anglais que l'officier zurichois obtint la permission de rejoindre l'un de ses parents fixé dans l'île de Malte. Inutile de dire qu'il partit chargé d'un grand nombre de lettres qui, chose à noter, parvinrent à destination. « Puisse mon témoignage », écrivait bien plus tard von Holzing, « prouver à ce galant homme combien je tiens à l'amitié que deux années de captivité commune avaient

cimentée entre nous et combien je sais honorer encore sa parfaite loyauté...²⁸ ? »

Comme trop souvent il arrive, les bénéficiaires de ces mesures libératrices paraissent avoir été les « chançards » jouissant de hautes protections ou ceux qui, par bonheur insigne, s'imposèrent à l'attention des chefs. Voici, par exemple, un haut personnage, le maréchal de camp Santiago Whittingham dont un beau-frère, le capitaine Benito Crens, a été capturé par les Français ; l'intervention d'un *mariscal*, le marquis de Coupigny, aura pour effet l'échange à Alicante du capitaine espagnol contre un officier de même grade captif à Iviça. Pourquoi ce sort favorable échet-il à un Polonais, le capitaine Valentin Smigielsky ? On l'ignore. Mais l'opération, attestée par une série de pièces officielles que conserve l'*Archivo militar de la Estancia*, se fit selon les règles et avec tous les soins possibles²⁹.

Voici encore les capitaines Victor Lueval et Gabriel Foissier ainsi que le lieutenant Olivier Morel qui, sur ordre de Coupigny, doivent, en septembre 1812, s'embarquer à première occasion pour Majorque. Pour quel motif sont-ils mis à la disposition du général en chef de l'armée de Catalogne, afin d'être échangés avec des officiers espagnols de même classe³⁰ ? On ne sait.

Une autre fois, en octobre de la même année, c'est un simple soldat, l'ordonnance Eduardo Schremmer (un nom suisse, semble-t-il) qui est réclamé par le général anglais Blinton et emmené par lui à Alicante, à bord du brigantin de guerre le *Goshawk*. Celui-là pourra se vanter d'avoir, moins que tant d'autres, languï dans la solitude ivicine.

On comprend l'amertume de certains qu'un tel sort ne favorisait pas, témoin la lettre où quelque douze officiers polonais demandent avec instance au duc de Feltre, ministre de la Guerre et grand cordon de la Légion d'honneur, de prendre en pitié leur détresse^{30 bis}.

Aucune annotation, ni aucune pièce jointe au dossier, ne prouve qu'il ait été donné suite à cette émouvante pétition. Chez le ministre comme chez l'Empereur, même indifférence et même dédain :

— Ces maladroits avaient-ils besoin de se faire prendre ?...

Ce n'est pas seulement de Bellver mais de Cabrera aussi qu'on verra débarquer à Iviça telle personnalité furtivement évoquée soit par les *graffiti* des murailles, soit par les récits des survivants.

On se rappelle avoir rencontré, dans l'île de la mort, deux êtres qu'avait rapprochés une commune souffrance : l'un était le lieutenant argovien Pfister, dûment porté aux états du 4^e régiment suisse, l'autre le soldat Sébastien dont Gabriel Froger a fidèlement transmis les propos.

En l'automne 1813, toujours en proie à l'hypocondrie, l'officier avait demandé son transfert à l'hôpital de Palma. On lui répondit que la place manquait, mais qu'il pourrait se rendre à Iviça où se trouvaient déjà plusieurs de ses égaux. Cette perspective avait de quoi séduire le malade, mais elle impliquait la séparation d'avec une ordonnance dévouée. Par bonheur, l'intervention d'un commissaire des guerres passant à Cabrera va faciliter les choses : dès le 1^{er} novembre, lieutenant et brossier sont tous deux à Palma où, attendant un transport, ils logent à la caserne de cavalerie, n'ayant pour couche que des dalles de pierre. Mieux vaut d'ailleurs se confiner céans car la seule vue d'uniformes étrangers, fussent-ils en loques, excite la colère de la population.

Il n'en est pas autrement sur le navire en partance pour Iviça. Sébastien, *alias* Boulerot, ne recueille d'abord que des regards courroucés qui lui font sentir combien est vivace la haine du nom français. Mais rien n'abat sa fidélité au drapeau : lorsque, afin de lui épargner des outrages, le lieutenant Pfister veut le faire passer pour Allemand, le loyal serviteur de l'Empire se rebiffe avec énergie et, chose significative, tandis que son chef est sévèrement traité pour avoir usé de supercherie, le courage qu'il a mis à revendiquer sa nationalité lui vaut finalement l'estime et la sympathie de tous. « Les Espagnols », dit-il, « me firent mille prévenances pendant la traversée. Il fallut prendre part à tous leurs repas, à toutes leurs fêtes. Je n'avais pas la force de me soustraire à ces étranges démonstrations et pourtant j'en gémissais car, à deux pas de moi, mon pauvre lieutenant, réduit à la plus chétive ration et abreuvé d'outrages, ne me trouvait pas assez réservé avec nos ennemis et pas assez sensible à ses souffrances ³¹. »

Malheureusement pour Sébastien, dès son arrivée dans la *Pitiusa mayor*, on le sépare de son supérieur. Pfister, comme il convient,

sera dirigé sur l'hôpital tandis que l'ordonnance est interné au *Castillo*. Occupé d'abord à laver du linge et à mille commissions, l'ex-Cabrérien est appelé, de nouveau comme brossier, chez un officier marié, le capitaine Henri, lequel demeure en privé avec sa femme, probablement ivicine. Quatre mois durant, il le sert de façon irréprochable.

Mais, lorsqu'on apprend que le lieutenant Pfister a quitté l'hôpital et rejoint le fort, où d'ailleurs son humeur noire rend difficiles ses rapports avec ses camarades, Sébastien n'hésite pas. Au supérieur qui a su l'apprécier et voudrait garder ses services :

— « Mon capitaine », déclare-t-il, « la chose est impossible. Je sens que j'agis mal en suivant vos conseils. Je connais la maladie dont souffre le lieutenant et je suis plus apte qu'un autre à l'apaiser. Rappelez-vous qu'il m'aima quand j'étais malheureux et que lui seul m'a fait sortir de Cabrera ³² ».

Devant une fidélité aussi rare, le capitaine n'insiste plus et bientôt Sébastien se présente au quartier qu'il appelle une prison.

Dès l'entrée, assis sur un mince matelas que soutiennent deux planches, voici le lieutenant suisse, dont la maigreur est affreuse. « Sa figure », dit Sébastien, « présentait les traces d'une poignante préoccupation. » Mais à peine a-t-il reconnu le brossier que son visage s'éclaire :

— « Mon bon Sébastien, tu es mon meilleur ami ! ³³ »

Trois jours après, ô surprise ! on annonce le rapatriement prochain des officiers allemands et italiens auxquels pourra se joindre le lieutenant suisse. Derechef s'impose l'amertume d'une séparation, sans doute définitive :

— « Tu n'as qu'un mot à dire pour m'accompagner », suggère l'officier suisse, « laisse-moi te désigner comme Allemand. »

— « Jamais », réplique inébranlablement Sébastien, « je ne sortirai que Français ou bien je resterai ³³. »

Et c'est alors comme domestique d'officiers qu'il s'engage pour un temps, employé par eux au service des provisions. Mais son ambition n'est pas satisfaite : ouvrier tanneur au civil, il rêve de reprendre son métier. A défaut, il peut entrer comme manœuvre chez un cordonnier ; il laboure son jardin puis, un beau jour, passe contremaître avec salaire de trois piécettes par jour, plus la table et le logement. N'était l'amour de la France, peut-être Iviça aurait-elle acquis un laborieux citoyen de plus...

LES DERNIERS TEMPS

A vivre longtemps derrière des portes closes ou des barrières trop hautes, les captifs sont rarement portés à la bienveillance.

« L'amertume de notre sort », avoue von Holzing, « avait suscité entre nous des dissensions funestes aux bons rapports. Chacun, évitant tout contact avec le prochain, s'enfermait dans sa solitude. Nous allâmes jusqu'à élever, à travers la salle commune, des séparations en papier et vécûmes, vraiment, comme de parfaits misanthropes... ³⁴ »

Toutefois, les mêlées humaines qui ensanglantaient à ce moment l'est et le nord de l'Europe devaient avoir pour effet de rapprocher ces frères ennemis ou, tout au moins, de desserrer les liens qui les rendaient acrimonieux et jaloux. Quand parvinrent à Iviça les nouvelles de Leipzig et que l'on connut la renaissance d'une Confédération germanique, du coup les officiers allemands furent mis au bénéfice d'un traitement meilleur. Sur promesse d'attendre patiemment la venue du vaisseau britannique qui les rapatrierait, ils virent, le 12 décembre 1813, s'ouvrir les lourdes portes du *Castillo*. Bien que leurs moyens fussent modestes, ils décidèrent de vivre en commun dans une maison louée en ville. Comment décrire la joie de la liberté reconquise ?

« Nous parcourions l'île l'esprit et le cœur vivifiés et, pour avoir vécu quatre ans dans un écrasant esclavage, nous nous étonnions, avec une joie enfantine, de la beauté de l'azur céleste ³⁵... Quelles délices, après l'ombre d'une prison, que celle des orangers et des citronniers sous lesquels on s'allonge !... »

A la demande du consul d'Angleterre, quelques-unes des meil-

leures familles daignent ouvrir à ces officiers alliés leurs portes si bien closes, mais, faute de comprendre et de parler l'espagnol, cette faveur n'est goûtée que de quelques-uns. Des bals s'organisent où la simplicité semble de règle : pour éclairage deux lampes à huile, pour orchestre une flûte et un tambourin, pour rafraîchissements de l'eau claire.

L'enthousiasme n'en est pas refroidi et toute la sentimentalité du Germain, comprimée par l'isolement, va faire explosion. « Grâce aux félicités de la liberté recouvrée », proclame le Hessois, « le noble sentiment de l'amour brillait à nouveau dans nos cœurs. Émues probablement par notre malheur, les Espagnoles ne laissaient pas d'en tenir pour nous... » Toutefois, on n'est pas pour rien sur une terre où se profile encore l'ombre jalouse du Croissant. « Les femmes à Iviça », remarquait trois-quarts de siècle plus tard M. Gaston Vuillier, « vivent une existence morne et sans intérêt dans des demeures silencieuses où ne filtrent que quelques pâles reflets... Sauf les rares visites qu'elles se font entre elles, il n'est point séant de les voir souvent dehors et l'on peut se demander quel serait le but de leur promenade. Il n'y a pas de place publique proprement dite, pas de grande allée ombreuse où, le soir, comme dans la plupart des pays chauds, on puisse prendre le frais. A ces heures-là, les *señoras* d'Iviça entr'ouvrent les persiennes et, accoudées au balcon, regardent alanguies dans l'espace, les yeux vers cette mer qu'elles n'ont cessé de voir depuis leur enfance et où, lentement, les ombres crépusculaires descendent... »³⁶ On se doute bien qu'en 1813 l'apparition de quelques uniformes créa, dans des existences aussi dépouillées de joies, une diversion bienvenue. Mais, halte-là ! Arnolphe sait veiller ici et de soupçonneux époux ne se firent pas faute d'intimer aux étrangers qu'ils eussent à respecter les distances. Il ne faut point, en effet, badiner sur ce chapitre-là. Les voyageurs parlent volontiers de ces drames nocturnes, vendettas de jeunes gens qui se poignardent la nuit sans que la victime, si elle survit, livre le nom du coupable et sans que jamais intervienne une justice impuissante. Dans ce pays, qu'on a baptisé « une petite Corse montagnaise », gardons-nous de troubler la paix des ménages : von Holzing et ses compagnons se le tinrent pour dit.

Lentement et par petits paquets, les départs succèdent aux départs. Avec quelque déception, presque avec amertume, l'officier

hessois voit s'éloigner, l'un après l'autre, tous ses camarades, ceux des régiments de Nassau, de Hohenzollern-Sigmaringen, du contingent de Saxe-Weimar. Lui seul attend encore son tour qui, pourtant, a derrière soi cinq ans de captivité. Avec une impatience indicible, il continue de porter ses regards sur la vaste mer d'où n'arrive pas le vaisseau attendu. Par bonheur, au soir du 25 mai 1814, ce libérateur jette l'ancre dans le port. « Appelé chez le consul, j'apprends », dit von Holzing, « que l'heure de mon départ a sonné. C'est le plus beau jour de ma vie ! Le 31 au soir, je ne l'oublierai jamais, je m'embarque à bord du *Thistle* qui partit le lendemain ; le 4 juin nous touchâmes à Mahon, où, forte de dix-huit vaisseaux et dominant la Méditerranée, mouillait la flotte de l'amiral Pellew. Le 9, nous entrions au port de Gênes... » Une note manuscrite du chanoine Maccabich confirme l'exactitude de cette date et donne l'état complet des officiers libérés : on y compte huit Polonais, parmi lesquels un lieutenant Thomas Pawoski reparti marié, sans doute avec une Ivicine du nom d'Antonia Cirer, et neuf officiers allemands, dont le lieutenant « Don Francisco Hölzing (*sic*) », ce qui confère tout crédit à l'autobiographie qu'on vient de résumer.

Mais tandis que, successivement, les détachements étrangers sont partis pour l'Allemagne, la Pologne ou l'Italie, les Français, bons derniers, attendent encore leur tour. On comptait à fin mai un lieutenant-colonel, trente et un capitaines et soixante-dix officiers subalternes, plus quarante-deux domestiques.

L'état nominatif mentionne, en plus, quatre femmes, Angela Bousse, Engracia Etchelouse, Salvadora Valls et Joaquina Tur, sans indiquer leur état-civil. Sans doute s'agit-il ici de compagnes que, toujours sensibles aux charmes de la vie partagée, les captifs ont trouvées dans cette île farouche. Rien n'indique à quelle région de France ces descendantes d'une race forte et fière apportèrent leur beauté. Mais cet afflux d'un sang nouveau et de vertus qu'on sait vivaces n'est-il pas une promesse ? Vainqueur le plus souvent, le Français qui, cette fois, expia la défaite, n'a-t-il pas sur ce rocher perdu, retrempé ses qualités natives ?

Enfin, un soir de printemps, apparaît en rade, sous pavillon blanc et commandé par le capitaine Hurtel, un brick que Boulerot dénomme

l'*Atlantique*, mais qui devait être le *Tactic* mentionné par d'autres documents ³⁷. C'est à ce moment seulement que le soldat de Froger et quelques Français apprennent soudain la chute de l'Aigle et l'effort du gouvernement de la Restauration pour les libérer.

— « Vous me croirez », s'écrie-t-il, « quand je vous dirai que cette nouvelle étrange nous plongea dans le désespoir et nous fit regretter notre martyre. L'homme que nous aimions comme un père avait donc succombé sous cette destinée qui, pendant longtemps, s'était plu à en faire un dieu. L'Empereur avait encore grandi dans le cœur des Cabrériens ; nous lui avions fait, pour ainsi dire, un piédestal de nos souffrances... ³⁸ »

Lorsqu'au moment du départ, le 4 juin au matin, le capitaine du *Tactic*, recevant à bord les captifs, leva son épée en criant :

— « Vive le Roi ! »

Plus que jamais attachés à l'Idole brisée, les Français, dont quelques-uns comptaient sept ans de captivité, répondirent d'une seule voix :

— « Vive l'Empereur quand même ! »...

RÉFÉRENCES ET NOTES

LIVRE DEUXIÈME

CHAPITRE PREMIER

MAJORQUE

Section I.

1. Francis de Miomandre, *Majorque*, p. 20.
2. Marie de Behen. *Mallorca*, p. 29.
3. Amédée Fayol, *Balears, îles heureuses*, p. 228.
4. Francis de Miomandre, *Majorque*, p. 9.
5. Arch. hist. Esp. *Estado, Legajo 46*. Pièces 159 et 160 du 25 juin 1809.
6. Arch. hist. Esp. *Estado, Legajo 46*. Pièces 161 et 162 des 12 et 25 octobre 1809.
7. Arch. hist. Esp. *Estado, Legajo 46*. Pièces 165 à 168 des 8, 12 et 30 août 1809.
8. Arch. hist. Esp. *Legajo, Estado 46*. Pièces 170 et 171 des 5 et 6 octobre 1809.
9. *Revue de France*, 15 octobre au 15 novembre 1931, n° 20, 21, 22.
10. *Revue de France*, 1931, n° 21, p. 61.
11. Arch. hist. Esp. *Estado, Legajo 46*. Doc. 178 à 184.
12. *Revue de France*, 1^{er} novembre 1931, n° 21, p. 62-63.
13. Actes de la Junte Supérieure, 27 janvier 1809.
14. Actes de la Junte Supérieure, 15 avril 1809.
15. *Revue de France*, 1^{er} novembre 1931, p. 63.
16. Arch. Hist. Esp. *Estado, Legajo 46*. Sec. D. Pièces 87, 88, 89, et 90. Garau, *Noticias*, p. 183.
17. Archives historiques de la Guerre. Voir également Titeux, III, p. 693.
18. Paul Metzger, *Journal du comte D'Eslon*, p. 24.
19. Garau, *Noticias*, p. 214.
20. Ch.-Em. von der Weid. — *Arch. Soc. hist. Fribourg*, 1893, p. 490.
21. Conseiller suppléant.
22. Délégué.
23. Actes de la Junte Supérieure, 16 mai 1809.

24. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 305.
25. Actes de la Junte Supérieure, 23 mai 1809.
26. De Méry, *Mémoires*, p. 209.
27. K. A. de Mnralt. *Nelle. Revue rétrospective*, 1890, p. 347.
28. Voir dans Garau, *op. cit.*, le document n° 20, en date du 20 juin 1810, pétition au chevalier Desbrull de trente-deux soldats qui, à l'exemple de leurs chefs, s'étaient fait passer pour sous-officiers. On trouve parmi eux un Maussac, de la 3^e légion qu'il ne faut pas confondre avec le lieutenant de Maussac, de la 4^e légion.
29. Ch.-Em. von der Weid. — *Arch. Soc. hist. Fribourg*, 1893, p. 490.
30. Privé, *Journal* (v. Titeux, III, p. 698).
31. Privé, lettre n° 88, v. Garau, *Noticias*, p. 350.
32. Méry, *Mémoires*, p. 237.
33. Gerdy (v. Titeux, III, p. 719) le nomme même comte de Desbrull.
34. Les sergents Dequin et Lefranc (v. Garau, *Noticias*, p. 353) donnent une cinquième orthographe du nom en l'écrivant *Desbrûlles*.
35. Dossier Desbrull-Garau, Doc. 122.
36. Dossier Desbrull-Garau, Doc. 158.
37. Dossier Desbrull-Garau, Doc. 53, du 7 novembre 1809.
38. On se rappelle que le *real vellón* vaut environ 0,25 centimes or.
39. Dossier Desbrull-Garau, Doc. n° 18.
40. Dossier Desbrull-Garau, Doc. n° 18.
41. Paul Metzger, *Journal du comte D'Eslon*, p. 32.
42. P. Metzger, *Journal du comte D'Eslon*, p. 33.
43. Dossier Desbrull-Garau, Doc. n° 36. Le dit capitaine Bonnichon est porté parmi les blessés de la bataille de Baylen d'après les listes conservées aux Archives de la Guerre. (Titeux, III, p. 746). Le pauvre homme aurait mieux fait d'employer sa prose et sa juste indignation à des objets d'une médiocrité moins établie!
44. Actes de la Junte Supérieure, 3 juin 1809.
45. L'état des officiers dressé le 1^{er} octobre 1809 à Palma porte simplement : Rostagnol.
46. Garau, *Noticias*, p. 215.
47. Garau, *Noticias*, p. 307.
48. Privé, *Journal* (conf. Titeux, III, p. 698).
49. Garau, *Noticias*, p. 248.
50. Garau, *Noticias*, p. 254.
51. Dossier Desbrull-Garau, Lettre n° 13, du 24 novembre 1809.
52. Dncor, *Aventures*, I, p. 232.
53. Garau, *Noticias*, p. 256.
54. Garau, *Noticias*, p. 283-284, appendice, 29 XI 1809, et *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 522-523.
55. Garau, *Noticias*, p. 257.
56. Garau, *Noticias*, p. 283-284, appendice, 29 XI 1809, et *Revue du Cercle militaire*, 1907, n° 42, p. 522-523.
57. Garau, *Noticias*, p. 283-284, rapports des 23 novembre et 5 décembre 1809. Appendice, 29 XI 1809.
58. Garau, *Noticias*, p. 257.
59. Dossier Desbrull-Garau, Lettre n° 20 du 13 janvier 1810.
60. Wagré, *Souvenirs*, p. 167.
61. Turquet, *Cinq ans*, p. 106.
62. Garau, *Noticias*, p. 258.

Section II.

1. Privé, *Journal* (conf. Titeux, III, p. 697).
2. Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1931, n° 31, p. 64.
3. Garau, *Noticias*, p. 218.
4. Le général Privé a noté inexactement la date du 5 juin.
5. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 283.
6. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 282.
7. De Méry, *Mémoires*, p. 222-223.
8. Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1^{er} nov. 1931, p. 64.
9. On sait que le marquis de la Romana avait ramené avec succès du Danemark une division espagnole envoyée par Napoléon loin de la Péninsule. Rendu très populaire par cet exploit, il était devenu l'un des plus farouches adversaires de la politique impériale.
10. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, n° 269, p. 54.
11. De Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 349.
12. K.-A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 350.
13. Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1^{er} novembre 1931, n° 31.
14. V. aussi De Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 350.
15. Méry, *Mémoires*, p. 225.
16. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 55. — V. aussi de Méry, *Mémoires*, p. 225.
17. Husson, *Souvenirs*, p. 172.
18. Turquet, *Cinq ans*, p. 74.
19. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 55.
20. Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1^{er} novembre 1931, p. 65.
21. De Méry, *Mémoires*, p. 221. L'avoyer Wengi, de Soleure, est une admirable figure de l'histoire suisse : il se jeta devant la bouche d'un canon pour éviter un combat sanglant entre Confédérés.
22. Garau, *Noticias*, ch. IV, § 4. Le fait est encore attesté par Gille, *Mémoires*, p. 248.
23. Husson, *Souvenirs*, p. 173.
24. K.-A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 351.
25. Husson, *Souvenirs*, p. 173.
26. Garau, *Noticias*, IV, p. 45.
27. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 228.
28. Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1931, n° 31, p. 65.
29. De Méry, *Mémoires*, p. 230.
30. De Méry, *Mémoires*, p. 230.
31. Froger, *Les Cabrériens*, p. 145.
32. Husson parle d'une quinzaine (*Souvenirs*, p. 173) ; Wagré (*Mémoires*, p. 30), d'une douzaine seulement.
33. Plusieurs narrateurs, Wagré (*Souvenirs*, p. 73) ou Turquet (*Cinq ans*, p. 74) le nomment Deschamps.
34. Wagré, *Mémoires*, p. 31.
35. Froger, *Les Cabrériens*, p. 148.
36. Dialogue cité exclusivement par Husson, *Souvenirs*, p. 174.
37. Ce dernier n'est également signalé que par Husson, *Souvenirs*, p. 174.
38. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 57.
39. Rossetti parle d'une trentaine de Français, alors que Gerdy en cite cent cinquante. C'est la variante la plus forte de tout le récit.

40. Muralt attribue à Reding l'initiative de cette mesure, comme aussi le percement de la muraille. Bien qu'il ait fait partie de cette colonne, cette affirmation nous semble erronée.

41. De Méry, *Mémoires*, p. 234.

42. De Méry, *Mémoires*, p. 234.

43. De Méry, *Mémoires*, p. 235.

44. De Méry, *Mémoires*, p. 236.

45. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 236.

46. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 236.

47. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 237.

48. Husson, *Souvenirs*, p. 175.

49. Ch.-Em. von der Weid. — *Arch. Soc. Hist. Fribourg*, 1893, p. 493.

50. K.-A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 352.

Comme le capitaine bernois signale à cette occasion le nom du cuirassier Beauchamp ou Deschamps, dont il fait un chef d'escadron, on peut se demander si les officiers suisses appartenaient à la seconde colonne qui fut assaillie dans le port et non pas sur le môle. Muralt et Méry se trouvent en divergence sur ce point, mais sur ce point seulement.

D'après les relations de Muralt et de von der Weid, il semblerait que la sortie des deux colonnes, l'une par la brèche de la muraille et la porte San Martino, l'autre par les rues de la cité et la *Puerta del Muelle* aient été simultanées, de façon à partager les risques et à détourner au moins d'un de ces cortèges l'attention de la populace. Pour eux aussi, ce serait Reding et non le chevalier Desbrull, dont ils ne parlent pas, qui aurait pris le commandement de la première et protégé les officiers suisses, alors que périssaient Beauchamp et son camarade Bayle.

Telle n'est pas la version de Méry qui dit expressément, en rapportant la belle conduite de Reding : « Il était environ six heures et demie du soir lorsque le massacre eut lieu (sur le môle). Les officiers sortis précédemment par la brèche ont eu la douleur de voir, des felouques où ils étaient parvenus, cette scène de désolation et les dangers auxquels leurs camarades venaient d'être exposés. »

Pour trancher le différend, recourons aux autres témoins :

Le chef d'escadron Rossetti qui, du haut de la Tour de l'Ange, plonge en quelque sorte sur la scène du carnage, n'est pas moins précis que Méry quant au moment, mais peut-être corse-t-il un peu le drame. « Les infortunés assaillis par la populace », dit-il, « se jetèrent à la mer et, n'ayant de l'eau que jusqu'à la ceinture, tâchèrent de gagner quelques chaloupes anglaises, s'accrochant aux bords pour y entrer. Mais les matelots leur coupaient impitoyablement les mains à coups de hache ; d'autres furent atteints dans l'eau et massacrés à coups de stylet. Nous étions spectateurs de cette horrible catastrophe et nous nous attendions à être assaillis à notre tour. Nous avions pris nos dispositions pour vendre chèrement notre vie. Heureusement, la nuit arriva, le calme se rétablit** ».

A l'encontre de Gerdy et de Rossetti qui semblent incriminer injustement les marins de Sa Majesté Britannique, l'adjudant-major Husson signale l'heureuse intervention d'un enfant de la « perfide Albion » :

« On doit à la vérité dire que plusieurs canots, au nombre desquels on en distinguait un monté par un officier anglais, ramèrent avec le plus grand dévouement vers le lieu où nous nous précipitions pour échapper à une mort certaine***. » C'est également lui qui, participant de la troisième colonne, conclut par une note moins sinistre que les autres : « Presque tous, nous fûmes atteints de blessures plus ou moins graves mais, par un bonheur dont on doit trouver la cause dans la rage

aveugle des meurtriers, leurs coups furent portés avec si peu de mesure qu'ils n'en lancèrent point de mortels. »

Quoi qu'il en dise, la journée avait été fort sanglante, puisque, outre quatre ou cinq morts, elle avait vu, au dire de Privé, de soixante-dix à quatre-vingts blessés ****.

*. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 239.

** Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1^{er} novembre 1931, p. 66.

*** Husson, *Souvenirs*, p. 175.

**** Privé, *Journal* (conf. Titeux, III, p. 700).

51. K.-A. de Muralt, *Nouvelle Revue rétrospective*, 1890, p. 353.

52. Privé, *Journal* (conf. Titeux, III, p. 700).

53. Gerdy, *Carnet de la Sabretache*, p. 58.

54. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 325.

55. Il importe de noter qu'à cette occasion les officiers français, tels que le général Exelmans (dont une lettre en date du 10 juillet 1810 figure au dossier Garau) ou le lieutenant de vaisseau Gerdy, surent rendre hommage à la fermeté des autorités.

56. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 235.

57. Garau, *Noticias*, p. 222.

Section III.

1. Privé, *Journal*, 23 août 1809 (cf. Titeux, III, p. 697).

2. Oliver, *Mallorca*, p. 279.

3. Garau, *Noticias*, p. 217.

4. Privé, *Journal* (cf. Titeux III, p. 699).

5. Parmi les autres internés civils, il faut nommer les sieurs Gil, médecin, Pujol, secrétaire du général Dufour, et Le Voiturier, secrétaire du général Privé qui, en tant que non-combattants, se sont toujours considérés comme exempts de la captivité et demandèrent constamment à rentrer en France à leurs propres frais (v. Oliver, *Mallorca*, etc., p. 280).

6. Rossetti, *Journal, Revue de France*, 1931, n° 21, p. 67.

7. Notant ses dépenses en monnaie de son pays, von Holzing constate que l'on payait alors un pain de quatre livres un *Gulden* et douze *Kreutzer* alors que le gouvernement espagnol n'accordait qu'une solde de trente *Kreutzer*.

8. Toutes les vingt-quatre heures, il est vrai, les officiers recevaient un pot de riz ou de fèves, et, les grands jours, un pot de l'excellent vin de l'île. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 37.

9. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 128.

10-11. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 130.

12. Dossier Desbrull-Garau.

13. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 37.

14. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 132.

15. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 133 sq.

16. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 134.

17. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 37.

18. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 37-39.

19. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 134.

20. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 141.

CHAPITRE II

MINORQUE BATTUE DES VENTS

1. Voir Philippe Gosse, *Histoire de la piraterie*, p. 38.
2. Grasset-de Saint-Sauveur, *Voyages*, p. 141.
3. *Guia menorquina por el año 1810*, p. 151.
4. De Méry, *Mémoires*, p. 211.
5. De Méry, *Mémoires*, p. 212.
6. Billon, *Souvenirs*, p. 184-185.
7. Billon, *Souvenirs*, p. 194.
8. Billon, *Souvenirs*, p. 187.
9. Méry, *Mémoires*, p. 213.
10. Billon, *Souvenirs*, p. 186.
11. De Méry, *Mémoires*, p. 215.
12. Arch. Nat. Esp. *Estado*, Legajo 46. Document 140 du 21 novembre 1809.
13. Arch. Nat. Esp. *Estado*, Legajo 46. Document 140 du 21 novembre 1809.
14. Billon, *Souvenirs*, p. 198.
15. Billon, *Souvenirs*, p. 152.
16. De Méry, *Mémoires*, p. 217.
17. Roca y Vinent, *Diario por el año 1810*, manuscrit, *passim*.
18. Riudavets y Tudury, *Historia de Menorca*, II, p. 1726 et seq.
19. Riudavets y Tudury, *Historia de Menorca*, II, p. 1726 et seq.
20. Billon, *Souvenirs*, p. 197.
21. De Méry, *Mémoires*, p. 215.
22. Riudavets y Tudury, *Historia de Menorca*, II, p. 1737.
23. Francisco Hernandez Sanz, *Compendio de geografia e historia*, p. 385.
24. Billon, *Souvenirs*, p. 197.
25. Barkhausen, *Tagebuch*, p. 144 et seq.

CHAPITRE III

L'APRE ET FIÈRE IVIÇA

1. Grasset-de Saint-Sauveur (*Voyage dans les Baléares*, p. 238).
2. Les chiffres n'ont pas dû changer aujourd'hui dans la haute ville, qui conserve son caractère un peu hermétique et passablement mauresque, mais, le port ayant grandi, la ville s'étend du côté de la campagne et perd de son cachet original. Cet essor date de la prise d'Alger par les Français qui délivrèrent l'archipel des Baléares des razzias auxquelles se livraient les flibustiers africains.
3. *Archivo militar de la Estancia*. Casteldosrius à Francisco Rafols, 24 avril 1795.
4. *Archivo militar*. Casteldosrius à Francisco Rafols, 2 septembre 1795.
5. *Archivo militar*, Francisco de la Cuesta, 4 avril 1809.
6. *Archivo militar*, Coupigny à Llamas, 30 juillet 1812.
7. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 37 à 39.
8. G. Vuillier, *Tour du Monde*, 1890, I, p. 262.
9. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 37 à 39.
10. *Archivo militar*, Pièce du 30 juillet 1812.

- 10 bis. *Archivo militar*, Pièce du 3 août 1912, non signée.
 11. *Archivo militar*, Coupigny à Llamas. Palma, 13 août 1812.
 12. *Archivo militar*, Doc. du 1^{er} août 1812.
 13. *Archivo militar*, 1^{er} doc. du 8 août 1812 de Miguel de Llamas.
 14. *Archivo militar*, 2^e doc. du 8 août de Miguel de Llamas.
 15. *Archivo militar*, Doc. Miguel de Llamas, du 11 août 1812.
 16. *Archivo militar*, Miguel de Llamas, 13 août 1812.
 17. *Archivo militar*, Llamas à Coupigny, 16 août 1812.
 18. *Archivo militar*, Francisco de Paula Quintana, 24 octobre 1812.
 19. *Archivo militar*, Miguel de Llamas, 27 octobre 1812.
 20. *Archivo militar*, Llamas à Coupigny, 3 novembre 1812.
 21. *Archivo militar*, Fr. de Paula Quintana à Miguel de Llamas, 2 novembre 1812.
 22. *Archivo militar*, Llamas à Coupigny, 12 novembre 1812.
 23. *Archivo militar*, Coupigny à Llamas.
 24. *Archivo militar*, Llamas à Coupigny, 5 décembre 1812.
 25. *Archivo militar*, annexe à la lettre de Llamas à Coupigny, 5 décembre 1812.
 26. G. Vuillier, *Tour du Monde*, 1890, I, p. 263.
 27. *Archivo militar*, Miguel de Llamas, 7 février 1813.
 28. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 50.
 29. *Archivo militar*, pièces diverses.
 30. *Archivo militar*, Marquis de Coupigny, 29 septembre 1812.
 30 bis. Arch. Hist. Guer. — Carton P. G. F. 1808-16. — A Son Excellence le Ministre de la Guerre, Duc de Feltre, Grand cordon de la Légion d'honneur.

MONSEIGNEUR,

Les officiers polonais de la Légion de la Vistule et du Grand-Duché de Varsovie que le sort des armes retient prisonniers de guerre, se trouvant privés de tout espoir d'un échange particulier par l'éloignement de leurs régiments respectifs, osent prendre la liberté de supplier Votre Excellence de faire connaître à Sa Majesté l'Empereur et Roi le vif regret qu'ils éprouvent chaque jour de ne pouvoir partager les travaux et la gloire de la Campagne du Nord.

Persuadés en même temps du grand intérêt que Votre Excellence porte à tous les corps qui ont l'honneur de servir Sa Majesté, nous vous supplions aussi, Monseigneur, de daigner écrire en notre faveur à Son Excellence M. le Maréchal duc d'Albuféra.

Nous concevons la flatteuse espérance que Votre Excellence ne dédaignera pas de jeter un regard sur notre situation pénible et nous osons attendre de sa bienveillance accoutumée quelque adoucissement à notre sort.

Veuillez, Monseigneur, agréer l'hommage de nos sentiments respectueux et de la profonde soumission avec laquelle nous avons l'honneur d'être, de Votre Excellence, les très obéissants serveurs et subordonnés.

Au Château d'Iviça.

Le 15 juin 1813.

Légion de la Vistule.

MM. MARTIN BIULOBREYSCSKA, Capitaine du 1^{er} Vistule.

CHARLES VANWYN, Lieut. 1^{er} Vistule.

VINCENT ZUVOISZK, — 3^e —

JEAN SHRARYMSKI, — 1^{er} —

JACQUES BILINSKI, — 1^{er} —

DOMINIQUE KORZENCKI, — 1^{er} —

IGNACE HOFFMAN, sous-lieut. 3^e —

Grand-Duché de Varsovie.

MM.	IGNACE KERMEJSTERSKI,	Capitaine
	LÉON GUTOVSKI,	Lieut. 9 ^e .
	THOMAS SARTORWSKI,	Sous-lieut. 9 ^e .
	STANISLAS BRELICEN	— 9 ^e .
	JOSEPH GRAJYNSKI	— 9 ^e .

31. Froger, *Les Cabrériens*, p. 264.
32. Froger, *Les Cabrériens*, p. 267.
33. Froger, *Les Cabrériens*, p. 278.
34. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 60 et 61.
35. Von Holzing, *Meine Gefangennehmung*, p. 62.
36. G. Vuillier, *Tour du monde*, 1890, I, p. 262.
37. Arch. Hist. Guer. Doss. P. G. F., 1808-16.
38. Froger, *Les Cabrériens*, p. 278.

LIVRE III

LES OUBLIÉS DE L'ATLANTIDE

INTRODUCTION

AU LENDEMAIN DE TRAFALGAR

ON sait la crise d'indiscipline et de désorganisation qu'avaient provoquée, sur mer, les doctrines de Quatre-vingt-neuf. Si vigoureux qu'eussent été les efforts de la Convention, puis du Directoire, pour enrayer une décadence qui datait de loin, la marine française n'était plus, au début du XIX^e siècle, que l'ombre d'elle-même. Reverrait-elle jamais les exploits des d'Estaing ou des de Grasse, qui l'ornèrent de tant d'éclat ?

Incapables de secouer des traditions désuètes et de les remplacer par une stratégie que, sur terre, couronnait le succès, des chefs valeureux mais insuffisants allaient se heurter à l'impétuosité d'un Nelson autant qu'à la méthode d'un Collingwood, tous deux disciples du grand Jervis et davantage encore du bailli de Suffren, leur maître à tous. Aboukir, déjà, venait de prouver la supériorité de l'esprit d'offensive. La routine du « Grand Corps », orgueil de l'Ancien Régime, devait, comme l'égalitarisme révolutionnaire, y recevoir le coup fatal. Dès ce moment et pour longtemps, la Grande-Bretagne est maîtresse des mers.

Que, bloqué en Égypte, Bonaparte ait conçu le dessein de restaurer une force militaire aussi débile ; qu'avec l'aide d'un Bruix ou d'un Forfait, reconstructeurs de ses flottes, il ait rêvé de faire

échec à l'Angleterre, son implacable ennemie, rien de plus naturel. Mais il y aurait fallu matériel moins vieilli, équipages mieux entraînés, officiers plus capables. L'arrêté du 27 avril 1800, qui réorganisait les cadres, fut le premier pas vers un renouveau ; un second devait être la recherche d'alliances avec de puissants États maritimes. Par malheur, les chefs continuèrent à manquer sur mer, alors que, sur terre, ils étaient si nombreux.

Successeur d'un Latouche-Tréville, mais successeur insuffisant, l'amiral de Villeneuve avait, en mai 1805, exécuté de son mieux le plan naval de l'Empereur : il s'agissait d'égarer les flottes anglaises sur une fausse piste, afin de dégager l'amiral Ganteaume, alors bloqué à Brest. Mais, au retour des Antilles, on l'avait vu s'immobiliser à Cadix où la flotte espagnole de Gravina venait de s'unir à la sienne.

Bientôt, la *Bahia* gaditane sera pour les Alliés une prison dont Collingwood tiendra la clef, en attendant que, septembre venu, intervienne Nelson. Villeneuve, quoique tacticien habile, semble d'emblée dominé par un adversaire qu'enflamme le désir de vaincre. L'Empereur, impatient des indécisions de son amiral, l'a remplacé par Rosily. Le 19 octobre, Villeneuve apprend son malheur. Le même jour — coup de désespoir sans doute — il se décide à forcer le blocus et, quarante-huit heures après, à la hauteur du cap Trafalgar, l'escadre franco-espagnole rencontre la britannique. Trente-trois vaisseaux du côté des Alliés, vingt-sept chez leurs adversaires, avec un nombre presque égal de bouches à feu.

La flotte de Nelson, rangée en deux colonnes, est supérieurement préparée. Chacun des capitaines a reçu du grand chef des directions qui rendront les manœuvres aisées. Chez les Français, comme chez les Espagnols, on a du courage à revendre, mais l'entraînement ni le tir ne valent ceux des Anglais.

Ouvert avec violence, un peu avant midi, le feu des Alliés se montre inefficace contre l'ennemi qui, silencieux, imperturbable, a pour consigne de lutter bord à bord. Les deux lignes s'affrontent et l'action devient générale. Les bordées succèdent aux bordées. Les pertes sont énormes. Deux heures de combat et l'arrière-garde franco-espagnole cède sous le choc : la plupart de ses navires abaissent pavillon, certains, comme le *Fougueux*, avec un équipage de sept cents hommes, en ont perdu plus de cinq cents.

Rivalisant de courage, les Espagnols résistent opiniâtrément : leurs deux amiraux, Alava et Gravina, sont mortellement blessés. Sur le *San Juan Nepomuceno*, le capitaine Churruca que, tout à l'heure, un boulet va broyer, lutte seul contre trois, puis contre six vaisseaux anglais.

Du côté français, même vaillance.

Commandé par le capitaine Lucas, le *Redoutable* aborde avec intrépidité la *Victory*, vaisseau amiral sur lequel Nelson, paré de ses décorations, dirige l'attaque. Une balle tirée de la hune d'artimon par Robert Guillemard, de Six Fours près Toulon ¹, laboure la poitrine de l'illustre marin et se loge dans l'épine dorsale. Encore quelques heures et l'idole du peuple britannique aura vécu, mais non sans avoir donné, jusqu'au moment suprême, les ordres qui assureront la totale victoire.

Sur le *Bucentaure*, où il n'a pu trouver sort pareil, Villeneuve, après quatre ou cinq heures de combat, vient d'amener ses couleurs et, prisonnier de Collingwood, qui maintenant commande en chef, ne verra à son malheur d'autre issue que le suicide au lendemain de sa libération.

De toute l'escadre alliée, onze vaisseaux de ligne, dont cinq français, ont pu reprendre le chemin de Cadix et se réfugier dans sa baie. L'honneur est sauf, mais le désastre complet. Trafalgar semble sur mer ce que, trois ans plus tard, Baylen sera sur terre : le signe avant-coureur de la chute de l'Aigle.

Et c'est durant ces trois années que, s'abritant sous les forts de Cadix, l'escadre française, réduite à bien peu, attendra sa revanche. Depuis le *Dos de Mayo*, l'Espagne va devenir un ennemi plus implacable encore que la « perfide Albion. » Le 14 juin 1808, les cinq navires de Rosily, bombardés par les canons de Puntalès, tombent au pouvoir de Morla qui, sans retard, les ravale au rang de prisons. Six mois après, puisqu'il faut bien faire place aux vaincus de Baylen, les marins captifs, transférés des pontons aux casernes de San Carlos, vont y passer le morne hiver de 1809-1810.

A maintes reprises, on parlera d'une déportation dans l'un des archipels espagnols. Quand donc, à Pâques, ils quittèrent la *Bahia* sans qu'on eût daigné leur indiquer aucune destination, combien parmi les soldats appartenant au corps de la Gironde crurent partir tout droit pour les tropiques !

Pourquoi ce sort fut-il dévolu aux seuls marins de Trafalgar ? Aucun document ne nous l'a jusqu'ici révélé. Peut-être le dut-on simplement à ce que Frédéric II nommait, non sans ironie, « Sa Sacrée Majesté le Hasard. » Peut-être aussi jugea-t-on que des marins étaient mieux préparés que d'autres aux longueurs d'un voyage en mer. A tout le moins, une relégation aussi lointaine ne pouvait-elle être considérée à Séville comme une calamité, puisque, de tradition et sans euphémisme trompeur, ces terres d'exil portaient le nom d'Iles Fortunées.

CHAPITRE I

CONVULSIONS TERRESTRES MIGRATIONS ETHNIQUES ET PASSIONS PARTISANES

LES TERRES CONVOITÉES

LORSQU'A travers les brumes accumulées par les vents alizés apparaît, très haut sur l'horizon, le cône neigeux du *Pico*, ce Teyde célèbre que les Anciens dénommaient Pic d'enfer, il semble que surgisse des flots de l'océan quelque mirage inexpliqué. Plus on approche et plus grandit la sensation d'aborder un monde nouveau, auquel l'Européen n'a pas été préparé.

Rien de plus ardu que de tracer en quelques lignes les contours d'un archipel dont chaque île a son caractère propre : entre les sables jaunâtres qui bordent les côtes de Lanzarote et de Fuerteventura ; entre les collines crayeuses et les cônes laviques de la Grande Canarie, où l'on voit cependant sourire des oasis en fleurs ;

entre les falaises sombres et abruptes de la pointe d'Anaga qui annoncent Ténériffe, le seul trait commun paraît être une désolante stérilité. Dominant le tout, les cratères éteints des trois îles principales renforcent encore cette impression. En vérité, l'on est ici non seulement au seuil des tropiques, mais aux confins d'un autre univers, étrange et comme disparu.

Une tempête pétrifiée... On connaît ce mot du baron de Humboldt pour dépeindre le spectacle géologique que l'illustre voyageur contemplait du plus haut sommet de Ténériffe. C'est bien cela ! Ces vallées profondes, ces *barrancos* ou ravins escarpés, ces vastes étendues volcaniques disent au plus ignorant quelles contractions de l'écorce terrestre se sont produites en ces lieux. Mais, d'autre part, les forêts verdoyantes de Las Mercedes ou les cultures régulières de l'Orotava, en un mot, tout ce que les forces de la nature ou l'ingéniosité humaine ont pu créer dans ces déserts, proclame la supériorité des puissances de vie sur l'œuvre de mort des convulsions éruptives.

Mais cette vie elle-même a pris des formes qui n'en rappellent pas d'autres. Nul animal féroce, nul serpent venimeux, peu ou point d'oiseaux de proie, puisque l'on voit pulluler le serin au plumage brun-verdâtre qui a popularisé le nom de ces îles. Comme végétaux, ce cactus épineux qu'on s'émerveille de voir donner, en pleine zone rocheuse, ses fruits gluants et fades, l'euphorbe dite *canariensis* qui vous a l'air d'un énorme cierge planté au milieu des pavés, enfin ce dragonier ou *dracoena* à la sève rougeâtre, comparé par les primitifs au sang d'un dragon, et dont la vitalité prodigieuse autant que les proportions millénaires font songer à un monstre antédiluvien qui aurait pris forme arborescente.

Ces caractères, à la fois opposés et concordants, cette nature au premier abord ingrate et hostile, cette gent animale tout ensemble amène et rare, cette végétation hérissée et pourtant riche en produits savoureux, tout devait conférer à ces terres, perdues dans l'immensité océanique, une puissante originalité : l'imagination humaine y verra à la fois un enfer et un paradis, bref, la mystérieuse Atlantide... Car, le voilà bien, le nom prestigieux qui, d'instinct, nous ramène au mystère de nos origines ethniques et pose autant de problèmes à la science des mondes qu'il ouvre de perspectives à l'étude des mythes !

Sans remonter au légendaire Uranus, père de sept Atlantes, possesseurs des sept îles de l'archipel ; sans discuter l'engloutissement possible d'un continent qui unissait jadis les deux mondes et dont le Teyde ou le Sansillo ne seraient que les sommets émergeant de l'abîme ; sans recourir enfin à la fameuse révélation du prêtre de Saïs rapportée par Platon dans le *Timée*, on peut admettre qu'une tradition, quarante fois séculaire, n'a pas indûment placé les Champs Élysées ou le Jardin des Hespérides en une région que le charme de son climat et la beauté de ses contours apparentent au primitif Eden.

Ériger les Iles Fortunées en lieu natal du genre humain — encore qu'elles ne soient ni berceau de religion nouvelle, ni tombeau de civilisation disparue —, c'est simplement donner une figure précise au mythe qui toujours passionna l'Occident : mais, ayant quelque base scientifique, il a rencontré en Wegener, théoricien de la dérive des continents, l'opposition la plus obstinée. Quelle que soit l'explication choisie, il reste que, situé à la charnière de deux hémisphères, cet archipel devait, malgré sa nature éruptive et la sécheresse de son sol, attirer à soi les peuples migrants ou conquérants.

Tels furent sans doute, il y a deux mille ans ou plus, ces Guanches aux ascendances inconnues qui, accordant la douceur de leur caractère à celle du climat, habitèrent les multiples cavernes creusées au flanc des falaises et des ravins, tout en utilisant la luxuriante végétation forestière. Médiocrement doués pour les arts et l'industrie, peu portés, malgré de fréquentes luttes entre clans rivaux, vers la carrière des armes, ignorant jusqu'à l'écriture, ils auraient sans doute, protégés par le rempart des eaux, prolongé bien des siècles encore une vie sans histoire. Par malheur, l'arrivée soudaine de l'étranger allait être l'occasion d'une lutte à mort où ce peuple patriarcal et doux devait fatalement succomber.

Jusqu'alors, de rares voyageurs — Phéniciens commerçants, Carthaginois belliqueux, Génois et Portugais navigateurs — avaient passé sans chercher à s'établir. Mais, au début du xve siècle, la situation changea.

Élément très nouveau, le « Conquesseur », Jean de Béthencourt, que tout connaît des vieilles chroniques, était un gentilhomme normand qui, l'an 1402, avec une cinquantaine d'aventuriers de sa trempe, débarqua dans l'île de Lanzarote dont il fit aisément la

conquête. N'ayant que la ruse pour résister à l'envahisseur, les indigènes durent, le plus souvent, se courber sous son joug. Assez populaire au surplus, recommandant à ses compagnons d'agir « doucement » et « amoureusement » avec les naturels, Béthencourt en donna l'exemple, un peu à la façon du roi d'Yvetot, son compatriote, car, chanta Béranger :

*Ses sujets avaient cent raisons
De le nommer leur père...*

ce qui explique, pour le dire en passant, qu'aujourd'hui encore le nom de Béthencourt soit porté par de nombreuses familles : on le rencontre non seulement aux Canaries mais à l'île de Cuba, où jadis émigra plus d'un ressortissant de l'archipel.

Peu soucieux de garder sa conquête et, moins encore, de l'abandonner à son lieutenant, Gadifer de la Salle, avec lequel il avait eu maille à partir, Béthencourt s'en fut offrir la suzeraineté de ces terres lointaines, non pas au roi de France, son souverain, mais chose curieuse, à celui de Castille. Henri III de Transtamare l'accepta d'emblée. Puis le « Conquesseur » vendit ses propres domaines des Canaries et finit ses jours en terre de Calvados, où l'église de Grainville conserve encore ses restes.

Quelque soixante ans plus tard, un chef espagnol, Diego de Herrera, fort des titres dont on avait gratifié le roi son maître, débarquait à son tour afin de les faire valoir ; moins débonnaire que son prédécesseur, il ne tarda pas à se brouiller avec les Guanches et dut reprendre assez promptement le chemin du retour. Un autre *conquistador*, Fernandez de Lugo, allait inscrire, à son profit, la troisième invasion de l'archipel qui, cette fois, fut violente et cruelle à l'excès.

L'une après l'autre, les îles de la Grande Canarie et de la Palma tombèrent sous sa coupe. Mais, à Ténériffe, où, sur la plage qui est aujourd'hui celle de Santa Cruz, il aborda en 1494 avec quelque douze cents hommes d'armes, la conquête fut moins aisée. Lugo se heurta bientôt à la résistance énergique et souvent désespérée du principal chef guanche, le *Mencey* Bencomo. Après une campagne marquée par des revers et des succès dans lesquels, comme le rappellent les noms de *Matanza* (tuerie) et de *Victoria* (vallée de l'Orotava), des flots de sang furent répandus, sa domination s'étendit à l'île entière.

Constatation affligeante pour l'Espagne, ses procédés de conquête s'avéraient analogues à ceux des Cortez et des Pizarre. Aux exécutions et aux massacres s'ajoutèrent les épidémies. Des quinze mille Guanches qui avaient peuplé l'île, bien peu survécurent. Après avoir établi sa capitale à La Laguna et fondé la plupart des agglomérations qui sont aujourd'hui des villes et bourgades populeuses, Lugo sut faire de l'archipel un prolongement définitif de la Péninsule. Avec lui, les armes à feu triomphèrent de la pierre polie : la troisième conquête dure encore.

* * *

FRANÇAIS, ANGLAIS ET ESPAGNOLS AUX PRISES

A la vérité, les Français n'apparurent pas aux Canaries sous les seuls traits de Jean de Béthencourt et de ses compagnons de rapine. Au temps où Charles-Quint guerroyait contre François I^{er} et jusque sous Henri II, des corsaires, bretons ou autres, vinrent souvent, au grand dam du commerce et de la navigation, harceler les côtes de l'archipel. Ainsi, en août 1553, l'aventurier Sombreuil, le fameux Jambe de Bois, entraînant sept cents soudards, surprit Santa Cruz de la Palma et mit la ville à sac. Gomera, Lanzarote et la Grande Canarie connurent aussi ces incursions inopinées.

Plus tard, l'amiral de Caylus, à la tête de six vaisseaux de guerre, demandera l'autorisation de laisser trois cents malades à Ténériffe ; mais, sans cesse aux prises avec la France, l'Angleterre va se montrer plus entreprenante encore. Débutant par Sir Francis Drake et les corsaires auxiliaires de l'amiral Windon, les navigateurs britanniques devaient un jour s'apercevoir que la riposte pouvait être efficace. On n'ignore pas que Nelson tenta à Santa Cruz l'un de ses plus hardis coups de main. Aussi bien, la victoire des troupes espagnoles sur le futur vainqueur de Trafalgar est-elle, aujourd'hui encore, l'orgueil de la population ténériffienne. Les étendards de l'illustre marin ne sont-ils pas pieusement conservés, comme trophée de guerre, dans l'église de la Conception ?

Il faut arriver à la fin du XVIII^e siècle pour voir les Canaries, devenues province de la Couronne, participer davantage aux choses du continent. Deux régimes s'affrontent, l'un représenté par les Bourbons responsables de la décadence espagnole, l'autre né de la Révolution.

Soit dans le Roussillon, soit dans les Pyrénées occidentales, les armées de la République ont rencontré celles de Sa Majesté Très Catholique : de nombreux prisonniers français tombent au pouvoir de l'Espagne. S'il faut en croire les documents réunis à Simancas, c'est à ce moment que Charles IV et son gouvernement songent à les mettre en lieu sûr. De son côté, la guerre maritime n'est pas sans avoir amené d'autres captures.

L'Espagne a donc concentré ses prisonniers de terre (si l'on peut ainsi parler) dans la forteresse de Montjuich qui domine Barcelone et dirigé les prisonniers de mer sur Cadix. D'instinct, les autorités, tant maritimes que militaires, vont éprouver quelque inquiétude à héberger des ennemis aussi turbulents que ces *Franceses*.

Déjà, le 24 mai 1792, le ministre de la Guerre, comte del Campo de Alange, nous apprend que le marquis de Cavalilli, gouverneur de Cadix, hésite grandement « à recevoir dans cette place les prisonniers qu'ont pu faire les vaisseaux de Sa Majesté. »

En conséquence, on examine le projet de les reléguer « dans un endroit beaucoup moins accessible ². » C'est probablement ensuite de cette décision que, sept mois plus tard, par ordre royal, on transporta, *en seguridad*, aux îles Canaries, alors gouvernées par le capitaine général Antonio Gutierrez, six cents prisonniers français enfermés dans la forteresse de Barcelone ³. Il dut en aller de même pour les gens de mer détenus à Cadix ⁴.

Mais, à Madrid, on songe avant tout à tirer parti de cette main-d'œuvre. Le 16 février, par décret daté d'Aranjuez, le roi d'Espagne décide que « les prisonniers français qui sont laboureurs cultiveront la terre dans les îles Fuerteventura et Lanzarote, faisant partie des îles Canaries, sans compter celle de Cabrera dans les Baléares et la Nueva Tabarca près d'Alicante. »

Le 20 mars, soixante-quatre agriculteurs sont dirigés sur les deux premières îles. Qu'est-il advenu d'eux ? A n'en pas douter, Lanzarote et Fuerteventura sont si peu fertiles que l'on voit mal ces *labradores* « cultiver » des sables... Ah ! ce n'est point ici la

« douce France ! » Peut-être s'unirent-ils à des descendants de Béthencourt dont les rapprochait une vague origine ; peut-être aussi furent-ils rapatriés, en 1795, après la signature de la Paix de Bâle.

Quoi qu'il en soit, ces soixante-quatre agriculteurs apparaissent comme l'involontaire avant-garde d'une quatrième invasion, française d'origine comme la première, qui, une quinzaine d'années plus tard, exercera sur l'archipel entier son indéniable influence. Mais, avant d'en étudier les divers épisodes, il convient d'exposer la situation politique du pays, au moment où, pour la seconde fois, les relations sont rompues entre la France et l'Espagne.

*
* *

QUERELLES ET INTRIGUES DE CLANS

Quelques données d'histoire locale sont à leur place ici. A vrai dire, il faudrait remonter assez haut pour saisir sur le vif cette situation, tant l'effort des hommes est une chaîne où chaque maillon commande l'autre. Mais qui ne sut se borner !...

Les renseignements qui suivent sont empruntés au *Legajo 62, Estado*, des Archives nationales de Madrid, source que les annalistes canariens semblent n'avoir pas utilisée autant qu'ils le pouvaient⁵. Fait intéressant, ils sont corroborés et complétés par un Français, Joseph-Désiré Dugour, qui se plaisait à voir en Ténériffe sa seconde patrie.

De tout temps, les Canaries paraissent avoir été, pour la métropole, sinon la colonie qu'on exploite, du moins la province où fonctionnaires et civils peuvent rapidement faire carrière. On n'insistera pas sur l'importance des prestations qui résultaient du passage de ces fermiers généraux quelque peu rapaces, ni sur les traitements parfois sévères qu'infligeaient des grands d'Espagne jouant les proconsuls.

« La nuée d'animaux voraces que l'Espagne vomit, tous les quatre ou cinq ans, sur ces malheureuses îles », écrivait en 1807 un

étranger au pays, « ne leur laisse pas le temps de se refaire dans l'intervalle d'une catastrophe à l'autre. Commandants généraux, *corregidores*, alcaldes viennent ici s'engraisser et laissent en échange l'exemple de l'immoralité et de la corruption qui, peu à peu, gagnent les autres autorités du pays ».

En guise de compensation — ou de consolation — titres et « crachats » survenaient parfois de Saint-Ildephonse ou d'Aranjuez. C'est ainsi que Charles IV, pour récompenser Santa Cruz de sa belle résistance à Nelson, lui accorda, six ans plus tard, le titre envié de *Muy Leal*, s'ajoutant à ceux de Très Noble et d'Invincible que ses citoyens lui avaient déjà conquis. Un haut personnage devait se montrer particulièrement sensible à cet honneur : le maréchal de camp, marquis de Casa Cagigal, qui, mis en évidence par la guerre du Roussillon, avait été appelé au gouvernement militaire de Santa Cruz et, dès 1803, au poste de commandant général, suprême magistrature des îles.

Souvent accusé d'égoïsme et de gaspillage, il avait cependant assumé sa charge dans le désir d'être utile au pays. Courtois et fin, mais de caractère irascible, on le verra bientôt heurter de front un peuple inflammable. Sous ses ordres, se trouvait alors celui qu'on regardait comme son bras droit, le général Carlos O'Donnell, descendant d'une famille irlandaise dès longtemps établie à Ténériffe.

Chaque jour, dans la Péninsule, la situation empirait. On connaît les aventures de la famille royale, l'invasion du Portugal par les troupes françaises, la peste ravageant Cadix et Séville. Aux Canaries, le parti aristocratique, imbu des anciens privilèges et chérissant ses souverains jusqu'à les idolâtrer, gouvernait à son profit exclusif. Nobles et clercs étaient seuls à prendre une part active aux affaires de la mère-patrie. Toutefois, dans les cités de La Laguna ou d'Orotava, habitées par les descendants des *conquistadores*, les anciennes familles, sentant combien ces mêmes privilèges pouvaient être menacés par l'absolutisme du pouvoir central, luttaient éperdument contre l'omnipotence des gouverneurs.

Tandis que s'exacerbent des compétitions tournant parfois à la violence, les événements de la métropole (émeute d'Aranjuez, comédie de Bayonne, tragédie du *Dos de Mayos*) se répercutent jusque dans l'archipel lointain. Pour longtemps, c'en sera fait de

la paix civile. Mais, chose amusante en soi, ce qui émeut les Canariens, c'est moins le détrônement de Charles IV, la lieutenance de Murat ou l'avènement du *Rey intruso* que les rivalités de deux familles influentes.

Ici, comme ailleurs, cherchez la femme ! Pour de futiles questions d'étiquette, la marquise de Casa Cagigal et la générale O'Donnell ont échangé des regards fulgurants. Puis sont venus des propos sans aménité. Les relations ont fraîchi. Bientôt des pamphlets acerbes et — naturellement ! — anonymes, ont mis ces dames en cause. Et voilà, entre les clans rivaux, une guerre implacable.

Le 3 juin, par la corvette *Especulador*, on apprend à Santa Cruz l'intronisation de Ferdinand VII et la déclaration de guerre à l'Empereur des Français. Aussitôt cortèges, Te Deum, explosions de joie. Peu après, c'est Murat investi du pouvoir, puis Joseph Bonaparte promu roi : à chaque fois des manifestations nouvelles, mais dans un sens tout différent.

Troublé par ces bruits contradictoires et ne sachant à quel saint, ou tout au moins à quel souverain se vouer, le marquis de Casa Cagigal tergiverse et louvoie. Il n'en faut pas davantage pour qu'O'Donnell convoque des assemblées nocturnes, excite les esprits, organise des démonstrations publiques et, après vaste déploiement d'emblèmes et de bannières, mette en accusation le commandant général convaincu de tiédeur et d'indécision. Casa Cagigal, doutant toujours des nouvelles reçues, expédie comme informateur à Madrid le capitaine Feliciano del Río. O'Donnell, qui ambitionnait cette mission, en écume de rage.

Faisant désormais cause commune avec un autre descendant de famille irlandaise, Don Juan Creagh, ainsi qu'avec un marquis de Villanueva del Prado, chef du parti activiste, le voici qui s'efforce à constituer le conseil municipal de La Laguna en Junta supérieure de la province. Il suit en cela l'exemple de la Péninsule et de la sorte tiendra le moyen de destituer Casa Cagigal.

Hésitations de l'autorité, triomphe des violents ! L'audacieux lieutenant général, fort des sympathies du peuple et de la garnison, convoque en son logis, le 28 juin, une *tertulia*, sorte de réunion familière qui lui permet de celer ses intentions. Il obtient sans peine des officiers présents qu'ils exigent de Casa Cagigal un refus absolu aux ordres de Joseph.

A cet ultimatum, le marquis n'oppose que faiblesse et que ruse : il parle en public, veut se justifier, proclame que nul plus que lui n'aspire à défendre les intérêts du roi légitime et de ses sujets. Puis, en secret, il informe Madrid des intrigues ourdies par O'Donnell.

C'est à ce moment-là — 3 juillet — qu'arrive à Santa Cruz, une délégation de la Junte suprême, avec ordre de faire reconnaître Ferdinand VII comme seul souverain légitime. Elle veut créer aux Canaries la Junte provinciale à laquelle songeaient déjà O'Donnell et Villanueva.

Pour ces intrigants, un tel ordre est une victoire. Aussitôt l'algéresse publique se donne carrière. Heureux d'être convert par ses chefs, le toujours hésitant Casa Cagigal rappelle ses messagers et cherche à se rapprocher d'O'Donnell. Or, celui-ci fait la sourde oreille ; l'ambitieux personnage n'entend point renoncer aux bénéfices de ses manigances. A l'heure où les notables de Santa Cruz sont convoqués pour l'élection de la *Junta gubernativa*, il s'ingénie à conférer tous pouvoirs au *Cabildo* ou conseil municipal de La Laguna, les notables de la capitale étant d'un naturel plus conservateur que les négociants du principal port de l'île. La rivalité des deux familles deviendra celle de deux cités qui n'ont pas entre elles d'amitié perdue. Toujours par manque d'énergie, Casa Cagigal se laisse distancer et, le 11 juillet, huit jours exactement après la venue des délégués de Séville, un conciliabule nocturne des factieux, tenu dans les jardins du marquis de Villanueva, décide d'arrêter sur-le-champ le commandant général et le gouverneur Verdugo pour leur substituer une Junte que, comme par hasard, présidera Villanueva del Prado.

Sans perdre un jour, l'autorité nouvelle s'installe dans les *Sales consistoriales*, autrement dit la mairie de La Laguna. Don Juan Creagh, nommé *vocal*, y prononce un furieux réquisitoire contre Casa Cagigal dont il réclame non seulement la destitution, mais tous les biens. On nomme séance tenante les représentants des autres îles, Lanzarote, Fuerteventura, La Palma et Gomera. Puis on fixe un impôt pour les frais de la guerre.

Sans résistance possible, Casa Cagigal est enfermé dans le château de San Cristobal et, peu de temps après, on l'expédie dans l'un des forts de Cadix. Le lieutenant général a triomphé de son chef et la *Señora* O'Donnell pourra, tout à son aise, toiser la *Mar-*

quesa. Enfin, pour appliquer avec *maestria* le « Ote-toi de là que je m'y mette », l'audacieux se fait octroyer par la Junte le grade de maréchal de camp et le commandement militaire de toute la province canarienne, tandis que Creagh reçoit la même charge pour la seule île de Ténériffe.

Mais c'était compter sans son hôte, en l'espèce la ville de Santa Cruz, qui, plus peuplée, plus prospère que La Laguna, refuse d'obéir à sa rivale, reconnue siège de la Junte. Si vives sont les compétitions et si désastreuses leurs conséquences qu'il faudra, en mars 1809, l'intervention même du gouvernement de Séville pour couper court à ces zizanies. Un trait de plume supprime la Junte de Ténériffe.

Dès lors que ses talents doivent, selon lui, être plus utiles à la métropole qu'à la province océanique, O'Donnell prétexte la défense urgente du territoire national et sollicite son transfert en Espagne. Nous ne l'y suivrons pas, car on ne voit guère qu'il y fasse grande figure. D'ailleurs, juste ou injuste retour des choses d'ici-bas, lorsqu'en 1814 Ferdinand VII montera sur le trône qu'on lui avait ravi, l'un de ses premiers soins sera de nommer lieutenants généraux de son armée, les deux ennemis d'antan, le pusillanime Casa Cagigal et l'astucieux O'Donnell ?

Le bon La Fontaine n'avait pas prévu cette moralité pour la fable du loup et de l'agneau !



On verra de quels événements multiples et le plus souvent dramatiques sera tissée la vie de l'archipel durant les quatre années du *Levantamiento* national. Mélange d'ardeurs patriotiques, de craintes irraisonnées, de séditions et de rivalités, ils révèlent une humeur instable que les troubles du moment n'aideront pas à raffermir.

Fort heureusement, dès les derniers mois de 1813, l'évacuation de la Péninsule par les troupes françaises permettra le rapatriement des bataillons canariens envoyés au secours de la métropole. Ils ramèneront des forces utiles et la paix favorisera la reprise d'une vie normale. Mais, à la vérité, ni le retour d'un Bourbon ni le coup de pied à la constitution libérale de Cadix, ni l'immobilisme et

l'obscurantisme érigés en dogme par une cour qui n'a rien oublié et encore moins appris, n'apporteront à cet archipel, étranger aux courants modernes, les lumières dont il avait un si puissant besoin. Tout le XIX^e siècle (spécialement les premières décades) est marqué aux Canaries par une stagnation générale et par de telles défiances à l'endroit du nouveau qu'on s'explique sans peine les réactions dont s'émaillera le récit qui va suivre.

Le célèbre naturaliste allemand, Léopold von Buch, dans un grand ouvrage publié à Berlin il y a plus de cent ans, cite à ce propos un trait bien caractéristique. Comme, à fin juin 1815, il visitait la ville de Las Palmas, siège de l'épiscopat des sept îles, la nouvelle y parvint de la formidable bataille qui, le 18 du même mois, avait précipité dans les plaines de la Belgique l'écroulement de l'Empire. « A ce moment », remarque-t-il », les Canariens s'intéressaient plus vivement aux préparatifs de villégiature de leur évêque qu'aux récits d'un Waterloo où s'était cependant joué le sort de l'Europe et du monde !...⁸ »

CHAPITRE II

LES ÉQUIPAGES DE ROSILY

ORIGINES ET APPRÊTS D'UNE DÉPORTATION

A la date du 30 juillet 1808, la Junta des Canaries, tout récemment installée dans les salles consistoriales de La Laguna, est entrée en session. Elle prend connaissance d'un message du commandant général, l'intrigant O'Donnell, adressé à son président, le marquis Villanueva del Prado. Comme, au cours des dernières semaines, mutations et substitutions ont été nombreuses dans le personnel dirigeant, plusieurs s'étonnent d'apprendre qu'il s'agit de répondre à une lettre du 29 juin, que Don Tomas de Morla, gouverneur de la place de Cadix, a fait parvenir au marquis de Casa Cagigal, pour s'informer des possibilités de la province en hospitalisation.

On est au lendemain du jour funeste où, capitulant sans conditions, Rosily a livré aux Espagnols trois mille six cent soixante-seize marins de son escadre. Ne sachant que faire de ce contingent inattendu et affligée, comme on sait, d'une rare incapacité administrative, la Junta suprême a décidé, tout uniment, de l'expédier aux Canaries.

Comment éluder un tel message quand il est bien connu que, sans l'intervention de la Suprême, les élus du peuple canarien ne seraient pas ce qu'ils sont ? Les voilà donc qui, gravement, délibèrent et, non moins laborieusement, aboutissent à des résolutions ainsi verbalisées :

« Considérant d'une part :

« que, dans les circonstances présentes et en raison des inconvénients qui en résulteraient pour la tranquillité publique, il n'est pas possible d'admettre qu'à moins de les placer sous bonne garde et sous verrous, les dits prisonniers puissent jouir de leur liberté dans les différentes parties de l'île ;

« que ce genre de dépôt serait fort onéreux et obligerait à garder sous les armes une troupe nombreuse ;

« que, s'il en était ainsi, les dits prisonniers constitueraient une charge considérable pour le Trésor déjà bien éprouvé par les frais de guerre contre la Grande-Bretagne, frais qu'augmente la présence actuelle de garnisons dont on ne peut se passer ;

« que, pour entretenir celles-ci, les rentrées ordinaires sont à peine suffisantes, étant donnés les versements incertains de la population ;

« que, dans une province isolée et dont l'alimentation souffre autant de la précarité de ses ressources que de l'insuffisance de récoltes qui, cette année, se présentent mal, les vivres consommés par ces captifs réduiront dangereusement la part des indigènes ;

« Considérant d'autre part :

« qu'il faut concilier l'intérêt essentiel du pays avec l'ardent désir de participer au soulagement de la nation, ce qui est un devoir sacré,

« La Junte,

pour ces motifs et après avoir fait les calculs nécessaires,

« Arrête :

« que le plus grand nombre de prisonniers qu'elle peut admettre s'élèvera à mille deux cents, y compris quarante officiers dont la répartition dans cette île et dans les autres sera, le moment venu, établie de façon détaillée ¹. »

En dépit de multiples et cérémonieux considérants, cette décision n'est point le refus catégorique auquel le gouvernement central

était fondé à s'attendre. Dès lors, comment expliquer qu'aucune suite n'ait été donnée par Morla à sa première proposition ? Peut-être le départ pour Madrid du gouverneur de Cadix eut-il pour résultat l'ajournement indéfini du projet ? Peut-être aussi les ministres de la Régence ont-ils désavoué l'initiative du pitoyable politicien ? En conséquence, dès le 7 août, Séville communique au président de la Junte provinciale que, « pour le moment, il n'est pas question d'envoyer des prisonniers français dans l'archipel et que, si l'on en voit la nécessité, avis en sera donné en temps opportun. » Le message s'achève sur ces mots rassurants : « On aura à cœur la sécurité de vos Iles². »

De la fin de l'été 1808 au printemps de 1809, les autorités canariennes peuvent s'imaginer que la menace a disparu de l'horizon comme, lorsque l'atmosphère s'allège s'évanouit la nuée d'orage.

Mais, à la suite de l'épidémie qui a sévi sur les pontons de Cadix et d'une déportation de cinq mille cinq cents hommes, débris du corps de la Gironde, le projet de Morla a dû s'imposer à nouveau au président Saavedra ; il faut en effet, pour faire place à de nouveaux contingents, libérer de leurs occupants les casernes de San Carlos. Et, ce que l'on a fait pour la Junte de Majorque, on va le faire pour celle de Ténériffe. Sans lui demander son avis, sans même la prévenir, on lui colloque son lot de déportés : prévoyance rare, Séville a décrété qu'au retour, les transports ramèneront des troupes canariennes pour la défense de la Péninsule. On peut, grâce aux documents retrouvés, assister aux préparatifs de ce départ.

Le 3 avril³, a fait voile pour les Baléares le premier convoi qui, tant à son entrée en Méditerranée que dans les rades de Mahon et de Palma, connaîtra de si dures vicissitudes. Pour procéder à une large désinfection des pontons, l'autorité prescrit d'évacuer tous les malades qui se trouvent encore là : au nombre de quatorze cents, ils vont peupler les hôpitaux de terre⁴. Puis on donne l'ordre de réquisitionner de nouveaux bateaux-cadres : c'est donc un autre transport qui s'organise.

Le total des sommes versées aux armateurs (huit cent mille réaux pour le premier convoi, plus un acompte de vingt-six mille cinq cent cinquante pour le second) indique que, cette fois, le gouvernement central juge opportun de ne pas lésiner. Puisqu'il

compte se débarrasser sur les Juntas provinciales des frais d'entretien des déportés, mieux vaut délier momentanément les cordons de la bourse d'État : on pourra toujours les resserrer...

Autre raison d'accélérer ce départ : des contingents de prisonniers surgissent constamment de l'intérieur ; de Bornos, petite localité de la vallée du Guadalete, il en est arrivé cent soixante-dix qui se signalèrent par leur turbulence⁶ ; d'autres sont transférés des dépôts de terre aux pontons qu'on vient de fumiger et de passer à la chaux, tels le *Souverain*, l'*Argonaute* et le *Minho*⁶. Mais, puisque la gale, le scorbut et, ombre plus sinistre encore, le typhus continuent leurs ravages tant à l'Aguada et à San Carlos qu'à bord des vaisseaux démâtés (le 10 avril, on compte encore quatorze cent vingt-six cas aux deux seuls hôpitaux de terre), puisqu'enfin se multiplient les évasions — témoin celle du lieutenant Fortuné Ferran qui a faussé compagnie à ses gardiens —, il importe d'agir vigoureusement et sans retard.

« Déjà », lit-on au rapport de la Marine du 15 avril, « sont parés cinq bateaux de transport⁷. » De ce fait, les dénommés Joaquin de Vera, propriétaire de la frégate *Urbanera* et Nicolas Brunet, possesseur du brigantin *Ayudante*, touchent d'avance, pour un mois de frêt, plus de cent mille réaux⁸.

Le marquis de Villel, que cette occasion fait réapparaître, ne cesse de presser le chef d'escadre Don José de Vargas. Aussi, le 20 avril, ce dernier est-il heureux de lui répondre : « On est en train de charger de vivres et d'eau les polacres *Nuestra Señora de Puente Salbo* et la *Dulce Nombre de Maria*, plus le brigantin *San José* appartenant à un second convoi. On prépare de même, pour conduire aux Canaries les marins prisonniers, trois brigantins de ces îles, l'*Elena*, le *San Domingo* et le *Miguel*⁹, pouvant charger quatre cent quatre-vingt-dix-neuf passagers, tandis qu'un quatrième navire (navire anglais qu'on est surpris de voir affublé du nom espagnol de *Juana*) en recevrait cent quatre-vingt-cinq. Huit cents autres monteront à bord des deux vaisseaux de ligne de Sa Majesté Catholique : le *Montanès*, construit au Ferrol en 1794, *navio* de haut bord portant soixante-seize canons, et le *San Lorenzo*, fort de soixante-quatorze, tous deux faisant davantage office de transports que de convoyeurs. Pour éviter toute surprise, deux autres navires de la flotte britannique, le *Leviathan* et le *Conquest*¹⁰, comptant ensemble

cent quarante-huit bouches à feu, protégeront le convoi placé sous les ordres de Don José de Quevedo ¹¹.

Aux Archives de la Guerre, le seul document relatif à ce départ (dûment transcrit à Paris, le 25 septembre 1810, et signé du lieutenant-colonel Fournier, aide de camp du général Gobert) se borne aux indications suivantes : « Le 14 avril, quinze cents marins prisonniers de guerre sur les pontons de la rade de Cadix furent déportés aux îles Canaries sur un convoi de trois bâtiments de transport escortés par un vaisseau et deux frégates ¹². » Seul est exact, on le voit, le nombre des partants. Mais on n'en peut dire autant de celui des navires ni de la date de départ.

C'est, en effet, le 2 mai seulement qu'appareilla le convoi, laissant derrière lui cette baie, théâtre de tant d'inutiles souffrances, et c'est le 11 du même mois que, voyant surgir à l'horizon le pic neigeux et souvent embrumé du Teyde, les marins de Trafalgar se trouvèrent tout à coup devant la *terra incognita* qui recélait à la fois tant d'espérances et d'incertitudes.

*
* *

PREMIERS CONTACTS

Lorsqu'on connaît la splendeur de la vaste rade de Santa Cruz ¹³ aux eaux profondes, l'attrait de ses maisons claires encadrées de verdure luxuriante, le charme d'une vie facile, toute en dehors et volontiers indolente, on n'a pas de peine à se représenter les sentiments qui s'éveillèrent, aussi bien à bord des vaisseaux de transport que chez les autochtones.

D'un côté, c'était la découverte d'un monde nouveau et, partant, l'espoir d'une existence libérée et des terreurs andalouses et des misères gaditanes. De l'autre — chez l'habitant —, c'étaient la surprise, l'effroi, presque l'épouvante qu'inspirait la venue d'étrangers en qui l'on voyait, au moral comme au physique, de véritables pestiférés. Des sujets de l'Empereur ! En fallait-il davantage pour soulever une irritation générale ? « L'opinion du peuple », lit-on dans le rapport succinct figurant aux Archives des Affaires étran-

gères, « avait été excitée contre eux par les journaux qu'on répandait, par les sermons des prêtres, par les chefs de partis... ¹⁴ »

On venait de jeter en prison le consul général de France, Cunéo d'Ornano. Plusieurs de ses compatriotes avaient été comme lui menacés, quelques-unes de leurs maisons pillées. Quoiqu'il eussent, comme on sait, prêté serment à Ferdinand VII, on allait s'emparer de leurs biens, précisément au mois de juin 1809. Fâcheux moment, en vérité, pour s'installer ici !

Rien de plus typique, pour sonder les dispositions des habitants, que de relire les journaux, pour la plupart manuscrits, que l'obligeance de nos correspondants nous a permis de consulter, ou même les rares feuilles politiques de l'époque. Les Actes de la Junte abondent aussi en renseignements significatifs.

A la vérité, pour une population totale de cent quatre-vingt-quatre mille âmes dont soixante-dix mille dans la seule île de Ténériffe, il semble que quinze cents étrangers désarmés ne devaient pas être une charge excessive. Mais il faut se rappeler à la fois l'état d'indigence né des frais de la guerre et l'exaspération du peuple en face de levées de troupes revenant à intervalles plus ou moins réguliers. On a vu, quelques mois plus tôt, ce que pareilles mesures avaient pu faire couler de sang à Lebrija. Or, plus encore que les Andalous, les Canariens se croyaient éloignés des opérations militaires et des prestations qu'elles entraînent.

A cette défiance de l'étranger et à cette hostilité contre toute ingérence de la métropole dans les affaires de la province, s'ajoutait la rivalité des divers éléments de l'archipel. « Il y a eu, depuis le commencement des troubles d'Espagne », écrivait Cunéo d'Ornano à son chef, « des distinctions entre les différentes îles des Canaries. La Junte suprême, qui s'était établie à Ténériffe, avait d'abord mécontenté les autres îles. Celle de la Grande Canarie s'était ouvertement déclarée contre elle et s'en tenait à l'ancien système (*sic*) de gouvernement, tandis que les autres îles de l'Archipel reconnaissaient l'autorité de la Junte de Ténériffe... ¹⁵ »

On ne saurait donc être surpris du manque d'enthousiasme manifesté par la population groupée au pied du Teyde lorsqu'il apparut que la majorité, sinon la totalité, des arrivants devait tomber à sa charge sans que vînt l'alléger aucun subside du gouvernement.

« L'arrivée des prisonniers français donna aux habitants un nouveau motif d'exaspération... ¹⁵ »

Pour explicable que soit ce mélange de sentiments, un fait s'impose impérieux : c'est qu'à la date du jeudi 11 mai 1809, un convoi, dont les couleuvres amirales flottent à bord du *Montanès*, a jeté l'ancre à l'endroit même où, trois siècles plus tôt, débarquaient les *conquistadores* espagnols. Il faudra bien prendre à ce propos des décisions rapides.

Une session extraordinaire de la Junte a lieu le jour même. Les députés entendent lecture d'un message du commandant général qui réclame les ordres les plus prompts pour le débarquement et la dislocation des *Franceses* ¹⁶.

Après avoir annoncé les effectifs qu'il transporte, Don José de Quevedo vient de rappeler à O'Donnell qu'il a mission de ramener les troupes de l'archipel prêtes à partir pour la Péninsule ainsi que les recrues d'un régiment de Cuba. « J'espère », déclare-t-il, « que Votre Excellence voudra bien m'informer du moment où je pourrai débarquer les prisonniers, principalement ceux qui sont à bord des vaisseaux de ligne, car il est urgent d'éviter les effets de la maladie. Elle voudra bien m'indiquer aussi l'importance des troupes que je dois embarquer le plus rapidement possible afin que je m'acquitte de ma mission en toute diligence. *Dios guarde... etc.* » ¹⁷.

En fonctionnaire correct, Carlos O'Donnell demande au *vocal* de la Junte des ordres sur le *desembarco* et le *repartimiento* des arrivants, constatant (le détail a son importance) qu'aucun officier ne fait partie du contingent.

En réponse, la Junte se borne à demander qu'on prenne toutes dispositions utiles ¹⁸.

Nulle pièce connue ne précise à quelle date eut lieu, sur la plage de Santa Cruz, illustrée comme on sait par la défaite de Nelson, le débarquement des neuf cent quatre-vingt-dix-huit hommes destinés à Ténériffe. Leur arrivée n'ayant été précédée d'aucun avis officiel, on ne saurait reprocher aux autorités d'avoir négligé les mesures d'accueil qui sont de règle en pareil cas.

Ce n'était pas la seule île principale qui devait absorber l'ensemble du contingent : la Grande Canarie en prendrait également sa part. Voici donc le *Montanès* et sa suite faisant voile pour cette

autre terre océanique dont on ne peut gagner le chef-lieu qu'en débarquant au Puerto de la Luz. Mais, ainsi qu'il convient en un pays où rarement l'on se presse, les décisions officielles ne seront point exécutées en coup de vent. On compte un peu plus de quarante lieues de mer entre les deux îles et les vapeurs d'aujourd'hui font le trajet en une nuit. Or, ce fut treize jours après son entrée dans les eaux canariennes¹⁹ que la flottille de Quevedo jeta l'ancre en vue de Las Palmas. Selon toute apparence, les passagers qu'on débarqua des vaisseaux de ligne et de la *Juana* furent immédiatement remplacés par les détachements canariens et cubains réclamés par la métropole. Bien qu'il puisse paraître irrévérencieux de comparer des êtres humains à de simples marchandises, on assiste à un phénomène semblable à celui qui se passe aujourd'hui sur les quais de Santa Cruz ou du Puerto de la Luz : les navires venus du Nord débarquent leur cargaison de bois qui servira à l'emballage des régimes de bananes et — utilisation rigoureuse du contenant — repartent leurs cales pleines de ces fruits des tropiques. La Junte de Séville ne manquait donc pas tellement de sens pratique.

A défaut de documents officiels (car les archives de la Grande Canarie ont totalement brûlé en 1842), le Musée canarien possède, par bonheur, les *Diarios* ou journaux manuscrits de deux bourgeois de l'époque, Don Isidoro Romero Ceballos et Don José Agustín Alvarez Rixo qui, l'un et l'autre, mentionnent l'événement avec d'autant plus d'émotion que cette arrivée des *extranjeros* coïncide avec un déplacement de personnes qui leur tiennent de près.

L'un des fils de Don Romero Ceballos, ayant eu la malchance d'essuyer, entre les deux îles, une véritable tempête et le navire sur lequel il voulut revenir de Ténériffe ayant failli sombrer, force a été pour lui de prendre place à bord d'un vaisseau de ligne espagnol, « l'un des quatre qui conduisent à notre île cinq cents prisonniers français (exactement quatre cent quatre-vingt-dix-neuf) arrivés le 24 mai²⁰. » Par Don Romero on a la date exacte. Par Don José Agustín²¹, on sait que l'hospitalisation et la garde de ces nouveaux venus devaient être, pour les autorités, un souci considérable.

Le convoi de Don José de Quevedo reprit le large assez promptement, ayant toujours à sa tête le *Montañés* que jamais l'archipel ne devait revoir. En effet, le 10 mars 1810 — on n'en a pas

perdu le souvenir —, une tempête terrible fera rage dans la baie de Cadix, secouant les pontons comme coquilles de noix et semant les désastres dans la flotte civile et militaire du grand port. Avec la *Santa Ana* et la *Concepción*, plus un vaisseau de ligne portugais et une quarantaine de navires de commerce, le *Montañés* s'enfoncera dans les flots ²².

Sans chercher dans ce désastre une revanche du destin, on peut constater que le fait d'avoir conduit en exil les équipages de Rosily n'a pas porté bonheur à ce *navío de guerra*. Don Agustín Millares Torres, l'historien officiel de la Grande Canarie, assure que le transfert des prisonniers à Santa Cruz et Las Palmas devait être limité « au temps nécessaire à l'échange ou à la conclusion de la paix », *mientras se aceptaba el canje o se firmaba la paz* ²³. Pour avoir duré cinq années, ce provisoire fut décidément trop durable.

Il est des situations qui, pour employer le langage des Anciens, semblent appeler la vengeance des dieux.

CHAPITRE III

ACCUEIL SANS CHALEUR TRAITEMENT SANS LARGEUR

LES PLANS DE DISLOCATION

NE pouvant décemment repousser du pied le convoi survenu de Cadix, ni rejeter à la mer quelque quinze cents hôtes nouveaux, si importuns fussent-ils, la Junta des Canaries dut faire à mauvaise fortune bon cœur.

Mais, isolé dans le vaste océan, l'archipel a pris le goût de l'indépendance et les décrets de Séville, pour justifiés qu'ils soient par le malheur des temps, ne sont pas acceptés sans plus. Aussi bien, l'envoi inopiné des *Franceses* abhorrés devait-il être motif à protestations.

On trouve donc, dans les dossiers de la Junta suprême, un *extracto* daté du 29 août 1809, qui dut être lu par le président Francisco de Saavedra et par son conseil de ministres avant d'être transmis à Sa lointaine Majesté Ferdinand VII, toujours à Valençay et plutôt indifférent aux choses de son royaume ¹.

Comme le reconnaît ce texte, qui résume les événements *ad usum Delphini*, c'est bien « sans avertissement ni aucun avis préalable du gouvernement » qu'étaient arrivés les malheureux dont la métropole gratifiait cette province — *que nos regaló la Metrópoli*, comme le rappelle Don Domingo José Navarro dans ses *Souvenirs d'un nonagénaire*².

Il faut donc admirer le calme et la sagesse avec lesquels les autorités, — en l'espèce la Junte provinciale — habilement secondées par la police ou les troupes locales, à Ténériffe tout au moins, firent face à la situation. « Ils ont été débarqués et logés immédiatement », lit-on dans l'*extracto*, « comme l'atteste le message de la Junte, et cela avec une célérité que les commandants de navires ont admirée, car elle a épargné tout retard à ce service royal³. »

Contrairement à l'opinion du commandant général, qui avait distribué, dans la proportion de un à trois pour la Grande Canarie et de deux à trois pour Ténériffe, la totalité du contingent, la Junte estimait alors « que bien que cette charge fût trop lourde pour la dernière île, il serait préférable de les y voir rester plutôt que de les savoir répartis dans les îles plus petites... » Mais lorsqu'on veut s'expliquer ces dispositions, apparemment généreuses, voici qu'apparaît le bout de l'oreille : « Car », ajoutait-on, « grand pourrait être le préjudice que risquent de nous porter ces prisonniers en raison des opinions qu'ils défendent ou des intelligences, qu'en cas d'attaque, ils pourraient nouer avec l'ennemi. »

Aux soucis d'ordre moral, s'ajoutaient ceux d'ordre financier. « La Junte déclare manquer de fonds pour entretenir ces prisonniers, car les rentrées de la Trésorerie ne couvrent pas les besoins du service. » Voici donc sa proposition : sur les fameux biens d'Amérique, — qu'amenaient alors les navires de commerce espagnols faisant escale dans l'archipel — elle demande, pour répondre aux besoins les plus urgents, à opérer les prélèvements nécessaires, quitte au gouvernement à les porter en compte.

Ce serait méconnaître le calme olympien avec lequel Séville accueillait toutes les manifestations de cet ordre que de croire à une prompte réaction de l'autorité. A part un acte de transmission en haut-lieu, daté du 5 septembre⁴, on ne retrouve quoi que ce soit qui puisse faire croire à une intervention nouvelle du gouvernement central... Si l'on avait envoyé le plus loin possible les

équipages de Rosily, c'était pour qu'ils y restassent et qu'on n'entendît plus parler d'eux !

Prévoyant, sans trop d'étonnement, le sort réservé à sa requête, la Junte de La Laguna semble avoir fait preuve de clairvoyance et d'énergie en prenant, dès le débarquement à Santa Cruz, les décisions qui s'imposaient. Un texte officiel demeure, qu'il est bon de sortir de l'oubli, encore qu'il soit imprégné de tous les errements et préjugés de l'époque :

« Considérant qu'il ne convient pas que les prisonniers soient disséminés dans le pays, ni réunis en un seul lieu, de crainte que leur rassemblement ne vienne à infecter l'air (*sic*), *inficionar el aire* ;

« que, cependant, leur concentration sur un seul point diminuerait d'autant la garde nécessaire à leur surveillance ;

« la Junte juge préférable de les grouper en un seul lieu qui ne peut être meilleur que Candelaria. »

Candelaria ? Un grand village au sud de Ténériffe, à cinq lieues environ de Santa Cruz ; deux mille cinq à deux mille neuf cents habitants. Sa célébrité vient d'une apparition de la Vierge, dite de Candelaria : la tradition veut que, rejetée par la mer sur les plages de Chimaray, l'image miraculeuse ait été, pour le pays, la source de mille bénédictions. Elle attire en tous cas les foules durant les fêtes traditionnelles du 2 février et du 15 août. Est-ce pour cette raison que la Junte choisit l'endroit comme dépôt principal ? *Quién sabe ?*

« Ce lieu » — lit-on dans le texte officiel — « est le seul qui possède des édifices libres et suffisamment vastes, constitués par les trois maisons qui confinent au couvent et servirent quelque temps de logement aux religieuses ; on peut y ajouter celles qu'a construites Narvaez, une caverne spacieuse qu'on utilise comme cave, la maison de Carta, celle du *Señor* Don Bartolomé Gonzalez de Mesa et, en cas de nécessité, celle du *Cabildo* (municipalité).

« Toutes ces constructions sont dominées par un château, ce qui peut aider à prévenir tout désordre. En outre, il n'est pas de localité plus aérée, ni d'endroit préférable pour couper tout rapport avec le reste de l'île et, le cas échéant, pour établir un centre d'isolement.

« Il existe aussi un détachement commandé par un officier de

valeur et d'expérience, le capitaine d'infanterie Don Ramón de Aguilar, qui tiendrait ici tous les Français à distance (*a la raya*) et qui établirait la police d'un bague (*sic*).

« Toutes réflexions faites, même si ce plan présentait quelques inconvénients pour l'avenir, on pourrait cependant l'adopter dès maintenant à titre provisoire, en attendant de prendre des dispositions meilleures ⁵. »

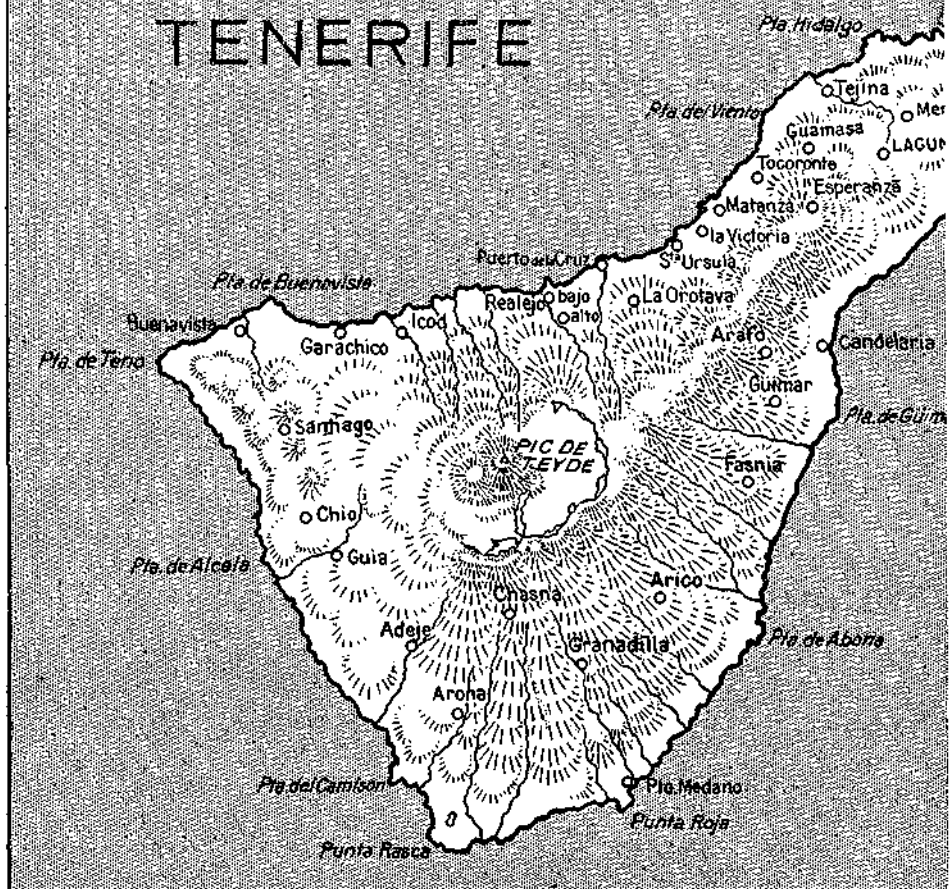
Pleinement satisfaite de ces résolutions, la Junte décide de les communiquer aussitôt au commandant général afin qu'il charge une personne de confiance d'aller, sans perdre de temps, reconnaître les lieux. La fin du texte dénote cependant une préoccupation fort compréhensible, celle de la rapidité avec laquelle il faudrait agir : « Quoique ce qui précède semble être le moyen le plus expéditif qu'ait pu trouver la Junte pour procéder à la réception et au logement des prisonniers, il va de soi que, si les circonstances exigent que le débarquement s'effectue avant que ces préparatifs aient été faits, le commandant général prendra d'urgence les mesures qu'il juge les plus opportunes, sans négliger les précautions nécessaires à la santé et à la sécurité publiques ⁶. »

On comprendra que la municipalité de Candelaria ait vu de fort mauvais œil cette concentration, à ses dépens, de près de neuf cents étrangers dont les sentiments de piété ne cadreraient guère avec ceux des pèlerins attirés par la réputation de l'endroit. Le Conseil communal de La Laguna a beau accorder, le 25 mai, la jouissance de la maison qu'il possède à Candelaria pour y recevoir cinq cents *prisioneros* ⁷, la veille même, au cours d'une session spéciale, l'alcalde et le procureur de l'endroit sont intervenus auprès du commandant général pour qu'on les délivre de ces indésirables ⁸.

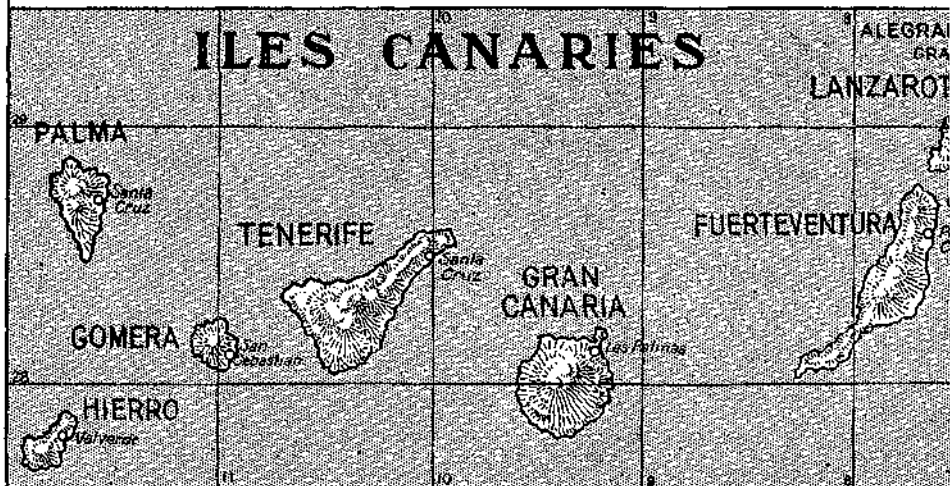
L'étude d'une nouvelle répartition s'impose. On extrait des cartons officiels un rapport du marquis del Saural, *vocal* de la Junte, rapport élaboré sans doute au moment où ce corps s'était rallié à la demande de Morla tendant à hospitaliser douze cents hommes, y compris quarante officiers : l'économie du projet comportait la résidence à Ténériffe de la moitié du contingent et l'envoi du reste dans les six autres îles de l'archipel.

« En examinant en détail la répartition de ces prisonniers et en laissant les quarante officiers demeurer à Ténériffe, il semble » — déclarait le *vocal* — « que six cents hommes de troupe pourront

TENERIFE



ILES CANARIES



ILES CANARIES



GRAN CANARIA

être répartis dans les autres îles dans les proportions suivantes : Grande Canarie trois cents, La Palma soixante, Lanzarote soixante, Fuerteventura soixante, Gomera cinquante, Hierro cinquante. Quant à l'île de Ténériffe, si lourde que soit la charge pour la localité où l'on se déciderait à les concentrer, il est des considérations politiques qui obligent à cette mesure, de préférence à celle qui consisterait à les répartir autrement : dans les villages de l'intérieur, l'opinion publique ne pourrait sans doute pas opposer une résistance suffisante à ceux de ces étrangers qui tenteraient de la corrompre (*sic*) ».

« Nous jugeons donc », continuait le marquis del Saural, « qu'il faut garder dans notre *ciudad* de La Laguna les quarante officiers en prenant les précautions qui, mieux que dans toute autre localité de l'intérieur, permettront d'éviter excès ou désordre. En ce qui regarde la troupe, on pourrait laisser trois cents hommes dans la *place* de Santa Cruz (remarquer la différence entre La Laguna qui est une *ciudad*, terme relevé et Santa Cruz qui n'est que *plaza* !), le reste pouvant être réparti dans d'autres localités suivant le plan que voici : cent hommes à la Villa d'Orotava, soixante-quinze répartis également (*sic*), entre les deux Realejos et enfin quatre-vingt-cinq à Icod. Ce plan tient compte non seulement de la population mais des ressources des localités intéressées ; cependant il y a lieu de s'assurer que chacune d'elles dispose des locaux nécessaires. »

Avec une précaution qui lui fait honneur, le noble marquis indique à quel magistrat incombera le soin de retenir et d'aménager ces dépôts : ce sont les juges royaux et les gouverneurs d'armes (sans doute ce que nous appelons aujourd'hui chefs de sections) lesquels, d'accord avec le commandant général, auront à choisir les maisons les plus faciles à surveiller, à établir aux meilleures conditions le prix des loyers et, s'il y a lieu, à fixer les frais de réparations et de « mise en état de sécurité » des édifices publics. Le *vocal* de la Junte était un administrateur attentif, car il conclut son mémoire par une recommandation fondée sur les expériences du passé :

« Il me paraît que ces douze cents prisonniers (troupe aussi bien qu'officiers) devront être entretenus, comme le furent ceux que l'on amena de la Péninsule durant la guerre avec la France (années

1794 et 1795), à moins que, par suite de la hausse des prix, il ne soit nécessaire d'augmenter leur solde⁹. »

Pourquoi ne pas supposer qu'au milieu de ses embarras, le président de la Junta ait recherché et retrouvé cette pièce pour la transmettre, après la session du 24 mai, au commandant général ? Car, cinq jours plus tard, on voit Carlos O'Donnell répondre en termes assez pompeux à cette communication judiciaire :

« *Excelentísimo Señor*, j'ai vu les observations du marquis del Saural concernant la dislocation des prisonniers français et tout autant les détails que Votre Excellence a jugés opportuns, mais quelque considération que j'éprouve pour les remarques du très digne *vocal* de ce respectable corps, dont le dévouement au service du Roi et au bonheur de la Province est notoire, je ne puis cependant qu'insister à nouveau en vue d'une répartition différente de ces contingents. »

« Je juge nécessaire de l'établir selon le plan annexé à la présente (voir la note ci-dessous), car j'ai dressé celui-ci en parfaite connaissance des ressources des lieux, ainsi que de la solidité et des dimensions de leurs immeubles, de sorte qu'il n'en résultera aucun inconvénient. »

« Au cas où Votre Excellence voudrait bien s'y conformer, elle aura la bonté de donner des ordres aux autorités de ces *pueblos*, sans excepter celles de Santa Cruz, car la faiblesse de la garnison ne me permet pas de suffire à la garde des batteries et des forts où se trouve de l'artillerie montée et aux autres exigences de service intérieur de cette place. J'ajoute que ses habitants considéreraient avec défaveur qu'on ne leur accorde pas le moyen de témoigner de leur patriotisme... ¹⁰ *Dios guarde*, etc... »

« *Distribution des prisonniers français que juge nécessaire le commandant général par intérim.*

La Laguna.....	200	<i>Report</i>	760
Santa Cruz.....	200	Guimar.....	60
Orotava.....	200	Candelaria.....	40
Icod.....	80	Realejo alto.....	30
Garachico.....	80	Realejo bajo.....	30
à reporter...	760	Total.....	920

« Le reste du contingent se trouvant en état de maladie à Santa Cruz à l'hôpital royal, sera réparti, dès sa sortie, entre La Laguna et Santa Cruz. »

* * *

DÉPÔTS ET CANTONNEMENTS : ILE DE TÉNÉRIFFE

On a tout lieu de croire que la proposition d'O'Donnell fut préférée par la Junte à celle de son *vocal*, le marquis del Saural. La dislocation se fit, avant la fin du mois, selon le plan indiqué. Pour en garantir l'exécution, la Junte fit appel, le 27 juin, au capitaine Ramon de Aguilar, signalé plus haut, auquel on alloua le traitement peu fastueux, semble-t-il, de quinze *reales* (trois francs soixante-quinze) par jour. Assurer pour ce prix la répartition et la surveillance de plus de neuf cents prisonniers dans une île de deux mille trois cent cinquante kilomètres carrés, avec obligation de la parcourir en tous sens, ce n'est vraiment pas payer cher ses services !¹¹ Il faut saluer avec respect un désintéressement aussi rare... et se rappeler également le prix modique de la vie.

Ces diverses délibérations occupèrent la Junte pendant la seconde quinzaine de mai. Dans les premiers jours de juin, avis fut donné aux divers *pueblos* d'accueillir dans leurs murs les envoyés de la Péninsule. Il serait exagéré de dire que cet ordre ait été reçu avec enthousiasme. Les archives de Don Alonzo Tabarès contiennent quelques *contestaciones* ou accusés de réception qui témoignent de réactions assez vives.

A la Villa d'Orotava, cette jolie cité en pente douce, résidence de la vieille noblesse, qu'enrichissent les cultures de produits exotiques, on est étonné des résistances. L'*alcalde mayor* ne mande-t-il pas à la Junte qu'elle ne saurait infliger à la population de nouvelles dépenses telles que d'aménager diverses maisons en dépôts de prisonniers ? Comme il demande s'il peut disposer à cet effet des ressources provenant de la demi-dîme sur les pommes de terre d'été (*papas veraneras*), l'autorité supérieure, trop heureuse de n'avoir pas à lever d'impôts nouveaux ou à forcer la main aux notables, dit aussitôt oui et amen¹².

A Icod, surnommée *de los vinos* en raison de son importante industrie vinicole, l'arrivée de quatre-vingts Français dans une petite ville de sept mille âmes semble être une vraie catastrophe. Dans sa session du 3 juin, la Junta entend un exposé de Doña Antonia de Caceres, habitante de l'endroit, qui se plaint véhémentement « de l'outrage (*atropellamiento*) que lui a fait subir le gouverneur d'armes en s'emparant, sans plus, de l'unique maison où elle vit, pour y loger des prisonniers français. » Ne voulant pas irriter davantage la noble dame, la Junta décrète qu'on hospitalisera les nouveaux arrivés dans l'entrepôt de Don Francesco de Leon y Huerta qui se trouve en face du couvent de Saint-François¹³. Ce particulier semble avoir eu l'humeur plus douce et le cœur mieux placé que Doña Antonia, car, au dire du *Correo de Tenerife*, « étant commandant militaire d'Icod, il a donné volontairement et gracieusement une de ses maisons pour en faire la caserne et le corps de garde des Français, dans la généreuse intention que ceux-ci ne soient ni à la charge des habitants, ni à celle des finances royales. » Avec quelque raison le journal du chef-lien ajoute à cette information la remarque suivante : « On porte à la connaissance du public ce nouveau trait de son patriotisme¹⁴. »

En revanche, les choses ne se sont pas si bien passées à Realejo alto, bourg de quatre mille âmes qui fut, en raison de son altitude, choisi comme quartier-général par le conquérant de l'île, Don Fernandez de Lugo. En mars 1810, en corrélation sans doute avec les émeutes de la Villa et du Puerto d'Orotava dont on trouvera le récit plus loin, l'alcalde informe la Junta que des troubles se sont produits par suite de l'obligation de garder les prisonniers : le peuple travailleur — les plus pauvres et malheureux, dit le texte — « a énergiquement protesté parce qu'on l'empêchait ainsi de se livrer à son labeur, tandis que les représentants des classes plus favorisées n'étaient pas astreints à cette pénible obligation, *este penoso turno* ». En conséquence et pour simplifier le problème, les habitants proposaient tout simplement de... tuer les prisonniers¹⁵.

De Guimar, autre agréable bourg au sud de l'île, ou de Garachico, que si gravement ravagea l'éruption volcanique de 1706, on ne signale pas de réaction défavorable. Quant à La Laguna, riche en couvents d'hommes et de femmes et habitée par l'élite de la société, il ne semble pas que l'arrivée de deux cents marins y ait provoqué

quelque trouble que ce soit. Le contingent entier fut logé dans la maison dite Alhondiga, existant encore aujourd'hui et, plus tard, en février 1810, la municipalité accorda même des crédits pour des réparations à ce qu'elle appelle la *Casa cuartel*, la maison-caserne ¹⁶.

Est-ce de ce terme un peu militaire qu'il faut désigner le couvent de San Francisco qui, pour Don José Rodríguez Moure, fut le principal dépôt de La Laguna ¹⁷ ? On ne sait. Mais ce qui paraît mieux établi, c'est la médiocrité du menu que l'on servait à ses hôtes. « Bien qu'abondant et nutritif », assure le respectable prêtre qui transmet ici des traditions locales, « le *rancho* n'était guère du goût des prisonniers qui lui reprochaient sa fadeur et son manque de variété. » Dame ! le *gofio* ou bouillie de maïs à perpétuité n'a pas, pour des étrangers, la même saveur que pour des indigènes.

Devant les résistances aussi caractérisées de la population, il semblait prudent de ne pas ajouter aux charges pesant sur elle. Aussi, le 31 décembre 1809, le *Correo de Tenerife* publiera-t-il l'avis suivant :

« Par lettre de Cadix en date du 3 courant, on vient d'apprendre que le maréchal de camp, Don Carlos Lujan, commandant général de ces îles, s'est adressé à la Junte suprême du Royaume, lui demandant de ne plus envoyer ici de prisonniers français. Devant des raisons aussi probantes, Sa Majesté a décidé de faire droit à cette demande, ce qui est porté à la connaissance du public, non seulement pour sa propre satisfaction mais comme preuve de l'intérêt que, de l'Espagne où il se trouve, porte au sort de sa province le chef dont il a été question ¹⁸ ».

Vœux pies mais inexaucés : Cadix avait encore d'autres envois en réserve !

* * *

ILE DE LA GRANDE CANARIE

Alors que, par sa forme tricuspidé, Ténériffe rappelle d'assez près la Sicile, la Grande Canarie, presque circulaire, est totalement dépourvue de golfes propices au mouillage. Seul un *puerto de refugio*,

créé d'aillens à la fin du XIX^e siècle par l'ingénieur Juan de León y Castillo, sert de bavoir à la capitale, Las Palmas ; et encore, protégé par sa modeste *Isleta*, n'est-il pas à l'abri des vents d'est ! Toute réputée qu'est la douceur de son climat, l'île n'a rien d'accueillant ; son aspect dénudé et les montagnes arides qui s'élèvent à son centre, notamment le Pic de la Neige, n'en augmentent point l'attrait ; celui-ci néanmoins est réel pour quiconque parcourt ses profonds *barrancos* et ses vallons fleuris.

Il est permis de supposer qu'à cet aspect pas mal rébarbatif, les marins de Rosily, demeurés en mai 1809 sur le *Montañés* et le *San Lorenzo*, ont quelque peu regretté de n'avoir pu suivre leurs camarades laissés à Santa Cruz.

Sitôt débarqués, et dans le dénuement le plus total, ils furent d'abord recueillis — enfermés serait mieux dire — dans la *Casa del Hospicio* de Las Palmas et dans la *Cuna de Expósitos*, la crèche des enfants abandonnés qui y confine : l'appellation n'est pas un symbole inexact si l'on s'en réfère à l'attitude qu'avait eue l'Empereur à l'égard des vaincus de Trafalgar ! Hospice et crèche n'étaient point sans histoire : à la fin du XVIII^e siècle, un prélat généreux, l'évêque Don Antonio Martínez de la Plaza, modèle, dit-on, de charité et de zèle évangélique, avait consacré à leur éducation toutes les ressources de son court épiscopat. Faute de bonne gerance, l'institution avait périclité et, veuves d'habitants, ces vastes constructions semblaient toutes désignées comme *encierro*¹⁹, autrement dit comme prison des équipages de Rosily.

Ceux qui n'y purent trouver place furent expédiés à Arucas, petite cité de l'intérieur, au nord de l'île, dont l'environnement (n'étaient, aujourd'hui, les plantations de bananiers et de palmiers-dattiers) rappellerait d'assez près le *bled* africain. La *Casa del Mayoral* ou Maison du Majorat, bâtiment semi-officiel, y servira de dépôt.

La surveillance de ces nouveaux venus ne semble pas enchanter outre mesure les habitants de la grande île. Privés, en effet, en faveur de la métropole, de leur garnison habituelle, les habitants de Las Palmas trouvent triste leur cité et n'ont qu'une considération minime pour leurs miliciens sans uniforme et sans allure guerrière. Ils n'estiment donc pas qu'on puisse confier à ces derniers la garde de cinq cents marins français, même impropres à toute attaque. C'est donc à vingt artilleurs « armés, chacun, de tout ce dont il peut

disposer ²⁰ » et commandés par un officier, un sergent et deux *cabos* (caporaux) que sera dévolue la surveillance des terribles *Franceses*.

Mais un problème, plus ardu que la discipline à exercer sur eux, est celui de leur entretien. Cette question n'a guère préoccupé le gouvernement de la métropole : le traitement s'élève à quatre *pesos*, un peu moins d'un franc par tête et par jour. Encore faut-il l'assurer et les finances provinciales n'y semblent aucunement préparées. Bientôt la misère sera si grande dans la colonie nouvelle que, si l'on en croit le *Correo de Tenerife*, une souscription publique devra être ouverte, souscription à laquelle le « Seigneur évêque de ces Isles » Don Manuel Verdugo ²¹ contribuera généreusement pour la somme de deux mille *pesos* destinés « à aider à l'entretien des prisonniers français. » On aime à citer ce geste de bonté, d'ailleurs élémentaire.

Et que sera-ce lorsqu'aux cinq cents premiers arrivants, s'ajouteront les « laissés pour compte » à bout de ressources, que, de la Péninsule, on expédiera de nouveau ?

En effet, le 15 mai 1810, jour mémorable où se produisit l'évasion de la *Vieille Castille*, Don Romero Ceballos, bourgeois de Las Palmas, consigne dans son *Diario* les renseignements que voici : « Avec le nouveau commandant général, Don Ramon de Carvajal, sont arrivées de Cadix, sur le *San Lorenzo* et sur un navire de ligne anglais, la 1^{re} et la 6^e compagnie de la colonne de grenadiers de notre île commandées par le capitaine Pablo Romero, mon fils, lequel avait charge de huit cents prisonniers français dont trois cents ont été confiés à la surveillance d'une section de cinquante soldats et de trois officiers de grenadiers au nombre desquels est mon autre fils, le lieutenant Antonio Romero ²². »

Si donc aux quinze cents hommes du premier contingent on ajoute les huit cents du second, c'est à un total de deux mille trois cents hommes que s'élevèrent les déportés de Cadix. A elle seule, l'île de la Grande Canarie eut à recevoir le tiers de l'effectif entier et, devant les faibles ressources de la population, on peut comprendre l'embarras des autorités.

Par Don Romero Ceballos nous apprenons encore que les derniers arrivants, après avoir été, faute de place à Las Palmas, cantonnés trois mois durant au Puerto de la Luz, furent logés dans la caserne de la rue des Baléares, maison appartenant à l'hoirie

des seigneurs de Béthencourt. Et le bon bourgeois de ce temps note avec quelque scandale dans son *Diario* : « De nombreux débats ayant eu lieu au sujet des logements qu'il fallait leur assurer, il n'a pas manqué de gens irréfléchis pour demander qu'on les cantonnât au couvent des Franciscaines-Récollettes de Saint-Ildephonse, tirant ainsi, sans raison urgente, des sœurs de leur sainte retraite ²³. »

* * *

ILE DE LA PALMA

En ce qui touche le détachement supplémentaire des cinq cents hommes dirigés sur Ténériffe, aucun document jusqu'ici n'a précisé leur répartition. Mais dans son *Cuadro historico* manuscrit, l'historien canarien, Don José Agustin Alvarez Rixo, écrit expressément qu'à l'île de La Palma furent envoyés en dépôt un certain nombre de prisonniers. « Toutefois », ajoute-t-il, « je ne suis pas à même de dire s'ils vinrent d'Espagne en mai 1809 ou s'ils firent partie d'un convoi ultérieur. Ce qui est sûr, c'est que, la plupart étant marins, ils se rendirent utiles, comme à Ténériffe et à la Grande Canarie, en assurant le gréement des bateaux qui se construisaient, en coupant des voiles et en soignant tous les détails de la manœuvre ; sur ce point ils se montrèrent infiniment plus entendus que nos gens ²⁴. »

Ces qualités d'ordre pratique ainsi qu'une excellente tenue (nulle part, en effet, on ne trouve à leur charge la moindre trace de désordres) auraient dû valoir à ces envahisseurs malgré eux, ne disons pas les sympathies de la population, mais au moins l'aide matérielle de l'État capteur : la suite des événements ne semble pas faire la preuve qu'en cette matière il se soit distingué.

* * *

POUR VIVRE AVEC CINQ SOLS PAR JOUR

Il faut croire qu'une fois de plus, comme pour les prisonniers cantonnés en Andalousie ou mourant de faim sur les pontons,

Séville a fait la sourde oreille ou du moins mené l'affaire avec sa traditionnelle lenteur.

C'est ce que semble confirmer un témoin, naturellement attentif et sympathique aux arrivants, le malheureux consul Cunéo d'Ornano, prisonnier lui aussi, mais prisonnier sur parole dans la paisible et studieuse cité de La Laguna.

S'adressant maintenant au commandant général Carlos Luján, récemment débarqué dans « ces Isles », comme il l'écrit à la mode espagnole, le consul ouvre sa correspondance, en septembre 1809, par une pressante requête : « Je crois remplir un devoir en venant recommander aux sentiments de générosité de Votre Excellence le sort de mes compatriotes prisonniers de guerre, ainsi que le mien. Je sens bien que l'état de gêne et de pénurie, dans lequel doit se trouver le Gouvernement, a dû restreindre le désir de faire pour ces malheureux ce qui est d'usage parmi toutes les nations, mais je prie Votre Excellence de considérer qu'ils ne sont pas en grand nombre et que la solde qui leur est accordée est absolument insuffisante pour leur existence. Il y en a beaucoup qui travaillent et ceux-là sont heureux ; mais les autres, qui ne trouvent pas d'ouvrage, périssent de misère et se verront nus en peu de temps ; dans ce nombre sont ceux qui se trouvent dans ces petits endroits de l'île où ils ne pourront faire usage de leur industrie et où les vivres sont plus chers...²⁵ »

A ces arguments de fait, Cunéo d'Ornano ajoute un appel au cœur qui ne manque ni de grâce ni d'habileté : « Les maux de la guerre sont si cruels que le bonheur de les adoucir est un besoin pour toutes les âmes honnêtes et, à cet égard, les sentiments de Votre Excellence sont si bien connus qu'ils ne laissent à mes compatriotes aucune inquiétude sur leur sort à venir. Daignez me permettre », conclut-il, « de joindre ma voix à la leur, pour vous intéresser à leur situation²⁵. »

Trop absorbé sans doute par les devoirs de sa charge, le commandant général ne répond rien à cette supplique. C'est pourquoi, cinq à six semaines plus tard et au seuil de la mauvaise saison (qui, heureusement, n'est pas beaucoup plus froide là-bas que l'été chez nous), Cunéo d'Ornano, dont il faut louer la persévérance, renouvelle sa requête :

« Je crains, Monsieur le Général, que ma lettre ne vous soit point

parvenue. J'avais l'honneur de vous y faire part de la triste situation où se trouvent les prisonniers français, du moins ceux qui ne peuvent pas se procurer du travail... Elle est telle qu'avec les seize *cuartos* qu'on leur accorde, ils ne pourront suffire aux premiers besoins de la vie et que la plupart se trouvent déjà nus et sans espoir de se procurer de nouveaux vêtements... »

Rappelant à ce haut magistrat les usages relatifs à la protection des prisonniers de guerre, le consul l'assure que « son arrivée avait rendu l'espoir aux malheureux que le sort des armes avait conduits ici ²⁶. »

Peut-être était-ce là une illusion de plus...

Cette fois, Don Carlos Luján se décide à répondre, mais le ton ne diffère que peu de celui d'un Morla ou d'un O'Donnell. Chez ces officiers de l'Ancien Régime, le pli professionnel semble indélébile ; les sentiments hostiles dominent toujours.

« L'allocation de deux réaux *vellón* par jour qui se fait aux prisonniers français en cette province », écrit le commandant général, « est conforme à ce qui a été ordonné par Sa Majesté, des ordres de laquelle il ne m'est point permis de m'écarter. Si elle n'est pas suffisante pour subvenir aux premières nécessités de la vie, la raison en est la misère du pays dont chacun doit prendre sa part. Du reste, il serait à désirer que les prisonniers espagnols reçoivent en France un traitement pareil et qu'on leur accorde la même liberté qu'on accorde ici aux Français pour se procurer le surplus qui leur est nécessaire ²⁷ ! »

Sans se lasser de ces rebuffades incessantes, Cunéo d'Ornano qui, vraiment, rappelle le général Legendre dans sa belle controverse d'Osuna ²⁸, ne se tient pas pour battu et, vers la fin de l'hiver 1810, revient encore à la charge :

« Monsieur le Général », écrit-il, « la position de mes compatriotes prisonniers de guerre devient de plus en plus pénible et je ne puis m'empêcher, à la sollicitation de ces pauvres malheureux, de venir la mettre sous les yeux de Votre Excellence et de la prier de se faire rendre compte de l'état dans lequel ils se trouvent. Enfermés dans un endroit humide et malsain (s'agissait-il d'un des forts de Santa Cruz ? le consul ne le dit pas) la plupart, sans habillement, périssent dans la malpropreté et manquent de l'absolu nécessaire qu'ils ne peuvent se procurer avec un *real* par jour ²⁹.

Signalant aussi la privation de liberté qui a été infligée à tous pour la fuite de quelques-uns, le consul, derechef, implore, en date du 2 mars, la clémence du gouverneur :

« Permettez-moi de vous faire observer que la conduite de ces prisonniers dans toute l'Isle a été sans reproche et que nulle part la tranquillité publique n'a été troublée par eux. Je n'ai cessé de mon côté de leur recommander la prudence et l'ordre, et ils attestent tous que ceux qui se sont échappés ne l'ont fait que par l'état d'extrême misère auquel ils se voyaient réduits. Je puis vous certifier, Monsieur le Général, que, dans les guerres précédentes, les prisonniers anglais amenés dans ces Isles par nos bâtiments ont toujours reçu trois réaux piastres par jour. Vous pouvez être également informé qu'en Espagne et même à la Grande Canarie, nos prisonniers ont reçu et reçoivent encore un traitement suffisant à leur subsistance. Cette obligation, d'ailleurs sacrée chez toutes les nations, n'est jamais une charge parce que les dépenses sont remboursées de part et d'autre. Je suis bien persuadé qu'il suffira que vous soyez instruit de la position malheureuse de ceux confiés à vos soins pour qu'ils reçoivent les soulagements qu'ils attendent des sentiments de générosité et d'honneur qui distinguent Votre Excellence... ³⁰ »

A la suite de cet appel, vraiment émouvant, adressé à la générosité d'un chef, on trouve, dans le texte original, de la main même de Cunéo d'Ornano, ces trois mots tristement éloquents :

Point de réponse.

Ce silence, pour explicable qu'il soit au point de vue administratif, devient singulièrement lourd si l'on se place sur le terrain de la simple humanité.

Lorsque se fut produite l'émeute à laquelle il sera fait allusion dans un chapitre ultérieur, émeute dont triompha l'énergie d'un chef apparemment plus qualifié que les autres (le maréchal de camp Joseph de Armiaga), Cunéo d'Ornano, espérant avec quelque raison trouver écho auprès de lui, saisit encore cette occasion de faire appel aux sentiments de justice et de pitié qu'on est en droit d'attendre d'un militaire.

Il lui écrit, cette fois en espagnol :

« Sensible aux marques d'amitié dont vous m'avez constamment

honoré, et principalement dans les premiers moments de l'époque fatale de cette guerre, j'en prends la liberté de venir une seconde fois implorer votre protection... En ma qualité de prisonnier, j'ai cru de mon devoir de mettre sous les yeux de Son Excellence, Monsieur le commandant général, la triste situation de mes compatriotes. Les nombreuses occupations du jour ne lui auront pas permis de penser à cet objet, mais les sentiments de loyauté et de générosité qui vous distinguent me donnent la confiance de vous parler de ces malheureux. Vous savez, ainsi que le public, qu'ils se sont toujours bien conduits pendant le temps où on leur laissait la liberté de sortir et que la plupart d'entre eux servaient dans les principales maisons du pays. La désertion de quelques-uns a obligé le Gouvernement à prendre des mesures de sûreté à cet égard et à les tenir enfermés. Avec un *real* par jour, il est impossible qu'ils puissent se nourrir et ils exciteraient votre compassion si vous pouviez voir combien d'entre eux sont aujourd'hui nus et périssant de misère et de malpropreté. Je sens bien que le Gouvernement de ces Isles se trouve lui-même gêné et embarrassé, mais je parle à un brave militaire qui sait que le sort des prisonniers de guerre est une chose sacrée et je ne doute pas que celui de mes compatriotes ne change, si vous daignez être leur protecteur. Si on manque ici de moyens pour les nourrir et les habiller, jamais, certainement, ces Isles ne pourront être blâmées du Gouvernement pour avoir renvoyé des prisonniers qu'elles ne peuvent maintenir, et surtout quand ils servent de prétexte aux malfaiteurs qui fondent leur bien-être sur les désordres publics.

« Vous, Monsieur », conclut Cunéo d'Ornano, « qui venez de donner des preuves de vos sentiments de bonté et d'énergie, aurez la générosité d'appeler l'attention du Gouvernement et des habitants honnêtes sur la situation de ces infortunés. Le doux plaisir de faire le bien suffit aux grandes âmes. Si les maux de la guerre sont infinis et cruels, on doit d'autant plus estimer ceux qui font tous leurs efforts pour les adoucir... ³¹ »

Tant d'éloquence devait, hélas ! se dépenser en vain puisque, trois ans après ce plaidoyer, la situation n'avait fait qu'empirer. On sait en effet, par l'historien Dugour, qu'en envoyant aux Cortès de Cadix quatre députés canariens, la population avait cru améliorer sa position financière et mettre un terme à ses embarras.

Malheureusement, il faut constater, encore en 1813, que si les traitements de hauts fonctionnaires sont relativement bien payés, nul n'en saurait dire autant des petits. C'est ainsi qu'une des corporations de Santa Cruz doit adresser aux autorités un mémoire dans lequel on constate que la trésorerie est au niveau le plus bas, à telles enseignes, est-il dit, que « les prisonniers français sont restés sans secours, de vingt à trente jours, ayant été obligés, au grand scandale de la population, de mendier pour se sustenter... ³² »

Comme à Cadix et comme aux Baléares, la négligence — et peut-être l'indigence — du gouvernement de Sa Majesté Catholique a réduit d'anciens combattants à vivre de charité.

CHAPITRE IV

LES TROIS PLAIES DE PHARAON

EMPRUNTÉ aux souvenirs qu'un nonagénaire, Don Domingo José Navarro, a laissés sur une période agitée de l'histoire canarienne, ce titre s'applique assez exactement aux calamités qui, comme un châtiment d'En-haut, s'abattirent alors sur l'archipel. Réduire à trois les éléments de cette série noire, c'est rester modeste, car il serait facile d'ajouter aux malheurs publics l'insuffisance du personnel gouvernemental et l'instabilité de ses dirigeants !

Ainsi, pour ne parler que du poste suprême, celui de gouverneur provincial ne paraît pas avoir gardé longtemps ses titulaires. A Carlos O'Donnell, qui évinça le faible marquis de Casa Cagigal, vient de succéder le maréchal de camp Carlos Luján, « mieux fait », reconnaît Dugour, « pour diriger un couvent de capucins qu'une île turbulente ¹ », et, après un passage quasi météorique, Luján à son tour va être remplacé par un autre maréchal de camp, Don Ramón Carvajal. Ce dernier sera suivi d'un duc del Parque et ce Grand d'Espagne du général la Buria : six proconsuls en moins de deux ans...

Notons d'emblée que le trio de plaies, certes plus graves que les querelles d'officiers généraux, devait débiter, sous le gouvernement dévoué de Carvajal, par la pire de toutes : la *fièvre amarilla*.

*
* *

LA FIÈVRE JAUNE

On la dit originaire des Antilles. Dès l'année 1800 et surtout en 1804, ce mal épidémique avait répandu, dans toute l'Andalousie et sur la côte du Levant, la désolation et la mort. En l'automne de 1810, au moment où l'invasion de l'Espagne du sud par les armées françaises fait affluer à Cadix un surcroît de population, à l'heure même où les Cortès songent à y transporter leur siège, le terrible *vomito negro* s'annonce une fois encore.

« Rien », affirme le comte de Toreno, « ne contribua davantage à son extension dans la cité gaditane que l'entassement de citadins et de ruraux fuyant devant les Français. Ce fut, en effet, sur ces *forasteros* que le fléau sévit avec le plus de violence, les habitants se trouvant mieux à l'abri de ses coups, soit pour avoir déjà souffert de la maladie, soit, comme on le croyait alors, pour être nés et avoir grandi dans un air imprégné de miasmes. L'épidémie se montra également sur d'autres points, mais elle épargna l'Isla de Leon. Selon sa règle, elle dura trois mois. Après avoir éclaté en septembre, on la vit prendre en octobre son plus grand développement et disparaître tout à fait à la fin de décembre ². » Mais elle devait renaître aux Canaries avec une intensité nouvelle. Un médecin français, le Dr B. Espinosa, en a décrit les phases dans un important mémoire présenté, en 1826, à l'Académie de Médecine³. Le 11 septembre, deux paquebots (c'est le terme qu'il emploie), le *Saint-Louis-de-Gonzague* et le *Phénix*, vinrent mouiller à Santa Cruz de Ténériffe et ne reçurent permission de communiquer avec la terre que lorsque les deux commandants eurent affirmé, sur leur honneur, qu'au départ de Cadix il ne régnait dans la Péninsule aucune maladie contagieuse et que, pendant la traversée, on n'avait eu à bord que des hommes légèrement indisposés.

Le débarquement autorisé, quelques passagers en profitèrent. L'un d'eux, reçu chez le gouverneur général avec sa femme et son fils, vit bientôt ce dernier, âgé de dix ans, tomber gravement malade. Aucun doute, l'enfant souffrait du mal redouté et la déclaration des deux capitaines de vaisseau était fautive.

Ce mensonge, ou peut-être ce défaut de vigilance, allait coûter à la seule ville de Santa Cruz près de quatorze cents de ses habitants (exactement huit cent vingt-quatre hommes et cinq cent huit femmes) sur neuf mille qu'elle comptait alors⁴. Il fallut cette triste occasion pour obliger les édiles à créer un cimetière public. Jusqu'ici — le croirait-on ? — les cadavres étaient inhumés dans les églises ou les couvents, sans que personne s'inquiât des suites !

Du port de Santa Cruz le mal s'étendit à la capitale, La Laguna, mais, grâce sans doute à l'air tonique de ce plateau battu des vents et (malgré son nom) dépourvu de marécages, la contagion disparut. En d'autres régions de moindre altitude, au Puerto d'Orotava par exemple, on enregistra quinze cent soixante-cinq cas de maladie, dont sept cent vingt et un mortels, exactement le tiers de la population. Et cela en trois mois, jour pour jour, le premier cas s'étant produit le 4 octobre 1810 et le dernier le 4 janvier 1811.

Pour enrayer l'épidémie à l'intérieur de l'île, le *Cabildo* de La Laguna, heureusement inspiré par Don Ramon Carvajal, s'efforça de prendre quelques mesures prophylactiques ; mais on verra que l'efficacité en fut très relative et que des innocents faillirent payer de leur vie les injustes suspicions d'un peuple exaspéré.

A un moment où les Français étaient l'objet de préventions que les prêches du clergé avivaient encore, on suppose bien que le menu peuple, crédule jusqu'à la superstition, ne manqua pas de voir en eux les responsables. On les chargea de tous les péchés d'Israël ; ainsi, dans l'Afrique noire, poursuit-on les jeteurs de sorts pour leur faire expier les malheurs publics.

Le Dr Espinosa, citant d'ailleurs un médecin canarien, le Dr Vergara, de Santa Cruz, reconnaît assez plaisamment que la *fièvre amarilla* exerça ses ravages « principalement chez ceux qui se livraient aux plaisirs de Vénus, chez les pusillanimes et chez ceux qui s'adonnaient à l'étude⁴. » Ces constatations donnent à croire que les bons Canariens jugent le travail de l'esprit aussi épuisant que les débordements des sens !...

Mais, parmi les équipages de Rosily, peu nombreux sans doute étaient ceux que l'on aurait pu ranger dans cette triple catégorie de candidats à la mort ; on ne voit pas que l'épidémie les ait particulièrement frappés : la voix populaire ne les accusa que davantage d'être à l'origine du mal.

« Alors qu'il était à son paroxysme », rapporte Cunéo d'Ornano, « certains répandirent dans le pays la calomnie la plus abominable et l'accusation la plus impossible, à savoir que les Français avaient empoisonné les sources, crime dont serait issue la maladie désolant la ville de Sainte-Croix ». « Cette imposture », ajoute le consul de France, « était accréditée par les malveillants qui désiraient le massacre des *Franceses*. Deux de nos compatriotes furent arrêtés sur la route par des habitants du village de Tacheronte (en réalité : Tacoronte) et menacés de mort, mais ils furent assez heureux pour faire comprendre l'impossibilité d'un tel forfait et pour écarter le soupçon. Mieux encore, pour persuader leurs accusateurs, ils se transportèrent avec eux à une source où ils burent en leur présence⁵. »

Dans l'île de la Grande Canarie, le *vómito* ne fit pas moins de victimes, mais, chose curieuse, il n'eut toute sa virulence qu'au moment où on le voyait peu à peu s'apaiser à Ténériffe (février 1811).

Lutter contre une épidémie par l'envoi d'un personnage hautement titré est une idée qui ne nous viendrait plus. Mais en ce temps-là, il faut le croire, elle avait de chauds partisans. Dans le but, sans doute, de préserver du fléau l'île dont Las Palmas est la capitale, la Junte suprême de Séville y délégua un Grand d'Espagne de première classe, gentilhomme de Sa Majesté Catholique, éduqué à la cour galante de Charles IV et mieux qualifié comme chef du protocole que comme dirigeant d'un service sanitaire. Aussi, en dépit de ses bonnes manières, le duc del Parque ne trouva-t-il rien de mieux que de déclarer la Grande Canarie indemne de tout mal. Bientôt, hélas ! cette légèreté coupable devait enlever à l'île plusieurs milliers de ses habitants, car la *fièvre amarilla* s'y installa dès le printemps et atteignit son paroxysme au milieu de l'été.

C'est le moment que choisit le duc del Parque pour se transporter à Ténériffe, où le mal avait éteint ses violences et pour établir un cordon sanitaire qui n'offrait plus qu'un intérêt rétrospectif. Arrivé le 3 août à Santa Cruz il fut, à sa grande colère, remplacé, dès le 18 septembre, par le général La Buria.

Aussitôt se rallument, dans cette île volcanique, non point des feux souterrains, mais les rivalités des chefs. En octobre, deux cas de fièvre jaune étant signalés au Puerto d'Orotava, le duc del Parque et le général La Buria prennent, chacun de son côté, des mesures contradictoires, qui ne font qu'aggraver la situation. Continuant à s'estimer seul dépositaire du pouvoir, l'indéracinable duc impose derechef un cordon sanitaire au village, de la Cuesta et reçoit l'ordre de retirer, en deçà de cette ligne, toutes les forces militaires, y compris (détail à retenir) celles qui surveillent les prisonniers français.

Cette fois, c'en est trop. Santa Cruz indignée reconnaît La Buria comme seul commandant général et, soutenue par la cité de La Laguna, jusqu'ici sa rivale, réclame avec cette dernière le prompt départ de ce chef encombrant. Le duc del Parque fait voile pour Guajamote, le 27 novembre. *Bon voyage!* lui crie-t-on de toutes parts, mais sur un autre air que *Monsieur Dumollet* : on a beau naître Grand d'Espagne, les microbes restent maîtres de la place si vous n'avez, pour lutter contre eux, que la morgue et l'esprit d'absolutisme...

Trop facilement abandonnée par le délégué de l'État, la Grande Canarie n'était pas au bout de ses tourments. Dès le début de l'épidémie, une alerte s'était produite à Las Palmas, dans un quartier populaire, la Calle de Travieso; mais c'était à la fin de l'an et les germes funestes, peut-être sous le coup d'un hiver cependant sans rigueurs, ne devaient reprendre leurs effets qu'au début du printemps. Quelques cas isolés vont provoquer une véritable épidémie dont la contamination ne cessera qu'au moment où la presque totalité des habitants aura fui la ville empestée.

Don Domingo José Navarro, qui avait alors huit ans, a conservé de cette époque tragique des souvenirs singulièrement précis et il en a évoqué quelques traits bien caractéristiques. « L'écho de ces scènes terribles, de ces gémissements, de ces larmes et de la désolation de toute une cité ne franchissait pas ses antiques murailles. A la campagne, où tout le monde s'était porté, les premières impressions de terreur se dissipaient promptement. Tous les fugitifs s'empressaient de chercher des sujets de distraction et, comme obéissant à une consigne générale, on se donnait rendez-vous pour chanter, danser, improviser des saynètes, imaginer des

déguisements, organiser des parties de plaisir (*jiras*) ou se délecter de repas champêtres dans les sites les plus délicieux. Telles sont (s'écrie le nonagénaire) les contradictions et les mystères du cœur humain quand il est dominé par l'égoïsme brutal⁶. »

Et pendant que les Palmitains faisaient tout pour échapper à la dantesque vision, sait-on qui prenait soin de leurs maisons désertes? C'est encore Don Domingo qui va nous le dire : en se défilant de la sorte, la plupart des habitants s'étaient tournés vers les Français entassés dans l'hospice des enfants trouvés et, tout prisonniers qu'ils étaient, leur demandèrent d'en être gardes. Or, fidèles et loyaux, les marins de Rosily, non seulement remplirent leur tâche en conscience mais se chargèrent — ceux du moins qui le purent — de conduire à leur dernière demeure les victimes de l'*amarilla*. De concierges, ils passaient croquemorts... « Grande et généreuse récompense de l'hospitalité reçue !⁷ » s'écrie un Canarien authentique.

Le fait que voici, tiré d'un *Diario* de l'époque, ne semble pas moins éloquent et Don Romero Ceballos, dans son journal quotidien, le note : lorsque, le 8 décembre 1810, on chanta dans la cathédrale de Las Palmas un *Te Deum* de reconnaissance pour la fin de l'épidémie, il fut rapporté que, sur un total de deux mille morts, rien que dans la Grande Canarie, les Français en comptaient trois cents. Voilà leur fidélité au devoir !⁸ L'accusation d'empoisonner les sources n'était pas seulement calomnie mais blasphème.

* * *

LES SAUTERELLES

L'implacable *fiebre* ne semblait pas avoir été châtimement suffisant, écrit Don Domingo José Navarro. Après deux ans d'une épidémie continue, cause directe de la détresse publique, on vit surgir, au cours de l'été de 1812, une autre plaie, presque aussi cruelle ; elle s'étendit à l'archipel entier.

Des vents du sud persistants avaient amené dans chacune des îles, déjà si pauvres en eau, une sécheresse extrême. Tout à coup se produisit, portée par ces mêmes vents, une invasion (certains

disent même un déluge) de sauterelles, les dévorantes locustes d'Afrique.

On connaît la description qu'en a faite, il y a vingt-cinq siècles, le prophète hébreu, témoin de l'effroyable chose :

*A les voir (les criquets), on dirait des chevaux
Et ils courent comme des cavaliers,
A les entendre, on dirait un bruit de chars
Sur le sommet des montagnes où ils bondissent,
On dirait un pétillement de la flamme du feu,
Quand elle consume le chaume...
Devant eux la terre tremble,
Les cieux sont ébranlés,
Le soleil et la lune s'obscurcissent
Et les étoiles retirent leur éclat...⁹*

Navarro, qui rappelle ici des souvenirs de sa prime enfance, n'est pas moins impressif. « Un matin », assure-t-il, « je vis au lever du soleil, à l'est de notre demeure, le ciel littéralement obscurci par un gros nuage. En quelques instants, l'atmosphère, le sol, les arbres et jusqu'à l'intérieur des maisons, tout fut envahi par les insectes voraces. En vain les hommes, les femmes, les enfants, armés de sifflets, de pots, de clochettes et même de mortiers de cuisine faisaient-ils un bruit infernal pour refouler les intrus ; en vain les curés, revêtus de leurs étoles et pourvus d'eau bénite, prononçaient-ils avec ferveur les exorcismes rituels contre le génie du mal, tout fut inutile. En peu d'heures, la végétation et jusqu'à l'écorce des arbres disparurent totalement. L'île verdoyante n'était plus qu'un désert aride ¹⁰. »

Ce tableau, gravé dans la mémoire d'un garçonnet et toujours vivant dans celle d'un nonagénaire, fait comprendre à quel point, après une pareille tourmente, fut accrue la détresse de l'archipel. « Ah ! quelle ruine ces bêtes avaient laissées derrière elles », s'est écrié Alphonse Daudet, témoin d'une invasion semblable, « tout était noir, rongé, calciné ¹¹. » Évidemment, les plus obstinés parmi les ennemis de la France ne purent pas, cette fois, rendre les marins de Rosily responsables de la catastrophe mais, comme le note encore Cunéo d'Ornano dans ses rapports au ministre, « après une plaie qui avait moissonné le tiers de la population des villes, fallait-il

subir dans les campagnes une nouvelle calamité ? Cette infinité de sauterelles, ajoute-t-il, a détruit les récoltes et, faute de subsistances, fait périr tout le bétail. »

Ici encore — c'est à Don Romero Ceballos qu'on doit ce renseignement —, les équipages de Trafalgar vont se multiplier comme ils l'ont fait lors de l'épidémie. La sauterelle africaine, *langosta* ou *cigarra berberisca*, étant douée d'une prodigieuse faculté de reproduction, on voulut, au printemps suivant, préserver des résultats de la ponte les forêts de pins autant que les semailles. Aussi, dans la Grande Canarie, chargea-t-on cent prisonniers commandés par deux sujets « intelligents et zélés » de poursuivre (*sic*) et de tuer ces insectes avant qu'ils ne se répandent à travers l'île, où déjà l'on en voyait voler quelques-uns...¹² »

Était-il conforme ou contraire aux décrets de la Providence que, dans ces années tragiques, les hôtes imposés par les hasards de la guerre rendissent à la population canarienne tous les services possibles ?



LA FAMINE

Ainsi que le constate le consul de France, prisonnier à San Cristóbal, la destruction des récoltes devait entraîner la famine la plus complète. « Les comestibles étaient hors de prix et, continuellement, les objets de première nécessité demeuraient d'une cherté excessive. » Pour lui, pauvre homme déjà singulièrement démuni, la chose n'était pas sans conséquences : « La situation m'oblige », écrivait-il, « à faire dette sur dette ¹³. »

Santa Cruz, port actif et commerçant, entrepôt principal de la province, ne pouvait qu'en subir les contre-coups. Mais il faut reconnaître que ses citoyens surent se montrer généreux. Nombre d'entre eux mirent largement leurs biens à disposition du municipale. Or, ce détachement est, au dire de Dugour, digne de toute admiration car, en acceptant ces avances, l'*Ayuntamiento* ne pouvait leur assurer ni intérêt ni garantie. Grâce à l'entraide généreuse, la cité put éviter une redoutable disette et fut en mesure d'apporter quelques secours, en grains et farines à d'autres *pueblos* tels

que Garachico ou Puerto d'Orotava. Elle subvint jusqu'aux besoins des îles voisines.

A la Grande Canarie toutefois, la misère restait grande. Navarro donne à ce sujet des détails significatifs : « Comme suites immédiates à la destruction des produits végétaux, on vit promptement surgir la famine avec toutes ses horreurs. Le peu de grains en réserve atteignit aussitôt des prix exorbitants et fut enlevé en quelques jours. La viande de boucherie disparut car, n'ayant rien à manger, les bêtes étaient réduites à l'état de squelettes jusqu'au moment où elles tombaient victimes des chiens affamés ou des oiseaux de proie ¹⁴. »

Là encore, le tableau du voyant d'Israël semble une préfiguration de l'archipel éprouvé :

*Les greniers sont vides,
Les magasins sont en ruines,
Car il n'y a point de blé.
Comme les bêtes gémissent !
Les troupeaux de bœufs sont consternés...
Les bêtes des champs crient vers toi, ô Eternel,
Car les torrents sont à sec
Et le feu a dévoré les plaines du désert ¹⁵.*

Aux Canaries, la rupture des relations commerciales que la guerre avait précipitée, écartait naturellement tout espoir de secours venant de l'étranger : chacun devait, selon ses moyens, soutenir seul une terrible lutte pour la vie. Laissé à lui-même, le peuple se nourrissait de ce qu'on appelait alors les racines. La classe plus favorisée se résignait à consommer la farine de cassave ou de manioc, aliment assez quelconque, ainsi que le maigre riz de la côte d'Afrique. Une expression de sinistre apparence résume l'époque tout entière : *escasez y miseria*.

La détresse était donc immense et l'avenir désespéré. Cependant, on peut reprendre ici le dicton espagnol : *Dios aprieta y no ahoga*, « Dieu serre, mais Il n'étrangle pas. » Les abondantes pluies d'automne firent lever, avec les *patatas*, quelques autres légumes ainsi que des herbes potagères. L'année suivante fut d'une merveilleuse fécondité.

Fait qu'il faut aussi noter : après avoir décrit les tristesses de

cette famine, Navarro cite l'heureuse intervention des prisonniers français relégués à Las Palmas. « Durant le même hiver, les fuyards revinrent dans la ville abandonnée qui conserve, encore aujourd'hui (ceci fut écrit en 1895), le souvenir de la désolation qu'a laissé dans tous les cœurs le lugubre aspect de cette capitale. Nos hôtes français avaient badigeonné leurs demeures au dedans et au dehors. Mais, voulant donner meilleur air à leurs pauvres façades, ils s'étaient efforcés d'y peindre, à la colle et au noir de fumée, des socles, des pilastres et des corniches, ornements jusqu'alors inconnus. Hélas ! reconvertes d'aussi agréables figures, toutes les maisons semblaient vêtues de deuil et, pour corser la funèbre impression, les averses qui tombaient à fil avaient délavé ces fragiles peintures. Coulant plus ou moins marquées sur la blancheur des murs, ces traces de fresques leur donnaient l'air de pleurer les cruelles disgrâces autant que l'abandon où fut laissée la malheureuse cité des Palmes... ¹⁶ »

Peut-être est-ce à ce goût prononcé pour la peinture... murale que l'on doit la persistance, aux Canaries, de deux traditions architectoniques que l'on fait expressément remonter à l'initiative française : d'une part, l'habitude de construire des plafonds en plâtre là où l'on se contentait de poutres apparentes et, d'autre part, la coloration un peu vive de l'extérieur des maisons ¹⁷.

*
* *

LE CORRECTIF : MÉTIERS ET INDUSTRIES

Cette activité inattendue de peintres-décorateurs prouve à quel point les marins de Rosily avaient su donner l'exemple du travail et de l'ingéniosité. Dès l'arrivée, la population avait été confondue de leur habileté manuelle. « Vu qu'en France », remarque Don J. Alvarez Rixo, « on a la louable habitude de donner à tout homme un métier, la plupart d'entre eux usèrent de leur savoir pour rendre supportable leur vie ¹⁸. » C'est aussi la note que fait retentir un prêtre octogénaire, Don Rodriguez Moure, de La Laguna, dont un informateur obligeant, Don Buenaventura Bonnet, nous a transmis

les informations de première main : « Le peu de fonds dont disposait la Junte de Ténériffe, autant que les troupes réduites qu'elle avait levées pour garder les prisonniers, firent que l'on autorisa promptement les Français à entreprendre divers travaux, tels que ceux de la terre et des arts mécaniques. Quiconque, parmi les agriculteurs ou les industriels, manquait de bras s'adressait à la Junte, qui accordait sans peine les permis nécessaires. Aussitôt, on engageait les déportés (*sic*) dont on avait besoin aux champs ou dans les ateliers. Mais l'employeur devait répondre du prisonnier, présenter caution, fournir le vivre et le couvert ou, à défaut, un salaire qui ne pouvait être inférieur à un franc vingt-cinq, somme appelée, en ce temps-là, d'après l'usage portugais, *toston* ou pois chiche rôti. Il était tenu de ne pas maltraiter celui qu'on lui avait confié et de le rendre lorsqu'il lui serait réclamé ¹⁹. »

A côté de ceux qu'on embauchait ainsi pour de petits labeurs, se trouvaient un certain nombre d'artisans improvisés et fort industriels, comme on en vit toujours parmi les prisonniers. Les uns confectionnaient des vaisseaux-miniatures, véritables modèles du genre, les autres des objets en laiton, en bois ouvragé et surtout en paille tressée : c'est ainsi que les *Franceses* furent les créateurs d'un chapeau largement porté, encore aujourd'hui, dans l'archipel entier.

Ils introduisirent aussi l'usage des éventails pour ranimer le feu des *braseros*, alors qu'auparavant on n'employait, dans les cuisines, que de vieux couvre-chefs à l'aspect repoussant. « Et », continue Don Alvarez, auquel on doit ces détails, « quoique ceci puisse paraître une plaisanterie — *una bobería* — cela nous montre à quel point les habitants de nos îles étaient peu avancés en pareilles matières et peu difficiles en ce qui touchait leurs aises... ²⁰ » « Enfin », ajoute-t-il, « d'autres prisonniers se placèrent comme domestiques dans des familles riches qu'ils accompagnaient souvent d'une île à l'autre. Ils s'y faisaient apprécier et aimer par leur bonne éducation et leur intelligence car, en regard de la classe paysanne de nos îles, il ne pouvait y avoir, entre eux et cette dernière, aucun point de comparaison ²⁰. »

Une note toute semblable est donnée par le *noventón* Don Domingo : « A l'honneur de nos grands-pères, nous pouvons déclarer que tous les habitants, jusqu'aux moins fortunés, vinrent secourir ces étran-

gers, les soustrayant, sous leur responsabilité, à la réclusion et les prenant chez eux, davantage comme des fils adoptifs que comme des salariés.

« Une autre affirmation que nous devons consigner ici, c'est que la presque totalité de ces malheureux se distinguèrent vraiment par l'honnêteté et l'amour du travail. Beaucoup d'entre eux furent nos maîtres dans les arts et métiers, car il ne faut pas rougir d'avouer qu'à cette époque nous étions bien en retard... En ouvrant des ateliers, les Français furent les initiateurs des progrès que nous avons réalisés, à peu d'exceptions près, jusqu'au milieu du XIX^e siècle. De sorte que ces hôtes, au lieu d'être une charge, furent pour nous des exemples de travail et de progrès ²¹. »

Ces témoignages d'insulaires ardemment attachés à leur patrie sont le plus bel éloge que l'on puisse faire de la probité ou de l'application des Bretons et des Provençaux parmi lesquels se recruta toujours la marine française. A ce seul point de vue, ils sont preuve que la captivité de guerre, dont on n'a que trop vu l'inutile dureté, peut avoir quelques effets heureux : ne fût-ce que d'enseigner les vertus du travail libérateur !

CHAPITRE V

POUR ÉCHAPPER AUX TROUBLES PUBLICS

INEXPLIQUÉES encore, des lois mystérieuses unissent des événements que l'on croirait sans liens. Tels sentiments — la colère, la vengeance — ne semblent-ils pas, à certaines heures, imprégner l'atmosphère de mondes fort éloignés les uns des autres ? Même si les contemporains ignorent leurs noeuds secrets, les conséquences n'en sont-elles point toutes pareilles ?

Comment concevoir, en effet, qu'en deux archipels sans communications directes, aussi distants que les Baléares et les Canaries, des faits identiques se soient produits, presque aux mêmes dates et selon un rythme comme fixé d'avance ? La chose est d'autant plus surprenante que les causes en furent nettement dissemblables.

Sans doute, au début de mars 1810, les succès des armées de Victor et de Soult ont pu provoquer dans la Péninsule une irritation qui s'étendit jusqu'aux provinces insulaires : le Français est dépeint comme l'ennemi abhorré et, pour des populations au sang chaud et au geste prompt, il n'y a pas loin « de la bouche à la soupe » — *de la boca a la sopa* — comme l'exprime un proverbe

espagnol. Mais, notons-le bien, partout seront différents l'origine et le motif, ou, si l'on préfère, le prétexte de ces troubles graves.

A Palma de Majorque, pour un pavé qu'on destine aux *Francceses* et qui atteint une religieuse, la populace prend feu. A Mahon, c'est la convocation des électeurs, l'envoi de députés aux Cortès et l'horreur de la conscription, la *quinta* odieuse. A Ténériffe, il ne s'agit que d'une demi-dîme en faveur de l'Espagne obérée... Autant de raisons diverses. Et pourtant, la série d'excès offre un tel air de parenté et des coïncidences si frappantes qu'on croit assister au même spectacle interprété par trois troupes indépendantes et sur trois scènes distinctes !

* * *

DU SANG QUI COULE A PROPOS D'UN MAÎTRE A DANSER

Emportée par son élan patriotique — comme naguère l'évêque de Minorque dans son zèle pour l'armée —, la Junte de Ténériffe avait, en février 1810, institué le paiement d'une demi-dîme autant pour couvrir ses propres frais que pour coopérer, d'après elle, au bien de la patrie. Une fois la Junte dissoute, il arriva, comme par hasard, que l'impôt ne fut point supprimé : « Il en coûte toujours d'arracher le mal, *pero quitar le malo siempre cuesta* », remarque finement Don Alvarez Rixo dont le journal inédit fournit sur cet épisode des détails nombreux et précis. La population continua donc de payer sans que personne eût à savoir quel chemin prenaient les fonds, « sauf peut-être les percepteurs qui trouvaient là beaux prétextes à fêtes et à banquets ».

A ce moment, jugeant l'impôt excessif, le bas-peuple de la Villa d'Orotava, bien que les produits du sol, vigne, blé, ou pommes de terre, soient dans cette région plus abondants qu'ailleurs, demande fermement qu'on abolisse cette demi-dîme que n'a point instituée le roi Ferdinand VII et déclare qu'en cas de refus il pourrait bien se passer quelque chose... Les magistrats apeurés, à la tête desquels était l'alcalde Don José Díaz Bermudo, homme

intelligent mais faible, s'empresse de déférer à ce voeu. Mais, remarque Rixo, « enhardie par un succès aussi facilement obtenu, la plèbe, qui est toujours la plèbe et ne sait agir que contre son bien et celui d'autrui, ne va pas s'arrêter en route » : ayant pris conscience de sa force, elle oublie totalement la justesse originelle de sa cause et élèvera bientôt des revendications d'un tout autre ordre.

On a déjà rappelé que Villa d'Orotava est la résidence préférée des nobles descendants des anciens *conquistadores*, ceux que le vulgaire dénomme les *caballeros*. A l'envie et à la haine qui, trop souvent, montent de bas en haut, s'ajoute ici un autre grief : ces gens-là entretiennent des relations avec les ennemis du Royaume. Or, la seule preuve que l'on ait de ces relations coupables, c'est l'existence d'un pauvre maître à danser d'origine française, Monsieur Pierre, surnommé *Mosiu Perico*, diminutif ou surnom qu'on pouvait traduire : la petite perruche. Comme il doit s'embarquer sous peu pour les États-Unis, nul doute que ce pauvre hère, admis dans les maisons aristocratiques de la ville, ne soit porteur de la correspondance des gens huppés pour le gouvernement impérial et contre Ferdinand VII !

Aussitôt, une bande se forme à la Villa et descend au Puerto d'Orotava ou Puerto de la Cruz, le port le plus riche et le plus prospère de l'île après Santa Cruz, dont il n'est éloigné que de huit lieues de poste. Centre d'une vallée très fertile et abritée, le Puerto est, depuis toujours, l'entrepôt et le point de ravitaillement de nombreux navires, spécialement ceux qui venaient jadis quérir le vin de Malvoisie et aujourd'hui les fruits exotiques. Ses maisons serrées autour de la grande *iglesia* et ses deux promenades ombragées de palmiers lui donnent assez bien l'aspect d'une station de la Riviera. Nombre d'Anglais y avaient établi des comptoirs et l'on sait, par les rapports de Cunéo d'Ornano, que leurs sentiments n'avaient rien de fraternel à l'égard des Français, d'autant que l'esprit de concurrence et la jalousie s'ajoutaient aux préventions politiques. Quant au peuple canarien lui-même, nul n'ignore combien grande était son irritabilité.

C'est là qu'on recherchera *Perico*, ce personnage si dangereux qu'il est urgent de mettre à l'ombre. On le découvre prêt à partir avec sa mallette, que le narrateur qualifie de *miserable baúl*. Fouillé

à fond, ce coffre ne livre aucun secret, mais son propriétaire, expédié au cachot, y est bientôt oublié.

Mis en verve par ce glorieux exploit, les vauriens se tournent maintenant contre les *caballeros* du lieu. Une formule équivoque leur sert de cri de ralliement : « Au pouvoir du parlement d'en haut, a succédé celui du parlement d'en bas. » Comme le Puerto est à trois cent mètres au-dessous de la Villa, il s'agit peut-être — à côté du jeu de mots — d'une rivalité de municipes. Mais la suite des événements semble déceler une revendication d'ordre social et révolutionnaire. Ce jour-là, 4 mars, où l'excitation est encore contenue, les prières de quelques religieux obtiennent ce que n'ont pu obtenir lois ni juges : sous promesse que rien ne sera fait contre le Roi et que satisfaction leur sera donnée, les factieux consentent à rentrer en paix dans leurs foyers, non sans s'être offert le plaisir, hautement symbolique, de détruire, de brûler, dans le chef-lieu, tous les chapeaux de paille confectionnés jusqu'à ce jour par les soins experts des prisonniers français...

Jusqu'ici, la haine du nom étranger n'a revêtu que des formes assez enfantines et presque dérisoires. Mais elle va prendre l'aspect d'une véritable jacquerie.

Outre *Perico*, qui moisit dans sa prison, le Puerto avait pour habitants deux Français fort estimables, établis depuis bien des années. L'un était Joseph Bressan, employé d'une maison d'exportation, fondée jadis par un Irlandais, nommé Cologan, l'autre Louis-Bertrand Broual, maître de musique et de classes élémentaires. La présence de ces représentants d'une nation haïe sert de prétexte à une nouvelle expédition de la plèbe de la Villa d'Orotava qui, le lendemain, 5 mars, redescend vers le port grossie d'éléments tout aussi échauffés.

Arrivée dans la petite cité aux rues quadrangulaires, elle arrache à son comptoir le malheureux Bressan, prétendant le conduire prisonnier à la Villa ; mais, traîtreusement, à l'angle de la Calle de la Hoya et en face de la sacristie paroissiale, un Andalou, mêlé à la foule, s'abandonne au geste traditionnel de sa race et lui allonge un coup de poignard mortel. La vue du sang produit aussitôt, sur la nature plus paisible des Canariens, l'effet d'un excitant.

On se précipite à la recherche de Broual, lequel s'est réfugié à la batterie de Santa Barbara sous la protection du chef de poste

Domingo Nieves Ravelo. Celui-ci, le couvrant de ses bras, défend l'entrée aux mutins et permet au fugitif, aidé d'un autre homme de bien, Don Jacob Reco, de gagner la forteresse par un passage dérobé. Mais le gouverneur, un certain colonel José Medranda, de crainte que l'on ne s'en prenne à lui, est assez lâche pour remettre aux émeutiers un homme qui vient de se confier à la sauvegarde des lois et de la force armée. « Au lieu », déclare, avec véhémence, Don Alvarez Rixo, « de diriger ses canons sur cette canaille avinée — on était alors en temps de carnaval —, il leur livra le fugitif à la condition qu'il fût conduit sain et sauf et comme prisonnier de guerre au dépôt de la Orotava. »

C'était bien mal connaître cette tourbe en furie, car au moment où Broual franchit la poterne de l'avancée, une décharge de fusil l'atteint en plein corps et, tandis qu'à genoux, il proteste de son innocence et demande grâce, les bourreaux l'achèveront sans nulle miséricorde... En vérité, l'on se croirait de nouveau à la Caroline ou à Lebrija. Mais on n'est pas au terme de ces horreurs.

Broual, marié à une fille du pays, vivait, non loin de la place de la Paroisse, dans une maison appartenant au négociant Cologan. La foule s'y rue, jette dehors les tables, les bancs et même les livres à l'aide desquels le pauvre *magister* dispensait le peu d'instruction que recevaient les enfants du Puerto. Puis, montant sur le belvédère, elle s'emporte jusqu'à précipiter la petite chienne du logis et les cages d'oiseaux. Elle ne se contente pas de piller une demeure. Les cadavres de Bressan et de Broual sont là : on leur fait subir de telles mutilations, quelques-unes si indécentes que, dit Rixo, elles ne peuvent être décrites... Traînant les dépouilles sur le chantier où se construisait une barque, on les pend aux échafaudages et l'on voit une mégère les mordre à pleines dents, comme si elle accomplissait un acte d'héroïsme. « Ah ! » s'écrie notre auteur humilié, « quelles n'étaient pas alors l'ignorance et la barbarie de ces habitants !... »

La fureur populaire n'est point pour si peu assouvie. Il y a encore au Puerto un vieux médecin d'origine française, du nom de Jean Emeric. D'allure pacifique et sujet de toute estime, cet étranger a pris femme dans la ville même. A lui aussi, on cherche querelle. Pour échapper au danger, le *Doctor* se déguise et, sous robe et châle de couleur, réussit à passer dans une autre maison : le voilà sauvé. Mais, de nouveau, la plèbe se venge en piétinant, en déchirant, en

brûlant tous les chapeaux de paille qu'elle peut trouver, parce qu'ils sont de fabrication française ! Fait plus grave, la compagne du médecin, bien qu'orotavienne de naissance, est à tel point abreuvée d'outrages qu'elle en meurt de saisissement : troisième victime de la journée.

On a beau voir l'alcalde-mayor de la Orotava, Don José Díaz, accourir du chef-lieu pour exhorter au calme ses administrés, ou le père franciscain, Agustín Navarro, les haranguer du haut du balcon de la paroisse d'où il brandit un crucifix, rien n'y fait. Une fois lancés, les mécréants rançonnent les particuliers, déclarent vouloir pour femmes les plus jolies filles de la bourgeoisie et, conduits par un vulgaire boucher, prétendent affirmer leur patriotisme en déployant une bannière espagnole aux armes de Ferdinand VII... Rien d'étonnant que le goût du sang leur monte aux lèvres ; marchant de nouveau sur la Villa d'Orotava, ils hurlent que cette fois ils assassineront les prisonniers du dépôt. Il ne faut rien de moins que l'influence de quelques-uns des leurs, sans doute moins excités, pour les détourner de cet affreux projet...

L'irritation ni la haine à l'égard des étrangers n'étant apaisées, ce fut sans cérémonie aucune qu'au champ communal, face à la porte du château Saint-Philippe, on enterra les deux Français. Mais, remarque l'auteur de ce récit, par un effet de la justice immanente, il se trouva que, l'année d'après, plus de sept cents de leurs frères et concitoyens durent être enfouis au même endroit, pêle-mêle et sans honneurs, car une horrible épidémie devait les faucher impitoyablement. Plusieurs ne purent s'empêcher de voir dans ce fait une punition de Dieu pour le sang innocent qu'ils avaient répandu. Et quel trait saisissant que celui-ci : parmi les papiers du maître de musique si sauvagement massacré, papiers qui avaient été éparpillés sur la place publique, un passant releva, le lendemain du crime, un cahier de chants sur lequel il lut ce texte sacré, emprunté au prophète Michée :

*Popule mi quid feci tibi ?
(Mon peuple, que t'ai-je fait ?...)*

Ne croirait-on pas que cette question directe et solennelle, l'infortuné Broual la posait, de l'autre monde, à la population coupable ?

Si grande est la contagion du mal et, une fois l'orage éclaté, si laborieux le rétablissement de l'ordre que les horreurs du Puerto furent près de se renouveler à la Villa. Sous prétexte de venger la captivité subie en France par Ferdinand VII, la tourbe y exhalait sa mauvaise humeur d'avoir dû renoncer au massacre des Français captifs. Ce fut un Franciscain, homme de tête et de cœur, le Père José Escobar, qui, par un raisonnement très simple, parvint à la dissuader :

— « Si vous tuez les Français », leur dit-il, « on le saura en France et l'on tuera alors notre monarque pour se venger. Afin que nul ne vous accuse de ce malheur, renoncez donc à un dessein qui compromettrait la vie du Roi... »

Chose admirable, la foule écouta et s'abstint.

Au Puerto, la population raisonnable (Rixo l'appelle même « décente ») qui, depuis trop longtemps, se confinait en ses foyers, daigna enfin, le 8 mars, prendre les armes pour rétablir la sécurité. Sous couleur de manifester, elle rassembla les factieux et se saisit des plus turbulents.

Peu d'heures après arriva, sous les ordres de maréchal de camp José de Armiaga, une troupe de quatre-vingts soldats qu'avait détachés le capitaine général Luján. Sur-le-champ, on lui remet les prévenus pour les conduire à Santa Cruz et les faire passer en jugement. La Laguna, où se trouvait alors Cunéo d'Ornano, devait connaître, elle aussi, des heures d'angoisse. Parmi ceux que le consul de France appelle « les honnêtes gens », on redoutait que ces incidents, bien qu'isolés et exceptionnels, ne s'étendissent à d'autres personnes et à d'autres régions et ne fussent, comme il le dit, « le tocsin sonnant le massacre des Français de toute l'île. » N'avait-on pas répandu le bruit que, dans un *pueblo* voisin, trois cents hommes en armes étaient prêts à exterminer les deux mille prisonniers de l'archipel ?

Comme le remarque le représentant de la France, cette sédition partie de la populace, ne visait pas que les étrangers captifs : explosion de haine causée sans doute par la crise économique, elle en voulait surtout aux grands propriétaires.

Dans la relation circonstanciée qu'il a faite de ces événements, Don Alvarez Rixo assure qu'il n'a pas manqué de gens pour en donner une raison secrète. Selon eux, un personnage influent —

que d'ailleurs on ne nomme pas — aurait eu moins l'intention de massacrer les Français que d'accorder tout pouvoir à la plèbe. « Pour moi », déclare l'auteur, « je crois fermement que cet *alboroto* n'a été qu'un coup de tête, non prémédité, de la tourbe. Rien n'apparaît dans les rapports déposés à l'*Ayuntamiento* qui infirme cette explication ¹. »

On a vu que l'apparition de la force armée avait eu, comme à l'ordinaire, son effet sédatif sur l'émeute du Puerto. Aussi, quelques semaines plus tard, Cunéo d'Ornano adressera-t-il au maréchal de camp, José de Armiaga, une lettre de remerciements tout à fait enthousiaste : « Le zèle et la promptitude avec lesquels vous venez d'éteindre le feu d'une sédition populaire dont le résultat pouvait être fatal au pays et plus encore aux Français qui se trouvent actuellement ici, méritent toute l'estime publique et moi ainsi que mes compatriotes, nous conserverons éternellement la mémoire de cette action aussi valeureuse que bien conduite ². »

Au bout d'un mois et plus, Armiaga se décide (ne disons pas s'empresse) et répond à Cunéo d'Ornano, dans un style qui ne manque pas de vigueur : — « Je suis pénétré de la plus vive reconnaissance pour les expressions honnêtes et flatteuses de votre lettre tendant à me louer d'avoir arrêté et détruit l'insurrection projetée par le caprice infâme d'hommes du peuple incapables de réfléchir et ignorant, faute de principes, les droits des prisonniers de guerre... ³ »

De cette réponse même, on peut déduire que l'alerte avait été chaude et s'était réellement étendue à toute une partie de l'île, car l'auteur ajoute avec netteté : — « Il est certain qu'au moyen des mesures promptes et efficaces que j'ai prises, non seulement j'ai évité les fatales conséquences qui devaient résulter de l'insurrection du Port de l'Orotava où s'est commis ce crime atroce, mais encore j'ai réussi à ramener, dans les lieux circonvoisins, la tranquillité qui sera assurée par le châtimement des mutins et des séducteurs, lesquels sont incarcérés dans un des châteaux de ce port... »

C'est là que plusieurs d'entre eux devaient mourir de la fièvre jaune. Mais, en matière de justice effective, on ne peut que s'associer à la remarque si pertinente de Don Alvarez : « Si plus tard — en

juin 1812 — le Tribunal royal dut condamner bon nombre d'entre eux à cinq, huit et même dix ans de bagne, il faut observer que lorsque ces peines furent prononcées, bon nombre de coupables étaient morts et d'autres libérés... Ce fut donc pour l'opinion publique une grande déception de ne voir pendu haut et court aucun de ces bandits dont les hauts faits avaient rempli d'horreur et de bonte la partie demeurée saine de la population ⁴. »

* * *

TROIS ÉVASIONS CONNUES

On n'a pas de peine à imaginer que, devant les sévices populaires et la lenteur du châtement, les marins de Rosily aient eu plus d'une fois le désir bien naturel de l'évasion. N'est-ce point la manière la plus simple d'échapper à la vindicte aveugle ? Assurément la distance à franchir était grande, mais pour des gens de mer !...

Déjà, le 4 février 1810 (un mois avant l'émeute), abordait à Santa Cruz un sardinier anglais consigné par la maison Little, du Puerto d'Orotava. Quelques prisonniers du dépôt de La Laguna, qui avaient l'habitude de venir à Santa Cruz pour leurs achats et leurs ventes, l'examinèrent avec attention et l'on ne sait si tels de leurs camarades de la place n'en firent pas autant. La nuit venue, ils enlevèrent un canot amarré sur la plage et, se donnant l'apparence de pêcheurs, s'emparèrent du brigantin, coupèrent les amarres et hissèrent les voiles. Au matin suivant, on remarqua son absence, mais nul ne put dire s'il était parti ou non pour son lieu de consignment. Bientôt se répandit le bruit que quatorze prisonniers manquaient à l'appel. Plus de doute, il s'agissait bien d'un rapt et ce rapt était leur œuvre. On ajouta par surcroît (ce qui était faux) qu'avec eux avaient pris le large deux ou trois condamnés à mort anglo-américains incarcérés à Santa Cruz.

Quelques mariniers aidés de miliciens équipent un lougre léger qui, par hasard, stationnait dans la rade et l'on part à la recherche des fugitifs. On fait le tour de l'île, on fouille les moindres baies et, au bout de trois jours, le lougre rentre comme il était parti, son

équipage — remarque plaisamment Rixo —, n'étant pas doué de seconde vue. Il aurait fallu chercher plus loin.

Les Français, manquant d'eau, s'étaient d'abord dirigés sur Argineguin, village de la Grande Canarie à l'embouchure d'une modeste rivière. De là, provisions faites, ils avaient mis le cap sur le Sénégal. Echapper aux Espagnols n'était peut-être pas difficile. Malheureusement, la marine anglaise sillonnait les mers. Quelque temps plus tard, une frégate de Sa Majesté Britannique rencontre, on ne sait où, le brigantin errant et l'oblige à rentrer avec elle à Gorée de Sénégalie.

Cet épilogue de l'aventure, que semble avoir ignoré le consul de France, est attesté par le *Correo de Tenerife* : « Le 8 août est arrivé de Gorée la goëlette anglaise *Catalina*, dont le capitaine Jacques Owen assure que les quinze Français qui avaient enlevé de notre rade le brigantin *Endeavour* lui furent remis pour être conduits à Londres⁵. » S'échapper de Ténériffe, pays de l'éternel printemps, pour être enfouis dans les pontons de la brumeuse Tamise, c'était vraiment, comme dit l'autre, changer son cheval borgne contre un aveugle !...

A la louange de la nature humaine, il fait bon constater que le *nil desperari* ne sera jamais la devise des fils d'Adam et surtout pas des prisonniers. Sans se laisser décourager par l'échec du brigantin anglais (peut-être américain, selon d'autres témoins), les marins de Rosily n'attendaient qu'une occasion meilleure.

En 1812, tandis que les Canariens étaient tout aux réjouissances de la constitution libérale que leur donnaient les Cortès de Cadix, douze prisonniers du dépôt d'Icod de los Vinos virent mouiller dans le petit port un vaisseau qui, comme deux ans plus tôt à Santa Cruz, était un brigantin, chargé cette fois non de sardines mais de blé. S'emparant d'une petite barque dans l'anse de San Marcos, ils sautent à bord, bousculent les hommes de l'équipage qui ne s'attendent à rien. Comment croire en effet, qu'en des eaux canariennes, des Français viendraient ainsi s'emparer d'un navire ? Mais le capitaine n'est pas homme à se rendre. Sans perdre leur temps avec lui, les agresseurs, assez imprudemment, le laissent fuir dans une cabine et veulent hisser les voiles. Or, comme la manœuvre de chaque bateau présente des particularités connues

du seul maître de l'équipage, la nuit tombe sans que les évadés aient pu disposer la voilure. Bien qu'ils n'aient cessé de manipuler drisses et vergues, au petit jour, le brigantin n'aura, pour ainsi dire, pas avancé d'une encablure.

A terre, où l'éveil vient d'être donné, on équipe une chaloupe ; on y fait monter des gens armés parmi lesquels Don Domingo Nieves Ravelo, déjà rencontré au Puerto d'Orotava. Et, pour mieux cerner les fugitifs, une petite goëlette du pays, dépourvue de hunier, qu'on nomme communément *pailebote*, démarre en même temps.

Au moment où la chaloupe approche du brigantin, le capitaine enfermé dans sa cabine met le nez au hublot et déroule un pavillon britannique à l'aide duquel il fait des signes aux Canariens. Comment indiquer mieux qu'en ce qui le regarde il ne s'est pas rendu aux Français ? La soute aux poudres étant verrouillée, les évadés ne peuvent faire usage de l'artillerie du bord.

Tout cela donne courage aux poursuivants qui, bientôt, atteignent le brigantin. A ce moment, les douze déclarent se rendre sans condition, à l'exception d'un seul qui, crainte d'être massacré, se jette incontinent à la mer.

— « Mieux vaut », s'écrie-t-il, « la noyade qu'un coup d'assommoir !... »

On le repêche sans lui faire aucun mal, puis le navire est ramené au port. La population qui, durant l'émeute de 1810, versa des flots de sang, parle de recommencer. Mais, une fois de plus, il suffit d'une volonté forte pour parer aux sévices. Don Domingo Nieves menace de passer son sabre au travers du premier qui bougera et ce geste suffit pour que les fugitifs soient ramenés, sains et saufs, dans la *bodega* d'Icod qui leur avait tenu lieu de gîte⁶.

Deux tentatives : deux échecs. Mais attendons la fin !

Encore à la veille du rapatriement, il faut constater que quatre ans de déportation n'ont pas enlevé aux marins de Rosily le goût de l'aventure. Comme le bruit des événements de France, notamment l'armistice signé à Fontainebleau le 25 avril, n'a sans doute pas encore pénétré dans le lointain archipel, on voit, en France, le général commandant la 11^e division militaire signaler, en novembre 1814, au ministre de la Guerre, l'issue, cette fois heureuse, d'une troisième tentative d'évasion : « Trois prisonniers de guerre fran-

çais, échappés des Iles Canaries, sont débarqués à Granville et ont été de là dirigés sur Caen. Ils sont parvenus à s'échapper au moyen d'un bâtiment anglais qui faisait route de ces Iles à Jersey et qui les avait recélés... ? »

C'est tout et pourtant c'est assez. On a sans doute affaire ici à ceux que l'on appellerait aujourd'hui des « brûleurs de dur », si les lois dites de la guerre ne les excusaient de s'être astucieusement faufilés entre des barriques de Malvoisie. Comme Cunéo d'Ornano signale aussi le fait à ces chefs, on peut croire qu'il eut alors quelque retentissement.

Un point cependant demeure incertain. Dans une pièce datée du 8 octobre 1814, les autorités espagnoles déclarent que, s'il est mort aux Canaries quatorze cent quarante Français, il s'en est échappé deux cent cinquante-six. On ne connaît officiellement que trois évadés qui aient touché le sol de la France : où donc — en défalquant les quatorze de l'*Endeavour* — sont passés les deux cent trente-neuf autres ? Auraient-ils tous péri ? Mystère...

CHAPITRE VI

LE RAPATRIEMENT DE LA ONZIÈME HEURE

LENTEURS OFFICIELLES

EN juillet 1814, alors que Napoléon goûtait dans l'île d'Elbe, à toutes les amertumes de la solitude imposée, le gouvernement de la Restauration sut faire, pour les oubliés de l'Atlantide, ce que jamais n'avait pu le puissant Empereur : rapatrier ces malheureux.

Le 25 du même mois, dans une lettre au ministre de la Marine, baron Malouet, le comte Dupont, ministre de la Guerre, réclame, pour chercher les Français du Portugal et des Canaries, les mêmes moyens de transport dont il a usé pour les prisonniers des Baléares, l'Espagne ne pouvant, paraît-il, y pourvoir elle-même¹. Disons, à la louange du ministre, que sa demande revêt les formes d'une insistance pleine de chaleur.

A Talleyrand, chargé des Relations extérieures, il expose les mêmes projets et, pour que l'affaire ne traîne pas, sollicite, par son entremise, le concours de l'ambassadeur d'Angleterre¹.

Cinq jours plus tard, le conseiller d'État Ch.-M. Jurien, directeur des ports et arsenaux, s'informe, auprès du commissaire des guerres Goulhot, du nombre des derniers Français à rapatrier.

Hélas ! on s'en est si peu occupé, sous l'Empire, que le ministre du Roi est singulièrement emprunté². On le voit s'informer auprès du général de Lorge, envoyé à Madrid à titre de commissaire spécial : à ce dernier de fournir les renseignements et d'indiquer aussi quels seront les lieux d'embarquement, le nombre des navires ainsi que les quantités de vivres nécessaires³.

Le 22 août, Dupont reçoit de son collègue de la Marine les indications sur les mesures prises pour le transport au départ. Comme on pouvait s'y attendre, l'Espagne ne s'est point signalée par une promptitude extrême dans ses renseignements. Aussi, pour gagner du temps, le ministre a-t-il préparé deux flûtes de huit cents tonneaux chacune, qui, parties de Toulon, prendront le plus d'hommes possible (il les évalue à huit cents pour les seules Canaries) et passeront à Lisbonne compléter leur charge. Le tout sera débarqué aux îles d'Aix ou de Ré, ou bien encore sur le continent⁴.

On peut mesurer la pauvre organisation militaire de la Péninsule à l'embarras que le baron de Lorge exprime à son ministre : « Il m'a été impossible », dit-il, « après vérification dans les bureaux du ministère et dans ceux de l'Etat-major général, de savoir combien de prisonniers se trouvaient dans ces îles⁵. » Ainsi, deux déportations, impliquant le transport de deux mille trois cents hommes, n'ont même pas été consignées dans les registres de Madrid. En revanche, on a bien voulu faire toutes les promesses possibles... *Mañana ! Mañana !*... A la date du 21 septembre, le général de Lorge signale qu'il n'a encore rien reçu⁶.

Mais le souci de ne créer à la monarchie espagnole nulle peine, même légère, apparaît comme la hantise des ministres de Louis XVIII. Plus humains cependant que ceux de Napoléon envers les survivants de Trafalgar et de l'Andalousie, ils entendent bien aboutir. Le comte Dupont n'a pas oublié le rapport, assez exagéré, qui dépeignit sous les couleurs d'une rébellion l'incendie des baraquements de Cabrera par les rapatriés du 16 mai. Il insiste donc auprès du baron Malouet pour qu'en envoyant des transports, on évite tout incident fâcheux. « Il importe », déclare-t-il, « que les commandants des vaisseaux qui vont se rendre aux Canaries

soient animés d'un bon esprit et capables de réprimer tout mouvement d'insubordination parmi les prisonniers⁷. »

O terreur des « affaires », que de sottises on commet en ton nom!...

Pendant que, là-bas, à Ténériffe ou à la Grande Canarie, on attend toujours l'arrivée des fameuses flûtes, les prisonniers du Portugal, eux, ont la douceur de fouler sans retard la terre de France. Onze cents hommes ont débarqué à Brest, le 21 août, ramenés par une corvette et quatre transports anglais; un millier d'autres vont arriver à Cherbourg, dans le courant de septembre : deux frégates, la *Thémis* et la *Perle*, ont été expédiées dans ce but à Lisbonne.

Il faut attendre le mois d'octobre pour voir le baron de Lorge mander de Madrid à son chef : « le ministre de la Guerre de Sa Majesté Catholique m'annonce qu'il a donné par duplicata les ordres nécessaires aux autorités locales des isles Canaries, afin de concourir au prompt embarquement des prisonniers français qui s'y trouvent et dont il lui est encore impossible de me faire connaître la quantité...⁸ »

Constatons que ces ordres administratifs ne sont point des garanties d'exécution rapide. Il s'en faut même de beaucoup. On se rappelle l'heureuse évasion de trois audacieux que ces retards avaient sans doute exaspérés. C'est le 26 novembre seulement que le général commandant la 16^e division militaire à Caen annonce au baron Salamon, chef de la troisième division au ministère de la Guerre, « que ces échappés des îles Canaries, débarqués à Granville, ont déclaré qu'il y avait encore au moins quinze cents de leurs camarades dans ces isles et que, présentement, les Espagnols les surveillaient mieux que jamais⁹. »

On peut se demander si ce départ inattendu, juste expression d'impatience, n'a pas ému quelque peu les autorités canariennes ou si, malgré la désespérante lenteur de la voie du service, les promesses de Madrid vont être enfin tenues. Toujours est-il que, le 29 novembre, le général de Lorge peut adresser à Paris un état circonstancié des prisonniers français qui se trouvaient dans l'archipel à la date du 8 octobre, état où, à côté du nombre des vivants, on mentionne celui des évadés et des morts : ce document donne des quinze cents survivants une liste aussi exacte que le permet la prononciation de vocables français, sans doute étranges pour des

scribes habitués au parler castillan¹⁰. Les fugitifs débarqués à Granville n'ont donc pas menti. En soumettant à ses chefs ce texte intéressant et d'une précision peu ordinaire, le baron de Lorge ajoute : « Le ministre de la Guerre de Sa Majesté Catholique me communique, en date du 18 novembre, un message qui ne m'est parvenu que hier 28 (décidément, les communications n'étaient pas rapides à Madrid en ce temps-là !) par lequel j'apprends que Monsieur le capitaine général des Isles Canaries a l'ordre positif de son Souverain de faire mettre en liberté les quinze cents prisonniers qui s'y trouvent, aussitôt que des embarcations viendront les y chercher... ¹¹ »

Comme on le voit, les engagements pris, le 25 mai de la même année, par le gouvernement espagnol, n'ont pas l'air de l'embarasser fort. Dans un article 32, on a promis de transporter les prisonniers des Canaries à la Corogne et de là, par voie de terre, jusqu'à Bayonne. Le 18 novembre, on trouve tout naturel que ce soit au gouvernement français qu'incombent les soins du rapatriement !

A ce moment, sans doute, volaient sur les eaux les deux flûtes du Roi parties de Toulon le 30 septembre, de sorte que, le 5 décembre 1814, huit mois après la chute de l'Empire, six mois après le rapatriement des abandonnés des Baléares, s'embarquent à Santa Cruz de Ténériffe, sur la *Caravane* et l'*Egyptienne*, un millier environ (exactement neuf cent quatre-vingt-trois hommes) de ceux qui jadis constituèrent les équipages de Rosily. Fait intéressant et digne d'étude, un tiers au moins des survivants a refusé de quitter l'Archipel. Pour comprendre ce fait, il faut écouter le rapport que le comte Beugnot, directeur des ports et arsenaux, adresse au maréchal Soult, duc de Dalmatie, ministre de la Guerre qui, la veille même de Noël, vient de remplacer Dupont à ce poste.

Paris, le 24 décembre 1814.

« Le 14 de ce mois, j'apprenais que la *Caravane* était arrivée à Lorient où elle avait débarqué quatre cent quatre-vingt-trois prisonniers, dont cent quarante-trois militaires de terre, et que l'*Egyptienne*, arrivée à Rochefort, y avait ramené cinq cent quatre autres, dont cent onze militaires de terre. Suivant ce que m'écrit M. Villaret de Joyeuse, lieutenant de vaisseau, chargé en chef de

cette mission, il a laissé aux Canaries cinq cents autres Français qui avaient été aussi transportés comme prisonniers en 1809. Mais il paraît que plusieurs y exercent des professions lucratives ou ont contracté des engagements qui peuvent les faire considérer comme domiciliés. Ils sont pour la plupart soldats (?)

« Je demande au Roi des ordres sur les cas particuliers où se trouvent, parmi ces cinq cents Français, ceux qui ont souscrit à des obligations ou qui ont pris des habitudes qui peuvent les détourner de revenir en France et, lorsque les intentions de Sa Majesté me seront connues, je renverrai aux Canaries la flûte l'*Egyptienne* et je donnerai à l'officier qui la commande les instructions ainsi que les réclamations qu'il devra présenter aux autorités espagnoles, soit pour obtenir que les cinq cents Français, indistinctement, lui soient remis, soit pour redemander ceux qui peuvent être considérés comme prisonniers à renvoyer. J'aurai l'honneur d'informer Votre Excellence du résultat de cette nouvelle mission¹² ».

Signé : le comte BEUGNOT.

Il faut croire que les arguments persuasifs du ministre du Roi de France furent sans effet sur ceux qu'avaient séduits le doux climat des Canaries ou les yeux plus doux encore des Canariennes... Aucun document n'indique qu'une nouvelle flûte ait jamais été expédiée de Toulon ou de Lorient pour ramener ces récalcitrants.

Mais il était écrit qu'à l'exemple de ce qui se passa lors du magistral échouement de la *Vieille Castille*, l'Administration devait encore intervenir pour compliquer les choses ! Le 22 décembre, deux jours avant le débarquement de leurs camarades rapatriés, les trois évadés signalés au départ par Cunéo d'Ornano et, à l'arrivée, par le commandant divisionnaire de Caen, attendaient encore des instructions sur leur sort... Ils ne furent libérés que quarante-huit heures plus tard, ce qui n'indique point qu'on ait fait grand cas, en haut lieu, de leur empressement à regagner la terre natale. Bien plus, à la date du 4 janvier 1815, les onze cents « militaires de terre » débarqués à Rochefort attendent toujours, eux aussi, des instructions sur leur licenciement¹³. Les pauvres gars, après sept ans d'exil — et quel exil ! — auraient eu droit à rentrer chez eux avant la fin de l'an.

Puisque c'est à la Noël de 1809 que furent ensevelis, dans les pontons de Cadix, les voltigeurs et les grenadiers de Dupont, eût-il été excessif d'espérer que leurs prédécesseurs dans ces cercueils flottants célébreraient, au sein de leur famille, la Noël de 1814 ?

Oui ! mais l'on aurait compté sans le Sacro-Saint Règlement ! En dehors d'autres motifs assez légitimes, sans doute est-ce à la crainte de retomber sous un régime aussi routinier qu'il faut attribuer la répugnance des cinq cent dix-sept Français demeurés aux Canaries : à quoi bon rentrer au pays, si c'est pour y retrouver l'accablement d'une administration paralysante ?

Sur leur sort ultérieur aux îles Fortunées, nul n'a jusqu'ici jeté grande lumière. Joseph-Désiré Dugour, qui fut sans doute le descendant de ces captifs, leur a tout juste consacré deux lignes dans ses *Apuntes de la Historia de Santa Cruz* : « Libres de rentrer dans leurs foyers, beaucoup d'entre eux préférèrent rester au lieu où déjà ils exerçaient des industries variées ¹⁴. » Quant à l'historien de la Grande Canarie, Don Agustin Millares Torres, il est encore plus concis : « Ils renoncèrent », dit-il, « à leur ancienne patrie pour la nouvelle qu'ils avaient adoptée ¹⁵. »

* * *

RHIZOMES D'UNE TIGE NOUVELLE

L'explication de leur geste a cependant été donnée, bien des années après le retour des rapatriés, par le naturaliste Sabin-Berthelot, auteur d'une monumentale « Histoire naturelle des îles Canaries » publiée en 1839. Narrant une rencontre avec un marin français de Ténériffe, qui se disait victime de la catastrophe de l'*Indomptable* (catastrophe sur laquelle nous manquerions de détails sans le récit qui nous a été fait de la fameuse tempête où, dans la baie de Cadix et au mois d'avril 1810, sombrèrent plusieurs vaisseaux de haut bord), ce rescapé s'exprimait ainsi : « Je ne vous raconterai pas les divers événements qui se succédèrent durant la résidence au port de Sainte-Marie, après ce malheureux naufrage,

ni ma détention dans les cachots et toutes mes autres infortunes. Ces îles Canaries, où je fus envoyé en dernier lieu avec cinq cents Français prisonniers de guerre, devinrent pour moi une seconde patrie. Nous n'eûmes qu'à nous louer de l'humanité des habitants et du bon vouloir des autorités : le lieutenant du Roi, Don Marcellino Prat, mérite surtout une mention honorable. Ce digne homme fit en notre faveur tout ce qui dépendait de lui ; il acheta des outils à ceux d'entre nous qui pouvaient s'exercer à des métiers et leur permit de travailler en ville. Le gouverneur général et le lieutenant-colonel Megliorini, major de la place de Sainte-Croix de Ténériffe, s'intéressèrent aussi à nous. Quant à moi, le hasard me procura la connaissance d'un négociant qui trouva à m'occuper ; depuis lors, j'ai pris goût au commerce et me suis établi dans le pays. Les premières années ont été pénibles, mais maintenant, ça ne va pas mal... ¹⁶ »

Ce récit, bien d'autres Français demeurés dans l'archipel auraient pu le faire et l'on doit regretter qu'il soit le seul recueilli par Sabin-Berthelot. Il faut bien avouer que si les souffrances de Cadix et les tortures de Cabrera ont inspiré tant de mémoires dus, le plus souvent, à d'obscurs soldats, le séjour aux îles Fortunées ne fut jamais évoqué par aucun des deux mille trois cents marins. Peut-être Bretons et Provençaux n'avaient-ils pas, à cette époque, la plume très facile, peut-être beaucoup d'entre eux en ignoraient-ils l'emploi ?...

On demeure surpris qu'un *globe-trotter* moderne, M. Jules Leclercq, parcourant en 1880 les îles Fortunées auxquelles il a consacré un ouvrage fort attachant, ne se soit à aucun moment douté que l'archipel canarien ait pu accueillir d'autres Français que les compagnons de Béthencourt ¹⁷. Cependant, lors d'une visite à la ville d'Icod de los Vinos, décrite complaisamment par lui, comment n'a-t-il pas remarqué, à l'angle d'une rue montante, cette inscription en lettres capitales : *Franceses* (sous-entendu *Calle Franceses*, rue des Français). Un rien de curiosité l'eût mis sur la voie d'une découverte qui lui a échappé.

Il ne serait pas impossible, en comparant minutieusement les deux états dressés par le gouvernement espagnol, soit à l'arrivée soit au départ, de retrouver les noms de ces rénitents. Ainsi s'établirait l'apport de la France à la civilisation archipelagienne. C'est

un travail de patience que l'on peut signaler à des chercheurs. Les occupations et — rien de plus honorable — l'humble destinée de ces assimilés demeurant, pour quelques-uns du moins, fidèles au pays natal, sont également signalés dans les messages qu'en 1819 encore le représentant de la France envoyait de Santa Cruz au ministre des Relations extérieures.

Successeur de Cunéo d'Ornano, mais désormais placé sous la dépendance du consul de France à Cadix, l'agent consulaire Alexandre Brétilard avait été, dès 1815, désigné à Louis XVIII pour ce poste, mais, peu satisfait d'un traitement modique, il ne cessait d'insister sur le devoir de mieux rétribuer des fonctions aussi importantes. Après avoir cité la présence aux Canaries de consuls de France, de 1696 à 1814, et mentionné son propre rôle dans le rapatriement des prisonniers, il écrit à ses chefs : « On trouve dans ces îles beaucoup de Français, mais parmi eux, point de négociants, ni d'individus aisés. Ce sont des commis, des marchands, des artisans et des domestiques, la plupart pauvres et chargés de famille. J'aurais honte de leur faire payer des droits pour quelques écritures, signatures ou autres services ¹⁸. »

Le tableau doit correspondre à la situation de l'époque. Si, depuis lors, les Français ont réussi à s'imposer dans cette province, à y faire souche et à continuer des noms honorables, n'est-ce pas à force de probité, de travail et d'économie, toutes qualités essentielles de la race ?

Cette vie laborieuse et digne porte d'ailleurs sa récompense : la bénédiction qui, selon l'Écriture, repose sur la postérité du juste. A parcourir l'archipel canarien, le voyageur voit en pleine prospérité les descendants de ces colons. Il retrouvera, dans la commune de Realejos, des Anceaume et, dans celle de Guimar, des Gorge bien cotés, qui sont, à coup sûr, les petits-fils d'Anceaume et de George français ; ou bien, à Santa Cruz, des Maffiotte et des Doreste qui, parmi les historiens locaux, ont pris rang au même titre que Joseph-Désiré Dugour.

Entre autres noms ténériffiens qui décèlent une origine continentale et remontent sûrement à cette époque, il faut citer celui de Pierry, patronyme d'une famille estimée de La Laguna, éteinte depuis peu, ou de Pierre Fernaude dont la descendance, nombreuse et distinguée, appartient à la meilleure société de l'île ; on rappelle

aussi les Melque qui ont donné au pays des marchands et des éducateurs ; les Beautell, dont le premier représentant, au prénom de Manuel, et communément appelé *Mosin* Beautell, fut le père de riches négociants dont l'esprit d'initiative a imprimé une forte impulsion au commerce de gros ; enfin, les Beandet qui, spécialisés dans l'industrie, ont acquis une position enviable. La liste n'est d'ailleurs pas close.

A la Grande Canarie, on dénicherait aussi des Boissier, des Champsaur, des Duchemin, des Ripoché : un Ripoché figure parmi les fondateurs du Musée canarien, centre de la vie intellectuelle du pays. On cite, à titre anecdotique, un Gauthier qui, ayant convolé en justes noces, voulut inscrire à l'état civil, alors ecclésiastique, son fils premier-né. Surpris de ce nom insolite et peu familiarisé avec le français, le curé de la paroisse transcrivit Gauthier en Guttierrez, ce qui, au pays du Cid et dans ces provinces lointaines, correspond à un personnage un tantinet burlesque. Il est prudent, surtout dans une patrie nouvelle, de veiller à l'orthographe exacte des noms propres !

Au surplus, n'allons pas dire ou laisser croire — puisque certains identifient l'Atlantide et l'Eden primitif — que les marins de Rosily aient été, du premier au dernier, des parangons de vertu. Un trait du moins prouve que la susceptibilité, née sans doute de l'état de dépendance, ne fut pas inconnue de tous.

Grâce à l'excellent historien local, Don Buenaventura Bonnet, professeur au Collège supérieur de La Laguna, la tradition orale du temps s'est enrichie d'un épisode d'allure romantique qu'en terminant l'on nous permettra de dire. Son authenticité est attestée par le caractère infiniment respectable de son narrateur, le prêtre historien, Don José Rodriguez Moure qui, plus qu'octogénaire aujourd'hui, l'a retrouvé dans ses souvenirs lointains.

Parmi les déportés figuraient une quarantaine d'officiers de marine que l'on interna de préférence à La Laguna, siège de l'épiscopat et résidence préférée de l'aristocratie ténériffienne. L'un était d'humeur plutôt difficile (en espagnol on désigne ce travers par le joli mot de *quisquilloso*). De plus, ferrailleur (*espadachin*, dont dérive, indubitablement, le mot de spadassin), il avait eu maille à partir avec un officiel espagnol. D'où, duel au cours duquel le Français fut tué.

Comme un délit de cet ordre était sévèrement puni par la Junte, les témoins s'entendirent pour garder le secret et dissimuler le cadavre. On le transporta dans le... *buen retiro* d'une maison inhabitée, dont on boucha soigneusement les ouvertures à l'aide de sable et de chaux. La justice ne put ou ne voulut rien savoir du sort de l'officier français, que d'aucuns déclarèrent furtivement évadé.

Quelque trente ans plus tard, des réparations ayant été faites à cette demeure (elle existe encore, assure-t-on, en la rue de la Rosada, appelée aujourd'hui rue d'Arcanís Nieves), on découvrit, dans l'endroit en question, sous une couche de mortier et de terre, des restes humains. Au dire des personnes qui les examinèrent, ce ne pouvait être que les ossements du Français.

Il nous plaît rapprocher, de l'effort qui s'achève ici, ce macabre trait de mœurs.

Cachés, eux aussi, sous un siècle de poussière, les événements de cette époque lointaine s'effaçaient de notre horizon. Grâce à la pioche des chercheurs canariens, auxquels va toute notre gratitude, le mur d'indifférence qui nous séparait d'eux s'est lentement effrité. A travers les brèches, nous en avons vu reparaître quelques-uns.

Souhaitons qu'une ombre de vie ait été rendue à ces épisodes ignorés et qu'une juste admiration s'attache désormais au souvenir de ceux qu'on pourrait appeler des héros inconnus.

RÉFÉRENCES ET NOTES

LIVRE TROISIÈME

CHAPITRE PREMIER

CONVULSIONS TERRESTRES.

MIGRATIONS ETHNIQUES ET PASSIONS PARTISANES

1. José-Désiré Dugour, *Apuntes*, p. 29 et 59.
2. Archives royales de Simancas, *Legajo*, 6700, pièce du 24 mai 1793.
3. Archives royales de Simancas, *Legajo*, 6700, pièce du 24 décembre 1793.
4. Archives royales de Simancas, *Legajo*, 6700, pièce du 3 janvier 1794.
5. Arch. Nat. Esp. *Estado*, *Legajo* 62, *passim*.
6. Arch. Affaires étrangères. Dossier consulaire *Canaries*. Lettre de Cunéo d'Ornano, 22 juin 1807.
7. Dugour, *Apuntes*, livre III, chap. I et II, p. 183 à 212.
8. Léopold von Buch, *Physicalische Beschreibung der Canarischen Inseln*, p. 19.

CHAPITRE II

LES ÉQUIPAGES DE ROSILY

1. Actes de la Junte des Canaries, *Libro de Guerra*, 1808, folios 18 et 19.
2. *Correo de Tenerife*, du jeudi 6 octobre 1808, p. 53.
3. Date qu'attestent à la fois les relations des prisonniers et le rapport du marquis de Villel accompagnant celui du chef d'escadre Don José de Vargas.
4. Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 218 du 5 avril 1809.
5. Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 218 b du 6 avril et 220 a du 7 avril 1809.
6. Le coût de cette opération de désinfection et celui du transport de l'eau à bord des pontons s'élevait, au 14 avril, à soixante mille réaux versés au sieur Juan Colombo (Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 224 du 14 avril 1809).
7. Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 221 du 9 avril, 222 du 10 avril et 224 a du 16 avril 1809.
8. Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 223 du 15 avril 1809 et 224 b du 17 avril 1809.
9. Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 225 b du 20 avril 1809.
10. *Correo de Tenerife*, 25 mai 1809.

11. Arch. nat. hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 224 b du 17, 225 a du 18 et 225 a du 19 avril 1809.
12. Arch. Hist. Guer. Voir Titeux. *Le général Dupont*, III, p. 693, annexes.
13. Capitale de l'île de Ténériffe.
14. Arch. Aff. Étrang. Espagne, volum. 682, fol. 108 à 110, 30 août 1810.
15. Arch. Aff. Étr. *Canaries*. Doss. consulaire, Cunéo d'Ornano au ministre, lettre du 23 août 1810.
16. Actes de la Junta de Ténériffe, *Libro de Guerra*, folio 38 du 11 mai 1808.
17. Actes de la Junta de Ténériffe, *Libro de Guerra*, José de Quevedo à Carlos O'Donnell, Santa Cruz, 11 mai 1809.
18. Actes de la Junta de Ténériffe, au commandant général, 11 mai 1809.
19. Agustín Millares Torres, *Annales manuscrites* du 24 mai 1809.
20. Isidoro Romero Ceballos, *Diario*, Año de 1809, II, p. 128.
21. *Correo de Tenerife*, 5 avril 1810.
22. Agustín Alvarez Rixo, *Cuadro historico de estas islas Canarias*, 1808 à 1812, manuscrit. Secc. III, p. 23.
23. Agustín Millares Torres, *Historia de la Gran Canaria*, II, p. 211.

CHAPITRE III

ACCUEIL SANS CHALEUR. TRAITEMENT SANS LARGEUR

1. Arch. Hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. du 29 août 1809.
2. Domingo José Navarro, *Recuerdos de un Noventón*, p. 31.
3. Domingo José Navarro, *Recuerdos de un Noventón*, p. 31.
4. Arch. Hist. Esp. *Legajo* 46. Doc. 157 du 5 septembre 1809.
5. Actes de la Junta des Canaries, session extraordinaire du 11 mai 1809 (fol. 106 et 107).
6. Actes de la Junta des Canaries, ses. extr. 11 mai 1809, fol. 106-107.
7. *Acuerdo* du 25 mai 1809.
8. Actes de la Junta, *Libro de guerra*, folios 40 et 41, du 24 mai 1809.
9. Actes de la Junta, s. l. n. d. mais évidemment de 1808.
10. Carlos O' Donnell au président de la Junta, 31 mai 1809.
11. Archives de la Junta, *Decreto* du 3 juillet 1809.
12. Archives de la Junta de Ténériffe, *Libro de Guerra*, folio 41.
13. Archives de la Junta de Ténériffe, *Libro de Guerra*, folio 41.
14. *Correo de Tenerife*, n° 49, 5 juillet 1809.
15. Archives de la Junta, *Actas*, 9 mars 1810.
16. Archives de la Junta, sessions du 1^{er} juin 1809 et du 10 février 1810.
17. Don Rodriguez Moure, transmis par Don Buenaventura Bonnet.
18. *Correo de Tenerife*, 31 décembre 1809.
19. Navarro, *Recuerdos*, p. 31.
20. Museo Canario, *Diario*, manuscrit de Ceballos.
21. *Correo de Tenerife*, n° 48-29 juin 1809, et n° 16 du 12 avril 1810.
22. Ceballos, *Diario*, p. 133.
23. Ceballos, *Diario*, año de 1810, p. 133.
24. José Alvarez Rixo *Cuadro historico* Sec. XII, chapitre 3, p. 119.
25. Arch. Aff. Étrang. *Canaries*. Cunéo d'Ornano à Carlos Lujan, 16 sept. 1809.
26. Arch. Aff. Étrang. *Canaries*. Cunéo d'Ornano à Carlos Lujan, 22 oct. 1809.

27. Arch. Aff. Étrang. *Canaries*. Doss. consulaire, Carlos Lujan à Cunéo d'Ornano, sans date.
28. Voir *Geôles et Pontons d'Espagne*, livre II, chap. II.
29. Arch. Aff. Étr., Corresp. consulaire *Canaries*, Cunéo d'Ornano à Carlos Lujan, 2 mars 1810, voir aussi Arch. Aff. Étr. volume 682, folios 108 à 110.
30. Archives Aff. Étr. *Canaries*. Dossier consulaire, Cunéo d'Ornano.
31. Arch. Aff. Étrang. *Canaries*. Dossier consulaire, Cunéo d'Ornano à d'Armiaga, 13 mars 1810.
32. Dugour, *Apuntes*, p. 242.

CHAPITRE IV

LES TROIS PLAIES DE PHARAON

1. Dugour, *Apuntes para la Historia de Santa Cruz*, p. 207.
2. Toreno de, *Histoire du Soulèvement*, III, p. 458-459.
3. Espinosa, *L'épidémie de fièvre jaune*, p. 5 et 6.
4. Espinosa, *L'épidémie de fièvre jaune*, p. 31.
5. Arch. Aff. Étr. *Canaries*. Rapport sur les traitements qu'ont souffert les Français et leur consul général aux Canaries, 26 juin 1810.
6. Domingo José Navarro, *Recuerdos*, p. 131.
7. Domingo José Navarro, *Recuerdos*, p. 131.
8. Romero Ceballos, *Diario*. Déposé au Musée canarien, II, an. 1812.
9. La Sainte Bible, Joël 2/2-10.
10. Domingo José Navarro, *Recuerdos*, p. 133.
11. Alphonse Daudet, *Lettres de mon Moulin*. Les sauterelles.
12. Romero Ceballos, *Diario*, año de 1812, II, p. 161.
13. Arch. Aff. Étrang. *Canaries*. Doss. consul., Cunéo d'Ornano, rapport au ministre 25 avril 1810.
14. Domingo José Navarro, *Recuerdos*, p. 134.
15. La Sainte Bible, Joël, 1/18-20.
16. Domingo José Navarro, *Recuerdos*, p. 135.
17. Trait cité verbalement par Don Ednardo Benitez, publiciste à Las Palmas.
18. *Cuadro historico*, sec. XII, ch. III, p. 119.
19. José Rodriguez Moure, note manuscrite, transmise par Don Buenaventura Bonnet.
20. José Alvarez Rixo, *Cuadro*, secc. XII, ch. III, p. 119.
21. Domingo José Navarro, *Recuerdos*, p. 125.

CHAPITRE V

POUR ÉCHAPPER AUX TROUBLES PUBLICS

1. Actes de l'*Ayuntamiento* du Puerto d'Orotava, année 1810, folios 30 à 42.
2. Archives des Affaires Étrangères. *Canaries*. Dossier consulaire, Cunéo d'Ornano à Armiaga, le 13 mars 1810.
3. Archives des Affaires Étrangères. *Canaries*. Dossier consulaire, Don José de Armiaga à Cunéo d'Ornano, 25 avril 1810.
4. Alvarez Rixo, *Cuadro*, sec. XI, ch. 13, p. 113-114.

5. Numéro du 10 août 1810.
6. Alvarez Rixo, *Cuadro*, sec. XI, chap. 13, p. 113-114.
7. Arch. Hist. Guer. P.G.F., 1808-1816.

CHAPITRE VI

LE RAPATRIEMENT DE LA ONZIÈME HEURE

1. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 25 juillet 1814.
2. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 30 juillet 1814.
3. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 1^{er} août 1814.
4. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 22 août 1814.
5. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 22 août 1814.
6. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 25 septembre 1814.
7. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 9 septembre 1814.
8. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 3 octobre 1814.
9. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 28 octobre 1814.
10. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, état du 8 octobre 1814.
11. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, lettre du 29 novembre 1814.
12. Arch. Hist. Guerre, Carton P.G.F., 1808-16, Le ministre de la Guerre au comte Beugnot, lettre du 22 décembre 1814.
13. Arch. Hist. Guerre, Carton, P.G.F., 1808-16, Le ministre de la Guerre à M. Lebarbier de Timan.
14. José-Désiré Dugour, *Apuntes de la Historia de Santa Cruz*, p. 207.
15. Agustin Millares Torres, *Historia de la Gran Canaria*, II, p. 211.
16. Sabin-Berthelot, *Histoire naturelle des Iles Canaries*.
17. Jules Leclercq, *Voyage aux Iles Fortunées*, p. 95-96.
18. Arch. Aff. étr. Canaries. Dossier consulaire, lettre au ministre du 26 août 1819.

ANNEXES

LIVRE PREMIER

CHAPITRE V

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-16.

Paris, le 5 février 1810.

Monsieur le Ministre de la Guerre, Paris.

Marine.
1^{re} Division.

Avis de l'arrivée de
14 marins de la
Garde.

7 février 1810.

Renvoyé à M. Goul-
hot pour en faire
part à M. Tabar-
rié.

(Sign. ill.)

MONSIEUR LE DUC,

Le préfet maritime à Toulon, en me rendant compte de l'arrivée à Cette du chebeck *l'Intrepide* venant de Barcelone, m'informe qu'il se trouvait à bord de ce bâtiment, le Sr Bonin, aide de camp, chargé de dépêches du général Duchesne et que cet officier s'est mis en route pour Madrid.

Le préfet maritime me rend également compte qu'à bord du même chebeck se trouvaient 14 marins de la Garde, faits prisonniers en Espagne avec la division de M. le général Dupont et que ces marins se sont échappés de l'île de Cabrera où ils étaient détenus.

Conformément aux ordres de Sa Majesté qui m'ont été transmis en septembre dernier par S. A. S. le Prince de Neuchâtel, ces 14 matelots ont été dirigés sur Bayonne.

J'ai cru devoir donner cet avis à Votre Excellence et je la prie d'agréer l'assurance de ma haute considération.

(Signature illisible.)

CHAPITRE VI

DOSSIER DESBRULL-GARAU.

Rapport numéro II.

Demande des objets nécessaires concernant le service de l'hôpital. — Administration.
Deux cents bois de lits. Deux cents paillasses pour remplacer celles qui sont usées.
Deux cents couvertes et deux cents paires de draps. Dix livres de fil. Cent aiguilles.
Vingt livres de savon. Cinquante cruches. Cinquante pots de nuit. Deux cents écuelles.
Une grande marmite et sa cuillère. Deux haches, deux pioches et deux pelles. Deux

charniers pour l'eau. Soixante cruches d'eau de supplément par jour. Un second âne avec ses paniers et des fourrages pour sa nourriture. Cent brasses de cordes. Deux quintaux de paille.

Chirurgie. — Deux cent cinquante livres de linge à pansement. Quarante livres de charpie, trois bistouris, six lancettes, trois pinces à disséquer, trois livres de fil à coudre, cent aiguilles, mille épingles, deux paires de pinces à anneaux.

Pharmacie. — Tartre émétique, une livre. Manne, trente id. Séné, dix id. Sel de Glauber, trente id. Ipécacuana en poudre, une id. Oximel simple, trente id. Oximel scillitique, trente id. Acide sulfurique, trente id. Esprit de cochlearia, trente id. Teinture de raifort, trente id. Sel de nitre, deux id. Kina concassé, huit id. Id. en poudre, quatre id. Teinture de canelle, six id. Id. de gentiane, six id. Id. de kina, six id. Réglisse ebtière, trente id. Laudanum liquide, deux id. Espèces amères, vingt id. Id. pectorales, vingt id. Racines de salsepareille, six id. Alun calcium, huit onces. Pierre infernale, trois gros. Rhubarbe en poudre, deux livres. Alkali volatil, une id. Liqueur d'Offmann, une id. Dioscorium, huit onces. Extrait d'opium, huit onces. Une petite paire de balances. Ces médicaments sont jugés nécessaires pour un mois.

Etat nominatif de messieurs les Officiers de santé qui ont gratuitement sacrifié jusqu'ici leur repos pour le service des malades :

Chirurgiens. — MM. Vallin, Joly, Thillaye, Cruzel, Fouque, Lepeltier.

Pharmaciens. — MM. Deschamps, Avril, de Maussac, Carbonel, Degain.

Ils s'abandonnent à l'espérance que vous voudrez bien prendre en considération le service qu'ils rendent à l'humanité et leur accorder une gratification quelconque.

Fait à Cabrera, le 16 septembre 1809.

DE MAUSSAC.

Rapport numéro III.

Demandes particulières pour le besoin de MM. les Officiers prisonniers à Cabrera. MM. les Officiers sont dépourvus d'objets nécessaires pour se coucher. Ils demandent que la Junta veuille bien leur procurer les moyens à cet égard.

Objets de toute nécessité pour le couchage des officiers : 36 paillasses, 36 couvertures, 36 oreillers, 36 paires de draps, 36 couchettes.

Certifié véritable, Cabrera, le 17 septembre 1809.

DE MAUSSAC.

PROJET DE LAZARET A CABRERA.

... « A peu de distance de Belver est bâti le Lazaret construit en 1656. Il est divisé en plusieurs petits enclos où l'on purge et évente les marchandises. Ce Lazaret, par le peu de commodités qu'on y trouve, n'est nullement propre à remplir l'objet de son établissement...

« Ces observations avaient fait naître l'idée de bâtir un nouveau lazaret sur l'île de Cabrera. La position ne pouvait être plus heureuse, mais la distance, le trajet de mer firent craindre au commerce des risques et des dépenses trop onéreuses. On renonça à ce projet et l'intérêt du négociant l'emporta sur celui de la santé publique. »

GRASSET-DE SAINT-SAUVEUR.

(*Voyage aux Baléares*, p. 10, note.)

CHAPITRE IX

ARCH. DE LA CONF., VOL. 624, FOL. 259.

OFFICIERS SUISSES DÉPORTÉS AUX BALÉARES.

État de MM. les Officiers du 1^{er} bataillon du 3^e régiment suisse envoyés de Palma sur Majorjka, en date du 2 novembre 1809.

MM. *Sur Majorjka :*
Colonel DE MAY, Louis, Berne.
Capit. DE MURALT, Amédée, Berne.
Capit. BIANCHI, Fabrice, Tessin.
Adj.-major VON DER WEID, Ch.-Em.,
Fribourg.
1^{er} lieutenant. WERTHMÜLLER, Jean-Otto,
Zürich.
1^{er} lieutenant. DITTLINGER, Victor-Ch., Berne.
2^e lieutenant. KÄLIN, Antoine, Schwytz.
2^e — GANZ, Frédéric, Zürich.
Sous-lieutenant. BLATTER, Rodolphe, Berne.
Sous-lieutenant. MOREL, Rod.-Amédée,
Berne.
Sous-lieutenant. GWERDER, Louis, Schwytz.

MM. *Sur Cabrera :*
1^{er} lieutenant. RÜTTIMANN, Fridolin, Lu-
cerne.
2^e lieutenant. WAGNER, Jean-Amédée,
Berne.

A Cadix.

MM.
Capit. DE BARTHÈS, Pierre, Saint-
Gall.
Capit. MÜLLER, Louis, Berne.
Aumônier CHARPENTIER.

MM. *Sur Minorjka :*
Capitaine SCHWICH, J.-B., Argovie.
Chir.-major KASTHOFFER, Fried., Ar-
govie.
1^{er} lieutenant. PFISTER, Charles, St-Gall.
— SCHÜRCH, Charles, Argovie.
— d'ERNST, Victor-Rod., Berne.
Sous-lieutenant. LANDERSETH, Franç.-Pros-
per, Fribourg.
Sous-lieutenant. SPINNER, Henri, Zürich.
— STERCHI, Jean, Berne.

MM. *Morts.*
Capit. de SEYSSSEL, Prosper, Grisons.
Capitaine GWERDER, Schwytz.
1^{er} lieutenant. BRINNER, Henri, Zürich.
2^e lieutenant. FORNARO, Jacques, aîné, St-
Gall.
2^e lieutenant. FORNARO, Pierre-Ant., cadet,
Saint-Gall.
Sous-lieutenant. FORRER, Bela, St-Gall.

2^e lieutenant. SCHEUCHZER, Jean-Jacques,
Zürich.
2^e lieutenant. SINNER, Rodolphe, Berne.
— ROCHAT, Louis, Vaud.

Pour extrait conforme :
DOURHEIM, capitaine.

Cet état est suivi d'un autre, également daté du 2 novembre 1809, où l'on ajoute,
à Cabrera, le sous-lieutenant FAVRE.

Sont portés comme « quittés », le sous-lieutenant BUTTET, Georges, Vaud.
et l'on ajoute, au dos, le porte-drapeau SCHOUCLE, Charles, Vaud.

On note également comme absents :

Chef de bataillon D'AFFRY, Charles, Fri-
bourg.

Capit. TAVEL, J.-Louis, Vaud.
— DE LERBER, François, Berne.

1^{er} lieutenant. CHAPPUIS, Louis-Elysée, Vaud. 2^e lieutenant. MELLY, David-Benjamin, Vaud.
 1^{er} lieutenant. BLANC, Alexandre, Vaud. Sous-lieutenant. SENN, Gaspard, Argovie.

(N. B. — Les prénoms et cantons d'origine, qui ne figurent pas dans ces deux états, ont été ajoutés par nous d'après l'état du 3^e régiment suisse de 1807. (Archives de la Confédération, vol. 654, fol. 4.) Seul le sous-lieutenant Favre, porté supplémentairement, manque à l'état de 1807. On retrouve cependant, dans les papiers d'Affry, un Favre, secrétaire du colonel Thomasset.)

ARCH. DE LA CONF., VOL. 624, FOL. 259.

4^e Régiment.

Les officiers du bataillon de M. le colonel Freuler qui se trouvent à Mallorca sont MM. de Buol et Martin (Argovie) capitaines, Reich et A. Marca lieutenants, Kleist et Gasser seconds lieutenants, Zuchini et Zay, seconds lieutenants.

CHAPITRE XII

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

23^e Division militaire.

Au Quartier général, à Bastia,
le 2 juin 1810.

M. Goulhot, il faut envoyer copie de ces renseignements à l'Empereur et demander au général Morand d'où il les tient.

Morand, général de division
commandant en chef la 23^e division militaire,
chargé de la haute police en Corse
à Son Excellence le Duc de Feltre,
Ministre de la Guerre.

MONSEIGNEUR,

(Illis.)
Les prisonniers de guerre faits à Baylen sont à Majorque et à Minorque.

J'ai l'honneur de transmettre sous ce pli à Votre Excellence des renseignements qui vous feront connaître la destination qui a été donnée par les Espagnols au corps d'armée français qui a capitulé à Baylen.

J'ai l'honneur de vous saluer avec respect.

MORAND.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

Bastia, le 29 mai 1810.

Renseignements qui feront connaître à Son Excellence le Duc de Feltre, ministre de la Guerre, la destination qui a été donnée par les Espagnols au corps d'armée français qui a capitulé à Baylen.

Ce corps d'armée, immédiatement après sa capitulation, fut dirigé sur Cadix et de là aux îles Maïorque et Minorque à l'exception de plusieurs officiers supérieurs ainsi que des malades dont le nombre était assez conséquent et qui furent, par la suite, transportés aux îles Canaries.

Les officiers supérieurs de ce corps d'armée, à l'exception de ceux transférés aux Canaries, sont en ce moment à l'île Maïorque, ainsi que les généraux Dufour et Privé ; les capitaines des vaisseaux et des frégates de l'escadre française, qui se trouvaient à Cadix au moment où la révolution a éclaté en Espagne, sont également à Maïorque. A l'exception de soixante sous-officiers subalternes qui sont à Mahon, tous les autres sont à Palma, capitale de l'île Maïorque, avec l'État-major où ils occupent un bâtiment dont les fenêtres sont barrées.

A Cabrera, petite île déserte, située à huit lieues de Maïorque, sont tous les soldats des deux divisions qui capitulèrent à Baylen, dont le nombre s'élève à 4.500 hommes ; ces soldats sont nus, exposés aux injures de l'air ; on leur apporte tous les deux jours des vivres venant de l'île de Maïorque qui consistent en une livre et demi de pain, quelques légumes secs et un peu d'huile ; il est à observer qu'en été l'eau est rare dans cette île, il y existe une seule fontaine et un puits mais l'eau de ce dernier est saumâtre ; ces prisonniers ne sont gardés que par deux petites chaloupes canonnières, équipées de quarante hommes chacune et mouillées dans un petit port qui fait face à Maïorque.

MM. les Officiers qui sont à Mahon occupent le Lazaret, situé à main droite en entrant dans le port ; ils ont des cours, très spacieuses, pour se promener et ne sont gardés que par un détachement de trente hommes ; on leur a accordé des soldats prisonniers pour les servir, ces officiers sont payés dans l'ordre suivant :

MM. les généraux reçoivent deux piastres par jour, argent d'Espagne, les colonels, majors et chefs de bataillon une piastre, les capitaines et adjudants-majors 40 sous argent de France, les lieutenants et sous-lieutenants 30 sous, les adjudants sous-officiers reçoivent la même solde que les derniers.

Dans la marine, la même proportion est gardée, les aspirants reçoivent le même traitement que les enseignes.

Les maréchaux des logis des marins de la Garde impériale sont payés comme les lieutenants et sous-lieutenants de la ligne.

Minorque est sans troupe ; une seule et faible compagnie de milices y fait le service. Les habitants sont très pacifiques et ne prennent aucune part à la guerre d'Espagne ; ils aiment les Anglais en raison du commerce.

L'escadre anglaise vient souvent mouiller à Mahon, elle est forte de vingt vaisseaux de ligne dont trois à trois ponts.

Les habitants de Maïorque sont très partisans des Anglais.

Pour copie conforme,

Le Général,
MORAND.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

Transmis au bureau des prisonniers de guerre par le bureau de l'infanterie, le 26 juin 1810.

N° 2756 du 26 juin.

Rapport à Son Excellence Monseigneur le Duc de Feltre, Ministre de la Guerre, sur la position des prisonniers français en Espagne pris à la bataille de Baylen, le 19 juillet 1808.

MONSEIGNEUR,

MM. les Officiers de l'État-major des deux premières divisions du 2^e corps de l'armée d'Espagne qui étaient commandés par M. le général Dupont sont tous à Palma, capitale de l'île Majorque. Dans cet État-major se trouve (*sic*) deux généraux de brigade savoir MM. Dufourd et Privé. Les capitaines des vaisseaux et des frégates de

l'escadre française qui se trouvaient à Cadix lorsque l'insurrection en Espagne éclata sont aussi à Palma. Il faut cependant excepter quelques officiers supérieurs qui furent envoyés aux Isles Canaries. A l'État-major on a joint une partie des officiers subalternes. Le reste des officiers de cette Division sont à Mahon. En exceptant quelques-uns qui sont restés malades à Cadix, les sous-officiers et soldats sont dans une petite isle déserte nommée Cabrera, située à 8 lieues de Majorque. J'excepte toujours les malades qui restèrent aux hôpitaux de Cadix lors de notre départ et qui furent ensuite aux îles Canaries en nombre assez conséquent.

MM. les Officiers supérieurs sont payés dans l'ordre suivant : les généraux 2 piastres argent d'Espagne par jour, les colonels, majors de régiments et chefs de bataillon 1 piastre par jour.

Les capitaines de vaisseaux et de frégates ont la même paye. Les capitaines de compagnie reçoivent par jour à raison de 40 sols argent de France, les lieutenants et sous-lieutenants à raison de 30, les adjudants et sous-officiers de même. Les sous-officiers et soldats n'ont point de paye ; ils ont une ration (*sic*) de pain et quelques onces de poix (*sic*) ou de haricots. Jamais de viande, leur boisson est de l'eau.

MM. les Officiers sont toujours enfermés et les sous-officiers et soldats ne sont gardés que par deux petites chaloupes canonnières qui sont à l'encre (*sic*) dans un petit port de Cabrera ; ces chaloupes canonnières ont à peu près chacune 20 hommes d'équipage.

Tel était, Monseigneur, la position des prisonniers français, à l'époque où je me suis échappé.

Les îles Majorque et Minorque sont sans défense. J'ai remarqué qu'à Mahon les habitants ne prennent aucune part à l'insurrection de l'Espagne.

Il n'en est pas de même à Majorque. L'escadre anglaise de la Méditerranée, forte de vingt vaisseaux de ligne, vient souvent mouillée (*sic*) dans le port de Mahon.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, Monseigneur, de Votre Excellence, le très humble, très subordonné et dévoué serviteur.

Maestricht, le 10 juin 1810.

COSME RAMAECKERS,
Lieutenant.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

Ministère de la
Guerre.
5^e Division.
Bureau des prison-
niers de guerre.

Minute de la lettre écrite
par le Ministre
à M. le Général Morand,
comm. de la 23^e Div. Mre,
à Bastia.

Le 5 juillet 1810.

GÉNÉRAL,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 2 juin et le rapport relatif à la situation des Français prisonniers de guerre à Majorque et dans les autres îles espagnoles qui y était joint. J'ai mis ces renseignements sous les yeux de S. M. à laquelle je désire pouvoir faire ultérieurement connaître le moyen que vous avez employé pour vous les procurer et s'il serait possible d'établir des communications quelconques avec ces îles dans le cas où elles seraient jugées utiles.

Recevez, Général, l'assurance de ma parfaite considération.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

5^e division
Bureau des prison-
niers de Guerre.

Ministère de la Guerre.

RAPPORT FAIT A L'EMPEREUR LE JUILLET 1810.

On présente à S. M. des renseignements sur la situation des prisonniers de guerre français à Majorque et autres îles espagnoles.

J'ai l'honneur de mettre sous les yeux de S. M. un rapport que j'ai reçu du Général Morand, comm^t un corps, sur la situation des Français tombés au pouvoir des Espagnols et sur la force employée à leur garde aux Isles Majorque, Minorque et Canaries.

Je demande au général Morand comment ces renseignements lui sont parvenus mais je dois annoncer à S. M. qu'ils me sont confirmés par le rapport d'un lieutenant * qui s'est sauvé des prisons de l'ennemi.

Signature illisible
(et) GOULHOT.

(* V. Ramaeckers.)

(EXTRAIT DU *Schweizerbote*, n^o 50, année 1810.)

OFFICIERS SUISSES PRISONNIERS A CABRERA.

De Minorque ont été transportés à Cabrera :

du 3^e régiment suisse :

Auguste SCHWICH, de Berne, capitaine.
Charles FRISTER, Saint-Gall, 1^{er} lieutenant.
Charles SCHÜRCH, d'Argovie, lieutenant.
Louis ROCHAT, d'Orbe, lieutenant.
Johann STERCHI, de l'Oberland, sous-lieutenant.
François-Joseph LANDERSETH, de Fribourg, sous-lieutenant.
Auguste D'ERNST, Berne, sous-lieutenant.

du 4^e régiment suisse :

Jacques PLÜSS, de Zofingue, capitaine.
Le 16 avril 1810, nous avons abordé à *Cabrera* et y avons trouvé les officiers suivants du 3^e régiment :

VON MURALT Amédée, de Berne, capitaine.
DITTLINGER Victor, de Berne, 1^{er} lieutenant.
BLATTER Rodolphe, de l'Oberland, sous-lieutenant.
WERTMÜLLER Jean-Otto, de Zurich, 1^{er} lieutenant.
WAGNER Jean-Amédée, de Berne, lieutenant.
RÜTTIMANN Fridolin, de Lucerne, 1^{er} lieutenant.
GWERDER fils Louis, de Schwytz, sous-lieutenant.
FAVRE, de Fribourg, lieutenant.
VON DER WEID Charles-Emmanuel, de Fribourg, adjudant-major (3^e).
BUOL Stephan, de Coire, capitaine.

BERTSCH Andréas, de Coire.

KÄHLIN Antoine, d'Einsiedlen, lieutenant.

A Majorque se trouve encore le colonel Louis DE MAY.

Écrit à bord du vaisseau devant Cabrera, le 16 avril 1810.

Friedrich KASTHOFFER (de Berne.)

Feldscheer Major du 3^e régiment suisse,

Zofingue, le 7 décembre 1810.

Karl SCHEUERMANN.

Communiqué par le comm. Miserez, de Delémont.

(N. B. — Les grades n'étant pas indiqués dans le document Kasthoffer-Scheuermann, nous les avons rétablis d'après l'état du 3^e régiment du 2 novembre 1809 (Archives de la Confédération, vol. 624, fol. 259). H. de Schaller, *Histoire des troupes au service de France*, mentionne la plupart de ces noms mais parfois avec des grades ou des prénoms différents. De l'état du 2 novembre 1809 au tableau du 16 avril 1810 on voit disparaître le capitaine Fabrice Bianchi (Tessin), le lieutenant Frédéric Ganz (Zürich) et les deux sous-lieutenants Rodolphe-Amédée Morel (Berne) et Henri Spinner (Zürich). Les trois premiers ont dû mourir à Majorque et le quatrième à Minorque, mais aucun acte officiel ne l'indique. D'autre part, le 2^e lieutenant Louis Rochat, d'Orbe, porté comme étant à Cadix le 2 novembre 1809, est signalé par Kasthoffer comme transporté de Minorque à Cabrera.)

CHAPITRE XV

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

Armée de Catalogne.

N^o 243.

Bureau des prisonniers de guerre.

État-Major général au Quartier général à Gironne,

le 28 février 1813.

A Son Excellence le Duc de Feltre, Ministre de la Guerre.

MONSEIGNEUR,

Mander au général commandant la 10^e division de faire diriger ces militaires sur les dépôts de leurs corps.

Le général commandant en chef me charge d'adresser à Votre Excellence l'état nominatif de vingt-quatre Français prisonniers de guerre qui se sont échappés de l'île de Cabrera le 18 de ce mois sur un bateau pêcheur. Ils sont arrivés à Rosas le 22 du courant et ont été dirigés de suite sur Perpignan.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monseigneur, de Votre Excellence le très humble et obéissant serviteur.

Le général de brigade, baron de l'Empire,
chef de l'État-major général,

Jean GAMELINGER.

(Suivent à la date du 24 mars 1813, les minutes des lettres écrites par le ministre au général commandant la 10^e division.)

..... Je vous engage à donner ordres nécessaires pour qu'ils se rendent promptement aux dépôts de leurs corps respectifs à l'exception cependant de M. Mendelle,

Jean-François-Étienne, lieutenant des douanes * et des nommés Riquer et Boyer **, marins de l'escadre de Cadix qui doivent attendre les ordres des Ministres des Finances et de la Marine auxquels j'ai donné avis de leur rentrée en France.

Quant aux militaires des 3^e et 5^e légion de réserve, les envoyer aux dépôts du 122^e de la ligne dont ils doivent faire partie.

* Fait prisonnier à l'affaire de la Bisbal, le 8 mai 1808.

** Faits prisonniers le 12 juin 1808.

CHAPITRE XVI

ARCH. DE LA CONF., VOL. 624, FOL. 259.

Château de Bellver, près de Palma, dans l'isle de Mallorca.

Le 29 octobre 1809.

MONSIEUR LE LANDAMANN,

Les soussignés, colonels des 3^e et 4^e régiments suisses, prisonniers avec les bataillons sous leurs ordres, par suite du combat de Baylen le 19 juillet 1808 et des conventions arrêtées, les 22 et 23 suivants, entre les généraux français et espagnols, dans la situation également pénible et difficile où ils se trouvent, après quinze mois de captivité, dont ils ont passé cinq sur des bâtiments en mer,

prennent la liberté d'implorer la protection de Votre Excellence sous les ordres desquels (*sic*) ils ont eu l'honneur de servir tous les deux en Suisse pour La prier de vouloir bien s'intéresser à leur délivrance.

Ils sont persuadés que leur présence pourrait être utile dans les corps où ils servent et leur donnerait la faculté de signaler leur zèle et leur dévouement dont ils sont animés pour les intérêts de leur chère patrie.

Qu'il nous soit permis, Monsieur le Landamann, d'exposer sans détour les moyens qui nous paraissent convenir dans notre position actuelle pour atteindre ce but, objet de tous nos vœux.

Plusieurs officiers espagnols, originaires de cette isle, sont prisonniers de guerre en France et nous pensons que la Junte supérieure d'observation et de défense du royaume de Mallorca consentirait à traiter de leur échange.

Il est vrai que parmi ces officiers, il n'en est point d'un grade au-dessus de celui de capitaine, mais nous croyons que cette circonstance ne présente pas d'obstacle à notre échange si l'on considère que les cartels de presque toutes les nations offrent des exemples d'officiers supérieurs échangés contre des officiers revêtus de grades inférieurs, sauf à connaître les bases et propositions d'après lesquelles ces sortes d'échanges doivent s'effectuer dans la présente guerre.

Nous sommes les deux seuls officiers supérieurs suisses prisonniers à Mallorca et le nombre d'officiers de nos deux régiments qui s'y trouvent ne se monte collectivement qu'à six capitaines et quinze officiers subalternes.

Nous réitérons à Votre Excellence nos plus pressantes sollicitations pour qu'Elle veuille bien contribuer à notre élargissement, persuadés de l'efficacité d'une entremise aussi respectable que celle du chef honoré de notre estimable Nation. Nous lui offrons d'avance les expressions d'une reconnaissance sans bornes pour un semblable bienfait

et l'assurance de la haute considération et du profond respect avec lesquels nous avons l'honneur d'être,

Monsieur le Landamann, de Votre Excellence, les très humbles et très obéissants serviteurs.

FREULLER.

LOUIS DE MAY.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F., 1808-1816.

(Sans destinataire indiqué.)

Berne, le 15 mai 1810.

MONSIEUR LE COMTE,

Je veux entretenir Votre Excellence d'un objet qui me tient fort à cœur et qui, j'aime à le croire, lui paraîtra digne d'un intérêt particulier : je veux parler du sort des officiers suisses que les événements de la guerre ont fait tomber au pouvoir des insurgés espagnols.

V. E. sait qu'à l'affaire de Baylen deux bataillons suisses du corps d'armée du général Dupont furent faits prisonniers de guerre. Les officiers transportés aux Isles Baléares y ont été longtemps détenus. Le 13 mars dernier, ils faillirent être victimes d'une émeute qui éclata à Palma. Le peuple se porta en foule au château pour massacrer ces prisonniers. Mais grâce à la fermeté et au dévouement généreux du Gouverneur (M. de Reding) qui exposa sa vie pour eux, ils échappèrent à la fureur populaire ; le gouverneur les mit pour le moment en sûreté, en les faisant conduire sur les rochers sauvages de Cabrera ; mais leur séjour dans cette Isle n'a pas été long car les dernières nouvelles, reçues de l'un de ces officiers, M. de Muralt, capitaine au 3^e régiment, annoncent qu'ils allaient être transportés à Cadix ; je suppose que l'intention des autorités espagnoles est de les remettre aux troupes anglaises qui dominent dans cette ville, devenue aujourd'hui le foyer principal de l'insurrection.

La pitié qu'inspirent les longues infortunes de ces braves officiers est générale en Suisse. Plusieurs circonstances parvenues à la connaissance du public ont fait, je dois le dire, une profonde impression, d'autant plus que, jusqu'ici, l'on n'a pas même appris d'une manière certaine si ces officiers jouissaient de la protection que le droit des gens attache à la qualité de prisonniers de guerre et si Sa Majesté, touchée de leur sort, daignait étendre sur eux les effets de sa bienveillance.

Aujourd'hui des négociations sont entamées pour l'échange des prisonniers ; un commissaire anglais, arrivé en France, traite avec le Gouvernement. Le moment d'espérer de solliciter la libération de mes malheureux compatriotes paraît venu et je prie V. E. de vouloir bien porter mes instantes sollicitations en leur faveur soit à S. E. le Ministre de la Guerre, soit à S. E. le duc de Cadore dans le cas où la chose devrait se traiter par les voies diplomatiques.

S'il était possible de les faire comprendre dans le premier échange qui aura lieu, cette disposition serait envisagée en Suisse comme un grand bienfait et produirait un très bon effet pour le service en général. Il suffirait sans doute que le Ministre de la Guerre le demandât, car supposé même que les officiers fussent encore au pouvoir des insurgés espagnols, le commissaire anglais pourrait peut-être stipuler leur échange.

J'ai reçu trop de preuves et de l'intérêt avec lequel V. E. s'occupe des moyens d'attacher toujours davantage la Suisse à la Couronne de France et de son zèle dans les choses qui peuvent influer avantageusement sur le service capitulé et du poids que

peuvent avoir ses bons offices, pour ne pas lui recommander, avec la confiance la plus entière, une affaire dans laquelle elle peut obliger essentiellement mon pays et moi-même.

Agrérez, etc.

Le Landamann de la Suisse,
Signé : Gal de WATTEVILLE.

Le Chancelier de la Confédération,
Signé : MOUSSON.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-14.

Ministère de la Guerre.	Minute de la lettre écrite par le Ministre [de la Guerre].
5 ^e Division.	à S. E. M. de Duc de Cadore,
Bureau des prisonniers de guerre.	ministre des Relations extérieures.

Le 28 juin 1810.

MONSIEUR LE DUC,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire pour me donner connaissance de celle que vous a adressée M. le Landamann de la Suisse, afin de réclamer le prompt échange des officiers des deux bataillons suisses faits prisonniers à l'affaire de Baylen. Les motifs de cette demande sont de nature à être pris en considération et je m'empresserai de m'en occuper dès que les circonstances permettront de faire effectuer des échanges.

Je prie V. E. de vouloir bien en donner l'assurance à M. le Landamann de la Suisse. Agrérez, etc...

EXTRAIT DES NOTES DE CHARLES-EMMANUEL VON DER WEID,
OFFICIER AU 3^e RÉGIMENT SUISSE.

Mars 1809.

28 Embarqué dans la rade de Cadix, à bord de la « Sally of New-York », bâtiment de transport américain.

Avril.

3 Mis à la voile.
5 Passé le détroit.
7 Forcé par une tempête de rentrer en rade de Gibraltar, pendant la nuit.
11 Parti de Gibraltar.
21 Croisé devant Minorque.
24 Mouillé devant Palma.

Mai.

8 Levé l'ancre.
10 Débarqué dans l'île de Cabrera.

Juin.

25 Quitté Cabrera.
28 Débarqué au lazaret de Palma.

Juillet.

7 Sorti de quarantaine pour entrer au quartier de la Lonja dans Palma.

Août.

10 Première révolution de Palma contre les prisonniers.

Mars 1810.

12 Autre révolution. Massacre des prisonniers français et leur embarquement.
15 Débarqué à Cabrera.

Juillet.

28 Embarqué à bord du transport espagnol « La Fortuna ».

29 Levé l'ancre.

30 Doublé le cap Palos.

Août.

8 Doublé le cap de Gata.

10 Jeté l'ancre devant Gibraltar.

11 Passé à bord de la « Britannia », bâtiment de transport anglais.

21 Mis à la voile.

Septembre.

17 Vu la terre d'Angleterre.

Archives de la Société d'Histoire de Fribourg, tome V, 1893.

CHAPITRE XVIII

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

Liasse : Prisonniers français évadés de Cabrera et débarqués en Alger 1813.

Pièce 6993.

Alger, le 6 septembre 1813.

A Son Excellence Monseigneur le Duc de Feltre,
Ministre de la Guerre.

MONSEIGNEUR,

M. Fillaterau, membre de la Légion d'honneur, officier au 5^e régiment de dragons, prisonnier sur l'île de Cabrera, m'a mandé par une lettre du 25 août que j'ai reçue le 28 qu'il était parvenu, avec 32 de ses compagnons d'infortune, à s'emparer de la chaloupe de la frégate espagnole qui surveillait le dépôt; qu'après les plus grandes souffrances par la privation d'eau et de toutes espèces de vivres, ils avaient été obligés de se jeter à la côte de Barbarie et qu'ils étaient arrivés à Cherchelles où leur chaloupe s'était brisée sur les rochers. Heureusement qu'ils n'ont pas échoué un peu plus à l'ouest: ils tombaient parmi les rebelles au milieu desquels ils couraient les plus grands dangers d'être massacrés.

Je me suis empressé de demander au Deï que ces braves me fussent envoyés par terre ou par mer à Alger. Le prince s'y est refusé en m'observant qu'il était beaucoup plus simple d'expédier un des armements français que j'avais dans le port à Cherchelles où ils pourraient être embarqués. J'ai envoyé aussitôt par terre un courrier pour informer M. Fillaterau de ces dispositions; des provisions ont été mises à bord du corsaire *les Représailles* que j'ai fait partir sur-le-champ avec les ordres convenables de la Régence. Les prisonniers ont fait voile dans la soirée du 30 pour un des ports de France ou d'Espagne; j'en joins ici l'état nominatif.

M. Fillaterau et ses compagnons d'infortune se louent beaucoup de la conduite du Khaïd de Cherchelles qui leur a prodigué tous les soins et les secours dont ils avaient si grand besoin.

Plaiguez-moi, Monsieur le Duc, de n'avoir pu accueillir moi-même ces 33 braves, M. Fillaterau surtout, officier d'un corps où j'ai servi moi-même avec mon frère.

Je suis, avec le plus profond respect, Monseigneur, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

DUBOIS DE THAINVILLE,

Consul général,

Chargé d'affaires de France et d'Italie, à Alger.

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

*État nominatif des officiers, sous-officiers et soldats débarqués à Cherchelles,
le 24 août 1813.*

N ^{os}	NOMS	PRÉNOMS	GRADES	RÉGIMENTS
1	FILLATREAU	Mathieu	sous-lieutenant	5 ^e dragons
2	MAUZAC	Jean	sergent-major	67 ^e ligne
3	LAPÉRON	Jean	sergent	3 ^e léger
4	MAÇON	Bernard	id.	67 ^e ligne
5	MAILLÉ	Auguste	id.	id.
6	DAMIEN	Nicolas	fourrier	24 ^e dragons
7	ROUX	Jean-Joseph	fourrier	67 ^e ligne
8	MÉRU	Henry	brigadier	6 ^e dragons
9	GIVAUDAN	Jean-Baptiste	caporal	3 ^e artillerie à pied
10	CAILLAC	Pierre	id.	5 ^e léger
11	ROZIER	Jean-Baptiste	id.	4 ^e léger
12	SCEDERALLE	Claude	id.	id.
13	REVERCHON	Antoine	id.	117 ^e ligne
14	BENOIST	Jean-Jacques	id.	67 ^e ligne
15	DETREUX	Alexandre	1 ^{er} soldat	train de la garde
16	CHOSEGROS	Joseph	tambour	3 ^e légion
17	CAPO	Joseph	soldat	3 ^e artillerie à pied
18	MOREL	Florent	grenadier	67 ^e ligne
19	BATIVERT	Étienne	dragon	6 ^e dragons
20	RICAR	Joseph	voltigeur	5 ^e légion
21	BAILLY	François	id.	id.
22	PUICHON	Joseph	soldat	id.
23	ANDRÉ	Jean-Paul	id.	3 ^e artillerie à pied
24	ODARD	Constantin	voltigeur	3 ^e légion
25	LAMBERT	Michel	soldat	5 ^e légion
26	ARNOULD	Joseph	id.	id.
27	BUSTIN	Georges	soldat	37 ^e ligne
28	MAUSSÉ	André	id.	67 ^e ligne
29	PERPERA	Simon	id.	117 ^e ligne
30	BRESTE	François	id.	5 ^e légion
31	RAFCOU	Charles	id.	3 ^e légion
32	MATRIBA	Jean	voltigeur	5 ^e légion
33	GUIGNET	Michel	soldat	15 ^e légion

Certifié signé : M. FILLATREAU.

Pour copie conforme :

Le consul général chargé d'affaires de France et d'Italie,

DUBOIS DE THAINVILLE.

CHAPITRE XIX

*Armistice du 14 avril 1814.**Armée d'Aragon et de Catalogne.**Ordre du jour de l'armée.*

Le Gouvernement provisoire, considérant combien il importe de mettre un terme au fléau de la guerre et d'en réparer, autant qu'il est en lui, les terribles résultats,

Arrête, vu l'urgence,

Art. I. — Tous les prisonniers de guerre retenus sur le territoire français seront, de suite, rendus à leurs puissances respectives.

Art. II. — Cette mesure sera communiquée aux ministres plénipotentiaires de ces diverses puissances, avec invitation d'en garantir à la France la réciprocité.

S. M. l'Empereur de Russie a déjà promis la rentrée de tous les Français prisonniers en Russie.

S. M. le roi Louis XVIII, en quittant l'Angleterre pour rentrer dans ses États, voulant se faire précéder du plus grand bienfait, a demandé et obtenu du prince régent la liberté de tous les Français prisonniers en Angleterre.

Sur cette frontière, tous les prisonniers espagnols qui iraient en France sont déjà en route pour repasser les Pyrénées et rentrer dans leur patrie. Le retour des Français qui sont prisonniers en Espagne est attendu très incessamment.

Au quartier général à Narbonne, le 23 avril 1814.

Signé : le maréchal SUCHET, duc d'ALBUFERA.

Pour copie conforme :

Le général de brigade, chef de l'État-Major général,

Signé : SAINT-CYR.

(Correspondance d'Espagne, 14 avril 1814.)

*Armée royale du Midi.**Ordre du jour (extrait des journaux de Paris du 3 mai 1814.)*

Allocution de S. M. le Prince de Neuchâtel au Roi :

... Comment peindre l'émotion dont nos guerriers furent pénétrés en apprenant avec quel touchant instinct Votre Majesté, oubliant ses propres malheurs, ne semblait depuis longtemps occupée que de ceux des prisonniers français ?

« Peu importe », disait-elle au magnanime Alexandre, « sous quel drapeau les 150.000 prisonniers ont servi : ils sont malheureux, je ne vois parmi eux que mes enfants. »

Publié au quartier général à Narbonne, le 10 mai.

SUCHET.

Pour copie conforme :

SAINT-CYR.

(Cité par le capitaine Vidal de la Blache, *L'évacuation de l'Espagne*, II, p. 566.)

EXTRAIT DU *Traité conclu à Valençay le 11 décembre 1813 entre la France et l'Espagne pour le rétablissement sur le trône du roi Ferdinand VII.*

Art. 11.

Les prisonniers faits de part et d'autre seront rendus, soit qu'ils se trouvent dans les dépôts ou tout autre lieu, soit même qu'ils aient pris du service, à moins qu'aussitôt après la paix, ils ne déclarent devant un commissaire de leur nation qu'ils veulent rester au service de la puissance chez laquelle ils se trouvent.

Art. 12.

La garnison de Pampelune, les prisonniers de Cadix, de la Corogne, de la Méditerranée et ceux de tout autre dépôt qui auraient été remis aux Anglais, seront également rendus, soit qu'ils se trouvent en Espagne, soit qu'ils aient été envoyés en Amérique ou en Angleterre.

Fait et signé à Valençay, le 11 décembre 1813.

Le comte DE LAFOREST.

Le duc de SAN CARLOS.

(D'après De Clercq, *Recueil des traités de la France*, 11/393.)

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

Convenida por el gobierno de España y el provisional de Francia la entrega reciproca de los prisioneros de guerra que tienen en sus respectivos depositos ambas Naciones, la resuelto el Rey Nuestro Señor que las autoridades principales, asi militares como civiles, observen lo que previene la instruccion siguiente par recibir los prisioneros españoles que vengan y entregar los franceses que han de restituirse.

Madrid, 25 de Mayo de 1814.

(Brochure de 36 articles dont on extrait les art. 27, 31 et 32.)

Art. 27.

El capitán general de la provincia de Cadiz y de Galicia, y lors comandantes generales de Mallorca è Islas Canarias dispondrán que los Comandantes encargados de la asistencia de los depositos de prisioneros formen listas clasificadas y exactas del número de estos que hubiere en cada deposito.

Art. 31.

Los prisioneros franceses existentes en Cadiz, Islas Baleares ó qualquier otro punto de la costa de Levante de la Peninsula serán transportados à la plaza de Barcelona, en donde o en el puento que señale el generale en chef del primer exercito serán entregados con la debida formalidad al que estuviere comisionado por su Nación para recibirlos.

Art. 32.

Los prisioneros qui estàn en las Islas Canarias serán transportados al puerto de la Corugna se donducirán à la plaza de Bayona de Francia para su entrega. Se preferira su marcha por mar ; pero si la necesidad obligase à que la hagan por tierra, se daràn pasaportes à los encargados de cada conducción para el auxilio de alojamientos, raciones ordinarias y bagages à los totalmente imposibilitados hasta nuestra frontera.

CHAPITRE XX

ARCH. HIST. GUER. — CARTON P. G. F. 1808-1816.

5^e division

N^o 95

Paris, le 27 juillet 1814.

A Monsieur le comte Dupont, Ministre, Secrétaire d'État de la Guerre.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 25 de ce mois sur la situation de nos prisonniers de guerre en Espagne et sur les difficultés qu'éprouve M. le lieutenant général de Lorge, chargé d'assurer leur retour en France.

J'ai adressé sur cette importante affaire une note à M. de Labrador et j'ai demandé que des mesures fussent prises incessamment pour protéger la personne des prisonniers et pour faciliter leur voyage et leur rentrée.

J'ai également fait part à ce Ministre des motifs qui font craindre à une partie des militaires espagnols qui se trouvent en France de retourner dans leur pays. Dès qu'il m'aura fait part des mesures prises pour leur sûreté, j'aurai, Monsieur le Comte, l'honneur de vous en informer.

Vous me faites l'honneur de m'annoncer que vous désirez faire revenir par mer les prisonniers français qui sont au Portugal. Je prévien de vos intentions M. le comte de Palmella chargé de suivre les affaires de Portugal et je le prie d'inviter la Régence à faciliter leur embarquement. Je ne pense pas qu'il y ait lieu d'adresser à M. l'ambassadeur d'Angleterre quelque communication à cet égard.

Agréez, Monsieur le Comte, l'assurance de ma haute considération.

Le P^{re} DE BENEVENT.

EXTRAIT DE *Vieux Souvenirs*, 1894, P. 423, PAR LE PRINCE DE JOINVILLE.

Nous nous arrêtàmes aux Baléares... Nous y remplîmes un pieux devoir. Après la triste capitulation de Baylen et son indigne violation, nos malheureux soldats, victimes de cette faiblesse et de cette déloyauté, furent jetés sur un îlot appelé Cabrera, îlot pelé, désert, où la plupart moururent de faim, oubliés, abandonnés du monde entier. Informés que leurs ossements gisaient sans sépulture, épars sur l'île, je les envoyai recueillir, rassemblés en terre chrétienne, et sur cette terre s'éleva, par les soins de notre consul Cabarrus, un monument souscrit par l'escadre tout entière avec cette inscription :

*A la mémoire des Français morts à Cabrera
L'escadre d'évolution de 1847.*

PRISONNIERS FRANÇAIS DE CABRERA

MENTIONNÉS DANS QUATRE LISTES CONNUES :

- 1) Souscripteurs aux *Mémoires* de L.-J. Wagré, 1828 = 28.
- 2) Souscripteurs aux *Adieux à Cabrera* de L.-J. Wagré, 1835 = 35.
- 3) Signataires de la pétition à la Chambre, 1836 = 36.
- 4) Vieux soldats de l'Empire, liste jointe aux *Cabrériens* de G. Froger, 1849 = 49.

N. B. — Le millésime porté à la suite de chaque nom indique à quelle liste ce dernier a été emprunté. Pour un certain nombre de noms les indications (prénoms, professions, adresses) proviennent de différentes listes. Les adresses données par Wagré (1835) et Froger (1849) différant quelquefois, c'est la dernière qui a été retenue.

ABBEVILLE	»	voyageur	Bordeaux	35
ALLANT	Pierre	cultivateur	Surgères (Ch.-Inf.)	35
AMJET	Pierre-Alexis	cordonnier	143, r. Université	49
ANDRÉ	»	»	12, bd du Temple	49
AUBERTIN	Nicolas	»	1, St-Martin	28. 35. 36
AUGÉ	»	capit. état-major	Bercy	49
AUGUSTIN	»	»	69, r. Quincampoix	49
AURIOL	»	»	A Fils-Aguard (Hte-L.)	35
BAMELAIN	»	architecte	»	28. 36
BANCELIN	»	»	4, r. Oblin	49
BARBAGE	Henry	batelier	Armentières (Nord)	35
BAROIS	»	aubergiste	»	28
BAULIEU	Charles	taill. de pierres	Gr. rue, Poitiers	35
BEAUDENOU	»	»	Montargis (Loiret)	35
BESANÇON	»	»	10, r. de la Voirie	35
BESSIN	Michel	commissonnaire	82, r. de Bondy	49
BELOT	»	»	8, r. Rochechouart	49
BERNIER	Jean-Claude	»	St-Germain	36. 49
BETREMIEUX	François	concierge	2, quai Voltaire	49
BICHEREL	Louis	cultivateur	Colombes, p. Paris	49
BIGOT	Pierre	savetier	6, r. Petit-Musc	36. 49
BINARD	Pierre-Simon	»	Romilly-s.-Aube	35
BONIN	Jacques-Parfait	jardinier	181, r. St-Dominique	38. 49
BOQUET	Laurent-Victor	journalier	Croissy, p. Chatou	49
BORDELET	»	»	Cuterelle	35
BOULET	»	md. de vins	258, r. St-Martin	49
BOULEROT	Sébastien	corroyeur	204, r. Mouffetard	35. 49
BOUQUILLON	»	fermier	Gailletière (Ch.-Inf.)	35
BOURG	François	»	1, r. Mandar	49
BOUTÉ OU BUTET	»	md. de vins	»	28. 36
BRAIFFAUT	Gilles	»	»	36
BREMOND	Alexis	maréchal-ferrant	Avesnes (Nord)	49
BRICART	»	aubergiste	»	28
BRIQOX	Jules	commissonnaire	2, ch. de Ronde	49
BRUNEAU	»	menuisier	La Rochelle	35

CANAPLE	Joseph-Antoine	menuisier	St-Germain-en-Laye 28. 35. 36. 49
CAMUS	Pierre	port. à la halle	37. Grde-Truanderie 28. 36. 49
CANTIN	»	employé	Hospice St-Louis 49
CAPITAINE	Jean-Nicolas	déchargeur	r. St-Martin 28. 35. 36. 49
CATIT	Jean	maître-couvreur	Poitiers 35
CAUX	»	»	Fbg St-Germain 49
CHAPELAIN	»	école de médecine	» 28
CHAPUSON	»	»	Nantes 35
CHAPUIS	Jean-Baptiste	cultivateur	Robuissou-St-Pol (Y.) 35
CHARRA	Esprit-Benoit	tailleur	10, r. Paradis, au Marais 36. 49
CHAPUISEAU OU			
CHARPINSOT	Jacques	»	Nogent-s.-Seine 35. 49
CHAUVIN	»	lieut. en retraite	Chap. St-Denis 49
CHEVALIER	»	»	Montargis (Loiret) 35
CHOUET	»	»	» 28
CHILLADE	»	fabr. de chandelles	La Rochelle 35
CLERGAUX	»	propriétaire	Rocheport 35
CLOUET	»	capitaine	» 49
COCHETEUX	»	»	2, r. de l'Étoile 49
COMBET	»	maître-charron	Lille (Nord) 35
COMBEAU	»	cultivateur	Surgères (Ch.-Inf.) 35
CORDEAU	Jacques-Franç.	brigad. de gend.	» 36
CORIEN	»	»	» 28
COULIAN	»	épicier	» 28
COURTIN	Hercule	fruitier	3, r. Mazière, Versailles 49
COUTANT	Jean-Pierre	»	» 36
COUTEAU	Louis-Cosmus	épicier	Milly (S.-et-O.) 36. 35. 49
COUTURIER	Pierre-Jacques	jardinier	Grenelle 49
CUENIER	Marin	march. de vins	» 28. 36
CUINIER	Joseph	fab. de chaussons	8, r. St-Martin 35. 36
CUNIÈRE	Jean-Marie	ébéniste	Gd.-r. de Reuilly 36. 49
CUSIN	Bapt.-Louis	»	27, bd Poissonnière 35
CUSSIN	»	»	2, chaussée d'Antin 49
DEGAIN DE MONTAGNAC	»	capitaine	» 28
DEBRIE	Jean-Franç.-Ch.	tourneur, tabletier	10, r. Rambuteau 35. 36. 49
DECONT	»	caporal, poissonnier	St-Jean-d'Angély 35
DEGRISSELLE	St.-Nicolas	fabr. de cols	r. Bourg-l'Abbé 49
DELAITRE	»	capitaine retraité	r. Fontaine-au-Roi 49
DELEMONTER	»	»	» 28
DELVOYE	»	»	54, r. de Charenton 49
DENANT	Baptiste	homme de peine	157, r. fbg St-Martin 49
DENOYE	»	brig. de gendarm.	» 28
DENEUILLY	»	»	20, r. St-Merry 49
DERENFRENNELLE	»	tonnelier	» 28
DESCHAMPS	»	messenger	Versailles 28. 49
DUBREUIL	Pierre-Alex.	march. de vins	92, r. Montorgueil 28. 36
DUMARD	Pierre-Gervais	»	Auteuil (Oise) 35
DUMOULIN	Nicolas	»	52, r. l'Ile-St-Louis 49

DURAND	Pierre-Charles	grainetier	Belleville	28. 36
DUTHEY	"	"	"	28
EDMOND	Antoine	gardien trav. publ.	32, r. des Noyers	49
EPOLARD	Julien	cultivateur	Bondi, p. Paris	35
FAUCHERAULT	Jean-Pierre	huissier	St-Pol-Chalçon (Y.)	35
FAYELLE	"	secrétaire	37, r. de la Harpe	49
FLIGNOT	"	brigad. de gendarm.	"	28
FONTAINE	Jean-Jacques	marinier	Nogent-s.-Seine	35. 49
FONTAINE	J.-B.-Étienne	propriétaire	Erichy (S.-et-M.)	35
FOULIN	"	chapelier	"	28
FROMENT	Pierre-Joseph	huissier	Landrecies (Nord)	35
GAILLETON	"	nég. en vins	Entrepôt St-Bernard	28
GAMBLIN	"	"	St-Omer (P.-d.-C.)	35
GARNESSEON	Tonssaint-Alex.	lieutenant	Marnay-s.-Seine	35
GAUDU	Jacques-Franç.	garde municipal	Cas. St-Martin	35
GILBERT	Pierre-André	"	9, r. Regrattière	49
GILLE	L.-F.	comm. de police	7, r. du Gd-Chantier	49
GINETER ou GINETTI	Alexis-Marie	dégraisseur	"	28. 36
GIRARDOT	Marc	garç. de chantier	2, r. des Nonandières	49
GIROT	François	march. de vins	r. Coutellerie	36. 49
GODEFROY	Aug.-Charles	modiste, fruitier	St-Germain-en-L.	28. 35
GOMBAULT	"	"	6, r. d'Arcole	49
GOUBIN	Louis-Armand	hôtelier	4, r. Gît-le-Cœur	28. 36
GOVERNE	Étienne	maître-serrurier	Dijon	35
GREZE	Pierre	"	"	36
GRIPPE	"	chapelier	"	28
GRUINGENS	André-François	"	"	36
GUILLOIS	Étienne	armurier	79, r. de Vaugirard	28. 49
GUILLOTOT	"	"	St-Jean-d'Angely	35
GUERRIN	"	"	Briou l'Archev. (Y.)	35
GUIRAND	"	marchand de vin	"	28
GUIZELLE	"	maître-serrurier	Lille (Nord)	35
GUIZELLE	"	"	St-Omer (P.-d.-C.)	35
HENAULT	"	sous-lient., cult.	r. Ste-Marguerite	28
HÉRISSON	Jacques	"	31, fbg St-Jacques	36. 49
HERVAIS	"	"	Surgères (Ch.-Inf.)	35
HOUDAS	Jean-Noël	"	6, Fbg St-Antoine	49
JACQUAULT	Jean-Jacques	arquebusier	Poitiers	35
JOURNET	Joseph-Marie	maître-mennisien	Douai (Nord)	35
LABORÉADE	"	caporal	Roche fort, Ch. inf.	35
LAFOREST	Louis	pasementier	46, Gde-Truanderie	28. 36. 49
LAFOREST	Claude	menuisier	5, r. Tiquetonne	28. 36. 49
LAPAILLE	Cadet	march. de vin	Chevreuse (S.-et-O.)	35. 49
LAVIGNE	Louis	"	Dammartin (S.-et-O.)	35
LAVY	"	"	"	36
LATOUR	"	"	"	28
LECLERC	François	aubergiste	62, r. de Meaux	49
LECLAIRE	François	charcutier	"	28
LE CONTE	Louis-Michel	"	2, r. Tixeranderie	35. 36
LÉCUYER	Adrien	"	Stains	49

LEFEBRE	J.-B.-René	»	6, r. Paradis-Poissonnière	36. 49
LEMOINE	Alexandre	épiciér	27, r. de Beaune	28. 49
LEMOINE	Denis	cultivateur	Boissy (S.-et-O.)	49
LENOBLE	Pierre	tambour	6, r. Beauvau	28
LE NORMAND	Auguste	boulangér	Fontainebleau	35
LHITHUR	»	maréchal	Argentan (Orne)	35
MAGOT	»	cultivateur	Ivry-s.-Seine	49
MAGRE	Jean	»	»	36
MARCHE	»	cultivateur	Mozon (Ch.-Inf.)	35
MARTIN	Jean-Étienne	serrurier	66, r. des Gravilliers	28. 49
MERCIER	»	»	6, r. des Soly	49
METEYER	Louis	direct. des Messag.	Surgères (Ch.-Inf.)	35
MICHELAN	»	»	7, pl. Dauphine	49
MICHELOT	J.-B.-Elisabeth	»	»	36
MILLET	Nicolas	dérouleur	9, q. d'Austerlitz	49
MOUSSEAU	»	»	»	28
MORIN	Louis	ferblantier-lamp.	5, r. du Caire	36
MUFFA	»	»	1, rue basse St-Denis	35
NEBOUL	Antoine	»	»	26
NEZEAU	David	vigneron-cultivat.	Puteaux	28. 49
PAILLOU	Antoine	»	St-Bonnet-le-Ch. (Loire)	»
PATENOSTRE	Louis-François	md d'eau-de-vie	»	28. 36
PAUTHIER ou POTIER	Pierre-Ant.	traiteur	Piliers d'Étain, à la Halle	36. 49
PÉLISSIER	»	ciseleur	7, r. du Fouare	49
PERCY	François	gard. des travaux	5, r. de Charonne	49
PERE	»	»	2, r. Enfants-Rouges	49
PETIT	Marie	cultivateur	La Rochelle	28. 49
PETIT	»	»	r. Rochechouart	49
PLEES	»	»	72, r. St-Louis	49
PÉRON	Franç.-M.-J.	»	»	36
PEUVRELLE	C.-A.-Joseph	»	St-Omer (P.-de-C.)	35
PIERRE	Victor	cordonnier	Mainteneau (Nord)	35
PIERSON	Jean	»	»	36
PILLON	Alexis	cultiv.-aubergiste	Tricot (Oise)	35
PHILIPOT	Auguste-Franç.	commissionnaire	11, ch. de ronde,	»
ou PHILIPPEAU	»	»	Montparnasse	36. 49
POIRRIER	»	propr.-cultiv.	Adellerie pr. Surgères	35
PONITTOT	»	march. boulanger	Montargis (Loiret)	35
POTELLE	Louis	marinier	Port de Marly	28. 35
POUCET	»	»	5, r. de Charonne	49
POUILLET	»	»	»	28
POUJOT	»	cordonnier	Versailles	49
POUYOTTE	»	maître boulanger	Montargis (Aube)	49
PRESILLET	»	cultivateur	Surgères (Ch.-Inf.)	35
PRUVOLT	»	»	St-Omer (P.-d.-C.)	35
QUENTIN	J.-B.-Joseph	»	St-Omer (P.-de-C.)	35
RAUTER	»	»	6, chaussée d'Antin	49
RAVOIX	Jacques	cordonnier	8, r. Tacherie	36. 49
RAVOUCEY	»	»	»	28

RAVERDY	»	adj. d'état-major	Mairie du 4 ^e arr.	49
RÉGENT	»	herboriste	»	28
RÉMY	»	capitaine	»	36
RENAUD	Claude	»	»	36
RICHARD	Charles	concierge	2, q. St-Michel	49
ROBE	»	»	36, r. des Pts-Champs	49
ROBERT	»	cultivateur	»	49
ROBIN	Charles	»	Rouvoye-Mutter (O.)	35
ROUSSEL (LE)	Claude	»	»	28. 36
ROUSSEL	Pierre	»	Triel (S.-et-O.)	28. 35
RUE	Jean	»	Montargis (Loiret)	35
SENARD	Claude-Marie	serrurier	9, r. de Lappe	36. 49
SOUCANFE de NOREUIL	J.-B.	»	Monchy-Humières (O.)	35
TAILLE	»	lieut. de gendarm.	»	28
TENCE	»	»	»	28
THIERRY	Nic.-Benjamin	employé	17, r. St-Placide	36. 49
THILLAYE	»	École de médecine	»	28
TROUBE	»	employé à l'octroi	Paris	28. 35
TURELURE	»	pâtissier	pl. du Carrousel	49
VIDAL	»	serrurier	»	28
VILLEMINOT	»	»	44, r. de la Roquette	49
VINCENT	»	md de vins	r. Croix-de-Nivert	49
VISIEN	Albert	»	Noyers (Yonne)	35
VADET ou VADELET	J.-Baptiste	impr. sur papier	Grande-rue (?)	36. 49
WAGRÉ	Louis-Joseph	boulangier	3, r. Vertbois	28. 35. 36. 49
WARGNIER	Augustin-Louis	cordonnier	9, r. Tabletterie	28. 36

LIVRE II

CHAPITRE II

A PROPOS DE LA TUMULTUEUSE ALGARADE DE MINORQUE.

Le mécontentement des Minorquins n'était certes pas sans motif si l'on en juge par la proclamation que, le 17 mars 1810, fit afficher l'Ayuntamiento de Mahon :

« Les mauvaises dispositions des insulaires sont dues », était-il dit dans un texte, « au manque de ressources pour suffire à leurs besoins, manque provoqué par la mauvaise administration des finances et par la dilapidation des fonds publics, ainsi que par les exigences des fonctionnaires. Car, tandis qu'il a été octroyé, à un trop grand nombre de ceux-ci, des salaires et émoluments élevés, on pressure la population rurale par des taxes exorbitantes et de véritables exactions, *autant pour entretenir les prisonniers français qui se trouvent dans le Lazaret que pour soutenir la séquelle d'employés de toute espèce qui se rendront chaque jour plus odieux au peuple.* Il y a lieu de signaler parmi eux le sieur Pedro Moncada, contre lequel des plaintes ont été déjà élevées par notre municipalité et, parmi les autres sujets de plaintes, on ne peut que désigner le vérificateur lequel est le plus grand fomentateur de la contrebande qui s'exerce au préjudice des commerçants de bonne foi, au point qu'on a constaté en douane la disparition de marchandises déposées par des particuliers.

« Le caractère hautain, l'orgueil et les mauvais procédés de tous les employés ont réveillé la haine concentrée dans le cœur des meilleurs Minorquins qui, déjà écrasés par les frais du corps expéditionnaire mobilisé en 1808, ont fourni plus de quarante mille *duros* pour le service du pays. De plus, en 1809, ils ont soutenu un bataillon suisse et supporté les frais d'entretien de cette troupe s'élevant d'abord à plus de cinq millions et demi de réaux et, plus tard, à plus de quatre millions, en couverture desquels ils n'ont reçu que des *vales reales* qui sont à proprement parler lettre morte! »... (Riudavetsy Tudury II, p. 1733.)

ARCH. HIST. GUER. — CARTON 1346, PIÈCE 337.

Résumé de la reconnaissance faite dans l'île de Minorque.
(lors d'une expédition.)

...Quant au secours qu'on pourra attendre des habitants, ils dépendront de la nation qui fera l'expédition et du but qu'on lui supposera : l'île appartenant aux Espagnols, tout parti qui viendra avec d'autres intentions que de piller et de lever des contributions et de repartir sur le champ sera reçu avec enthousiasme par tous les habitants sans exception. Ils abhorrent et maudissent ouvertement la domination espagnole et comme ils sont presque tous au dernier degré de la misère, ils n'auront qu'à gagner à tout changement quel qu'il soit.

A Minorque, en novembre 1825.

Le lieutenant d'État-Major,
CHAPÉLIÉ.

LIVRE III

CHAPITRE VI

PIÈCES RELATIVES AU RETOUR DES PRISONNIERS FRANÇAIS

APRÈS L'ARMISTICE DU 14 AVRIL 1814

contenues aux Archives Historiques de la Guerre. — Carton P. G. F. 1808-16.

Au Ministre et Secrétaire d'État de la Guerre à Paris.

Madrid, 4 juillet 1814.

MONSIEUR,

Je me trouve dans l'impossibilité absolue, ainsi que je le désirerais, de transmettre à V. E. des renseignements positifs relativement au départ des prisonniers français. Je ne reçois point de réponse satisfaisante aux lettres que j'adresse à S. E. le Ministre de la Guerre de Sa Majesté Catholique. Elles sont toujours équivoques ou ne donnent points les détails que je demande.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le mander à V. E. par une dépêche du 27 du mois dernier, les prisonniers qui se trouvaient à l'Isle de Cabrera en sont partis pour Toulon ; mais j'ai appris depuis qu'ils avaient été transportés sur des embarcations françaises qui avaient été dirigées de ce port. S. E. le Ministre de la Guerre de Sa Majesté Catholique vient de me mander que les prisonniers français qui sont aux Isles Cana-

ries ne pourraient encore être mis en mouvement, son gouvernement se trouvant dans l'impossibilité de les faire transporter. S. E. me mande par sa lettre du 2 de ce mois qu'il serait convenable que le gouvernement français employât les mêmes moyens que celui qui a été pris pour les prisonniers de l'Isle de Cabrera.

Je ne cache pas à V. E. qu'il sera nécessaire de faire la même chose pour ceux qui sont en Portugal et je crois, Monseigneur, que l'intervention de l'ambassadeur de S. M. Britannique, qui dans ce moment est à Paris, pourrait accélérer leur départ.

Je n'ai pas encore pu savoir officiellement le départ des prisonniers qui se trouvent dans la Péninsule. Plusieurs de ces derniers qui étaient répartis chez différents particuliers se présentent chaque jour. Je leur fais délivrer des feuilles de route pour se rendre en France.

Je ne puis que répéter à V. E. que des rapprochements plus prononcés entre les deux cours sont essentiels à ma mission qui, sans doute, sera une des plus pénibles que j'aurai été chargé de remplir dans le cours de ma carrière militaire.

Je suis, etc.

Le lieutenant général,
Baron DE LORGE.

Bureau de l'Inspection du Ministère de la Guerre
au Prince de Bénévent, Ministre des Affaires étrangères (minute):

Paris, le 6 juillet 1814.

PRINCE,

Les prisonniers français qui se trouvaient dans les îles de Cabrera, d'Iviça et de Palma (*sic*) ont été, dans les premiers jours du mois courant, débarqués à Marseille, au nombre de 3639.

M. le baron Malouet vient de m'informer que 600 de ces infortunés ayant été réduits par leur extrême misère à s'enrôler dans des Régiments suisses au service d'Espagne et en garnison à Palma, y sont retenus par le gouverneur de cette Ile, quoiqu'ils aient tous le plus vif désir de rentrer dans leur patrie.

Je transmets à Votre Altesse copie de la lettre que M. Ménouvrier-Defresne, capitaine de frégate commandant la division navale chargée de ramener les prisonniers en France, a écrite à ce sujet au Ministre de la Marine. Je la prie de faire réclamer auprès du Gouvernement espagnol les 600 Français dont il s'agit.

Agréez, Prince, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre Secrétaire d'État de la Guerre.

Le Général baron de Lorge au Ministre de la Guerre.

Le 14 juillet 1814.

... Je suis toujours dans la même position relativement à nos prisonniers. Le Ministre de la Guerre de Sa Majesté Catholique se contente de me répondre continuellement et d'une manière vague qu'aussitôt qu'il recevra des avis de MM. les capitaines généraux commandant dans les provinces annonçant le départ de quelques dépôts de prisonniers qui se trouvent dans la Péninsule, il s'empressera de m'en faire part; mais cet avis ne lui parvenant pas, dit-il, il m'en laisse sans renseignements positifs. C'est par des rapports seuls de quelques prisonniers isolés qui se présentent chez moi pour avoir des invitations de feuilles de route que j'en obtiens quelquefois.

La seule nouvelle officielle que j'ai reçue de S. E. le ministre de la Guerre est celle où il me mande que les prisonniers qui se trouvaient à l'Isle de Cabrera ont été dirigés sur Toulon. Encore a-t-il fallu que des embarcations françaises viennent les y chercher ! Quant aux prisonniers qui existent dans les autres Isles et en Portugal, je m'en réfère, Monseigneur, à la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 4 courant.

Je suis, etc...

Baron DE LORGE.

A S. Ex. M. le Baron Malouet, Ministre de la Marine et des Colonies.

Toulon, 27 août 1814.

Après avoir signalé, transmis et résumé le rapport du capitaine de frégate M. Mouvrier-Defresne et partagé l'opinion que les plaintes du gouvernement espagnol sont exagérées, l'auteur continue comme suit :

« Il est vrai, Monseigneur, ainsi qu'en convient M. Defresne, que les cabanes ont été brûlées, mais ce n'est point ici un acte de méchanceté ; ça a été plutôt l'effet de la joie que les prisonniers ressentaient du retour de la paix et des événements heureux qui l'avaient amenée et de l'ivresse du sentiment du bonheur d'être rendus à la liberté, à leur patrie, à leurs familles et à leurs affections les plus chères. D'ailleurs ces cabanes étaient pour ainsi dire la propriété des prisonniers français qui jetés et entassés sur une île déserte les avaient construites avec des peines infinies et s'étaient ainsi créés eux-mêmes un abri contre les rigueurs des saisons.

J'ai déjà eu l'occasion d'entretenir V. E. de l'état affreux dans lequel se trouvaient nos prisonniers à l'arrivée des bâtiments, privés de tous vêtements, mourant de faim, ils se sont vus réduits à s'entr'égorgner pour prolonger de quelques instants leur bien triste existence. Un d'entr'eux a été assassiné par son camarade qui, après avoir caché son cadavre, en a fait servir la chair à sa nourriture.

Enfin, Monseigneur, pour compléter cet affreux tableau, aussi pénible à peindre que douloureux à voir, il me suffira d'ajouter que les 4.000 hommes environ qui ont été ramenés de Cabrera sont les restes de 14.000 qui, d'après leurs propres rapports, avaient été jetés sur cette île.

Le changement subit de fortune des prisonniers qui ont survécu malgré leurs misères et leurs privations de toute espèce, vous paraîtra sans doute bien fait pour excuser, s'il est possible de s'exprimer ainsi, l'excès de leur joie et de leurs transports au moment de leur délivrance.

Daignez, Monseigneur, agréer l'hommage de mon respect.

Le préfet maritime,
L'HERMITTE.

Le Préfet du département des Pyrénées-Orientales
à Son Excellence le Ministre de la Guerre.

Perpignan, le 31 décembre 1814.

MONSEIGNEUR,

Des prisonniers français qui reviennent d'Espagne s'accordent à dire que dans l'île de Majorque il reste beaucoup de Français, ou détenus ou forcés de s'être enrôlés dans les cadres des 1^{er} et 4^e régiments suisses, qui sont dans cette île. Ces malheureux

éprouvent les plus tristes traitements et se confient à la bonté paternelle de leur Roy pour être réclamés ; on porte leur nombre à plus de douze cents ; j'ai cru devoir transmettre à V. E. ces renseignements qui peuvent être utiles à plusieurs de nos braves et malheureux compatriotes.

Je suis, etc...

Vicomte du MAINE (?).

Dans une pièce, datée du 14 janvier 1815, le ministre de la Guerre communique le fait au comte de Jaucourt, ministre d'Etat chargé, par intérim, des Affaires étrangères.

Il sollicite l'intervention de l'ambassadeur de France à Madrid et signale qu'antérieurement le général de Lorge a obtenu du gouvernement espagnol des assurances favorables à de telles libérations.

De Toulouse, le 6 mars 1825, le lieutenant-général Dautranne, commandant de la 10^e division militaire, confirme au ministre de la Guerre que le soldat Garcia Antoine, du 7^e régiment de chasseurs à cheval rentrant d'Espagne, « est rentré de Majorque moyennant 6 piécettes de Madrid à Barcelone et signale qu'il en reste encore 400 qui cherchent par des travaux forcés à se procurer l'argent nécessaire pour se faire transporter à Barcelone ». Il demande qu'on cherche ces malheureux. On lit en marge cette note du Ministère : « Ceci est bien contraire aux avis que nous recevons ; écrire au ministre des Affaires étrangères. Répondre. »

De son côté, le ministre répond que, sur les assurances du général de Lorge à Madrid, il y a lieu de croire que le gouvernement espagnol a pourvu à leur subsistance et qu'ils ont reçu en outre, sur les fonds de France, des secours pour améliorer leur position. « J'ai donc lieu de croire que la déclaration de ce militaire est inexacte ou se rapporte à des temps antérieurs. » Il en instruit le ministre des Affaires étrangères et le prie de faire libérer sans retard ces militaires français.

Le 5 janvier 1815, de Madrid, le général baron de Lorge signale encore, au maréchal Soult, que 50 prisonniers de guerre français qui ont pris service dans les Gardes wallonnes seront dirigés sur Bayonne ; c'est le 3^e détachement de ce genre.

Il se dit sans nouvelles de ceux qui se sont engagés dans le régiment de Kaiser suisse (sic) :

Il ignore si les prisonniers aux Canaries sont partis.

Le 1^{er} février 1815, de Madrid, le général de Lorge annonce que 107 prisonniers de guerre français se sont mis en marche le même jour sous escorte, en direction de Bayonne, sur lesquels se trouvent une trentaine de Suisses qu'il a déjà réclamés au colonel de ce régiment.

Le Général-baron de Lorge au Ministre de la Guerre (extrait).

Madrid, 1^{er} février 1815.

Relativement aux 1.200 Français qui se trouveraient aux Isles Baléares je me suis concerté avec l'ambassadeur de France.

« J'espère beaucoup, Monseigneur, de l'entremise de notre ambassadeur. En attendant, j'ai cru devoir écrire provisoirement au capitaine général des Isles Baléares en lui envoyant copie de la lettre de Sa Majesté Catholique et l'inviter vivement dans ma lettre à faire partir pour France non seulement les 1.200 Français qui paraissent se trouver dans le 1^{er} et le 4^e Suisse, mais encore les Suisses qui faisaient partie des régiments de cette nation et se trouvaient réunis à notre armée en Espagne. »

Prisonniers de guerre français retenus en Espagne en juillet 1815.

Paris, 11 août 1815.

A Monsieur le Maréchal Gouvion-Saint-Cyr.

Le général de Lorge, commissaire du Roi en Espagne pour la remise des prisonniers français, fut rappelé à Paris au mois de mars dernier. L'objet de sa mission était presque entièrement rempli, le petit nombre de soldats français qui ne lui avaient pas été remis se trouvaient encore retenus dans les hôpitaux, quelques autres étaient dispersés dans les campagnes où ils avaient trouvé à s'occuper. Ceux d'entre eux qui se sont présentés depuis à la légation de S. M. pour obtenir des feuilles de route ont été dirigés sur des villes frontières restées fidèles à la cause du Roi.

Néanmoins, depuis plusieurs mois et vu les circonstances où la France se trouvait alors, l'ambassadeur de S. M. s'est abstenu de faciliter leur retour en France. Je pense qu'on pourrait aujourd'hui le permettre sans inconvénient.

Cependant, avant de donner à cet égard de nouvelles instructions à M. l'Ambassadeur, je désire, Monsieur le Maréchal, que vous vouliez bien me faire part de votre opinion.

Si vous approuvez qu'il soit délivré, comme par le passé, des feuilles de route à ces militaires, je vous prie de vouloir bien me faire connaître en même temps sur quelle province ils pourraient être dirigés.

Agréez, Monsieur le Maréchal, les assurances de ma haute considération,

Le prince de TALLEYRAND.

Réponse du Ministre de la Guerre du 24 août 1815.

« ... Les Français prisonniers restés dans les hôpitaux en Espagne doivent être dirigés sur les villes frontières pour se rendre dans leurs dépôts respectifs (correction dans le texte : leurs foyers) où ils seront admis à concourir (*sic*) à la formation de légions départementales. »

A transmettre à l'Ambassadeur de France à Madrid.

SOURCES MANUSCRITES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

A. — ARCHIVES HISTORIQUES DE LA GUERRE. PARIS.

Carton : *Prisonniers de Guerre français en Espagne. 1808-1816.*
(Ancien carton A. H. G. 33.)

B. — ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. PARIS.

Correspondance consulaire.
Carton : Canaries (1808-1816).

C. — ARCHIVES HISTORIQUES NATIONALES D'ESPAGNE. MADRID.

(Archivo historico nacional.)

ESTADO.

Legajo 38. I.	Pièces 476 à 488.
Legajo 46. Secc. D. Baleáres	— 83 à 146.
— C. Canarias	— 156 à 157.
— D. Cartagena	— 158 à 161.
— E. Granada	— 162 à 171.
— I. Valencia.	— 178 à 186.
Legajo 60. M. Mallorca	— 292 à 383.
Legajo 62. B. Baleáres	— 7 à 151.
(spécialement	51. 51/2, 62, 126).
— H. Canarias	— 336 à 367.
— —	— 368 à 406.

D. — MAJORQUE.

Archives provinciales des Baléares

(*Archivo del Ayuntamiento.*) Palma.

Actes de la Junta Supérieure. 1809-1814.

Archives privées de Don Jaime Garau.

Dossier du commissaire des prisonniers, le chevalier Antonio Desbrunl
(1809-1814).

E. — MINORQUE.

Archivo del Ayuntamiento.

Pièces de 1810 à 1814.

F. — IVIÇA.

Archivo militar de la Estancia.

Pièces de 1795 et de 1809 à 1814.

G. — CANARIES.

ALVAREZ RIXO (JOSÉ-AGUSTIN). — *Cuadro histórico de estas Islas Canarias durante los 4 años de 1808 à 1812.* [Manuscrit déposé au Musée canarien de Las Palmas.]MILLARES TORRES (AGUSTIN). — *Historia de la Gran Canaria.* Las Palmas, M. Collina, 1860-61, 2 t. en 1 vol., in-8°.ROMERO CEBALLOS (ISODORO). — *Diario de 1809*, tome II. [Manuscrit déposé au Musée canarien de Las Palmas.]

H. — ARCHIVES DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE. BERNE.

*Correspondance des régiments suisses.*3^e régiment. Vol. 624.4^e — — 625.

BIBLIOGRAPHIE

CAPTIVITÉ

ACTEURS ET TÉMOINS

AN. (QUANTIN J.). — *Un tour en Espagne de 1807 à 1809, ou mémoires d'un soldat fait prisonnier à la bataille de Baylen, avec détails sur cette journée malheureuse.* Paris, Brianchon, 1820, 2 vol. in-16.AN. — *Journal d'un sergent-major*, extrait, annoté par Lorédan Larchey, in : *Le Monde illustré*, 1866, 2^e semestre.BARKHAUSEN (C. H.). — *Tagebuch eines Rheinbund-Offiziers aus dem Feldzüge gegen Spanien und während Spanien u. Englischer Kriegsgefangenschaft (1808-1814).* Wiesbaden, Bergman, 1900, in-8°.BILLON (Capitaine FRANÇOIS-FRÉDÉRIC). — *Souvenirs d'un Vélite de la Garde sous Napoléon 1^{er}.* Édité par Lombard-Dumas. Paris, Plon, 1905, in-16.[DUBUC.] — *Relation circonstanciée de la situation des prisonniers français détenus dans l'île de Cabrera, depuis le 5 mai 1809 jusqu'au 16 mai 1814.* Paris, Setier fils, Caen, 1815, 8 p., in-8°.

— Réimpression corrigée. Bordeaux, J.-B. Cavazza, 1823, in-8°, 8 p.

DUCOR (Henri). — *Aventures d'un marin de la Garde impériale, prisonnier de guerre sur les pontons espagnols, dans l'île de Cabrera et en Russie, pour faire suite à l'histoire de la campagne de 1812.* Paris, Ambroise Dupont, 1833, 2 vol. in-8°.— *Aventures d'un marin de la Garde impériale...* 2^e édition. Paris, 1858, Librairie centrale des publications illustrées, 2 vol. in-8°.— *Aventures d'un marin de la Garde impériale...* Préface d'Émile Cère. Paris, Guillaumin, 1891, in-18.

- DUCOR (Henri). — *Aventures d'un marin de la Garde impériale...* Préface de M. Émile Cère, Paris, Plon, 1895, in-12.
- *Gefangenschaft und Flucht auf den spanischen Pontons*, in : KIRCHEISEN (FRIEDRICH M.). — *Memorien aus dem spanischen Freiheits-Kampfe*. Hamburg, 1908, in-8°, n° 5, p. 427-465.
- D'ESLON (Comte-colonel). — *La capitulation de Baylen et le sort des prisonniers français (1809-1811), d'après le journal du comte D'Esilon, reproduit par Paul Metzger*. Paris, Charles-Lavauzelle, 1909, in-8°, 44 p.
- FLAMEN D'ASSIGNY (FRÉDÉRIC). — *Souvenirs d'un prisonnier de guerre (Baylen, Cadix, Cabrera)*. Paris, 1900, in-8°. Publiés par le baron P. de Bourgoing, son arrière-neveu, in : *Carnet historique et littéraire*, vol. VI, p. 355 à 364 (octobre 1900).
- FROGER (GABRIEL). *Souvenirs de l'Empire. Les Cabrériens, épisode de la guerre d'Espagne*. Paris, Amyot, 1849, in-8°.
- GERDY (Lieutenant de vaisseau). — *Rapport à S. E. le duc de Bassano, ministre des Relations extérieures*. S. J. n. d. (1810 ou 1811), Archives Nat. A. F., IV.
- *Contribution à l'histoire des prisonniers de Baylen*. Préface de Paul Marmottan. In : *Le Carnet de la Sabretache*. Paris, 1921, n° 269, p. 36-63.
- GILLE (PH.). *Mémoires d'un conscrit de 1808. Les prisonniers de Cabrera*. 3^e éd. Paris, Victor Havard, 1892, in-16.
- GUILLEMARD (ROBERT). — *Mémoires, suivis de documents historiques, la plupart inédits, de 1805 à 1823*. Paris, Delaforest, 1826, 2 vol. in-8° ; 2^e édition, 1827.
- [LARDIER ET BARBAROUX.] — *Mémoires de Robert Guillemard*. 3^e éd. Paris, 1833, 2 vol. in-8°.
- HOLZING (KARL VON). — *Meine Gefangennehmung in Spanien, vier Jahr Gefangenschaft in Alicante und endliche Rückkehr in das Vaterland*. Mannheim, 1825, in-8°.
- HUSSON (Adjudant-major EUG. ALEX.). — *Journal de la campagne que j'ai faite en Espagne (1808-1810)*. In : *Le Carnet de la Sabretache*. Paris, in-8°, n°s 182-3 (février-mars 1908).
- LA PÂQUERIE (CHARLES DE). — *Cinq ans de captivité à l'île de Cabrera (îles Baléares). Récit d'un prisonnier de la guerre d'Espagne*. Tours, M. A. Cattier, 1913, in-8°.
- L'INTRÉPIDE. — *De Madrid à Cabrera. Relation commentée par le commandant de Cazenove*. In : *Revue du Cercle Militaire*. Paris, octobre à décembre 1907.
- MÉRY (C. DE). — *Mémoires d'un officier français prisonnier en Espagne, ou relation circonstanciée de la captivité du corps de l'armée française sous les ordres du lieutenant-général Dupont dans l'Andalousie et sur les pontons en rade de Cadix en 1808 par un officier de la Garde royale*. Paris, A. Boulland, 1823, in-8°.
- MÉRY (C. DE) OU CARRÈRE-VENTAL (Commandant). — *Mémoires d'un officier français, prisonnier en Espagne, par un officier de la Garde royale*. 2^e édition. Paris, Boulland, 1829, in-8°.
- MERCHIER (de Cassel). — *Mémoires d'un sous-officier français qui a été prisonnier de guerre à Cabrera et en Angleterre (1847)*. Communication de M. J. Plichon, député du Nord. In : *Le Carnet de la Sabretache*, mars 1925, n° 295.
- Militäerische Laufbahn des Oberstleutnant R. K. Amedee von Muralt*. In : *Berner Taschenbuch für das Jahr 1887*. Bern, in-8°.
- MISEREZ (Capitaine). — *Récit d'une visite à l'île de Cabrera, le 22 novembre 1810*. Deux lettres adressées aux parents du sous-lieutenant Charles Schürmann (de

- Delémont), 3^e bat. du 4^e rég. suisse. In : *Schweizer Bote*, 13 décembre 1810 ; traduction in : *Journal suisse de Lausanne*, 18 décembre 1810.
- MURALT (K. A. DE, Lieutenant de la Garde suisse). — *Les conséquences de la captivité de Baylen (1808-1810)*. In : *Nouvelle Revue rétrospective*. Paris, 1890, XII, p. 337-357.
- PUJOL (Enseigne de vaisseau LOUIS). — *Le rapatriement des prisonniers de Cabrera en 1814*. Paris, 1890. In : *Nouvelle Revue rétrospective*, XII, p. 357-360.
- QUANTIN (J.) et SAINT-AUBIN (Paul). — *Trois ans de séjour en Espagne, dans l'intérieur du pays, sur les pontons à Cadix et dans l'île de Cabrera, accompagnés d'une relation intéressante et inédite du sort des prisonniers français pendant leur détention à Cadix et dans l'île de Cabrera par J. Quantin, suivis d'un mémoire sur le sort des prisonniers français à bord des pontons anglais depuis 1793 jusqu'en 1814 par Paul Saint-Aubin*. Paris, J. Brianchon, 1823, 2 vol. in-16.
- RAIS (ANTOINE). — *Relation de prisonnier de guerre en Espagne et en Angleterre (1808-1813)*. Delémont, Charles Boéchat, 1933, in-8°, 20 p.
- ROSSETTI (Général). — *La guerre d'Espagne. En captivité. Evasion (1808-1810)*. *Journal inédit*. In : *La Revue de France*, 15 octobre, 1^{er} et 15 novembre 1931.
- TURQUET (Abbé C.). — *Cinq ans de captivité à Cabrera ou Soirées d'un prisonnier d'Espagne*. Lille, L. Lefort, 1853, in-18, 192 p., planche ; 2^e édit., 1859 ; 4^e édit., 1887.
- *Cinco años de destierro en la isla de Cabrera o veladas de un prisionero de España*. In : ESTELRICH (PEDRO). — *La isla de Cabrera*. Palma, Rotger, 1906, in-8, p. 33-177.
- VON DER WEID (Général CHARLES-EMMANUEL). — (1786-1845). *Notes et Itinéraire*. Notice bibliographique par Max de Diesbach. In : *Archives de la Société d'histoire de Fribourg*. Fribourg, V, 1893, in-8°.
- AN. (WAGRÉ LOUIS-JOSEPH). — *Mémoires d'un caporal de grenadiers ou le prisonnier de l'île de Cabrera*. Paris, chez l'auteur, 1828, 2 vol. in-12. [Dédicace signée : *Le Caporal de la Fontaine*.]
- WAGRÉ (LOUIS-JOSEPH). — *Les adieux à l'île de Cabrera, ou retour en France des prisonniers français détenus pendant cinq ans et onze jours dans cette île*. Paris, chez l'auteur, 1833, in-8°.
- *Mémoires des captifs de l'île de Cabrera et adieux à cette île où 16.000 Français ont succombé sous le poids de la misère la plus affreuse*. Paris, chez l'auteur, 1835, in-8°.
- *Souvenirs d'un caporal de grenadiers (1808-1809)*, publiés par le comte Fleury. Paris, Emile-Paul, 1902, in-16.

VOYAGEURS ET TÉMOINS POSTÉRIEURS

- BRO (LOUIS). — *Mémoires* (recueillis, complétés et publiés par son petit-fils, le baron Henry Bro de Comères). Paris, Plon, 1914, in-16.
- COTTIN (PAUL). — *L'Angleterre devant ses alliés. Toulon, Anvers et Nimègue, Quiberon, Guadeloupe, Egypte, Naples, Cadix et Cabrera (1808-1814)*. Paris, Bureau de la *Nouvelle Revue rétrospective*, s. d., in-16.

- GAFFAREL (PAUL). — *La conquête de l'Algérie*. Paris, Firmin-Didot, 1867, 192 p., in-8°. (*Moniteur universel*, du 12 juin 1847.)
- GAFFAREL (PAUL). — *Le blocus de Marseille par les Anglais*. 1808-1814. Aix, impr. Niel, 1904, 96 p., in-8°.
- GLAUSOLLES (P.). — *L'Algérie pittoresque*. Toulouse, 1843, 2 vol. in-8°. [Détails sur le passage d'Arago à Cabrera.]
- JOINVILLE (FRANÇOIS-FERDINAND, prince de). — *Vieux souvenirs*, 1818-1848 (avec illustr. de l'auteur). Paris, C. Lévy, 1894, 454 p., in-18.
- AN. [LACROIX (Dr JEAN-BAPTISTE, chirurgien des armées)]. — *Esquisse historique et médicale sur l'expédition d'Algérie*. Paris, Firmin-Didot, 1831, 130 p., in-8°.

LES BALÉARES

N. B. — L'auteur tient à dire qu'il ne prétend nullement avoir lu et compulsé tous les ouvrages indiqués sous cette rubrique mais il a jugé utile d'établir une nomenclature aussi complète que possible de la littérature du sujet, aidé en cela, pour les Baléares tout au moins, par l'excellent travail (*Some Notes on the Balearic Islands*, etc.) de M. Thorwald Solberg, bibliographe d'origine scandinave ayant publié, aux États-Unis, la documentation la plus complète que l'on ait sur une province d'Espagne : n'est-ce point là un savoureux exemple d'internationalisme scientifique ?

GÉNÉRALITÉS

- AN. — *Relation inédite d'un séjour de dix mois dans les îles Baléares*, par un militaire italien en 1822-23. Traduit par Ozanam, de Lyon, in : *Journal des voyages* par D. Frick et N. Devilleneuve. Paris, 1825, vol. 26, p. 193-206, vol. 28, p. 174-198.
- BAKER (ROY W.). — *The Balearics, island sisters of the Mediterranean*, in : *The National Geographic Magazine*, v. 54, 82. Washington, n° 2, August 1928, p. 177-206.
- BALAGUER Y BOSCH (JAIME). — *Compendio de geografia é historia de las Baleares*. Palma, Soler, 1900, 5^e éd., 192 p.
- BARTHOLOMEWS (E. G.). — *Seven months in the Balearic Islands* in : *Illustrated travels*. Edited by H. W. Bates. London, 1869-71, in-4° ; v. i. pp. 266-268 ; 312-315 ; 338-341 ; 368-371.
- BARCELO Y COMBIS (FRANCISCO). — *Flora de las Islas Baleares*. Seguida de un diccionario de los nombres baleares, castellanos y botánicos de las plantas espontáneas y de las cultivadas. Palma, P. J. Gelabert, 1879-81, 645 p., in-8°.
- BEAUMONT (ELIE DE). — *Notes sur la constitution géographique des îles Baléares*, in : *Annales des Sciences naturelles*. 1^{re} série, X, p. 423.
- BERNARD (MARIUS). — *L'Espagne (de Tanger à Port-Vendres)*. Voir : *Îles Baléares*, p. 195-250, 4 pl., 16 ill. Paris, H. Laurens, s. d., in-8°. Illustrations de A. Chapon.
- BERLING (lieut. de vaisseau, EL.). — *Instructions nautiques, Mer Méditerranée, Gibraltar et Îles Baléares*. Paris, Impr. Nationale, 1916, 304 p., in-8°.
- BIDWELL (CHARLES TOLL). — *The Balearic Islands*. London, S. Low, Marston, Searle & Rivington, 1876, 341 p., in-12.

- BONNARD (ABEL). — *Le Bonheur de peindre Majorque, Malaga, Grenade*, in : *Revue de Paris*, 15 janvier 1925.
- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN-MARIA). — *Biblioteca de escritores baleares*. Palma, P. J. Gelabert, 1868, 2 vol. in-8°.
- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN-MARIA). — *Historia general del reino de Mallorca*, escrita par los cronistas D. Juan Dameto, D. Vicente Mut y D. Jerónimo Alemany, 2a ed... continuada hasta nuestros días por Joaquín Bover y Miguel Moragues. Palma, J. Guasp, 1840-41, 3 vol. in-4°.
- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN-MARIA). — *Memoria de los pobladores de Mallorca después de la última conquista por Don Jaime I. de Aragón*, y noticia de las heredades asignadas a cada uno de ellos en el reparto general de la isla. Palma, P. J. Gelabert, 1839, 172 p., in-4°.
- BOSCH. — *Fragen der Chronologie der phönizirischen Kolonisation in Spanien (Klio-Beiträge zur Altengeschichte*, 1928, p. 345-368).
- BOYD (MARY STUART). — *The fortunate Isles. Life and travel in Majorca, Minorca, and Iviza*. London, Methuen, 1911, 339 p., in-8° (Illustrations de A. S. Boyd.)
- BRUNHES (JEAN). — *A Majorque et à Minorque*. Esquisse de géographie humaine. In : *Revue des Deux-Mondes*, I/II, 1911, p. 175 à 196.
- BURNAT (ÉMILE) et BARBEY (WILLIAM). — *Notés sur un voyage botanique dans les îles Baléares et dans la province de Valence (Espagne)*. Genève et Bâle, H. Georg, 1882, 62 p., in-8°.
- CALVERT (ALBERT F.). — *Catalonia and Balearic Isles. An historical and descriptive account*. London, John Lane, 1910, 107 p., in-12.
- CAMPANER Y FUERTES (ALVARO). — *Bosquejo histórico de la dominación Islamita en las Islas Baleares*. Palma, J. Colomar y Salas, 1888, 321 p., in-12.
- CARTAILHAC (ÉMILE). — *Monuments primitifs des îles Baléares*. Toulouse, E. Privat, 1892-93, in-4° (Mission scientifique du Ministère de l'Instruction Publique.)
- CHAMBERLIN (FREDERIC CARLETON). — *The Balearics and their peoples*. London, John Lane, 1927, 2° éd., 1933, s. titre : *Balearica and their peoples*.
- CONTE (ÉDOUARD). — *Espagne et Provence. Impressions*. Paris, C. Lévy, 1895, 287 p., in-12. Voir : *Majorque-Minorque*, pp. 73-287.
- *A travers Majorque*. *Revue de Paris*, n° 16, 15 sept. 1894, p. 385-423.
- DAMETO (DON JUAN BAUTISTA). — *Historia general del Reino Balárico*. Palma, Gabriel Guasp, 1632-1650, 2 vol. in-16, 2° éd. corr. Palma, 1841, Guasp y Pascual, in-4°. Id. *The Ancient and Modern History of the Balearic Islands* (Trad. Colin Campbell). London, W. Innys, in-8°.
- DAVILLIER (BARON CHARLES). — *L'Espagne*. Paris, Hachette, 1874, in-4° (Illustrations de Gustave Doré.)
- DERVENN (CLAUDE). — *Les Baléares*. Paris, Ed. Occitania, 1932, 120 p., in-4° (Illustrations de M. Y. Guibillon.)
- EDWARDS (CHARLES). — *The Balearic Islands*. New York, Cassell Publishing. In : *The Picturesque Mediterranean*, I (1890), p. 259-280. (Ills. by Edward T. Compton.)
- ENSEÑAT (J. B.). — *Guide illustré des îles Baléares*. Palma, 1900, 132 p., in-8°.
- FAYOL (AMÉDÉE). — *Baléares, îles heureuses*. Préface d'Abel Bonnard. Paris, Les Écrivains associés, 1933, in-8°.

- FERRERAS (JUAN DE). — *Histoire du Royaume de Majorque*. Id. voir aussi *Histoire générale d'Espagne*. Trad. de l'espagnol par M. d'Hermilly. Paris, Gisser, 1742-1751, 10 vol. in-4°.
- FLITCH (JOHN ERNEST CRAWFORD). — *Mediterranean moods*. Footnotes of travel in the Islands of Mallorca, Menorca, Ibiza and Sardinia. London, G. Richards, 1911, 323 p., in-8°.
- FOURGOS (JEAN). — *Les Baléares*. Majorque, Minorque, Iviça. Paris, Hachette, 1932, in-16. (*Collection des Guides bleus illustrés*.)
- FRAISSE (PAUL HERMANN). — *Skizzen von der balearischen Inseln*. Aus der Wandermappe eines Naturforschers. Leipzig, D. Seele, 1898, 66 p., in-8°.
- GAFFAREL (PAUL-LOUIS-JACQUES). — *Les îles Baléares*. Palma et Miramar. Marseille, 1905, in-8°. In : *Bulletin de la Société de géographie et d'études coloniales de Marseille*, t. 29 (1905), n° 4, p. 365-382.
- GRASSET-DE SAINT-SAUVEUR (ANDRÉ jeune). — *Voyage dans les Îles Baléares et Pityuses dans les années 1801 à 1807*. Paris, L. Collin, 1807, 390 p., in-8°.
— Trad. anglaise. London, R. Philipps, 1808, 156 p., in-8°.
- GSELL (STEPHANE). — *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord. I : La colonisation phénicienne et l'empire de Carthage*. Paris, Hachette, 1914, in-8.
- GUARDIA (J. M.). — *Une excursion aux îles Baléares*, in : *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1885, p. 426-454.
- HERMITE (HENRI). — *Etude géologique sur les îles Baléares. I. Majorque et Minorque*. Paris, Pichon et Savy, 1879, 360 p., in-8°. (*Thèse de doctorat ès sciences naturelles, Faculté de Paris*.) — Trad. espagnole. Madrid, M. Tello, 1888, in-8°.
- JOUSSET (PAUL). — *L'Espagne et le Portugal illustrés*. Paris, Larousse, 1914, 374 p., in-4°. Voir : *Les Baléares*, p. 284-300.
- KESSLER (F.). — *La préhistoire des îles Baléares (période mégalithique)*. Le Mans, 1914, Monnoyer, 24 p., in-8°. (9^e Congrès préhistorique de France, Lons-le-Saulnier, 1913.)
- KNOCH (HERMANN). — *Flora balearica*. Étude phytogéographique sur les îles Baléares. Montpellier, Roumégous et Déhan, 1923, 411 p., in-8°.
- LACAZE-DUTHIERS (FÉLIX-JOSEPH-HENRI DE). — *Voyage aux îles Baléares*. Paris, V. Masson, 1857, 224 p., in-4°.
- LACROIX (FRÉDÉRIC). — *Les Baléares et Pityuses*. Paris, F. Didot, 1847, in-8°. (*Collection l'Univers pittoresque*, XXXI.)
- LECOY DE LA MARCHE (RICHARD-ALBERT). — *Les relations politiques de la France avec le Royaume de Majorque* (Îles Baléares, Roussillon, Montpellier, etc.). Paris, E. Leroux, 1892, 2 vol. in-8°.
- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Die Balearen in Wort und Bild geschildert*. Leipzig, F. A. Brockhaus, 7 vol. in-8. — I. Die Alten Pityusen, 1869. — II-V. Die eigentlichen Balearen (Majorque à Cabrera). — VI. Die Insel Menorca, 1890-1891 (avec ce titre particulier, sans le titre général).
- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Die Balearen in Wort und Bild geschildert*. Würzburg u. Leipzig, Léo Woerl, 1897, 2 vol. in-4°.
- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Las Baleares*. Version Castellana de Santiago Palacio. Palma de Mallorca, Imprenta del Comercio, 1886-1890, 2 vol. in-8°.

- DE LA MARMORA (ALBERT, COMTE DELLA FERRERA). — *Observations géologiques sur les deux îles Baléares (Majorque et Minorque)*. (Memorie della R. Accademia delle Scienze de Torino, XXXVII, 51 p., in-8°). — *Id.*, traduit en espagnol, par Don Antonio Furio. Palma, Gelabert, 1846, 32 p., in-8°.
- MONBEIG (PIERRE). — *Les Baléares au XVIII^e siècle*. Vie et relations et spécialisation agricole. In : *Arch. d'Hist. Écon. et Soc.*, IV, nov. 1932, p. 538-548.
- NOLAN (H.). — *Structure géologique d'ensemble de l'archipel baléaire*. In : *Bulletin de la Société géologique de France*, 1895, p. 76-91.
- MAHEU (JACQUES). — *Exploration et flore souterraine des cavernes de Catalogne et des îles Baléares*. Paris, 1912. (*Spelunca, Bulletin et Mémoires de la Société de Spéléologie*, VIII, nos 67-68, mars-juin 1912.) Voir : *Les Baléares*, p. 69-107, in-8°.
- PEÑA (PEDRO DE LA). — *Guía manual de las Islas Baleares*. Palma, J. Tous, 1891, 480 p., in-16.
- PIFERRER (PABLO Y FABREGAS). — *Recuerdos y bellazas de España (Mallorca)*. Barcelona, J. Verdaguer, 1842, 338 p.
- PIFERRER (PABLO) Y QUADRADO (ROGER). — *Islas baleares*. Barcelone, D. Corteto, 1888, in-8°. [Réédition de l'ouvrage précédent.]
- PRAESSENT (HANS). — *Bau und Boden der balearischen Inseln*. Leipzig, J. Abel, 1911, 93 p., in-8°.
- SERRA-RAFOLS (J. DE). — *Las Islas Baleares, restos arqueológicos antiguos*. Barcelone, 1929, 37 p., in-8°. (*Public. del IV. Congreso internacional de Arqueología.*)
- SEIDLITZ (W. von). — *Die geologische Bau und die technische Bedeutung der Balearischen Inseln*. Berlin, 1927. In : *Geol. Rundschau*, Bd. XVIII, H. 4 (1927), p. 308-320.
- SOLBERG (THORWALD). — *Some notes on the Balearic Islands with special reference to their bibliography*. Chicago, 1928, in-8°. In : *The Papers of the Bibliographical Society of America*, vol. XXII, II^e partie (1928), 146 p.
- TOFINA DE SAN MIGUEL (VICENTE). — *España marítima or Spanish coasting pilot ; containing directions for navigating the coasts and harbors of Spain*. Translated by John Dougall. London, W. Faden, 1812, 296 p., in-4°.
- TROTIGNON (LUCIEN). — *En Méditerranée (Notes et impressions)*. (V. p. 221-279. *Les Baléares.*) Paris, E. Dentu, 1894, 284 p., in-12.
- URECH Y CIFFRE (D. CASIMIRO). — *Estudios sobre la riqueza territorial de las Baleares*. Palma, Guasp, 1869.
- *Memoria. Hospital general de las islas Baleares*. Palma, Pedro José Gelabert, 1878, 158 p., in-4°.
- VARGAS Y PONCE (JOSÉ DE). — *Descripciones de las islas Pitiusas y Baleares*. Madrid, Ibaña, 1878, 158 p., in-4°.
- VUILLIER (GASTON). — *Voyage aux îles Baléares : Majorque, Minorque, Cabrera*. In : *Le Tour du Monde*. Paris, 1889/2, p. 16-64 ; 1890/1, p. 225-256, p. 257-288.
- VUILLIER (GASTON). — ... *Les Îles oubliées : les Baléares, la Corse et la Sardaigne ; impressions de voyage, illustrées par l'auteur*. Paris, Hachette, 1893, 503 p., in-4°. Voir : *Les îles Baléares*, p. 1-128.
- ***. — *Le danger des îles Baléares*. Paris, R. Chapelot, 1895, 12 p., in-8°.

1) MAJORQUE

- ALCOVER (ANTONIO-MARIA). — *Estudios sobre la historia de Mallorca antes del siglo XIII*. Palma, F. Gnasp, 1894, 340 p., in-12. (Colección de artículos publicados en el *Boletín de la arqueológica Luliana*.)
- BEHEN (MARIE DE). — *Mallorca (Baléares)*. Genève, Georg, 1910, 72 p., in-4°.
- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN-MARIA). — *Del origen, progreso y estado actual de la agricultura, artes y comercio en la isla de Mallorca*. Palma, impr. de los Amigos, 1841, 22 p., in-4°.
- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN-MARIA). — *Noticias histórico-topográficas de la Isla de Mallorca*. Palma, J. Gnasp, 1836, 243 p., in-16.
- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN-MARIA). — *Historia de la casa real de Mallorca y noticia de las monedas propias de esta isla*. Palma, F. Guasp y Barberi, 1855, 328 p., in-8°.
- BOYER DE ROSSELLO (JOAQUIN MARIA) et MEDEL (R.). — *Varones illustres de Mallorca*. Palma, P. J. Gelabert, 1847-49, 2 vol. in-8°.
- BYNE (ARTHUR) et STAPLEY (MILDRED). — *Majorcan houses and gardens*. New York, W. Helburn Inc., 1928, in-10°.
- CABANELLAS (JAIME). — *Le Cicerone français à Palma de Majorque*. Palma, P. J. Umbert, 1845, 140 p., in-8°.
- CHODAT (Prof. ROBERT). — *Une excursion botanique à Majorque*. In : *Bulletin des travaux de la Société botanique de Genève*. Vol. XI (1904-05), p. 19-109, in-8°.
- ESTADA (EUSEBIO). — *La Ciudad de Palma. Su industria, sus fortificaciones, sus condiciones sanitarias y su ensanche*. Palma, P. J. Gelabert, 1885, 118 p., in-8°.
- FALLOT (PAUL). *Etude géologique de la Sierra de Majorque*. Paris et Liège, C. Béranger, 1922, 480 p., in-4°.
- FOURMARIER (P.). — *Algunas consideraciones respecto de la tectónica de la isla de Mallorca*. Madrid, 1928. In : *Notas y comunicaciones Inst. geol. y Minero de España*. T. I (1928), p. 25-30.
- FURIO (ANTONIO). — *Carta histórico-crítica sobre el lugar donde estuvo situada la antigua Palma en la época en que los Romanos dominaron la isla de Mallorca*. Palma, J. Guasp y Pascual, 1835, 50 p., in-8°.
- GAFFAREL (PAUL-LOUIS-JACQUES). — *Les îles Baléares, Palma et Miramar*. Marseille, 1905, in-8°. In : *Bulletin de la Société géographique et d'études coloniales de Marseille*, t. 29 (1905), n° 4, p. 265-382.
- GAUBERT (ERNEST). — *La Mayorquine. Roman*. Paris, G. Crès, 1918, 339 p., in-16.
- JOLY (R. DE). — *Explorations spéléologiques à Majorque*. Paris, 1929. In : *Rev. de géogr. phys. et de géol. dynam.*, II, 1929, fasc. 3, p. 233-243.
- JOVELLANOS (GASPAR MELCHIOR DE). — *Obras relativas a la isla de Mallorca*. Anotadas por G. Rosello y P. Estelrich. Tomo I. Palma, P. J. Gelabert, 1889, 330 p., in-16.
- LAURENS (JOSEPH-BONAVENTURE). — *Souvenirs d'un voyage d'art à l'île de Majorque*. Paris, A. Bertrand, 1840, 140 p., in-8°, pl., 2 p. music.
- LECLERCQ (JULES). — *Voyage à l'île Majorque*. 2° éd. Paris, Plon-Nourrit, 1912, 283 p., in-8°.

- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Rondayes de Mallorca*. Wurtzburg. L. Woerl, 1895, 230 p., in-12.
- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Märchen aus Mallorca*. Wurtzburg et Leipzig, L. Woerl, 1895, 275 p., in-12.
- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Die Felsenfesten Mallorca. Geschichte und Sage*. Prague, H. Mercy, 1910, 493 p., in-12.
- LOUIS-SALVATOR (ARCHIDUC). — *Auslag- und Wachtürme Mallorcas*. Prague, H. Mercy Sohn, 1916, 248 p., in-8°.
- MARKHAM (CLEMENT ROBERT, Sir). — *The Story of Majorca and Minorca*. London, Smith-Elder, 1908, 309 p., in-12.
- MARTEL (EDOUARD ALFRED). — *Les cavernes de Majorque (îles Baléares)*. Paris, 1903, in-8°. In : *Spelunca, Bulletin et Mémoires de la Société de Spéléologie*, tome V, n° 32 (février 1903).
- MUT (VICENTE) et ALEMANY (GERRIMO). — *Historia de Mallorca*. Palma, Gabriel Guasp, 1650, in-8° [s'arrête à 1650].
- NOGUERA (A.). — *Memoria sobre los cantos, bailes y tocatas populares de la Isla de Mallorca*. Barcelona, V. Berdos y Feliu, 1893, 72 p., in-12.
- OLIVER (MIGUEL S.). — *Mallorca durante la primera Revolución (1808-1814)*. Palma, Amengal y Muntaner, 1901, 686 p., in-8°.
- OLIVER (MIGUEL S.). — *La literatura en Mallorca, estudio del renacimiento catalan en la isla (1840-1890)*. Palma, Amengual y Muntaner, 1903, 301 p., in-16.
- OLIVER (J. AMENGUAL). — *El problema de la emigración (en Mallorca)*. Palma, Amengual y Muntaner, 1905, 55 p., in-12.
- POL (A.). — *De Mallorca, Costumbres, recuerdos y curiosidades*. Palma, Amengual y Muntaner, 1918, 113 p., in-16.
- POL (A.). — *Folklore musical majorquin*. Airs recueillis et harmonisés. Barcelone, Boileau.
- QUADRADO (JOSÉ-MARIA). — *Ciudadanos y forenses. Historia de las disensiones civiles en Mallorca en el siglo XV*. Palma, E. Trias, 1847, 404 p., in-8°. — *Id.*, réédition. Palma, 1895, 412 p., in-8°.
- ROUBIÈRE (LÉON). — *Palma (îles Baléares). Impressions et souvenirs d'un excursionniste*. Alger, Cheniaux-Tranville, 1881, 67 p., in-8°.
- RUSIÑOL (SANTIAGO). — ... *La isla de la Calma (Mallorca)*. Barcelona. A. Lopez, s. d., 205 p., in-12.
- SAND (GEORGE). — *Un hiver à Majorque. Spiridion*. Paris, M. Lévy, 1867, in-12. (Traduct. et éditions multiples.)
- TASTU. — *Relation d'un voyage à Majorque* (cité par G. Sand).
- VUILLIER (GASTON). — *Aux rivages de Majorque. Souvenir des pirates barbaresques*. Paris, 1891, in-8°. In : *Annuaire du Club alpin français*, 27^e année (1900), p. 300-319.
- SHELLEY (HENRY-CHARLES). — *Majorca : with an introduction by A. S. M. Hutchinson*. London, Methuen, 1926, 283 p., in-8°.
- VOSSELER (PAUL). — *Die balearen Insel Mallorca*. Berne, 1929. In : *Der Schweizer Geograph*, VI (1929), p. 97-103 et 117-121.
- WEYLER Y LAVINA (FERNANDO). — *Historia orgánica de las fuerzas militares que han defendido y ocupado a la Isla de Mallorca, desde su conquista en 1229, hasta nuestros días*. Palma, Gelabert, 1862, 280 p., in-8°, fig.

2) CABRERA

- BOVER DE ROSSELLO (JOAQUIN MARIA). — *Cabrera, Sucesos de su historia que tienen relación con la de Francia*. Palma, Felipe Guasp, 1847, 32 p. in-4°. planche.
- ESTELRICH (PEDRO). — *La Isla de Cabrera. Su descripción, leyenda é historia de los prisioneros Franceses*. Palma, Rotger, 1906, 357 p., in-8°.
- GARAU (JAIME L.). — *Noticias históricas del cautiverio de los Franceses en Cabrera*. Palma, Rotger, 1906, in-8°. In : ESTELRICH (PEDRO). — *La Isla de Cabrera*, p. 181-322.
- GOMEZ-LLEUCEA (F.). — *Sur la géologie de Cabrera, Conejera et autres îles voisines*. In : *Comptes rendus Acad. des Sciences*, 2^e semestre, 1920, p. 1158-1160.
- NOLAN (H.). — *Notice préliminaire sur l'île de Cabrera*. In : *Bulletin de la Société géologique de France* (1897), p. 303-305.
- LÓPEZ PINTO (JOSÉ). — *La Isla de Cabrera. Reseña general é importancia militar de la misma*. Madrid, G. Estrada, 2^e éd., 1880, 130 p., in-4°.
- LUDWIG-SALVATOR (Archiduc). — *La Isla de Cabrera*, traduction (por Pedro Nonet de los Herrores) de las paginas 775 à 799 de la obra : *Die Balearen*. In : ESTELRICH (PEDRO). — *La Isla de Cabrera*. Palma, Rotger, 1906, in-8°, pp. 1-29.
- SOCIAS (CAYETANO). — *La Isla de Cabrera. Consideraciones sobre su expropiación*. Palma, P. J. Gelabert, 1881, 20 p., in-8°.
- TORRAS (CESAR AUGUST). — *Un recorregut pel macis de les serres de Cabrera*. In : *Bulleti del Centre excursionista de Catalunya*. Barcelona, t. 17 (1907), p. 33-48.

3) MINORIQUE

- AMSTRONG (JOHN). — *The History of the Island of Minorca*. London, C. Davis, 1752, 260 p., in-8°.
- (Traducida al castellano por D. Josef Antonio Lasierra y Navarro). Madrid, P. Marin, 1781, 283 p., in-8°.
- *Histoire naturelle et civile de l'Isle de Minorque* (trad. sur la 2^e éd. anglaise). Amsterdam, Arkstel et Merkus, et Paris, de Hansy, 1769, 288 p., in-12.
- ATENEO CIENTIFICO, LITERARIO Y ARTISTICO DE MAHON. — *Guía de Menorca*, 1911. Mahon, S. Rotger, 1911, 311 p., in-12.
- ARTECHE (GOMEZ DE) Y MORO (JOSÉ). — *Nieblas de la historia patria*. 3^e série : Mahon. Madrid, Medino, 1879, 3 vol. in-16.
- BALLESTER Y PONS (PEDRO). — *Costumbres populares de Menorca*. Mahon, B. Fabregues, 1905, 102 p., in-8°.
- BENEJAM SAURA (JUAN). — *Historia de Menorca*. Cindadela, 1897.
- CLEGHORN (GEORGE). — *Observations on the epidemical diseases in Minorque, from 1744 to 1749*. London, T. Cardell, D. Wilson et G. Nicol, 1751, 228 p., in-8°.
- CISTERNES (RAOUL DE). — *La campagne de Minorque* (d'après le journal du commandeur de Glandevez et de nombr. lettres inédites). Paris, Calmann-Lévy, 1899, 370 p., in-8°.
- LES PRISONNIERS DE GUERRE SOUS LE 1^{er} EMPIRE. II.

- FALLOT (P.). — *Le problème de l'île de Minorque*. In : *Bulletin de la Société géologique de France*, 1923, p. 3-44.
- FOLTZ (J. M.). — *The endemical influence of evil government illustrated in a view of a climate, topography and diseases of Minorca*. J. J. Langley, 1843, 65 p., in-4°.
- GOSSE (PHILIP). — *Histoire de la piraterie*. Paris, Payot, 1933, 396 p., in-8°.
- GUILLON (EDOUARD). — *Port Mahon. La France à Minorque sous Louis XV (1756-1763)*, d'après des documents inédits des archives de France et des Baléares. Paris, E. Leroux, 1894, 119 p., in-8°.
- LAFUENTE VANRELL (LORENZO). — *Geografía e historia de Menorca*. Barcelona, Revista científica militar, 1907, in-8°.
- OLEO Y CUADRADO (RAFAEL). — *Historia de la Isla de Menorca*. Ciudadela de Menorca, 1874-1876, 2 vol. in-8°.
- PARPAL Y MARQUES (COSME). — *La conquista de Menorca en 1287 por Alfonso III de Aragón*. (Estudio histórico-crítico con un apéndice de documentos.) Barcelona, Casa de Caridad, 1901, 80 p., in-8°.
- PASSERAT DE LA CHAPELLE (CLAUDE-FRANÇOIS). — *Réflexions générales sur l'île de Minorque, sur son climat, sur la manière de vivre de ses habitants, et sur les maladies qui y règnent*. Paris, 1764, in-12.
- (Traduct. espagnole de Lorenzo Pont Marquès, prologue du Dr Don Frederico Llansó). Mahon, B. Fabregues, 1901, 119 p., in-16.
- RAMIS Y RAMIS (Dr. JUAN). — *Historia civil y política de Menorca*. Parte I, Mahon, P. A. Serra, 1809, 343 p., in-8°.
- RAMIS Y RAMIS (Dr. JUAN). — *Serie chronológica de los gobernadores de Menorca*. Mahon, 1815.
- ROCA Y VINENT (JUAN). — *Diario de Mahon*. (Journal manuscrit des événements les plus importants survenus à Minorque de l'an 1776 à l'an 1826.) Archives de l'Ayuntamiento de Minorque.
- ROCA Y VINENT (JUAN). — *Menorca española en 1808*. Mahon, Mahonesa, 1908.
- RODRIGUEZ DE VILLALPANDO (MANUEL). — *Lazareto de Mahon y memoria descriptiva de sus obras*. Mahon, Serra, 1813, 49 p., in-8°.
- RIUDAVETS Y TUDURY (PEDRO). — *Historia de la Isla de Menorca*. Mahon, B. Fabregues, 1885-88, 3 vol. in-8°.
- ROIG (ANTONIO). — *Reflexiones crítico-apologéticas sobre algunos escritos relativos a la isla de Menorca y a sus naturales*. Barcelona, F. Suria y Burgada, s. d., 143 p., in-8°.
- SALANOVA Y GUILARTE (PEDRO ALONZO). — *Noticia individual geografico historica de la Isla de Menorca*. Madrid, H. Santos Alonso, 1781, 22 p., in-8°.
- SANZ (FRANCISCO HERNÁNDEZ). — *Compendio de geografía é historia de la Isla de Menorca*. Mahon, B. Fabregues y Sintés, 1908, 450 p., in-8°.
- SANZ (FRANCISCO HERNÁNDEZ). — *Resumen historica de Menorca*. Mahon, Manuel Sintés Rotger, 1910, in-8°.
- *Sobre enterramientos de soldados franceses en las Islas baleares*. Ex : la Revista de Menorca, p. 129-160. Mahon, Tipografía Mahonesa, 1930, in-8°.
- VILLA PAU. — *Le climat de Minorque*. Grenoble, 1932, in-8°. In : *Mélanges géographiques Raoul Blanchard*, p. 643-651.

4) IVIÇA

- ABAD Y LA SIERRA (MANUEL). — *Breve noticia del estado natural, civil, militar y político que hoy tienen las islas de Ibiza y Formentera con sus adyacentes en 1786*. Madrid, 1907, in-8°. In : *Boletín de la Real Academia de la Historia*, t. 51, (Diciembre 1907), p. 417-446.
- ARAÑAZ Y BARRERA (TOMAS). — *Historia de la Isla de Ibiza*. Ibiza, La Juventud, 1859, 62 p., in-8°.
- *Noticias bibliográficas para la historia de Ibiza*. Palma, 1887.
- *Defensa de la Isla de Ibiza*. Palma, 1901.
- *Biblioteca ebusitana*. Palma, 1902.
- *Los archivos de Ibiza* (Revista mensual). Mahon, 1903.
- CLASSENS (A.). — *Dos hojas de historias, o sean rasgos de la conquista última de Ibiza*. Ibiza, J. Cirer y Miramon, 1858, 145 p., in-12.
- DEZCALLAR Y DEZCALLAR (PROSPERO MARTIN DE). — *Memorias históricas y geográficas de Ibiza y Formentera* (Llamadas antiguamente las Islas Pitiusas). Ferrera, J. Rinaldi, 1798, 56 p., in-8°.
- DEZCALLAR Y DEZCALLAR (PROSPERO MARTIN DE). — *Memorias históricas geográficas de Ibiza y Formentera* (nouvelle édition). Ibiza, M. Tur, 1915, 56 p., in-16.
- D'ESTE (MARGARET). — *En Ibiza* (de su obra *With a camera in Majorca*). Versión del inglés por Miguel Oliver Amoros. Ibiza, Rosello, 1911, 22 p., in-12.
- FAJARNES Y TUR (ENRIQUE). — *El puerto de Ibiza*. Palma, Rotger, 1887, 39 p., in-8°.
- FAJARNES Y TUR (ENRIQUE). — *Bosquejo histórico del Correo en la Isla de Ibiza*. Palma, P. J. Gelabert, 1886, 20 p., in-8°.
- GONJALEZ DE POSADA (CARLOS). — *Ibiza, arqueológica é histórica en 1791*. Madrid, 1907, in-8°. In : *Boletín de la Real Academia de la historia*, t. 51, cuaderno 5. Octubre 1907, pp. 307-318.
- IBAÑEZ-BLASCO (VICENTE). — *Los muertos mandan*. Valencia, Prometeo, 1916, 383 p., in-12.
- IBAÑEZ-BLASCO (VICENTE). — *Les morts commandent*. Roman (traduction française de Berthe Delaunay). Paris, Flammarion, 1922, 283 p., in-12.
- (Trad. anglaise de Frances Douglas). New York, Duffield, 1919, 351 p., in-12.
- LOPEZ VILLANUEVA. — *Descripción de la Isla de Ibiza*. Madrid, 1844.
- MACCABICH. — *El feudalismo à Ibiza*. Barcelona, 1808.
- MOLINA (EUGENIO) et VIDAL (LUIS M.). — *Reseña física y geológica de las islas de Ibiza y Formentera*. Madrid, 1880, in-8°. In : *Boletín de la Comisión del mapa geológico de España*, 1880, 49 pp.
- NAVARRO (VICTOR). — *Costumbres en las Pitiusas*. Madrid, Asilo de Huerfanos del Sagrado Corazón de Jesus, 1901, 216 p., in-8°.
- PEREZ-CABRERO (ARTURO). — *Ibiza. Arte, arqueología, agricultura, comercio, costumbres, historia, topografía, Guía del turista*. Barcelona, J. Horta, 1909, 156 p., in-8°.
- *Ibiza arqueológica*. Barcelona, Thomas, 1911, 56 p., in-12.
- ROMAN Y CALVET (JUAN). — *Los nombres é importancia arqueológica de las Islas Pitiusas*. Barcelona, 1906, 342 p., in-4°.

- RULLAN. — *La xacota, la boda, costumbres ibicenses*. Palma, 1881-85.
- SELPAC (J.). — *Noticias bibliográficas y biográficas para la historia de Ibiza*. Palma, B. Rotger, 1887, 51 p., in-12.
- VIDAL (LUIS MARIANO) et MOLINA (EUGENIO). — *Ibiza y Formentera*, in : HERMITE (Henri). — *Estudios geológicos de las Islas Baleares*. Madrid, M. Tellt, 1888, in-8°, p. 245-297.
- VIVES Y ESCUDERO (ANTONIO). — *Estudio de arqueología cartaginesa : La necrópolis de Ibiza*. Madrid, Blass, 1917, 189 p., in-4°.

CANARIES

VOYAGEURS ET HISTORIENS

- ANONYMES (PEGOT-AUGIER). — *Les Iles fortunées ou l'archipel des Canaries*. Bruxelles, 1869, 2 vol. in-8°.
- ABREU GALINDO (FRAY JUAN). — *Historia de la Conquista de las siete Islas de Gran Canaria*. Santa Cruz de Tenerife, M. Miranda, 1848.
- AVEZAC (ARMAND D'). — *Note sur la première expédition de Béthencourt aux Canaries*. (Notice lue à la Société de géographie de Paris, le 7 novembre 1845.) Paris, Imp. Bourgogne et Martinet, 1846, in-8°.
- BAILLY (JEAN-SYLVAIN). — *Lettres sur l'Atlantide de Platon*. Londres, Elmesly ; Paris, Fr. Debure, 1779, in-8°.
- BANNERMAN (DAVID A.). — *The Canary Islands ; their history, natural history and scenery*. London, 1922.
- BARKER-WEBB (P.) ET BERTHELOT (SABIN). — *Histoire naturelle des Iles Canaries*, Paris, Béthune, 1836-1850, 3 tomes en 9 vol. in-4°.
- BENÍTEZ (D. ANSELMO). — *Historia de las Islas Canarias*. Santa Cruz de Tenerife, 1916.
- BERTHELOT (SABIN), ancien Consul de France aux Canaries. — *Mémoires sur les Guanches*. (Extrait de la 1^{re} partie du 1^{er} vol. de l'*Hist. naturelle des Iles Canaries*.) Paris, Doudey-Dupré, 1839, in-8°. Voir aussi : *Bulletin de la Société de Géographie*, Paris, fév. 1875 ; id., nov. 1876 (Ethnographie et annales de la conquête des Canaries.) — *Id.*, *Antiquités Canariennes*. Paris, Plon, 1879, in-4°.
- BÉTHENCOURT (JEAN GALIEN DE). — *Le Canarien* (publié par Gabriel Gravier) [récit de la conquête de 1402]. Paris, 1630, in-8°.
- BONTIER (P.) et LE VERRIER (J.). — *Histoire de la première découverte et conquête des Canaries*. Paris, M. Soly, 1630, in-8°.
- *Primer descubrimiento y conquista de Canarias*. Traduction espagnole de P. Ramirez. Santa Cruz de Tenerife, 1847.
- BORY DE SAINT-VINCENT (J. B. G. M.). — *Essais sur les Iles Fortunées et l'antique Atlantide ou précis de l'histoire générale des Canaries*. Paris, Bandoïn, an XI, 524 p., in-4°.

- BORY DE SAINT-VINCENT (J. B. G. M.). — *Idées générales sur les îles Canaries*. Paris, 1803.
 — *Guide du voyageur en Espagne*. Paris, 1823, 2 vol. in-8°.
 — *Voyage aux quatre principales îles d'Afrique*. Paris, 1804.
- BUCH (LEOPOLD VON). — *Physikalische Beschreibung der Canarischen Inseln*. Berlin, 1825, in-4°.
 — *Description physique des îles Canaries*, trad. de l'allemand par C. Boulanger. Paris, F. G. Levrault, 1836, 527 p., in-8° et atlas in-f°.
- CABILDO INSULAR DE TENERIFE. — *Guía de Tenerife* (Édition française). Barcelone, 1927, 190 p., in-8°.
- CASTILLO RUIZ DE VERGARA (PEDRO AGUSTIN). *Descripción histórica y geográfica de las Islas Canarias*. Santa Cruz de Tenerife, 1848.
- COURTEAUD (DR. PIERRE). — *Chez les Atlantes, Ténériffe, la Grande Canarie, Gomer, la mer des Sargasses*. Paris, Soc. d'Études géographiques, 1928, in-16.
- DUGOUR (JOSÉ-DÉSIRÉ). — *Apuntes para la historia de Santa Cruz de Tenerife*. 2^e édition. Santa Cruz de Tenerife, J. Benítez, 1875, 309 p., in-8°.
- DUMONT D'URVILLE. — *Voyage de l'« Astrolabe »*.
- ESPINOSA (B.). — *Mémoire sur la fièvre jaune qui régna en 1810 dans quelques points des îles Canaries et principalement à Sainte-Croix de Ténériffe*. Paris, Crevot, 1826, 39 p., in-8°.
- FERNÁNDEZ DE BETHENCOURT (FRANCISCO). — *Nobiliario y blasón de Canarias : diccionario histórico, biográfico, genealógico y heráldico de la provincia*. Santa Cruz de Tenerife, 1878-1886.
- FEUILLÉE (R. LOUIS). — *Journal des observations physiques, etc., de 1707 à 1712 (Voyage aux Isles Canaries)*. Paris, L. Giffart, 1714, 2 vol. in-4°.
- GARCIA RAMOS (J.). — *Primeras nociones sobre las Islas Canarias*. Cadix, 1876.
- GIMENEZ (WALDO). — *Crónica de las islas Canarias*. Madrid, 1868.
- GLAS (GEORGE). — *History of the Discovery and Conquest of the Canary Islands, translated from a spanish manuscript*. London, R. and J. Dodsley, 1764, 368 p., in-4°.
- HUMBOLDT (ALEXANDRE DE). — *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent, fait de 1799 à 1804*. Paris, F. Schoell, 1814-1825, 3 vol. in-f°. T. I.
- HARDISSON (PIZZAROSO, RAFAEL). — *Ténériffe et son port*. Paris, 1921.
- LECLERCQ (JULES). — *Voyage aux Iles Fortunées (pic de Ténériffe et les Canaries)*. Paris, Plon, 1880, 237 p., in-8°.
 — *Viages a las Islas afortunadas*. Trad. esp., s. l. n. d.
- LEDRU (ANDRÉ-PIERRE). — *Voyage aux îles de Ténériffe, Trinité, etc. (1796 à 1798)*. Paris, A. Bertrand, 1810, 2 t. en 1 vol., in-8° ; trad. allemande (1812) ; trad. espagnole (1812) : *Viage a las Islas de Tenerife y la Trinidad*, 1810.
- LÉON Y GUARDIA. — *Noticia para la historia de las Islas Canarias*. Biblioteca municipal de Santa-Cruz de Tenerife, s. d.
- MAFFIOTTE (LUIS). — *Los periódicos de las Islas Canarias*. Madrid, 1905-1907.
- MARGRY (PIERRE). — *La conquête et les conquérants des îles Canaries, nouvelles recherches sur Jean de Béthencourt et Gadifer de la Salle, le vrai manuscrit du Canarien*. Paris, E. Leroux, 1896, 320 p., in-8°.
- MARVAUD (DR. ANGEL). — *L'archipel des Canaries. (In : Questions diplomatiques et coloniales)*. Paris, 1907-11, p. 172.

- MONTERO (J.). — *Historia militar de Canarias*. Santa Cruz de Tenerife, 1847.
- MILLARES TORRES (AGUSTIN). — *Annales* [manuscrit déposé au Musée Canarien de Las Palmas].
- MINUTELI (FREIHERR VON). — *Die Canarischen Inseln* Berlin, 1845.
— *El pasado y el porvenir de las islas Canarias*. Berlin, 1854.
- MOROTE (LUIS). — *La Tierra de los Guanartemes (Canaries orientales)*. Paris, Ollendorff, 1910, 432 p., in-16.
- OSSUNA Y VAN DEN HEEDE (MANUEL). — *El problema de Canarias, aclaraciones históricas*. Santa Cruz de Tenerife, A. J. Benitez, 1911.
- POMMER-ESCHE (C. von). — *Die Canarischen Inseln*. Berlin, W. Süsserott, 1906, 37 p., in-8°.
- RAMÍREZ (PEDRO M.). — *Efemérides de Canarias*. Biblioteca municipal de Santa Cruz de Tenerife.
- RODRÍGUEZ MOURE (JOSÉ). — *Juicio crítico del historiador de Canarias, Don José de Viera y Clavijo*. Santa Cruz de Tenerife, 1913.
- ROISEL. — *Etudes antéhistoriques : les Atlantes*. Paris, Germer-Baillière, 1874, in-8°.
- SANCHEZ (MATHIAS, S. J.). — *Histoire des Maisons de la Cie de Jésus aux Canaries*. 1740 (Catalogue des manuscrits de langue espagnole du British Museum).
- SAINTE-CLAIRE-DEVILLE. — *Voyage géologique aux Antilles et aux Iles de Ténériffe et de Togo*. Paris, Gide et Boudry, 1849, 2 vol. de texte, 1 vol. de planches, in-4°.
- TORRES CAMPOS (RAFAEL). — *Caracter de la conquista y colonización de las Islas Canarias*. Madrid, Imp. y Lit. del Deposito de la Guerra, 1901.
- VIERA Y CLAVIJO (JOSÉ). — *Noticia de la Historia general de las Islas de Canarias*. Madrid, 1772-1783. Santa Cruz de Tenerife, 1858, 4 vol. in-4°.
- VERNEAU (DR. RENÉ). — *Cinq années de séjour aux Canaries*. Paris, A. Hennuyer, 1891, in-8°.
- VILLALBA HERVAS (MIGUEL). — *Una página de la historia política de las Islas Canarias*. Santa Cruz de Tenerife, 1870.
- WANGÜEMERT Y POGGIO (JOSÉ). — *Influencia del Evangelio en la conquista de Canarias*. Madrid, 1909.
— *Consideraciones históricas acerca de las Islas Canarias*, con un prologo de Francisco Fernandez de Bethencourt, Madrid, 1900.
- WHITFORT (JOHN). — *The Canary Islands as a Winter resort*. London, E. Stanford, 1890.
- MEYER (W.). — *Maiztage in Kanarischenarchipel*. Leipzig, 1893.
- X. (LA SOCIEDAD). — *Noticias del puerto de Santa Cruz de Tenerife*. Santa Cruz de Tenerife, s. d.
- ZUASNAVAR. — *Compendio histórico de las Canarias*. Madrid, 1816.
- ZUFIRIA (A.) y MONTEVERDE (J.). — *Guía de las Islas Canarias para el año*, 1840. Las Palmas 1840.

INDEX ALPHABÉTIQUE

Les noms de personnes sont composés en PETITES CAPITALES, les noms de lieux en *italiques*.

Les noms de pays tels que *France, Espagne, Suisse*, ainsi que ceux des Baléares (archipels) et des îles distinctes (Cabrera, Iviça, Majorque, Minorque) ne figurent pas à l'index. Il en sera de même pour les Canaries (archipel) mais les îles du dit sont indiquées nommément. Les noms mentionnés dans les notes et appendices ne sont pas répétés ici.

- Aarau*, XXII.
Aboukir, 431, 491.
 ABRINES, maçon, 145.
Aguada, l'—, 510.
 AGUIERROZ, A., 408.
 AGUILAR, R. de —, capitaine, 519, 524.
 AGUILERA, J., capitaine, 459.
Aix, îles d'—, 560.
 ALAVA, amiral, 493.
 ALBERTIN, sous-officier, 248.
Alayor, 438, 439, 442.
Alcala, 283.
Alger, 50, 314, 315, 454.
Algésiras, baie d'—, 8.
Alhambra, 377.
Alhondiga, maison, 525.
Alicante, 14, 30, 68, 127, 417, 473, 474.
 ALLEIGNE, sergent-major, 269, 270, 272.
Almuñecar, 10.
 ALPHONSE III, 430.
 AMENGUAL, B., curé, 398.
 AMENGUAL, Pedro, 57.
Amer, Punta, 17.
Amich, Cova del —, 51.
Anaga, pointe d'—, 496.
 ANCEAUME, 566.
Anciola, pointe d'—, 50, 60, 265.
 ANDRÉ, soldat, 310.
Andujar, XXIV, 5, 282, 378.
 ANGLADA, M., 59.
 ANNIBAL, 55.
Antilles, 427, 536.
Anvers, 97.
Aranjuez, 22, 30, 500, 502.
 AREMONDA, lieutenant, 265.
Argineguin, 556.
 ARMIAGA, J. de —, maréchal de camp, 532, 553, 554.
 ARNALDO, 57.
 ARRAGONE, S., patron, 380.
Arta, 149.
Arucas, 527.
 ASSIGNY, Flamen d'—, XXVII.
Atlantide, 489, 496, 559, 567.
 Austerlitz, 323.
 AVRIL, pharmacien, 142.
 AYAMANS, comte d'—, 12, 23, 40, 94, 95, 140, 175.
 AYMAR, 22.
Azul, Cova, 51.
 BABELÓN, Luis, 431, 434.
 BALASTRO, corsaire, 96.
Bâle, 455, 501.
 BALINA, A., 399.
 BALTASAR, lieutenant, 167, 170, 297, 323, 328.
Barbarie, côte de —, 7.
 BARBAROUX, XXIV, 89.
 BARBERI, 210.
 BARBEROUSSE (Kheyr-Es-Din), 426.
 BARCELÓ, José, 394, 395.
 BARCELÓ, Ignace, Dr —, 398, 399.
Barcelone, 35, 38, 86, 92, 96, 122, 264, 281, 315, 318, 319, 345, 346, 379, 384, 390, 447, 455, 500.
 BARIZEL, 258, 432.
 BARKHAUSEN, G., capitaine, XXXI, 417, 418, 419, 420, 422, 444, 445, 446, 451, 452.

- BASTIDE, marquis de la —, 28, 40, 41, 119.
 BATLLE, Jerónimo, adjudant, 40, 67, 86, 99, 114, 115, 116, 143, 171, 175.
 BAUSANO, D., 469.
Baylen, XVII, XIX, XX, XXIII, XXIV, XXV, 4, 22, 35, 43, 99, 114, 135, 167, 181, 183, 223, 281, 282, 283, 381, 385, 410, 419, 493.
 BAYLLE, sergent, 406.
Bayonne, XXIV, 502, 562.
 BEAUCHAMP, sous-lieutenant, 406.
 BEAUDET, 567.
 BEAUMARCHAIS, 258.
 BEAUTELL, 567.
 BELAFAGE, 223.
 BELHOMME, capitaine, 407.
Bellamirada, pic, 50, 53, 81.
Bellver, château de —, XXII, 22, 145, 179, 228, 229, 282, 283, 284, 379, 380, 401, 405, 408, 412, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 421, 444, 449, 456, 459, 465, 466, 468, 470, 473, 475.
 BELZUNCE, cardinal de —, 320.
 BENCOMO, 498.
Bendinat, 408.
 BENITEZ, Eduardo, XXXII.
 BERARD, Luis, 57.
 BERARD, Hughes, 59, 60.
 BÉRIOT, 421.
Bermeja, Sierra de —, 10.
 BERNEL, sous-lieutenant, 37.
 BERMUDO, J. D., 548.
 BERNIER, officier, 398.
 BERTHIER, maréchal, 273.
 BETHENCOURT, Jean de —, 497, 498, 499, 501, 529, 565.
 BEUGNOT, comte —, 562, 563.
 BILLON, lieutenant, XXVII, 90, 106, 107, 172, 178, 184, 206, 216, 247, 258, 432, 433, 434, 435, 436, 440, 452.
Bisbal, la, 274.
 BLACKWOOD, capitaine, 445.
Blanco, cap, 42, 67, 420.
 BLAZE, Sébastien, 433.
 BLINTON, g néral, 474.
 BLONDEL, A. J., 345.
 BOISSIER, 567.
 BOISSON, pharmacien, 142.
 BONAPARTE, Joseph, 503.
 BONAPARTE, Napoléon ou Buonaparte, 378, 491.
 BONIFACE, lieutenant, 227, 228, 229, 263, 284, 416, 417.
 BONNECARRÈRE, chirurgien, 142.
 BONNET-REVERÓN, Buenaventura, XXXII, 544, 567.
 BONNET, fourrier, 195, 262.
 BONNEVILLE, A., 422, 458, 473.
 BONNICHON, capitaine, 223, 388.
 BONNOT, C, capitaine, 381.
 BOREL, 22.
Bornos, 510.
Bougie, 314.
 BOUILLET, XX.
 BOULEROT, Sébastien (le soldat de Froger), XXVI, 7, 37, 38, 39, 53, 64, 73, 80, 90, 102, 109, 153, 160, 161, 172, 174, 184, 194, 205, 207, 208, 212, 213, 235, 237, 246, 287, 292, 293, 296, 298, 300, 308, 309, 328, 338, 340, 341, 343, 406, 475, 476, 479, 480.
 BOURBON, connétable de —, 340.
Bourbon, Quartier, 302, 383, 384, 386, 387, 401, 402, 404, 405, 406, 409, 413, 414, 423.
 BOURDES, capitaine de vaisseau, 7.
 BOURDET, capitaine de vaisseau, 178.
 BOURGOING, 20.
 BOUSQUET, 440.
 BOUSSE, Angela, 479.
 BOUVIER-DESTOUCHES, lieutenant de vaisseau, 227.
 BOUVIER, capitaine de vaisseau, 7.
 BOVER, MORAGUES y —, 55.
 BOYER, marin, 274.
 BRESSAN, J., 550, 551.
Brest, 492, 561.
 BRETILLARD, A., agent consulaire, 566.
 BRICARD, charpentier, 167, 168, 264.
 BROUAL, L.-B., 550, 551, 552.
 BRUIX, amiral, 491.
Brújula, mont, 49, 64, 324.
 BRUNET, 510.
Bruxelles, 97.
 BUCH, Léopold, von —, 506.
Eurgos, 300.
 BUKIA, LA, général, 535, 538, 539.
 BYNG, amiral, 430.
 CABO, Benito, 383, 415.
 CACERES, Doña A. de —, 525.
Cadix, XVIII, XXII, XXIV, XXIX, 4, 9, 11,

- 12, 14, 15, 20, 26, 27, 29, 31, 34, 36, 40, 43, 66, 69, 71, 94, 144, 158, 227, 252, 274, 277, 286, 289, 321, 347, 381, 390, 393, 396, 399, 438, 449, 451, 492, 493, 500, 504, 506, 507, 509, 511, 515, 516, 526, 528, 534, 536, 556, 564, 565, 566.
- Caen*, XXIII, 558, 561, 563.
- CAILLEMER, capitaine, 408.
- CALAFELL, patron, 299, 455.
- Calafiguera*, cap, 14, 36.
- CAMBRONNE, 422.
- CAMPANER, Nicolas, 85, 175, 176, 216, 383, 384, 398, 404.
- CAMPBELL, général, 289.
- CAMPO, DEL, comte —, 31, 500.
- Campos*, 98.
- CANAPLE, ou CANAPPE, J.-C., 297, 346.
- Candelaria*, 518, 519, 523.
- CANINOS, G., 40.
- CANUT, 22.
- Capri*, 51.
- CARBON, pilote, 265.
- CARBONNEL-D'HIERVILLE, lieutenant, 129, 131, 132, 135, 146, 195, 196, 222.
- Carnero*, récifs de —, 7.
- Caroline*, la, 551.
- Carraca*, la, 43.
- CARRÈRE-VENTAL (C. de Méry), XXIII, 102, 292.
- CARTA, 518.
- Carthagène*, 12, 14, 376, 416, 417.
- CARVAJAL, Ramón de —, 528, 535, 536, 537.
- CASA CAGIGAL, marquis de —, 502, 503, 504, 505, 507, 535.
- CASA CAGIGAL, marquise de —, 503.
- Casseria*, la, 5.
- CASTELLDOSRIUS, marquis de —, 31, 455.
- CASTILLO, J. de León y —, 527.
- CAVALILLI, marquis de —, 500.
- CAYLUS, de, amiral —, 499.
- CAZENOVE, DE, commandant, XXVII, 89.
- CEBALLOS, R., 514, 528, 540, 542.
- CERDO, Juan, Dr, 393.
- Ceuta*, 7.
- CHAMPSAUR, 567.
- CHAPELAIN, chirurgien, 142.
- CHAPUIS, Louis, 236.
- CHARLES IV, 30, 31, 430, 431, 455, 500, 502, 503, 538.
- CHARLES-QUINT, 426, 454, 499.
- CHARLES X, 186.
- CHAUFFOURD, 80.
- CHAUVERON, 21.
- Cherbourg*, 561.
- Cherchell* ou *Cherchelles*, 314.
- Chimaray*, 518.
- CHOBAR (*alias* BARBAROUX), 267.
- CHURRUCA, capitaine, 493.
- CIFUENTES, comte de —, 446.
- CIGALA, pilote, 317.
- CIRER, Antonia, 479.
- Ciudadela*, 15, 428, 438, 439, 442, 443.
- CLAIRMONT, Bernard de —, 57.
- CLAIVE, 421.
- COLLINGWOOD, amiral, 16, 33, 94, 141, 184, 285, 427, 432, 436, 440, 443, 491, 492, 493.
- Coll'Roig*, Cala de —, 269.
- COLOGAN, 550, 551.
- COLOMB, Matias, entrepreneur, 148.
- COLOMB, Matias, entrepreneur, 148.
- COLOMER, J., 421, 458, 470.
- CONARD, Pierre, XVIII.
- Conejera*, île, 50, 51, 54, 57, 61, 174, 212, 241, 264, 267, 292, 301.
- CONRART, II4.
- Constantinople*, 426.
- CONTESTI, Bernardo, 33.
- CORDEAU, J.-F., 346.
- Cordoue*, 40, 300, 332, 382, 401.
- CORNEL, Antonio, 377.
- Corogne*, la, 562.
- CORRADI, brigadier, 118.
- Corral*, Cala, 471.
- CORTEZ, Fernand, 499.
- COTILLARD, marin, 264, 274, 280.
- COUPIGNY, marquis de —, 14, 94, 95, 96, 122, 456, 460, 463, 464, 467, 468, 472, 474.
- COUTANT, dragon, 174, 239.
- COUTEAU, grenadier, 239.
- CREAGH, Juan, 503, 504, 505.
- CREUS, B., capitaine, 474.
- Cruete*, Punta, 50, 61, 64.
- CRUZEL, major, 143.
- Cuarantena*, Isleta de la —, 430, 431.
- Cuba*, île, 498, 513.
- Cuesta*, la, village, 539.
- Cullera*, port, 213.
- CUNEO D'ORNANO, XXXII, 512, 530, 531.

- 532, 533, 538, 541, 549, 553, 554, 558, 563, 566.
Cunillera, île, 453, 471.
- DAGIMOND, J.-S., capitaine, 473.
 DAMEO, Juan, 33, 34, 55.
 DAMIEN, forrier, 314.
 DANIEL, M^{me}, 159.
 DARLIER (*alias* LARDIER), 267, 268.
 DAUDET, Alphonse, 541.
 DAUTRANNE, général, 346.
 DECRES, comte, 274.
Delémont, xxii, 83.
 DELENNE, major, 229, 282.
 DELTOUR (A. de la Tour), 422.
 DESBRULL, Antonio, chevalier —, xxix, 26, 71, 85, 91, 108, 110, 112, 136, 138, 146, 147, 153, 163, 165, 174, 177, 179, 180, 182, 191, 195, 196, 210, 215, 218, 223, 228, 229, 230, 231, 232, 281, 282, 383, 385, 386, 388, 390, 391, 394, 395, 404, 407, 408, 413, 419.
 DESBRULL, José, 383.
 DESCHAMPS, pharmacien, 142.
 DESCHAMPS, soldat, 237.
 DES ESSARDS, 80.
 DESNOYERS, officier, 473.
 DESPUIG, Juan, 176, 177, 389.
 DESPUIG, Antonio, 28, 40, 140, 286, 380.
 DESPUIG Y ZAFORTEZA, Ramón, colonel, 12, 23.
 DESTOUCHES, 267.
 DÍAZ, 552.
 DIESBACH, DE, Max —, xxviii.
 DITTLINGER, capitaine, 220, 411.
 DORESTE, 566.
Dragons, colline des —, 81, 236, 297.
 DRAGUT, corsaire, 58.
 DRAKE, Francis, Sir, 499.
 DRUCIURDI, 422.
 DUBOIS DE THAINVILLE, consul, 320.
 DUBOURG, 419.
 DUBUC, xxiii, 185, 186, 207, 333.
 DUCAMP, Marie, 388, 389, 390.
 DUCHEMIN, 567.
 DUCOR, Henri, timonier, xxv, 5, 9, 64, 65, 67, 68, 70, 74, 75, 78, 79, 83, 99, 103, 107, 108, 112, 121, 135, 137, 143, 150, 152, 154, 158, 159, 172, 178, 189, 190, 194, 203, 205, 207, 210, 211, 212, 227, 235, 237, 247, 253, 254, 256, 262, 263, 264, 266, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 280, 292, 307, 392.
 DUFOUR, général, 6, 229, 287, 381, 382, 388, 389, 390, 401, 407, 415, 416, 417.
 DUGOUR, Joseph-Désiré, xxxii, 501, 534, 542, 564, 566.
 DUPERRÉ, lieutenant de vaisseau, 322, 323, 324.
 DUPONT, général, xviii, xxii, xxviii, xxix, 5, 40, 66, 88, 220, 326, 330, 331, 333, 341, 344, 345, 378, 559, 560, 562, 564.
 DURAST, major, 229.
 DURIF, 91.
 DUVAL, commandant, 91, 138, 159, 184, 224, 229, 230, 231, 232, 233, 265, 281, 386, 387, 388, 395, 396, 407.
- Elbe*, île d'—, 321, 326, 559.
El Frare, pic d'—, 64.
Embrun, 319.
 EMERIC, J., médecin, 551.
 EMMANUEL, chef d'équipage, 11.
Emperador, Isla del —, 264.
Enderroca, cap, 36.
En Serra, Punta, 456.
Es Borri, anse, 265.
 ESCANO, DE, Antonio —, 13.
 ESCOBAR, J., 553.
 ESLON, D' —, colonel-comte, xxviii, 38, 39, 172, 186, 229, 382, 387, 388.
Espalmador, îlot d'—, 453.
Espardell, îlot d'—, 453.
 ESPINOSA, B., D^r, 536, 537.
Esponja, îlot, 50.
 ESTAING, d'—, amiral, 491.
 ESTELRICH DAMIÁN (le Père Damien), 98, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 117, 122, 126, 138, 146, 147, 149, 153, 154, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 172, 175, 180, 181, 235, 236, 328, 392.
 ESTELRICH, Pedro, xxii.
Estepona, port, 10.
Estreel, massif de l'—, 52.
 ESTEVA, Joseph, patron, 392.
 ESTEVA, Mateo, 72.
 ETCHÉLOUSE, Engracia, 479.
 EVODIAS, abbé, 57.
 EXELMANS, général, 178, 282, 283, 287, 378, 381, 401, 412, 416, 417.
 EXMOUTH, lord —, 427.

- FABRE, Ferdinand, 443.
 FABREGAS, J., 441.
Farruch, cap, 17.
Felanitz, 98.
 FELTRE, duc de —, 474.
 FERDINAND VII, 13, 15, 22, 37, 180, 306, 332, 503, 505, 512, 516, 548, 549, 552, 553.
 FERMONT, marin, 293.
 FERNÁNDEZ, Agustín Martinon, XXXII.
 FERNÁNDEZ, Baltasar (voir aussi Baltasar), 295, 298.
 FERNÁNDEZ, Joaquín-Gadea, XXX.
 FERNAUD, P., 566.
 FERRAN, F., lieutenant, 510.
 FERRARIO DE SAN MARTÍ, 57.
 FERRER, Lorenzo, 464, 470, 472.
 FERRERAS, J. de —, 55, 59, 60.
Ferrerías, 443.
*Figuera*s ou *Figuères*, fort de —, 183, 381.
 FILATRAUD, lieutenant, 314.
 FLEURY, 62.
 FOISSIER, G., capitaine, 474.
 FONSERAN, Marc, officier, 473.
 FONT Y ROIX DE MARIA, Juan, 57.
Fontainebleau, 321, 346, 557.
 FORFAIT, amiral, 491.
Formentera, île, 18, 453.
 FOUCAULT, capitaine, 252.
 FOUQUE, chirurgien, 142.
 FOURNAS, 21.
 FOURNIER, lieutenant-colonel, 381, 511.
 FRADIN, capitaine, 178.
 FRANCHESCHI, général, 377.
 FRANÇOIS I^{er}, 499.
 FRANÇOIS, le Père, 328 (voir note p. 368.)
 FRÉDÉRIC II, 494.
 FREULLER, colonel, 229, 284.
 FROGER, Gabriel, XXVI, 475.
Fuerteventura, île, 30, 495, 500, 504, 522.
 FUGIER, André, XVIII, XIX.
 GADIFER DE LA SALLE, 498.
 GAËTE, duc de —, 274.
 GALÈRE, 379, 416, 417.
 GALISSONNIÈRE, DE LA —, amiral, 428, 430.
Ganduf, Cala, 50, 58, 60, 267, 316, 469.
 GANTEAUME, amiral, 492.
Garachico, 523, 525, 543.
 GARAU, Jaime, XX, XXIX, 29, 31, 34, 39, 68, 85, 112, 113, 115, 128, 130, 138, 172, 175, 177, 180, 181, 182, 197, 192, 193, 195, 196, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 236, 243, 265, 282, 294, 298, 299, 300, 384, 387, 389, 393, 396, 398, 400.
 GARAY, MARTIN DE —, 30, 95, 376, 434, 435.
 GARCIA, soldat, 346.
Gata, cap de —, 288.
 GAUTHIER (Gutiérrez), 567.
Gênes, 479.
 GERDY, lieutenant, XXII, 6, 8, 10, 11, 86, 227, 297, 400, 401, 402, 405, 409.
 GÉRODIAS, lieutenant, 227, 228, 229, 231, 263, 264, 284, 416, 417.
Gérone (ou *Girone*), fort de —, 436.
Gibraltar, 7, 8, 9, 289, 321, 427.
 GILLE, Louis-F., fourrier, XXV, XXVII, 4, 7, 10, 17, 51, 56, 64, 66, 69, 75, 77, 79, 83, 99, 100, 109, 110, 113, 121, 122, 123, 151, 156, 157, 160, 161, 174, 184, 185, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 207, 208, 209, 210, 212, 229, 248, 249, 250, 252, 256, 257, 265, 266, 279, 280, 289, 303, 344.
 GILLE, Philippe, XXVII, 42, 53.
Gironde, corps de la —, XXIV, 70, 227, 234, 282, 344, 381, 430, 493, 509.
 GORERT, général, 381, 511.
 GODOY, Manuel, 21.
 GOLVIN, marin, 300.
Gomera, île, 499, 504, 522.
Gorée, 556.
 GORGE, 566.
 GORGON, O., capitaine, 377.
 GOULHOT, commissaire, 560.
Gournay-sur-Aronde, XXIV, 343.
 GOUVION-SAINT-CYR, général puis maréchal, 307, 315.
 GRABOVILLE, 223.
 GRAFFAN, 395.
Grainville, 498.
Grande Canarie, 499, 512, 513, 514, 515, 517, 522, 526, 528, 529, 532, 538, 539, 540, 542, 543, 556, 561, 564, 567.
Granville, 558, 561, 562.
 GRANDMAISON, GEOFFROY DE —, XVIII.
 GRASSE, DE, comte —, 491.
 GRASSET, colonel, XVIII.
 GRASSET-DE SAINT-SAUVEUR, 19, 55, 431, 453.
 GRAVINA, amiral, 492, 493.

- GRÉGOIRE-LE-GRAND, 56, 57.
Grenade, 10, 376, 377.
 GRIVEL, 227.
Guajamole, 539.
 GUANCHES, peuple des —, 497, 498, 499.
 GUASP, éditeur, XXII.
 GUETTE, sergent, 82.
 GUIARD, ou GUIRARD, adjudant, 159, 230.
 GUIBEAUD, officier, 180.
 GUILLEMARD, Robert, sergent, XXIII, XXIV, XXVIII, 76, 88, 89, 207, 249, 266, 267, 268, 273, 279, 307, 493.
 GUILLON, 112.
Guimar, 523, 525, 566.
 GUTIERREZ, Antoine, capitaine général, 500.
- HABERT, lieutenant-général, baron —, 318, 319.
 HAMILTON, lady, 429.
 HEIDEGGER, Georges, sergent, 10.
 HEIDEGGER, Henri, capitaine, 473.
 HENRI, capitaine, 476.
 HENRI II, 499.
 HEREDIA, comte —, 400, 404, 405.
 HENRI III, 498.
 HERMITTE, L' —, baron, 326, 330.
 HERMOLA, 52.
 HERRERA, D. DE —, 498.
Hierro, île, 522.
 HOLZING, VON, Franz, lieutenant —, XXXI, 417, 419, 420, 421, 444, 458, 459, 467, 469, 472, 473, 477, 478, 479.
 HOOD, amiral, 286, 443.
Horadada, la —, 49.
 HORMAZAS, marquis DE —, XXXII.
 HUGO, Victor, 109.
 HUERTA, F. de Leon y —, 525.
 HUGUET, C., 57.
 HUMBOLDT, baron DE —, 496.
 HURTEL, capitaine, 479.
 HUSSON, adjudant, XXVIII, 404, 405, 410.
- Icod*, 522, 523, 525, 556, 557, 565.
Illuro, 96.
Infantado, duc de l' —, 376.
 INFATIGABLE, caporal l' —, XXVII, 74, 76, 82, 89, 135, 137, 161, 190, 194, 195, 208, 221, 238, 243, 256, 295, 393, 394.
- Jaén*, XXIV, 135, 401.
 JAIME ou JAYME I^{er}, 18, 36, 374, 380, 426.
 JAIME ou JAYME II, 19, 27, 414.
 JAUCOURT, comte —, 345, 346.
Jersey, 558.
 JERVIS, amiral, 491.
 JOLY, major, 143.
 JOVELLANOS, 22, 414.
 JOYEUSE, VILLARET DE —, lieutenant de vaisseau, 562.
 JUAN, Pedro, patron, 72, 195.
 JUAN, évêque, 56.
 JUANO, évêque, 442.
 JURIEU, Ch.-M., 560.
- KANE, général, 427.
 KEITH, lord, 428.
 KUSTENHOFFER, Dr, 220.
- LA CROY, Juan, 94.
 LA CUESTA, général DE —, 40, 415, 434, 447, 450, 456.
 LACY, lieutenant général, 414.
 LAGRANGE, DE, colonel —, 282, 378, 381, 401, 416, 417.
 LA JEUNESSE, canonier, 72.
La Laguna, XXXII, 499, 502, 503, 504, 505, 507, 518, 519, 522, 523, 524, 525, 526, 530, 537, 539, 544, 553, 555, 566, 567.
 LAMBERT, caporal, 249, 250, 403.
 LANDOLT, 236.
 LANNION, comte DE —, 428, 446.
 LANTI, Pedro, colonel, 285.
 LANUSSE, consul, 416, 417.
Lanzarote, île, 30, 495, 497, 499, 500, 504, 522.
 LARCHÉY, Lorédan, XXIV.
 LARDIER (ou DARLIER) (alias GUILLEMARD), XXIV, 76, 78, 89, 103, 104, 105, 172, 205, 245, 248, 254, 256, 258, 266, 269, 279.
 LASALLE, 220.
Las Mercedes, 496.
Las Palmas, XXXII, 506, 514, 515, 527, 528, 538, 539, 540, 544.
 LASSERRE, 415.
 LATOUCHE-TRÉVILLE, amiral, 492.
 LAVEUVE, P., 419.
Lazaret, île du —, 336, 337, 340, 341.
Lebèche, cap, 49, 63, 173, 265.

- Lebrija*, 512, 551.
 LECLERC, soldat, 239, 389.
 LECLERCQ, Jules, 565.
 LEFRANC, général, 9, 281.
 LEGENDRE, général, XXVIII, 531.
 LE HENAFF, capitaine de vaisseau, 419.
Leipzig, 477.
 LEMIR, officier, 178.
León, Isla de —, 286, 536.
 LEROY, caporal, 269, 270.
 LERY, 62.
 LESAGE, 51.
 LESTRADE, 103, 104, 154.
 LEVRAULT, sergent, 406.
Lille, XXIV, XXVI, 135.
 LINOIS, DE, amiral —, 435.
Lion, golfe du —, 335.
Lippe-Deimold, principauté de —, 417.
Lisbonne, 560, 561.
 LITTLE, maison, 555.
 LLAMAS, DE, Miguel —, 456, 459, 460, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 471.
 LLEUNART, Rose, 400.
Lluchmajor, 57, 99, 149, 426.
 LOBAU, général, 337, 338, 340, 341.
 LOMBARD-DUMAS, A., XXVII.
 LONGE, DE —, général-baron, XXXII, 326, 332, 345, 346, 560, 561, 562.
Lorient, 562, 563.
 LORY, Louisa, 166.
 LOUIS IX, 438.
 LOUIS XIV, 427.
 LOUIS XV, 427.
 LOUIS XVIII, 326, 345, 560, 566.
 LOUIS-PHILIPPE, roi, 186, 220.
 LOUIS-SALVATOR, archiduc, XXII, 51.
 LUCAS, capitaine, 493.
 LUEVAL, V., capitaine, 474.
 LUGO, F. DE —, 498, 499, 525.
 LUJÁN, Carlos, maréchal de camp, 526, 530, 531, 535, 553.
Luz, Puerto de la —, 514, 528.
 LYNCH, 9.
 MAAG, Albert, 83.
 MACCABICH, Isidoro, XXX, 456, 473, 479.
Madrid, XXXII, 23, 345, 346, 378, 381, 427, 434, 456, 500, 501, 503, 504, 509, 560, 561, 562.
 MAFFIOTE, 566.
 MAGDELON, 388.
 MAGON, amiral, 428.
Mahon, XXVII, XXXI, 15, 16, 27, 30, 32, 37, 41, 67, 83, 86, 92, 94, 96, 174, 184, 187, 219, 257, 285, 382, 384, 417, 427, 428, 429, 430, 431, 434, 435, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 446, 469, 479, 509, 548.
 MAILLÉ, sergent, 310, 311, 314.
Malaca, 9.
Malaga, 8, 10, 387.
 MALET, 21.
 MALFERITOS, 57.
 MALOUEU, baron —, 331, 344, 559, 560.
Malte, île de —, 187, 328, 385, 390, 473.
Marbella, port, 10.
 MARCH, Francisco, 33, 34, 119.
 MARCO, G., chirurgien, 382.
Marengo, 323.
 MARET, ministre, XXII, II, 400.
 MARICOURT, A. de —, 300.
 MARIE-AMÉLIE, princesse, 187.
 MARIE-CAROLINE, reine, 187.
 MARIN, lieutenant-colonel, 469, 472.
 MARRAU, C., 462, 466.
Marseille, XXV, 325, 328, 332, 333, 335, 338, 339, 340, 341, 431, 445, 455.
 MARTI, officier, 85, 220.
 MARTIN, l'âne —, 203, 204, 205, 206, 207, 209, 210.
 MASSON, Bernard, XXV, 235, 240, 242, 243, 264, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320.
Matagorda, 4.
Mataro, port, 96, 273, 318.
 MAUSSAC, DE —, sous-lieutenant, 91, 112, 113, 129, 131, 132, 135, 138, 146, 163, 191, 192, 196, 222, 223, 224, 225, 226, 301, 396.
 MAUZAC, sergent-major, 314.
 MAY, DE —, Louis, colonel, 145, 229, 283, 284, 391.
 MAYAR, DE —, Marie-Madeleine, 166.
Médina, 10.
 MEDRANDA, José, colonel, 551.
 MEGLIORINI, lieutenant-colonel, 565.
 MELQUE, 567.
 MENLENER, Luis, 94.
 MÉNOUVRIER-DEFRESNE, capitaine de frégate, 326, 328, 330, 331, 332, 344.
 MENTELLE, lieutenant, 274.

- MENVIETA, Juan, 377.
 MERCHIER (de Cassel), XXVII.
 Meraria, flot de —, 55.
 MERCIER, capitaine, 395.
 Mercadal, 439, 443.
 MÉRY, C., DE — (Carrère-Vental), XXIII,
 XXV, 8, 9, 37, 52, 66, 67, 71, 85, 87, 92,
 102, 106, 115, 134, 136, 151, 155, 159,
 160, 184, 186, 193, 207, 211, 219, 227,
 228, 236, 243, 245, 246, 251, 264, 265,
 279, 286, 288, 292, 294, 296, 297, 301,
 302, 322, 323, 328, 329, 331, 343, 344,
 400, 401, 402, 404, 406, 408, 413, 432,
 434, 440, 452.
 MESA, DE —, B.-G., 518.
 METZGER, Paul, XXVIII.
 MIEDES, évêque, 55.
 MILFORD, capitaine, 286 289.
 Miranda, pic, 50.
 MISA, Rafael DE —, 265.
 MISEREZ, capitaine, 83.
 MOLART, colonel, XXVII.
 MOLEDINO, capitaine, 289.
 MOLIERE, 252, 258.
 MOLLINADO, J. de —, 264.
 MONCEY, maréchal, 282, 378.
 MOLEDINO, capitaine, 289.
 Montjuich, 500.
 MONTAGNAC, DEGAIN DE —, 129, 222.
 MONTAGNE, Henri, officier, 473.
 Monte Toro, 15.
 MONTI, DE —, 287.
 MORALES, Nicolas, 59.
 MORANTE, Mateo, notaire, 57.
 MOREL, capitaine, 263, 264, 316, 317,
 411.
 MOREL, Olivier, lieutenant, 474.
 MORELL, Salvador, 57.
 MOREY, Nicolas, II, 121.
 MORLA, T. DE —, XVIII, 493, 507, 509, 519,
 531.
 Moroboti, cap, 49.
 Morts, colline des —, 236, 249.
 MOULIN, capitaine, 388.
 MOURE, José-Rodriguez, 526, 544, 567.
 MOYSSIN, Juan, D^r, 380.
 MUNEROL, 22.
 MURALT, Karl-Amédée de —, XXVIII, 83,
 91, 220, 251, 259, 383, 385, 401, 402,
 404, 405, 411.
 MURAT, XXIII, 378, 503.
 Murcie, 456, 458, 461.
 Murviedro, 273.
 NADAL, Miguel, 463.
 Naples, 428.
 NAPOLÉON, XXXI, 21, 42, 187, 222, 259,
 346, 377, 378, 422, 427, 449, 457, 559,
 560.
 NARVAEZ, 518.
 NAVARRO, Agustin, 552.
 NAVARRO, Domingo-José, 517, 535, 539,
 540, 541, 543, 544.
 Neige, pic de la —, 527.
 NELSON, XXIV, 428, 491, 492, 493, 499,
 502, 513.
 NEVELLE, 80.
 NICOLAS, imprimeur, 320.
 Niu de S' Aguila, pointe, 50.
 NOVELLI, pirate, 453.
 O'DONNELL, Carlos, général, 502, 503, 504,
 505, 507, 513, 523, 524, 531, 535.
 O'DONNELL, Señora, 503, 504.
 O'DONNELL, Enrique, général, 97.
 OLEO Y CUADRADO, R., XXX, 16.
 OLIVER, Miguel S., XX, XXIX, 12, 22, 30,
 33, 34, 35, 43, 68, 113, 122, 175, 177,
 210, 220, 243, 265, 288, 303, 399.
 Olla, anse de la —, 60.
 Ollioules, XXIV.
 Olot, 305.
 ONMEA, capitaine, 178.
 Oran, 314.
 ORLÉANS, Marie-Adélaïde, duchesse d'—,
 186, 187, 241, 293, 428, 436.
 Orotava, la —, 496, 522, 523, 524, 525, 537,
 539, 543, 548, 549, 550, 551, 552, 554,
 555, 557.
 Ostende, 43.
 Osuna, 531.
 OWEN, Jacques, capitaine, 556.
 PAJADON, 129, 130, 135.
 Palamos, cap, 7.
 Palerme, 187.
 Palma, la, île de —, 504, 522, 529.
 PALMER, Nicolas, pourvoyeur, 71, 72, 94,
 120, 184, 197, 210, 213, 214, 215, 216,
 218, 223, 386, 387, 391, 396.
 PAQUERIE (Ch.), DE LA —, XXVIII.
 PARQUE, duc DEL —, 535, 538, 539.

- PATRON, capitaine, 274.
 PAULA QUINTANA, F. DE —, 465, 466, 468.
 PAWOSKI, T., lieutenant, 479.
 PELEGRI, J., 443.
 PELLETIER, major, 143.
 PELLEW, amiral, 479.
Peñal Blanch, colline, 81, 128, 324.
Peñíscola, port, 315, 316, 318, 319.
Perpignan, 274.
Peira, 149.
 PETTING, comte DE —, 299.
 PFISTER, lieutenant, 293, 475, 476.
 PHILIPPE, M^{me}, 389.
 PHILIPPE, capitaine, 419.
 PHILIPPE, V., 61, 373, 427.
 PHILIPPE-ÉGALITÉ, 428.
 PHILIPPE, V., 61, 373, 427.
 PIANA, Louis, 469.
Picamoscas, pic, 50, 81, 469.
 PICHON, officier, 473.
 PIERRE (Mosiu Perico), 549, 550.
 PIERRY, 566.
 PITAFFI, Joseph, 469.
 PIZARRE, François, 499.
 PLATON, 497.
 PLAZA, A. M. DE LA —, 527.
 PLIN, 55.
 « POCH A POCH », gouverneur, 422.
 POHL, 117.
 POLINE, gendarme, 183.
 PONS, Joaquin, patricien, 85, 131, 132, 133, 134, 135, 139, 145, 175, 223, 383, 415, 438.
 PONS Y AMAT, Pedro, 434.
Porreras, 98.
Porto Pi, pointe, 36, 419.
 PRAT, Marcellino, lieutenant-général, 565.
 PRIVÉ, général, XXII, 6, 179, 229, 283, 287, 289, 290, 381, 382, 390, 391, 397, 401, 405, 414, 415, 416, 417.
Puerto Santa Maria, 5.
Puig Mayor, massif du —, 11, 425.
 PUJOL, Esteban, capitaine, 440, 441.
 PUJOL, Louis, enseigne de vaisseau, XXIII, 326, 327, 440.
 PUJOL, secrétaire, 281.
Puntalès, 4, 493.
 QUANTIN, J., XXIII, 5, 78, 89, 90, 106, 158, 161, 178, 183, 207, 251, 252, 254.
 QUEVEDO, J. DE —, 511, 513, 514.
Quinta de Oro, 431.
 RADAYEL, Mariette, 166.
 RAGONEAU, chirurgien, 395.
 RAIS, A., XXVIII.
 RAMET, Lorenzo, 94.
 RAMIS Y RAMIS, J., XXX.
 RAQUIN, 62.
Rats, île des —, 430.
 RAVELO, D. N., 551, 557.
 RAVERA, Matias, 469.
Ré, île de —, 560.
Realejos, 522, 523, 525, 566.
 RECLUS, Elisee, XXI.
 RECO, J., 551.
 REDING, Nazaire, général, 32, 35, 36, 37, 299, 381, 385, 403, 404, 405, 406, 407, 409, 411, 413.
Redonda, île, 50.
 RÉGENCE (gouvernement de la —), 5, 23, 92, 140, 286, 300, 376, 378, 437, 509.
 REGNARD, 258.
 RENAUD, secrétaire, 170.
Reus, commission de —, 122.
 RETZ, cardinal de —, 428.
Rey, isla del —, 430, 431.
 RETZ, cardinal de —, 428.
 RIBAS DE JUAN, J., 469, 470, 471, 472.
 RICAUD, sergent, 172, 249, 267.
 RICHARD, 129, 130, 135.
 RICHELIEU, duc de —, 427, 428, 430, 438.
Riera, rivière, 373.
 RIGUIER, marin, 274.
 RIO, DEL, D., capitaine, 503.
 RIO, DEL, J., 196, 264, 265.
 RIPOCHE, 567.
 RIPOLL, Pedro-Onofre, II.
 RIQUER, pirate, 453.
 RIUDAVETZ Y TUDURY, XXX, 16, 435, 442.
 RIVIÈRE, sergent, 388.
 RIXO, ALVAREZ, J. A., 514, 529, 544, 545, 549, 551, 553, 554, 556.
 ROCA Y VINENT, XXX, 437, 440, 443.
Roche fort, 562, 563.
 ROMAIN, consul, 416, 417.
 ROMANA, marquis DE LA —, 401, 402.
 ROMERO, Antonio, lieutenant, 528.
 ROMERO, Pablo, capitaine, 528.
 RORRETO, Tomas, 456.
Rosada, rue de la —, 568.
Rosas, port, 274.

- ROSIER, caporal, 311.
 ROSILY, amiral, 5, 6, 275, 281, 492, 493, 507, 515, 518, 527, 538, 540, 541, 544, 555, 556, 557, 562, 567.
 ROSSELLÓ, BOVER DE —, XXII.
 ROSSELLÓ, J., curé, 398.
 ROSSETTI, commandant, XXIII, 282, 378, 379, 380, 381, 397, 400, 401, 402, 403, 405, 416, 417.
 ROSSINYOL, F., 32.
 ROSTAGNOL, baronne DE —, 389, 390.
Rota, 227, 435.
Rotterdam, 97.
 ROUSSEAU, J.-J., 50, 89, 124.
 ROUSSELET, Louis, XXI.
 ROZE, chevalier, 320.
 RUDE, F., 422.
 RÜTTIMANN, lieutenant, 129, 222.
 SAAVEDRA, F. DE —, 140, 377, 509, 516.
 SABIN-BERTHELOT, 564, 565.
 SACCARES, Gabriel, patron, 299.
Saelijes, 378, 401, 412.
 SAGRARA, architecte, 374.
 SAINT-AUGUSTIN, 57.
Sainte-Hélène, île de —, 347.
Sainte-Marie, port, 564.
Saint-Ildephonse, 502, 529.
 SAINT-LIGIER, officier de santé, 9.
 SALA, Antonio, 57.
 SALAMON, baron, 561.
 SALAS, capitaine, 448, 450, 452.
Salinas, cap, 17, 49.
 SALAS, capitaine, 448, 450, 452.
 SALOMON, 184.
 SALVA, M., 57.
San Antonio, ferme de —, 429.
San Carlos, quartier —, 4, 5, 158, 493, 509, 510.
San Cristobal, château de —, 443, 504, 542.
 SAND, George, 425.
San Felipe, 444.
 SAN JUAN, DE —, M., colonel, 415, 417.
 SAN JUAN, DE —, Nicolas, chanoine, 58.
San Marcos, anse, 556.
Sansillo, pic, 497.
Santa Cruz de la Palma, 499.
Santa Cruz de Tenerife, 498, 502, 503, 504, 505, 511, 513, 514, 515, 518, 522, 523, 524, 527, 531, 534, 537, 539, 542, 549, 553, 555, 556, 562, 566.
Santany, 27, 41, 68.
 SANZ, F. Hernández, XXX, 442, 443.
 SARAGOSSE, DE —, Bernard, 57.
 SARGENTO, Señor, 471.
 SARONI, 422.
Sas Figueras, sierra de —, 81.
 SAURAL, DEL, marquis —, 519, 522, 523, 524.
 SCHEIDNAGEL, officier, 222.
 SCHREMLER, E., ordonnance, 474.
 SCHÜRMANN, Ch., sous-lieutenant, XXII.
 SCHWARTZ, général, 419, 445, 449, 450.
 SEEBACH, DE —, baron, 470.
Ségovie, XXIV.
Sept ans, guerre de —, 427.
 SERRA, Miguel, chanoine, 409.
Séville, 12, 13, 23, 29, 31, 36, 94, 95, 140, 180, 286, 377, 378, 379, 380, 401, 435, 494, 502, 504, 505, 509, 514, 516, 517, 530, 538, 545.
 SHAKESPEARE, 332.
Simancas, 30, 500.
Singes, montagne des —, 7.
Six Fours, XXIV, 493.
 SMIGIELSKY, V., capitaine, 474.
 SOLANEL, DE —, Nicolas, 38.
 SMIGIELSKY, V., capitaine, 474.
 SOLER, famille, 22.
 SOMBREUIL, 499.
 SONNENBERG, DE —, Louis, 385, 411.
 SORA, Nicolas, 40.
 SOULT, maréchal, 345, 346, 401, 547, 562.
Stralsund, 227.
Succession d'Espagne, guerre de la —, 427.
 SUCHET, maréchal, 273, 315, 418, 446, 450.
 SUFFREN, DE —, bailli de, 491.
 SUREDA, 57.
Tabarca, 30, 31, 500.
 TABARES, Alonzo, 524.
 TABARIÉ, 274.
Tacaronte (Tacheronte), 538.
Tagomago, flot de —, 453.
 TALLEYRAND, 19, 326, 330, 332, 344, 459.
Tanger, 227.
Taormina, 257.
Tarragone, 12, 32, 36, 37, 38, 94, 122, 140, 271, 275, 305, 400, 401, 409, 417, 432, 433, 441, 451.

- Taulera*, Cala —, 432.
 TAVERNE, Alphonse, 229.
Ténériffe, XXXII, 496, 499, 501, 502, 505, 509, 512, 513, 514, 517, 518, 519, 522, 526, 529, 536, 538, 548, 556, 561, 564.
Terreno, quartier, 412.
 TÊTARD, maréchal-des-logis, 378.
 TEULET, major, 178, 229, 282.
Teyde, pic du —, 495, 497, 511, 512.
 THILLAYE, major, 143.
 TOMÁS, José, 137.
 TITEUX, lieutenant-colonel, XIX, XXII, XXIII.
 TOEFFFER, Rodolphe, 99.
Tolox, sierra de —, 4.
 TORENO, comte de —, 536.
 TORRES, Millares, Agustin, 515, 564.
 TORRELLA, P. I., chevalier, 60.
Tortose, 446.
Toulon, 12, 86, 96, 189, 325, 326, 427, 432, 450, 493, 560, 562, 563.
Tours, XXV.
 TRACES, chapelain, 455.
Trafalgar, XVII, XXIV, XXXII, 230, 491, 492, 493, 494, 499, 511, 527, 542, 560.
Travieso, calle de —, 539.
Tricuada, flot de —, 55.
 TRIPALDI, Vicente, capitaine, 377.
 TRONCOSO, capitaine, 402.
 TROYOLS Y VALLES, Salvador, 413.
 TRUFFIER, J., 421, 458, 470.
Tudela, 378.
Tunis, 426.
 TUR, Joaquina, 479.
 TURPIN, 91.
 TURQUET, XXVI, 68, 74, 88, 92, 99, 100, 102, 108, 113, 121, 122, 137, 142, 143, 149, 151, 153, 156, 185, 193, 194, 207, 212, 226, 235, 237, 238, 241, 242, 243, 245, 246, 253, 254, 284, 285, 295, 298, 301, 322, 323, 324, 328, 329, 333, 340, 343, 396.
Utrecht, paix d'—, 427.
Valançay, 31, 283, 516.
 VALBERT, G., 320.
Valence, XXIV, 21, 23, 68, 94, 140, 213, 214, 268, 282, 316, 376, 377, 378, 379, 400, 416, 421, 461, 470, 473.
 VALÉRO, Pedro Nel, 61.
 VALIN ou VALLIN, major, 129, 143.
Valladolid, 227.
 VALLS, Salvadora, 479.
 VANREL, Lafuente, XXX.
 VARGAS, J. de —, 6, 14, 16, 32, 36, 38, 380, 510.
 VATTIER, commandant, 227.
 VAUBAN, 373.
 VEDEL, XXIV, 381.
Vedra, île, 453.
Velez-Málaga, 10.
Vent, île du — (isla del Aire), 430.
Ventosa, Cova, 51.
 VENTUROLI, Paul, 469.
 VERA, J. de —, 510.
 VERDUGO, Mannel, évêque, 528.
 VERDUGO, gouverneur, 504.
 VERGARA, Dr, 537.
Versailles, paix de —, 427.
 VIAL, lieutenant, 196, 292.
 VICTOR, maréchal, 227, 399, 547.
 VICTORICA, DE —, Miguel, 26, 28, 33, 34, 40, 139, 145, 286, 389.
 VIDA LONGAON VILLALOGA, 439.
Villa Carlos, 438, 441, 446, 451.
 VILLALBA Y AIJAR, DE —, Luis, 435, 440, 441.
 VILLALONGA, DE —, Nicolas, 38, 40, 441.
 VILLALONGA, DE —, Ramón, 30, 490.
 VILLANUEVA DEL PRADO, marquis, 503, 504, 507.
 VILLEL, DE —, marquis, 4, 510.
 VILLENEUVE, de —, amiral, XXXII, 492, 493.
Vinaroz, port, 268.
 VIOL, Victor, officier, 473.
Vistule, fleuve, 92.
 VIVIEN DE SAINT-MARTIN, XXI.
 VUILLIER, Gaston, 478.
 WAGNER, lieutenant, 129.
 WAGRÉ, Louis-Joseph, XXIV, XXV, XXVI, XXVII, 8, 38, 42, 52, 53, 54, 65, 68, 75, 80, 81, 82, 90, 109, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 126, 128, 135, 142, 149, 159, 151, 153, 155, 158, 159, 161, 167, 170, 173, 178, 183, 184, 186, 193, 198, 199, 200, 203, 205, 207, 208, 210, 212, 216, 238, 239, 240, 242,

- 245, 247, 254, 257, 263, 264, 265, 266,
274, 275, 276, 284, 285, 292, 296, 297,
298, 302, 303, 307, 310, 321, 323, 327,
328, 331, 335, 336, 339, 340, 341, 342,
344, 346, 394, 396.
Waterloo, XXIV, 408, 506.
WEGENER, 497.
WEID, VON DER —, Ch.-Emm., capitaine,
XXVIII, 251, 385, 410, 411.
WENGL, avoyer, 404.
- WINDON, amiral, 499.
WHITTINGHAM, Santiago, maréchal de
camp, 187, 286, 474.
Xérès, XXIV.
Xurigué, cap, 63.
ZARAGOZA, Pedro et Guillermo, 58.
ZIVINI, enfant, 390.
ZOFINO, voyageur, 52.

AVERTISSEMENT AUX LECTEURS DE LANGUE ESPAGNOLE

Pour être à même de lire les textes dans l'original, l'auteur a appris l'espagnol sans maître, mais il s'excuse ne n'avoir eu, sur l'orthographe et l'accentuation du temps (début du XIX^e siècle) que peu de notions positives. Il a donc, crainte d'erreur, limité peut-être à l'excès, l'accent tonique sur bon nombre de mots cités. Un conseiller particulièrement compétent ayant, pour éviter des disparates, préconisé l'orthographe et l'accentuation modernes, on voudra bien trouver ici une application de ce principe touchant les principaux noms communs et noms propres cités, le plus souvent en italiques.

Il faut donc rectifier (en plus de quelques coquilles) :

Agustin	en Agustín	Joaquin	en Joaquín
Almudayna	— Almudaina	Lucia	— Lucía
Almotacen	— Almotacén	Luis	— Luis
Arta	— Artá	Lujan	— Luján
Bahia	— Bahía	Maestria	— Maestría
Billon	— Billón	Montanés	— Montañés
Boberia	— Bobería	Navio	— Navío
Boveda	— Bóveda	Nicolas	— Nicolás
Brujula	— Brújula	Noventon	— Noventón
Cantaros	— Cántaros	Patriotica	— Patriótica
Capitan	— Capitán	Principe	— Príncipe
Cristobal	— Cristóbal	Politico	— Político
Chismoros	— Chismosos	Presidarios	— Presidarios
Damian	— Damián	Pityusa	— Pitiusa
Dias	— Días	Quadrado	— Cuadrado
Diaz	— Díaz	Quarton	— Cuartón
Dispensero	— Despensero	Quien	— Quién
Espadachin	— Espadachín	Ramon	— Ramón
Excelentísimo	— Excelentísimo	Reyno	— Reino
Fernandez	— Fernández	Rio	— Río
Hernandez	— Hernández	Rodrigues	— Rodríguez
Francès	— Francés	Serenos	— Serenos
Geografia	— Geografía	Tomas	— Tomás
Gonsales	— González	Vellon	— Vellón
Guia	— Guía	Virey	— Virrey
Historico	— Histórico	Vomito	— vómito
Inglès	— Inglés		